8
86

BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO
1 659 261

17 OCT. 1986

ISSN 0007-4071

FONDATION NATIONALE
des SCIENCES POLITIQUES

SALLE DE SCIENCE
ÉCONOMIQUE

BULLETIN ANALYTIQUE DE DOCUMENTATION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE CONTEMPORAINE

41e ANNÉE • 1986 • NUMÉRO - 7

RESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Publié mensuellement par la

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

sous la direction de Jean MEYRIAT
avec le concours
du Centre National de la Recherche Scientifique

RÉDACTION

27, rue Saint-Guillaume, PARIS VIIe — (1) 42-60-39-60

Prière d'envoyer à cette adresse
toute correspondance concernant la rédaction et les échanges,
ainsi que les périodiques en service de presse

Rédacteur en chef :
Nicole RICHARD

Rédacteurs :
Béatrice AUZOUY, Catherine BURESI,
Nadine DADA, Claudine EVEN,
Marie FERRAZZINI, Arlette GAUTIER,
Juan JORNET, Sylvie JOSSET,
Sylvie Le MOAL, Corinne Le ROCH,
Michèle MAUSSION, Geneviève MILLON,
Jean-Claude MOURET, Françoise PORTENSEIGNE,
Jacqueline PORTIER, Sylvie THORÉ

VENTES ET ABONNEMENTS

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
27, rue Saint-Guillaume, 75341 PARIS Cedex 07 FRANCE
Tél. 260-39-60 — C.C.P. PARIS 2467022 B

TARIF DES ABONNEMENTS 1986

FRANCE		*ÉTRANGER*	
Tarif normal institutions	*Tarif réduit* particuliers	*Tarif normal* institutions	*Tarif réduit* particuliers
550 F	290 F	575 F	320 F

Prix du numéro : 60 F

BULLETIN ANALYTIQUE DE
DOCUMENTATION
POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
CONTEMPORAINE

41e ANNÉE • 1986 • NUMÉRO – 7

Ce numéro est une sélection des articles des périodiques analysés entre le 23 avril et le 20 mai 1986 par le Centre de Documentation contemporaine.

I
ÉTUDES NATIONALES

Algérie

2798. CHALABI, El Hadi ; MEKARBECH, Charef – « Les fonctions de la loi ». *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques* 22 (4), déc. 85 : 711-744.

La loi dans le système juridique algérien ; son élaboration et son adoption ; les destinataires de la loi et son caractère obligatoire. Les fonctions de la loi à travers le principe de légalité.

2799. HAMEL, B. ; KADDAR, M. – « Industrialisation, salarisation et mise au travail en Algérie – éléments d'approche ». *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques* 22 (4), déc. 85 : 745-768 ; tabl.

Après une période de salarisation massive à dominante industrielle (1967-1980), s'ouvre un nouveau mode de fonctionnement de l'économie algérienne, posant plus directement la nécessité de la contrainte productive sur les composantes salariales.

2800. PERENNES, Jean-Jacques – « La politique hydro-agricole de l'Algérie : données actuelles et principales contraintes ». *Maghreb-Machrek* (111), mars 86 : 57-76 ; tabl., cartes ; bibliogr.

© Fondation nationale des sciences politiques, 1986

Le deuxième plan quinquennal algérien 1985-1989 confirme un souci croissant de l'Etat de développer l'hydraulique en vue de l'intensification agricole. Les efforts importants d'investissement et de développement de la capacité nationale de réalisation donnent pourtant des résultats médiocres pour la production agricole et, au-delà des contraintes techniques, la maîtrise sociale de l'irrigation est nécessaire.

Allemagne (Rép. démocratique)

2801. DOLZER, Rudolf – « Administrative Durchsetzbarkeit öffentlich-rechtlicher Positionen. Verwaltungsinterne Rechtsschutzverfahren in der DDR » (Exécution administrative des positions de droit public. Procédure de protection juridique d'administration interne en RDA). *Die Verwaltung* 18 (4), 1985 : 461-481.

Depuis 1972, l'importance du droit administratif s'est accrue en RDA. L'individu dispose essentiellement de trois méthodes pour réclamer l'application du droit : l'intermédiaire du procureur, le droit d'introduire une voie de recours et le droit de requête face à l'Etat. Aucune de ces dispositions n'assure de façon satisfaisante la protection de l'individu devant la puissance étatique.

2802. KESSLER, Francis – « La confédération des syndicats libres de RDA ». *Revue française des affaires sociales* 40 (1), mars 86 : 115-124 ; bibliogr.

L'histoire et l'organisation de la Freier Deutscher Gerwerkschaftsbund, qui comprend aujourd'hui 9,1 millions d'adhérents, montrent que de plus en plus le syndicat remplit dans l'Etat est-allemand des fonctions autres que son rôle traditionnel de défense des intérêts des travailleurs.

2803. NEHRIG, Christel ; NOZICZKA, Lothar – « Die Weiterentwicklung der Agrarpolitik der SED 1956/57. Zur Situation in der landwirtschaft der DDR vor Abschluss der Übergangsperiode zum Sozialismus » (L'évolution de la politique agricole du SED en 1956-57. Au sujet de la situation de l'agriculture en RDA avant la fin de la période de transition vers le socialisme). *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 33 (12), 1985 : 1082-1096.

Au cours des années 1956-57, le SED a adopté des mesures destinées à rallier les paysans au mode de production socialiste. Le développement des coopératives de production agricole, leur mécanisation et la diminution des exploitations agricoles privées constituent les changements les plus importants dans la structure économique et sociale des campagnes. Ces mesures sont accompagnées d'un travail idéologique auprès des paysans.

Allemagne (Rép. fédérale)

Voir aussi : n° 2978, 3151, 3164

2804. « Spécial Allemagne ». *L'expansion* (284), 16 mai 86 : 95-129.

Dossier : bilan positif de l'économie allemande. Le pilier de la politique économique a été la réduction du déficit public, à l'origine de la reprise de l'économie privée. Interviews de Martin Bangemann, ministre de l'Economie et de Karlheinz Kashe, PDG de Siemens et présentation des hauts responsables de l'économie et de la politique allemandes.

2805. DAVIES, John – « Frankfurt fights back from strength ». *The Banker* 136 (723), mai 86 : 87-94 ; graph.

Les banques allemandes ont obtenu de bons résultats ces dernières années et leur situation est actuellement saine. Elles devraient pouvoir profiter au maximum de la libéralisation des services financiers.

2806. DEMELE, Ottwald – « Neue Technologien. Bedrohung oder neue Hoffnung ? » (Nouvelles technologies. Menace ou nouvel espoir ?) *Gewerkschaftliche Monatshefte* 36 (12), déc. 85 : 737-752 ; tabl.

Les salariés constatent actuellement l'échec d'un report des progrès de la productivité sur l'amélioration de l'approvisionnement en biens et services et la

réduction du temps de travail. Il n'est donc pas étonnant que le progrès technique apparaisse comme la cause apparente du chômage. Les nouvelles technologies porteuses d'espoir d'une époque nouvelle pour certains salariés, représentent également une menace pour l'emploi.

2807. SCHULZ, Eberhard – « Verständigung mit Polen. Eine noch unbewältigte Aufgabe der deutschen Politik » (Entente avec la Pologne. Une tâche que la politique allemande n'a pas encore accomplie). *Europa-Archiv* 41 (4), 25 fév. 86 : 99-108.

A côté des conflits entre Allemands et Polonais qui ont laissé des traumatismes chez ces deux peuples, trois contradictions jouent un rôle essentiel dans les relations germano-polonaises : la contradiction qui résulte de leur appartenance à des systèmes différents, la contradiction idéologique et la contradiction nationale. Une réconciliation passe par une compréhension mutuelle et la résolution de certains problèmes.

2808. SEEMANN, Klaus – « Vom " Meinungsmarkt " zum Medienwettbewerb » (Du « marché de l'opinion » à la concurrence des médias). *Die Verwaltung* 18 (4), 1985 : 413-436.

Les médias jouent un rôle important dans la formation de l'opinion publique. Juridiquement il appartient aux différents Länder de prendre des mesures pour sauvegarder la pluralité d'opinions. Mais l'Etat fédéral pourrait protéger la concurrence par une loi sur les cartels contrôlant les fusions dans la presse et l'émission radiophonique. La volonté d'adapter les évolutions du droit des cartels au droit des médias ne doit toutefois pas écarter le gouvernement des principes de base de l'économie sociale de marché.

2809. WILPERT, Czarina – « Occupational position and return among foreign workers in the EC : some tentative conclusions from the Federal Republic of Germany ». *Travail et développement* (5-6), 2e sem. 85 : 151-182 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'arrivée de travailleurs immigrés en Allemagne fédérale a eu un impact important sur la situation démographique de ce pays, bien que, chaque année, de 1974 à 1982, 300 000 étrangers soient retournés dans leur pays d'origine. Depuis 1973, la structure du marché du travail allemand et la nature des emplois proposés ont beaucoup changé. Les jeunes et la main-d'œuvre féminine étrangère sont les plus touchés par ces transformations.

Institutions et vie politiques

2810. HORCHEM, Hans Josef – « Terrorismus in der Bundesrepublik Deutschland 1985 » (Terrorisme en République fédérale d'Allemagne 1985) *Beiträge zur Konfliktforschung* 16 (1), 1986 : 5-23.

La motivation, l'idéologie et la justification de la violence des groupes terroristes sont influencées par leurs racines historiques comme par exemple la Fraction Armée Rouge et les cellules Rouges. Mais l'élan et l'envolée dont bénéficiaient ces deux groupes ont été repris par le mouvement pour la paix tandis que les réactions des autorités compétentes en matière de sécurité et de justice ont occasionné des pertes décisives aux néo-nazis et les ont privés de leur base.

2811. KRIEGER, Hubert – « " Anti-Regierung " oder " Klientelthese " ? Wirkungen persönlicher Betroffenheit von Arbeitslosigkeit im Rahmen des etablierten Parteienspektrums (1980-1985) » (Anti-gouvernementalisme ou clientélisme ? Conséquences personnelles du chômage dans le cadre du spectre des partis établis (1980-85)). *Politische Vierteljahresschrift* 26 (4), déc. 85 : 357-380 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Dans les années 80, la crise de l'emploi n'a pas eu d'effets immédiats sur la stabilité du système politique de la RFA. Les statistiques sur le comportement politique des chômeurs entre 1980 et 1985 plaident en faveur de la thèse du clientélisme mais une analyse des milieux socio-économiques des électeurs montre qu'il n'existe ni comportement type ni conséquence politique unique lorsque les individus sont personnellement atteints par le chômage.

2812. SCHNEIDER, Hans-Peter – « Die Ministeranklage im parlamentarischen Regierungssystem » (L'accusation ministérielle dans le système de gou-

vernement parlementaire). *Zeitschrift für Parlamentsfragen* 16 (4), déc. 85 : 495-509.

L'institution de l'accusation ministérielle dans la Constitution des Länder permet aux parlementaires de poursuivre les membres du gouvernement du Land pour infraction à la Constitution ou à d'autres lois devant un tribunal constitutionnel. Cette disposition subsiste depuis 1945 dans la plupart des Länder sans être utilisée. La responsabilité parlementaire peut être mise en œuvre par des méthodes plus rapides et efficaces en particulier par la procédure du vote de défiance constructive.

2813. WENGST, Udo – « Die CDU/CSU im Bundestagswahlkampf 1949 » (La CDU/CSU dans la bataille pour les élections au Bundestag en 1949). *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte* 34 (1), janv. 86 : 1-52.

En 1949, Konrad Adenauer n'envisageait une coalition qu'avec des partis qui, comme la CDU/CSU se réclamaient de l'économie sociale de marché. Aussi la campagne électorale de la CDU/CSU visait-elle d'une part un rapprochement entre ces partis, d'autre part une claire démarcation des représentants de l'économie planifiée. La formation d'un gouvernement de coalition entre la CDU/CSU, le FDP et le DP était une suite logique de cette politique.

2814. WEVER, Gottrik – « Kommunistische Unternehmungen in der Bundesrepublik Deutschland » (Les activités communistes en Allemagne fédérale). *Beiträge zur Konfliktforschung* 16 (1), 1986 : 87-109.

Les activités des communistes orthodoxes et de leurs partisans en Allemagne fédérale, sont couvertes par des sommes virées et par des subventions cachées à certaines entreprises. Pour les créations ou les achats de sociétés, les promoteurs d'Allemagne de l'Est sont, selon les expériences des communistes autrichiens, parvenus à transmettre les parts de capital détenues par des administrateurs fiduciaires choisis sur les propres sociétés en Occident. Ils s'assurent ainsi une arrivée régulière de devises et des excédents que le DKP peut utiliser pour ses activités politiques.

Belgique

2815. [Dossier nouvelles entreprises] *Wallonie* 13 (1), 1986 : 5-41.

Suite d'articles consacrés à la création d'entreprises nouvelles, phénomène lié à l'utilisation des nouvelles technologies.

2816. « 13-10-1985 : élections ». *Res publica* 28 (2), 1986 : 179-355.

Numéro consacré à une analyse des résultats des élections législatives du 13 octobre 1985 : participation électorale, résultats par parti : parti socialiste, chrétiens-démocrates, parti libéral, parti flamand nationaliste, et par région. La formation de trois forces politiques principales à l'issue de ce scrutin.

2817. BONTE, André – « L'université et les défis des années 90 ». *La revue politique (1985)* (6), déc. 85 : 31-48 ; tabl., graph.

Les universités belges seront confrontées, dans les années 90, à toutes sortes de défis : la démographie (diminution du nombre des étudiants et vieillissement du corps académique), le développement technologique accéléré réclamant un enseignement de type « postgraduate », l'érosion des moyens financiers et surtout le défi du marché de l'emploi. L'université devra s'adapter à un contexte profondément modifié.

2818. MOULAERT, Franck – « Vreemde werknemers, werkgelegenheid en sociale zekerheid » (Travailleurs immigrés, emploi et Sécurité sociale). *Res publica* 28 (1), 1986 : 95-110 ; tabl. ; résumé en anglais.

Aperçu historique de la position des travailleurs immigrés sur le marché belge du travail. Le nombre de travailleurs immigrés employés est passé de 114 000 en 1954 à 245 900 en 1978.

2819. SMITS, Jozef – « La localisation des lieux de manifestation en Belgique ». *Res publica* 28 (1), 1986 : 23-53 ; tabl., carte ; résumé en anglais.

Les manifestations en Belgique sont un phénomène urbain. La Flandre manifeste plus que la Wallonie. De 1953 à 1974, Flamands et Wallons se sont mobilisés sur des thèmes différents.

2820. VANDERMOTTEN, Christian – « La Wallonie dans la crise. Temps longs et lecture de l'espace économique ». *Wallonie* 13 (1), 1986 : 49-67 ; tabl., cartes.

La formation spatiale wallonne, héritée du XIXe siècle, est la cause des blocages majeurs de l'économie actuelle (blocage démographique, stratification rigide des structures sociales, blocage du développement des industries légères). La crise est perçue avec une rigueur accentuée en Wallonie de par la conjonction d'une désindustrialisation frappant un secteur peu diversifié et d'exportations industrielles encore moins diversifiées.

Bulgarie

Voir aussi : n° 1367, 3170

2821. « Special issue on the Turkish minority in Bulgaria ». *Foreign Policy (Ankara)* 12 (3-4), 1985 : 3-161.

Numéro consacré à l'analyse de l'importance de la migration turque en Bulgarie : historique du problème, statut de cette minorité ; son importance numérique et politique ; son intégration.

2822. FOSCOLO, Fredy – « Le pouvoir communiste face à la société ; contribution à l'étude du cas bulgare ». *Communisme* (8), 1985 : 105-114.

Entre 1945 et le milieu des années 60, le parti a affronté la société civile en imposant la soviétisation totale et immédiate au mépris des réalités historiques, économiques et sociales du pays. Depuis lors, la société et le pouvoir « se regardent en chiens de faïence ».

2823. HOPKEN, Wolfgang – « Bulgariens Landwirtschaft vor Problemen » (L'agriculture de la Bulgarie confrontée à des problèmes). *Südosteuropa. Zeitschrift für Gegenwartsforschung* 34 (11/12), 1985 : 611-628 ; tabl.

Depuis les années 70 et l'instauration du nouveau mécanisme économique allégeant la centralisation de l'économie, la Bulgarie jouit d'une situation relativement prospère et l'agriculture y contribue en grande partie. Arriérée et morcelée, elle s'est transformée après la guerre en une exploitation agro-industrielle fortement concentrée et représente encore 17 % du PNB. Toutefois les conditions climatiques défavorables de 1984 ont mis en évidence des problèmes structurels et des défauts d'organisation.

Burkina Faso

Voir aussi : n° 747, 1282

2824. « Le Burkina Faso ». *Politique africaine* (20), déc. 85 : 3-90.

Numéro spécial consacré au régime mis en place pendant l'été 1983 et qui constitue une rupture très réelle et multidimensionnelle dans l'histoire voltaïque, même si elle est le fruit d'une lente évolution. Analyse de la politique économique et sociale menée par l'équipe du capitaine Sankara et des résistances qu'elle suscite, de l'émergence du nouveau bloc social à prétention hégémonique, celui des couches populaires, ses relations avec les chefferies traditionnelles, le rôle nouveau envisagé pour les femmes et la recherche d'une nouvelle politique extérieure.

2825. MEYER, M.P. – « La structure dualiste du droit au Burkina : problèmes et perspectives ». *Penant* 96 (790-791), juil. 86 : 77-89.

Le dualisme juridique qui signifie qu'à côté des juridictions de droit écrit subsistent des juridictions de droit coutumier et que cohabitent des règles de droit écrit et de droit coutumier n'est pas sans poser de graves problèmes quant à la répartition des « compétences normatives » de l'un ou l'autre système.

2826. OTAYEK, René – « Le changement politique et constitutionnel en Haute-Volta ». *Année africaine* 1983 : 86-106.

Le coup d'Etat du 4 août 1983 en Haute-Volta diffère profondément des précédents : le CNR arrivé au pouvoir engage une épuration profonde, met en

route une réforme administrative d'envergure en réduisant le poids des chefferies coutumières, et cherche l'alliance avec les civils. Cependant, l'avenir du régime du capitaine Sankara demeure incertain, car la conjoncture économique est particulièrement préoccupante, et l'environnement régional et mondial se montre hostile.

2827. SAWADOGO, Filiga Michel – « Le traitement fiscal inégalitaire des entreprises au Burkina : le cas de l'imposition des bénéfices ». *Le mois en Afrique* 21 (239-240), janv. 86 : 54-68.

Le traitement inégalitaire des entreprises par la fiscalité au Burkina, selon leur forme juridique, pourrait s'expliquer par des motifs économiques (accroissement de l'investissement) ou sociaux, (justice sociale), or il semble que ces objectifs ne soient ni visés, ni atteints, le plus juste serait donc de supprimer ces discriminations fiscales.

2828. SAWADOGO, Filiga Michel ; MEYER, Pierre – « Le nouveau code des investissements au Burkina ; changement ou continuité ? » *Revue juridique et politique* 40 (1-2), juin 86 : 63-93.

L'article 1er de l'ordonnance du 7 août 1984 a défini le régime des investissements au Burkina Faso : régime de droit commun, et régimes privilégiés sous certaines conditions. Les éléments de changement sont nombreux, mais les éléments de continuité par rapport à l'ordonnance de 1978 sont encore plus nombreux : dans l'ensemble, ce code est adéquat pour attirer les investissements.

Canada

2829. [La ville au Canada]. *Etudes canadiennes* 11 (19), déc. 85 : 3-256 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr. ; résumés en français et en anglais.

Publication des Actes du Congrès de l'Association française d'études canadiennes, tenu en 1985 : l'évolution des villes, des plans d'urbanisme, les problèmes de croissance urbaine ; la vie quotidienne dans les villes canadiennes.

2830. CROISAT, Maurice – « Le Parti québécois : la fin d'une époque ». *Revue juridique et politique* 40 (1-2), juin 86 : 99-112.

Le Parti québécois est né en 1967 d'un rassemblement de tous les indépendantistes autour de R. Levesque sur la notion de souveraineté-association. A la suite de déboires électoraux, le parti a choisi « l'étapisme » (démarche par étapes) : cette stratégie lui a permis de conserver le pouvoir depuis 1976, mais cache mal le recul de l'entreprise souverainiste, et la division au sein du parti.

2831. DOOLEY, Martin D. – « The overeducated Canadian ? Changes in the relationship among earnings, education, and age for Canadian men : 1971-81 ». *Canadian Journal of Economics* 19 (1), fév. 86 : 142-159 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en français.

De 1971 à 1981, l'écart des salaires masculins en fonction des niveaux d'instruction s'est réduit au Canada quelle que soit la classe d'âge.

2832. FOX, Bonnie J. ; FOX, John – « Women in the labor market 1931-81 : exclusion and competition » *The Canadian Review of Sociology and Anthropology* 23 (1), fév. 86 : 1-21 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en français.

L'effet de concurrence induit par la participation des femmes à la vie active contribue à faire baisser le niveau des salaires dans les secteurs où la proportion des femmes est élevée. Il existe de plus un effet de sélection qui fait que des femmes sont exclues des emplois où le salaire des hommes est élevé.

2833. GERBER, Linda M. – « The federal election of 1968 : social class composition and party support in the electoral districts of Ontario ». *The Canadian Review of Sociology and Anthropology* 23 (1), fév. 86 : 118-135 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en français.

Les études de sociologie électorale ont souvent mis en évidence la faiblesse, au plan national, du vote de classe au Canada. Une étude limitée à l'Ontario fait néanmoins apparaître une relation claire entre le statut socio-économique et le

soutien à un parti. C'est pour le New democratic Party que cet effet de classe est le plus prononcé.

2834. GLOBERMAN, Steven ; SCHWINDT, Richard – « Testing hypotheses about business government relations : a study of the British Columbia forest product industry ». *Research in Corporate Social Performance and Policy* 7, 1985 : 103-106 ; tabl. ; bibliogr.

Le cas particulier de l'industrie forestière montre qu'au Canada, le monde des affaires essaie d'entretenir des relations harmonieuses avec le gouvernement. Ce but est généralement atteint grâce à des échanges d'informations assez soutenus. Mais les conséquences sociales des relations entreprises/gouvernement, sont parfois négatives.

2835. WINER, Stanley L. – « The role of exchange rate flexibility in the international transmission of inflation in long and shorter runs : Canada, 1953 to 1981 ». *Canadian Journal of Economics* 19 (1), fév. 86 : 62-86 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en français.

A partir de 1972, la flexibilité des taux de change a permis de bloquer la transmission de l'inflation américaine vers le Canada. De 1973 à 1981, l'inflation canadienne n'est ainsi plus « importée » des Etats-Unis.

Chine

Voir aussi : n° 3145

2836. « China' 86 new threshold ». *Far Eastern Economic Review* 131 (12), 20 mars 86 : 57-110 ; tabl.

Dossier consacré aux changements intervenus en Chine depuis 1979, l'accent étant mis sur la politique économique : bilan et perspectives dans les différents secteurs de l'économie, et rapide aperçu de la politique intérieure et extérieure.

2837. « Pékin ». *Autrement. Série monde* (17), avr. 86 : 195 p ; cartes.

Confrontée au monde moderne, la ville impériale s'est adaptée et a subi de multiples bouleversements : ce fut d'abord l'accueil du Comité central et de son Grand Timonier, puis plus récemment la « modernisation » dont rêve Den Xiao ping. Parallèlement, la ville s'est ouverte aux étrangers et le petit peuple reprend possession de la rue.

2838. Les zones économiques spéciales

a. « China's special economic zones ». *Chinese Economic Studies* 19 (2), hiv. 86 : 3-92.
Numéro spécial consacré aux zones économiques spéciales chinoises : débats sur la nature politico-économique de ces zones, la propriété des moyens de production, la politique des salaires et le rendement du travail ; interviews des administrateurs de ces régions.

b. ZHANG ZEYU – « Retour de la zone économique spéciale de Xiamen ». *Beijing information* 24 (2), 13 janv. 86 : 14-24.
Dossier. L'établissement en 1980, de la zone économique spéciale de Xiamen – qui doit devenir un port franc – a eu des effets bénéfiques : développement de l'économie et amélioration des conditions de vie.

2839. BORDE, Dominique – « La constitution de sociétés communes à capitaux mixtes, chinois et étrangers, en République populaire chinoise ». *Revue de droit des affaires internationales* (2), 1986 : 189-200 ; tabl.

Entre 1983 et 1985, le nombre d'entreprises à capitaux mixtes a augmenté considérablement ; elles prennent en général la forme sociétaire : les equity joint-ventures.

2840. JI PING et al – « Marriage motivated population movement in the outskirts of Beijing ». *Social Sciences in China* 7 (1), mars 86 : 161-180.

Le mariage est la cause principale d'un mouvement de population important en provenance des zones rurales vers les environs de Pékin et dont les femmes de 20 à 29 ans constituent l'essentiel. Les idées traditionnelles sur le mariage créent en effet une forte demande de jeunes paysannes sur le « marché du mariage ».

2841. SIU, Helen F. – « Collective economy, authority and political power in rural China ». *Political Anthropology* 5, 1986 : 9-50 ; tabl. ; bibliogr.

Pendant les 30 années de politique socialiste en Chine des cadres ruraux furent recrutés par le gouvernement pour mettre en œuvre les réformes agraires, la collectivisation, la révolution culturelle et les réformes d'après Mao. Peu à peu, ils utilisèrent leur autorité politique pour pratiquer une domination bureaucratique sur les paysans, au nom du Parti et se mirent dans une situation paradoxale : ils furent accusés par l'Etat de collusion avec les paysans et de tromperie, et associés par les paysans au discrédit politique, économique et culturel général.

2842. WANG, Nian ; GUO, Yanxi – « Le marché chinois de l'électronique ». *Le courrier des pays de l'Est* (303), fév. 86 : 3-27.

Avec le lancement de la politique d'ouverture en 1972, l'industrie électronique a connu un essor remarquable, mais l'informatique et les communications accusent un grand retard ce qui rend les importations inévitables. A moyen terme, le VIIe plan quinquennal, afin de répondre aux besoins du marché, a adopté des objectifs ambitieux : établir un système de production intégrale pour l'industrie électronique, améliorer la qualité et élever la productivité.

2843. ZENG ZHAOYAO – « On the development of teacher training in China ». *Social Sciences in China* 7 (1), mars 86 : 49-68.

Les bouleversements économiques et technologiques de ces dernières années constituent un défi et offrent de nouvelles opportunités pour la formation des enseignants. Quatre priorités se dégagent : l'adaptation à la réalité sociale et aux nécessités de l'économie, une formation distincte pour les futurs enseignants, l'assouplissement du système de la double spécialité, le développement des sciences de l'éducation.

2844. ZHANG SHICHU – « The comparative study of East and West cultures in China in recent years ». *Social Sciences in China* 7 (1), mars 86 : 35-48.

L'étude comparative des cultures occidentales et orientales a pris en Chine une dimension nouvelle avec la conduite de la modernisation et a suscité de nombreux travaux. Rappel des principales différences idéologiques ainsi que des conflits avec la culture chinoise traditionnelle, rencontrés par le processus de modernisation.

Institutions et vie politiques

2845. « China in transition ». *Journal of International Affairs* 39 (2), hiv. 86 : 1-147.

Numéro spécial consacré aux changements intervenus en Chine depuis que Deng Xiaoping a consolidé son pouvoir, dans les années 70 : politique extérieure, réforme industrielle et agricole, les dilemmes de la modernisation et ses implications idéologiques. Voir : GOLDMAN, Marshal I : n° 3105 ; JACOBS, Piers : n° 2995.

2846. « Chinese language planning : perspectives from China and abroad ». *International Journal of the Sociology of Language* (59), 1986 : 5-115 ; tabl. ; bibliogr.

Numéro consacré à la modernisation linguistique et à la planification du langage en Chine et dans les pays de langue chinoise. Voir : ZHOU YOUGUANG : « Modernization of the Chinese language » ; KWOCKPING TSE, John : « Standardization of Chinese in Taiwan » ; LIU YONG-QUAN : « Technological development and organization in China ».

2847. NG-QUINN, Michael – « The Chinese military : political demands and control ». *Armed Forces and Society* 12 (2), hiv. 86 : 253-285.

La réforme militaire engagée en Chine par Deng Xiaoping illustre bien l'interaction entre le militaire et la politique. Les militaires suscitent en effet une « demande politique », qui fait alors naître des contrôles politiques exercés par les autorités gouvernementales.

2848. YINGXIANG, Cheng – « La Chine sort de l'ombre ». *Politique internationale* (31), print. 86 : 195-208 ; résumés en anglais et en espagnol.

Le renouveau économique, social et culturel sans précédent mis en œuvre par l'équipe de Deng Xiaoping est sans cesse menacé par les fantômes de la Chine totalitaire, le système du parti unique, la fidélité à la « pensée Mao Zedong »

et l'omniprésence des cadres, mais il bénéficie d'atouts considérables : transformation de la classe dirigeante, concours de l'intelligentsia, popularité des réformes et changements profonds de la société.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 2881, 2995, 3069, 3105, 3107, 3142

2849. La Chine et le Tiers-Monde

a. COPPER, John F. – « The PRC and the Third World : rhetoric versus reality » ; *Issues and Studies* 22 (3), mars 86 : 107-125.
Se proclamant membre du Tiers-Monde, mais étant de fait une puissance à part, la Chine connaît des difficultés dans ses relations avec le Tiers-Monde et il y a loin entre ses déclarations de solidarité et les faits eux-mêmes.

b. HUAN XIANG – « Pékin et les trois mondes ». *Politique internationale* (31), print. 86 : 187-193 ; résumés en anglais et en espagnol.
Un entretien conduit par Claude CADART est l'occasion pour HUAN XIANG de réaffirmer que la politique étrangère chinoise est une politique d'indépendance et non d'équi-distance à l'égard des deux grands, et que des trois mondes, grandes puissances, pays développés et Tiers-Monde, c'est toujours du Tiers-Monde que la Chine sera solidaire.

2850. « Peking's foreign relations ». *Issues and Studies* 22 (3), mars 86 : 11-52.

Numéro consacré à une analyse des fondements idéologiques de la politique extérieure chinoise et de leur confrontation avec les réalités internationales, ce qui a conduit la Chine à opérer un certain nombre de changements dans cette politique. Voir : DENG-KER LEE : n° 2881 ; YIN CHING-YAO : n° 3105 ; COPPER, John F. : n° 2849.

2851. SUTTER, Robert – « The strategic consequences of nuclear proliferation in South Asia for China ». *The Journal of Strategic Studies* 8 (4), déc. 85 : 49-56.

Un environnement stratégique stable, nécessaire à sa sécurité et à la réalisation de son programme de modernisation, constitue l'objectif prioritaire de la politique étrangère de la Chine. Mais ses moyens limités face à l'expansionnisme soviétique l'incitent à soutenir le Pakistan dans la réalisation du programme nucléaire qu'il s'est fixé, d'une part, et à améliorer ses rapports avec l'Inde, les deux pays étant ses voisins du sud.

Colombie

2852. BOKOBZA, Daniel ; ESCOBAR, O. Raúl – « Funcionamiento del congreso en el régimen presidencial colombiano ». *Administración y desarrollo* 12 (22), oct. 85 : 60-73.

L'analyse institutionnelle et politique du fonctionnement du congrès confirme qu'il ne soutient pas le développement démocratique du pays et montre aussi que ce défaut est le résultat d'un bipartisme dont l'organisation interdit toute opposition.

2853. GALVIS GAITAN, Fernando – « El municipio colombiano y la elección popular de alcades ». *Administración y desarrollo* 11 (21), nov. 83 : 215-267.

Le manque d'autonomie politique et financière des municipalités apparaît étroitement lié aux problèmes du sous-développement démocratique et socio-économique de la Colombie ; suggestion pour une réforme du régime communal concernant en particulier l'élection du maire aujourd'hui nommé par l'administration centrale.

2854. RODRIGUEZ BERNAL, Adolfo – « Constitución y desinstitucionalización ». *Administración y desarrollo* 12 (22), oct. 85 : 25-39.

La tradition démocratique, tant vantée en Colombie, apparaît plutôt formelle que réelle à travers l'histoire du pays où la solution des conflits politiques, sociaux et économiques a toujours contourné la Constitution.

Congo

Voir aussi : n° 3126

2855. BRETON, Jean-Marie ; DEMAY de GOUSTINE, Patrick – « La Cour suprême et le régime contentieux congolais ». *Penant* 96 (790-791), juil. 86 : 48-76.

La Cour suprême et le contentieux administratif ; la Cour suprême et le contentieux privé ; le régime de la cassation et l'application des lois de procédure.

2856. GOMA-FOUTOU, Célestin – « La lutte contre les idéologies opposées au marxisme-léninisme ». *La revue de sciences sociales* (4), déc. 85 : 43-71.

Le Parti congolais du travail, comme les autres partis progressistes sur le continent africain, doit en permanence faire front aux déviations idéologiques petites bourgeoises et nationalistes. En redoublant d'efforts il pourra vaincre définitivement l'obscurantisme, le tribalisme et le régionalisme et conduire le peuple congolais à son émancipation totale et au progrès social.

2857. LALLEMANT, Marc ; JOURDAIN, Gonzague – « La grossesse impossible chez les jeunes filles scolarisées à Brazzaville ». *Cahiers ORSTOM – Série sciences humaines* 21 (2-3), 1985 : 363-372 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Les grossesses des adolescentes scolarisées à Brazzaville mettent en lumière l'affrontement entre la morale traditionnelle accueillante aux enfants et le succès scolaire, symbole de réussite sociale, qui impose sa contrainte. Aucune solution satisfaisante n'apparaît ; le débat sur l'avortement se fait sur quatre plans : la loi, la démographie, le vécu et l'éthique.

Corée du Sud

Voir aussi : n° 2476, 2610, 2698, 3145

2858. « Korean society in transition » *Korea & (and) World Affairs* 9 (4), hiv. 85 : 624-872.

Numéro spécial publié à l'occasion du 40e anniversaire de l'indépendance nationale, consacré aux questions touchant la politique étrangère de la Corée du Sud, sa politique intérieure, son économie et aussi la réunification des deux Corées.

2859. La situation économique

a. CAPLAN, Basil – « Korea's stroke of luck ». *The Banker* 136 (723), mai 86 : 54-61 ; tabl., graph.
L'impact combiné de la chute du prix du pétrole, de la baisse du taux du won et des taux d'intérêts a fait de la Corée du Sud le premier bénéficiaire des transformations de l'économie mondiale. La croissance rapide rend impérative une libéralisation de l'économie.

b. HONG YOUNG-PYO – « A trial study on the relationship between economic growth and income distribution in Korea ». *Asian Economics* (55), déc. 85 : 5-19 ; tabl.
Partie d'une situation très difficile en raison de la guerre qui l'a secouée jusqu'en 1953, l'économie coréenne a connu une croissance record au cours des années soixante. Les liens entre cette croissance et la distribution des revenus dans ce pays, sont très complexes et variables selon les périodes concernées.

2860. AGBI, S. Olu – « Africa and Korean foreign policy, 1948-84 : a historical perspective ». *The Korean Journal of International Studies* 17 (1), hiv. 86 : 37-74 ; tabl.

De 1948 à 1960, les relations entre l'Afrique et la Corée du Sud ont été inexistantes, la forte personnalité de Syngman Rhee ayant façonné la politique extérieure durant cette période. A partir de 1961, les successeurs de Park Chung Hee ont donné une orientation différente à la politique extérieure en établissant peu à peu des relations diplomatiques avec l'Afrique, en vue de

soutenir le développement économique, mais aussi de réduire l'influence de la Corée du Nord dans les pays du Tiers-Monde et de créer un cadre pour une coopération Sud-Sud.

Côte-d'Ivoire

2861. DUBRESSON, Alain – « Derrière la contradiction, l'Etat. Discours et pratique de l'aménagement du territoire en Côte d'Ivoire ». *Politique africaine* (21), mars 86 : 77-89.

La présentation officielle de la politique de lutte contre les disparités régionales ivoiriennes souligne l'articulation de la volonté publique et des dynamismes locaux. Or, la politique réellement suivie a été conçue et réalisée par le seul Etat et de façon très centralisée.

2862. FARGUES, Philippe – « Mobilité du travail et croissance d'une économie agricole : la Côte-d'Ivoire ». *Tiers-Monde* 27 (105), mars 86 : 195-211 ; tabl., graph., carte.

L'immigration, soit interne de la campagne vers les villes, soit de l'étranger vers la Côte-d'Ivoire a été un des facteurs importants de la croissance économique du pays. Mais ces mouvements de population ne sont pas sans poser des problèmes aux régions et aux pays dont ils sont issus.

2863. KOUAKOU, Tchoum – « Bilan et stratégie de la politique de l'emploi en Côte-d'Ivoire ». *Travail et développement* (5-6), 2e sem. 85 : 119-134 ; tabl.

A partir de 1970, la volonté de promouvoir l'emploi en Côte-d'Ivoire se traduit par l'ivoirisation de l'économie mais les effets de la crise dans les années 1980 ont une répercussion négative sur l'emploi et le bilan actuel est le reflet de nombreuses faiblesses au niveau de la stratégie de développement de l'emploi.

2864. PENOUIL, Marc – « Dynamismes et facteurs de blocage dans le développement économique de la Côte-d'Ivoire ». *Année africaine* 1983 : 229-248 ; bibliogr.

La Côte-d'Ivoire a su adopter une stratégie de développement à la fois cohérente, dynamique et d'une grande souplesse d'adaptation. Toutefois, elle n'a pu éviter trois formes de blocages : les déséquilibres inhérents au développement (dépendance culturelle et commerciale, urbanisation, inégalités), les déséquilibres extérieurs au développement (crise économique mondiale, absence d'unité du continent africain), et ceux inhérents à la stratégie de croissance (endettement, phénomène spéculatif).

Espagne

Voir aussi : n° 3161, 3171

2865. « La reforma de la seguridad social ». *Información comercial española* (630-631), mars 86 : 3-171.

Numéro spécial sur la sécurité sociale en Espagne : analyse de la réorientation que, dans un contexte économique de crise, exigent le principe, l'organisation, la gestion et le financement du système actuel.

2866. BARNES, Samuel H. et al. – « The development of partisanship in new democracies : the case of Spain ». *American Journal of Political Science* 29 (4), nov. 85 : 695-720 ; tabl., graph. ; bibliogr.

En Espagne, la période de transition démocratique n'a pas favorisé l'identification à un parti, laquelle reste très fluctuante comme le montrent les résultats d'enquêtes réalisées en 1978, 1980 et 1984. Par contre, l'identification à un leader politique ou à une orientation de gauche ou de droite s'est renforcée. Cette faible identification partisane tient aux aspects politiques particuliers de la transition démocratique espagnole.

2867. BRAÑA, Francisco Javier – « La financiación de las autonomías ». *Razón y fe* 213 (1050), avr. 86 : 379-391.

L'examen du problème de l'organisation des finances régionales montre l'urgence d'une réforme pour réaliser sans détours la décentralisation que le fonctionnement de l'Etat des autonomies exige en Espagne.

2868. McKENNA, James B. – « University reform in Spain : new structures for autonomy and accountability ». *Comparative Education Review* 39 (4), aut. 85 : 460-470 ; tabl.

La loi sur la réforme universitaire adoptée en 1983 avait essentiellement pour but de démanteler l'édifice franquiste et d'instituer l'autonomie des universités.

Etats-Unis

Institutions et vie politiques

2869. « 120th anniversary issue. Looking at the United States ». *The Nation* 242 (11), 22 mars 86 : 327-381.

A l'occasion du 120e anniversaire de la revue, numéro spécial consacré à la nation américaine comme la voient des personnalités politiques ou des milieux culturels et artistiques étrangers : Carlos Fuentes, Michael Manley, Jack Lang, Willy Brandt, Rachel Eytan, Margaret Papandreou, Benazir Bhutto...

2870. « Special commemorative section on Dr Martin Luther King Jr. ». *Ebony* 41 (3), janv. 86 : 31-108.

Suite d'articles : l'action et l'héritage de Martin Luther King, à l'occasion de la première célébration du « King Day » le 20 janvier, devenue journée nationale de commémoration.

2871. « Urban ethnicity in the United States : new immigrants and old minorities ». *Urban Affairs Annual Reviews* 29, 1985 : 7-304 ; tabl., cartes ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés aux problèmes des minorités ethniques dans les villes américaines. Face à l'arrivée de nouveaux immigrants, ces villes ont dû adapter leurs politiques économique et sociale. Voir : FERNANDEZ, Ricardo R. ; VELEZ, William : n° 2891 ; ERIE, Steven : n° 2911.

2872. « Voting and registration in the election of november 1984 ». *Current Population Reports. Population Characteristics* (405), mars 86 : 97 p. ; tabl., graph.

La participation électorale aux présidentielles de novembre 1984 : répartition par sexe, âge, origine ethnique ou nationale, région.

2873. MANDLE, Joan D. – « The women's movement and electoral politics : where do we go from here ? » *Socialist Review* 16 (2), avr. 86 : 25-39 ; bibliogr.

La décision de participer à une élection nationale et l'engagement des mouvements féministes derrière Géraldine Ferraro en 1984 étaient liés à la composition socio-économique de ces mouvements, qui recrutent dans la bourgeoisie cultivée luttant pour l'accès des femmes à toutes les carrières professionnelles. Leur défaite dénote leur incapacité à mobiliser les femmes qui constituent l'essentiel de la population en situation d'échec et de pauvreté. Voir aussi, pp. 67-95 : HANSEN, Karen V. : « Women's Union and the search for political identity ».

2874. PATTERSON, Samuel C. ; CALDEIRA, Gregory A. – « Mailing in the vote : correlates and consequences of absentee voting ». *American Journal of Political Science* 29 (4), nov. 85 : 766-788 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Certaines assemblées d'Etat ont adopté des législations simplifiant l'inscription sur les listes électorales et le vote par procuration ainsi que le vote par correspondance afin de favoriser une plus grande participation électorale. Les facteurs déterminant le taux de votes par correspondance ou procuration varient selon les Etats ; la simplification de la pratique entraîne une augmentation de son utilisation par les électeurs.

2875. PLOTKE, David – « Reaganism and neo liberalism ». *Socialist Review* 16 (2), avr. 86 : 7-23.

Pour faire obstacle à la popularité du reaganisme, la gauche américaine, qui regroupe des socialistes, des radicaux, ainsi que des organisations d'opposition assez disparates, devra faire alliance avec des néo-libéraux, afin de constituer une majorité progressiste.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 3026, 3048, 3051, 3056, 3069, 3076, 3106, 3142, 3200, 3204

2876. AGYEDEMAN-DUAH, Baffour – « The US and Ethiopia : the politics of military assistance ». *Armed Forces and Society* 12 (2), hiv. 86 : 287-307 ; tabl.

Intervenue à partir de 1974, et pendant trois ans, la révolution en Ethiopie n'est pas sans liens avec l'aide militaire américaine reçue tout au long de cette période. Finalement, la radicalisation de la politique intérieure éthiopienne a conduit à l'extinction de toute assistance américaine.

2877. BACH, William – « A chance in Cambodia ». *Foreign Policy (New York)* (62), print. 86 : 75-95.

En accordant une aide de cinq millions de dollars à la guérilla cambodgienne non-communiste, les Etats-Unis montrent leur volonté de s'engager plus activement dans le conflit et s'alignent sur la position des pays de l'ASEAN. Pour être efficace, cette politique devra être prudente, mais déterminée à employer tous les moyens nécessaires, y compris la force militaire.

2878. CLINGAN, Thomas A. Jr. – « US-Mexican maritime relations in the aftermath of UNCLOS III ». *Political Geography Quarterly* 5 (1), janv. 86 : 57-62.

Bien que les Etats-Unis ne soient pas signataires de la convention sur le droit de la mer, les résolutions de celle-ci sont une bonne base de négociations entre Washington et Mexico sur presque tous les problèmes maritimes qui les concernent (ressources, recherches, frontières, pollution, règlement des conflits).

2879. DAMIS, John – « Les relations des Etats-Unis avec le Maroc ». *Maghreb-Machrek* (111), mars 86 : 5-23 ; tabl. ; bibliogr.

La position géo-stratégique du Maroc et son orientation modérée dans les affaires régionales et internationales expliquent l'intérêt traditionnel que les Etats-Unis lui portent. Depuis l'arrivée au pouvoir du président Reagan, les relations entre les deux pays se sont renforcées, notamment en ce qui concerne le domaine militaire.

2880. DEIBEL, Terry L. – « Why Reagan is strong ». *Foreign Policy (New York)* (62), print. 86 : 108-125.

Parmi les facteurs qui expliquent l'image positive dont jouit la politique extérieure du président Reagan dans l'opinion américaine, alors que peu d'actions concrètes et couronnées de succès ont été menées, c'est la capacité du président à affirmer la force de la nation américaine qui a été déterminante.

2881. DENG-KER LEE – « An analysis of Washington-Peking security ties : gains versus risks ». *Issues and Studies* 22 (3), mars 86 : 11-33.

Depuis le début des années 70, les Etats-Unis ont développé une coopération militaire avec la Chine, pour contrebalancer la puissance militaire soviétique, marquée par des ventes d'armes et des transferts de technologie. Cette politique a été ressentie comme déstabilisante par les pays de l'ASEAN et il n'est pas évident que les Etats-Unis aient avantage à jouer à fond la carte chinoise.

2882. HARRISON, Selig S. – « Cut a regional deal ». *Foreign Policy (New York)* (62), print. 86 : 126-147.

Il manque aux Etats-Unis une politique globale envers la région de l'Océan Indien qui parachèverait l'amélioration de ses relations avec l'Inde. L'Inde est en effet actuellement méfiante à l'égard de la puissance américaine qui,

tout en lui fournissant des équipements de haute technologie, renforce son aide militaire au Pakistan.

2883. JONES, Rodney W. – « Strategic consequences of nuclear proliferation in South Asia : outlook from the United States ». *The Journal of Strategic Sudies* 8 (4), déc. 85 : 28-39.

La prolifération nucléaire en Asie du Sud ne présente aucun danger direct pour la sécurité des Etats-Unis mais elle pourrait menacer leurs intérêts stratégiques dans cette partie du monde. En outre, la possession de l'arme atomique par un ou plusieurs Etats de cette région pourrait, en cas de conflit local, entraîner une intervention de l'URSS et même une confrontation soviéto-américaine.

2884. O'TUATHAIL, Gearrid – « Political geography of contemporary events. The language and nature of the " new geopolitics " : the case of US-El Salvador relations ». *Political Geography Quarterly* 5 (1), janv. 86 : 73-85.

La politique des Etats-Unis à l'égard de l'Amérique centrale, et plus particulièrement du Salvador, provient du désir de Washington de s'assurer le soutien de son « arrière pays » à un moment où il perd des points sur la scène internationale et ne peut se permettre la défection d'aussi proches voisins.

2885. OZER, Stuart – « Back from the future : notes on the Central America movement » *Socialist Review* 16 (2), avr. 86 : 51-64.

Le mouvement d'opposition à l'aide américaine aux Contras hésite entre deux façons de manifester sa solidarité au Nicaragua : apporter une aide matérielle ou développer le mouvement d'opposition aux Etats-Unis.

2886. SMITH, Wayne S. – « A trap in Angola ». *Foreign Policy (New York)* (62), print. 86 : 61-74.

En 1975, la politique malheureuse de l'Administration Ford vis-à-vis de l'Angola avait conduit à l'entrée de 30 000 soldats cubains dans le pays. Si le gouvernement actuel se met véritablement à soutenir Jonas Savimbi, le leader de l'Unita, et à s'engager ainsi dans le conflit, il commettra la même erreur que son prédécesseur et les soldats cubains resteront.

2887. VOAS, Jeanette – « The arms-control compliance debate » *Survival* 28 (1), fév. 86 : 8-31.

Les Américains désirent que leurs dirigeants aient des négociations avec l'URSS sur le contrôle des armements mais en même temps ils croient que les Soviétiques violeront les accords qu'ils auront signés. Cependant l'Administration Reagan se montre très ferme et dénonce publiquement les violations par les Soviétiques des accords existants, tout en accusant la Commission consultative permanente d'être trop favorable à l'URSS.

Vie culturelle et scientifique

Voir aussi : n° 3050

2888. « Europe-Hollywood et retour ». *Autrement. Série mutations* (79), avr. 86 : 236 p. ; tabl., graph.

Un formidable mouvement de balancier s'est toujours produit entre Hollywood et l'Europe : description des échanges et des crises entre ces deux pôles du cinéma, sous différents éclairages (l'histoire, la cinéphilie, l'économie, l'ethétique, la création et la production).

2889. « School dropouts : patterns and policies ». *Teachers College Record* 87 (3), print. 86 : 305-440 ; tabl. graph. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré aux échecs scolaires et abandons en cours de scolarité dans l'enseignement secondaire aux Etats-Unis : les caractéristiques des jeunes qui abandonnent, les politiques adoptées pour éviter l'échec.

2890. DANILA, Nicolas – « Le management de la recherche-développement ». *Revue française de gestion* (56-57), mai 86 : 34-60 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Depuis cinq ans on assiste aux Etats-Unis à un effort très soutenu de recherche et développement. Financé pour moitié par le gouvernement fédéral, il profite essentiellement à la recherche industrielle qui consomme les trois quarts du budget global de R. et D ; les méthodes d'évaluation utilisées jusqu'à présent – « jugement par les pairs » dans les domaines fédéral et universitaire, méthodes financières dans le secteur industriel – devraient être revues afin de servir de catalyseur aux activités de recherche.

2891. FERNANDEZ, Ricardo R. ; VELEZ, William – « Race, color, and language in the changing public schools ». *Urban Affairs Annual Reviews* 29, 1985 : 123-143 ; tabl.

Pendant longtemps aux Etats-Unis, l'école fut un facteur de ségrégation raciale. Au contraire aujourd'hui elle tente d'opérer des rapprochements qui devraient favoriser l'émergence d'une identité américaine. Ceci nécessite de gros efforts de la part des institutions scolaires, notamment au niveau de recrutement des enseignants.

2892. FILER, Randall K. – « The " starving artist ". Myth or reality ? Earnings of artists in the United States ». *Journal of Political Economy* 84 (1), fév. 86 : 56-75 ; tabl. ; bibliogr.

Des données extraites du recensement de 1980 montrent que, contrairement aux croyances les plus répandues, les artistes américains ne gagnent pas moins d'argent que d'autres individus aux caractéristiques sociales et personnelles similaires. Ils sont plutôt plus jeunes que la moyenne de la population active.

2893. RATIOT-COUTROT, Laurence – « Haute technologie et emploi aux Etats-Unis ». *Sociologie du travail* 38 (1), 1986 : 94-113 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

Contrairement aux idées reçues, la haute technologie n'apporte pas de remède à la montée du chômage, bien qu'elle soit créatrice de nouveaux emplois, de même elle ne signifie pas déqualification ou déshumanisation du travail. Les effets de la haute technologie sont surtout indirects et concernent la taille, la structure, l'âge des entreprises et l'importance de la formaion professionnelle. Au total les évolutions sont moins brutales qu'on ne pouvait le craindre.

2894. WINTERS, François X. – « Bishops and scholars : the peace pastoral under siege ». *The Review of Politics* 48 (1), hiv. 86 : 31-58.

La lettre pastorale des évêques américains de 1983 condamnant la guerre nucléaire a suscité de nombreuses et violentes réactions aux Etats-Unis. La plupart des détracteurs de ce document le considèrent comme anachronique dans la réalité nucléaire de l'époque actuelle.

Questions sociales

Voir aussi : n° 3074

2895. « Collective bargaining in deregulated industries ». *Proceedings of the Thirty-Seventh Annual Meeting – Industrial Relations Research Association* 37, 1984 : 425-454.

Suite d'articles consacrés aux conséquences de la déréglementation sur les négociations collectives dans quelques secteurs industriels.

2896. « Executive pay ». *Business Week* (274), 5 mai 86 : 56-73 ; tabl.

Les salaires des dirigeants d'entreprises en 1985 ; classement par secteur.

2897. « Implementation of the job training partnership Act by States and service delivery areas ». *Proceedings of the Thirty-Seventh Annual Meeting – Industrial Relations Research Association* 37, 1984 : 85-106 ; tabl. ; bibliogr.

Suite d'articles : bilan de l'application de la loi sur la formation professionnelle de 1982, qui prévoit un accroissement du rôle des Etats et des collectivités locales et met l'accent sur le rôle moteur du secteur privé.

2898. « The industrial relations system in transition ; findings of a three-year study ». *Proceedings of the Thirty-Seventh Annual Meeting – Industrial Relations Research Association* 37, 1984 : 261-294.

Suite d'articles : compte rendu d'une enquête sur l'évolution des relations industrielles aux Etats-Unis, depuis 1980 et discussion.

2899. ARCHEAMPONG YAM AMOATENG ; BAHR, Stephen J. – « Religion, family and adolescent drug use ». *Sociological Perspectives* 29 (1), janv. 86 : 53-76 ; tabl. ; bibliogr.

L'étude d'un échantillon de 17 000 lycéens américains montre que parmi différents facteurs dont l'éducation des parents, le statut professionnel de la mère, le nombre de personnes au foyer, seuls la religion, le sexe et la race ont une influence significative sur la consommation de drogue et d'alcool des adolescents.

2900. MARCUS, George E. – « Generation-skipping trusts and problems of authority : parent-child relations in the dissolution of American families of dynastic wealth ». *Political Anthropology* 5, 1986 : 51-69 ; bibliogr.

Etude de la transmission de la richesse et du pouvoir dans les grandes familles américaines, processus qui assure la reproduction aux Etats-Unis des mêmes dynasties.

2901. MARKHAM, William T. ; PLECK, Joseph H. – « Sex and willingness to move for occupational advancement : some national sample results ». *The Sociological Quarterly* 27 (1), 1986 : 121-143.

La mobilité géographique de la main-d'œuvre dépend de multiples facteurs. L'analyse des réponses à un questionnaire fait cependant apparaître que la plus grande résistance des femmes à la mobilité géographique constitue un obstacle important à leur avancement.

2902. VERILLAUD, Francis – « La pauvreté aux Etats-Unis ». *Revue française des affaires sociales* 40 (1), mars 86 : 37-53 ; tabl. ; bibliogr.

Tous les indicateurs montrent la persistance et même une recrudescence de la pauvreté aux Etats-Unis aujourd'hui et la constitution empirique des systèmes de protection sociale les rend fragiles et sensibles aux variations de l'environnement politico-économique.

2903. ZIMRING, Franklin E. ; ZUEHL, James – « Victim injury and death in urban robbery : a Chicago study ». *The Journal of Legal Studies* 15 (1), janv. 86 : 1-40 ; tabl., graph.

La criminalité à Chicago en 1982-1983 : répartition par types de délits et caractéristiques.

Economie et finances

Voir aussi : n° 3229

2904. « A century of the Bureau of labor statistics ». *Proceedings of the Thirty-Seventh Annual Meeting – Industrial Relations Research Association* 37, 1984 : 24-84 ; tabl. ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés au Bureau des statistiques du travail : bilan de ses activités depuis sa création en 1884 ; ses travaux et méthodes ; le rôle particulier du Bureau des salaires et relations industrielles.

2905. « Etats-Unis : le retour de l'efficacité ». *Revue française de gestion* (56-57) mai 86 : 186 p. ; tabl., graph. ; résumés en anglais.

Numéro spécial : les entreprises américaines, confrontées au début des années 1984 à une grave crise, ont entrepris un grand effort de rénovation afin de récupérer toutes les armes d'une nouvelle compétitivité : présentation des traits les plus frappants du contexte dans lequel évoluent les entreprises (contexte culturel, relations avec l'Etat, déréglementation), problème de revitalisation industrielle et management de la technologie. Voir : DANILA, Nicolas : n° 2890.

2906. BAIRD, Douglas G. – « The uneasy case for corporate reorganization ». *The Journal of Legal Studies* 15 (1), janv. 86 : 127-147.

Le code américain des faillites prévoit deux issues au processus de mise en faillite d'une entreprise : la liquidation des actifs (chapitre 7) et la réorgani-

sation (chapitre 2). Dans la presque totalité des cas, la seconde possibilité doit être écartée. Cette clause ne doit pas pour autant être supprimée du code des faillites, mais interprétée judicieusement.

2907. BOISSIEU, Christian de ; KANGA, Marlène – « La politique monétaire américaine en perspective ». *Economie prospective internationale* (26), 2e trim. 86 : 25-59 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Après la période monétariste des années 1979-1982, les autorités monétaires américaines ont adopté une attitude plus souple afin de s'adapter aux conditions économiques nouvelles : désinflation, contrainte extérieure, risques de pressions protectionnistes, recul du chômage. La politique monétaire est devenue pragmatique, s'adaptant partiellement à l'évolution internationale et intérieure.

2908. CHAPIN, Allan M. ; DANGEARD, Frank-Emmanuel – « La vente d'actions étrangères aux Etats-Unis ». *Revue de droit des affaires internationales* (3), 1986 : 241-266 ; résumé en anglais.

Le développement des émissions d'actions étrangères aux Etats-Unis prouve qu'un nombre croissant d'entreprises prend conscience des avantages financiers, industriels ou commerciaux qu'offre l'accès au marché américain.

2909. HARRIS, Richard M. – « Business responses to surface mining regulation ». *Research in Corporate Social Performance and Policy* 7, 1985 : 73-101 ; tabl. ; bibliogr.

Aux Etats-Unis, dans le monde des affaires, l'idée de régulation est de plus en plus répandue. Le meilleur exemple de ce phénomène réside dans le vote d'une loi (1977) qui règlemente l'exploitation charbonnière ; ce texte a connu de nombreux déboires avant d'être finalement adopté. Chaque entreprise a alors réagi de manière différente face à l'application de cette loi.

2910. LINCOLN, James R. ; KALLEBERG, Arne L. – « Work organization and workforce commitment : a study of plants and employees in the U.S. and Japan ». *American Sociological Review* 50 (6), déc. 85 : 738-760 ; tabl., graph. ; biblogr.

Selon une étude portant sur 8 000 employés dans environ 100 usines au Japon et aux Etats-Unis, les employés japonais sont dans l'ensemble plus attachés à leur entreprise que les employés américains, mais cette différence varie beaucoup selon les employés et les usines et la structure corporatiste du système économique japonais ne suffit pas à l'expliquer.

Aménagement et urbanisme

2911. ERIE, Steven P. – « Rainbow's end : from the old to the new urban ethnic politics ». *Urban Affairs Annual Reviews* 29, 1985 : 249-275.

Aux Etats-Unis, les dernières vagues d'immigration sont venues grossir les populations des villes de la « sunbelt » telles que Miami, Los Angeles et San Antonio. Dès lors, ces villes ont dû adapter leur action face à cette poussée des minorités ethniques. Cette modification varie selon les groupes visés (Irlandais, Italiens, populations hispaniques).

2912. LOGSDON, Jeanne M. – « Organizational responses to environmental issues : oil refining companies and air pollution ». *Research in Corporate Social Performance and Policy* 7, 1985 : 47-71 ; tabl. ; bibliogr.

Aux Etats-Unis, l'industrie a pris rapidement conscience de l'importance des problèmes posés par la pollution, et notamment le secteur du raffinage des hydrocarbures où les chefs d'entreprise se sont rapidement organisés en finançant, par exemple, des travaux de recherche. Ce n'est que dans les années 60 que le gouvernement américain a apporté ses réponses à ce type de problème.

2913. MALES, Mike A. – « The minimum purchase age for alcohol and young driver fatal crashes : a long-term view ». *The Journal of Legal Studies* 15 (1), janv. 86 : 181-211 ; tabl.

En 1984, une loi fédérale a fixé à 21 ans l'âge minimum pour acheter des boissons alcoolisées. Le but de cette loi était de réduire le nombre d'accidents

mortels de la circulation : l'examen des diverses dispositions prises à cet égard par plusieurs Etats américains et de leur application depuis 1975 montre qu'en fait, rien ne prouve qu'elles ont un impact réel sur le nombre d'accidents.

2914. REITZES, Donald C. – « Downtown vitality : factors influencing the use of dining and entertainment facilities ». *Sociological Perspectives* 29 (1), janv. 86 : 121-143 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Devenu centre administratif et commercial d'une métropole éclatée, le centre ville d'Atlanta devient désert après les heures de bureau et perd son rôle d'attraction. Parmi les facteurs qui favorisent les activités de loisir dans ce centre ville, l'âge, l'éducation et l'attachement à la ville sont les plus importants.

Relations économiques extérieures

Voir aussi : n° 3049, 3062, 3064

2915. DESTLER, I.M. – « Protecting Congress or protecting trade ? » *Foreign Policy (New York)* (62), print. 86 : 96-107.

En 1985, le commerce extérieur est devenu l'une des priorités de la politique américaine et le Congrès a ainsi affirmé son pouvoir constitutionnel d'être le régulateur des échanges commerciaux avec les pays étrangers.

2916. REKSOHADIPRODJO, Sukanto ; KAHNG, Sun M. – « Indonesia and United States economic relations ». *The Indonesian Quarterly* 13 (4), oct. 85 : 488-508 ; tabl. ; bibliogr.

Les rapports économiques entre l'Indonésie et les Etats-Unis sont très développés, notamment sur le plan des échanges commerciaux et des investissements américains dans divers secteurs de l'économie indonésienne. En 1984, l'Indonésie exportait aux Etats-Unis principalement du pétrole, des produits pétroliers et du caoutchouc, contre des machines, des produits chimiques et des céréales américaines.

France

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 3151, 3171

2917. « La coutume ». *Droits* (3), 1986 : 1-135 ; bibliogr.

Numéro spécial consacré à la coutume et plus particulièrement au processus par lequel elle devient droit. Voir notamment : OPPETIT, Bruno : « Coutume et common Law » ; BOUVIER, Vincent : « Le conseil constitutionnel et la coutume – sur les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République » ; TEBOUL, Gérard : « La coutume, source formelle de droit en droit administratif » ; SUR, Serge : « La coutume internationale : sa vie, son œuvre » ; BEAUD, Olivier : « Les conventions de la constitution. A propos de deux thèses récentes ».

2918. Les élections législatives du 16 mars 1986

a. « Les élections législatives ». *Politique aujourd'hui* (14), juin 86 : VIII-XXIII.
Suite d'articles sur les résultats des élections ; la victoire mitigée de la droite et l'échec relatif du PS conduisent à une expérience politique nouvelle.

b. DELMAS, Claude – « La nouvelle expérience politique française ». *Revue générale* (4), avr. 86 : 69-80.
Les élections législatives qui ont ramené la droite au pouvoir avec une faible majorité, placé le parti socialiste dans l'opposition et laminé le parti communiste, ont ouvert une nouvelle étape dans la vie politique française dont l'issue semble encore incertaine.

c. HARMEL, Claude – « Après les élections législatives de mars 1986 : le déclin du parti communiste français n'a pas commencé hier ». *Est et Ouest* 4 (29), avr. 86 : 1-5 ; tabl.
Evolution des scores électoraux du PCF depuis 1944 : le premier grand ébranlement du parti date de 1947, l'effondrement actuel remonte à 1978.

Voir à la suite, pp. 5-6 : « Le parti communiste et les élections législatives de 1924 à 1986 ».

2919. Les servitudes administratives

a. DUFAU, Jean – « L'amendement Tour Eiffel » et le régime des servitudes administratives ». *La semaine juridique* 60 (14-15), 9 avr. 86 *Doctrine :* 6 p.
Les conséquences de la décision du Conseil constitutionnel du 13 décembre 1985 sur le droit administratif des servitudes.

b. SABLIERE, Pierre – « La décision du Conseil constitionnel du 13 décembre 1985 : vers une théorie générale des servitudes administratives ? » *Cahiers juridiques du gaz et de l'électricité* 37 (410), avr. 86 : 109-134.
Dans la décision rendue le 13 décembre 1985, à propos de l'« amendement Tour Eiffel », le Conseil constitutionnel formule une véritable théorie générale des servitudes administratives, au regard du principe d'égalité devant les charges publiques. Il a tranché des questions importantes, telles que les critères de distinction entre expropriation et servitudes administratives, la nature et l'étendue des préalables à l'institution des dites servitudes et le régime de l'indemnisation des propriétaires.

2920. DELCAMP, Alain – « La région, nouvelle collectivité territoriale, commentaire de la loi n° 86-16 du 6 janvier 1986, relative à l'organisation des régions ». *L'actualité juridique. Droit administratif* (4), 20 avr. 86 : 195-208.

Le but de la loi du 6 janvier 1986 est l'alignement des règles de fonctionnement de la région sur celles qui sont applicables au département, cet alignement est cependant l'occasion de réformes qui réagissent sur l'équilibre interne de la collectivité departementale elle-même. La loi spécifie également que les compétences de la région demeurent restreintes et que surtout elle ne dispose pas des véritables moyens de son autonomie financière.

2921. LARRUE, Janine et al. – « L'union de la gauche en France aux lendemains de sa rupture ; analyse d'une représentation sociale chez quelques adhérents du parti communiste ». *Informatique et sciences humaines* (67), déc. 85 : 67-84.

La mosaïque de représentation de l'union de la gauche chez les militants communistes, à partir d'une enquête réalisée en 1979 et analysée par la méthode de l'analyse de similitude.

2922. LAZAR, Marc – « Les " batailles du livre " du Parti communiste français (1950-1952) ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (10), juin 86 : 37-49.

Les batailles du livre menées par les intellectuels communistes, la création de BBL (bibliothèques de bataille du livre), destinées à réconcilier l'écrit et le prolétaire, s'intégraient dans la « lutte pour la paix » mise en œuvre par le Kominform et permettaient aux intellectuels de s'inventer une légitimité historique.

2923. MASCLET, Jean-Claude – « Un remède homéopathique ? Les lois sur le cumul des mandats et des fonctions électifs ». *L'actualité juridique. Droit administratif* (4), 20 avr. 86 : 214-220.

Les lois du 30 décembre 1985 distinguent la situation des parlementaires auxquels est rattachée celle des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes et celle des élus locaux. La sanction du cumul relève de la technique de l'incompatibilité. Cette réforme modérée et d'application progressive n'entraînera pas de grands changements dans les habitudes politiques françaises.

2924. MICHALON, Thierry – « Le statut de la Corse et la périphérie de la République ». *Revue de science administrative de la Méditerranée occidentale* (11 et 12), 4e trim. 85 : 28-42.

L'autonomie embryonnaire octroyée à la Corse par les lois de 1982 lui confère une certaine parenté juridique avec d'autres collectivités territoriales où s'exprime un sentiment national particulier : les territoires et les départements d'Outre-mer.

2925. MINGAT, Alain ; SALMON, Pierre. – « Choisir sa population pour gagner les élections ? Une étude empirique sur les élections muni-

cipales de 1953 à 1983 ». *Revue française de science politique* 36 (2), avr. 86 : 182-204 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'analyse des données électorales et démographiques de 1953 à 1983 permet de corroborer le vote à droite des grandes villes lié au rapport de population centre ville/banlieue et l'utilisation qui est faite par les maires de la répartition de ces populations pour favoriser leur réélection.

2926. PETERMANN, Simon – « Le phénomène Le Pen en France ». *Res publica* 28 (1), 1986 : 75-93 ; résumé en anglais.

Avec 10,95 % des voix aux élections européennes de juin 1984, l'extrême-droite telle qu'elle s'exprime à travers le Front national devient en France une force politique avec laquelle il faut compter, d'autant plus que son électorat déborde lagement l'électorat traditionnel de l'extrême-droite.

2927. SABIANI, François – « Le régime électoral de l'Assemblée de Corse et la Constitution ». *L'actualité juridique. Droit administratif* (4), 20 avr. 86 : 221-225.

La loi du 10 juillet 1985 supprime les particularités de l'Assemblée corse qui retourne au droit commun. Cette décision a été justifiée par le fait que l'existence d'un régime électoral dérogatoire pour l'Assemblée de Corse serait contraire à la Constitution et que la départementalisation du scrutin permettrait de résoudre le problème de la composition du collège électoral des sénateurs. En réalité, ni la Constitution ni la jurisprudence du Conseil constitutionnel ne permettent d'établir que les contraintes constitutionnelles imposaient le choix qui a été fait.

2928. SAINT-OUEN, François – « Les partis politiques français et l'Europe : système politique et fonctionnement du discours ». *Revue française de science politique* 36 (2), avr. 86 : 205-226 ; résumé en anglais.

Les discours européens des partis politiques français ne sont bien souvent que des reformulations de l'univers symbolique qui structure le sytème politique national et des débats qui y prennent place. L'Europe n'est qu'un thème parmi d'autres et non un univers spécifique.

2929. VIDAL-NAQUET, Pierre – « Une fidélité têtue : la résistance française à la guerre d'Algérie ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (10), juin 86 : 3-18.

L'histoire et le bilan de la résistance à la guerre d'Algérie. Trois tempéraments idéologiques et politiques majeurs la composent : les dreyfusards, héritiers du mouvement qui rassembla les intellectuels autour de Dreyfus, les bolcheviks, souhaitant renouer avec la pureté révolutionnaire et les tiers-mondistes chrétiens ou laïques autour des *Temps Modernes*.

Vie culturelle et scientifique

2930. « Déclin de la presse ? » *Le débat* (39), mai 86 : 4-30 ; tabl., graph.

Trois articles consacrés au déclin de la presse écrite et à la désaffection des lecteurs à son égard, à l'exception des magazines hebdomadaires. Voir : REVEL, Jen-François : « De quoi la presse française est-elle malade ? » ; SABOURET, Yves : « Forces et faiblesses de la presse écrite en France » ; SERVAN-SCHREIBER, Jean-Louis : « Commentaire à l'article d'Yves Sabouret ».

2931. « Dossier sur l'Islam ». *Etudes* 364 (5), mai 86 : 581-615.

Suite d'articles consacrés à la communauté musulmane en France : comment reconnaître à l'Islam toute sa place pour aider à l'intégration de la population musulmane, comment cette communauté peut affirmer son identité notamment par la revendication religieuse et de quelle manière adapter le droit musulman au monde moderne. Voir notamment : SELLAM, Sadek : « Etre musulman en France » ; LEVEAU, Rémy : « Présence musulmane en France ».

2932. « Droit et communications ». *Actes* (53), mars 86 : 1-54.

Numéro spécial consacré au développement actuel des médias et à la législation mise en place dans ce domaine. Voir notamment : FABRE, Denis : « Remarques et questions à propos de la vidéocommunication » ; BOURDON Jérôme ; GRÜNBLATT, Catherine : « Monopole, l'agonie interminable » ;

MUSSO, Pierre ; PINEAU, Guy : « La dérèglementation audiovisuelle : la France à travers le prisme italien » ; DUVILLIER, Laurent : « Droits d'auteur et médias, une réforme inachevée, la loi du 3 juillet 1985 ».

2933. « Emploi et technologies nouvelles ». *Cahiers pour l'avenir de la France* (8), janv. 86 : 1-33 ; tabl.

Suite d'articles. Le développement des technologies nouvelles est une nécessité si la France veut rester aux premiers rangs de l'industrie mondiale. Les nouvelles technologies (matériaux nouveaux, robotique, bureautique, biotechnologie, audiovisuel) ne créeront des emplois que si les entreprises peuvent se développer dans un contexte largement libéral.

2934. « Existe-t-il une culture politique protestante ? » *Autres temps* (8), hiv. 86 : 3-41 ; tabl.

Suite d'articles consacrés à la spécificité politique du protestantisme français. Voir notamment : WILLAIME, Jean-Paul ; « Ethos protestant français et politique » ; VINCENT, Gilbert : « Appartenance au protestantisme et vie associative ».

2935. [Le prix du livre]. *Revue française du marketing* (106), janv. 86 : 97-116.

Deux articles. Voir : ESMENARD, Francis : « Le prix unique pour les livres : le meilleur des systèmes possibles » ; ROUET, François : « Le système des prix et les évolutions de la distribution du livre ».

2936. « Télématique, une technique très politique ». *L'informatique professionnelle* (42), mars 86 : 2-86.

Suite d'articles. La télématique qui a été lancée par l'Etat (programme Minitel) et qui est gérée par lui est devenu un enjeu politique : l'interventionnisme de l'administration fausse la concurrence en injectant les fonds vers les grosses sociétés et en ignorant les petites et fausse le marché de l'offre et de la demande. Bien des produits offerts aux particuliers s'apparentent aux gadgets inutiles, et ceux offerts aux entreprises coûtent très cher.

2937. BENCHEICKH, Touhami – « Construit social et innovation technologique ». *Sociologie du travail* 38 (1), 1986 : 41-57 ; résumé en anglais.

Les résultats d'une enquête sur le fonctionnement du système de recherche d'un groupe industriel montrent que les rapports sociaux entre ingénieurs et techniciens conditionnent le succès ou l'échec de l'innovation. Dans les petites équipes de recherche exploratoire la polyvalence des activités et l'organisation souple du travail s'opposent à l'organisation formelle et hiérarchique des grandes équipes de recherche.

2938. BUSSON, Alain – « Le théâtre en France – Contexte socio-économique et choix esthétiques ». *Notes et études documentaires* (5), 1986 : 4-133 ; tabl., graph.

Description du marché théâtral français : les différentes entreprises et leur organisation, l'évolution de la fréquentation et du comportement du consommateur. La formidable mutation économique, sociale et technologique qu'a connue l'Occident et donc la France a exacerbé le « dilemme » mis en évidence par l'économiste américain William Banmol – c'est-à-dire l'impossibilité pour les recettes et les prix, de suivre le même rythme que la hausse des coûts – et a conduit progressiveent les institutions théâtrales françaises hors de la sphère marchande.

2939. DERIVRY, Daniel ; DOGAN, Mattei – « Religion, classe et politique en France. Six types de relations causales ». *Revue française de science politique* 36 (2), avr. 86 : 157-181 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

L'analyse de données agrégées portant sur 2 450 cantons démontre une variation considérable des relations entre pratique religieuse, stratification sociale et comportement politique qui rend toute analyse, tant au niveau du département qu'au niveau national, fallacieuse.

2940. NEVEU, Erik – « Trente ans de littérature d'espionnage en France (1950-1980) ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (10), juin 86 : 51-65.

Sans constituer un programme politique, les romans d'espionnage relèvent d'une même idéologie, fondée sur l'obéissance, l'autorité et l'individualisme. Dans la rigueur de leur hostilité au Tiers-Monde et aux forces communistes, ils reflètent l'inquiétude de certains secteurs de l'opinion, devant l'évolution de la société internationale.

Questions sociales

Voir aussi : n° 2965, 2973, 3211

2941. Les conditions de travail

a. « Les conditions de travail en France (2e enquête nationale lancée par le ministère du Travail en 1984) ». *Travail et sécurité* (4), avr. 86 : 240-251.
Les effets sur la journée ou la semaine de travail des salariés des transformations survenues dans l'organisation de l'appareil productif, la structure de la population active, la durée et l'aménagement du temps de travail.

b. BUE, Jennifer ; CRISTOFARI, Marie-France – « Contraintes et nuisances dans la vie de travail » (Deuxième série de résultats de l'enquête nationale sur les conditions de travail, réalisée en mars 1984). *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi* (20), avr. 86 : 5-95 ; tabl.
Analyse des résultats chiffrés de cette enquête sur les contraintes de rythme de travail, leurs sources, leurs modalités, les différents types de nuisances et de risques perçus par les salariés dans l'environnement de leur travail.

2942. « Le coût des licenciements et son incidence sur l'emploi ». *Revue de l'IPECODE* (11), mars 86 : 1-36 ; tabl., graph.

L'augmentation du nombre de licenciements pour raison économique depuis 10 ans ; leur coût pour l'entreprise ; la législation sur l'autorisation administrative et les effets pervers qu'elle entraîne ; la nécessité d'une modification de la loi pour rendre le marché du travail plus flexible.

2943. « Générations nouvelles ». *Revue européenne des migrations internationales* 1 (2), déc. 85 : 5-203 ; résumés en anglais et en espagnol.

Numéro spécial consacré à la « deuxième génération » ou générations issues de l'immigration : les problèmes de statut et de nationalité, la scolarité, la famille, la relation entre identité et société.

2944. « La protection sociale complémentaire ». *Droit social* (4), avr. 86 : 277-353.

Suite d'articles consacrés aux enjeux et à l'évolution de la protection sociale complémentaire ; les bénéficiaires ; les contributions patronales et salariales ; le financement des retraites par répartition ou par capitalisation.

2945. « Retraités et actifs ». *CFDT aujourd'hui* (79), juin 86 : 1-86.

Numéro spécial : synthèse d'un colloque consacré à la retraite, à ses conditions matérielles et psychologiques.

2946. La Sécurité sociale

a. KESSLER, Denis – « Sur les fondements économiques de la Sécurité sociale ». *Revue française des affaires sociales* 40 (1), mars 86 : 97-113 ; bibliogr.
La Sécurité sociale a pour vocation de protéger les individus contre les risques majeurs de l'existence et elle se définit comme un ensemble de mécanismes de transfert, qui échappent à la logique de fonctionnement des marchés. Si sa nécessité est évidente, la question du choix du niveau de protection qu'elle doit assurer pour un risque donné, est fondamentale.

b. SCHNAPPER, Dominique et al. – « Les Français et la Sécurité sociale : sondages d'opinion, 1945-1982 ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (10), juin 86 : 67-81 ; tabl.
La remise en cause actuelle de la Sécurité sociale ne peut ignorer le profond attachement des Français à cette institution. Des sondages effectués, il apparaît en effet que s'ils ont pris conscience et s'inquiètent de ses difficultés de gestion, ils ne contestent pas son existence.

2947. AMADIEU, Jean-François – « La flexibilité au risque de la dérégulation sociale ». *Etudes* 364 (5), mai 86 : 639-648.

Malgré les difficultés que rencontrent les partenaires sociaux à définir, concevoir et organiser la flexibilité de l'emploi, ils ne sont pas loin de s'accorder sur de nombreux points.

2948. CHALLIER, Marie-Christine – « Travail atypique et flexibilité : à la recherche du temps choisi ? » *Revue française des affaires sociales* 40 (1), mars 86 : 77-95 ; bibliogr.

La crise révèle de nouvelles formes d'emploi comme le travail à durée déterminée, le travail saisonnier ou à temps partiel, le travail à domicile, qui ont existé lors du développement du salariat, au XVIIIe et XIXe siècles, et que la régulation keynésienne avait effacés. Cette évolution du travail atypique doit être rattachée aux notions de temps et d'incertitude.

2949. COFFINEAU, Alain ; SARRAZ, Jean-Paul – « La très significative histoire d'ISOAR et de la 205 Peugeot ». *Politique aujourd'hui* (14), juin 86 : 43-56.

Une recherche, baptisée ISOAR, a été entreprise chez Peugeot entre 1982 et 1985 pour étudier l'impact social et organisationnel de l'automatisation et de la robotique.

2950. DECLERCK, Patrick – « La vie pour rien. Ethnographie des clochards de Paris ». *Les temps modernes* 41 (478), mai 86 : 11-35.

Il ressort d'une enquête effectuée auprès des clochards parisiens que cette population, à 92 % masculine, quelles que soient les diverses causes invoquées à son état, se caractérise en général au départ par son appartenance à un sous-prolétariat déjà en marge de la société. Il s'agit en outre d'individus isolés, souvent malades et éthyliques et en majorité névrotiques.

2951. DINAND, Jean-Michel – « La politique française en matière d'immigration clandestine : 1981-1986 ». *Revue française des affaires sociales* 40 (1), mars 86 : 1-17 ; tabl.

L'assainissement d'une situation héritée du passé, avec l'opération de régularisation de 1981-1982, et la lutte contre l'immigration illégale par le contrôle des frontières et celui de la situation des étrangers en France, la lutte contre l'emploi clandestin des étrangers et la coopération internationale, constituent les deux volets inséparables de la politique menée depuis 1981 en matière d'immigration clandestine.

2952. GAULLIER, Xavier – « Age et emploi : les salariés âgés et la fin de carrière ». *Revue française des affaires sociales* 40 (1), mars 86 : 69-76 ; bibliogr.

Les contrats de solidarité mis en place en 1982 permettant aux entreprises de mettre à la retraite des salariés de 55 ans et plus à condition qu'elles embauchent le même nombre de chômeurs, ont rencontré un succès général bénéficiant d'un large consensus des employeurs, des salariés et des syndicats. A plus ou moins long terme, des limites et des contradictions apparaissent du point de vue des entreprises, des préretraités et de la société.

2953. LAROQUE, Michel ; AUBRY, Eric – « La réforme du Code de la mutualité ». *Droit social* (4), avr. 86 : 354-363.

Par la loi du 25 juillet 1985 et le décret du 13 mars 1986, le Code de la mutualité a été profondément transformé afin d'assurer la modernisation indispensable d'un cadre juridique traditionnel. Ce code se caractérise par les nouvelles responsabilités conférées aux mutuelles et par le désengagement de l'Etat dont le contrôle s'exerce désormais a posteriori. Voir à la suite, pp. 364-367 : MIGRAINE, Roger : « Le nouveau code de la mutualité ».

2954. LERT, France et al. – « La sécurité au travail : un thème démobilisateur ? » *Revue française des affaires sociales* 40 (1), mars 86 : 19-36 ; bibliogr.

L'étude de cas menée à EDF/GDF et reposant sur des exemples d'accidents du travail ayant laissé des séquelles peu invalidantes montre une démobilisation des acteurs institutionnels autour de la prise en charge de l'accident et de ses suites, quant aux conditions de travail. L'accidenté se soumet seul à un parcours d'obstacles administratifs et l'occultation du caractère professionnel de l'accident est évidente.

2955. MARIELLE, Bruno – « Une véritable planification en matière de santé mentale est-elle possible ? » *Revue française des affaires sociales* 40 (1), mars 86 : 55-67.

Les limites actuelles de la planification en matière de santé mentale tiennent à ce que les objectifs nationaux énoncés se réduisent à la notion de lits ou places d'hospitalisation. Une véritable planification devrait être finalisée et globale et se préoccuper en premier lieu des situations les plus éloignées des objectifs de santé mentale déterminés.

2956. VELTZ, Pierre – « Informatisation des industries manufacturières et intellectualisation de la production ». *Sociologie du travail* 38 (1), 1986 : 5-22 ; résumé en anglais.

L'informatisation et l'automatisation entraînent une remise en cause des processus de production tayloriens et fordiens. Les activités de conception, stockage, mise en forme des informations sur le produit et son processus de fabrication prennent le pas sur les phases de transformation physique. Cette évolution tend à rendre caduque la distinction travail manuel-travail intellectuel et la séparation conception-exécution.

2957. VOLKOFF, Serge – « Résultats d'ensemble des élections aux Conseils d'administration ou de surveillance dans le secteur public ». *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi* (20), avr. 86 : 97-110 ; tabl.

Bilan chiffré des résultats avant le 1er décembre 1985, des élections dans 574 entreprises du secteur public industriel et commercial dans le cadre défini par la loi du 26 juillet 1983.

Economie et finances

Voir aussi : n° 2976

2958. « Les banques et la réforme du financement. La déréglementation financière contre l'emploi et le crédit utile ». *Economie et politique* (108), avr. 86 : 27-48 ; graph.

Dossier consacré à l'analyse du secteur bancaire et à la réforme des marchés financiers. La « réforme du financement de l'économie » défendue par Bérégovoy, va donner d'importants moyens au capital français et multinational et lui permettre de renforcer sa domination sur l'économie.

2959. « La conjoncture française ». *Observations et diagnostics économiques* (15), avr. 86 : 34-112 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

L'année 1986 s'annonce comme une année où la croissance s'améliorera du fait du nouvel environnement international. La consommation bénéficiera du gain de pouvoir d'achat ; la reprise de l'investissement résultera du regain de l'activité et de l'amélioration des profits mais ceux-ci seront encore limités au regard du capital engagé. Le solde commercial sera positif et la hausse des prix limitée à 2 %.

2960. Les dénationalisations

a. DE LUITT, François – « Dénationalisation. Les dix pièges ». *L'expansion* (283), 2 mai 86 : 93-101 ; tabl.
Les nationalisations ont été un traitement de choc pour période difficile. Le secteur public étant sensiblement plus rentable qu'il ne l'était en 1981, la privatisation pourrait être avantageuse pour tout le monde, à condition de savoir éviter les pièges.

b. MOYET, Serge ; DURUPTY, Michel – « Pour une dénationalisation performante ». *Cahiers de l'avenir de la France* (11), mars 86 : 61 p. ; tabl., graph.
Les nationalisations de 1945 et celles de 1982 ont engendré un secteur public pléthorique et hétérogène et n'ont pas réussi leur but proclamé : créer un secteur industriel compétitif. Il est temps de repenser les structures de l'économie française et d'entreprendre une dénationalisation fondée sur le respect des idées libérales et qui redonne son importante à l'entreprise privée.

2961. « La franchise dans le monde ». *Revue française du marketing* (107), avr. 86 : 3-134 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Numéro spécial consacré à la franchise. Voir notamment : NEGRE, Claude ; TORDJMAN, André : « La franchise en France – Structure, diagnostic,

prospective » ; FURUKI-SATO, Mutsumi : « La franchise au Japon » ; NEGRE, Claude : « L'environnement juridique de la franchise en France ».

2962. « Gestion et finances communales ». *Cahiers de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France* (77), mars 86 : 6-71 ; tabl., graph., cartes ; résumés en anglais et en espagnol.

Suite d'articles consacrés aux difficultés de la gestion des finances locales. Voir : « 36 000 communes : le cadre et les ressources communales au cours du temps » ; « Les communes face à la crise » ; « Les petites épargnes font les grands travaux » ; « Valeur vénale contre valeur locative » ; « Le micro à la mairie » ; « Des cités bientôt majeures ».

2963. La législation sur les entreprises en difficulté

a. « L'entreprise en difficulté ». *L'actualité juridique. Propriété immobilière* (5), mai 86 : 335-342.
Deux articles sur la loi du 25 janvier 1985 qui institue une procédure de redressement judiciaire destinée à permettre la sauvegarde de l'entreprise, le maintien de l'activité et de l'emploi et l'apurement du passif avant l'engagement de toute procédure tendant à la liquidation de l'entreprise.

b. « Entreprises en difficulté : une réforme fondamentale ». *Action juridique CFDT* (54/55), mai 86 : 3-65 ; tabl., graph.
Numéro spécial consacré à la nouvelle législation relative aux entreprises connaissant des problèmes de gestion. La loi du 1er mars 1984 relative à la prévention des difficultés des entreprises et celle du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire apportent des changements importants par rapport à la législation ancienne notamment en ce qui concerne l'information du personnel et les garanties accordées aux travailleurs. Cette réforme comporte cependant certaines lacunes : absence de réforme des tribunaux de commerce, absence de droits spécifiques accordés aux syndicats.

c. COURET, A. – « La cession de l'entreprise dans le cadre d'une procédure collective ». *Bulletin mensuel d'information des sociétés* 36 (3), mars 86 : 289-310.
La loi du 25 janvier 1985 fixe les conditions dans laquelle s'élabore le plan de cession de l'entreprise et son exécution.

d. MALECOT, Jean-François – « Réforme de la faillite et sort des créanciers : une lecture financière ». *Banque* (460), avr. 86 : 321-328 ; bibliogr.
Analyse de la loi du 1er mars 1984 et du 25 janvier 1985, concernant le droit des créanciers lors des faillites d'entreprise et de ses conséquences sur les conditions de financement des entreprises.

2964. BOUTILLIER, Michel ; CHARPIN, Françoise – « L'accumulation patrimoniale des ménages ; un essai d'interprétation de 1959 à 1984 ». *Observations et diagnostics économiques* (15), avr. 86 : 175-206 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'évolution des actifs financiers depuis 1959 est marquée par le recul des disponibilités monétaires après 1965 au profit des placements liquides et à court terme, la croissance des liquidités jusqu'en 1977 puis leur baisse au profit de placements longs et plus risqués, la diminution des titres puis leur lente remontée depuis 1978. Les différentes réformes, en particulier la réforme Monory, expliquent cette évolution.

2965. CHANARON, Jean-Jacques ; PERRIN, Jacques – « Science, technologie et modes d'organisation du travail ». *Sociologie du travail* 38 (1), 1986 : 23-40 ; résumé en anglais.

Mécanisation et taylorisme allaient de pair, de même l'introduction de nouvelles technologies fait émerger d'autres formes d'organisation du travail comme les cercles de qualité. Toutefois, dans la réalité on assite à la juxtaposition des deux systèmes d'organisation, les cercles de qualité apparaissant comme un approfondissement du taylorisme.

2966. EUZEBY, Chantal – « La crise économique en France depuis 1973 ». *Futuribles* (98), avr. 86 : 23-46 ; tabl.

Analyse des faiblesses structurelles et des facteurs « déclenchants » d'origine interne ou externe qui sont responsables de la crise économique que connaît la France depuis 1973, ainsi que des politiques économiques mises en œuvre pour tenter de la juguler.

2967. JAFFRE, Philippe – « L'unification du marché des capitaux ». *Banque* (460), avr. 86 : 329-339.

L'ouverture du marché monétaire est un des aspects de la modernisation du système financier français, amorcée par la déréglementation du marché boursier et l'ouverture du second marché qui offre des possibilités de relations plus directes entre emprunteurs et prêteurs. En conséquence, les établissements financiers ne doivent plus simplement être des collecteurs de dépôts et des distributeurs de crédits, mais des intermédiaires actifs sur les différents marchés.

2968. MERCKLING, Odile – « Transformations des emplois et substitution travailleurs français-travailleurs immigrés : le cas de l'automobile ». *Sociologie du travail* 38 (1), 1986 : 58-74 ; tabl. ; résumé en anglais.

D'après une enquête effectuée en 1982, la nouvelle politique d'emploi dans l'industrie automobile consiste à remplacer des travailleurs immigrés par de jeunes Français. Cette nouvelle stratégie des firmes s'explique plus par la volonté de contrecarrer les revendications des travailleurs immigrés en homogénéisant la composition des collectifs de travail que par les mutations introduites par les évolutions technologiques.

2969. MUET, Pierre-Alain et al. – « Le contre-choc pétrolier et la baisse du dollar : quelles marges de manœuvre pour la politique économique ? » *Observations et diagnostics économiques* (15), avr. 86 : 113-143 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

Le contre-choc pétrolier, accentué par la baisse du cours du dollar aura plusieurs conséquences sur l'économie française : la désinflation va s'accélérer, le déficit extérieur faire place à un excédent, la reprise économique s'accentuer et le déficit public se réduire. A partir de ces données, trois scénarios à moyen terme (1990) peuvent être construits : le premier accorde une priorité au désendettement et à la réduction du déficit public mais ne conduit qu'à stabiliser le chômage à partir de 1988 ; le second – relance isolée – acompagne les données préalables d'une réduction des prélèvements obligatoires, ce qui a pour conséquence une croissance plus élevée, un taux de chômage en baisse mais un fort déficit public. Le troisième – relance coordonnée avec les pays occidentaux – utilise la baisse de la fiscalité et des taux d'intérêt pour réduire l'endettement et le déficit public.

2970. NOYER, Christian – « La réforme du marché monétaire ». *Revue de droit des affaires internationales* (3), 1986 : 217-240 ; tabl. ; résumé en anglais.

La réforme du marché monétaire a pour objectif la diversification des instruments d'épargne et d'emprunt, le développement d'un grand marché de l'argent, la modernisation de la politique monétaire. Pour ce faire, la palette des instruments s'est diversifiée : certificats de dépôts, billets de trésorerie, bons du Trésor.

2971. PEGUIN, D. – « Méthodologie d'analyse d'une stratégie régionale d'ouverture sur l'économie internationale : application au cas de la filière bois dans la région PACA ». *Revue d'économie régionale et urbaine* (1), 1986 : 9-32 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Les caractéristiques économiques, particulièrement dans le secteur du commerce extérieur de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) ; le cas particulier de la filière bois : production locale ; produits de première et de seconde transformation ; la structure et la répartition géographique des échanges.

Aménagement et urbanisme

2972. « Aspects de l'évolution économique de la Franche-Comté ». *Réalités franc-comtoises* (285), mai 86 : 160-205.

Suite d'articles. Les réalisations et les projets des principales entreprises de la région.

2973. « Population et habitat ». *Economie corse* (33), 4e trim. 85 : 1-157 ; tabl.

Numéro spécial consacré à l'évolution et la localisation de la population corse, d'après le recensement de 1982. Analyse détaillée canton par canton.

2974. GILMAN, Marie-Hélène – « Variations en zone urbaine : Perpignan, 1975-1982 ». *Economie (Perpignan)* 1986 : 7-40 ; tabl., graph.

Evolution démographique et mouvements de population dans les quartiers centraux de Perpignan, les communes de l'unité urbaine et les communes de la couronne. Le pouvoir d'attraction de la ville.

2975. LORRAIN, Dominique – « L'industrie des réseaux urbains en France ». *Revue d'économie régionale et urbaine* (1), 1986 : 95-110 ; résumé en anglais.

Les changements récents dans l'industrie des biens industriels urbains : distribution d'eau et traitement des eaux, enlèvement et traitement des déchets, chauffage urbain proviennent principalement de la place grandissante des entreprises privées dans ce secteur et de la politique qu'elles ont menée. L'exemple de la Compagnie générale des eaux.

2976. PELISSONNIER, G. – « Les interventions économiques des régions, en faveur des PME en 1985 ». *L'économie du Centre-Est* 27 (4), 1985 : 315-339 ; tabl.

Depuis quelques années, les établissements publics régionaux peuvent accorder des primes à la création d'entreprises industrielles et contre-garantir les prêts consentis à certaines entreprises par des organismes financiers : présentation des interventions économiques en faveur des PME par rapport aux budgets de chaque région ; examen des différents types d'interventions directes et indirectes et problèmes des interventions économiques relevant des contrats de plan.

2977. SAVY, Michel – « Les territoires de l'innovation : technopoles et aménagement : l'expérience française ». *Revue d'économie régionale et urbaine* (1), 1986 : 41-60 ; cartes ; résumé en anglais.

Les activités scientifico-industrielles qui justifient de l'appellation de technopole pour une ville ou une sous-région ; typologies des principales technopoles en France ; leur place dans l'évolution des politiques de développement régional et d'aménagement du territoire.

Relations économiques extérieures

2978. « La France dans le dialogue Nord-Sud ». *Cahiers de l'avenir de la France* (7), oct. 85 : 1-37 ; tabl., graph.

Suite d'articles. Le développement du Tiers-Monde doit être un objectif prioritaire. La coopération entre la France et les pays du Sud doit s'exercer dans de nombreux domaines (culture, économie, finances, santé...). Solidarité et intérêt commun doivent être les bases de la politique vis-à-vis des pays en développement et une prééminence doit être accordée aux relations avec les pays africains francophones.

2979. LECAILLON, Jean-Didier – « Un modèle explicatif de l'évolution du taux de couverture des échanges franco-allemands ». *Revue d'économie politique* 96 (2), avr. 86 : 118-146 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Le modèle d'analyse constitué de fonctions d'importations et d'exportations d'une part, d'équations de prix d'autre part montre que l'évolution du taux de change n'explique pas les variations du taux de couverture entre la France et la RFA.

2980. NEME, Colette – « Les possibilités d'abolition du contrôle des changes français ». *Revue d'économie politique* 96 (2), avr. 86 : 177-194 ; tabl.

Les comparaisons internationales et la logique du système monétaire européen portent à supprimer le contrôle des changes français. Cependant, la réglementation des changes protège le franc contre la spéculation et a un effet d'ajustement de la balance des paiements et son assouplissement devrait suivre le scénario des « petits pas » dont le rythme dépend de trois tendances : la vigueur de la reprise en France, le différentiel d'inflation avec les principaux partenaires et l'évolution de la parité entre le mark et le dollar.

Gabon

Voir aussi : n° 3126

2981. BRARD, Yves – « Réflexions sur le code gabonais des juridictions administratives ». *Revue juridique et politique* 39 (3-4), déc. 85 : 916-932.

Ce nouveau code n'apporte pas de modification dans la répartition des compétences entre les différentes juridictions, mais il institue le recours administratif obligatoire, préalable au recours pour excès de pouvoir, il écarte la règle de la décision préalable en matière de responsabilité de l'administration et il crée une nouvelle voie de recours, l'appel dans l'intérêt de la loi.

2982. POURTIER, Roland – « La dialectique du vide. Densité de population et pratiques foncières en Afrique centrale forestière ». *Politique africaine* (21), mars 86 : 10-21 ; bibliogr.

Analyse du passage d'un espace fluide caractéristique de la société traditionnelle à un espace artificiellement structuré au moment de la domination coloniale dans le Gabon « sous-peuplé ». Ce dernier processus a eu pour effet de déposséder les micro-sociétés forestières de leur maîtrise spatiale.

2983. PUGEAULT, Serge – « L'administration territoriale décentralisée au Gabon ». *Annuaire des collectivités locales* 5, 1985 : 43-56.

Depuis l'indépendance, on peut distinguer deux périodes : la première qui va jusqu'à la loi du 31 octobre 1979 est marquée par le maintien des structures territoriales coloniales ; la seconde qui débute avec cette loi voit l'apparition de nouvelles collectivités locales ; c'est une période de décentralisation formelle.

Ghana

Voir aussi : n° 3128

2984. HUTCHFUL, Eboe – « The development of the army officer corps in Ghana, 1956-1966 ». *Journal of African Studies* 12 (3), aut. 85 : 163-173 ; tabl. ; bibliogr.

Devenu Etat indépendant en 1956, le Ghana s'est peu à peu libéré de tous les officiers britanniques, hérités de l'époque coloniale, auxquels sa nouvelle armée avait dû avoir recours. Mais, après le coup d'Etat militaire de 1966 contre le Président Nkrumah, cette armée s'est politisée et son rôle dans la vie du pays est devenu très important.

2985. JONAH, Kwesi – « Imperialism, the State and the indegenization of the Ghanaian economy 1957-84 ». *Africa Development* 10 (3), sept. 85 : 63-99 ; bibliogr. ; résumé en français.

Depuis l'indépendance, les gouvernements successifs ont adopté différentes stratégies pour diminuer le rôle des monopoles étrangers dans le pays et aider les hommes d'affaires ghanéens à jouer le rôle qui leur revient dans l'économie. En dépit de cette stratégie, les bourgeoisies impérialistes continuent à dominer l'économie et l'Etat ghanéens.

2986. O AMEGATCHER, Andrew – « Le système juridique du Ghana et les apports du Common Law ». *Revue juridique et politique* 39 (3-4), déc. 85 : 969-988 ; bibliogr.

Sur le plan des institutions juridiques et du droit privé, le Ghana est resté dans la tradition du droit anglo-saxon, mais il n'en est pas de même pour le droit public, en raison du régime colonial que la Grande-Bretagne fait régner, puis du régime autoritaire de l'Etat indépendant.

Grande-Bretagne

2987. L'accord anglo-irlandais

a. « Northern Ireland : an Anglo-Irish dilemma ? » *Conflict Studies* (185), 1986 : 1-34 ; tabl., carte ; bibliogr.

N'ayant pas réussi à régler toute seule le problème de l'Irlande du Nord, la Grande-Bretagne a signé, le 15 novembre 1985 un accord avec la République d'Irlande. Selon cet accord, les deux parties apportent leur garantie que le présent statut de l'Irlande du Nord ne sera changé que par le consentement de la majorité de sa population. Chronologie des événements 1968-1986.

b. CONNOLLY, Michaël ; LOUGHLIN, John – « Reflections on the Anglo-Irish agreement ». *Government and Opposition* 21 (2), print. 86 : 146-160.
L'accord anglo-irlandais signé le 15 novembre 1985 par Margaret Thatcher et Garret Fitzgerald, résultat de plusieurs années de négociations, est la tentative la plus radicale pour résoudre le problème d'Irlande du Nord depuis 1921 et favoriser une désescalade de la violence politique.

2988. L'activité gouvernementale

a. BERRINGTON, Hugh – « La stabilité institutionnelle masque-t-elle une société en crise ? » *Pouvoirs* (37), 1986 : 9-22 ; résumé en anglais.
La stabilité gouvernementale et « l'alternance douce » traditionnelles en Grande-Bretagne occultent une instabilité politique due à l'alternance se manifestant dans les textes législatifs, à l'action des groupes de pression et aux contraintes extérieures. De plus, depuis les années 1970, la pérennité du soutien de leurs députés aux dirigeants de chaque parti est remise en cause ainsi que le consensus ; le relâchement dans la discipline de vote et la radicalisation créent des contraintes nouvelles pour l'équipe dirigeante qui n'est plus jugée sur sa « respectabilité » en fonction des valeurs traditionnelles, mais sur ses résultats. Voir à la suite, pp. 23-30 : BUTLER, David : « Le système de partis : " désalignement " ou " réalignement " ? »

b. LERUEZ, Jacques – « Le " thatchérisme " à l'épreuve du pouvoir : " incrémentalisme " et radicalisme ». *Pouvoirs* (37), 1986 : 31-44 ; tabl. ; résumé en anglais.
Le processus de décision central britannique, traditionnellement « incrémental », c'est-à-dire procédant par une politique graduelle de « petites touches » sans stratégie globale, s'est trouvé bouleversé par le radicalisme thatchérien, fondé sur une stratégie de diminution de l'emprise de l'Etat et des pressions s'exerçant sur lui. Cependant, au vu des résultats macro- et micropolitiques de la polique menée depuis 1979, il apparaît que l'incrémentalisme a survécu, mais a été utilisé par Mme Thatcher dans le sens négatif du « moins d'Etat ». Voir à la suite, pp. 45-57 : LEE, Michaël : « Fonctionnement du gouvernement et rôle du Premier ministre sous Mme Thatcher ».

2989. « La Grande-Bretagne ». *Pouvoirs* (37), 1986 : 5-136.

Suite d'articles consacrés à la stabilité institutionnelle et à la société politique britanniques que l'arrivée au pouvoir de Mme Thatcher a transformées, une image de crise politique et sociale faisant brutalement suite à la vision idéalisée d'antan. Voir notamment : BERRINGTON, Hugh : n° 2988 ; LERUEZ, Jacques : n° 2988 ; RHODES, Roderick : n° 2996 ; FORTIN, Yvonne : n° 2992 ; BURGI, Noëlle : n° 3002 ; DUTHEIL DE LA ROCHÈRE, Jacqueline : n° 2991 ; HARRISON, Martin : n° 3000.

2990. CHIAPPINI BARCHELA, Francesca – « Struttura e politica dell'" ecology party " (Un decennio di attività dei " verdi " inglesi) ». *Il politico* 50 (4), déc. 85 : 687-703 ; résumé en anglais.

Créé en 1973, puis transformé en « Parti écologique » en 1975, le parti vert britanique n'a pas su s'imposer sur la scène politique : malgré une production théorique telle qu'on a pu parler de « philosophie verte », les dissensions internes sur la stratégie à adopter face à la classe politique traditionnelle provoquent actuellement une crise qui n'implique cependant pas un déclin irréversible.

2991. DUTHEIL DE LA ROCHÈRE, Jacqueline – « Le pouvoir judiciaire et les libertés au Royaume-Uni ». *Pouvoirs* (37), 1986 : 101-114 ; résumé en anglais.

La Common Law britannique s'incarne dans le pouvoir des juges des cours supérieurs, sans que les libertés soient précisément codifiées. Ce système est actuellement remis en cause par le problème de l'Irlande du Nord et celui de la question des immigrés, dans lesquels apparaît le conservatisme inévitable du milieu judiciaire. Le débat est ouvert sur la nécessité de l'introduction d'un nouveau « Bill of rights » au niveau supralégislatif.

2992. FORTIN, Yvonne – « La fin du " Civil Service " apolitique et fermé ? » *Pouvoirs* (37), 1986 : 71-86 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Le « Civil Service » britannique est traditionnellement une fonction publique de carrière, apolitique et disciplinée. Pourtant, des nominations récentes de conseillers politiques ou de managers recrutés dans le secteur privé à des postes supérieurs, ont soulevé des controverses et fait accuser Mme Thatcher de vouloir politiser les échelons supérieurs, tandis que les syndicats de fonctionnaires participent de plus en plus à la politique et que des fonctionnaires de haut niveau quittent la fonction publique pour le secteur privé. L'avenir du Civil Service traditionnel est menacé.

2993. FURNHAM, Adrian – « Adolescents sociopolitical attitudes : a study of sex and national differences ». *Political Psychology* 6 (4), déc. 85 : 621-636 ; tabl. ; bibliogr.

Analyse de deux études consacrées aux attitudes politiques des adolescents en Grande-Bretagne et en Afrique du Sud. La première concernant les convictions politiques des filles et des garçons anglais montre que les filles sont dans l'ensemble moins conservatrices que les garçons sauf pour les questions liées à la religion ou à la répression. La seconde étude portant sur les différences nationales indique que les adolescents britanniques sont en général moins conservateurs que les sud-africains.

2994. HILLYARD, Paddy – « Popular justice in Northern Ireland continuities and changes ». *Research in Law, Deviance and Social Control* 7, 1985 : 247-267 ; bibliogr.

C'est dans les régions les plus nationalistes de l'Irlande du Nord et pratiquée par l'IRA que la justice populaire refait son apparition aujourd'hui. Les formes contemporaines de cette justice sont très proches de celles qu'elle avait au XVIIIe et au XIXe siècles. La justice populaire irlandaise demeure cependant liée au système juridique formel.

2995. JACOBS, Piers – « Hong Kong and the modernization of China ». *Journal of International Affairs* 39 (2), hiv. 86 : 63-75 ; tabl. ; bibliogr.

La Chine respectera l'accord signé avec la Grande-Bretagne sur Hong Kong parce que ce grand port prospère a une importance considérable pour la réalisation du programme des « quatre modernisations ». Centre financier mais aussi centre des communications et des affaires à l'échelle mondiale, Hong Kong peut également servir d'entrepôt pour les marchandises exportées ou importées grâce à ses installations actuelles.

2996. RHODES, Roderick – « La Grande-Bretagne, pays du " gouvernement local " ? » *Pouvoirs* (37), 1986 : 59-70 ; résumé en anglais.

On ne peut parler de véritable « gouvernement local » en Grande-Bretagne, malgré les pouvoirs fiscaux et sociopolitiques importants détenus par les gouvernements locaux dont les élites sont complètement différenciées de celles du pouvoir central. Il s'agit plutôt d'un système d'interdépendance, qui soumet l'Etat central à une pléthore d'unités déconcentrées pour la mise en œuvre de sa politique, ce qui conduit à la confusion et parfois au blocage quand le gouvernement, comme celui de Mme Thatcher, tente de faire appliquer une discipline budgétaire restrictive.

Vie culturelle et scientifique

2997. BAINDRIDGE, David I. – « The copyright (computer software) admendment Act of 1985 ». *The Modern Law Review* 49 (2), mars 86 : 214-224.

La législation britannique sur la propriété intellectuelle a été amendée en 1985 pour y inclure des dispositions concernant les logiciels. Celles-ci concernent essentiellement la protection des programmes contre le piratage, mais ne règlent pas la question de la propriété des œuvres produites par ou avec l'aide d'un ordinateur.

2998. COMPTON, Paul A. ; POWER, John P. – « Estimates of the religious composition of Northern Ireland local government districts in 1981 and change in the geographical pattern of religious composition

between 1971 and 1981 ». *The Economic and Social Review* 17 (2), janv. 86 : 87-106 ; tabl., cartes.

La proportion entre catholiques et protestants n'a globalement pas évolué entre 1971 et 1981 mais la répartition géographique entre les districts a changé.

2999. EMERY, Douglas B. – « Popular music of the Clash : a radical challenge to authority ». *Political Anthropology* 5, 1986 : 147-165 ; graph. ; bibliogr.

En Grande-Bretagne, le groupe musical Clash, avec son identité révolutionnaire, a tenté d'utiliser les médias pour réaliser un changement social. Mais il semble qu'il soit difficile, dans les sociétés actuelles, de passer du mythe à la praxis révolutionnaire.

3000. HARRISON, Martin – « Les médias audiovisuels à la croisée des chemins ». *Pouvoirs* (37), 1986 : 115-130 ; résumé en anglais.

Le duopole audiovisuel britannique est actuellement remis en question par la forte expansion des nouvelles techniques qui provoquent une concurrence accrue et la nécessité d'une modification du financement. Ces tensions sont exacerbées par les changements du contexte social et exigent une modification des rapports avec la politique.

Questions sociales

3001. La grève des mineurs de 1984-85

a. « The State v the people. Lessons from the coal dispute ». *Journal of Law and Society* 12 (3), hiv. 85 : 251-414 ; bibliogr.
Numéro spécial consacré à la grève des mineurs en 1984-85 : conflits d'intérêts entre, d'une part, le gouvernement, la direction des charbonnages et la justice pénale et d'autre part, les mineurs et les communautés qui les défendent. Etude du respect du droit civil et du droit pénal pendant la grève, du rôle de la police et de l'appareil judiciaire et de la fonction des media, des femmes et de la solidarité ; esquisse des changements intervenus dans les bassins houillers depuis la fin de la grève.

b. DURR, Karlheinz – « Der Bergarbeiterstreik in Gross-Britannien 1984/85 » (La grève des mineurs en Grande-Bretagne en 1984/85). *Politische Vierteljahresschrift* 26 (4), déc. 85 : 400-422 ; tabl. ; bibliogr.
Le 4 mars 1985, s'achevait une grève d'un an menée par les mineurs britanniques et dont l'échec mettait un terme à l'invulnérabilité du syndicat des mineurs. Les résultats de cette grève dont les causes immédiates ont été le déclin du charbon, les projets de fermeture des mines et la radicalisation syndicale, sont significatifs d'un changement à long terme dans le système socio-économique britannique et cette défaite met en évidence les effets sociaux de la révolution conservatrice.

3002. Le syndicalisme

a. BOOTH, Alison – « Estimating the probability of trade-union membership : a study of men and women in Britain ». *Economica (London)* 53 (209), fév. 86 : 41-61 ; tabl. ; bibliogr.
Les caractéristiques personnelles des hommes et des femmes n'influent pas sur la décision individuelle de se syndiquer. Celle-ci est déterminée par des facteurs tels que la taille de l'entreprise, le secteur, l'emploi, la localisation géographique ou le salaire.

b. BURGI, Noëlle – « La désyndicalisation en Grande-Bretagne ». *Pouvoirs* (37), 1986 : 87-100 ; tabl. ; résumé en anglais.
Malgré une chute de 17 % des effectifs depuis 1980, la crise syndicale britannique reste modeste au regard des autres pays européens. Cependant, les facteurs d'affaiblissement – modification des rapports de force politique, politique des employeurs, éclatement de la négociation collective, problèmes internes aux organisations syndicales – sont structurels et leur disparition implique la définition d'un nouveau rôle des syndicats.

3003. HADJIMATHEOU, George – « Why has Britain not had full employment since the early 1970's ». *Journal of Post Keynesian Economics* 8 (3), print. 86 : 359-370 ; tabl., graph.

La persistance d'un taux élevé de chômage en Grande-Bretagne est due au faible niveau de l'activité économique globale, qui résulte pour l'essentiel de

la chute des investissements et des dépenses publics et donc de la politique activement mise en œuvre par le gouvernement Thatcher.

3004. LUSTGARTEN, Laurence – « Racial inequality and the limit of law ». *The Modern Law Review* 49 (1), janv. 86 : 68-85.

La Race Relations Act de 1976 destinée à réduire les inégalités raciales en Grande-Bretagne s'est révélé inefficace, en partie à cause du manque de pouvoirs de la Commission for Racial Equality, mais surtout parce que la lutte contre les discriminations raciales ne peut se situer exclusivement sur le terrain juridique, mais passe par d'autres mesures : information, formation, incitations à l'emploi.

3005. NOBLES, Richard – « Pensions : the new framework ? » *The Modern Law Review* 49 (1), janv. 86 : 42-67 ; tabl.

Le gouvernement britannique étudie actuellement une réforme du système des pensions de retraite (State earnings related pensions scheme) afin de réduire les coûts et de laisser une plus grande place aux initiatives privées. La suppression pure et simple du système existant n'apparaît pas souhaitable.

Economie et finances

3006. La privatisation de l'économie

a. BUTTON, K.J. – « New approaches to the regulation of industry ». *The Royal Bank of Scotland Review* (148), déc. 85 : 18-34 ; tabl.
Le débat sur la privatisation de l'économie et les monopoles est souvent évoqué en Grande-Bretagne. Toutefois, la régulation de l'économie doit être abordée sous un nouveau jour ; par exemple, les principes de la rationalité économique doivent être utilisés pour expliquer les problèmes nés de la concurrence ou de la propriété industrielle.

b. KAY, J.A. ; THOMPSON, J. – « Privatisation : a policy in search of a rationale ». *The Economic Journal* 96 (381), mars 86 : 18-32 ; tabl. ; bibliogr.
Le terme de « privatisation » a un contenu très variable, et parfois paradoxal. La Grande-Bretagne a dénationalisé sur une grande échelle afin de restaurer sa compétitivité industrielle. Dans la réalité, les bienfaits de la privatisation sont loin d'être prouvés.

3007. ARESTIS, Philip – « Wages and prices in the UK : the post Keynesian view ». *Journal of Post Keynesian Economics* 8 (3), print. 86 : 339-358 ; graph. ; bibliogr.

Le ralentissement de l'inflation en Grande-Bretagne depuis 1979 s'explique essentiellement par des facteurs externes, c'est-à-dire par la baisse des prix des matières premières importées et non par la politique monétariste suivie par les conservateurs.

3008. LYNK, Edward L. ; WEBB, Michael G. – « An unintended consequence of the taxation system for UK North Sea oil ». *Scottish Journal of Political Economy* 33 (1), fév. 86 : 58-73 ; tabl. ; bibliogr.

Depuis la découverte par la Grande-Bretagne en 1969, de pétrole dans la Mer du Nord, un système d'imposition des hydrocarbures extraits a dû être mis en place. L'impôt perçu par Londres a pour assiette le prix-spot du pétrole, ce qui finalement risque de réduire les recettes fiscales britanniques.

3009. RYBCZYNSKI, T.M. – « Financial systems, risk and public policy ». *The Royal Bank of Scotland Review* (148), déc. 85 : 35-45.

Les marchés financiers, et notamment le marché financier britannique, voient leurs caractéristiques évoluer rapidement (déréglementation, sécurité, contrôles rénovés). Ces tendances doivent être encouragées car elles stimulent l'investissement et la croissance en permettant une meilleure mobilisation de l'épargne et en réduisant les risques.

Grèce

Voir aussi : n° 3161, 3170

3010. « De la polis aux politiques urbaines ; renaissance et mutations de la ville grecque contemporaine ». *Villes en parallèle* (9), fév. 86 : 286 p. ; tabl., graph., cartes.

Numéro consacré à l'étude de l'évolution des villes grecques et d'Athènes particulièrement ; les différentes politiques d'urbanisme, l'organisation spatiale des villes et le rôle du centre, l'impact du tourisme et des richesses du patrimoine culturel sur l'aménagement des villes.

3011. CLOGG, Richard – « Griechenland im Krisenjahr 1985. Innenpolitische Entwicklungen und aussenpolitische Perspektiven » (La Grèce pendant l'année de crise 1985. Evolution en politique intérieure et perspectives en politique extérieure). *Europa Archiv* 41 (5), 10 mars 86 : 137-144.

La crise constitutionnelle de mars a entraîné la tenue d'élections anticipées en juin dont le PASOK est sorti vainqueur pour une deuxième législature. Les mesures d'épargnes drastiques adoptées par le gouvernement ont soulevé des agitations sociales et la situation économique difficile a amené le gouvernement grec à radoucir ses positions face à ses partenaires occidentaux. Le problème le plus difficile en politique extérieure demeure les relations bilatérales avec la Turquie.

3012. PERIFANAKI ROTOLO, Virginia – « La nuova legge elettorale e il comportamento dell'elettorato femminile in Grecia ». *Il politico* 50 (4), déc. 85 : 669-685 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

Le nouveau système électoral grec issu de la loi du 20 février 1985 se caractérise par une évolution du scrutin proportionnel au scrutin majoritaire entre le premier et le troisième tour d'une élection et a la particularité de comporter des bureaux de vote spécifiques selon le sexe, ce qui permet d'identifier le vote féminin. Celui-ci apparaît concentré sur trois partis : le Pasok dans les circonscriptions rurales, la Nouvelle Démocratie dans les zones semi-urbaines et le parti communiste en milieu urbain. La forte influence de la composition sociale des circonscriptions et le faible nombre de candidats féminins en forment les tendances marquantes.

Guinée équatoriale

Voir aussi : n° 1764

3013. LINIGER-GOUMAZ, Max – « Guinée équatoriale et zone franc ; réflexions sur un système monétaire et une récupération ». *Genève-Afrique* 23 (2), 1985 : 57-78 ; bibliogr. ; résumés en anglais et en allemand.

La Guinée équatoriale ruinée par deux dictatures militaires, a rejoint la zone franc en 1985 ; cette intégration à une zone monétaire où les intérêts français priment souvent sur les intérêts locaux ne semble pas faciliter sa reprise économique.

3014. LINIGER-GOUMAZ, Max – « Connaître la Guinée équatoriale ». *Peuples noirs – Peuples africains* 8 (46, 47 et 48), août, oct. et déc. 85 : 27-92, 38-112 et 21-72.

Présentation du milieu naturel, des ethnies et du passé colonial de la Guinée équatoriale. A l'indépendance, la majorité de la population autochtone vivait en économie de subsistance. Macias Nguema se fit connaître comme ministre des Travaux publics. Le régime instauré en 1979 manipule toutes les données sur la vie économique du pays et la tyrannie nguemiste profite du laxisme de l'ONU et de l'OUA et de l'attentisme de ses voisins.

Hongrie

3015. FLAKIERSKI, Henryk – « Economic reform and income distribution. A case study of Hungary and Poland ». *Eastern European Economics* 24 (2), hiv. 86 : 3-194 ; tabl. ; bibliogr.

La Hongrie est le seul pays socialiste d'Europe qui ait réussi sa réforme économique, tandis que tous les autres, y compris la Pologne, ont échoué. De même, la répartition des revenus varie selon qu'il s'agit de l'un ou l'autre de ces deux pays, mais il est difficile d'établir l'ampleur de l'influence des réformes sur cette répartition.

3016. JOMPA, Michel – « Le tourisme en Hongrie ». *Le courrier des pays de l'Est* (303), fév. 86 : 39-54 ; tabl., cartes.

Depuis 1978-79, la part des touristes occidentaux, ayant des moyens financiers importants, s'est accrue au détriment des ressortissants des pays du CAEM et des voyageurs en transit. Dans ce changement une place importante revient à la restauration, aux développements des équipements hôteliers et à la multiplication des agences de voyage surtout privées. Actuellement, le tourisme est devenu une véritable industrie et a contribué au rétablissement de l'équilibre financier.

3017. ZOVANYI, Gabor – « Structural change in a system of urban places : the 20th-century evolution of Hungary's urban settlement network ». *Regional Studies* 20 (1), fév. 86 : 47-71 ; tabl., cartes ; bibliogr. ; résumés en allemand et en français.

L'étude des phénomènes urbains ne se limite pas à la simple comparaison entre les effectifs urbains et ruraux ; d'autres méthodes d'analyse, plus centrées sur la région, existent aujourd'hui. L'évolution urbaine de la Hongrie a été très marquée par le mouvement de centralisation administrative et politique même si certains parlent de décentralisation pour l'avenir.

Inde

Voir aussi : n° 2882, 3028, 3068, 3143

3018. « The economy. A symposium on the direction of our economic policies ». *Seminar* (316), déc. 85 : 11-54 ; tabl. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré à la politique économique de Rajiv Gandhi, au moment où démarre le 7e plan quinquennal.

3019. ANNOUSAMY, David – « Pour un droit comparé appliqué. Réflexions à partir de l'interférence des lois dans l'Inde ». *Revue internationale de droit comparé* 38 (1), mars 86 : 57-76.

L'Inde est un des pays où des lois étrangères se sont infiltrées à la place ou à côté de la loi autochtone, infiltration due à une supériorité militaire ou économique. Cette interférence a produit des résultats variés : une substitution durable de la loi, un amalgame, ou le retour en force de l'ancienne loi. Il semble que la valeur intrinsèque de l'institution, la technique d'expression de la loi et la langue jouent un rôle dans la survie de la loi d'emprunt.

3020. BRASS, Paul R. – « The political uses of crisis : the Bihar famine of 1966-1967 ». *The Journal of Asian Studies* 45 (2), fév. 86 : 245-268 ; carte ; bibliogr.

La famine qui a sévi au Bihar en 1966-67, a entraîné une grave crise politique, le gouvernement central et l'administration étant jugés lourdement responsables de cette situation et incompétents à la résoudre.

3021. GOKHALE, Jayashree B. – « The sociopolitical effects of ideological change : the Buddhist conversion of Maharashtrian untouchables ». *Journal of Asian Studies* 45 (2), fév. 86 : 269-291 ; bibliogr.

En octobre 1956, des milliers d'intouchables ont renoncé à l'hindouisme pour se convertir au bouddhisme ; les conséquences en ont été une transformation des institutions traditionnelles, de l'idéologie et des pratiques sociales quotidiennes de la communauté bouddhiste d'accueil.

3022. SINGH, J.P. – « A regional analysis of population mobility in India ». *Asian Profile* 13 (5), oct. 85 : 409-424 ; tabl., cartes ; bibliogr.

La population de l'Inde est dans son immense majorité sédentaire, la migration entre Etats étant même moins importante que celle à l'intérieur d'un même Etat. Une proportion trop élevée d'analphabètes, l'attachement à la terre, le manque de moyens de transports et de communication, les différences linguistiques et culturelles et une industrialisation trop lente, sont les raisons principales de l'absence de mobilité des Indiens.

3023. THOMAS, Raju G.C. – « The strategic consequences of nuclear proliferation in South-West Asia : India's perspective ». *The Journal of Strategic Studies* 8 (4), déc. 85 : 67-79.

Avec Israël, l'Afrique du Sud et le Pakistan, l'Inde est un pays susceptible de produire l'arme nucléaire mais elle est la seule parmi eux à avoir procédé à une expérience atomique, à des fins « pacifiques ». Si l'Inde commençait à produire des armes nucléaires, le danger d'une prolifération rapide dans le Sud-Ouest asiatique deviendrait grave car les autres pays de cette région s'efforceraient de suivre son exemple.

Indonésie

Voir aussi : n° 2916, 3144

3024. « Indonesia's foreign policy ». *The Indonesian Quarterly* 13 (4), oct. 85 : 441-530.

Numéro spécial consacré à la politique étrangère de l'Indonésie, publié à l'occasion du 40e anniversaire de l'indépendance de ce pays. Voir notamment : REKSOHADIPRODJO, Sukanto ; KAHNG, Sun M. : n° 2916.

3025. DE JONG, J.J.P. – « De Nederlands-Indonesische betrekkingen 1963-1985 » (Les relations néerlando-indonésiennes 1963-1985). *Internationale spectator* 40 (2), fév. 86 : 129-139.

Analyse des relations bilatérales entre les Pays Bas et l'Indonésie depuis 1963, moment où les relations diplomatiques ont été reprises, jusqu'en 1985 et notamment du traumatisme de la décolonisation.

3026. SCOTT, Peter Dale – « The United States and the overthrow of Sukarno, 1965-1967 ». *Pacific Affairs* 58 (2), été 85 : 239-264 ; bibliogr.

Le renversement de Sukarno et de son régime, en Indonésie, a été effectué par des éléments de droite de l'armée, encouragés publiquement et aidés secrètement par les Etats-Unis et plus particulièrement par la CIA. Après un bain de sang, le coup d'Etat du général Suharto a mis fin à la politique de Sukarno qui s'était efforcé d'arriver à un accord avec le parti communiste indonésien.

Iran

Voir aussi : n° 2308, 2586, 2664, 2725

3027. BEEMAN, William O. – « Iran's religious regime : what makes it tick ? Will it ever run down ? » *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* (483), janv. 86 : 73-83.

Le gouvernement islamique d'Iran trouve ses racines dans une tradition culturelle fort ancienne ce qui explique une solidité que n'a pu ébranler aucune pression venue de l'extérieur. Le changement politique en Iran ne pourra venir que de l'intérieur.

3028. BRENNER, Michaël – « The strategic consequences of nuclear proliferation in South Asia for Iran ». *The Journal of Strategic Studies* 8 (4), déc. 85 : 59-66.

Si le Pakistan devenait une puissance nucléaire, l'Iran deviendrait une île non nucléaire dans une zone d'Etats possédant ou étant en mesure de posséder l'arme atomique. Bien que les rapports de l'Iran avec le Pakistan et l'Inde aient toujours été bons, une guerre nucléaire entre ces deux Etats constitueraient un grave danger pour l'Iran du fait qu'il pourrait lui aussi y être impliqué.

3029. LOONEY, Robert E. – « Origins of pre-revolutionary Iran's development strategy ». *Middle Eastern Studies* 22 (1), janv. 86 : 104-119 ; tabl. ; bibliogr.

En raison de l'adoption d'une stratégie de substitution aux importations, de revenus pétroliers en expansion et de la stabilité politique du pays, l'Iran –

avant la révolution – pouvait compter sur des revenus certains et une croissance soutenue de son secteur industriel, grâce à de forts investissements ; mais des déséquilibres apparurent soudain, tel celui de l'agriculture, qui entraîna des importations massives de produits agricoles.

3030. NAHAVANDI, Honchang – « L'après-Khomeiny ». *Politique internationale* (31), print. 86 : 167-178 ; résumés en anglais et en espagnol.

Malgré les professions de non-alignement symbolisées par le slogan « Ni l'Ouest ni l'Est », il est clair que l'Iran suit les options stratégiques soviétiques et est devenu une base du terrorisme international. Pourtant l'opposition au régime est forte dans la hiérarchie religieuse, dans le peuple et à l'extérieur, et l'appui de l'Occident sera déterminant dans l'orientation qui se fera nécessairement après la disparition de Khomeiny.

Irlande

3031. CARNEY, Claire – « A case study in social policy : the non-contributory old age pension ». *Administration (Dublin)* 33 (4), 1985 : 483-529.

L'examen des systèmes de versement de retraites au cours des soixante-quinze dernières années souligne l'importance d'une bonne planification qui prévoit toutes les implications des différentes stratégies proposées. De cette façon, certains effets indésirés auraient pu être évités.

3032. GIRVIN, Brian – « Social change and moral politics : the Irish Constitutional referendum 1983 ». *Political Studies* 34 (1), mars 86 : 61-81 ; tabl.

Le référendum, organisé sous la pression des adversaires de l'avortement et qui a permis à l'Eglise catholique romaine en Irlande de faire passer un amendement constitutionnel interdisant l'avortement, a généré de nouveaux clivages politiques en fonction de l'âge, de la classe sociale, de la religion et du lieu de résidence, qui obligeront les partis à se réaligner.

3033. LOGAN, John ; O'REILLY, Barney – « Educational decision-making : the case of the curriculum and examination Board ». *Administration (Dublin)* 33 (4), 1985 : 469-481.

La mise en place d'une commission spécialisée dans les programmes scolaires et les examens au sein du ministère de l'Education irlandais répond à un besoin de réviser le système actuel dont les structures datant du XIXe siècle ne sont plus adaptées aux évolutions de l'éducation et de la société.

Israël

Voir aussi : n° 3023

3034. ARONOFF, Myron J. – « Establishing authority : the memorialization of Jabotinsky and the burial of the Barkochba bones in Israel under the Likud ». *Political Anthropology* 5, 1986 : 105-130 ; bibliogr.

De 1977 à 1984, le Likoud a essayé d'éliminer les vestiges de légitimité idéologique détenus par les travaillistes et d'établir sa propre légitimité idéologique, en développant, par les agences d'Etat, ses propres héros, mythes et interprétations du passé et du présent et en les incorporant à la culture politique nationale ; deux exemples : le culte de V.Z. Jabotinsky, et les funérailles nationales pour les restes des héros de la dernière révolte contre les Romains.

3035. FRIEDLAND, Nehemia ; MERARI, Ariel – « The psychological impact of terrorism : a double-edged sword ». *Political Psychology* 6 (4), déc. 85 : 591-604 ; tabl. ; bibliogr.

Une enquête réalisée en Israël permet d'évaluer l'impact psychologique du terrorisme politique. En exerçant une pression sur les émotions et les comportements des individus et en provoquant la peur, le terrorisme est une arme efficace pour influencer la politique, mais c'est une arme à double

tranchant qui suscite aussi un durcissement des attitudes, une opposition forte à toute forme de conciliation avec les terroristes et un large soutien en faveur de solutions extrêmes pour lutter contre le terrorisme.

3036. PERETZ, Don – « Israel after its 1984 elections ». *The Middle East Annual* 4, 1984 : 107-129 ; bibliogr.

Le résultat des élections de 1984 et les récents développements politiques montrent que le « credo sioniste » des Israéliens est en train de se transformer et que, dans leur ensemble, ils sont à présent divisés en deux grands camps politiques : l'alliance entre nationalistes et orthodoxes et la coalition entre les Travaillistes et centristes. Mais le fossé qui sépare ces deux groupes est moins profond que naguère.

Italie

Voir aussi : n° 3211

3037. « Dossier sanità ». *Mondoperaio* 39 (3), mars 86 : 35-68.

Suite d'articles consacrés au système de santé publique italien, jugé congénitalement inopérant, tant par la faiblesse et la mauvaise utilisation des ressources qui lui sont allouées que par les grèves abusives qui entravent son fonctionnement. Une réforme s'impose, en particulier sur le fonctionnement des USL (unités sanitaires locales) et l'adaptation au marché du système sanitaire italien.

3038. CAPITANI, Giancarlo et al. – « Interdipendenze spaziali e industriali nella Padania, 1971-1981 ». *Politica ed economia* 17 (4), avr. 86 : 33-44 ; graph. ; bibliogr.

Analyse de « l'externalité », c'est-à-dire de l'environnement spatial, dans les processus de transformation industrielle qui ont affecté le système industriel italien en Lombardie, Piémont, Vénétie et Emilie-Romagne de 1971 à 1981 : l'interdépendance du secteur industriel et du milieu local apparaît prépondérante.

3039. FORMIGONI, Guido – « La sinistra cattolica italiana e il Patto atlantico (1948-1949) ». *Il politico* 50 (4), déc. 85 : 631-668 ; résumé en anglais.

Dans le débat de politique extérieure italienne de l'après-guerre sur l'adhésion au Pacte atlantique, un courant non négligeable de la gauche catholique de la démocratie chrétienne s'est prononcé contre l'adhésion et pour un « fédéralisme des pays neutres européens ». Cette tendance est passée inaperçue lors de l'adhésion de l'Italie mais est révélatrice de la culture catholique des relations internationales.

3040. RAMPULLA, Francesco Ciro – « L'evoluzione del diritto allo studio tra Stato e regioni ». *Il politico* 50 (4), déc. 85 : 571-587 ; résumé en anglais.

L'accès à l'université est l'aspect le plus délicat du droit à l'instruction dans la politique de l'enseignement du fait de l'interférence entre Etat, régions et universités que provoque, en Italie, l'inexistence d'une loi-cadre fixant le rôe de chaque intervenant. Le projet de loi présenté par le ministre de l'Education en 1985 devrait, tout en préservant l'autonomie des régions et des universités, apporter une cohérence entre les compétences respectives et remédier ainsi aux disparités et inégalités.

3041. REGIONINI, Gloria – « Le politiche sociali in Italia : metodi di analisi ». *Rivista italiana di scienza politica* 15 (3), déc. 85 : 335-377 ; résumé en anglais.

L'application au cas italien d'approches méthodologiques issues de recherches récentes pour déterminer, en Europe occidentale, le rapport entre la politique et les politiques menées en matière sociale ne révèle pas de spécificité dans la multiplicité partisane des acteurs italiens mais s'avère inadéquate pour expliquer les processus de radicalisation provenant de ces intérêts divers. Il apparaît plutôt une forme de « métapolitique » où la politique menée est une variable, dépendant d'un pouvoir politique constituant une somme définie, mais se dilatant selon les problèmes.

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 3171

3042. BETTINELLI, Ernesto – « Alla ricerca del diritto dei partiti politici ». *Rivista trimestrale di diritto publico* (4), 1985 : 1001-1063.

Malgré leur nature « d'association de fait » relevant donc du droit privé, les partis politiques sont au regard du droit des entités polyvalentes auxquelles la jurisprudence s'applique de manière fragmentaire, selon les secteurs de leurs activités. Cette situation engendre des contradictions, notamment dans la réglementation de leur financement, auxquelles il faudrait remédier par une institutionnalisation juridique de la matérialité du parti politique.

3043. CARTOCCI, Roberto – « Differenze territoriali e tipi di voto. Le consultazione del maggio-giugno 1985 ». *Rivista italiana di scienza politica* 15 (3), déc. 85 : 421-454 ; tabl., graph., cartes ; résumé en anglais.

L'histoire électorale italienne connaît une rupture à partir de 1972, où les résultats liés aux affiliations traditionnelles deviennent moins prévisibles, bien que la motivation électorale reste un facteur de stabilité. Les résultats du référendum de juin 1985 sur l'échelle mobile des salaires, à la lumière de ceux des précédentes élections administratives de mai 1985, révèlent ainsi des disparités : le nord et le centre de l'Italie ont conservé pour le référendum les choix exprimés en mai alors que le sud s'est révélé plus hétérogène, par un fort taux d'absentention ou de votes antigouvernementaux.

3044. MATARD, Anne-Marie – « L'irrésistible ascension de la Mafia ». *L'histoire* (89), mai 86 : 16-29 ; bibliogr.

La Mafia est le produit d'une situation structurelle propre à la Sicile, caractérisée par les carences du pouvoir central et l'affirmation d'un sentiment national sicilien. Depuis sa mutation des années 70, sa puissance financière est considérable, mais son ascendant sur la population s'affaiblit.

3045. RJABOV, A.I. – « Ital'panskij neofašizm : ideologija i politika » (Le néo-fascisme italien : idéologie et politique). *Rabočij klass i sovremennyj mir* (1), fév. 86 : 142-155.

La décomposition sociale et morale de la société italienne et le laxisme politique des grands partis bourgeois favorisent l'essor du néo-fascisme et du terrorisme en Italie. L'idéologie fasciste, facile à interpréter, attire de nombreux mécontents au profit de ceux qui, dans l'ombre, s'efforcent d'orienter définitivement à droite l'évolution politique du pays.

Japon

Voir aussi : n° 2910, 3142, 3145, 3225, 3229

3046. DUFOURCQ, Nicolas – « Japon : réarmement virtuel ». *Politique internationale* (31), print. 86 : 283-295 ; résumés en anglais et en espagnol.

Résolument pacifiste depuis 1945, le Japon, par sa Constitution, son budget et l'opinion publique repousse le réarmement. Toutefois, peuple de marchands, le Japon se prépare discrètement à répondre industriellement et technologiquement à un nouveau consensus militaire.

3047. FINGLETON, Ramonn – « Japan's brokers : a protected species ». *Euromoney* mai 86 : 50-61.

Les agents de change de Tokyo forment un cartel fermé, protégé de toute concurrence étrangère et réalisent des profits substantiels grâce aux commissions qu'ils touchent. Cette prospérité est actuellement menacée par la vague de déréglementation qui touche les marchés financiers de la plupart des pays industrialisés et qui atteindra probablement le Japon.

3048. KORTE, Karl Rudolf – « Neues Selbstverständnis im Dialog Europa-Japan » (Nouvelle compréhension dans le dialogue Europe-Japon). *Aussenpolitik* 37 (1), 1986 : 67-78.

Entre les Etats de la Communauté européenne et le Japon, les controverses en matière de politique commerciale des années 1970 n'ont jamais cessé mais elles se sont apaisées. La coopération s'est élargie à la sécurité et à la politique extérieure. Il n'existe pas d'accord commercial entre l'Europe et le Japon mais Nakasone a intensifié le dialogue, et le Japon, en s'alliant parfois à l'Europe face aux Etats-Unis, a ainsi élargi sa marge d'action.

3049. REICH, Robert B ; MANKIN, Eric D. – « Joint venture with Japan : give away your future ». *Harvard Business Review* (2), avr. 86 : 78-86.

Les investissements industriels japonais aux Etats-Unis permettent aux entreprises qui s'implantent de bénéficier des avancées technologiques américaines à un très faible coût, les emplois créés étant généralement peu qualifiés et peu payés.

3050. ROHLEN, Thomas P. – « Japanese education : if they can do it, should we ? » *The American Scholar* hiv. 86 : 29-43 ; tabl.

Si les liens entre les performances économiques d'un pays et la qualité de son système d'éducation ne sont pas toujours évidents, le cas du Japon, quant à lui, ne laisse subsister aucun doute. L'exemple japonais ne doit pas constituer un modèle pour les Etats-Unis, mais devrait seulement souligner les lacunes de ce pays dans ce domaine.

3051. SUDARSONO, Jervono – « Japan's security and military role in Pacific Asia ». *The Indonesia Quarterly* 14 (1), janv. 86 : 102-111.

Pour mesurer le rôle du Japon dans le Pacifique, plus particulièrement en Asie du Nord-Est, différents facteurs interviennent : la nature et la coopération militaire entre le Japon et les Etats-Unis, l'évolution de la politique japonaise depuis l'élection de Nakasone et les craintes des Japonais par rapport à l'augmentation de la puissance militaire soviétique dans le Pacifique au Nord-Est de l'Asie.

Kenya

Voir aussi : n° 1765, 2679, 2792, 3128

3052. « Kenya ». *Le courrier (Bruxelles)* (96), avr. 86 : 38-53 ; tabl., carte.

Suite d'articles consacrés à la situation économique du pays : l'agriculture, le tourisme, le niveau de vie, la coopération avec la CEE.

3053. CAMPBELL, David J. – « The prospect for desertification in Kajiado district, Kenya ». *The Geographical Journal* 152 (1), mars 86 : 44-55 ; tabl., cartes ; bibliogr.

Il y a actuellement risque de désertification dans la région de Kajiado au Kenya, en raison de changements intervenus dans les interactions entre la croissance de la population et l'utilisation de la terre : économie pastorale des Masaïs et développement d'une agriculture et d'activités liées à la nature sauvage et au tourisme. Il est nécessaire que les pouvoirs publics prennent des mesures pour enrayer cette évolution.

3054. CURRIE, Kate ; RAY, Larry – « The pambana of August 2 – Kenya's abortive coup ». *The Political Quarterly* 57 (1), mars 86 : 47-59 ; bibliogr.

Mise en échec par les forces gouvernementales du président Moi, la tentative de coup d'Etat menée le 1er août 82 par la Kenya Air Force et le People's Redemption Council, a bénéficié d'un important soutien populaire à Nairobi, Mombassa et à l'Ouest du Kenya. Cette insurrection intervenait en effet au bout de plusieurs mois de crise économique, de tension ethnique et de lutte ouverte en particulier avec l'université.

3055. KATZ, Stephen – « The succession to power and the power of succession : nyayoism in Kenya ». *Journal of African Studies* 12 (3), aut. 85 : 155-161 ; bibliogr.

Daniel Arap Moi, successeur de Jomo Kenyatta, au poste de Président du Kenya a déclaré qu'il suivra la politique « nyayo » de son prédécesseur, qui

assure la continuité, la paix et la stabilité. Mais, face aux difficultés de toutes sortes, le régime de Moi est devenu répressif et n'hésite pas à avoir recours à la violence contre l'opposition.

Liban

3056. « The realignment of power in Lebanon : internal and external dimensions ». *Arab Studies Quarterly* 7 (4), aut. 85 : 100 p. ; carte ; bibliogr.

Numéro consacré à la situation libanaise avec, en particulier, l'étude des groupes confessionnels, l'analyse de l'intervention américaine et celle des mouvements de résistance libanais et palestiniens.

3057. MAILA, Joseph – « Liban, les Chrétiens dans la tourmente ». *Etudes* 364 (4), avr. 86 : 437-448.

Jusqu'alors soudés dans l'idée d'une résistance à l'influence étrangère, les Chrétiens au Liban en sont venus à négocier puis à signer un accord de soumission avec la Syrie ce qui a donné suite à des combats inter-chrétiens, une partie des Forces libanaises étant hostile à cet accord. N'ayant pas pu développer une plate forme politique d'union et de rassemblement, ils devraient rechercher des propositions minima de dialogue avec l'Islam afin de sortir de l'impasse.

Mali

Voir aussi : n° 1282

3058. AMSELLE, Jean-Loup – « Le Wahabisme à Bamako (1945-1985) ». *Canadian Journal of African Studies* 19 (2), 1985 : 345-357 ; résumé en anglais.

Mouvement religieux et politique, le Wahabisme qui se propose d'édifier un Etat Sunnite et de restaurer l'Islam dans sa pureté originelle a trouvé de nombreux adhérents parmi les commerçants bamakois en raison de son caractère anti maraboutique, bourgeois, nationaliste et pro-arabe, et aussi grâce à l'enseignement qu'il propose à ses partisans.

3059. METTELIN, Pierre – « MALI-UMOA : genèse d'une réintégration ». *Année africaine* 1983 : 249-285 ; tabl.

L'histoire monétaire du Mali depuis l'indépendance jusqu'à sa réintégration dans l'UMOA (Union monétaire ouest-africaine) est une longue suite de rebondissements et d'ajournements. Ayant signé le traité de l'UMOA en mai 1962, le Mali s'en retire presque immédiatement pour tenter une expérience d'autonomie monétaire qui se révèle désastreuse pour l'économie (1962-1967). Les accords franco-maliens de 1967, reconduits en 1972, n'améliorent pas la situation. Après des reports sucessifs de 1972 à 1984, l'accord de réintégration du Mali dans l'UMOA est signé en février 1984 ; cependant, il suppose encore de gros efforts économiques et financiers de la part du pays.

3060. SANANKOUA, Diarah Bintou – « Les écoles " coraniques " au Mali : problèmes actuels ». *Canadian Journal of African Studies* 19 (2), 1985 : 359-367.

Les écoles " coraniques ", les plus anciennes au Mali et qui dispensaient traditionnellement aux enfants et aux adultes un enseignement et une éthique coraniques sont entrées aujourd'hui dans une phase de déclin et paraissent complètement anachroniques, tandis que les Mederoa, d'implantation plus récente se développent à un rythme accéléré.

Nicaragua

Voir aussi : n° 2885

3061. L'Eglise catholique face à la révolution sandiniste

a. DODSON, Michael – « The politics of religion in evolutionary Nicaragua ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* (483), janv. 86 : 36-49.

Les prises de position de l'Eglise au moment de l'insurrection sandiniste, le conflit actuel entre l'Etat et la hiérarchie catholique, laissent de côté le rôle déterminant des communautés chrétiennes de base grâce auxquelles la Bible est devenue, pour les pauvres, un moyen d'accéder à la conscience politique, puis à la mobilisation. Le conflit, actuellement, se situe plus entre la hiérarchie et ces communautés qu'entre marxisme et religion.

b. WILLIAMS, Philip J. – « The Catholic hierarchy in the Nicaraguan revolution ». *Journal of Latin American Studies* 17 (2), nov. 85 : 341-369 ; tabl. ; bibliogr.

Après avoir observé une attitude d'opposition modérée au régime de Somoza, la hiérarchie de l'Eglise catholique nicaraguayenne avait fini par approuver et justifier la résistance armée à ce régime. Mais, malgré l'engagement actif d'un grand nombre de prêtres dans l'action politique sous le régime sandiniste, cette hiérarchie s'oppose à ce risque et aussi à toute création d'une « Eglise populaire ».

3062. ALANIZ, Jorge – « Le suicide économique des sandinistes ». *Politique internationale* (31), print. 86 : 51-63 ; résumés en anglais et en espagnol.

On ne peut, comme le font les dirigeants sandinistes imputer la responsabilité du désastre économique actuel ni à l'héritage de Somoza, ni aux catastrophes naturelles, ni à l'agression économique des Etats-Unis, ni à leur soutien aux Contras. Les véritables causes sont liées à la gestion des Sandinistes.

3063. BALDIZON, Alvaro – « Nicaragua : la révolution dévoyée ». *Politique internationale* (31), print. 86 : 27-42 ; résumés en anglais et en espagnol.

Après avoir exercé de hautes fonctions dans la hiérarchie sandiniste, A. Baldizon fait le récit du cheminement qui l'a conduit à quitter le pays après avoir pris conscience de ce qu'était la réalité nicaraguayenne : corruption des fonctionnaires, arrestations et exécutions massives, torture, rôle des conseillers cubains, camps d'entraînement pour la guérilla latino-américaine.

3064. CARRIÈRE, Jeanne-Monique – « Nicaragua 86, comment sortir de l'engrenage ». *Politique aujourd'hui* (14), juin 86 : 125-131 ; tabl.

Embargo américain, détérioration de la situation économique, état d'urgence caractérisent le Nicaragua au début de 1986 : les Sandinistes peuvent cependant redresser la situation et mettre fin à l'engrenage de l'agression américaine.

Nigeria

Voir aussi : n° 3128

3065. « Lagos ». *Cités africaines* (4), mars 86 : 19-43.

Dossier. Avec près de cinq millions d'habitants, Lagos est la plus importante ville d'Afrique noire. La croissance très rapide de la population pose des problèmes d'aménagement et d'environnement, que les gouvernements successifs ont essayé de résoudre, notamment dans les domaines du logement et des services sociaux. Un projet d'une ville « lagon » propose une alternative économique intéressante, en faisant appel à des capitaux privés, pour revitaliser le pays en mobilisant les ressources du Sud autour d'un pôle de développement.

3066. AKINSANYA, Adeope – « Multinational corporations in Nigeria and issues of development ». *Genève-Afrique* 23 (2), 1985 : 79-96 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en français et en allemand.

Les multinationales qui sont parfois perçues comme ayant un rôle primordial sur le développement économique du Nigeria, n'ont en fait que peu de liens avec les réalités spécifiques du pays. Elles ont également des responsabilités dans la distorsion des habitudes locales, ce qui contribue à la dépendance culturelle du Nigeria.

3067. MARENIN, Otwin – « Policing Nigeria : control and autonomy in the exercise of coercion ». *African Studies Review* 28 (1), mars 85 : 73-93 ; graph. ; bibliogr.

Au Nigeria, les forces de police sont mal équipées et mal organisées et les autorités centrales les contrôlent difficilement. Malgré ses efforts, la classe politique n'a pas réussi à mettre la police à son service.

Pakistan

Voir aussi : n° 732, 855, 2250, 2882, 3023, 3028, 3143

3068. L'arme nucléaire

a. JOECK, Neil – « Pakistani security and nuclear proliferation in South Asia ». *The Journal of Strategic Studies* 8 (4), déc. 85 : 80-98.
La possession éventuelle de l'arme nucléaire par le Pakistan ne pourrait lui être utile que comme un moyen de dissuasion contre l'Inde, pour l'empêcher de déclencher une guerre nucléaire contre lui et de procéder à une « première frappe ». En outre, cette possession inciterait l'Inde à entreprendre elle aussi la production de cette arme, ceci d'autant plus qu'elle a de l'avance sur le Pakistan dans ce domaine.

b. QUESTER, George H. – « Some Pakistani problems and a nuclear non-solution ». *The Journal of Strategic Studies* 8 (4), déc. 85 : 99-109.
La possession de l'arme nucléaire, même s'il s'agit de la « bombe atomique », satisferait l'amour propre du Pakistan et servirait bien davantage son prestige que sa sécurité. La vraie menace pour la sécurité du Pakistan vient de l'intérieur, c'est-à-dire de la possibilité d'une rébellion ou des agissements des diverses minorités nationales, plus que d'une possible attaque de la part de l'Inde.

3069. SALKIN, Yves – « Le défi du Pakistan ». *Défense nationale* 41, déc. 85 : 97-107 ; carte.

Déchiré par les contradictions (ethniques, linguistiques, religieuses et politiques) depuis sa création en 1947, le Pakistan a décidé en 1985 de relever le défi : cherchant sa cohérence et profitant de sa position géostratégique, il s'ouvre vers l'extérieur en renouant ses liens avec la Chine, les Etats-Unis, l'Europe, le monde arabe et les non-alignés. L'islamisation et la démocratie sont aussi des buts de première importance pour les pouvoirs publics.

Pays-Bas

Voir aussi : n° 2792, 3025

3070. BOISSEVAIN, Jeremy ; GROTENBREG, Hanneke – « Culture, structure and ethnic enterprise : the Surinamese of Amsterdam ». *Ethnic and Racial Studies* 9 (1), janv. 86 : 1-23 ; tabl. ; bibliogr.

L'activité des émigrés venus de Surinam, composés de Créoles, d'Hindoustans et de Chinois, permet de confirmer l'idée selon laquelle la culture d'un groupe ethnique favorise plus ou moins l'esprit d'entreprisee. Cependant, l'explication de ces différences se trouve dans le passé socio-économique de ces groupes plus que dans la structure familiale et l'éthique du travail.

3071. FAASE, J.H. et al. – « Voor en na de mammoet. Vergelijking van individuelle schoolloopbanen in het voortgezet onderwijs in Noord-Brabant voor en na de invoering van de Mammoetwet » (Avant et après la réforme scolaire. Comparaison des carrières scolaires dans l'enseignement secondaire dans la province de Brabant du Nord avant et après l'introduction de la réforme scolaire). *Mens en maatschappij* 61 (1), fév. 86 : 75-94 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'impact des réformes de l'enseignement secondaire sur l'évolution ultérieure des carrières à partir de l'étude de deux générations d'élèves, l'une avant, l'autre après la réforme.

3072. HUYGEN, Maarten – « Dateline Holland : NATO's pyrrhic victory ». *Foreign Policy (New York)* (62), print. 86 : 167-185.

L'acceptation par les Pays-Bas de recevoir 48 missiles de croisière américains sur leur territoire a représenté une victoire de l'OTAN et une démonstration

de son unité mais a été une source de division profonde dans la vie politique hollandaise.

3073. LUIJKX, Ruud et al. – « Het verband tussen onderwijs en beroepshoogte voor vrouwen en mannen in Nederland in 1979 » (Le rapport entre niveau d'études et niveau professionnel pour les femmes et les hommes aux Pays-Bas en 1979). *Mens en maatschappij* 61 (1), fév. 86 : 21-34 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

On constate aux Pays-Bas une différence selon les sexes dans l'impact de l'éducation sur le niveau professionnel : les femmes retirent moins de profit que les hommes de leurs études.

Philippines

Voir aussi : n° 3144

3074. ALMIROL, Edwin B. – « Filipino immigrants and voluntary associations ». *Philippines Studies* (34), 1er trim. 86 : 41-60.

Les associations d'émigrés philippins telles qu'on les observe en Californie ont une triple utilité : elles facilitent l'adaptation morale et matérielle des nouveaux venus, elles maintiennent des liens avec le pays d'origine et constituent une arène politique qui permet aux ambitions et énergies personnelles de se réaliser.

3075. CAROLL, John J. ; CLAVER, Francisco F. – « The pastoral priorities of the Philippine bishops : a report on a survey ». *Philippine Studies* (34), 1er trim. 86 : 21-40 ; tabl.

Les priorités établies pour chaque diocèse au cours de la réunion semi-annuelle des évêques philippins en janvier 1986.

3076. RAJARETNAM, Murngaiah – « Les Philippines tiendront-elles ? » *Politique internationale* (31), print. 86 : 267-276 ; résumés en anglais et en espagnol.

Après sa spectaculaire arrivée au pouvoir, la victoire de Madame Aquino est précaire : menacée par la droite, par les communistes et aussi par le fractionalisme prêt à démanteler la coalition centriste, elle doit relancer une économie laissée moribonde et assainir les relations avec les Etats-Unis pour qui les Philippines demeurent un enjeu stratégique déterminant.

Portugal

Voir aussi : n° 1796, 2704, 2780, 3161, 3171

3077. « Portuguese perspectives ». *Sociologia ruralis* 26 (1), 1986 : 6-106 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en anglais, français et allemand.

Numéro spécial consacré à l'agriculture et à la vie rurale au Portugal.

3078. CAHEN, Michel – « Le Portugal et l'Afrique : le cas des relations luso-mozambicaines (1965-1985). Etude politique et bibliographique ». *Afrique contemporaine* (137), mars 86 : 3-55 ; tabl. ; bibliogr.

L'analyse des liens entre le Portugal et le Mozambique, dix ans après l'indépendance de ce pays, permet de conclure que la coopération portugaise (fortement marquée par le mercantilisme) n'apparaît pas sous un jour très favorable. Les relations luso-africaines souffrent de faiblesses structurelles très importantes et l'avenir pourrait être celui d'une histoire commune, d'une certaine coopération culturelle, mais d'échanges économiques infimes.

3079. PEARSON, Scott R. et al. – « Sources of funds for agricultural investment in Portugal ». *Food Research Institute Studies* 29 (3), 1985 : 335-352 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le financement du secteur agricole au Portugal a dû faire face à une baisse sensible de l'offre de crédits. Cet obstacle est partiellement atténué par d'autres facteurs plus favorables tels que l'apparition de nouvelles sources de

crédit. De plus, l'autofinancement joue un rôle indispensable dans la petite agriculture portugaise.

Rwanda

3080. BASOMINGERA, Alberto – « La participation de la population à l'administration et à l'exécution des missions de développement des collectivités locales au Rwanda ». *Annuaire du Tiers Monde* 8, 1983 : 207-223.

Les principales institutions administratives dont le Rwanda est doté actuellement ont une réelle consistance. L'identification des communes et des préfectures à des institutions anciennes a créé une confusion entre sociétés traditionnelles et entités administratives modernes. La commune cependant est la seule véritable collectivité locale.

3081. NDUWAYEZU, J. Damascène – « Transports routiers et commerce intérieur au Rwanda ». *Les cahiers d'outre-mer* 38 (152), déc. 85 : 353-383 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Ce n'est qu'en 1924 que les transports routiers ont succédé au portage humain par la création d'un réseau routier et l'arrivée des premiers véhicules. L'infrastructure commerciale s'est alors développée avec rapidité créant d'importants courants d'échanges régionaux et inter-régionaux.

3082. NGENDAHAYO, Japhet – « Les structures de l'emploi au Rwanda : leurs déterminants et leur sensibilité aux problèmes de l'emploi dans la CEE ». *Travail et développement* (5-6), 2e sem. 85 : 183-194.

Les structures de l'emploi au Rwanda sont tributaires d'une stratégie industrielle d'import-substitution et des interventions extérieures (aides au développement, prêts en provenance de la CEE). Les politiques suivies en matière monétaire, budgétaire et fiscale ont contribué à accentuer les défaillances de la stratégie de développement de l'emploi.

Sénégal

Voir aussi : n° 3128

3083. « Regards sur le droit foncier sénégalais ». *Revue internationale de droit comparé* 38 (1), mars 86 : 77-116.

Deux articles sur le système foncier sénégalais : depuis 1964, 98 % du sol a été soumis à un statut original excluant le concept de propriété, ce qui a entraîné un certain nombre de difficultés juridiques et de problèmes avec les classes possédantes. Voir : DEBENE, Marc : « Regards sur le droit foncier sénégalais » ; CAVERIVIERE, Monique : « Incertitudes et devenir du droit foncier sénégalais ».

3084. MIGNON, Jean-Marie – « Contrôle social et gestion urbaine à Dakar ». *Tiers-Monde* 27 (105), mars 86 : 151-162.

La gestion de Dakar est partagée entre plusieurs acteurs bien différents : ce sont les institutions politico-administratives (l'Etat moderne), le pouvoir communal et ses institutions périphériques ; ce sont aussi le pouvoir religieux (les confréries islamiques) et les groupes ethniques qui, en défendant leur propre projet de société, forment les autres faces institutionnelles de cet Etat. D'autres acteurs existent également : associations qui cherchent à établir un contrôle social nouveau, qui puisse fixer leur place dans la société urbaine.

3085. PEREZ DE ARCE, Diego – « Le Sénégal à la dérive des marchés mondiaux ». *Tiers-Monde* 27 (105), mars 86 : 163-177 ; tabl., graph.

L'étude des marchés mondiaux de l'arachide et du riz permet de mieux comprendre la place du Sénégal sur la scène mondiale et les problèmes qu'il rencontre, en raison de son fort degré d'extraversion. La dépendance économique du pays ne fait que croître au fil des années.

3086. SAMB, Moussa – « Situation et perspectives de la politique nationale d'emploi au Sénégal après la Convention de Lomé III ». *Travail et développement* (5-6), 2e sem. 85 : 195-206 ; tabl.

La Convention de Lomé III prévoit un protocole annexe sur les étudiants et les travailleurs migrants ressortissants des ACP dans les pays de la CEE. Si ce protocole est appliqué au Sénégal, il pourrait entraîner le financement de projets rentables qui seraient créateurs d'emplois.

3087. WHITE, Rodney R. – « The impact of policy conflict on the implementation of a government-assisted housing project in Senegal ». *Canadian Journal of African Studies* 19 (3), 1985 : 505-528 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr. ; résumé en français.

Signé en 1972 entre le Sénégal et la Banque mondiale, le projet Cambérène, destiné à reloger des familles à faible revenu, est loin d'avoir abouti en 1984 : un tiers des parcelles est occupé et le nombre des occupants n'est que le cinquième du total prévu. Des conflits en matière de gestion et le coût élevé du projet expliquent cet état de choses, mais surtout les incohérences entre la politique de la Banque mondiale et celle du gouvernement.

Sri-Lanka

Voir aussi : n° 3143

3088. « Quel développement urbain au Sri-Lanka ? » *Cahiers de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France* (75), mars 85 : 51-59 ; cartes ; résumés en anglais et en espagnol.

Les grandes options actuelles du développement urbain au Sri-Lanka privilégient un renforcement de la métropole aux dépens des villes moyennes de province et risquent ainsi de favoriser l'exode rural et les migrations vers la capitale.

3089. GOONERATNE, Tilak – « The present situation in Sri-Lanka ». *Asian Affairs (London)* 17 (1), fév. 86 : 33-45.

Les conflits ethniques à Sri-Lanka entre les Cinghalais (environ 20 % de la population) perturbent périodiquement la vie de ce pays. Différentes solutions ont été proposées pour y mettre fin, allant d'une autonomie pour la région habitée par les Tamuls, jusqu'au droit à l'autodétermination et la partition de l'île, comme à Chypre, mais aucune n'a pu être retenue.

3090. MOHAN, V. – « The ethnic tangle in Sri-Lanka ». *Asian Profile* 13 (6), déc. 85 : 523-539 ; tabl., carte ; bibliogr.

Le conflit entre Cinghalais, largement majoritaires à Sri-Lanka, et les Tamuls qui représentent environ 13 % du total de la population du pays, dure depuis vingt-cinq ans. Après les émeutes de 1983, le gouvernement a proposé un élargissement des compétences des autorités provinciales, à condition que les Tamuls renoncent à leur revendication portant sur l'indépendance, mais aucune mesure n'a encore été prise.

3091. OBERST, Robert C. – « Legislative behavior and ethnicity in a Third World democracy – Sri-Lanka ». *Pacific Affairs* 58 (2), été 85 : 265-286 ; tabl. ; bibliogr.

Parmi les quatre principaux groupes ethniques de Sri-Lanka, ce sont les représentants du groupe le plus nombreux, les Cinghalais, qui participent aux travaux du Parlement bien plus que les représentants des groupes moins nombreux, les Tamuls et les autres, qui ne se montrent particulièrement actifs que lorsqu'il faut défendre les intérêts de leur groupe. Mais l'appartenance à un parti politique agit également sur le comportement de ces derniers au Parlement.

Tunisie

3092. ALOUANE, Youssef – « Le cas de la Tunisie ». *Travail et développement* (5-6), 2e sem. 85 : 207-219 ; tabl.

Face aux mutations structurelles du marché de l'emploi en Europe, l'émigration tunisienne devient un problème aussi bien pour les pays d'accueil que pour le pays d'origine. Pour que l'émigration ne se transforme pas en facteur de tension, une véritable politique migratoire doit être mise en œuvre, en tenant compte de l'importance du retour graduel et contrôlé dans le pays d'origine.

3093. GONTARA, Mohamed – « De la presse régionale en Tunisie ». *Revue tunisienne de communication* (7), juin 85 : 96-104 ; tabl. ; bibliogr.

Bien qu'elle soit l'objet d'une attention particulière de la part des responsables du secteur de l'information, la presse écrite régionale tunisienne rencontre de nombreux handicaps d'ordre économique : l'exiguïté du marché, les difficultés d'impression et la faiblesse des recettes de publicité.

3094. HADHRI, Mohieddine – « Tunisie-CEE : un avenir incertain pour les échanges économiques ». *Travail et développement* (5-6), 2e sem. 85 : 221-236.

Le nouvel élargissement de la CEE risque d'entraîner la dégradation des rapports économiques et commerciaux qui se sont développés au cours de la dernière décennie entre la CEE et le Maghreb, notamment avec la Tunisie. Pour sauvegarder les relations entre la CEE et les pays du Maghreb, une intégration économique maghrébine serait souhaitable.

3095. SOUSSI, Ali – « Où en est l'entreprise tunisienne ? » *Conjoncture* (107), déc. 85 : 12 p.

Texte de la Conférence prononcée au séminaire qui s'est tenu à Sousse les 15 et 16 novembre 1983 : panorama rétrospectif de l'entreprise tunisienne depuis l'indépendance (évolution du parc, statut juridique), l'entreprise tunisienne face à son environnement (les relations avec l'administration, la fiscalité, les rapports avec l'opinion publique, la fixation des prix), l'avenir de l'entreprise en Tunisie (le marché, la problématique du développement du pays, les obligations de l'entreprise).

URSS

3096. BABASKINA, M.L. – « Osobennosti razvitiâ torgovo - ěkonomiceskih svâzej SSSR i Finlândii na sovremennom etape » (Caractéristiques du développement des relations commerciales et économiques entre l'URSS et la Finlande à l'étape actuelle). *Vestnik moskovskogo Universiteta. Serija ekonomika* 40 (1), fév. 86 : 34-44.

Depuis 1947, date du premier accord signé entre les deux pays, la coopération paraît exemplaire : un programme régit les échanges entre les deux pays jusqu'en 1995 : il assure à la fois la stabilité et la diversification nécessaires, et détermine différents types de coopération possibles.

3097. REMIZOV, K. – « Problemy planirovaniâ i upravleniâ trudom na promyšlennyh predpriâtiâh » (Les problèmes de planification et de gestion du travail dans les entreprises industrielles). *Vestnik Moskovskogo Universiteta. Serija ěkonomika* 40 (1), fév. 86 : 16-25.

La productivité au travail dans les entreprises est encore insuffisante ; les expériences tentées jusqu'à présent n'ont pas permis d'obtenir des résultats satisfaisants : il est nécessaire de revoir les systèmes d'indices, et les modes de calcul des salaires pour les différentes catégories de travailleurs.

3098. SMELAKOV, Nikolaj – « Na vnešnem rynke » (Quatre marchés extérieurs). *Novyj mir* 61 (3), mars 86 : 183-199.

Le progrès scientifique et technique oblige tous les pays et notamment l'URSS à améliorer en permanence la structure de leurs échanges, à acheter des licences, à veiller à la qualité et à l'excellence des produits qu'ils veulent exporter.

3099. ZIEGLER, Charles E. – « Issue creation and interest groups in Soviet environmental policy. The applicability of state corporatist model ». *Comparative Politics* 18 (2), janv. 86 : 171-192 ; tabl.

L'analyse du processus de la représentation des groupes d'intérêts impliqués dans la politique de l'environnement en URSS renforce le modèle corporatiste servant à conceptualiser le système soviétique.

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 3163

3100. « Russie : le dernier empire ? » *Eléments pour la civilisation européenne* (57-58), print. 86 : 19-41.

Suite d'articles. La Russie soviétique demeure une énigme pour les Occidentaux : son rêve impérial a-t-il disparu avec la révolution d'octobre ? Participe-t-elle ou non à la culture européenne ? Risque-t-on d'assister à une renaissance du panslavisme ? Quel destin Gorbatchev veut-il donner à la Russie ?

3101. Le XXVIIe Congrès du PC

a. « KPSS – partiâ novatorov, partiâ revolûcionnogo dejstviâ » (Le PCUS est le parti des novateurs, le parti de l'action révolutionnaire). *Partijnajâ zižn* 67 (5), mars 86 : 4-8.
Tous les documents préparatoires, ainsi que l'activité des différentes organisations avant le XXVIIe Congrès témoignent de la vitalité du Parti. Ils montrent qu'innovations et traditions ne s'opposent pas et permettent également d'aller de l'avant.

b. « Le XXVIIe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique ». *Bulletin d'information – Documents des partis communistes et ouvriers* 24 (9), 1986 : 168, 64 et 118 p.
Texte du rapport politique présenté au Congrès, des options du développement pour les années 1986-90 et du programme du Parti communiste.

c. EKIMOV, A.I. – « Voprosy prava i zakonnosti v proekte novoj redakcii programmy KPSS » (Questions concernant le droit et la légalité dans le projet de nouvelles rédactions du programme du PCUS). *Pravovedenie* 29 (2), 1986 : 3-12.
Dans le projet de programme du PCUS, qui sera discuté lors du XXVIIe Congrès, figurent en bonne place les règles de droit qui doivent assurer une plus grande justice notamment dans les rapports de distribution et qui prennent en compte des acquis de la société socialiste développée.

d. ZAGLADIN, V.V. – « Programmnye celi KPSS i global'nye problemy » (Les buts du programme du PCUS et les problèmes globaux). *Voprosy filosofii* 39 (2), fév. 86 : 3-15.
Les différents documents qui se sont discutés lors du XXVIIe Congrès du PCUS établissent un tableau des problèmes globaux que doivent résoudre tous les pays ; leur approche systémique permet de mettre en lumière les contradictions inhérentes à chaque système.

3102. KENDE, Pierre – « Culture politique et société civile ». *Communisme* (8), 1985 : 90-104.

La littérature soviétique donne une image de l'homme nouveau – l'homme communiste s'identifiant totalement à la cause du Parti et sachant reconnaître l'ennemi de classe. Dans cette perspective est considérée comme société civile tout ce qui existe distinctement des structures politiques marxistes et se pense comme tel.

3103. PLOSS, Sidney I. – « A new Soviet era ? » *Foreign Policy (New York)* (62), print. 86 : 46-60.

Gorbatchev affirme sa volonté de s'engager dans la voie de réforme du système soviétique tout en renforçant son pouvoir et en plaçant ses hommes dans les instances dirigeantes du régime.

3104. REIMAN, Michal – « La société civile et le système politico-social de l'URSS (Quelques remarques sur un grand problème) ». *Communisme* (8), 1985 : 55-63 ; bibliogr.

Il existe en URSS des organisations et des institutions sociales qui ressemblent à première vue à celles de la société civile dans les pays de l'Ouest, mais il leur manque l'autonomie et le fonctionnement démocratique ; elles ne constituent de structure de la société qu'associées au parti au pouvoir et sur la base de son rôle dirigeant.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 2887, 3142, 3200, 3204

3105. Les relations sino-soviétiques

a. GOLDMAN, Marshal I. – « Soviet perceptions of Chinese economic reforms and the implications for reform in the USSR ». *Journal of International Affairs* 39 (2), hiv. 86 : 41-55 ; bibliogr.

Les Soviétiques sont loin d'approuver les réformes économiques chinoises, notamment celles concernant la décentralisation de la planification, la libéralisation de la gestion des entreprises et la liquidation de la collectivisation des terres. Cependant certains économistes soviétiques ont préconisé des réformes dans l'agriculture de l'URSS, en s'inspirant, sans le citer, du système chinois de contrats familiaux.

b. YIN CHING-YAO – « Peking-Moscow relations : an analysis ». *Issues and Studies* 22 (3), mars 86 : 34-53.
L'amélioration des relations entre ces deux pays a commencé avec l'époque Teng Xsiao-Ping-Brejnev et les relations tant politiques qu'économiques ont évolué favorablement.

3106. GAUTRON, Jean-Claude – « Le jeu africain des deux Grands ». *Année africaine* 1983 : 149-169 ; bibliogr.

L'analyse de la structure interne de la puissance soviétique et de l'« africanisme » de l'URSS explique l'évolution de sa politique africaine, offensive mais sélective de 1975 à 1980, puis défensive depuis 1980. La politique américaine en Afrique, quant à elle, est dominée par les défis que l'Afrique adresse aux Etats-Unis et par le débat entre « globalistes » et « régionalistes » que la présidence Carter n'a pas réussi à arbitrer. En tout état de cause, les deux grandes puissances gardent une certaine prudence à l'égard de ce continent.

3107. KALAM, Abel – « The Sino-Soviet-Vietnamese relations : an analysis in a strategic framework ». *The Indonesian Quarterly* 14 (1), janv. 86 : 112-128.

Depuis la fin des années 1970, les relations communistes triangulaires Pékin-Moscou-Hanoï se sont détériorées : Hanoï et Moscou ont formé une alliance alors que Pékin et Hanoï ont complètement rompu toute relation, Pékin cherchant à se tourner peu à peu vers les Etats-Unis pour faire contrepoids à la domination soviéto-vietnamienne en Indochine. Ces relations semblent plongées dans un processus de changements stratégiques et de contre-mesures malgré une amélioration, en apparence, des relations sino-soviétiques.

3108. POTTER, William C. – « The strategic consequences of nuclear proliferation in South Asia for the Soviet Union ». *The Journal of Strategic Studies* 8 (4), déc. 85 : 40-48.

La politique soviétique de non prolifération a pour base la conviction que les intérêts militaires et politiques de l'URSS exigent que soit empêchée la possession d'armes nucléaires par des Etats autres que ceux qui en disposent déjà. Cependant, il sera difficile d'arrêter la réalisation du programme nucléaire de l'Inde et du Pakistan.

3109. RUHLE, Michael – « Die strategischen Verteidigungskonzeptionen der Sowjetunion » (Les conceptions stratégiques de défense de l'Union soviétique). *Beiträge zur Konfliktforschung* 16 (1), 1986 : 25-52.

La naissance des armes nucléaires et des vecteurs plaçait le point capital de la stratégie militaire soviétique sur l'attaque surprise et l'offensive. Après la signature du traité ABM de 1972, les Soviétiques perfectionnèrent leur réseau de radars et investirent dans la recherche technologique en matière de défense par fusées. Cependant les déclarations soviétiques à propos de l'IDS ne laissent entrevoir aucune indication sur leur propre programme, alors qu'elles tentent d'agir sur l'opinion publique occidentale et d'utiliser les divergences atlantiques sur l'IDS.

3110. TAN ENG BOK – « L'URSS à la conquête du Pacifique ». *Politique internationale* (31), print. 86 : 321-330 ; résumés en anglais et en espagnol.

Au cours des années 1970, l'URSS a renforcé qualitativement et quantitativement son potentiel militaire dans le Pacifique et mis en place un dispositif intégré tandis que les structures occidentales se scindent en deux, entre l'Atlantique et le Pacifique. C'est pourquoi il convient d'améliorer le processus de concertation entre les deux zones, soumises aux mêmes menaces.

Vie culturelle et scientifique

3111. Le progrès technique

a. FEDOSEEV, P.N. – « Naučno-tehničeskaja revoljucija i rabocij klass » (La révolution scientifique et technique et la classe ouvrière). *Rabočij klass i sovremenyj mir* (1), fév. 86 : 51-61.
En accélérant le développement des forces productives, la révolution scientifique et technique crée des conditions favorables pour le perfectionnement de la structure sociale de la société, des conditions de vie et de travail et pour l'épanouissement de la personnalité. Seule la classe ouvrière est en mesure de conduire ces processus au bénéfice de tous.

b. KOROBEJNIKOV, A.A. – « Steržnevaja problema. Nekotorye voprosy ideologičeskogo obespečenija NTP » (Le problème central. Certaines questions de la garantie idéologique du progrès scientifique et technique). *Rabočij klass i sovremennyj mir* (1), fév. 86 : 15-27.
L'application des dernières acquisitions du progrès scientifique et technique à l'économie soviétique est inconcevable sans une activation du facteur humain à tous les niveaux de la production, de la gestion et des services. C'est à cette tâche que s'emploient aujourd'hui toutes les organisations du Parti.

c. SALIMOV, V.E. – « Uskorenie naučno tehničeskogo progressa v celostnoj sisteme upravleniâ narodnym hozâjstvom » (L'amélioration du progrès scientifique et technique dans le système général de gestion de l'économie nationale). *Vestnik moskovskogo universiteta. Serija ėkonomika* 40 (1), fév. 86 : 3-15.
Différents documents ont été élaborés par le Parti et le gouvernement au cours des derniers mois qui mettent en lumière le rôle que doivent jouer les nouvelles méthodes de gestion, le développement des expériences et techniques d'avant garde afin de faire face aux besoins du temps présent.

3112. HASTRICH, Aloys – « Die Berichterstattung der sowjetischen Tageszeitungen in Strafsachen » (Le compte rendu des affaires pénales dans les quotidiens soviétiques). *Osteuropa Recht* 31 (3), sept.85 : 188-199.

En URSS, les journaux rendent compte des affaires pénales dans un but éducatif et dissuasif. C'est pourquoi certains types d'affaires sont privilégiés : fuites à l'Ouest, désertions, atteintes à la propriété socialiste, délits commis par des magistrats ou des hauts fonctionnaires.

3113. KHANAZAROU, Koutchkar – « L'épanouissement et le rapprochement des cultures des nationalités dans la société socialiste ». *Sciences sociales – Académie des sciences de l'URSS* (2), 1986 : 159-168.

Les processus multiformes d'épanouissement et de rapprochement des cultures des nationalités sont fonction des transformations survenues dans l'économie, la vie politique et la culture depuis l'instauration du socialisme.

Economie et finances

3114. La politique économique de Gorbatchev

a. ANTONKIN, Alexei – « Gorbatchev et l'économie soviétique ». *Etudes* 364 (5), mai 86 : 617-625.
Même si Gorbatchev veut donner de lui-même l'image d'un réformateur de l'économie soviétique, il n'a pas amorcé de changements essentiels ou de réformes d'ensemble. Lors de son discours au 27e Congrès du Parti en février 1986 il a évoqué la révision du système des prix, la mise en place d'une rétribution versée mensuellement au pro-rata des résultats obtenus dans les kolkhozes, la lutte contre l'alcoolisme mais les entreprises restent soumises au Gosplan et à la centralisation rigide du Parti.

b. REICHEL, Hans-Christian – « Tendenzen in Gorbatschows Wirtschaftspolitik » (Tendances dans la politique économique de Gorbatchev). *Aussenpolitik* 37 (1), 1986 : 35-43.

L'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev marque l'apparition de nouvelles tendances dans la politique économique de l'URSS. Il ne s'agit pas d'une restructuration fondamentale des processus économiques mais d'une amélioration des mécanismes en place et d'une suppression d'éléments gênants. Le nouveau pouvoir aspire à une plus grande efficacité économique avec une modernisation technologique, un perfectionnement de la gestion et une meilleure intégration de la recherche et de la production.

c. WILD, Gérard – « Mikhaïl Gorbatchev et l'économie soviétique. Une analyse des discours du secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique ». *Economie prospective internationale* (26), 2e trim. 86 : 101-115.
M. Gorbatchev dresse sur la santé économique de son pays un diagnostic sévère et donne la priorité dans ses propositions à la mobilisation immédiate de la société. Sur les mesures de politique économique proprement dite, il fait preuve de moins d'originalité. Entre les ambitions à long terme et les solutions d'aujourd'hui, l'écart est grand.

d. ŽIVANOV, Sava – « Ubrzanje socijalno-ekonomskog razvoja Sovjetskog Saveza » (L'accélération du développement socio-économique de l'Union Soviétique). *Socijalizam* 29 (1), 1986 : 59-76 ; bibliogr.
Le rééxamen du développement socio-économique en URSS, entrepris par Andropov, a été repris après le décès de celui-ci par Gorbatchev qui a adopté une nouvelle stratégie de développement « accéléré », à la place de celle du « perfectionnement général du socialisme », lancée par son prédécesseur. Mais, il faudra un certain temps avant que la nouvelle stratégie produise ses effets.

3115. PETROV, Anatoli – « Régularité et proportionnalité de la reproduction socialiste ». *Sciences sociales – Académie des sciences de l'URSS* (2), 1986 : 147-158.

La base réelle du renforcement de la régularité et de la proportionnalité qui sont la forme universelle du mouvement de la reproduction socialiste englobant tous ses stades et éléments, s'est élargie notablement avec la construction du socialisme développé.

3116. TURINA, A.-P. – « Ěkonomičeskie otnošeniâ v sel'skom hozâjstve SSSR » (Les relations économiques dans l'agriculture en URSS). *Voprosy istorii* 60 (2), fév. 86 : 21-40.

Différentes mesures ont été prises entre 1965 et 1982 afin d'augmenter la productivité. Celles qui ont été prises à l'issue de la session de novembre 1985 du CC du PCUS doivent introduire des changements qualitatifs dans les relations existant actuellement dans l'agriculture.

Venezuela

3117. LEVINE, Daniel H. – « The transition to democracy : are there lessons from Venezuela ? » *Bulletin of Latin American Research* 4 (2), 1985 : 47-61 ; tabl. ; bibliogr.

La transition du régime militaire à la démocratie au Venezuela s'est opérée en 1958, après le renversement des militaires. Ces derniers ayant laissé en place toutes les institutions dirigées par l'armée, il a fallu les remplacer par des institutions démocratiques mais, grâce aux hommes politiques prêts à pratiquer le compromis, la transition a pu être réalisée sans heurts et avec succès.

3118. SHUGART, Matthew F. – « The two effects of district magnitude : Venezuela as a crucial experiment ». *European Journal of Political Research* 13 (4), déc. 85 : 353-364 ; tabl., graph.

Au Venezuela, les électeurs élisent simultanément leurs représentants au Sénat, à la Chambre des députés et à l'assemblée de l'Etat, les circonscriptions électorales n'étant pas exactement les mêmes dans chaque cas. Cette situation unique permet d'appliquer la « loi » de Maurice Duverger selon laquelle un petit nombre de sièges par circonscription électorale produit un effet à la

fois mécanique – sous-représentation des petits partis – et psychologique – en dissuadant les électeurs de voter pour les petits partis.

3119. SONNTAG, Heinz R. ; DE LA CRUZ, Rafael – « The State and industrialization in Venezuela ». *Latin American Perspectives* 12 (4), aut. 85 : 75-104 ; tabl. ; bibliogr.

Le projet de développement capitaliste du Venezuela s'est toujours fondé sur l'accroissement du rôle économique de l'Etat ; rôle contesté souvent par la bourgeoisie industrielle, bénéficiaire cependant du processus d'accumulation du capital.

Yougoslavie

Voir aussi : n° 3170

3120. La lutte idéologique

a. LOLIĆ, Marko – « Antisocijalističke ideologije i javna glasila » (Les idéologies anti-socialistes et les media). *Socijalizam* 29 (3), 1986 : 109-119.
La majeure partie des media en Yougoslavie contribue à la réalisation de la politique de la Ligue des communistes. Mais il en est aussi, en particulier dans les revues littéraires et les magazines, qui s'attaquent non seulement à la Ligue mais aussi au système autogestionnaire socialiste et aux valeurs incontestées de la révolution. C'est pourquoi la Ligue doit poursuivre sa lutte contre ces manifestations négatives dont la présence n'est pas tolérable.

b. ŠUVAR, Stipe – « Etatizam, tehnobirokratizam i razvoj socijalističkogsamoupravljanja i neke tendencije u drustvenoj kritici » (L'étatisme, le technobureaucratisme et le développement de l'autogestion socialiste et certaines tendances dans la critique sociale). *Socijalizam* 29 (3), 1986 : 39-61.
La Yougoslavie traverse une période de crise économique et sociale, marquée par des contestations et des critiques de toutes sortes. Tout en formulant des critiques contre l'étatisme et le " techno-bureaucratisme ", certains contestataires vont jusqu'à offrir une " alternative " au système socio-politique actuel, qui consisterait dans un abandon pur et simple de la perspective socialiste.

c. VRHOVEC, Josip – « Une nouvelle affirmation des valeurs fondamentales de l'autogestion socialiste ». *Questions actuelles du socialisme* 36 (3), mars 86 : 3-25.
L'analyse critique du système politique yougoslave, élaborée par le Comité central de la LCY, ne remet pas en cause la réforme constitutionnelle de 1974 ni la Loi sur le travail associé de 1976, mais constate que depuis des années le système fonctionne sous l'impact de courants économiques de crise. Le rassemblement de toutes les forces socialistes et la lutte idéologique continue de la LCY contre les idéologies étrangères à l'autogestion sont indispensables.

3121. Le programme de stabilisation économique à long terme

a. KRAJGHER, Sergej – « Aktualna vprašanja izvajanja Dolgoročnega programa ekonomske stabilizacije » (Questions d'actualité touchant la réalisation du programme de stabilisation économique à long terme). *Ekonomska revija* 36 (3), sept. 85 : 91-109.
Parmi les questions touchant la réalisation du programme de stabilisation économique à long terme en Yougoslavie, figurent notamment celle de l'amélioration de la planification et celle de l'intégration des plans indépendamment des limites des Républiques et des Provinces autonomes. Le défaut de cette intégration rend difficile l'élaboration d'une politique de développement économique pour l'ensemble du pays.

b. VUKMIRICA, Vujo – « Le progrès scientifico-technologique et l'emploi à la lumière du Programme de stabilisation économique à long terme ». *Questions actuelles du socialisme* 36 (3), mars 86 : 37-54 ; tabl.
Contrairement à certaines idées reçues, le progrès scientifique et technologique, l'intensification du développement économique et la modernisation de la production ne provoquent pas de problèmes de main-d'œuvre, mais encouragent leur solution. D'autre part, il faut développer sa propre technologie pour atteindre sa propre créativité et accroître l'emploi.

3122. YOUNG, John – « Talking to Tito : the Eden visit to Yugoslavia ; september 1952 ». *Review of International Studies* 12 (1), janv. 86 : 31-41.

Pour rompre l'isolement de la Yougoslavie, après la rupture entre Belgrade et Moscou en 1948, Tito s'est tourné vers l'Occident qui lui a aussitôt fourni une aide économique et militaire. Mais, c'est la visite en septembre 1952 d'Anthony Eden, ministre britannique des Affaires étrangères, qui a marqué une date importante dans le rapprochement entre la Yougoslavie et l'Occident.

II
ÉTUDES RÉGIONALES

Afrique

Voir aussi : n° 2860, 3059, 3106, 3215

3123. BERCHE, Thierry – « A propos d'une ONG de développement sanitaire : l'Eglise catholique en Afrique et les soins de santé primaires ». *Sciences sociales et santé* 3 (3-4), nov. 85 : 85-104 ; tabl.

La place des hôpitaux, des centres de santé et des dispensaires gérés par l'Eglise catholique en Afrique noire ; les circuits de financement de ces centres.

3124. LABAYLE, Henri – « La coopération économique régionale en Afrique australe : le temps de la réflexion ». *Année africaine* 1983 : 170-211 ; tabl., carte.

Les Etats d'Afrique australe ayant à la fois des soucis communs (sécheresse...) et une situation économique également désastreuse ont été conduits à développer la coopération économique entre eux, sous la forme d'une zone de commerce préférentiel et surtout d'une Conférence de coordination de développement de l'Afrique australe (SADCC). Il s'agit surtout de se dégager de la tutelle économique de l'Afrique du Sud, et la SADCC bénéficie de l'appui international de la CEE et de l'ONU dans ce but.

3125. MAKITA, Jean – « Prévision de l'alimentation pour une population en croissance : quelques éléments de réflexion ». *La revue de sciences sociales* (4), déc. 85 : 73-109.

C'est en Afrique même que doit être façonnée la solution, à long terme, de la crise alimentaire. Les dirigeants africains doivent s'efforcer d'élaborer des programmes cohérents, en tenant compte d'un accroissement démographique certain dans les quarante prochaines années.

3126. PIERMAY, Jean-Luc – « Le détournement d'espace ». *Politique africaine* (21), mars 86 : 22-36.

La corruption et les détournements en tout genre constituent un phénomène massif dans les villes du Zaïre, du Gabon, du Congo ou de RCA. Ils sont dus pour partie à l'enchevêtrement de règles concurrentes mais aboutissent à une fantastique concentration de pouvoirs économiques et politiques, ici indissociables. L'Etat en effet légitime ces opérations qui profitent directement à ceux qui l'ont investi.

3127. POUNGUI, Ange-Edouard – « L'Afrique face à la crise internationale : les chances de nous en sortir ». *La revue de sciences sociales* (4), déc. 85 : 3-11.

Les relations économiques internationales font de l'Afrique le continent le plus vulnérable à la crise. Les dirigeants africains ont la redoutable et exaltante tâche de réorienter la stratégie de développement de leurs pays, vers une rupture avec l'actuelle division internationale du travail.

3128. ROTHCHILD, Donald – « Interethnic conflict and policy analysis in Africa ». *Ethnic and Racial Studies* 9 (1), janv. 86 : 66-86.

Pour répondre aux conflits ethniques qui les déchirent, les Etats africains ont mis en œuvre des instruments politiques variés : partage du pouvoir exécutif (Nigeria), coalition parlementaire (Nigeria et Kenya), droit de veto (Zimbabwe), autonomie régionale (Soudan), décentralisation (Ghana, Sénégal, Tanzanie).

3129. SANDBROOK, Richard – « The State and economic stagnation in tropical Africa ». *World Development* 14 (3), mars 86 : 319-332 ; bibliogr.

Le pouvoir personnel excessif des leaders politiques dans de nombreux pays africains au sud du Sahara combiné avec les effets de la récession mondiale ont des conséquences dramatiques sur l'économie africaine : mauvaise répartition des ressources publiques, corrosion de l'appareil bureaucratique et diminution des investissements productifs.

Amérique latine

Voir aussi : n° 3142

3130. La dette extérieure

a. [The debt crisis in Latin America]. *Journal of Inter-American Studies and World Affairs* 27 (4), hiv. 86 : 1-172 ; tabl. ; bibliogr.
Numéro spécial consacré au problème de la dette extérieure de l'Amérique latine, étudiée du point de vue de la politique économique intérieure et des relations économiques extérieures.

b. LOHITZUN, Jacques – « L'Amérique latine : un continent en voie d'exclusion ? » *Politique internationale* (31), print. 86 : 111-120 ; résumés en anglais et en espagnol.
Trois conditions doivent être remplies pour que les pays d'Amérique latine puissent résoudre leurs problèmes financiers et renouer avec la croissance dans des conditions saines : l'apport de crédits externes, l'évolution favorable du cours des produits de base et surtout la baisse des taux d'intérêt réels.

3131. « Dossier America Latina ». *Mondoperaio* 39 (1), janv. 86 : 26-66.

Suite d'articles consacrés aux changements politiques actuellement expérimentés en Amérique latine. Après des années marquées par la spirale de la violence, où, dans ces pays d'ancienne colonisation espagnole et portugaise, la conception idéologique catholique, puis marxiste de l'Etat a été sacrifiée au totalitarisme et à l'échec économique du néolibéralisme, le débat sur la démocratisation partout en marche provoque une crise des modèles.

3132. BACHA, Edmar L. ; FEINBERG, Richard E. – « The World Bank and structural adjustment in Latin America ». *World Development* 14 (3), mars 86 : 333-346 ; tabl. ; bibliogr.

Les prêts à l'ajustement structurel et les prêts à l'ajustement sectoriel de la Banque mondiale n'ont pas joué un rôle aussi important qu'ils le laissaient prévoir en Amérique latine. Ces prêts devraient être intensifiés pour encourager les flux de capitaux privés et des mesures devraient être prises pour améliorer le dialogue entre la Banque mondiale et les pays en voie de développement.

3133. DENT, David W. – « Past and present trends in research on Latin American politics, 1950-1980 ». *Latin American Research Review* 21 (1), 1986 : 139-151 ; tabl.

Les grandes tendances des études de science politique consacrées aux pays d'Amérique latine depuis trente ans, à travers le « Handbook of Latin American Studies ».

3134. LEVY, Daniel C. – « Latin America's private universities : how successful are they ? » *Comparative Education Review* 29 (4), nov. 85 : 440-459 ; tabl.

Créées à l'origine pour affirmer une identité religieuse, les universités catholiques latino-américaines ont servi ensuite à former une élite privilégiée et conservatrice. Elles ont créé un certain nombre d'instituts techniques pour mieux répondre aux besoins de l'économie. Choisissant des domaines restraints et rentables, elles connaissent un certain succès, mais la majorité d'entre elles apparaît encore comme un lieu d'opposition aux idées réformatrices.

3135. MANTEY DE ANGUIANO, Guadelupe – « El grado de monopolio y la efectividad de las políticas de estabilización ». *Investigación económica* 44 (174), déc. 85 : 129-159 ; graph.

L'approche monétariste des déséquilibres économiques suppose une concurrence parfaite qui n'existe nulle part. Cette fiction explique les effets inflationnistes et spéculatifs des politiques de stabilisation appliquées en Amérique latine.

3136. MARKOFF, John ; DUNCAN BARETTA, Silvio R. – « What we don't know about the coups : observations on recent South American politics ». *Armed Forces and Society* 12 (2), hiv. 86 : 207-235.

La multiplication des coups d'Etat militaires en Amérique latine dans les années soixante et soixante-dix, a suscité une importante littérature visant à élucider ce phénomène. Tous les auteurs constatent par ailleurs l'échec des militaires dans le domaine politique.

3137. MORRIS, Michaël A. – « Maritime geopolitics in Latin America ». *Political Geography Quarterly* 5 (1), janv. 86 : 43-55 ; cartes.

La mer est une donnée fondamentale de l'Amérique latine en termes généraux et dans les contextes régionaux, aussi est-elle source de conflits dans un nombre élevé de cas : détroit de Beagle, guerre des Malouines, accès de la Bolivie à la mer, conflit du golfe du Venezuela, région antarctique, ce que l'on oublie trop souvent dans les analyses géopolitiques.

3138. MOZILLO LETTIERI, Tina – « Il costituzionalismo latino-americano recente. Tre casi particolari : Argentina, Cile e Messico ». *Rivista trimestrale di diritto publico* (4), 1985 : 1130-1153.

L'exemple de l'évolution constitutionnelle du Mexique, de l'Argentine et du Chili exprime l'archétype de la réalité latino-américaine : la démocratisation difficile de l'Argentine, le présidentialisme mexicain, le régime militaire chilien regroupent tous les aspects détériorés d'expériences constitutionnelles héritées des ex-colonisateurs et expliquent les difficultés à parvenir, en Amérique latine, à une organisation interétatique qui, pour réussir, devrait se différencier d'un modèle centré sur l'Europe.

3139. ŠUL'GOVSKIJ, A.F. – « Kardinal'nye voprosy ideologičeskoj bor'by » (Les questions cardinales de la lutte idéologique). *Latinskaja Amerika* (2), fév. 86 : 5-16.

Les pays latino-américains n'ont pas besoin de l'intervention de la « main de Moscou » pour se lever contre l'exploitation impérialiste inhumaine. La réussite de leur lutte nécessite l'union de toutes les forces progressistes et une alliance créatrice entre les traditions humanistes de l'Amérique latine et la méthodologie marxiste-léniniste.

3140. WERZ, Nikolaus – « Militär und Rüstungstendenzen in Lateinamerika » (Les tendances dans le domaine militaire et dans le domaine de l'armement en Amérique latine). *Beiträge zur Konfliktforschung* 16 (1), 1986 : 69-86.

En Amérique latine, les militaires ont surtout des fonctions dans le domaine de la politique intérieure. Qu'ils soient au pouvoir ou non, ils influencent les décisions en matière de budget et ils sont à l'origine de l'augmentation des effectifs militaires et des dépenses d'armement. Ces fonds ont été utilisés à l'achat de technologies de pointe et à la construction d'industries d'armement nationales. Cependant, cette croissance des dépenses militaires n'a pas empêché l'Amérique latine de réussir en matière de contrôle des armements.

3141. ZSCHOCK, Dieter K. – « Medical care under social insurance in Latin America ». *Latin American Research Review* 21 (1), 1986 : 99-122 ; tabl. ; bibliogr.

Etude comparative de l'assurance-maladie dans les pays d'Amérique latine.

Asie

Voir aussi : n° 2851, 2881, 2882, 2883, 3051, 3215

3142. L'avenir de l'ASEAN

a. SIMANDJUNTAK, Djisman S. – « The future of ASEAN ». *The Indonesian Quarterly* 14 (1), janv. 86 : 55-64.
Afin que l'ASEAN retrouve ses performances des années 1970, les pays membres devraient tenir compte de l'évolution de l'environnement international, pratiquer une politique économique moins protectionniste et relancer la coopération industrielle et commerciale en acceptant de se conformer aux prescriptions d'une autorité supranationale.

b. SUHARTONO, R.B. – « Basic framework for ASEAN industrial co-operation ». *The Indonesia Quarterly* 14 (1), janv. 86 : 65-89.
Les pays de l'ASEAN n'ont pas opté pour l'intégration économique comme l'ont fait d'autres pays en voie de développement tels que ceux d'Amérique latine au sein de l'ALALC et du Marché Commun centraméricain. D'après les recommandations des Nations Unies, ils ont choisi la coopération commerciale et industrielle dans trois domaines : libéralisation sélective du commerce, accords industriels complémentaires et entente sur la mise en œuvre de grands projets industriels. Voir à la suite, pp. 90-101 : HARTONO, Sanaryati : « Legal development and the promotion of intra-ASEAN trade and investment ».

c. WANANDI, Jusuf – « Regional order and political development ». *The Indonesia Quarterly* 16 (1), janv. 86 : 22-45.
D'un point de vue indonésien, le développement futur de l'ASEAN dépend de l'évolution politique des pays membres, de la mise en place d'un ordre régional sous la forme d'une zone de paix, de liberté et de neutralité (ZOPRAN) et de l'influence des superpuissances (Etats-Unis, URSS, Japon et Chine) en Asie du Sud-Est.

3143. La modernisation de l'agriculture

a. FARMER, B.H. – « Perspectives on the " green revolution " in South Asia ». *Modern Asian Studies* 20 (1), fév. 86 : 175-199 ; bibliogr.
En Inde, au Pakistan, au Bangladesh et à Sri-Lanka, la « révolution verte » a donné de bons résultats, la production de céréales ayant augmenté sensiblement grâce à l'introduction des technologies nouvelles. Mais les statistiques officielles pour la production n'étant pas toujours tout à fait sûres, il est difficile de déterminer avec précision les progrès de la productivité, variable selon le pays et la région.

b. JAYASURIYA, S.K. ; SHAND, R.T. – « Technical change and labor absorption in Asian agriculture : some emerging trends ». *World Development* 14 (3), mars 86 : 415-428 ; tabl. ; bibliogr.
Les nouvelles technologies importées des pays développés contribuent à accroître la productivité de l'agriculture asiatique mais réduisent les besoins de main-d'œuvre. Le secteur agricole, qui jusqu'à présent absorbait les excédents de main-d'œuvre, ne sera bientôt plus le secteur-clé qui résolvait les problèmes de chômage.

3144. La montée de l'Islam

a. GUNN, Geoffroy C. – « Radical Islam in Southeast Asia : rhetoric and reality in the Middle Eastern connection ». *Journal of Contemporary Asia* 16 (1), 1986 : 30-54 ; bibliogr.
La montée du fondamentalisme musulman aux Philippines, en Indonésie et en Malaisie est due à des facteurs internes tels que la collusion avec les régimes en place, mais encore plus à l'influence et l'action de la Libye et de l'Iran dans cette région.

b. WAHID, Abdurrahman – « Developments of Islam in Southeast Asia ». *The Indonesian Quarterly* 14 (1), janv. 86 : 129-137.

La position de l'Islam à l'égard de la structure du pouvoir en Asie du Sud-Est varie d'une région à l'autre. Son développement dépend de l'équilibre entre l'approche politique et idéologique des militants et l'approche socio-culturelle de mouvements islamiques beaucoup plus modérés.

3145. « Sources of manufacturing efficiency : some evidence from East Asian economies and implications for current reforms in China ». *Industry and Development* (13), 1986 : 59-91 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en français et en espagnol.

L'expérience économique dans divers secteurs de l'industrie manufacturière au Japon, à Taïwan et en République de Corée pourrait avoir des incidences sur l'action que mène actuellement la Chine pour améliorer le rendement de ses entreprises grâce à un nouveau système de stimulants fondé sur l'économie de marché.

3146. « Strategic consequences of nuclear proliferation in South Asia ». *The Journal of Strategic Studies* 8 (4), déc. 85 : 3-109.

Numéro spécial consacré aux conséquences stratégiques de la prolifération nucléaire en Asie du Sud. Voir : SNYDER, Ted C. : n° 3148 ; JONES, Rodney W. : n° 2883 ; POTTER, William C. : n° 3108 ; SUTTER, Robert : n° 2851 ; BRENNER, Michaël : n° 3028 ; THOMAS, Raju G.C. : n° 3023 ; JOEK, Neil : n° 3068 ; QUESTER, George H. : n° 3068.

3147. « A survey of Asia in 1985 ». *Asian Survey* 26 (1 et 2), janv. et fév. 86 : 1-125 et 127-269.

Deux numéros consacrés à l'analyse de l'évolution politique et économique des pays d'Asie.

3148. SNYDER, Ted D. – « The non-proliferation regime : managing the impending crisis ». *The Journal of Strategic Studies* 8 (4), déc. 85 : 7-27.

La prolifération nucléaire verticale a pu être limitée entre les deux Super Grands grâce à leurs négociations sur le contrôle des armements, alors que la prolifération horizontale se répand lentement en raison de l'acquisition de la technologie et de matériaux nucléaires par les Etats ne possédant pas encore l'arme nucléaire. Pour réduire le danger d'un futur développement d'armes nucléaires en Asie du Sud un strict contrôle est nécessaire.

3149. THAI QUANG TRUNG – « L'Indochine vietnamisée ? » *Politique internationale* (31), print. 86 : 241-253 ; résumés en anglais et en espagnol.

La résolution de la crise cambodgienne ne se trouve pas dans la recherche d'un règlement négocié qu'en dépit de ses déclarations le Vietnam ne désire pas, car il est contraire à sa stratégie de domination de l'Indochine et à l'expansion soviétique en Asie du Sud-Est. Il faut provoquer, par le jeu des pressions extérieures et de l'action populaire interne, un renversement du régime communiste à Hanoï. Voir à la suite, pp. 255-266 : « Libérer le Cambodge » : entretien avec Norodom Sihanouk.

Europe communautaire

Voir aussi : n° 2928, 3048, 3052, 3082, 3086, 3094, 3124, 3169, 3222

3150. « La finanza locale e regionale e politica degli investimenti nella Comunità europea : esperienze e confronte ». *Comuni d'Europa* 34 (2), fév. 86 : 15 p.

Table ronde réunissant les maires de différentes villes de la Communauté européenne et le directeur pour l'Italie de la Banque européenne d'investissement sur le thème des finances locales et régionales dans le cadre de la politique européenne d'investissements.

3151. « La question sarroise dans les années 50 ». *Revue d'Allemagne* 18 (1), mars 86 : 2-152 ; résumés en anglais.

La question sarroise, qui a troublé les relations franco-allemandes entre 1947 – date à laquelle lui furent imposés son autonomie politique et son

rattachement économique à la France – et 1956 où furent signés les accords de Luxembourg, à la suite du référendum de 1955 par lequel la Sarre avait manifesté sa volonté de retour à l'Allemagne. Voir notamment : POIDEVIN, Raymond : « La question de la Sarre entre la France et la République fédérale d'Allemange en 1952 » ; CAHN, Jean-Paul : « 1955 : l'engagement de la *Saarländische Volkszeitung* en faveur du " oui " ».

3152. « Les répercussions des problèmes de l'emploi dans les pays de la CEE sur l'emploi dans les pays ACP et maghrébins ». *Travail et développement* (5-6), 2e sem. 85 : 257 p. ; tabl. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré aux rapports présentés lors du colloque organisé par l'Institut national du travail de Tunis à Hammamet du 1er au 9 mars 1985, sur les problèmes de l'emploi et de l'émigration et les échanges commerciaux CEE-Maghreb-ACP. De l'évolution de ces problèmes dépend l'avenir de la coopération bilatérale et multinationale entre le nord et le sud de la Méditerranée. Voir : KOUAKOU, Tchoum : n° 2863 ; WILPERT, Czarina : n° 2809 ; NGENDAHAYO, Japhet : n° 3082 ; SAMB, Mousa : n° 3086 ; ALOUANE, Youssef : n° 3092 ; HADHRI, Mohieddine : n° 3094.

3153. « La sécurité nucléaire dans la Communauté européenne ». *Documentation européenne* (5), 1985 : 61 p.

L'effort accompli par la CEE pour veiller à ce que les applications pacifiques de l'énergie nucléaire ne puissent avoir d'effet néfaste sur l'homme et l'environnement : les mesures de sécurité prévues dans l'industrie nucléaire pour la sûreté des équipements et la santé des travailleurs et, dans les régions proches des centres nucléaires, pour protéger les populations.

3154. AMORY, Bernard E. – « Les monopoles des télécommunications face au droit européen ». *Revue de droit des affaires internationales* (2), 1986 : 117-130.

Les limites fixées par le Traité de Rome à l'application des règles de concurrence aux entreprises publiques jouissant du monopole des télécommunications dans les pays membres et la réglementation sur l'abus de la position dominante, l'application des règles européennes sur la libre circulation des marchandises et la libre prestation des services.

3155. BOGDANOR, Vernon – « The future of the European Community : two models of democracy ». *Government and Opposition* 21 (2), print. 86 : 161-176.

L'évolution démocratique de la Communauté européenne ne peut être qu'un modèle parlementaire ou un modèle présidentiel. Le modèle présidentiel supposerait l'élection directe de la Commission européenne et c'est le seul qui rendrait possible l'union européenne.

3156. GIROPROUX, Patrick – « Echanges communautaires et élargissement ». *Les cahiers du BAC* (85/4), avr. 86 : 35-71 ; tabl., graph.

L'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal va ouvrir un nouveau marché pour les productions septentrionales (céréales notamment) mais il va apporter une concurrence accrue dans le secteur des productions méridionales.

3157. RUMMEL, Reinhardt – « Um die Zusammenarbeit zwischen EG und GCC » (Pour la coopération entre la CEE et le CCG) *Aussenpolitk* 37 (1), 1986 : 79-92.

Les pays du Conseil de coopération du Golfe demeurent parmi les plus importants pour le ravitaillement de l'Europe en pétrole et représentent des centres financiers et d'innovation du monde arabe. Malgré les divergences en matière de politique extérieure, la communauté européenne peut s'efforcer de parvenir à un nouveau type d'accord n'excluant pas des accords préférentiels commerciaux tandis que le dialogue politique conserve un caractère sélectif et purement informatif. Ce dialogue pourrait ensuite évoluer vers une coopération institutionnalisée.

3158. SCHARPF, Fritz, W. – « Die Politikverflechtungs-Falle : Europäische Integration und deutscher Föderalismus im Vergleich » (Les pièges de l'interdépendance politique : l'intégration européenne comparée au

fédéralisme allemand). *Politische Vierteljahresschrift* 26 (4), déc. 85 : 323-356 ; bibliogr.

Les lacunes de la politique européenne ne sont pas seulement dues au manque de consensus ou à ses difficultés. Les structures institutionnelles de la Communauté favorisent systématiquement des résultats politiques peu satisfaisants, tout en évitant en même temps la désintégration que prévoyaient certains lors de sa création. Les caractéristiques structurelles de la Communauté se rapprochent du fonctionnement du fédéralisme allemand qui a été analysé comme une « interdépendance politique ».

Europe occidentale

Voir aussi : n° 2888, 3199

3159. « A nous la liberté ? » *Politique aujourd'hui* (14), juin 86 : 17-89.

Suite d'articles sur les conséquences des nouvelles technologies sur les relations du travail en Europe : alors qu'elles peuvent apparaître libératrices, elles sont de fait au moins aussi contraignantes que les méthodes de travail anciennes. Voir notamment : COFFINEAU, Alain ; SARRAZ, Jean-Paul : n° 2949.

3160. Le projet Eureka

a. GREWLICH, Klaus W. – « EUREKA-Eureka ? » (EUREKA-Eureka ?) *Aussenpolitk* 37 (1), 1986 : 23-34.
Le projet Eureka destiné à renforcer la coopération industrielle, technologique et scientifique entre industriels et instituts de recherche au niveau européen concrétise l'évolution vers une Europe de la technologie. Eureka concerne précisément le domaine de la haute technologie. Parmi 300 propositions, dix projets ont été choisis dont 4 avec participation de la RFA.

b. JUNNE, Gerd – « Eureka und die Europaïsche Gemeinschaft für Technologie – Unterschieldliche Antworten auf die amerikanisch/japanische Herausforderung » (Eureka et la Communauté européenne pour la technologie. Réponses différentes au défit américano-japonais). *Gewerkschaftliche Monatschefte* 36 (12), déc. 85 : 714-725.
Le projet Eureka a vraisemblablement été proposé par la France pour faire contrepoids aux plans américains d'IDS. Son contenu n'est pas encore complètement défini. Il faut concilier les divergences d'intérêts entre les différents Etats et entre les chefs d'entreprise européens et la coopération au niveau des chefs d'entreprise doit être compatible avec le but politique : une intégration européenne plus poussée.

3161. DERKSEN, A. – « Economie en democratie in drie Zuideuropese landen » « Economie et démocratie dans trois pays d'Europe du Sud). *Mens en maatschappij* 61 (1), fév. 86 : 34-57 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Selon S.M. Lipset, le degré démocratique d'un pays reflète son degré de développement économique : l'étude des cas de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal n'apporte que peu de preuves pour soutenir cette hypothèse.

3162. GURRUCHAGA, Ander – « La persistencia del nacionalismo periférico ». *Revista internacional de sociología* 43 (4), déc. 85 : 551-567.

Analyse sociale et politique de la question régionale en Europe occidentale depuis 1850 : les formes successives de l'opposition des minorités nationales à l'Etat unitaire et les idéologies de la différence qui soutiennent la continuité du conflit.

3163. MARCOU, Lilly – « Les relations entre les partis communistes de l'Europe de l'Ouest et l'URSS. L'impossible allié ». *Les temps modernes* 41 (478), mai 86 : 37-65.

Après la phase de l'eurocommunisme qui culmina en 1977, le communisme occidental se trouve à un stade de son évolution où la rupture avec l'URSS reste évitée et où un certain modus vivendi a été trouvé ; par ailleurs l'arrivée au pouvoir, avec Gorbatchev, d'une nouvelle génération de dirigeants pourrait être l'occasion d'une amélioration des relations entre PCUS et PC d'Europe occidentale.

3164. VERMAAT, J.A. Emerson – « Neue Trends in Westeuropas Friedensbewegung » (Nouvelles tendances dans le mouvement de la paix d'Europe occidentale). *Aussenpolitik* 37 (1), 1986 : 52-67.

La répression de Solidarité en Pologne a entraîné un changement dans les mouvements de la paix occidentaux qui englobent maintenant également dans leurs critiques l'armement des pays de l'Est. En RFA, en particulier, les mouvements de la paix refusent la propagande de l'Est visant à leur donner une orientation prosoviétique et anti-américaine. L'évolution du mouvement européen reste ouverte, même si les communistes y conservent une grande influence.

Europe orientale

3165. « Communisme, démocratie, société civile ». *Communisme* (8), 1985 : 3-126.

Suite d'articles consacrés à une analyse du concept de société civile dans la pensée de Marx, à sa place dans les pays d'Europe de l'Est et à son rôle dans des régimes où l'individu est censé s'identifier au Parti. Voir : REIMAN, Michaël : n° 3104 ; KENDE, Pierre : n° 3102 ; FOSCOLO, Fredy : n° 2822.

3166. IZDEBSKI, Hubert – « Les sources du droit dans les pays socialistes européens (histoire, théorie, pratique) ». *Revue internationale de droit comparé* 38 (1), mars 86 : 7-56 ; résumé en anglais.

Dans tous les pays socialistes européens on relève le rôle prédominant du droit écrit : les actes législatifs et sous-législatifs, la différence entre le domaine soumis au contrôle juridictionnel et celui qui lui échappe, la portée des directives de la Cour suprême et le rôle considérable de la jurisprudence. Certaines institutions politiques essentielles, dont celles qui se rapportent au rôle dirigeant du Parti communiste, reposent sur la coutume.

3167. KULIS, V.M. – « Na straže mira i bezopasnosti narodov » (Pour la sauvegarde de la paix et de la sécurité des peuples). *Voprosy istorii* 60 (2), fév. 86 : 41-57.

Dès sa création le Pacte de Varsovie a joué un grand rôle dans la défense des pays socialistes et la sauvegarde de la paix en Europe ; les pays membres multiplient les initiatives de paix depuis la fin des années 70 alors que le climat de détente se dégrade et que les dangers se multiplient.

3168. WETTIG, Gerhard – « Osteuropa in den Ost-West Beziehungen » (L'Europe de l'Est dans les relations Est-Ouest). *Aussenpolitik* 37 (1), 1986 : 3-22.

Depuis 1945, les pays d'Europe de l'Est sont soumis à la structure et à l'ordre de la société soviétique sous la menace d'une intervention militaire ; la marge d'affirmation de leur identité nationale est étroite. Une politique de détente limitée et contrôlée a permis une ouverture vers l'Occident dans les domaines culturels et sociaux ainsi qu'une coopération technique et économique. Il demeure qu'aucune particularité étatique ne doit aller à l'encontre des intérêts soviétiques.

Méditerranée

3169. « La Communauté européenne et le bassin méditerranéen ». *Documentation européenne* (3-4), 1985 : 114 p. ; tabl. ; bibliogr.

L'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la CEE va accroître les problèmes économiques des pays tiers méditerranéens. La CEE qui est liée à eux par une série d'accords spéciaux va devoir rendre plus cohérente sa politique à leur égard, en veillant au maintien des courants d'échanges et au-delà, au vaste champ de la coopération qu'il importe d'intensifier.

3170. JEROME, Robert T. – « Estimates of sources of growth in Bulgaria, Greece and Yugoslavia, 1950-1980 ». *Comparative Economic Studies* 27 (3), aut. 85 : 31-82 ; tabl. ; bibliogr.

Les facteurs de la croissance économique en Grèce, en Yougoslavie et en Bulgarie ne sont pas uniformes même si ces pays sont tous les trois des pays « semi-développés » ; la croissance bulgare est de loin la plus forte. L'application à ces économies des travaux de Denison rencontre quelques limites.

3171. OLIVESI, Claude – « Les institutions insulaires des Etats du Sud de la Méditerranée occidentale ». *Pouvoirs* (37), 1986 : 143-154.

Les statuts des îles du Portugal, de l'Espagne, de la France et de l'Italie peuvent être classés en fonction des options centralisatrices ou décentralisatrices que les centres politiques ont adoptées. Dans le premier cas, les Constitutions, sans remettre en cause le principe unitaire des Etats, reconnaissent l'autonomie des régions insulaires, dans le deuxième cas, celui de la Corse, un statut particulier est conféré à l'île.

Pays arabes et Moyen-Orient

Voir aussi : n° 3069, 3157, 3195

3172. « Middle East construction ». *Middle East Economic Digest* 30 (16), 25 avr. 86 : 43-67 ; tabl.

Suite d'articles : la baisse du prix du pétrole a provoqué l'arrêt ou le ralentissement de nombreux travaux de construction dans les pays arabes du Moyen-Orient ; l'accent est mis sur l'entretien des infrastructures déjà réalisées.

3173. AMOS John W. II. – « Terrorism in the Middle East ». *The Middle East Annual* 4, 1984 : 149-162 ; bibliogr.

Vers le milieu des années 80, la violence au Moyen-Orient a changé de dimension, le vieux modèle de guerre conventionnelle étant de plus en plus remplacé par celui d'opérations de moindre envergure. Le terrorisme en tant que moyen politique a augmenté ainsi que le terrorisme professionnel et le terrorisme suicidaire pratiqué par des non-professionnels.

3174. CHATELUS, Michel – « Policies for development : attitudes toward industry and services ». *The International Spectator* 20 (4), déc. 85 : 45-57 ; bibliogr.

Depuis la fin des années 50, la plupart des pays arabes développent une idéologie d'industrialisation qui privilégie les considérations politiques plutôt qu'économiques, bien que leur industrialisation dépende le plus souvent des revenus fluctuants du pétrole. Pour ce qui est des services, ce secteur a marqué de 1970 à 1982 un accroissement dépassant celui du PIB dans ces pays.

3175. DEKMEJIAN, R. Hrair – « Conflict and cooperation in the Gulf : problems and prospects ». *The Middle East Annual* 4, 1984 : 83-106 ; tabl., graph., carte ; bibliogr.

Assurer leur sécurité intérieure et extérieure face au fondamentalisme islamique, trouver une parade à la chute des prix et de la production de pétrole, tels sont les principaux problèmes qu'affrontent dans les années 80 les Etats du Golfe persique. Le Conseil de coopération du Golfe, créé en 1981, devra s'efforcer d'y trouver une solution.

3176. LEGRAIN, Jean-François – « Islamistes et lutte nationale palestinienne dans les territoires occupés par Israël ». *Revue française de science politique* 36 (2), avr. 86 : 227-247 ; résumé en anglais.

Le mouvement islamiste né dans les territoires occupés fait de l'Islam une alternative idéologique, politique et militaire au modèle de lutte proposé par l'OLP et préconise le renversement des gouvernements arabes et l'instauration de régimes islamistes. Quoique maximaliste dans les propos contre Israël, la Jordanie et l'OLP, le mouvement s'inscrit dans le désarroi du peuple palestinien.

3177. LIAUZU, Claude – « Sociétés urbaines et mouvements sociaux. Etat des recherches en langue anglaise sur le " Middle East " ». *Maghreb-Machrek* (111), mars 86 : 24-56 ; bibliogr.

Bilan critique des recherches anglo-saxonnes sur les problèmes urbains au Moyen-Orient : leurs dimensions historiques, les rapports entre Islam et politique.

3178. PORTER, R.S. – « Arab economic aid ». *Development Policy Review* 4 (1), mars 86 : 44-68 ; tabl.

L'aide économique des pays arabes exportateurs de pétrole aux autres pays arabes plus pauvres de la région a constamment augmenté de 1967 à 1980 pour retrouver en 1983 son niveau de 1976. Cette aide est essentiellement canalisée par le Fonds pour le développement international de l'OPEP. Quelques pays africains non arabes profitent aujourd'hui de l'aide arabe.

Pays en développement

Voir aussi : n° 2849, 3086, 3132, 3178

3179. « L'eau potable, un élément essentiel à la vie ». *Le courrier (Bruxelles)* (96), avr. 86 : 62-96 ; tabl.

Dossier consacré aux progrès réalisés en matière d'approvisionnement en eau dans les pays en développement et notamment les ACP : les ressources conventionnelles, les eaux souterraines des zones désertiques, le bilan des cinq premières années de la décennie internationale de l'eau et de l'assainissement, l'action de la Communauté européenne.

3180. « Les institutions financières internationales de développement ». *Revue juridique et politique* 40 (1-2), juin 86 : 16-36.

Ces institutions – les IFID – créées après la seconde guerre mondiale, sont devenues l'un des éléments essentiels du système financier international ; gérées avec rigueur par les Etats-membres qui les ont créées, elles ont fait la preuve de leur efficacité et représentent une certaine pratique morale dans la « jungle » économique internationale.

3181. « La santé dans le Tiers-Monde ». *Prévenir* (12), 1er sem. 86 : 3-138 ; tabl.

Numéro spécial consacré aux systèmes de santé des pays du Tiers-Monde, à la nécessité des actions sur le terrain et de la solidarité internationale.

3182. BERMEJO, Romualdo – « Réflexions sur l'aide au développement ». *Revue juridique et politique* 40 (1-2), juin 86 : 37-62 ; tabl.

Il n'est pas question de remettre en cause l'aide au développement mais il est urgent de mettre au point des politiques nouvelles et de trouver des moyens nouveaux pour que cette aide soit efficace.

3183. BOUAITA, Nabil – « Le défi informatique et le nouvel ordre international de l'information ». *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques* 22 (4), déc. 85 : 769-791.

Les applications de la technique informatique ont envahi toutes les activités humaines à une telle vitesse que les pays du Tiers-Monde, déjà attardés économiquement, courent le risque d'accroître davantage leur dépendance s'ils ne s'en saisissent pas pour résoudre les difficultés de leur développement. Mais ils sont pour le moment confrontés à un monopole américano-japonais qui accentue le fossé technologique qui les sépare des pays développés, cependant la coopération conduite par les organisations internationales semble les décider à rompre le cercle vicieux dans lequel cette évolution les a enfermés.

3184. CHOWDHURI, Osman Haider – « Conditions of fertility decline in developing countries : 1960-1980 ». *Asian Profile* 13 (5), oct. 85 : 433-460 ; tabl. ; bibliogr.

Dans certains pays en développement, en Asie, en Afrique et en Amérique latine, la baisse de la fécondité a été favorisée par la planification familiale et aussi par des facteurs socio-économiques, de sorte que quelques-uns d'entre eux ont pu diminuer le taux de croissance de leur population dans la période 1960-1980. Mais dans les pays les plus pauvres, ce taux demeure toujours très élevé.

3185. DOLLAR, David – « Technological innovation, capital mobility, and the product cycle in North-South trade ». *The American Economic Review* 76 (1), mars 86 : 177-190 ; graph. ; bibliogr.

Construction d'un modèle dynamique d'équilibre général reliant le cycle des produits au commerce Nord-Sud, en partant du fait que les nouveaux produits sont toujours lancés d'abord dans les pays développés et en introduisant les notions de coûts de production et de mouvement de capitaux.

3186. GONIDEC, P.F. – « Les conceptions de la démocratie dans les Etats du Tiers-Monde ». *Revue juridique et politique* 40 (1-2), juin 86 : 1-13.

Les Etats du Tiers-Monde, s'ils ne sont pas totalement affranchis des modèles politiques qui leur sont proposés, cherchent de plus en plus à élaborer un type de démocratie qui corresponde à leurs aspirations d'une part, et à leur passé anticolonial, d'autre part. Les voies qui mènent à la démocratie sont multiples : quelques exemples, dont celui de la Libye.

3187. LAFAY, Jean-Dominique – « Le marché et l'Etat dans l'analyse du développement : au-delà des querelles normatives ». *Economie (Perpignan)* 1986 : 41-53 ; bibliogr.

L'économie du développement qui a largement inspiré la stratégie des pays en voie de développement à partir des années cinquante était fondée sur deux postulats que l'expérience récente a remis en cause : l'absence d'économicité dans les comportements, hypothèse qui justifiait le retrait du marché et une forte sous-estimation des coûts de fonctionnement du secteur public.

3188. RIDDELL, Roger C. – « The ethics of foreign aid ». *Development Policy Review* 4 (1), mars 86 : 24-43.

Peu d'analyses ont jusqu'à présent été consacrées aux questions d'éthique en matière d'aide étrangère au développement économique des pays du Tiers-Monde. Cela est dû, peut-être, à l'absence d'unanimité des gouvernements dans ce domaine. Des considérations morales ne doivent pas entraver l'aide internationale devenue nécessaire, même si elle n'est pas la solution miracle au sous-développement.

3189. RIPERT, Jean – « Le développement au milieu du gué ». *Economie prospective internationale* (26), 2e trim. 86 : 11-24 ; résumé en anglais.

Entretien du directeur général au développement et à la coopération économique internationale à l'ONU avec Michel Aglietta. A mi-chemin de la 3e décennie du développement, bilan des obstacles rencontrés par les PVD, des moyens à mettre en œuvre pour assurer leur développement, du rôle possible des organisations internationales.

3190. ROEMER, Michaël – « Simple analytics of segmented markets : what case for liberalization ? » *World Development* 14 (3), mars 86 : 429-439 ; graph. ; bibliogr.

Arguments en faveur de la libéralisation des marchés comme stratégie de développement dans les pays en voie de développement à partir de l'exemple de marchés parallèles dans différents secteurs : céréales, crédit, travail et changes.

3191. RONDINELLI, Dennis A. ; NELLIS, John R. – « Assessing decentralization policies in developing countries : the case for cautions optimism ». *Development Policy Review* 4 (1), mars 86 : 3-23.

Même si en principe la décentralisation dans les pays en développement devrait s'imposer pour des motifs économiques, les gouvernements l'ont souvent retenue pour des considérations d'ordre politique. Le succès d'une politique décentralisatrice dans ces pays dépend de plusieurs facteurs : délais de mise en place, caractéristiques des structures administratives déjà existantes...

3192. VARD, Christian – « Industrie des médicaments et PED ». *Industrie et développement international* 34 (387), fév. 86 : 66-80 ; tabl., cartes.

Les pays en développement veulent réduire leur dépendance vis-à-vis des multinationales de la pharmacie, en créant leur propre industrie. La réalisation de cet objectif n'est peut-être pas un bienfait pour leur politique de santé

car cette industrie demande beaucoup d'investissements pour la recherche et la technologie. L'implantation d'unités de production, filiales des multinationales, dans les PED a été un échec. La coopération Nord-Sud dans le domaine de l'industrie pharmaceutique doit s'exercer au niveau des relations commerciales, la distribution des médicaments essentiels doit être l'objectif prioritaire.

III
ÉTUDES GÉNÉRALES MONDIALES OU INTERNATIONALES

Institutions et vie politiques

3193. Les Arméniens

a. « Les Arméniens ». *Vivant Univers* (362), avr. 86 : 1-41 ; carte.
Dossier consacré à l'histoire des Arméniens (exil, génocide en Turquie, diaspora, terrorisme), à leur culture, essentiellement chrétienne, et à leurs revendications en tant que groupe national.

b. ALTOUNIAN, Janine – « Faute de parler ma langue. L'Arménien qui me parle, que je ne parle pas ». *Les temps modernes* 41 (478), mai 86 : 114-139 ; bibliogr.
Quelques aspects du rapport qu'ont les Arméniens de la diaspora à leur langue et ses implications sur leur mémoire et leur relation au monde.

3194. Les systèmes électoraux

a. « Special issue : electoral systems ». *European Journal of Political Research* 13 (4), déc. 85 : 341-420 ; tabl., graph. ; bibliogr.
Numéro spécial consacré aux systèmes électoraux dans les pays occidentaux et à leurs effets sur le système des partis et la vie politique.

b. BRETON, Albert ; GALEOTTI, Gianluigi – « Is proportional representation always the best electoral rule ? » *Public Finance* 40 (1), 1985 : 1-16 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en français et en allemand.
La représentation proportionnelle incite les partis politiques à élaborer des plates-formes électorales plus « pures » idéologiquement mais moins représentatives de l'étendue des opinions, favorise un régime de partis petits et nombreux et n'assure pas forcément une meilleure représentation des citoyens. Contrairement à une opinion largement répandue, la proportionnelle n'est pas un mode de scrutin meilleur que le scrutin majoritaire.

3195. Le terrorisme

a. « Violences et délire sécuritaire ». *Le monde diplomatique* 33 (386), mai 86 : 15-30.
« Dossier pour une obsession ». Mis en vedette par les médias, le terrorisme politique a provoqué la résurgence des « grandes peurs », alors qu'il est infiniment moins meurtrier que les accidents du travail, de la route, ou que les crimes crapuleux. La diminution réelle de la violence criminelle dans les dernières décennies a libéré un espace nouveau pour une anxiété sécuritaire dont la disparition, malgré les promesses politiques, est utopique et qui constitue un masque devant les réels problèmes de délinquance « en col blanc », délinquance juvénile, rôle de la police et de l'administration pénitentiaire.

b. APTER, David – « Penser la violence ». *France forum* (225-226), mars 86 : 21-25.
Toutes les formes de terrorisme se nourrissent des mêmes frustrations mais chaque type (de droite, de gauche, primordialiste) a ses spécificités. L'Etat doit prendre des mesures pour protéger la société mais en évitant la professionnalisation de l'antiterrorisme qui peut devenir un danger pour la démocratie.

c. BRENCHLEY, Frank – « Living with terrorism : the problem of air piracy ». *Conflict Studies* (184), 1986 : 1-17 ; tabl.
Le détournement d'avions et la pose d'engins explosifs à leur bord sont fréquemment pratiqués par les terroristes de différents pays. Plusieurs conventions internationales ont été conclues pour lutter contre de telles activités mais le meilleur moyen demeure toujours un sévère contrôle lors de l'embarquement des voyageurs et l'établissement d'un système de sanctions contre les pays n'observant pas de règles de sécurité.

d. RAUFER, Xavier – « Les méthodes terroristes ». *L'histoire* (89), mai 86 : 96-101 ; bibliogr.
Entretien avec Xavier Raufer, auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire des terroristes et sur leurs méthodes. Le terrorisme actuel repose sur deux modèles issus du XIXe siècle : celui des nationalistes irlandais et celui des populistes russes.

e. RAUFER, Xavier – « Terrorisme : les réseaux transnationaux venus du Moyen-Orient ». *Le débat* (39) mai 86 : 159-183 ; tabl.
Loin d'être les œuvres de déséquilibrés ou des actes isolés, les actions terroristes relèvent d'organisations professionnelles dotées de moyens puissants : étude de deux organisations terroristes transnationales : l'ASALA et le Fatah-Commandement révolutionnaire (Abou Nidal) dans leur structure, leur organisation, leur idéologie, leur méthode d'action.

3196. DE GEEST, Gerrit – « De vraagstelling bij een referendum » (La formulation des questions dans un référendum). *Res publica* 28 (1), 1986 : 3-21 ; résumé en anglais.

La formulation des questions est la partie la plus délicate d'un référendum. Il faut d'abord choisir les alternatives les plus importantes. Le danger de suggestion dans la question est réel : mots chargés de sens, arguments inclus dans la question.

3197. HAQUANI, Zalmaï – « La Convention des Nations Unies contre la torture ». *Revue générale de droit international public* 90 (1), 1986 : 127-170.

L'élaboration de la Convention de 1984 ; la définition de la torture et les mesures de prévention et de répression de la torture prévues par la Convention ; les problèmes de l'application de la Convention dans les Etats qui ont la possibilité de refuser la compétence du Comité contre la torture.

3198. PLENER, Ulla – « Zur Entwicklung der Demokratieauffassungen in der Arbeiterbewegung » (Le développement des conceptions de la démocratie dans le mouvement ouvrier). *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 34 (1), 1986 : 5-21.

Selon une interprétation révolutionnaire de la démocratie, la classe ouvrière des pays socialistes guidée par le parti communiste donne aux actifs des droits politiques et sociaux nécessaires à l'accomplissement de sa mission historique : assurer la paix et la sécurité. Les conceptions réformistes de la démocratie expliquent pourquoi les classes ouvrières de l'Europe de l'Ouest n'ont pas réussi leur percée vers le pouvoir politique après 1945.

Relations internationales

Voir aussi : n° 2887, 3109, 3148

3199. IDS et enjeux internationaux

a. DÜRR, Hans-Peter – « Die forschungspolitischen Auswirkungen von SDI » (Les effets de l'IDS dans la politique de recherche). *Gewerkschaftliche Monatshefte* 36 (12), déc. 85 : 725-737.

En tant qu'Européens, nous n'avons pas à approuver le projet américain de défense de l'espace. L'IDS ne peut rendre les armes nucléaires obsolètes et impuissantes et ses innovations entraîneront des contre-mesures. Les problèmes politiques ne seront pas résolus par des mesures techniques et le projet américain n'améliorera pas notre sécurité : nous ne devons donc pas nous y associer.

b. HASSE, Rolf – « Technologies of the future : security and competition aspects ». *Intereconomics* 21 (2), avr. 86 : 68-74 ; bibliogr.
La technologie de l'IDS dont les militaires seront les principaux bénéficiaires et EUREKA, sa contrepartie civile, concernent directement les rapports entre l'Est et l'Ouest, d'une part, et les rapports au sein du monde occidental, d'autre part. L'existence de ces deux projets représente un défi pour l'URSS tant du point de vue militaire que du point de vue économique.

3200. La limitation des armements

a. ATIQUE, Fanzia – « Soviet American arms control negociations ». *Pakistan Horizon* 28 (2), 2e trim. 85 : 84-103 ; tabl.
Alors que les années 70 ont vu se négocier les accords SALT dans une volonté réciproque de désarmements, les années 80, avec l'arrivée de Reagan au pouvoir ont été marquées par un changement de politique concrétisé par les négociations START et la nouvelle politique américaine de l'IDS.

b. FREEDMAN, Lawrence – « Star wars and the Summit ». *Government and Opposition* 21 (2), print. 86 : 131-145.
L'avenir des négociations américano-soviétiques sur la limitation des armements stratégiques est lié au sort de l'IDS. L'URSS n'acceptera aucune réduction de son armement offensif sans l'assurance que la potentiel défensif américain ne sera pas accru.

c. KINCADE, William H. – « Arms control or arms coercion ? » *Foreign Policy (New York)* (62), print. 86 : 24-45.
La stratégie de limitation des armements du président Reagan existe en fait depuis le début de la compétition nucléaire entre l'URSS et les Etats-Unis et elle vise à contrôler l'armement à travers la contrainte des armes.

3201. Le nouveau droit de la mer

a. « The new political geograhy of the sea ». *Political Geography Quarterly* 5 (1), janv. 86 : 5-85 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr.
Numéro spécial consacré au droit de la mer tel qu'il existe depuis les travaux de la Conférence de Génève : Voir : MORRIS, Michael A. : n° 3137 ; CLINGAN, Thomas A. : n° 2878 ; BOWEN, Robert E. : n° 3201 ; O'TUATHAIL, Gearrid : n° 2884.

b. BOWEN, Robert E. – « The landlocked and geographically disadvantaged States and the law of the sea ». *Political Geography Quarterly* 5 (1), janv. 86 : 63-69.
Les Etats enclavés et les Etats défavorisés d'un point de vue géographique – qui sont une cinquantaine – ne sont pas parvenus à s'organiser suffisamment solidement pour constituer une force capable d'entraver les votes de la Conférence sur le droit de la mer et faire prévaloir leurs droits. Leur faiblesse politique a également contribué à l'échec de leurs revendications.

c. JUDA, Lawrence – « The exclusive economic zone : comptability of national claims and the UN Convention on the law of the sea ». *Ocean Development and International Law* 16 (1), 1986 : 1-58 ; tabl.
La zone économique exclusive est une invention juridique récente qui permet la transition entre la mer territoriale et la haute mer. C'est un concept largement admis dans la communauté internationale, mais des différends existent au sujet de l'équilibre des intérêts et des droits et devoirs spécifiques indiqués. Examen de la pratique dans ce domaine.

3202. HAGGENMACHER, Peter – « La doctrine des deux éléments du droit coutumier dans la pratique de la Cour internationale ». *Revue générale de droit international public* 90 (1), 1986 : 5-125.

La doctrine dite des deux éléments aux termes de laquelle l'existence d'une règle coutumière internationale implique à la fois une pratique constante – l'élément matériel ou objectif – et la conviction des sujets de droit, auteurs de cette pratique, de se conformer à travers elle à une norme juridique – l'élément psychologique ou subjectif – est à la base de la jurisprudence de la Cour internationale de justice.

3203. KOSCHWITZ, Hansjurgen – « Diplomatie und Offentlichkeit » (Diplomatie et publicité). *Beiträge zur Konfliktforschung* 16 (1), 1986 : 53-68.

Depuis la seconde guerre mondiale, la diplomatie publique a pris une place de plus en plus importante dans la pratique de la politique étrangère. Même dans le Tiers-Monde, la diplomatie publique est passée dans les usages. Cependant cette forme de diplomatie pose des problèmes et fait donc l'objet de critiques.

3204. VELIKHOV, E. ; KOKOCHINE, A. – « L'arme nucléaire et les dilemmes de sécurité internationale ». *Sciences sociales – Académie des sciences de l'URSS* (2), 1986 : 9-23.

Les dangers d'une guerre nucléaire « limitée » ou « prolongée » sont clairement affirmés par l'URSS et ont un écho de plus en plus grand dont l'administration américaine est obligée de tenir compte.

Vie culturelle et scientifique

3205. « Mutations technologiques et nouvelles formes d'organisation du travail ». *Sociologie du travail* 38 (1), 1986 : 1-113 ; tabl., graph. ; résumé en français.

Les nouvelles formes d'organisation du travail ou de politique d'emploi nées des mutations technologiques, essentiellement l'informatisation, constituent-elles une rupture avec la « forme taylorienne », ou sont-elles à l'origine d'un « néo-taylorisme » ? Voir : VELTZ, Pierre : n° 2956 ; CHANARON, Jean-Jacques ; PERRIN, Jacques : n° 2965 ; BENCHEICKH, Touhami : n° 2937 ; MERCKLING, Odile : n° 2968 ; RATIOT-COUTROT, Laurence : n° 2893.

3206. « La religion sans retour ni détour : le christianisme a-t-il un avenir ? » *Esprit* (4-5), mai 86 : 1-258.

Numéro spécial : la prise en compte de la fin du religieux se double d'une réflexion sociologique sur le nouveau christianisme, sur les métamorphoses du religieux au contact de la modernité et sur la constitution du lien social face à l'individualisme. Voir notamment : SCHLEGEL, Jean-Louis : « Revenir de la sécularisation ? » ; BAUBEROT, Jean : « L'observatoire protestant » ; ESLIN, Jean-Claude : « Trois variantes de la séparation religion/politique ».

3207. DEUTSCH, Robert – « A cross-cultural history of international relations : book translations in the twentieth century ». *Historical Social Research* (36), oct. 85 : 3-41 ; tabl., graph.

Le nombre de traductions d'ouvrages de relations internationales est en augmentation croissante dans le monde et permet de progresser dans la connaissance de cette discipline. Les traductions se répartissent inégalement selon les pays et les langues d'origine.

3208. GAREAU, Frederick H. – « The multinational version of social science with emphasis upon the discipline of sociology ». *La sociologie contemporaine. Current Sociology* 33 (3), hiv. 85 : 169 p. ; bibliogr. ; résumé en français.

Analyse dans une perspective multinationale des disciplines des sciences sociales : leur état actuel et leur critique.

3209. SHARIAATI, ALI – « Civilisation et modernisation ». *Al Muntaka* 8 (4), aut. 85 : 25-54.

Au nom de la modernisation, la civilisation occidentale a imposé ses valeurs et ses produits aux autres peuples, particulièrement aux Musulmans, et les cultures de ces derniers se sont progressivement vidées de leur substance pour se « moderniser » jusqu'au niveau de l'occidental.

3210. TARLE, Antoine de – « Nouveaux médias : vers l'internationalisation ». *Etudes* 364 (5), mai 86 : 627-637.

Les nouveaux médias transforment le monde de l'audiovisuel : restructuration de l'industrie de la communication, déréglementation, internationalisation de

la production et de la diffusion ; grâce au satellites, aux câbles et aux vidéogrammes, le champ est libre pour que dans dix ans, quatre ou cinq pays dominent l'audiovisuel mondial.

Questions sociales

Voir aussi : n° 3070

3211. « Trade unionism in crisis ». *Journal of Area Studies* (13), print. 86 : 3-38.

Numéro spécial consacré à la crise du syndicalisme en Europe (Italie, France, Pologne) et en Amérique latine (Brésil, Bolivie, Equateur).

3212. BELBEOCH, Olivier et al. – « La population mondiale. Vers une stabilisation au XXIe siècle ? » *Notes et études documentaires* (6), 1986 : 5-143 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr.

L'analyse de la population mondiale, des relations entre population et espace et des variables démographiques permet d'estimer un ralentissement de la croissance et une population mondiale d'environ 6 milliards d'hommes en l'an 2000. Cette croissance sera très inégalement répartie. Quant aux politiques démograhiques, les conférences de Bucarest puis de Mexico en 1984 n'ont pas entraîné une coopération entre les pays participants.

3213. DESMAREZ, Pierre – « Sociologie et marché du travail ». *Critique régionale* (14), mars 86 : 129-140.

La sociologie du marché du travail est une discipline encore récente et les recherches sur les trajectoires professionnelles des individus peu nombreuses. Il serait cependant utile d'étudier les interactions des caractéristiques de la population active, du système des relations collectives du travail et du système éducatif sur le marché du travail.

3214. DUMONT, J.-P. – « L'évolution de la Sécurité sociale dans le monde en 1984 ». *Revue française des affaires sociales* 40 (1), mars 86 : 151-176 ; tabl.

D'après le rapport annuel 1984 du CNESSS, les systèmes de Sécurité sociale des 61 pays cités ont connu les effets de la rigueur et de l'austérité et plusieurs pays ont engagé une réflexion sur l'avenir des retraites.

3215. HOFMANN, Rainier – « Refugee generating policies and the law of the State responsability ». *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht* 45 (4), 1985 : 694-713.

L'afflux massif de réfugiés, dans les années soixante-dix, en particulier en provenance d'Indochine, d'Afghanistan et de la Corne de l'Afrique a entraîné une prise de conscience de la nécessité de trouver des solutions nouvelles au sein des Nations Unies, mais aussi d'organisations non-gouvernementales comme l'Institut international du droit humanitaire. Avant tout, il faut condamner, comme contraires au droit international, les politiques des Etats qui conduisent une partie de la population à fuire, et même à les assimiler à des crimes internationaux.

Economie et finances

Voir aussi : n° 2961, 3013, 3087, 3132

3216. « Dossier : le point sur le nucléaire ». *Economie et humanisme* (288), avr. 86 : 3-70.

Suite d'articles consacrés aux programmes, réussites ou échecs de l'énergie nucléaire dans le monde et plus spécialement en France.

3217. « The global equity awards ». *Euromoney* mai 86 : 91-183 ; tabl.

Dossier consacré aux marchés boursiers internationaux : la demande d'actions étrangères a explosé depuis trois ans. Classement des meilleurs agents de change, analystes et conseillers en investissement. Etablissement d'un indice

international des valeurs bourisères et classement des entreprises émetrices en fonction de la valeur de leurs actions sur les marchés étrangers.

3218. « Prix et marchés ». *Revue française du marketing* (106), janv. 86 : 3-116 ; tabl., graph.

Numéro spécial consacré à l'évolution des politiques des prix en France et à l'étranger. Voir : ESMENARD, Francis ; ROUET, François : n° 2935.

3219. « Produits tropicaux 1985/86 ». *Marchés tropicaux et méditerranéens* 42 (2112), 2 mai 86 : 1133-1196 ; tabl.

Production, distribution ; commercialisation mondiale des produits tropicaux.

3220. BECKERMAN, Wilfred ; JENKINSON, Tim – « What stopped the inflation ? Unemployment or commodity prices ? » *The Economic Journal* 96 (381), mars 86 : 39-54 ; tabl. ; bibliogr.

La désinflation générale enregistrée dans les pays de l'OCDE entre 1980 et 1982 n'est pas une conséquence directe de la détérioration de l'emploi durant cette période ; elle s'explique au contraire par la baisse du prix des matières premières. Ce constat souligne l'importance des politiques de taux de change.

3221. DRABENSTOTT, Mark ; O-MARA McDONLEY, Anne – « Introduction aux marchés futurs, spécialement destinée aux institutions financières ». *Politique économique* (2), mai 86 *Supplément :* 2-18 ; bibliogr.

Pour les institutions financières, la volatilité des taux d'intérêt est un risque majeur qu'elles doivent apprendre à gérer. Un nouvel instrument est à leur disposition : les marchés futurs des matières premières et les contrats qui les concernent.

3222. DUBOS, J. – « Production et marché du vin dans le monde et dans la CEE ». *Purpan* (137), déc. 85 : 213-260 ; tabl., cartes ; bibliogr.

La localisation du vignoble et de la consommation ; les caractères et l'évolution de la production et de la demande de vins ; les transactions internationales ; le cas particulier de la CEE.

3223. FITOUSSI, Jean-Paul – « Taux d'intérêt réels et activité économique ; un essai d'interprétation théorique et de mesure empirique ». *Observations et diagnostics économiques* (15), avr. 86 : 145-173 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

La hausse au début des années quatre-vingts et le maintien à des taux élevés des taux d'intérêt réels dans les grands pays industriels constituent la spécificité essentielle de la récession consécutive au second choc pétrolier et de la reprise, plus ou moins forte, qui a suivi. Une telle hausse a eu des effets majeurs sur l'activité : effets sur la demande globale, mais effets également sur l'offre.

3224. LAUBIER, Dominique de – « L'internationalisation des services financiers ». *Economie prospective internationale* (26), 2e trim. 86 : 61-90 ; tabl. ; résumé en anglais.

Les différents acteurs financiers ont développé ces dernières années leur implantation hors du territoire national sous l'influence de la déréglementation, de l'ouverture des frontières et de la multiplication des innovations financières. Il s'est ainsi formé un marché mondial des capitaux autour de trois grands pôles : New York, Londres et Tokyo. Cette internationalisation pourrait dans l'avenir se ralentir, sauf en ce qui concerne le Japon.

3225. TARANTELLI, Enzo – « The regulation of inflation und unemployment ». *Industrial Relations* 25 (1), hiv. 86 : 1-15 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les niveaux d'inflation et d'emploi d'un pays varient directement en fonction du degré de centralisation (ou de néo-corporatisme) de son système de négociations collectives et du degré de consensus sur le gouvernement au pouvoir et la répartition du revenu. Les politiques monétaristes devraient donc être réservées aux pays dotés d'un système de relations industrielles

décentralisé, les politiques néo-keynésiennes aux pays dans lesquels le système est centralisé. Seuls le Japon, l'Autriche et les pays scandinaves ont une politique économique adéquate.

Relations économiques internationales

3226. BALE, Harvey E. ; WALTERS, David A. – « Investment policy aspects of U.S. and global trade interests ». *Looking Ahead* 9 (1), janv. 86 : 1-14 ; tabl.

La politique des investissements devrait, comme la politique commerciale, faire l'objet d'une concertation internationale et d'accords multilatéraux.

3227. FONTAINE, Marcel – « Les clauses limitatives et exonératoires de responsabilité et de garantie dans les contrats internationaux ». *Revue de droit des affaires internationales* (4), 1985 : 435-478 ; textes en français et en anglais.

La notion de clause limitative et exonératoire et la comparaison avec les clauses pénales, de force majeure et les Hold-harmless agreements ; analyse des clauses exonératoires et des différentes clauses limitatives (limitation des conditions, limitation des effets), les problèmes de validité, selon le droit national ou international les relations des clauses limitatives-assurance. Voir à la suite, pp. 479-530 : suite d'articles consacrés au régime des clauses limitatives et exonératoires dans divers droits nationaux.

3228. SCHULTZ, Siegfried – « Protectionist tendencies in international trade in services : present problems and likely solutions ». *The International Spectator* 20 (4), déc. 85 : 14-26 ; tabl. ; bibliogr.

La récession économique mondiale a fait apparaître les tendances protectionnistes dans un grand nombre d'Etats, qui ont eu une influence considérable sur le commerce international des services. Pour réduire les effets des mesures protectionnistes, des accords bilatéraux sont conclus qui ne tiennent pratiquement aucun compte des règles établies par le GATT.

3229. THURON, Lester C. – « What future for the world economy ? » *The McKinsey Quarterly* hiv. 86 : 2-17 ; tabl.

Le déclin de la productivité de l'économie américaine et la montée du chômage en Europe conjugués aux surplus commerciaux japonais constants, obligent les économies nationales à protéger leurs frontières. Une refonte complète du système commercial international doit être envisagée.

École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris
School of Slavonic and East European Studies, University of London
Staatsbibliothek Preussischer Kulturbesitz, Osteuropa Abteilung, Berlin
Koninklijke Bibliotheek Albert I, Brussel – Bibliothèque Royale Albert Ier, Bruxelles
Oost-Europa Instituut, Universiteit van Amsterdam
Österreichisches Ost- und Südosteuropa Institut, Wien

European Bibliography of Soviet, East European and Slavonic Studies

Bibliographie européenne des travaux sur l'URSS et l'Europe de l'Est

Europäische Bibliographie zur Osteuropaforschung

Travaux recensés : livres, articles (2 000 périodiques recensés)...

Domaine : sciences sociales, y compris linguistique, littérature, arts

Aire géographique : URSS, Albanie, Bulgarie, Hongrie, Pologne, RDA, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie

Classement : thématique en 12 grandes rubriques

Index : mots-matières, noms propres, liste des périodiques dépouillés

Périodicité : annuelle. Dernier volume paru : VII-1981, 7 126 références

Prix : 350 FF (vol. VII)

Volumes antérieurs : I-1975 à VI-1980, disponibles

Vente et abonnement : Institut d'Études slaves, 9 rue Michelet, 75006 Paris (tél. 43.26.50.89)

« Vue d'ensemble du regard occidental sur les problèmes des pays de l'Est » (*Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*)

"Milestone in the European development of Soviet and East European Studies" (*Soviet Studies*)

ÉDITIONS DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES
INSTITUT D'ÉTUDES SLAVES
PARIS

Achevé d'imprimer en 1986 sur les presses
de l'IMPRIMERIE CHIRAT, 42540 Saint-Just-la-Pendue
Dépôt légal N° 1145
Le Directeur-Gérant de la Publication : Louis BODIN
Commission Paritaire des Papiers de Presse : n° 50510

FONDATION NATIONALE
des SCIENCES POLITIQUES
SALLE DE SCIENCE
ÉCONOMIQUE

ISSN 0007-4071

10 OCT. 1986

BULLETIN ANALYTIQUE DE DOCUMENTATION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE CONTEMPORAINE

41e ANNÉE • 1986 • NUMÉRO - 8-9

ESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Publié mensuellement par la

FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

sous la direction de Jean MEYRIAT
avec le concours
du Centre National de la Recherche Scientifique

RÉDACTION

27, rue Saint-Guillaume, PARIS VIIe — (1) 42-60-39-60

Prière d'envoyer à cette adresse
toute correspondance concernant la rédaction et les échanges,
ainsi que les périodiques en service de presse

Rédacteur en chef :
Nicole RICHARD

Rédacteurs :
Béatrice AUZOUY, Catherine BURESI,
Nadine DADA, Claudine EVEN,
Marie FERRAZZINI, Arlette GAUTIER,
Juan JORNET, Sylvie JOSSET,
Sylvie Le MOAL, Corinne Le ROCH,
Michèle MAUSSION, Geneviève MILLON,
Jean-Claude MOURET, Françoise PORTENSEIGNE,
Jacqueline PORTIER, Sylvie THORÉ

VENTES ET ABONNEMENTS

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES
27, rue Saint-Guillaume, 75341 PARIS Cedex 07 FRANCE
Tél. 260-39-60 — C.C.P. PARIS 2467022 B

TARIF DES ABONNEMENTS 1986

FRANCE		*ÉTRANGER*	
Tarif normal institutions	*Tarif réduit* particuliers	*Tarif normal* institutions	*Tarif réduit* particuliers
550 F	290 F	575 F	320 F

Prix du numéro : 60 F

BULLETIN ANALYTIQUE DE
DOCUMENTATION
POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
CONTEMPORAINE

41e ANNÉE • 1986 • NUMÉRO – 8-9

Ce numéro est une sélection des articles des périodiques analysés entre le 21 mai et le 4 juillet 1986 par le Centre de Documentation contemporaine.

I
ÉTUDES NATIONALES

Afrique du Sud

Voir aussi : n° 2993, 3023

3230. La Namibie

a. HACKLAND, Brian et al. – « Behind the diplomacy : Namibia, 1983-85 ». *Third World Quarterly* 8 (1), janv. 86 : 51-77.
Depuis 1983, le SWAPO a réussi à isoler l'Afrique du Sud sur le plan diplomatique de sorte qu'aucune nation n'approuve ouvertement l'occupation illégale de la Namibie. Cependant, cette occupation se maintient grâce à un soutien de facto de certains pays occidentaux (Etats-Unis, Grande-Bretagne, RFA) dont les intérêts économiques et stratégiques dans la région sont importants.

b. KOROMA, David S.M. – « Namibia : the case of a betrayal of sacred trust ». *Journal of African Studies* 12 (3), aut. 85 : 141-153 ; bibliogr.
Privée par l'ONU, en 1966, du mandat qu'elle exerçait sur le Sud-Ouest africain, actuellement la Namibie, l'Afrique du Sud n'a jamais voulu quitter ce territoire dont elle se sert comme d'une base militaire contre l'Angola. De son côté le SWAPO, le mouvement de résistance reconnu par l'ONU et l'OUA, entend poursuivre sa lutte armée pour l'indépendance jusqu'à la victoire finale.

3231. Les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud

a. DESMOND, Cosmas – « Sanctions and South Africa ». *Third World Quarterly* 8 (1), janv. 86 : 78-99 ; bibliogr.
Depuis 1984, les campagnes de boycott de l'Afrique du Sud menées aux Etats-Unis et dans d'autres pays ont pris un tour nouveau en s'assurant de larges soutiens publics et en obtenant des succès effectifs. De nombreux Etats et villes

© Fondation nationale des sciences politiques, 1986

ont adopté des législations sur les " désinvestiments " en Afrique du Sud. Les sanctions ont des effets psychologiques, politiques et économiques importants mais ne constituent pas à elles seules l'invitation dominante au changement.

b. GUILLEREZ, Bernard – « ONU-Afrique du Sud : la croisade des clercs ». *Défense nationale* 42, juin 86 : 131-136.
La convocation, sous l'égide de l'ONU, d'une conférence mondiale sur les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud ne semble pas une initiative intéressante : toute politique des sanctions est inadaptée autant qu'inefficace. Cela ne risquerait – il pas d'encourager moralement les mouvements insurrectionnels, comme le font déjà ceux qui prônent la théologie de la libération ?

3232. ASMAL, Kader – « La nouvelle Constitution d'Afrique du Sud ». *Revue internationale de droit contemporain* (2), 1985 : 69-90.
Les dispositions de la Constitution, si elles offrent des concessions à une faible minorité de Noirs, sont surtout une façon de protéger et de sauvegarder la domination blanche et le système de l'apartheid. La restructuration du régime suivant des méthodes qui rendent le pouvoir de l'Etat plus centralisé et qui instituent le contrôle militaire sur les secteurs stratégiques de l'économie, du gouvernement et de l'administration, constituent un élément important de la stratégie nouvelle.

3233. BERES, Anémone – « L'archipel des Bantoustans ». *Hérodote* (41), 2e trim. 86 : 12-38 ; cartes.
Le système des bantoustans ou homelands est une représentation territoriale de l'apartheid : en abandonnant sa souveraineté sur une partie de son territoire, le gouvernement sud-africain réserve la nationalité sud-africaine à la minorité blanche en confinant la population noire dans des « Etats nationaux ». Cette atomisation de l'espace en 10 territoires ethniques, élaborée à la fin des années 40, formant un arc de cercle à l'Est du pays, suggère une partition politique du pays, mais s'est heurtée à l'impossibilité d'un développement économique autonome des homelands. La décentralisation décidée par M. Botha, en 1982, n'ayant eu aucun effet positif et l'opposition politique au système allant croissant ainsi que les conflits ethniques, l'avenir des homelands, actuellement au nombre de 41, est menacé, bien que leurs dirigeants forment à présent une force politique non négligeable.

3234. CARRIM, Yunus – « Trade unionism in Natal : shopfloor relations between Indian and African workers ». *South African Labour Bulletin* 11 (4), mars 86 : 44-64 ; tabl.
Résultats des interviews de 59 représentants d'organisations syndicales, bien implantées ou nouvelles, réalisées en octobre 1984 et janvier 1985 : la syndicalisation des travailleurs indiens dans chaque type de syndicat, les raisons de leur participation ou non-participation, les relations quotidiennes entre les ouvriers indiens et africains, le rôle joué par la direction des entreprises.

3235. HOLDEN, M.G. ; HOLDEN, P. – « Alternative measures of exchange rates and exchange rate policy in South Africa ». *The South African Journal of Economics* 53 (4), déc. 85 : 351-365 ; tabl., graph. ; bibliogr.
Depuis plusieurs années, la flexibilité du taux de change en Afrique du Sud est allée croissante. La politique de taux de change de ce pays, laisse en effet une grande place au marché. Cette flexibilité est parfois gênante pour la compétitivité de l'économie sud-africaine.

3236. LOMBARD, J.A. – « The evolution of the theory of economic policy ». *The South African Journal of Economics* 53 (4), déc. 85 : 315-332 ; bibliogr.
Depuis 1945, l'idée de politique économique en Afrique du Sud, a évolué dans un sens qui donne un rôle plus important aux interventions gouvernementales en matière économique. La démarche sud-africaine puise à la fois dans l'expérience britannique et dans l'expérience américaine.

Algérie

Voir aussi : n° 3442, 3765

3237. FONTAINE, Jacques – « Trame villageoise traditionnelle et réseau urbain moderne ; un exemple dans le Tell algérien : la wilaya de Béjaïa ». *Espace géographique* 14 (4), déc. 85 : 258-270 ; tabl., cartes ; résumé en anglais.

La wilaye de Bejaïa où se juxtaposent une plaine autrefois intensément colonisée et des montagnes où la colonisation a eu peu d'effets, est un exemple d'une mauvaise adaptation du modèle de développement local décidé par le gouvernement central.

3238. HENNI, Ahmed – « Les théories économiques de la monnaie à l'épreuve dans les sociétés en développement planifié : le cas de l'Algérie ». *Economies et sociétés* 20 (2), fév. 86 : 49-60 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Dans le cadre d'une économie à rationnement de capital, de bien durables et de certains biens de consommation comme l'économie algérienne, il existe une étroite connexion entre ces marchés et celui de la monnaie. Par ailleurs, la monnaie est également une expression de relations sociales ayant son historicité propre.

Allemagne (Rép. démocratique)

3239. « Ökonomische Verflechtung von Wissenschaft und Produktion » (Interdépendance économique entre la science et la production). *Einheit* 41 (1), 1986 : 12-39.

Suite d'articles consacrés aux liens entre la science et la production en RDA, et montrant comment la RDA essaie, par une coopération plus étroite entre science et pratique, d'atteindre l'objectif d'augmentation de la production économique.

3240. « Le XI congrès du Parti socialiste unifié d'Allemagne ». *RDA – Revue* 31 (5), 1986 : 2-16.

Compte rendu du Congrès qui s'est tenu à Berlin du 17 au 21 avril 1986 : extraits du rapport d'activité du Comité central du SED et du discours de M. Gorbatchev.

3241. PETIT, Benoit – « Structures et conditions de l'apprentissage du français en République démocratique allemande ». *Allemagnes d'aujourd'hui* (96), juin 86 : 64-80 ; bibliogr.

Pour les citoyens de RDA qui ont choisi le français comme langue de culture, d'information ou comme outil professionnel, la diffusion de la langue française passe par le Centre culturel français de Berlin, l'université et diverses associations.

Allemagne (Rép. fédérale)

Voir aussi : n° 3686

3242. BLUTH, Christoph – « SDI : the challenge to West Germany ». *International Affairs* 62 (2), print. 86 : 247-264.

La première réaction de la RFA à l'IDS a été négative. Mi-1984, cette position a évolué et s'oriente aujourd'hui vers une participation aux recherches mais un rejet de l'idée que la défense anti-missiles puisse à terme remplacer la dissuasion nucléaire.

3243. GÖHLER, Gerhard – « Vom Sozialismus zum Pluralismus. Politiktheorie und Emigrationserfahrung bei Ernst Fraenkel » (Du socialisme au pluralisme. Théorie politique et expérience de l'émigration chez Ernst Fraenkel). *Politische Vierteljahresschrift* 27 (1), mars 86 : 6-27 ; bibliogr.

Les émigrés allemands ont eu, après leur retour en 1945, une influence importante sur la renaissance de la science politique ouest-allemande. Ainsi, l'émigration aux Etats-Unis de Ernst Fraenkel a fait de lui un défenseur du pluralisme libéral, même si cette évolution du socialisme au pluralisme a d'autres origines.

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 3266

3244. « Politische Konflikte vor Gericht » (Les conflits politiques devant les tribunaux). *Vorgänge* 25 (2), mars 86 : 45-121.

Suite d'articles consacrés aux relations entre les conflits politiques et la justice : une des tâches de la juridiction dans un Etat démocratique est de restreindre l'action politique à ce qui est permis légalement et de punir tout manque de loyauté politique.

3245. FRITSCH, Kurt – « Vers un réel accroissement des forces ». *La nouvelle revue internationale* 29 (3), mars 86 : 78-90.

Le DKP (parti communiste d'Allemagne de l'Ouest) voit une augmentation croissante de ses adhésions et une consolidation de ses bases idéologiques. Le pacifisme, l'activité dans les entreprises et les syndicats constituent le principal de son action. La préparation du VIIIe Congrès se fait sous d'heureux auspices.

3246. HAUG, Frigga – « The women's movement in West Germany ». *New Left Review* (155), fév. 86 : 50-74.

La situation du mouvement féministe allemand est tout à fait paradoxale : le statut social et politique des femmes a considérablement progressé en RFA, en particulier grâce au relais actif du SPD et des Verts, mais le féminisme lui-même est affaibli et une certaine résignation apparaît. Analyse de ce mouvement, notamment de son aile socialiste, depuis la fin des années 60.

3247. HAUSEN, Wolfgang – « Wehrmacht und Bundeswehr. Ein Vergleich » (La Wehrmacht et la Bundeswehr. Une comparaison). *Deutsche Annalen* 15, 1986 : 113-139.

La naissance de la Wehrmacht, son comportement pendant le Troisième Reich avaient fait d'elle une force justifiée et respectée. Au contraire de la Bundeswehr qui, de par sa conception et son existence même, est une armée bien différente.

3248. KRIEGER, Hubert – « Arbeitsmarktsituation und politische Stabilität. Reaktionsformen abhängig Beschäftigter auf die Arbeitsmarktentwicklung 1975-1985 » (La situation du marché du travail et la stabilité politique. Les formes de la réaction à l'évolution du marché du travail dans la population salariée entre 1975 et 1985 en RFA). *Aus Politik und Zeitgeschichte* (17), 26 avr. 86 : 3-18 ; tabl., graph.

La situation difficile sur le marché du travail allemand restant le thème de politique intérieure le plus important, il est légitime d'analyser les réactions des personnes touchées ou pouvant l'être par le chômage : les liens traditionnels à un parti bien défini se défont et laissent place à un comportement antigouvernemental.

3249. MAYNTZ, Renate – « I quadri direttivi dell'amministrazione centrale nelle Repubblica federale tedesca ». *Quaderni costituzionali* 5 (3), déc. 85 : 521-538.

La principale caractéristique de la haute administration allemande est sa politisation, manifestée par l'existence d'un corps de « fonctionnaires politiques » dont la composition change selon les résultats politiques. Malgré ces fluctuations, ces fonctionnaires, bien formés, ont un rôle politique important et assurent, par l'homogénéité de leur recrutement, une continuité dans l'administration.

3250. VAN BERGH, Hendrik – Sicherheitsrisiko Deutschland. Eine nachrichtendienstliche Analyse » (L'Allemagne : un risque pour la sécurité. Une analyse du service de renseignements). *Deutsche Annalen* 15, 1986 : 96-112.

Les affaires d'espionnage de 1985 ont réveillé le thème de la sécurité. La sécurité en RFA n'est pas assurée car l'on court trop de risques comme le montre l'examen des services de renseignements. En outre, ce manque de sécurité menace l'Alliance Nord-Atlantique.

Questions sociales

Voir aussi : n° 3762, 3763

3251. « Der Paragraph 116 AFG in der Auseinandersetzung » (Le paragraphe 116 de la loi sur les revendications professionnelles dans la discussion). *Gewerkschaftliche Monatshefte* 37 (4), avr. 86 : 193-256.

Numéro spécial consacré à l'opinion des syndicats allemands à propos de la modification du paragraphe 116 : celle-ci constitue selon eux un pas supplémentaire dans le démantèlement des droits des salariés et dans l'affaiblissement des syndicats.

3252. L'intégration des réfugiés de l'Est

a. LÜTTINGER, Paul – « Der Mythos der schnellen Integration. Eine empirische Untersuchung zur Integration der Vertriebenen und Flüchtlinge in der Bundesrepublik Deutschland » (Le mythe de l'intégration rapide. Un examen empirique de l'intégration en RFA des personnes réfugiées ou expulsées). *Zeitschrift für Soziologie* 15 (1), fév. 86 : 20-36 ; tabl., graph. ; bibliogr.
L'analyse comparative de ces immigrants est-allemands et des Allemands nés à l'Ouest montre que la ségrégation existe : l'intégration de ces réfugiés sur le marché du travail est loin d'être une réussite, même s'il ne constituent pas une entité homogène et s'il existe des cas d'intégration achevée.

b. SCHAEFER, Karl Heinz – « Aufgaben und Organisation der öffentlichen Verwaltung zur Eingliederung von Spätaussiedlern und späten DDR-Zuwanderern » (Les tâches et l'organisation de l'Administration publique pour l'intégration des réfugiés récents et des émigrants récents en provenance de RDA). *Die Verwaltung* 19 (1), 1986 : 65-100.
Description de l'arsenal des mesures et d'aides publiques qui ont été développées pour la " tâche à long terme " d'intégration des émigrants de souche allemande des pays de l'Est.

3253. ALBER, Jens – « Der Wohlfahrtsstaat in der Wirtschaftskrise. Eine Bilanz der Sozialpolitik in der Bundesrepublik seit den frühen siebziger Jahren » (L'Etat-Providence dans la crise économique. Un bilan de la politique sociale en R.F.A. depuis le début des années 70). *Politische Vierteljahresschrift* 27 (1), mars 86 : 28-60 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Divers indicateurs montrent que les mesures sociales tendent à réduire les transferts et les dépenses ; les interventions de l'Etat ont été plutôt bien tolérées et n'ont nullement brisé la paix sociale en RFA : la plupart des Allemands sont d'ailleurs encore favorables à l'Etat-Providence.

3254. STRUMPEL, Burkhard et al. – « Konflikt und Solidarität im Zeichen hoher Arbeitslosigkeit » (Conflit et solidarité sous le signe d'un chômage élevé). *Aus Politik und Zeitgeschichte* (17), 26 avr. 86 : 19-36 ; tabl., graph.

Les demandeurs d'emploi ne sont pas les seuls à souffrir du chômage, qui tend à réduire les chances professionnelles de tous les salariés. Les Allemands sont confrontés à ce problème à des niveaux tels que : l'insatisfaction quant à leur réalisation professionnelle ou l'attitude collective adoptée face aux chômeurs et aux travailleurs immigrés.

3255. ZIMMERMANN, Klaus – « Beschäftigungspolitik mit der Umwelt ? Eine angebotsorientierte Kritik und umweltpolitische Perspektive » (Une politique de l'emploi avec l'environnement. Une critique orientée vers l'offre et une perspective de politique de l'environnement). *Zeitschrift für Wirtschafts-und Sozialwissenschaften* 106 (1), 1986 : 41-61 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Dans la situation actuelle, l'influence d'une politique de l'environnement sur l'emploi n'est pas envisageable en RFA. Mais la protection de l'environnement peut avoir à long terme un effet positif si l'on s'oriente vers une politique globale de l'offre, des investissements, et de la qualité de la production.

Economie et finances

3256. « Dezentrale Organisation – Ein Konzept für öffentliche Betriebe ? » (Organisation décentralisée : un concept pour les entreprises publiques ?), *Betriebswirtschaftliche Forschung und Praxis* (3), juin 86 : 201-268 ; tabl., graph.

Numéro consacré aux possibilités actuelles de décentralisation dans les entreprises publiques.

3257. « German equities. Making their mark ». *Euromoney* juin 86 *Supplément* : 64 p. ; tabl., graph.

Dossier consacré à la situation du marché des valeurs mobilières en RFA.

3258. COLLETIS, Gabriel – « Le financement du système productif. Les mécanismes de transfert Etat-Industrie : une comparaison France-Allemagne ». *Revue d'économie industrielle* (35), 1er trim. 86 : 79-102 ; tabl.

L'analyse des mécanismes de transferts en faveur de l'industrie de part et d'autre du Rhin (caractère structurel des interventions publiques dans l'industrie en RFA, volume considérable des aides publiques en France, pour compenser une compétitivité insuffisante) permet d'évaluer l'efficacité des politiques industrielles dans ces deux pays.

Relations économiques extérieures

3259. « West Germany and the Middle East ». *Middle East Economic Digest* 30 (25), 27 juin 86 *Supplément* 28 p. ; tabl.

Dossier : les relations commerciales entre la RFA et les pays arabes du Moyen Orient.

3260. KOHLER, Volkmar – « La politica tedesca in materia di sviluppo ». *Affari esteri* 18 (69), hiv. 86 : 46-59.

La politique allemande d'aide au développement vise à remédier aux problèmes structuraux des pays en développement, souvent occultés par la résolution des problèmes monétaires. Devant les semi-échecs de programmes-cadres ne prenant pas suffisamment en compte les caractéristiques politiques et économiques des pays concernés, l'effort allemand se concentre actuellement sur des accords bilatéraux et des subventions aux ONG mieux placées sur le terrain. D'autre part, la RFA œuvre en faveur d'une coopération mondiale élargie, en particulier au sein du GATT.

3261. MARTOWSKI, Adam ; WIECZORKIEWICZ, Andrzej – « Stan i perspektywy polsk – zachodnioniemieckiej wspołpracy gospodarczej » (L'état et les perspectives de la coopération économique RFA-Pologne). *Sprawy międzynarodowe* 389 (1), janv. 86 : 43-58 ; tabl.

L'accord sur la normalisation des relations entre la Pologne et la RFA signé en décembre 1970 a facilité le développement de la coopération économique entre les deux pays. Le contrat économique signé en 1974 comprenant la collaboration économique, industrielle et technique a élargi le développement de ces relations.

Argentine

Voir aussi : n° 3138, 3298, 3667

3262. ALFONSIN, Raul – « The transition to democracy in the Third World ». *Third World Quarterly* 8 (1), janv. 86 : 39-50.

L'Argentine offre au monde l'exemple d'une transition démocratique pacifique, bien que les problèmes à régler soient immenses. Le processus de démocratisation est un phénomène historique propre à chaque nation mais deux facteurs sont communs à toutes les expériences : la volonté du peuple et une vision à long terme, au-delà des difficultés immédiates.

3263. CALCAGNO, Alfredo Eric ; GATTO, Francisco – « Alcances y opaciones en la realidad argentina ». *Pensamiento iberoamericano* (8), déc. 85 : 137-170 ; tabl.

Analyse économique et sociale de l'évolution de l'agriculture argentine depuis 1960 et des alternatives de développement, conservatrice et progressiste, que la politique agricole du pays peut maintenant envisager.

3264. SALKIN, Yves – « Regard sur l'Argentine ». *Défense nationale* 42, juin 86 : 79-88 ; carte.

Après les années noires traversées par l'Argentine sous les diverses juntes militaires, l'arrivée au pouvoir de Raul Alfonsin fait briller quelques lueurs d'espoir : retour de la démocratie, début de rétablissement économique, retour en force sur la scène internationale. En effet, l'Argentine pourra s'imposer en Amérique latine, amarrer son destin à l'Europe et jouer un rôle majeur dans l'Atlantique-Sud.

Autriche

Voir aussi : n° 3225, 3763

3265. « Praxis der Politikwissenschaft » (La pratique de la science politique). *Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft* 14 (2), 1985 : 131-237 ; tabl. ; bibliogr., résumés en anglais.

Numéro consacré à l'ensemble des thèmes liés à la science politique et à sa pratique, qui ont été traités dans l'année par les différents ateliers de travail de la société autrichienne pour la science politique.

3266. KOHL, Alphonse – « Réformes récentes de la procédure civile en Allemagne fédérale et en Autriche ». *Revue de droit international et de droit comparé* 63 (1-2), 1986 : 27-71.

Le vote en Allemagne en 1976 de la Vereinfachungsnovelle et celui, intervenu en Autriche en 1983, de la Zivilverfahrensnovelle, sont des exemples de l'accélération et de la déformatisation de la procédure civile.

3267. LUIF, Paul – « Neutrality and external relations : the case of Austria ». *Cooperation and Conflict* 21 (1), 1986 : 25-41 ; tabl.

Etude empirique de la politique extérieure de l'Autriche fondée sur les statistiques concernant les représentations diplomatiques, les visites officielles en Autriche et à l'étranger, le commerce extérieur, la participation aux votes à l'ONU et l'attitude de l'Autriche face aux deux super-puissances pour déterminer le rôle et la place des petits pays neutres dans les relations internationales.

Bangladesh

Voir aussi : n° 3143

3268. ALAUDDIN, M. ; MUJERI, Mustafa K. – « Growth and change in the crop sector of Bangladesh : a disaggregated analysis ». *Journal of Contemporary Asia* 18 (1), 1986 : 55-74 ; tabl.

Malgré une croissance régulière de la production de céréales entre 1968 et 1980, celle-ci est restée inférieure à l'accroissement de la population entraînant ainsi un déficit alimentaire. Le rendement a augmenté dans tous les districts mais les différences entre eux demeurent importantes.

3269. BARKAT-E-KHUDA – « Age at mariage and fertility in a rural area of Bangladesh ». *Asian Profile* 13 (6), déc. 85 : 541-553 ; tabl. ; bibliogr.

La situation démographique dans les régions rurales du Bangladesh exige une baisse de la fécondité qui, étant donné la pratique insuffisante des moyens contraceptifs, doit être obtenue en relevant l'âge du mariage. Ceci ne pouvant pas être réalisé par des lois, faciles à tourner, il sera nécessaire de recourir à des mesures susceptibles d'y contribuer, comme l'éducation de la femme et certaines autres relatives à l'information.

3270. MOHABBAT KHAN, Mohammed – « The process of decentralisation in Bangladesh ». *Community Development Journal* 21 (2), avr. 86 : 116-125 ; bibliogr.

Le gouvernement arrivé au pouvoir au Bangladesh en 1982 a mis en œuvre un programme ambitieux de décentralisation administrative. Sur le plan de la participation des citoyens, but essentiel des réformes, cette réforme n'a pas été un succès.

Belgique

Voir aussi : n° 3757, 3762

3271. « Les Belges et leurs impôts ». *Reflets et perspectives de la vie économique* 25 (2-3), mars 86 : 89-218 ; tabl., graph.

Numéro consacré à tous les aspects de la fiscalité belge : les recettes publiques, l'IRPP, les investissements, les nouveaux produits fiscaux, les réformes fiscales et les professions fiscales.

3272. « Faut-il réformer la faillite ? Aspects économiques et juridiques ». *Annales de droit de Liège* (3), 1986 : 163-232 ; tabl.

Le nombre croissant de faillites en Belgique ; les perspectives actuelles de réforme des procédures collectives.

3273. « Pilier de la société belge, le mouvement ouvrier chétien en Flandre ». *Contradictions* (45-46), aut. 85 : 5-206.

Numéro spécial : historique de l'ACW (Algemeen Christelijk Werknemersverbond) et évolution de ses conceptions politiques et syndicales. Son évolution et ses contributions ; ses difficultés internes, sa place dans la vie sociale actuelle.

3274. ERGEC, R. – « Le contrôle juridictionnel de l'administration dans les matières qui se rattachent aux rapports internationaux : actes de gouvernement ou réserve du pouvoir discrétionnaire ? » *Revue de droit international et de droit comparé* 63 (1-2), 1986 : 72-134.

L'évolution du contrôle juridictionnel de l'administration en Belgique ; l'articulation de ce contrôle dans les matières qui se rattachent à la guerre, aux traités internationaux et aux autres actes diplomatiques.

3275. HARMEL, Pierre – « Quarante années de politique extérieure ». *La revue politique (1985)* (1), fév. 86 : 7-20.

L'évolution de la politique extérieure belge depuis quarante ans se caractérise par le passage de l'indépendance à l'interdépendance, la participation de plus en plus active aux activités des institutions multilatérales et organisations internationales, politiques soutenue dès le début par les courants doctrinaux et idéologiques de la démocratie chrétienne nationale et internationale.

3276. MABILLE, Xavier – « L'élection des conseils provinciaux et des sénateurs indirects ». *Courrier hebdomadaire du CRISP* (1110), 27 fév. 86 : 3-46 ; tabl.

Numéro consacré aux rapports des forces politiques dans les provinces entre 1965 et 1985, aux stratégies d'alliance et à la sélection des candidats à l'élection indirecte et à la cooptation lors des élections de 1981 et 1985.

3277. MAROY, Christian – « La mutation du paysage éducatif en Belgique francophone, crise et restructuration des institutions de formation ». *Contradictions* (47), 1986 : 73-97 ; bibliogr.

L'évolution de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'alphabétisation est la résultante de divers rapports sociaux confrontant des acteurs sur des enjeux sociaux.

Brésil

Voir aussi : n° 3211, 3667, 3720, 3729

3278. CASTRO, Ana Celia – « A industrialização incompleta da agricultura brasileira : a questão da heterogeneidade tecnológica ». *Pensamiento iberoamericano* (8), déc. 85 : 171-212 ; tabl. ; bibliogr.

Analyse de la modernisation agricole et des politiques économiques qui l'ont successivement orientée dans les années 1970 en vue d'évaluer les déséquilibres régionaux et productifs créés par les disparités du développement technique du secteur.

3279. FEARNSIDE, Philip M. – « Agricultural plans for Brazil's Grande Carajás Program : lost opportunity for sustainable local developement ? » *World Development* 14 (3), mars 86 : 385-409 ; carte, tabl. ; bibliogr.

Le plan de développement de la région de Grande Carajás en Amazonie pourrait transformer radicalement l'agriculture et les autres secteurs de l'économie. Les conséquences tant au niveau financier et social qu'au niveau de l'environnement seraient négatives pour la région : l'argent et la terre seraient canalisés vers les grands propriétaires contribuant ainsi à exacerber les conflits entre ces derniers et les plus démunis et les transformations de l'agriculture entraîneraient une détérioration de l'environnement. Voir à la suite, pp. 411-414 : HALL, Anthony L. : « More of the same in Brazilian Amazonia : a comment on Fearnside ».

3280. MUEL-DREYFUS, Francine ; MARTINS-RODRIGUES, Arakly – « Réincarnations : note de recherche sur une secte spirite de Brasilia ». *Actes de la recherche en sciences sociales* (62-63), juin 86 : 119-134.

Le Vale do Amanhecer, à 60km de Brasilia, est une communauté d'inspiration spirite et de caractère millénariste qui prétend regrouper aujourd'hui 70 000 adeptes : analyse des trajectoires sociale et religieuse des leaders de la secte.

3281. ROETT, Riordan – « The transition to democratic government in Brazil ». *World Politics* 38 (2), janv. 86 : 371-382 ; bibliogr.

Les militaires qui avaient pris le pouvoir au Brésil en 1964, se sont retirés en 1985 sous la pression populaire au profit d'un Président démocratiquement élu. Contrairement à certains pays voisins, le régime démocratique du Brésil est dans la bonne voie pour réussir, malgré tous les problèmes sociaux et économiques que les militaires lui ont légués.

3282. TAYLOR, Timothy G. et al. – Agricultural credit programs and production efficiency : an analysis of traditional farming in Southeastern Minas Gerais, Brazil ». *American Journal of Agricultural Economics* 68 (1), fév. 86 : 110-119 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les effets des programmes de subventions sur la productivité agricole dans les pays en développement, sont toujours incertains. Ainsi, dans le Minas Gerais au Brésil, le programme PRODEMATA n'a eu aucun effet sur la rentabilité technique et un léger effet négatif sur l'allocation des ressources.

Cameroun

3283. BAUMANN, Eveline – Zur Problematik des informellen Gewerbes im ländlichen Raum : am Beispiel einer Kleinstadt in Zentralkamerun » (La problématique du secteur informel en espace rural : l'exemple d'une petite ville dans le centre du Cameroun). *Afrika Spectrum* 20 (3), 1985 : 313-325 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en français.

Dans les pays en voie de développement, les activités informelles conditionnent la vie économique des centres ruraux, comme le montre l'étude d'un centre rural du Cameroun. Or, loin de constituer la prolongation logique du travail de la terre et d'être intégrées au milieu agricole, elles produisent surtout des biens et services modernes destinés aux couches aisées du centre rural.

3284. DINKA, Goyi – « Pour un nouveau contrat social ». *Peuples noirs – peuples africains* 9 (50), avr. 86 : 50-65.

Après que l'accord et la Constitution de Foumban qui devraient concrétiser l'Union des deux Etats du Cameroun aient été abolis par le coup d'Etat d'Ahidjo en 1972, le Cameroun est retourné à une situation de désintégration nationale, à laquelle il faut à présent que P. Biya remédie en mettant en place pacifiquement l'Union administrative et politique des deux Etats.

3285. DOMATOB, Jerry Kombia – « Radio Cameroun and rural exodus : policy and problems ». *Présence africaine* (135), 3e trim. 85 : 22-38 ; tabl.

Devant l'importance de l'exode rural et des problèmes qu'il pose, Radio Cameroun a programmé des émissions destinées particulièrement au monde rural, axées sur les problèmes de santé et d'agriculture. Mais ces programmes, réalisés en français ou en anglais, ne peuvent être accessible qu'à une minorité et le bilan de cette action est presqu'entièrement négatif.

Canada

Voir aussi : n° 3341, 3604, 3757

3286. « The Macdonald report : twelve reviews » *Canadian Public Policy* (12), fév. 86 : 1-132 ; bibliogr.

Numéro spécial consacré à une étude critique du rapport Macdonald publié en 1985 et consacré à l'union économique et aux perspectives de développement

du Canada. Les points de vue de quinze économistes sur certaines des recommandations du rapport dans divers domaines : le rôle économique de l'Etat, la politique du commerce extérieur, la politique de la croissance, la politique sociale, les relations industrielles, les institutions fédérales.

3287. « Les minorités : le temps des solutions ». *Langue et société* (17), mars 86 : 1-66 : texte en français et anglais.

Numéro spécial comportant les actes du colloque qui s'est tenu à Ottawa et à Hull en octobre 1985 sur les difficultés rencontrées par la minorité francophone du Canada et la nécessité de prendre des mesures de nature à défendre la francophonie dans le pays.

3288. Les sciences sociales

a. « Situation de la recherche sur le " Canada français ", 1962-1984 ». *Recherches sociographiques* 26 (1-2 et 3), 1985 : 11-208 et 319-526.
Deux suites d'articles sur les recherches entreprises sur le Canada français : la modernisation de l'historiographie, la recherche sur la culture, la pensée économique et la sociologie.

b. BRYM, Robert J. – « Anglo-Canadian sociology ». *La sociologie contemporaine. Current Sociology* 34 (1), print. 86 : 152 p. ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en français.
Numéro retraçant l'histoire de la sociologie au Canada anglais depuis la fin du dix-neuvième siècle et présentant les principaux débats théoriques et découvertes empiriques depuis 1960 dans trois domaines particuliers : le développement et le sous-développement économique, la politique et la stratification par groupe ethnique et classe sociale.

3289. BELANGER, Jacques ; MERCIER, Jacques – « Le plafonnement de la densité syndicale au Québec et au Canada ». *Relations industrielles* 41 (1), 1986 : 28-53 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Certains facteurs d'ordre structurel au niveau de l'emploi et de la main-d'œuvre et d'ordre institutionnel expliquent le phénomène actuel de stagnation de la densité syndicale au Canada, notamment le régime des rapports collectifs du travail et la tertiarisation de l'économie.

3290. BLAIS, André et al. – « La dynamique de l'aide financière directe du gouvernement fédéral à l'industrie manufacturière au Canada ». *Canadian Journal of Political Science* 19 (1), mars 86 : 29-52 ; tabl. ; résumé en anglais.

Entre 1960 et 1980, l'aide financière fédérale directe à l'industrie manufacturière n'est pas négligeable : elle augmente sensiblement jusqu'en 1971, puis diminue. On peut l'interpréter comme un mécanisme de compensation à la réduction de la protection tarifaire et elle semble peu influencée par la conjoncture économique.

3291. CHANDLER, Marsha A. – « Constitutional change and public : the impact of the resource amendment (section 92 A) ». *Canadian Journal of Political Science* 19 (1), mars 86 : 103-126 ; résumé en français.

L'article 92 A de la Constitution canadienne de 1982 clarifie le rôle des provinces dans le développement des ressources naturelles et accroît leur autorité législative.

3292. DENIGER, Marc-André ; RENÉ, Jean-François – « La jeunesse québécoise entre la désillusion et la rage ; apolitisme ou nouvelles formes de résistance ». *Contradictions* (47), 1986 : 31-47.

Alors que le discours officiel décrit la jeunesse comme un tout homogène et utilise pour cela une terminologie technocratique, la jeunesse québécoise vit une certaine effervescence canalisée par le Regroupement autonome des jeunes qui organise une certaine forme de résistance et de transgression de l'ordre social.

3293. HARRIS, Richard – « Home ownership and class in modern Canada ». *International Journal of Urban and Regional Research* 10 (1), mars 86 : 67-86 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en espagnol, en français et en allemand.

L'accession à la propriété immobilière concerne un nombre croissant de personnes ; elle s'étend à des classes sociales de plus en plus larges. Ainsi au Canada, la propriété en milieu urbain est le fait des classes moyennes et des cadres d'une part, et des personnes non salariées travaillant à leur compte, d'autre part.

3294. OSBERG, Lars et al – « The incidence and duration of individual unemployment : supply side or demand side ». *Cambridge Journal of Economics* 10 (1), mars 86 : 13-33 ; bibliogr.

Analyse d'une étude empirique réalisée au Canada, permettant de tester les hypothèses des diverses théories sur le chômage, notamment l'approche en terme de capital humain et de segmentation du marché du travail.

3295. STEWART, Ian – « Friends at court : federalism and provincial elections on Prince Edward Island ». *Canadian Journal of Political Science* 19 (1), mars 86 : 127-150 ; tabl. ; résumé en français.

Pour 16 élections provinciales sur 21, entre 1905 et 1984, les électeurs de l'île du Prince Edouard ont appuyé le parti au pouvoir dans le gouvernement fédéral. Cette fidélité a même été souvent un des enjeux principaux des campagnes électorales et la déviation à la norme lors de l'élection de 1982 ne représente pas un changement fondamental dans les orientations politiques des résidents de l'île.

Chili

Voir aussi : n° 3138, 3359

3296. Les perspectives de la démocratie

a. BOENINGER, Edgardo – « The Chilean road to democracy ». *Foreign Affairs* 64 (4), print. 86 : 812-832.
Il existe aujourd'hui au Chili des chances de réussite pour une transition pacifique vers la démocratie, accompagnées, il est vrai, de risques non-négligeables de polarisation et de confrontation. Mais les forces démocratiques gagnent du terrain et l'Accord national qui regroupe l'opposition de gauche, du centre et des indépendants de droite, représente une menace certaine pour Pinochet.

b. FALCOFF, Mark – « The coming crisis in Chile ». *Policy Review* (34), aut. 85 : 18-24.
Le régime militaire chilien se présente comme le seul rempart contre le communisme. Les Etats-Unis devraient néanmoins prendre conscience du fait qu'en soutenant la dictature, ils empêchent l'émergence d'une alternative démocratique et renforcent indirectement les forces marxistes léninistes.

c. VUSKOVIC, Pedro – « Perspectives of the political struggle in Chile ». *Contemporary Marxism* (11), aut. 85 : 126-137.
Depuis 1983, le combat contre la dictature a pris au Chili un nouveau tour, en passant d'une résistance silencieuse et défensive à une offensive ouverte contre le régime, aboutissement d'un long processus de gestation, et qui a exigé beaucoup d'efforts : de nombreux changements dans les positions de la dictature et des forces d'opposition en sont résultés.

3297. PINTO, S.C., Aníbal – « Estado y empresa privada : una visión retrospectiva de la experiencia chilena ». *El trimestre económico* 53 (1), mars 86 : 105-148.

Historique du rôle de l'Etat dans la vie économique et de ses rapports avec l'entreprisee privée au Chili de 1891 à 1964 – une contribution au débat que suscite actuellement l'échec de l'expérience monétariste.

3298. TIANO, Susan – « Authoritarianism and political culture in Argentina and Chile in the mid-1960s ». *Latin American Research Review* 21 (1), 1986 : 73-98 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Etude comparative de la culture politique des ouvriers chiliens et des ouvriers argentins, et plus particulièrement des facteurs favorisant la préférence pour des valeurs traditionnelles ou autoritaires, à partir d'une enquête menée en 1965.

Chine

3299. « La Chine ». *Historiens et géographes* (309), avr. 86 : 1069-1182.

Dossier sur la Chine ancienne et sur son évolution politique et économique depuis vingt ans. Voir notamment : MARCHISIO, Hélène : n° 3314.

3300. GOODMAN, David S.G. – « The national CCP conference of september 1985 and China's leadership changes ». *The China Quaterly* (105), mars 86 : 123-130.

La Conférence nationale du PCC qui s'est tenue en septembre 1985 a examiné le projet de 7e plan quinquennal mais surtout procédé à la nomination de nouveaux membres dans les organisations du Parti. Désormais, la génération de la révolution de 1949 n'est plus majoritaire dans les instances dirigeantes.

3301. HOU REN-ZHI – « Evolution of the city plan of Beijing ». *Third World Planning Review* 8 (1), fév. 86 : 5-17 ; cartes.

Description de l'évolution de la ville de Pékin depuis la fin du 13e siècle jusqu'à nos jours et notamment depuis 1949. Les projets de modernisation et de développement de la capitale doivent répondre à deux nécessités : faire de Pékin le centre culturel et politique du pays, satisfaire les besoins nouveaux tout en conservant les traditions et les beautés du passé ; le plan d'urbanisme de 1983 respecte ces deux impératifs.

3302. KOKUBUN, Ryosei – « The politics of foreign economic policy-making in China : the case of plan cancellations with Japan ». *The China Quarterly* (105), mars 86 : 19-44.

En 1980-81, pour des raisons économiques et idéologiques, la Chine a décidé de suspendre ses contrats d'implantations d'usines avec l'étranger, le Japon étant le premier pays concerné. L'étude du cas particulier de l'usine sidérurgique de Baoshan montre que la décision d'abroger les contrats (comme celle de les signer) a été prise au plus haut niveau et a traduit une réorientation de la politique d'investissements de la Chine aux dépens de l'industrie lourde.

3303. TAAKE, Hans-Helmut – « Entwicklungsländer als Geber. Das Beispiel China » (Les pays en voie de développement en tant que " donneurs ". L'exemple de la Chine). *Europa Archiv* 41 (8), 25 avr. 86 : 231-236.

L'essor économique de certains pays en voie de développement ainsi que les critiques de ces pays vis-à-vis de l'aide au développement justifient la question suivante : ces pays ne sont-ils pas eux-mêmes désormais capables de fournir une aide au développement ?

3304. TIN-YU TING ; HSIN-MU CHEN – « Involuntary family size : an evaluation of mainland China's one child family policy ». *Issues and Studies* 22 (2), fév. 86 : 45-63 ; tabl.

La politique coercitive d'un enfant par famille qui se donne pour objectif d'atteindre une croissance démographique égale à zéro en l'an 2000 se heurte à un certain nombre de résistances locales et aura comme conséquence un vieillissement important de la population.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 3357, 3487

3305. AMU-BRAFIH KORSAH, Nana – « The impact of the cultural revolution on China's foreign policy in retrospect ». *The Korean Journal of International Studies* 17 (2), print. 86 : 47-62.

Pendant la révolution culturelle, la politique étrangère de la Chine a connu deux étapes : la première, de 1963 au début de 1965, est fondée sur la stratégie du front uni proposée par Mao, la seconde de 1965 à 1967 insiste sur la pensée militaire de Mao. En tout état de cause pendant cette période la politique intérieure a primé sur la politique extérieure.

3306. CABESTAN, Jean-Pierre – « La politique étrangère chinoise vue des Etats-Unis ». *Défense nationale* 42, mai 86 : 117-130.

Les Américains jugent de façon différente la politique étrangère chinoise, selon qu'il s'agit du Pentagone, du département d'Etat ou du lobby protaïwanais : tout le monde s'accorde à reconnaître cependant le tournant de 1982, l'amélioration des relations sino-soviétiques, le léger refroidissement entre les Etats-Unis et la Chine, et les divisions au sein de la direction du parti communiste chinois.

3307. POLLACK, Jonathan D. – « China's changing perceptions of East Asian security and development ». *Orbis* 29 (4), hiv. 86 : 771-794.

Les réformes politiques et économiques mises en œuvre en Chine depuis 1978 ont des conséquences potentielles sur l'équilibre stratégique de l'Asie. L'objectif des leaders actuels est de faire de la Chine une grande puissance indépendante, objectif lié au succès des réformes économiques mises en œuvre et à la capacité de Deng d'« institutionnaliser » les réformes politiques sans qu'elles puissent être remises en cause par ses successeurs.

Vie culturelle et scientifique

3308. McCORMICK, Robert – « The radio and television universities and the development of higher education in China ». *The China Quarterly* (105), mars 86 : 72-94 ; tabl.

L'enseignement universitaire diffusé à la radio et à la télévision forme le plus important réseau d'enseignement à distance du monde puisqu'il couvre toutes les provinces chinoises, excepté le Tibet. Le système est très décentralisé et touche essentiellement les zones urbaines.

3309. ROBINSON, Jean C. – « Decentralization, money and power. The case of people-run schools in China ». *Comparative Education Review* 30 (1), fév. 86 : 73-88 ; tabl.

Les « écoles du peuple », d'initiative populaire et villageoise, existent en Chine depuis les années 40. Leur fortune diverse, témoignant de la lutte entre pouvoirs locaux et cadres du parti dans les années 50-60, puis de l'opposition ville-campagne, exprime les difficultés de la décentralisation en matière d'éducation, qui a exacerbé les tensions entre pouvoirs locaux et cadres de l'administration centrale. Après une recrudescence pendant la Révolution culturelle, elles subsistent actuellement comme des établissements de bas statut et de bas niveau.

3310. SAH, Edward K. – « Peking's educational thoughts and policies ». *Issues and Studies* 22 (2), fév. 86 : 29-44.

Jusqu'en 1976 et particulièrement pendant la Révolution culturelle, la Chine a eu une politique hostile vis-à-vis des intellectuels et des étudiants jugés anti-révolutionnaires, mais à partir de 1976, Deng Xiao-ping a révisé cette politique, accordant une importance majeure à l'enseignement supérieur, source des cadres dont l'économie chinoise manquait et adoptant une attitude d'ouverture vis-à-vis des intellectuels.

Economie et finances

3311. La décollectivisation rurale

a. UNGER, Jonathan – « The decollectivization of the Chinese country-side : a survey of 28 villages ». *Pacific Affairs* 58 (4), hiv. 86 : 585-606.
L'interview de 28 Chinois ayant quitté leur village pour travailler à Hong Kong et y retournant régulièrement permet d'envisager la décollectivisation agricole de façon différente de la version officielle : en particulier elle fut imposée par les pouvoirs publics et non choisie par les villages. En restaurant l'exploitation familiale et en encourageant la pratique de métiers non-agricoles, cette politique a considérablement relevé le niveau de vie et peut être considérée comme une réussite.

b. ZWEIG, David – « Prosperity and conflict in post-Mao rural China ». *The China Quarterly* (105), mars 86 : 1-18 ; graph.
Depuis 1983, l'encouragement à l'enrichissement des agriculteurs a engendré des conflits sociaux dans les milieux ruraux, entre exploitations individuelles et exploitations collectives et donné naissance à des activités illégales. Les conflits risquent de se durcir mais ils ne pourront empêcher la poursuite du mouvement de privatisation de l'économie rurale.

3312. BACHMAN, David – « Differing visions of China's post Mao economy. The ideas of Chen Yun, Deng Xiaoping and Zhao Ziyang ». *Asian Survey* 26 (3), mars 86 : 292-321.

L'analyse comparée des théories économiques et de l'influence de Chen Yun, Deng Xiaoping, et Zhao Ziyang montre que, s'ils n'accordent pas la même importance à l'ouverture sur l'étranger, au rôle du marché, ni à celui du parti, ils reconnaissent tous les trois la nécessité d'une modernisation économique, et les réformes actuellement engagées en Chine résultent de leurs trois contributions.

3313. LEE, Peter Nan-shong – « Enterprise autonomy in post-Mao China : a case study of policy-making, 1978-83 ». *The China Quarterly* (105), mars 86 : 45-71 ; tabl.

De 1978 à 1983, les réformes du système économique chinois ont été lentes et en fin de compte relativement limitées, ce qui s'explique par les contraintes du processus décisionnel. L'étude de la réforme de l'autonomie des entreprises fait apparaître le caractère progressif des réformes de l'après-maoisme.

3314. MARCHISIO, Hélène – « La réforme de l'agriculture chinoise ». *Historiens et géographes* (309), avr. 86 : 1080-1120 ; tabl., carte.

Depuis 1978 les campagnes chinoises ont connu de profondes transformations ; dans une première étape les communes populaires ont été abolies et d'autres organismes ont été créés tandis que la famille paysanne devenait le pivot autour duquel s'organisait la production. A l'ancienne trilogie : commune, brigade, équipe s'est substituée une nouvelle : canton, village, groupe de liaison. Un des buts de cette réforme est de diversifier et de spécialiser les activités agricoles.

Chine (Taïwan)

Voir aussi : n° 1295, 2698, 3145, 3729

3315. « Ninth medium term economic development plan for Taïwan (1986-1989). Targets and basic policies ». *Industry of Free China* 65 (1), 25 janv. 86 : 13-30 ; tabl.

Le IXe plan de développement économique (1986-1989) de Taïwan a fixé à 6,5 % le taux de croissance économique annuelle et de 2,5 % le plafond de l'inflation en termes d'indice des prix de gros. Le secteur industriel et le secteur des services demeureront les principaux moteurs de la croissance économique, à laquelle contribuera également une consommation inférieure accrue et encouragée.

3316. ARRIGO, Linda Gail – « Economic and political control of women workers in multinational electronics factories in Taïwan : martial law coercion and world market uncertainty ». *Contemporary Marxism* (11), aut. 85 : 77-95 ; tabl. ; bibliogr.

A Taïwan, une dictature technocratique militaire fait régner un climat propice à attirer des capitaux étrangers et à leur assurer des exportations rentables. Il en résulte une exploitation de la main-d'œuvre, en particulier de femmes, même si l'ensemble du pays a connu un léger mieux-être, à la suite du boom économique.

3317. GAI, Kenneth C.S. – « The development of higher education in the Republic of China ». *Asian Thought and Society* 10 (30), nov. 85 : 157-164.

La République de Chine mène depuis trente ans une vigoureuse politique de développement de l'enseignement supérieur en s'attachant au contrôle de la qualité des enseignements, en octroyant à ce secteur des dotations budgétaires importantes et en privilégiant les formations rentables.

3318. LEETAITO – « Taiwan and Southeast Asia. (Realpolitik par excellence ?) » *Contemporary Southeast Asia* 7 (3), déc. 85 : 209-220.

Dans les années 1970, l'évolution de la situation politique en Asie du Sud-Est a conduit à une rupture des relations diplomatiques entre Taïwan et les pays de l'ASEAN. Taipei a toutefois cherché à maintenir officieusement des relations avec certains pays et souhaite développer des liens économiques dans la région.

Corée du Sud

Voir aussi : n° 3729

3319. Le développement économique

a. CHAPONNIERE, J.R. – « Industrial development in Singapore and South Korea : a challenge to development economics ». *Contemporary Southeast Asia* 7 (2), sept. 85 : 127-145 ; tabl.

Singapour et la Corée du Sud, deux pays nouvellement industrialisés, ont su choisir un modèle de développement économique approprié en basant leur stratégie industrielle sur la promotion des exportations.

b. YOUNG, Soogil – « A global outlook from the old hermit kingdom ». *The World Economy* 9 (1), mars 86 : 51-64 ; tabl.

Progressivement, la République de Corée s'est hissée au rang des plus grandes économies mondiales. Ses performances économiques récentes sont très encourageantes alors que son endettement extérieur n'a pas encore atteint un niveau alarmant. Ce pays devrait, pour parfaire sa position, développer la coopération dans le Pacifique et se rapprocher des pays en développement.

3320. COLBERT, Evelyn – « Japan and the Republic of Korea : yesterday, today, tomorrow ». *Asian Survey* 26 (3), mars 86 : 273-291.

Grâce à la personnalité de Nakasone et de Chun Doo Hwan, le Japon et la Corée commencent à surmonter les rancœurs et l'hostilité historique qui caractérisent les relations entre les deux pays. Si les relations économiques se sont développées rapidement grâce aux hommes d'affaires japonais, les relations politiques, restent lentes à se nouer et sont souvent émaillées d'incidents.

Côte-d'Ivoire

Voir aussi : n° 3773

3321. « Côte-d'Ivoire ». *Afrique agriculture* 11 (128), avr. 86 : 12-23 ; tabl.

Dossier consacré à la situation et à la politique agricoles, notamment à la part du budget spécial d'investissement allouée à l'agriculture. Voir aussi pp. 10-11 : « Interview de Philippe Gbetibouo ; directeur général de la Mutuelle agricole de Côte d'Ivoire ».

3322. « L'industrie ivoirienne : stratégie de son développement ». *Marchés tropicaux et méditerranéens* 41 (2094), 27 déc. 85 : 152 p. ; tabl.

Les industries de transformation des ressources naturelles ; les industries de biens d'équipement et de consommation ; les investissements et le financement de l'industrie ivoirienne ; la coopération industrielle internationale.

3323. FOIRRY, Jean-Pierre – « L'évolution conjoncturelle de la Côte-d'Ivoire de 1960 à 1983 : quelques facteurs explicatifs de la crise actuelle ». *Le mois en Afrique* 21 (243-244), mai 86 : 70-80 ; tabl.

Après avoir connu entre 1960 et 1977 une période de croissance que l'on qualifia alors de miracle ivoirien, l'économie ivoirienne, système de libéralisme planifié à dépendance conjoncturelle, est entré en 1978 dans un processus de dépression ininterrompue qu'un premier programme de stabilisation (1981-83) n'a pu enrayer.

Cuba

Voir aussi : n° 2434

3324. CRAHAN, Margaret E. – « Cuba : religion and revolutionary institutionalization ». *Journal of Latin American Studies* 17 (2), nov. 85 : 319-340 ; bibliogr.

La Constitution cubaine de 1975 garantit la liberté de conscience, mais l'Eglise catholique est marginalisée, sans ressources et sans publications à l'exception de divers bulletins paroissiaux, tandis que ses fidèles n'ont pas accès aux hautes fonctions dans l'Etat. L'Eglise catholique à Cuba est institutionnellement la plus faible de toute l'Amérique latine.

3325. CUESTA, Anthony – « Le castrisme est-il réversible ? » *Politique internationale* (31), print. 86 : 89-97 ; résumés en anglais et en espagnol.

Entretien conduit par Jackie Simon, avec A. Cuesta qui après avoir combattu Batista aux côtés de Fidel Castro, lutte depuis près de 30 ans contre le régime cubain, et attend le soulèvement d'une opposition de plus en plus grande à Fidel Castro. Voir à la suite, pp. 99-107 : BRYANT, Anthony : « Cuba : les illusions perdues ».

3326. GROVER, Mark J. – « Prelude to Luanda : the Cuban in Africa before 1975 ». *International Review of History and Political Science* 22 (4), nov. 85 : 1-12 ; tabl. ; bibliogr.

En mai 1975, des navires cubains ont amené dans le port de Luanda, en Angola, des milliers de soldats cubains et des tonnes de matériel de guerre. Ces militaires venaient renforcer les rangs de ceux qui, dès le début des années 60, opéraient en Afrique, soit en intervenant directement dans différentes actions, soit en servant comme conseillers dans certains pays.

Egypte

3327. « Egypt ». *Middle East Economic Digest* 30 (24), 20 juin 86 *Supplément* : 28 p.

L'Egypte doit faire face à une situation économique qui se détériore rapidement : chute des recettes pétrolières, déficit budgétaire et de la balance des paiements. Dans un contexte politique difficile, le gouvernement Moubarak s'efforce de mettre en œuvre les réformes nécessaires.

3328. ADAMS, Richard H. – « Bureaucrats, peasants and the dominant coalition : an Egyptian case study ». *The Journal of Development Studies* 22 (2), janv. 86 : 336-354 ; tabl. ; bibliogr.

L'analyse de l'action des autorités égyptiennes au niveau local montre que la bureaucratie locale ne joue pas toujours un rôle économique ou politique déterminant ; ceci va contre les idées habituellementt émises dans ce domaine. Ces bureaucrates manquent parfois de moyens pour accomplir pleinement leur mission.

3329. AMMOUN, Denise – « Egypte : un interview de Boutos B.Ghati ». *Les cahiers de l'Orient* (2), 2e trim. 86 : 57-68.

Le chef de la diplomatie égyptienne fait le point sur les accords de Camp David, le traité de paix égypto-israélien et les différents problèmes qui secouent aujourd'hui le monde arabe.

3330. BUCHT, Birgitta ; EL-BADRY, M.A. – « Reflections on recent levels and trends of fertility and mortality in Egypt ». *Population Studies* 40 (1), mars 86 : 101-113 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La fécondité a décliné en Egypte entre 1964 et 1972 puis elle a augmenté entre 1973 et 1979 pour des raisons qui n'ont pu être établies avec précision. De même, des difficultés existent quant à l'évolution du taux de mortalité infantile car, si les recensements ont régulièrement eu lieu, leur mauvaise organisation ne permet pas d'accorder une fiabilité absolue à leurs résultats.

3331. KEPEL, Gilles – « Egypte : le Rais, les mutins et le baril ». *Les cahiers de l'Orient* (2), 2e trim. 86 : 69-82.

Les émeutes du 25 au 28 février dernier traduisaient un mécontentement populaire profond, au-delà des problèmes spécifiques des conscrits et s'inscrivaient dans un contexte de crise politique et économique. Ce ne sont donc pas des mesures ponctuelles mais le desserrement des contraintes économiques que le pouvoir doit mettre en œuvre.

3332. LASKIER, Michael M. – « From war to war, the Jews of Egypt from 1948 to 1970 ». *Studies in Zionism* 7 (1), print. 86 : 111-147 ; tabl.

Alors que la situation des Juifs en Egypte était restée stable et sans problème jusqu'en 1945, les événements de 1948 et les défaites de 1956 et 1967 ont entraîné une politique répressive vis-à-vis de cette communauté suspectée de comploter contre le régime. Cette attitude a entraîné une importante émigration soit vers Israël, soit vers l'Europe ou les Etats-Unis.

Espagne

3333. « Economía y política de la peseta ». *Información comercial española* (632), avr. 86 : 3-206.

Numéro spécial sur différentes questions concernant l'évolution des taux de change et leur contrôle en Espagne : les rapports avec le dollar et le mark, l'entrée

de l'Espagne dans le SME, offre de monnaie et type de change, les transactions invisibles.

3334. « Enrique Tierno Galván. El hombre, el intelectual y el político ». *Sistema* (71-72), juin 86 : 214 p.

Numéro spécial : la pensée et l'action de E. Tierno Galván (1918-1986), professeur de droit, militant socialiste, maire de Madrid...

3335. IBAÑEZ, Perfecto Andrès – « Magistratura e sistema politico ». *Democrazia e diritto* 26 (2), avr. 86 : 167-181.

Après des années d'intégration de la magistrature espagnole au système franquiste, la constitution d'un conseil supérieur de la magistrature, en 1980, n'a pas changé l'orientation conservatrice du corps qui n'a pas pris en main, par exemple, le problème de la corruption. La loi organique du 1er juillet 1985, visant à sa réforme, n'en a pas modifié la substance mais a innové quant à son mode d'élection, ouvrant ainsi plus largement ses portes au courant progressiste. Cette réforme fait du pouvoir judiciaire un élément à part entière du système politique et non plus une émanation de l'exécutif.

3336. MIGUELEZ, Faustino – « L'esperienza neocorporativa ». *Democrazia e diritto* 26 (12), avr. 86 : 133-166 ; bibliogr.

La forte sensibilisation des syndicats espagnols à leur responsabilité dans l'ouverture démocratique et la lutte contre la crise économique ont abouti à une stratégie néo-corporative illustrée par le pacte de la Moncloa en 1977 et l'accord national pour l'emploi de 1981. Cette stratégie n'a cependant pas permis une véritable participation des syndicats à la politique économique et à la réforme des relations industrielles.

3337. PAYNE, Stanley G. – « Fascism and right authoritarianism in the Iberian world the last twenty years ». *Journal of Contemporary History* 21 (2), avr. 86 : 163-177.

Malgré l'avalanche de publications, qui a eu lieu en Espagne depuis 1975, consacrées sous diverses formes (dont de nombreux mémoires de phalangistes) aux régimes autoritaires de Primo de Rivera et Franco, l'examen détaillé de cette historiographie révèle des lacunes, en particulier dans le domaine d'études comparées Espagne/Portugal.

3338. PÉREZ-DÍAZ, Victor – « Politica economica e patti sociali in Spagna durante la transizione ». *Stato e mercato* (16), avr. 86 : 57-91 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Les aspects néo-corporatistes de la politique économique du gouvernement espagnol pendant la phase de transition vers la démocratie, de 1977 à 1982, ont permis la relance d'une économie de marché dans un climat de confiance ; mais la redistribution des revenus, en privilégiant trop fortement le secteur public, a érodé l'économie et créé une rigidité que le gouvernement socialiste doit à présent surmonter.

3339. PIERINI, Marco – « La lunga marcia del PSOE ». *Democrazia e diritto* 26 (2), avr. 86 : 113-132 ; tabl.

La longue marche du Parti socialiste espagnol vers le pouvoir, acquis en 1982, se caractérise par son extraordinaire capacité d'adaptation : l'essor donné par l'arrivée de leaders jeunes lui a permis, dès sa légalisation en 1977, de se placer comme le deuxième parti du pays. La tradition républicaine espagnole, les difficultés de l'UCD d'Adolfo Suarez et du PCE et son évolution idéologique vers le centre ont abouti au triomphe de 1982.

Etats-Unis

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 3553, 3730

3340. « Civil rights movements : the legacy of Martin Luther King, Jr ». *Phylon* 47 (1), mars 86 : 1-100.

Numéro spécial consacré au mouvement des droits civiques, à son développement dans les années soixante et à ses prolongements actuels, ainsi qu'au rôle joué par Martin Luther King.

3341. « The United States and the exclusive economic zone : issues and opportunities ». *Ocean Developement and International Law* 15 (3-4), 1985 : 217-375 ; cartes.

Numéro spécial consacré au développement de la zone économique exclusive des Etats-Unis, proclamée en mars 1983 : la recherche scientifique sous-marine, l'exploitation des ressources, les transports maritimes et les pêcheries, les conséquences sur les relations avec le Canada et le Mexique.

3342. BERGER, Vivian O. – « The Supreme Court and defense counsel : old roads, new paths. A dead end ? » *Columbia Law Review* 86 (1), janv. 86 : 9-116.

L'avocat de la défense dans la procédure judiciaire américaine : son rôle au regard du droit pénal et de la jurisprudence.

3343. CAMPBELL, James E. – « Predicting seat gains from presidential coattails ». *American Journal of Political Science* 30 (1), fév. 86 : 165-183 ; tabl. ; bibliogr.

Aux élections au Congrès, l'élection présidentielle apporte un gain de sièges au parti du Président, comme le prouvent des analyses sur trois périodes : 1944-1980, 1900-1940 et 1900-1980.

3344. CONOVER, Pamela Johnston ; FELDMAN, Stanley – « Emotional reactions to the economy : I'm mad as hell and I'm not going to take it anymore ». *American Journal of Political Science* 30 (1), fév. 86 : 50-78 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les réactions émotionnelles devant leur situation économique ou celle du pays dans son ensemble, qu'elles soient positives ou négatives, influent directement sur le comportement politique des Américains et leur opinion à l'égard de la politique menée, comme le révèle une enquête menée récemment.

3345. DAVIS, Mike – « The lesser evil ? The left and the Democratic Party ». *New Left Review* (155), fév. 86 : 5-36.

En 1984, au nom du « réalisme de gauche », une partie importante des sociaux-démocrates américains plaça ses espoirs dans le parti démocrate. Or celui-ci a connu, particulièrement depuis cette période, une incontestable dérive droitière, le langage de guerre froide y a été réactivé et le courant progressiste qui se reconnaissait dans Jesse Jackson a été complètement marginalisé. La gauche socialiste doit s'interroger sur son rôle actuel.

3346. DILLMAN, David L. – « Personnel management and productivity reform : taming the civil service in Great Britain and the United States ». *International Journal of Public Administration* 8 (2), 1986 : 203-225 ; bibliogr.

En Grande-Bretagne comme aux Etats-Unis, des gouvernements conservateurs ont récemment réformé la fonction publique afin d'en accroître la productivité, mais surtout de s'y assurer des loyautés politiques. Les réformes se sont traduites par des suppressions d'effectifs et une relative amélioration de l'efficacité. Le contrôle politique de l'administration a atteint, dans les deux pays, un niveau inégalé.

3347. EISMER, Theodore J. ; POLLOCK, Philip H. III – « Strategy and choice in congressional elections : the role of political action committees ». *American Journal of Political Science* 30 (1), fév. 86 : 197-213 ; tabl. ; bibliogr.

Les comités d'action politique sont de plus en plus nombreux et dépensent des sommes très importantes pour les élections au Congrès. Les candidats de l'un et l'autre partis peuvent compter sur une aide efficace, d'ordre statégique et financier de la part de leurs comités.

3348. FERGUSON, Thomas ; ROGERS, Joël – « The myth of America's turn to the right ». *The Atlantic* 257 (5), mai 86 : 43-53 ; tabl., graph.

Les mesures prises par Reagan qui ont engagé les Etats-Unis sur une voie « à droite » tant en politique intérieure qu'extérieure, ne reflètent pas l'état de l'opinion américaine qui s'identifie toujours au libéralisme.

3349. HEALE, M.J. – « Red scare politics : California's campaign against UN-American activities, 1940-1970 ». *Journal of American Studies* 20 (1), avr. 86 : 5-32.

Amorcée dans les années 30 contre les mouvements locaux de gauche et continuée sous l'autorité de Tenney, pendant les années 40, la campagne contre les activités anti-américaines a connu son apogée dans les années 50, avec la guerre de Corée. Une législation anticommuniste, qui a été abrogée 10 ans plus tard, s'est mise en place.

3350. KWEIT, Mary Grisez – « Ideological congruence of party switchers and non-switchers : the case of party activists ». *American Journal of Political Science* 30 (1), fév. 86 : 184-196 ; tabl. ; bibliogr.

Les membres d'un parti qui quittent celui-ci pour un autre afin de faire mieux coïncider leurs propres convictions avec une idéologie partisane ne font pas évoluer les positions du parti dont ils deviennent membres, mais renforcent le statu quo et ce dans l'un et l'autre parti.

3351. ROSENBERG, Shawn W. et al – « The image and the vote : the effect of candidate presentation on voter preference ». *American Journal of Political Science* 30 (1), fév. 86 : 108-127 ; tabl. ; bibliogr.

On sait que le discours des candidats influe sur le choix des électeurs, mais on n'a pas jusqu'à présent accordé assez d'importance à l'apparence et au style du candidat dans le processus de communication. Or, la présentation du candidat telle qu'elle peut apparaître sur une photo affecte le vote des électeurs.

3352. SNIPP, C. Matthew – « The changing political and economic status of the American Indians : from captive nations to internal colonies ». *The American Journal of Economics and Sociology* 45 (2), avr. 86 : 145-157.

L'exploitation des ressources naturelles et minières des réserves indiennes a entrainé des modifications importantes dans le statut socio-économique des Indiens. La théorie couramment évoquée pour rendre compte de cette évolution, celle du sous-développement, ne convient pas au cas des Indiens d'Amérique du Nord. Une typologie plus simple, distinguant les nations captives des colonies internes, permet de mieux rendre compte de la situation des tribus avant et après le développement.

3353. WELCH, Susan ; BLEDSOE, Timothy – « The partisan consequences of non-partisan elections and the changing nature of urban politics ». *American Journal of Political Science* 30 (1), fév. 86 : 128-139 ; tabl. ; bibliogr.

Les élections municipales non-partisanes favorisent l'élection de conseillers municipaux républicains, tel est le résultat d'enquêtes effectuées en 1960 et 1980, aux Etats-Unis, auprès de 1 000 conseillers municipaux.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 3242, 3296, 3306, 3440, 3484, 3525, 3706, 3708

3354. L'IDS et ses répercussions

a. « European allies and SDI ». *International Affairs* 62 52), print. 86 : 217-264.
Trois articles consacrés aux réactions de la France, de la Grande-Bretagne et de la RFA à l'Initiative de défense stratégique des Etats-Unis. Voir : TAYLOR, Trevor : n° 3485 ; FENSKE, John : n° 3440 ; BLUTH, Christoph : n° 3242.

b. PIGNON, Dominique – « L'initiative de défense spatiale et l'Europe ». *Stratégique* (30), 2e trim. 86 : 47-72.
Le projet de recherche de l'IDS a depuis son lancement un énorme retentissement politique dont il convient d'analyser les causes aux Etats-Unis comme en Europe, sans compter évidemment ses effets technologiques.

3355. La politique stratégique

a. CARTIGNY, Claude – « Vulnérabilité, stabilité, sécurité ». *La pensée* (250), avr. 86 : 19-34.

L'évolution des conceptions américaines et soviétiques sur la sécurité : nécessité de la supériorité stratégique pour les Etats-Unis, parité pour l'URSS. Cette divergence a expliqué la course aux armements menée par les Etats-Unis.

b. CIMBALA, Stephen J. – « Flexible targeting, escalation control, and war in Europe ». *Armed Forces and Society* 12 (3), print. 86 : 383-400.
La politique militaire américaine a été modifiée pour être orientée sur l'hypothèse d'une guerre en Europe. Malgré tous leurs efforts, les Américains ne parviendront pas à dissiper les craintes européennes sur une telle éventualité.

c. WEINBERGER, Caspar W. – « U.S défense strategy ». *Foreign Affairs* 64 (4), print. 86 : 675-697.
Les objectifs de la politique de défense américaine depuis 1981 ont été de renforcer la supériorité militaire, et la prédominance nucléaire des Etats-Unis ; c'est la puissance de cette dissuasion qui peut seule garantir la paix. La première conséquence en a été l'arrêt de la politique d'agression soviétique des années 1970 (Angola) à 1979 (Afghanistan).

3356. Les relations américano-soviétiques

a. [Les relations américano-soviétiques]. *Aus Politik und Zeitgeschichte* (5), 1er fév. 86 : 3-37.
Suite d'articles. Voir : CZEMPIEL, Ernst-Otto : « Der Stand der amerikanisch-sowjetischen Beziehungen » (L'état des relations américano-soviétiques) ; ADOMEIT, Hannes : « Sowjetisch-amerikanische Beziehungen unter Gorbatschow » (Les relations américano-soviétiques sous Gorbatchev) ; FREI, Daniel : « Sowjetische und amerikanische Feindbilder » (Les images hostiles des Soviétiques et des Américains).

b. CESA, Marco – « Da Ginevra a Ginevra. Armamenti e politica internazionale ». *Il mulino* 35 (2), avr. 86 : 279-303 ; tabl.
En agissant pour contraindre l'Union soviétique soit à modifier son comportement international, soit à affronter une course aux armements perdue d'avance, l'administration Reagan a rempli son mandat auprès d'un électorat américain inquiet d'un certain déclin militaire. L'URSS a ressenti ce choix comme une tentative de rupture de l'équilibre stratégique qui a vu son apogée dans le « bras de fer » sur les euromissiles. L'inauguration par R. Reagan, en 1984, d'un discours plus souple envers l'URSS, sous-tendue par un changement de l'opinion publique américaine, le lancement de l'IDS et le changement de leader au Kremlin, ont apporté des éléments nouveaux qui pourraient, à partir du sommet Reagan-Gorbatchev à Genève, ouvrir une période de « confrontation tolérante ».

3357. Les relations sino-américaines

a. FINLAYSON, Andrew R. – « US arms for China ». *Naval War College Review* fév. 86 : 66-76 ; tabl., carte ; bibliogr.
Les Etats-Unis ont jusqu'à présent fourni à la Chine des armes et de l'équipement militaire, mais ils ont refusé de lui livrer des systèmes technologiquement avancés qui intéressent l'armée chinoise. Les Etats-Unis considèrent que la Chine doit recevoir suffisamment d'armes et d'équipement pour faire le contre-poids à l'URSS en Asie, mais pas trop, pour ne pas présenter un danger pour leurs alliés en Asie orientale.

b. ROSS, Robert S. – « International bargaining and domestic politics : U.S.-China relations since 1972 ». *World Politics* 38 (2), janv. 86 : 255-287 ; bibliogr.
La question de Taïwan a joué et continue de jouer un rôle considérable dans l'évolution des rapports sino-américains depuis 1972. La Chine, qui s'oppose à la théorie des " deux Chines ", entend réintégrer Taïwan dans son sein pour des raisons historiques et à cause des considérations de politique intérieure, tandis que les Etats-Unis tiennent, pour des raisons stratégiques, à ce que soit maintenu le statu quo.

3358. CLARKE, Duncan L. ; COHEN, Alan S. – « The United States, Israel and the Lavi fighter ». *The Middle East Journal* 40 (1), hiv. 86 : 16-32.

La décision prise par les Américains, en 1983, sous la pression du lobby juif, d'aider Israël à produire un nouvel avion de combat, le Lavi, met en évidence les liens étroits qui unissent les deux pays sur les plans politique, économique et militaire, mais pose justement le problème d'une dépendance trop étroite d'Israël qui mettrait sa souveraineté et sa dignité nationale en question.

3359. FALCOFF, Mark – « Chile : the dilemma for U.S. policy ». *Foreign Affairs* 64 (4), print. 86 : 833-848.

Les Etats-Unis ne peuvent pas réinventer la démocratie au Chili, mais ils peuvent assurer les forces d'opposition de leur soutien et tenter de persuader le dictateur militaire de rendre le pouvoir aux civils, sous peine de risquer de perdre la situation au bénéfice de forces alliées à Cuba et à l'URSS et au détriment de l'intérêt national.

3360. HUNTLEY, James Robert – « The interrelationship of Atlantic and Pacific affairs : launching a new era in foreign policy ». *Annales d'études internationales* 14, 1985 : 109-118.

Les changements politiques et économiques intervenus dans l'Atlantique et dans le Pacifique depuis les années soixante, n'exigent pas des Etats-Unis un choix entre deux communautés, ils leur imposent plutôt la tâche de bâtir une communauté plus large, la future communauté des démocraties.

3361. ROSENFELD, Stephen S. – « The guns of July ». *Foreign Affairs* 64 (4), print. 86 : 698-714.

En juillet dernier, la Chambre des Représentants a émis quatre votes qui modifient la doctrine Reagan : aide humanitaire aux Contras du Nicaragua, assistance à la résistance au Cambodge, aide militaire aux guérillas en Angola, soutien officiel à la résistance afghane ; ces choix vont plus loin que la traditionnelle politique de l'endiguement soviétique et constituent un geste offensif à l'égard de l'URSS.

3362. SICILIANOS, Linos-Alexandre – « Les mesures conservatoires dans l'affaire des activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci ». *Revue hellénique de droit international* 37 (1-4), 1984 : 209-240.

Le Nicaragua a saisi en 1984 la Cour internationale de Justice au sujet des activités américaines sur son territoire et la Cour a indiqué des mesures conservatoires qui sont restées sans effet. Cette affaire soulève le problème de la compétence et de l'autorité de la Cour de la Haye.

3363. TRACHTENBERG, Marc – « The question of no-first-use » *Orbis* 29 (4), hiv. 86 : 753-769.

L'idée que les Etats-Unis devraient promettre de ne pas utiliser l'arme nucléaire les premiers est ancienne mais n'est devenue l'objet d'un débat politique qu'à partir de 1982. Le débat s'articule autour des arguments de l'inutilité de l'arme nucléaire et de l'irrationalité de la dissuasion.

3364. TREVERTON, Gregory F. – « US strategy in Central America ». *Survival* 28 (2), avr. 86 : 128-139.

L'attitude des Etats-Unis en Amérique centrale est plus passionnelle que stratégique comme le dénote leur politique au Nicaragua. La présence du régime sandiniste est supportable à condition que les Etats-Unis définissent clairement ce qui serait considéré comme une atteinte à leur sécurité et mettent en garde Managua contre tout dépassement de cette limite.

3365. YAKEMTCHOUK, Romain – « Les relations entre les Etats-Unis et le Zaïre ». *Studia diplomatica* 39 (1), 1986 : 1-127 ; bibliogr.

Numéro spécial sur les relations entre les Etats-Unis et le Congo puis le Zaïre : l'indépendance, l'aide économique, les guerres du Shaba de 1977 et 1978, les droits de l'homme, la politique de Reagan.

Vie culturelle et scientifique

Voir aussi : n° 3732

3366. « Feminist critiques of popular culture ». *Communication* 9 (1), 1986 : 1-126 ; bibliogr.

Numéro spécial consacré à la critique féministe de la culture populaire américaine, telle qu'elle s'exprime à travers les moyens de communication de masse ou le roman et de l'image de la femme que cette culture véhicule.

3367. « Pensée et écriture engagées aux Etats-Unis ». *Revue française d'études américaines* 11 (29), mai 86 : 211-343 ; bibliogr. ; résumés en français et en anglais.

Numéro spécial consacré à l'analyse de la spécificité de l'engagement des écrivains américains et à une réflexion sur le thème de l'intellectuel anglo-américain. Voir notamment : GILBERT, James : « Political engagement and the impresario intellectual » ; BOYER, Paul : « American intellectuals and nuclear weapons ».

3368. La politique de l'information

a. « National information policy issues ». *Bulletin of the American Society for Information Science* 12 (5), juil. 86 : 10-23.
Numéro spécial consacré à la politique nationale de l'information scientifique et technique aux Etats-Unis : la législation et la politique de diffusion, les institutions, le régime de la propriété intellectuelle, la délinquance informatique, les bibliothèques et les archives.

b. HINCKLEY, Ronald H. – « National security in the information age ». *The Washington Quarterly* 9 (2), print. 86 : 125-140.
Conscients de l'importance croissante de l'information pour la sécurité du pays, les présidents Carter et Reagan ont mis l'accent sur trois aspects du traitement de l'information : la communication, les moyens d'accès et de contrôle, l'analyse des données recueillies.

3369. BOGUE, Allan G. – « Systematic revisionism and a generation of ferment in American history ». *Journal of Contemporary History* 21 (2), avr. 86 : 135-162.

Depuis le début des années 60, l'histoire américaine est marquée par le révisionnisme systématique, courant actuellement critiqué mais dont les apports ne sont pas encore pleinement évalués.

3370. CUMMINS, Jim – « Empowering minority students : a framework for intervention ». *Harvard Educational Review* 56 (1), 1986 : 18-36 ; bibliogr.

Les diverses mesures prises pour remédier aux échecs scolaires des élèves issus de minorités ont, pour la plupart, échoué, car elles n'ont pas modifié les relations éducation/élève et école/communauté minoritaire.

3371. MARIET, François – « Etats-Unis : « *USA Today* » réveille la presse ». *Mediaspouvoirs* (2), mars 86 : 26-36 ; tabl. ; résumé en anglais.

Le succès de *USA Today*, quotidien national d'information générale lancé en 1982 par le groupe Gannett, s'explique par différentes raisons : avec de solides atouts, la maîtrise des technologies les plus avancées, une assise financière exceptionnelle et une implantation nationale, ce journal a bien su définir sa cible : il s'adresse à un lecteur télespectateur et voyageur, s'inscrit dans le cadre d'une idéologie reaganienne porteuse et dans une volonté de « journalisme positif ».

3372. SCHALLENBERG, Heidi E. – « First Amendment : the religion clauses ». *Annual Survey of American Law* (1), 1985 : 1-25.

En 1984, les tribunaux américains ont été confrontés à la difficulté de concilier les deux principes fondamentaux contenus dans le 1er amendement : celui de « l'établissement » de toute religion, qui implique à la fois la liberté de culte et la séparation des Eglises et de l'Etat, et celui de la liberté d'expression. Les tribunaux ont de plus en plus tendance à privilégier ce second principe.

3373. SEGAL, Martin – « Post institutionalism in labor economics : the forties and fifties revisited ». *Industrial and Labor Relations Review* 39 (3), avr. 86 : 388-403 ; bibliogr.

Le modèle postinstitutionnaliste développé par les économistes dans les années 40 et 50 a apporté une contribution importante et durable à l'analyse économique du marché du travail.

Questions sociales

Voir aussi : n° 3544, 3759, 3763

3374. « Equity between the sexes in economic participation ». *The American Economic Review* 76 (2), mai 86 *Papers and Proceedings :* 364-381 ; tabl. ; bibliogr.

Quatre articles consacrés à l'inégalité des femmes et des hommes sur le marché du travail : les différences de salaires, les différences de trajet pour se rendre sur le lieu de travail, les différences de comportement face à la perte de travail.

3375. « Government policy and poverty ». *The American Economic Review* 76 (2), mai 86 *Papers and Proceedings* : 399-410 ; tabl. ; bibliogr.

Deux articles sur la pauvreté aux Etats-Unis qui n'a pas reculé malgré l'augmentation générale du niveau de vie : la politique à suivre, les relations avec les conditions macroéconomiques.

3376. L'immigration

a. « Economic issues in immigration policy ». *The American Economic Review* 76 (2), mai 86 *Papers and Proceedings* : 253-268 ; tabl. ; bibliogr.
Trois articles sur l'immigration clandestine aux Etats-Unis.

b. SCOLNIC, David M. – « Immigration law ». *Annual Survey of American Law* (1), 1985 : 161-177.
Dans sa jurisprudence de l'année 1984, la Cour suprême s'est montrée favorable à une réglementation plus restrictive de l'immigration. Elle a, en revanche, renforcé les droits des étrangers sans papiers dans le domaine des relations du travail.

3377. « The law and mental health : research and policy » *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* (484), mars 86 : 9-154.

Numéro spécial consacré aux problèmes qui relèvent à la fois de la loi et de la psychiatrie. Les internements et les droits d'intervention des pouvoirs publics, en cas de maladies mentales, les expertises psychiatriques auprès des tribunaux.

3378. Les salaires

a. « Symposium : current views of earnings differentials ». *Women and Work : an Annual Review* 1, 1985 : 50-140 ; tabl. ; bibliogr.
Suite d'articles consacrés aux salaires des femmes aux Etats-Unis.

b. HARRISON, Bennett ; BLUESTONE, Barry – « Wage inequality takes a great U-turn ». *Challenge* 29 (1), avr. 86 : 26-32.
L'inégalité des salaires et des revenus, qui s'était réduite dans les années 60-70, tend de nouveau à s'accélérer en raison de l'entrée sur le marché du travail de la génération du baby boom et des réductions des dépenses publiques sociales.

3379. Le syndicalisme

a. « Unions in decline : causes and consequences ». *The American Economic Review* 76 (2), mai 86 *Papers and Proceedings* : 92-108 ; tabl., graph. ; bibliogr.
Trois articles sur le déclin du syndicalisme aux Etats-Unis : essai d'explication à partir des niveaux de salaires.

b. RASKIN, A.H. – « Labor : movement in search of a mission ». *Journal of Contemporary Studies* 7 (3), aut. 85 : 5-21.
D'une certaine manière, la seconde guerre mondiale a favorisé la cohésion des syndicats américains. Puis le mouvement syndical s'est ouvert à des problèmes extérieurs tels que la politique étrangère. Une telle évolution du syndicalisme aux Etats-Unis n'aurait pu voir le jour dans un autre pays.

3380. « Welfare reform : new research and policy developments ». *The American Economic Review* 76 (2), mai 86 *Papers and Proceedings* : 219-234 ; tabl. ; bibliogr.

Suite d'articles sur les différentes recherches pour réformer le système de Sécurité sociale aux Etats-Unis.

3381. CHISWICK, Barry R. – « Is the new immigration less skilled than the old ? » *Journal of Labor Economics* 4 (2), avr. 86 : 168-192 ; tabl. ; bibliogr.

Par rapport à l'immigration de l'après guerre, les dernières vagues d'immigrants proviennent de pays moins développés, d'Asie pour l'essentiel. En général, les immigrés asiatiques ont un niveau d'éducation plus élevé que les immigrants européens. Ceux qui sont originaires du Canada et du Royaume-Uni ont le niveau de salaire le plus élevé, suivis par les Européens et les Asiatiques, puis les Africains.

3382. FEUILLE, Peter ; DELANEY, John Thomas – « Collective bargaining, interest arbitration, and police salaries ». *Industrial and Labor Relations Review* 39 (2), janv. 86 : 228-240 ; tabl. ; bibliogr.

La pratique de la négociation collective, l'existence et le recours aux clauses d'arbitrage ont une influence positive sur le niveau des salaires. L'exemple des salaires dans la police sur la période 1971-1981.

3383. KOSTERS, Arvin – « Free markets bring change and growth ». *Challenge* 29 (1), avr. 86 : 55-64.

La chute des effectifs dans l'industrie a été partiellement compensée par la création d'emplois dans le tertiaire, notamment les services rendus aux entreprises ; il en a résulté une baisse du salaire réel facilitée par la mobilité des travailleurs américains et la faiblesse du mouvement syndical.

3384. MARTIN James E. – « Predictors of individual propensity to strike ». *Industrial and Labor Relations Review* 39 (2), janv. 86 : 214-227 ; tabl. ; bibliogr.

La propension individuelle à faire grève dépend de la nature et de l'importance des objectifs à atteindre (augmentation de salaire, obéissance au mot d'ordre du syndicat) et de l'importance des soutiens extérieurs.

3385. PETTIWAY, Leon E. – « The internal structure of the ghetto and the criminal community ». *Journal of Black Studies* 16 (2), déc. 85 : 189-212 ; tabl.

Etude détaillée de la délinquance dans le ghetto noir de Milwaukee au Wisconsin : types, lieu et jour des effractions, âge et composition des bandes de délinquants et surtout lieu d'habitat à l'intérieur du ghetto.

Economie et finances

Voir aussi : n° 3551, 3750, 3772

3386. L'entreprise agricole

a. « Financial stress among farm firms ». *American Journal of Agricultural Economics* 67 (5), déc. 85 : 1108-1135 ; tabl. ; bibliogr.
Suite d'articles consacrés à la crise financière des entreprises agricoles : étendue de l'endettement, effets sur les performances du secteur, solutions possibles.

b. BELONGIA, Michael T. ; GILBERT, R. Alton – « The farm credit crisis : will it hurt the whole economy ? » *Federal Reserve Bank of Saint Louis Review* 67 (10), déc. 85 : 5-15 ; tabl., graph. ; bibliogr.
Des économistes estiment que 5 % des entreprises agricoles américaines connaîtront la faillite au cours de l'année 1986. Parallèlement, le secteur bancaire agricole est également en crise. En fait, la crise des premiers affecte celle des seconds, même si la crise financière des agriculteurs n'influence pas les taux d'intérêts.

3387. « The Fortune service 500. Directory of the largest US non-industrial corporations ». *Fortune International* 113 (12), 9 juin 86 : 83-110.

Présentation des 500 entreprises américaines non industrielles les plus performantes (services, banques commerciales, institutions financières, assurances, détaillants, transports, communication). Les institutions de type financier qui ont bénéficié de la baisse des taux d'intérêt sont les mieux placées.

3388. « The monetary-fiscal policy mix : implications for macroeconomic performance ». *The American Economic Review* 76 (2), mai 86 *Papers and Proceedings* : 203-218 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Suite d'articles : les impacts de la politique menée aux Etats-Unis depuis 1980, combinant des mesures monétaires et fiscales.

3389. Le niveau de vie

a. « Earnings in 1983 of married-couple families, by characteristics of husbands and wives ». *Current Population Reports. Consumer Income* (153), mars 86 : 33 p. ; tabl., graph.
Les variations des salaires selon le type de travail, le niveau d'éducation et le sexe. Le niveau de vie selon la présence ou non et l'âge des enfants.

b. « Financial characteristics of high-income families ». *Federal Reserve Bulletin* 72 (3), mars 86 : 163-177 ; tabl.
Une enquête réalisée en 1983 aux Etats-Unis auprès des familles les plus aisées, révèle d'intéressantes caractéristiques de celles-ci. Ces personnes acceptent des

risques financiers lorsqu'elles épargnent ; de plus, elles n'hésitent pas à avoir recours à des professionnels pour les conseiller en matière d'investissements.

c. DANZIGER, Sheldon ; GOTTSCHALK, Peter – « Families with children have fared worst ». *Challenge* 29 (1), avr. 86 : 40-47 ; tabl., graph.
D'une façon générale, le revenu familial s'est largement amoindri de 1973 à 1984, mais encore plus pour les familles monoparentales à direction féminine que pour les autres, d'autant plus que les catégories sociales défavorisées, Noirs, Hispaniques, sont largement représentées dans cette catégorie.

d. LEVY, Franck S. ; MICHEL, Richard C. – « An economic bust for the baby boom ». *Challenge* 29 (1), avr. 86 : 33-39 ; tabl., graph.
Les jeunes classes moyennes américaines ne pourront avoir un niveau de vie comparable à celui des générations précédentes, en raison de la stagnation des revenus et de l'augmentation de la part du budget consacré aux dépenses courantes, alimentation, logement, éducation. Un retournement de la situation nécessite un accroissement de la productivité du travail et pas seulement une baisse de l'inflation et du cours des matières premières, comme le révèle l'expérience récente.

3390. « Symposium on bank regulation ». *The Journal of Business* 59 (1), janv. 86 : 1-96 ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés à la réforme de la réglementation du système bancaire américain : l'historique de la réglementation fédérale, le mouvement actuel de déréglementation.

3391. BOYES, William J. ; FAITH, Roger L. – « Some effects of the Bankruptcy Reform Act of 1978 ». *The Journal of Law and Economics* 29 (1), avr. 86 : 139-149 ; tabl. ; bibliogr.

Aux Etats-Unis, le nombre des faillites a doublé en dix ans. Le Congrès américain a adopté une réforme du droit de la faillite en octobre 1978. La responsabilité de ce texte dans la multiplication des faillites ne fait plus de doute aujourd'hui.

3392. BRADLEY, Michael ; D. POTTER, Susan M. – « State of the federal budget and the state of the economy : further évidence ». *Economic Inquiry* 24 (1), janv. 86 : 143-153 ; tabl. ; bibliogr.

L'examen des politiques monétaires et fiscales américaines de 1969 à 1984 montre que depuis l'Administration Reagan, la politique fiscale ne joue plus son rôle de politique de stabilisation. Le taux de croissance de la masse monétaire a d'ailleurs baissé alors que la politique monétaire est utilisée comme instrument de lutte contre le chômage.

3393. KAMLET, Mark S. ; MOWERY, David C. – « The first decade of the Congressional Budget Act : legislative imitation and adaptation in budgeting ». *Policy Sciences* 18 (4), déc. 85 : 313-334 ; bibliogr.

Le " Congressional Budget Act' voté aux Etats-Unis en 1974 a finalement peu influencé le choix des priorités budgétaires ; en revanche, il a modifié le processus décisionnel en matière budgétaire. Les travaux du Congrès américain dans l'élaboration du budget devraient être mieux intégrés au reste de son activité législative.

3394. O'MALLEY WADE, Susan – « A proposal to include tunas in US fishery jurisdiction ». *Ocean Development and International Law* 16 (3), 1986 : 255-304 ; bibliogr.

Le fait que la pêche au thon soit exclue du Fisheries Conservation and Management Act de 1976 a entraîné des contradictions et des injustices telles qu'il est urgent d'envisager une réforme de cette loi qui mettrait fin à cette discrimination qui ne fait pas seulement du tort à l'industrie du thon.

3395. PETROV, V. – « Izmenenie tendencij proizvoditel'nosti truda v obrabatyvajuščej promyšlennosti SŠA » (Changement de tendances dans la productivité du travail dans les industries de transformation aux Etats-Unis). *MEMO* (3), 1986 : 98-111 ; tabl.

La crise des années 70 a révélé au grand jour les faiblesses structurelles des industries de transformation américaines. La restructuration de ce secteur selon les règles de la gestion capitaliste n'aura pas forcément des effets positifs sur l'augmentation de la productivité du travail.

3396. SALATHE, Larry ; LANGLEY, Suchada – « An empirical analysis of alternative export subsidy programs for U.S. wheat ». *Agricultural Economics Research* 38 (1), hiv. 86 : 1-18 ; tabl. ; bibliogr.

Les exportations de blé américaines ont chuté de près de 20 % depuis 1981. Ceci tient à la hausse du dollar et à l'endettement croissant de certains pays importateurs. Un train de subventions destinées au consommateur et au producteur pourrait renverser cette tendance.

3397. SMELEV, N.P. – « SŠA na mirovyh rynkah naukoemkoj produkcii » (Les Etats-Unis sur les marchés mondiaux de produits de haute technicité). *SŠA* (3), mars 86 : 26-38 ; tabl.

Leader mondial incontesté en matière de hautes technologies jusqu'aux années 70, les Etats-Unis se voient confrontés, à partir de cette date, à une concurrence de plus en plus sévère de la part de leurs partenaires japonais et ouest-européens. La réaction américaine est agressive et double : dégagement de moyens financiers importants pour encourager la recherche, recours aux nouvelles formes de lutte concurrentielle.

3398. SHEPARD, Laurence – « Cartelization of the California Arizona orange industry, 1934-1981 ». *The Journal of Law and Economics* 29 (1), avr. 86 : 83-123 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Parmi toutes les activités économiques, l'agriculture est vraisemblablement l'une des plus performantes aux Etats-Unis. Ainsi le marché de l'orange en Californie et en Arizona est soumis à la concurrence même s'il subit des interventions publiques et privées ; ces contrôles débouchent sur une discrimination par les prix.

Aménagement et urbanisme

3399. La protection de l'environnement

a. « Liability of parent corporations for hazardous waste cleanup and damages ». *Harvard Law Review* 99 (5), mars 86 : 986-1003.
La loi de 1980 sur la responsabilité et l'indemnisation des pollutions industrielles n'envisage pas la responsabilité d'une catégorie d'acteurs qui joue un rôle clé dans le problème des déchets toxiques, celle des sociétés-mères. Leur responsabilité devrait pourtant être invoquée si les sociétés qu'elles contrôlent se révèlent insolvables.

b. SOUTH, Robert B. – « Environmental legislation and the locational process ». *The Geographical Review* 76 (1), janv. 86 : 20-34.
La loi de 1970 sur la protection de l'environnement a ouvert aux Etats-Unis une ère d'attention aux problèmes de dégradation de l'environnement de la part de la population et également des pouvoirs publics, à l'échelon fédéral et à celui des Etats.

3400. « Regional growth patterns : trends, prospects, and policy implications ». *The American Economic Review* 76 (2), mai 86 *Papers and Proceedings* : 300-312 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Suite d'articles sur l'économie des régions aux Etats-Unis.

3401. « Us thrifts and housing finance : winds of change ». *Euromoney* juin 86 *Supplément* : 49 p. ; tabl., graph.

Dossier consacré aux circuits de financement du logement aux Etats-Unis : les produits et institutions d'épargne, le marché hypothécaire.

3402. GALE MOORE, Thomas – « U.S. airline deregulation : its effects on passengers, capital, and labor ». *The Journal of Law and Economics* 29 (1), avr. 86 : 1-28 ; tabl.

Aux Etats-Unis, la déréglementation dans le secteur des transports aériens a apporté les avantages attendus même si tout n'a pas évolué comme prévu. Les prix ne sont pas complètement compétitifs et la qualité du service offert a diminué.

3403. HART, John Fraser – « Change in the corn belt ». *The Geographical Review* 76 (1), janv. 86 : 51-72 ; graph., cartes.

La Cornbelt qui était une économie de céréales et de bétail est devenue après la guerre, une région céréalière fortement spécialisée ; le passage rural en a été

modifié, mais curieusement, la taille des fermes est restée celle des parcelles achetées par les premiers colons à l'Etat. En revanche, cette économie est liée aux marchés internationaux : exportations, cours des céréales, taux du dollar, etc.

3404. KIRBY, Andrew ; JACOB, Gerald – « The politics of transportation and disposal : hazardous and nuclear waste issues in Colorado, U.S. » *Policy and Politics* 14 (1), janv. 86 : 27-42 ; cartes ; bibliogr.

Le développement industriel expose les hommes à de nouveaux risques nés de la création de matériaux dangereux qui devrait être contrôlée. Ces contrôles sont le plus souvent inefficaces voire inexistants. Le cas du Colorado confirme cette impression ; dans cet Etat, des déchets industriels côtoient des populations inconscientes.

Relations économiques extérieures

Voir aussi : n° 3778

3405. L'aide au développement

a. CARTER, Harold O. – « A hungry world : lessons from a land-grant-school perspectives ». *American Journal of Agricultural Economics* 67 (5), déc. 85 : 916-927 ; tabl. ; bibliogr.
Afin de contribuer efficacement à la lute contre les problèmes alimentaires du Tiers-Monde, une stratégie d'aide à la recherche agronomique et à la formation du capital humain, telle celle organisée dans les années 50 et 60 par des jumelages entre universités américaines et universités indiennes ou philippines, doit être réactivée, en collaboration avec les grandes fondations américaines et les centres de recherche internationaux.

b. RONDINELLI, Dennis A. – « Development administration and American foreign assistance policy : an assessment of theory and practive in Aid ». *Revue canadienne d'études du développement* 6 (2), 1985 : 211-240 ; bibliogr. ; résumé en français.
Au cours des trente dernières années, l'Agence américaine pour le développement international a mis en place des interventions destinées à améliorer l'adminisration du développement : transfert de technologie, contrôle de gestion, processus d'apprentissage et renforcement de la capacité administrative locale. Cette expérience montre qu'aucune méthode n'est universellement applicable ; les programmes américains d'assistance étrangère doivent être modulés en fonction des situations qui prévalent dans les pays en voie de développement.

3406. « US-Japan trade in the 1980s : problems and prospects ». *Asian Affairs (New York)* 12 (4), hiv. 86 : 1-50.

Numéro spécial consacré à la rivalité économique grandissante entre le Japon et les Etats-Unis.

3407. BREANDAN O HUALLACHAIN – « The role of foreign direct investment in the development of regional industrial systems : current knowledge and suggestions for a future American research agenda ». *Regional Studies (New York)* 20 (2), avr. 86 : 151-162 ; bibliogr.

Les investissements industriels étrangers sur le territoire américain revêtent des caractéristiques bien particulières. Ces investissements se développent surtout en dehors des zones les plus industrialisées ; des études approfondies devraient être menées afin d'identifier l'impact des capitaux étrangers sur les économies locales.

3408. CHETAILLE, Alain – « La crise du dollar » *Issues* (24), 2e trim. 86 : 3-32.

L'histoire des relations monétaires internationales depuis 1945 repose sur les efforts faits par les Etats-Unis pour gérer la contradiction issue du statut particulier du dollar. L'issue à la crise du dollar passerait par la fin du gonflement de la dette américaine, par sa résorption, et par la construction d'un SMI fondé sur une véritable monnaie internationale.

3409. GROSSE, Robert – « Financial transfers in the MNE : the Latin Americain case ». *Management International Review* 26 (1), 1986 : 33-44 ; tabl. ; bibliogr.

Les entreprises multinationales disposent de divers moyens pour transférer des fonds entre filiales de différents pays : l'exemple de transferts entre les filiales implantées en Amérique Latine et leur maison-mère aux Etats-Unis.

3410. JENTLESON, Bruce W. – « The political basis for trade in US-Soviet relations ». *Millenium* 15 (1), print. 86 : 27-47 ; bibliogr.

Une stratégie d'incitation économique de la part des Etats-Unis pourrait s'avérer efficace pour améliorer les relations américano-soviétiques. Cette stratégie a déjà été utilisée par l'administration Nixon, dans les années 1970. L'économie soviétique tendant à s'internationaliser, une plus grande ouverture sur l'Occident semble souhaitable.

3411. PAARLBERG, Robert L. – « Responding to the CAP. Alternative strategies for the USA ». *Food Policy* 11 (2), mai 86 : 157-173 ; tabl.

Des diverses stratégies permettant de résoudre le conflit entre les Etats-Unis et la CEE sur les questions agricoles, la négociation dans le cadre du GATT est vouée à l'échec et les représailles seraient dangereuses pour les fermiers américains. L'établissement de prix compétitifs à l'exportation, par le biais d'une réforme de la politique agricole américaine et d'une discipline fiscale accrue, est la meilleure réponse.

3412. ŠMELEV, N. – « SŠA v mirovom kapitalističeskom hozjajstve » (Les Etats-Unis dans l'économie capitaliste mondiale). *MEMO* (4), 1986 : 43-55 ; résumé en anglais.

L'internationalisation, anarchique et déséquilibrée, de la vie économique en Occident au profit des Etats-Unis, engendre de nombreuses tensions non seulement économiques, mais aussi politiques, dans le monde. L'attitude des Etats-Unis déstabilise l'économie mondiale et aggrave la crise.

3413. WASOWSKI, Stanislaw S. – « US sanctions against Poland ». *The Washington Quarterly* 9 (2), print. 86 : 167-184.

Les sanctions économiques prises par les Etats-Unis envers la Pologne n'ont pas permis d'atteindre les objectifs politiques fixés (libération des prisonniers politiques, ouverture du dialogue entre le Parti, l'Eglise et Solidarité...). Cependant, le gouvernement polonais a beaucoup exagéré les conséquences économiques de ces sanctions, alors que la seule à avoir été efficace est la suppression de la clause de la nation la plus favorisée, sans doute pour justifier les mauvaises performances de l'économie et préparer les futures négociations avec les institutions financières internationales.

Ethiopie

Voir aussi : n° 2876

3414. Le déplacement de la population

a. LECOMTE, George – « Utopisme politique et transferts de population en Ethiopie ». *Esprit* (6), juin 86 : 45-52.
Les transferts de population en Ethiopie ne sont pas seulement destinés, comme l'affirment les thèses officielles, à favoriser un redémarrage agricole en décongestionnant le Nord, ni à affaiblir les soutiens paysans des Fronts de libération du Tigré et de l'Erythrée, mais tiennent à l'idéologie volontariste, et complètement irréaliste du pouvoir éthiopien.

b. PUDDINGTON, Arch – « Ethiopie : the communist uses of famine ». *Commentary* 81 (4), avr. 86 : 30-38.
Le déplacement des populations en Ethiopie a été justifié par le gouvernement pour des raisons économiques et humanitaires. En fait, les populations ont été forcées de partir et le gouvernement a davantage accru les effets de la famine, pour des raisons politiques, que lutter contre elle.

3415. BUSH, Rod – « A report from Ethiopia : famine and revolution in Africa ». *Contemporary Marxism* (11), aut. 85 : 114-126.

A propos de l'Ethiopie, la propagande anti-communiste occidentale veut lier la famine à la révolution socialiste, alors qu'elle est causée par la crise économique mondiale. Le gouvernement avance prudemment sur la voie révolutionnaire, attendant la maturité de la classe ouvrière pour lui confier le pouvoir et sa démarche est une école d'expérience révolutionnaire.

3416. HENZE, Paul – « Beyond the Ethiopian famine : anatomy of a revolution ». *Encounter* 67 (1), juin 86 : 5-17.

Au delà des facteurs climatiques, la famine en Ethiopie est le produit de la révolution agraire entreprise par le régime socialiste après 1974 : les paysans ont répondu par la passivité à toutes les mesures de collectivisation et la bureaucratie règnante n'a pu résoudre les contradictions de l'agriculture.

3417. HENZE, Paul B. – « Eritrea : the endless war ». *The Washington Quarterly* 9 (2), print. 86 : 23-36 ; carte.

Commencé en 1956, le conflit de l'Erythrée est l'un des plus longs de l'histoire, il est entretenu par les divergences au sein de la rebellion, par l'intervention des pays tiers (Soudan, Somalie, URSS, etc.) les changements d'alliance. Les Etats-Unis doivent se garder de toute intervention dans cette affaire.

Finlande

Voir aussi : n° 927, 3096, 3628

3418. AALTTUNEN, Hannu – « The monetary policy of the Bank of Finland and changes in financial markets in the 1980's ». *Economic Review – Kansallis Osake Pankki* (1), 1986 : 3-14 ; tabl., graph.

Les performances de l'économie finlandaise depuis le début des années 80 sont satisfaisantes (accroissement de la production, maintien du taux de chômage autour de 6 %, ...). Parallèlement, le marché financier a considérablement évolué ; il s'est notamment ouvert sur l'étranger. La politique monétaire adoptée par le gouvernement n'est pas étrangère à cette évolution.

3419. KARSH, Efraim – « Geographical determinism : Finnish neutrality revisited ». *Cooperation and Conflict* 21 (1), 1986 : 43-57.

La situation d'Etat tampon de la Finlande avant la deuxième guerre mondiale condamnait sa politique extérieure neutraliste. En revanche, depuis 1945, sa position en bordure et dans le périmètre de défense d'une super-puissance, sans être prise en deux grands, lui permet de mener une politique de neutralité.

3420. LAURINKARI, Juhani ; LAAKKONEN, Vesa – « Probleme des Genossenschaftswessens in Finland in den 80er jahren » (Problèmes de la coopération en Finlande dans les années 80). *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative* 73 (4), déc. 85 : 513-525 ; résumés en français et en anglais.

Dans les années 80, en Finlande, la coopération fait l'objet de vifs débats relatifs à l'application des principes coopératifs, à l'émergende de nouvelles coopératives, au conflit entre l'efficacité de la gestion des entreprises et leur mission sociale et au transfert du pouvoir de décision des membres.

France

Institutions et vie politiques, territoires dépendants

Voir aussi : n° 3730

3421. « Approche des formes de terrorisme touchant l'espace français ». *Etudes polémologiques* (37), 1er trim. 86 : 5-213 ; graph., cartes.

Numéro spécial dirigé par Daniel Hermant et Didier Bigo et consacré à ce type de violence politique – essentiellement dans le cadre de la France – à son importance réelle, à la forme nationaliste et indépendantiste qu'il revêt (Corse, Bretagne, Antilles), à la dimension transnationale du terrorisme, à son utilisation étatique et à une réflexion générale sur la signification politique du recours au terrorisme.

3422. « Complémentarités métropole outre-mer ». *Les dossiers de l'Outre-Mer* 16 (83), 2e trim. 86 : 126 p. ; tabl.

Numéro spécial consacré aux richesses réelles ou potentielles engendrées par les échanges de toute nature entre la métropole et les DOM-TOM : présence française dans trois océans, produits agricoles tropicaux, centre d'expérimentation du Pacifique, conquête spatiale, protection sociale, niveau de vie élevé, etc.

3423. Les élections législatives et régionales de 1986

a. « Les élections législatives et régionales ». *Revue politique et parlementaire* 88 (922), avr. 86 : 6-48.
Suite d'articles sur la signification des résultats des élections législatives et régionales de mars 1986 et sur l'expérience de la cohabitation qui s'ensuit.

b. GOGUEL, François – « Analyse politique et géographique des élections législatives du 16 mars 1986 ». *Alternances* (2), 1986 : 11-26.
Après une campagne électorale habile pour le PS, chaotique pour le PC et unitaire pour l'UDF et le RPR, les élections de mars 1986 se caractérisent par un échec incontestable de la gauche, une victoire ambiguë des modérés et une percée de l'extrême-droite.

c. LANCELOT, Alain – « Le brise lame : les élections du 16 mars 1986 ». *Projet* (199), juin 86 : 7-21 ; tabl., cartes.
Les élections de mars 1986 ont vu la victoire de la droite parlementaire et une défaite porteuse d'espoir pour le parti socialiste. Le brise-lame de la représentation proportionnelle à laissé une faible majorité de sièges à la droite modérée et a favorisé le Front national qui devance le Parti communiste. L'impact des personnalités locales explique les écarts de résultats entre législatives et régionales.

d. REMOND, René – « Les élections du 16 mars 1986 ». *Etudes* 364 (6), juin 86 : 765-774.
Les résultats des législatives du 16 mars 1986 ont révélé des discordances entre les prévisions et la réalité ; leur analyse permet d'ores et déjà de dégager une évolution significative de l'électorat et notamment un affaiblissement des extrêmes au bénéfices des formations intermédiaires.

3424. « Evolutions technologiques dans l'administration ». *Revue française d'administration publique* (37), mars 86 : 7-79.

Suite d'articles consacrés à l'introduction des nouvelles technologies dans l'administration française.

3425. « L'expulsion des étrangers ». *Revue française de droit administratif* 2 (2), avr. 86 : 137-178.

Suite d'articles sur les divers aspects juridiques du régime de l'expulsion et de la substitution d'une procédure judiciaire de reconduite à la frontière à l'expulsion administrative, due à la loi du 29 octobre 1981.

3426. « La gauche dans le rétroviseur ». *Alternances* (2), 1986 : 134 p.

Numéro consacré à une analyse de l'expérience de la gauche au pouvoir entre 1981 et 1986 : ses réussites, ses contradictions et son échec aux élections de mars 1986. Dans certains domaines : économie, défense nationales, enseignement la gauche a fait une politique que la droite ne renierait pas. Voir notamment : GOGUEL, François : n° 3423.

3427. [« La réforme du Conseil d'Etat »]. *La gazette du Palais* 105 (6), déc. 85 *Doctrine* : 688-697.

Suite d'articles : la situation d'engorgement des juridictions administratives appelle une réforme du Conseil d'Etat, consistant principalement en la création de trois Chambres adjointes.

3428. DOUMBE-BILLE, Stéphane – « La justice judiciaire dans la jurisprudence du Conseil d'Etat et du Conseil constitutionnel depuis 1958 ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (2), avr. 86 : 345-394.

L'examen de l'indépendance statutaire et de l'indépendance fonctionnelle de la justice judiciaire, sous le double aspect statutaire et fonctionnel de la condition juridique des juges montre le parallèlisme des jurisprudences du Conseil d'Etat et du Conseil constitutionnel.

3429. FAVOREU, Louis – « Le droit constitutionnel jurisprudentiel (mars 1983-mars 1986) ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (2), avr. 86 : 395-495.

Le droit constitutionnel jurisprudentiel s'est considérablement enrichi pendant la période de la VIIe législature et le phénomène le plus remarquable est sa prise en compte tant par la classe politique que par le juge ordinaire.

3430. GOBLOT, Laurent – « Le temps et l'espace Kanaks. Le livre d'un géographe ». *Peuples noirs – peuples africains* 9 (49-56), fév. et avr. 86 : 8-33 et 66-95.

Compte rendu de l'ouvrage d'Alain Saussol : « L'héritage, Essai sur le problème foncier mélanésien en Nouvelle-Calédonie » publié en 1979, qui témoigne de l'intérêt primordial de l'approche d'un géographe pour appréhender les phénomènes coloniaux. Historique de la prise de possession colonialiste. Les conséquences de la politique démographique et de l'immigration sur la situation actuelle du peuple canaque qui se trouve en minorité sur sa terre.

3431. GOURNAY, Bernard – « L'alta burocrazia in Francia ». *Quaderni costituzionali* 5 (3), déc. 85 : 477-496.

La haute fonction publique française se divise en quatre corps : les membres du gouvernement, ceux des cabinets ministériels, les directeurs et un groupe de hauts fonctionnaires de carrière, dépendant directement des ministres ou faisant partie de corps indépendants. Dans cette sphère politico-administrative, les rôles respectifs ne sont pas codifiés et la juxtaposition des pouvoirs s'effectue sans trop de heurts, bien que le cas français soit un compromis entre un système où le pouvoir politique, par le biais des nominations, a la haute main sur les hauts fonctionnaires et l'indépendance des administrateurs de carrière. La cohésion de l'ensemble réside dans la communauté de valeurs des hauts fonctionnaires, essentiellement issus de l'élite sociale.

3432. HATZFELD, Hélire – « Municipalités socialistes et associations. Roubaix : le conflit de l'Alma-gare ». *Revue française de science politique* 36 (3), juin 86 : 374-392 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

L'étude du conflit qui a opposé, pendant plus de dix ans, la municipalité socialiste de Roubaix à l'association d'un quartier vétuste menacé de destruction ; l'analyse des différences dans les modalités de résolution du conflit adoptées par une municipalité SFIO, puis Union de la gauche à dominante socialiste.

3433. LANCELOT, Alain – « Une métaphore économique en sociologie politique. L'analyse de l'offre électorale ». *Revue européenne des sciences sociales* 23 (71), 1985 : 55-75 ; tabl., cartes.

Dans une démocratie pluraliste, ni la participation, ni la distribution des suffrages ne sont indépendantes des conditions politiques de la consultation électorale. Trois facteurs jouent un rôle capital pour conditionner les votes : l'objet de la consultation, la réglementation du suffrage, la distribution des candidatures.

3434. MASSILOT, Simone – « La nationalité française : attribution et acquisition ». *Population* 41 (2), avr. 86 : 349-370 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Etude de la législation française en matière d'attribution et d'acquisition de la nationalité française.

3435. MICHALON, Thierry – « Une nouvelle étape vers la diversification des régimes des collectivités territoriaes le nouveau statut de Saint-Pierre et Miquelon ». *Revue française de droit administratif* 2 (2), avr. 86 : 192-208.

Afin de résoudre les blocages nés de la départementalisation tant au plan du droit interne qu'au plan des relations commerciales de l'archipel ou des relations franco-canadiennes, la loi du 11 juin 1985, tout en supprimant la départementalisation à Saint Pierre et Miquelon, lui conserve les caractères d'un département, les particularités d'un TOM et le dote des compétences d'une région.

3436. PERRIN, Bernard – « Décentralisation : le sacre de la région ». *Regards sur l'actualité* (120), avr. 86 : 21-40 ; tabl.

Analyse des données historiques, juridiques et socio-politiques qui ont conduit les régions à devenir des collectivités territoriales à part entière (lois de 1982-1985) et des perspectives d'avenir.

3437. VEIL, Simone – « La France vue d'Europe : entretien avec Alain Minc ». *Le débat* (40), sept. 86 : 3-27.

La France, telle que la voient nos partenaires européens, ne comporte pas que des qualités : chauvinisme, centralisme, grand poids de l'Etat, présidentialisme

dangeureux, rejet des partis, rôle excessif des médias, vie politique superficielle, grande place de l'insécurité et du racisme, sont les défauts principaux que l'on peut lui reprocher. Quant à l'Europe, elle stagne et risque de devenir une simple zone de libre-échange, si les partenaires n'y prennent pas garde.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 3740

3438. « 1936-1986. 50 ans de politique étrangère de la France ». *Politique étrangère* 51 (1), print. 86 : 11-304.

Numéro consacré à l'occasion des cinquante ans de la revue, à dresser un bilan de ces cinquante années de politique étrangère française, avec une galerie de portraits de ceux qui la marquèrent : Blum, Laval, Monnet, Bidault, Mendès France, de Gaulle, Jobert, Giscard d'Estaing et Mitterrand, ainsi qu'une analyse des outils de la diplomatie française.

3439. « Les partis politiques français et le Moyen-Orient ». *Les cahiers de l'Orient* (2), 2e trim. 86 : 15-56.

L'analyse des résultats d'une enquête effectuée au début de 1986 révèle un assez large accord sur les problèmes du Moyen-Orient parmi les partis politiques à l'exception du PCF et du Front national. Entre les autres partis ce sont plus des nuances que des divergences qui existent. Texte des réponses de chaque parti à ce questionnaire.

3440. FENSKE, John – « France and the Strategic Defence Initiative : speeding up or putting on the brakes ? » *International Affairs* 62 (2), print. 86 : 231-246.

La réaction de la France à l'IDS peut se définir comme un « non, mais... » : non au soutien politique et à la participation, oui de la part des industriels. La France a cependant conscience du défi technologique que l'IDS pose à l'Europe, défi que l'Europe devra relever ou perdre définitivement son indépendance.

3441. GONNOT, Pierre-Charles – « L'élaboration de la politique extérieure de la France ». *Défense nationale* 42, mai 86 : 25-35.

La multiplication des centres d'impulsion en matière de politique extérieure (acteurs non-étatiques comme les groupes de pression, effacement du Parlement et démembrement de l'exécutif par dispersion des attributions autrefois réservées au Quai d'Orsay) soulève le problème majeur de la coordination. Celle-ci se fait par la voie du Ministère des affaires étrangères et par des instances interministérielles, mais surtout par l'engagement personnel du chef de l'exécutif.

3442. GRIMAUD, Nicole – « Algeria and socialist France ». *The Middle East Journal* 40 (2), print. 86 : 252-266.

L'enthousiasme algérien, suscité par l'élection de Mitterrand en 1981, a cédé la place, cinq ans après, à un désenchantement mutuel : cette détérioration progressive des relations s'explique par la perte des illusions des Algériens sur leurs partenaires socialistes, qui a coïncidé avec l'aggravation des difficultés dans leur politique intérieure.

3443. HOUBERT, Jean – « France in the Indian Ocean : decolonizing without disengaging ». *The Round Table* (298), avr. 86 : 145-166 ; bibliogr.

La France désire jouer un rôle international libre à l'égard des deux grands : sa politique dans l'Océan Indien illustre cette volonté : par la décolonisation, ses relations avec les Etats non-alignés de la région, mais surtout par la départementalisation réussie de la Réunion, la France est une puissance de l'Océan Indien et sa présence contribue de façon certaine à maintenir la paix dans cette partie du monde.

3444. MASSÉ Didier de – « France et Iran : un dialogue à renouer ». *Défense nationale* 42, juin 86 : 103-113.

Afin d'assurer son alliance avec l'Irak, la France s'est volontairement retirée d'Iran depuis le début du conflit entre les deux pays. D'autres nations ont

pris sa place commerciale, et il s'agit maintenant pour elle de prendre l'initiative de renouer avec l'Iran : elle peut réussir dans cette entreprise, faire des propositions concrètes et, pourquoi pas, arbitrer entre les deux belligérants.

3445. NAROČNICKAJA, E.A. – « Francija : problema vnešnepolitičeskoj orientacii v buržuaznyh krugah strany (80-e gody) » (La France : problème de l'orientation de la politique extérieure dans les cercles bourgeois du pays au cours des années 80). *Novaja i novejšaja istorija* (2), avr. 86 : 74-89 ; résumé en anglais.

A partir des années 80, la politique extérieure de la France est caractérisée par l'abandon de certaines orientations gaullistes et par un retour de plus en plus marqué à l'atlantisme. L'attitude de la bourgeoisie française, inspiratrice de la politique extérieure, est dictée par deux impératifs : solidarité internationale de classe et interpénétration des capitaux.

Vie culturelle et scientifique

Voir aussi : n° 3241, 3495

3446. L'histoire

a. « Viaggi attraverso il mondo : la storia ». *Mondoperaio* 39 (5), mai 86 : 110-118.
Interview de Jacques Le Goff sur l'état actuel de l'histoire comme sujet de recherche et discipline d'enseignement. La mort de Fernand Braudel semble coïncider avec celle de « l'histoire immobile » et le retour d'un événementiel plus nuancé.

b. HUNT, Lynn – « French history in the last twenty years the rise and fall of the " Annales " paradigm ». *Journal of Contemporary History* 21 (2), avr. 86 : 209-224.
Après avoir été universellement reconnue comme un foyer unique de réflexion et de travaux historiques marquants, la revue *Annales : économies, sociétés, civilisations* s'est désagrégée en tant que telle après le départ de Fernand Braudel. L'absence d'un champ de recherches précis et l'émergence d'une histoire des mentalités critiquée, mais, surtout le manque d'une réflexion sur le pouvoir, malgré la sophistication méthodologique, expliquent cette évolution.

3447. « Moins d'Etat dans la communication ». *Médias-pouvoirs* (2), mars 86 : 59-123 ; tabl. ; résumés en anglais.

Suite d'articles : les aspects politiques, juridiques et économiques de l'intervention des pouvoirs publics dans le domaine de l'information. Voir : BALLE, Francis : « L'impératif démocratique » ; MADELIN, Alain : « Diriger ou libérer, il faut choisir » ; FITERMAN, Charles : « Pour un service public rénové » ; BAUDOUIN, Denis : « La communication est l'affaire de tous » ; QUEYRANNE, Jean-Jack : « Organiser la compétition public/privé » ; BELINGARD, Philippe : « Les interrogations du juriste » ; PINEAU, Guy ; MUSSO, Pierre : n° 3531 ; BRAVO, Alain ; HENROT, François : n° 3732.

3448. KIRSCH, Mario – « La CLT serait-elle ingouvernable ? » *Communication et langages* (67), 1er trim. 86 : 71-87.

La polémique sur les attributions des cinquième et sixième chaînes de télévision a révélé au grand public l'existence d'une multinationale : la CLT, évincée systématiquement des choix présidentiels. C'est, entre autre, l'alliance Frère-Murdoch qui inquiète le gouvernement français.

3449. KARPIK, Lucien – « Une révolution industrielle sans la France ? » *Le débat* (40), sept. 86 : 114-129.

La faiblesse de l'informatique en France ne résulte pas tant d'un échec que d'un refus des industriels français d'entrer dans la compétition. Les modes d'intervention de l'Etat défavorisent l'engagement sur le marché concurrentiel et donnent la priorité aux grosses entreprises, alors que les nouvelles technologies supposent la création de firmes nouvelles, petites, adaptées à la rapidité du progrès (cf. Silicon Valley).

3450. MEYRIAT, Jean – « La France a-t-elle une politique de l'information ? » *Aslib Proceedings* 38 (6-7), juil. 86 : 205-214.

La France n'a pas de politique nationale, systématique et concertée de l'information scientifique et technique : les ressources sont nombreuses mais dispersées, les organismes de l'information foisonnent avec des statuts différents, il n'y a pas de conception générale de la fonction des systèmes documentaires. La politique de décentralisation menée depuis quelques années permet d'envisager pour l'avenir des progrès décisifs.

3451. MORIN, Edgar – « Ce qui a changé dans la vie intellectuelle française ». *Le débat* (40), sept. 86 : 72-84.

La grande vulgate marxiste qui a régné sur le monde des intellectuels de 1945 à 1956 est bien morte ; son héritière, la vulgate de la gauche syncrétique, se désintègre lentement avec la décomposition du structuralisme et l'arrivée des nouveaux philosophes. A partir de 1977, règne un grand pluralisme d'idées, d'écoles et de méthodes. A partir de 1981, commence la fin d'un règne pour les intellectuels, mais une gestation est en cours.

3452. MOUILLAUD, Maurice – « Le livre invisible : trois émissions de la télévision française sur le livre ». *Communication et information* 8 (1), print. 86 : 109-126 ; résumés en anglais et en espagnol.

Le traitement du livre dans Apostrophes, Droit de réponse et Lire c'est vivre montre les caractéristiques essentielles d'une émission : un lieu et un moment de paraître, de faire-paraître, une dissimulation de la médiation au profit d'une stratégie énonciative propre à produire l'effet-de-réel.

3453. PAILLOU, Nelson – « Sports et économie ». *Journal officiel de la République française. Avis et rapports du Conseil économique et social* (8), 23 mai 86 : 49 p. ; tabl.

La progression spectaculaire du sport en France et le rôle qu'il joue aujourd'hui dans l'économie du pays sont un fait marquant de société ; son avenir dépend des orientations que prendront les trois forces qui l'animent : l'Etat, le mouvement sportif et les milieux économiques.

3454. SCHIPPER, Mineke – « Eurocentrisme et lettres africaines dans le champ universitaire ». *Peuples noirs - peuples africains* 9 (50), avr. 86 : 97-111.

Les lettres africaines n'intéressent que depuis peu les universitaires européens, en dépit de la francophonie qui aurait pu favoriser cet intérêt ; que leur approche soit évolutionniste ou relativiste, l'eurocentrisme de ces universitaires est indéniablement un handicap majeur.

Questions sociales

Voir aussi : n° 3757, 3762

3455. Le chômage et ses conséquences

a. « Population active et problèmes de l'emploi dans l'Ouest et le Centre-Ouest ». *Norois* 32 (128), déc. 85 : 465-698 ; tabl., graph., cartes.
Numéro consacré à une analyse des mutations de la population active dans l'Ouest de la France, de l'évolution du chomâge et des problèmes migratoires internes qui s'ensuivent.

b. BARTHE, Marie-Annick – « Chômage, travail au noir et entraide familiale ». *Consommation* (3), 1986 : 19-32 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.
Une étude auprès de 81 chômeurs de la région parisienne éclaire les liens entre le chômage et ses éventuels amortisseurs : le travail au noir et l'entraide familiale. Productions souterraine ou domestique, recours à l'entraide apparaissant des compensations certaines mais différemment utilisées selon les classes d'âge, et qui ne suffisent pas à pallier la vulnérabilité croissante de ces ménages.

c. ELBAUM, Mireille ; FAURE, Philippe – « Les chômeurs non-indemnisés en 1985. Résultats d'enquête ». *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi* (21), juin 86 : 71-94 ; tabl.
A la fin de l'année 1984, les chômeurs non indemnisés représentaient plus de 40 % des demandeurs d'emploi. Une enquête sur leur passé professionnel et leurs conditions de vie permet de faire apparaître la grande hétérogénéité de cette population et des problèmes qu'elle a à affronter.

d. GORZE, Suzanne – « Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans. Résultats de l'enquête de l'ANPE de juin 1985 ». *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi* (21), juin 86 : 55-69 ; tabl.
Enquête menée en juin 1985, auprès des demandeurs d'emploi de plus de 50 ans : leur situation professionnelle et familiale, les possibilités de retrouver un emploi, les conditions de leurs recherches, le montant et la nature de leurs ressources, leur situation vis-à-vis des prestations sociales et des régimes de retraite.

3456. Evolution de la famille et du couple

a. « La famille instable : parentalités, conjugalités, sociabilités familiales d'aujourd'hui ». *Actions et recherches sociales* 22 (1), mars 86 : 5-88 ; bibliogr. ; résumés en anglais.
Numéro consacré aux nouvelles formes de familles qui apparaissent aujourd'hui ou plutôt aux nouvelles « associations familiales » où la place de chacun s'avère mise en question.

b. FESTY, Patrick – « Vivre en couple sans mariage : les chiffres pour le dire ». *Futuribles* (99), mai 86 : 55-74 ; tabl., graph.
Le phénomène de l'union libre, qui s'étend de plus en plus en France sur le modèle de l'expérience des pays scandinaves, est important numériquement et a des conséquences tant démographiques que sociales. Alliée à d'autres phénomènes : divorces, familles monoparentales, baisse de la fécondité, l'union libre bouleverse les structures de la démographie.

c. GLAUDE, Michel ; SINGLY, François de – « L'organisation domestique : pouvoir et négociation ». *E. & [et] S.* (187), avr. 86 : 3-30 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.
En fonction du partage des tâches dans un ménage et du partage des décisions entre les conjoints, sept grands types d'organisation domestique peuvent être dégagés. Les grandes décisions sont prises de façon de plus en plus égalitaire, mais l'approvisionnement et le ménager sont plutôt du ressort des femmes. En général, les conjoints négocient leur pouvoir en fonction de leurs ressources respectives, économiques ou culturelles.

d. GRIGNON, Michel – « Famille : l'écume des changements n'ébranle pas l'édifice ». *Consommation* (3), 1986 : 3-16 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.
Bien que l'évolution de la famille ait souvent fait parler de son déclin, l'opinion d'individus interrogés sur les liens conjugaux fait ressortir une individualisation mais non une désaffection des choix familiaux. Le changement d'attitude s'exprime à travers la revalorisation du bonheur conjugal, l'identification vie familiale/vie privée et la multiplication des objectifs à atteindre par le couple. Voir à la suite, pp. 17-18 : « Une estimation subjective du coût de l'enfant ».

e. LEMEL, Yannick ; VERGER, Daniel – « Composition démographique et cycle de vie ; quelques réflexions sur le contenu et la notion de " type de ménage " ». *Revue française de sociologie* 27 (2), juin 86 : 273-300 ; tabl., graph. ; bibliogr.
Alors que chaque foyer, chaque ménage se caractérise par une constellation particulière de variables démographiques, il est nécessaire de combiner ces variables pour obtenir une « bonne » typologie des ménages.

f. NEYRAND, Gérard – « Imaginaire du couple et modernité ». *Cahiers internationaux de sociologie* 80, juin 86 : 127-145.
L'évolution des modèles sexuels dans le discours social, notamment en ce qui concerne les rapports du couple et la représentation de leur organisation quotidienne. Représentation dans le double sens du terme : scénique (mise en scène des images de l'homme et de la femme dans un discours médiatique) et psychologique (discours que les couples tiennent sur leur propre organisation familiale).

3457. L'évolution des naissances

a. DESPLANQUES, Guy ; SABOULIN, Michel de – « Mariage et premier enfant : un lien qui se défait ». *E & (et) S* (187), avr. 86 : 31-45 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.
Depuis 1977, les naissances hors mariage et les conceptions de premiers enfants par des mères célibataires s'accroissent rapidement. Les conceptions des premiers mois du mariage ont chuté en vingt ans. L'âge des femmes au premier accouchement augmente dans toutes les catégories sociales, mais ce recul s'est produit plus tôt pour les femmes diplômées.

b. DESPLANQUES, Guy – « 50 ans de fécondité en France : rangs et intervalles entre naissances ». *Population* 41 (2), avr. 86 : 233-258 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.
L'enquête « famille », effectuée par l'INSEE en 1982 auprès de 300 000 femmes mariées et célibataires, permet de mesurer l'évolution du nombre des enfants au sein des générations nées depuis 1917 et la variation des intervalles entre naissances successives. On constate la « tension démographique » des années 1960 : très peu de femmes sans enfant et intervalles très rapprochés entre les naissances. Le relâchement de ces deux contraintes explique la baisse de la fécondité qui a suivi.

3458. « La France avec les immigrés ». *Projet* (199), juin 86 : 23-74.

Suite d'articles : les populations d'origine étrangère sont en train de s'implanter en France et le débat sur l'immigration porte donc sur l'avenir de la communauté nationale et de la société française. Voir : JAZOULI, A. : « Les Maghrébins de France, objets et sujets du politique » ; SCHLEGEL, J.L. : « L'immigration interroge notre identité nationale » ; CHAZALETTE, A. : « L'habitat des immigrés » ; DAVRANCHE, P. : « A l'école avec les enfants de l'immigration » ; DIAS, M. : « La vie culturelle et associative » ; BEL-BAHRI, A. : « La naissance de minorités ethniques ».

3459. Les inégalités sociales

a. « Où en sont les inégalités aujourd'hui en France ? Comment les réduire ? » *Citoyens* (208-209), avr. 86 : 2-26.
Dossier : les inégalités, loin de disparaître, augmentent en France. Elles touchent aussi bien l'emploi (chômage, emploi précaire) que les revenus, la fiscalité ou la protection sociale.

b. SUPUY, Jean-Pierre – « La justice sociale introuvable ». *Commentaire* 9 (34), été 86 : 213-222.
Compte rendu d'une enquête sur les principales représentations sociales en matière de justice sociale. Le débat se polarise autour de deux modèles de base, l'« égalitarisme » et la « méritocratie », simples, aux frontières plus ou moins perméables.

3460. La sécurité au travail

a. « Santé au travail : les nouveaux risques ». *Liaisons sociales. Mensuel* (9), juin 86 : 52-61.
Dossier : l'INSEE révèle que l'écart d'espérance de vie a tendance à se creuser entre catégories sociales, les maladies professionnelles évoluent et les médecines du travail réfléchissent sur leur rôle aujourd'hui.

b. « Sécurité du travail : la responsabilité de l'employeur ». *Légi-social* (147), avr. 86 : 23-65.
En matière de sécurité, la responsabilité pénale et civile de l'employeur peut être engagée. Ses obligations varient selon les catégories du personnel employé et selon les risques spécifiques au matériel ou de l'activité exercée. Description des principales prescriptions techniques applicables, de l'étendue de la responsabilité de l'employeur et des moyens juridiques dont il dispose pour déléguer ses pouvoirs à certains subordonnés.

c. PERUCCA, Brigitte ; VALDELIEVRE, Jean-Christophe – « Sécurité, d'abord un état d'esprit ». *L'usine nouvelle. Produire* mai 86 : 49-81.
Au-delà des mesures réglementaires, des entreprises ont pris des initiatives importantes pour renforcer la prévention des accidents du travail. Leur objectif : sensibiliser le personnel en frappant les esprits par des opérations ponctuelles et en développant une stratégie d'ensemble.

3461. TUC et emploi des jeunes

a. « Les travaux d'utilité collective ». *Education et société* (8), [1er trim. 86] : 158 p.
Numéro spécial : après avoir été l'objet de toutes les critiques, les TUC sont présentés aujourd'hui comme une réussite ; la diversité des réalisations pratiques en est une des preuves. Les jeux institutionnels qui, dans les coulisses des appareils d'Etat, font fonctionner les programmes TUC et les perspectives de cette expérience.

b. MARCHAND, Olivier ; MARTIN-LE GOFF, Elisabeth – « L'emploi en 1985 : les signes d'une amélioration ». *E & (et) S* (187), avr. 86 : 47-57 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

L'emploi s'est accru en 1985, surtout grâce aux TUC. Cette progression n'a pas été suffisante pour entraîner une véritable régression du chômage.

c. MEOT, Thierry – « Les jeunes et l'emploi : la galère ou le naufrage ? » *La note de l'IRES* (8), avr. 86 : 5-20 ; tabl., graph.
Les dix dernières années, marquées par la crise et le chômage, ont profondément déstructuré l'environnement des jeunes, accentuant les inégalités sociales et faisant de la classe d'âge 18-25 ans celle des emplois précaires – l'expérience des TUC en est un exemple – et de l'inadéquation entre formation et débouchés.

3462. DEMUNTER, P. ; VERNIERS, M.C. – La qualification sociale : une arme aux mains des travailleurs ». *Contradictions* (47), 1986 : 58-71.

Le rapport Schwartz sur l'insertion sociale et professionnelle des jeunes s'appuie sur les termes de participation, de responsabilité et d'autonomie pour préconiser la meilleure insertion possible des jeunes dans la société. Rien dans ce texte n'est une critique de l'ordre social établi mais tout, au contraire, vise à y faire participer la jeunesse.

3463. JALLADE, Jean-Pierre – « La formation en alternance à la croisée des chemins ». *Futuribles* (99), mai 86 : 39-53 ; tabl.

L'alternance expérience professionnelle/formation scolaire caractérise de plus en plus certaines filières de formation et semble être une voie d'avenir malgré un certain nombre de handicaps institutionnels comme ceux que connaissent les différents plans 16-25 ans.

Economie et finances

Voir aussi : n° 3258, 3690, 3699, 3768

3464. « Les cent marchés de la France ». *L'expansion* (286), juin 86 : 239 p. ; tabl., graph.

Numéro spécial. Innovation, flexibilité, nouvelles armes commerciales, adaptation des produits à la demande, tels sont les grands principes à appliquer pour redonner du dynamisme aux exportations françaises. Le point sur les principaux pays acheteurs par secteur, la position de la France, les grands contrats, les parts de marché et la conjoncture pays par pays.

3465. « Découverte des finances publiques ». *Les cahiers français* (225 et 226), avr. et juin 86 : 2-68 et 32 p. ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les prélèvements obligatoires. L'évolution des dépenses publiques en France depuis un siècle, les dépenses publiques, les fonctions de l'administration (allocation, redistribution et régulation), la dette publique comme alternative aux prélèvements, l'évolution des finances publiques aux Etats-Unis, en France, en Grande-Bretagne et en RFA.

3466. « Les entreprises françaises performantes ». *Investir* (647), 14 juin 86 *Supplément* : 9-90 ; tabl., graph.

Numéro consacré aux entreprises françaises les plus performantes dans quelques secteurs clés (informatique, assurances, communication, BTP, pharmacie, agro-alimentaire) : les stratégies de leurs dirigeants, les profils de 38 sociétés, le classement des entreprises les plus performantes en Bourse.

3467. « La famille et l'impôt ». *Revue française de finances publiques* (14), 1986 : 1-143 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré au décalage grandissant entre la fiscalité et la réalité sociale de la famille actuelle et à ses conséquences financières pour l'Etat et les familles.

3468. « Le financement de l'industrie ». *Revue d'économie industrielle* (35), 1er trim. 86 : 224 p. ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré aux évolutions des systèmes financiers et des relations entre créanciers et débiteurs, au financement public de l'activité industrielle, en particulier sur le plan régional, et aux problèmes de financement de l'entreprise en France. Voir notamment : COLLETIS, Gabriel : n° 3258 ; GAUDEMAR, Jean-Paul : n° 3690 ; DIETSCH, Michel : n° 3472 ; LEVRATTO, Nadine ; TORRE, André : n° 3475.

3469. « Les revenus des ménages 1960-1986 ; rapport de synthèse ». *Documents du Centre d'études des revenus et des coûts* (80) *Numéro spécial* [1986] : 130 p. ; tabl., graph.

Les disparités de revenus moyens entre les catégories socio-professionnelles de ménages se sont sensiblement resserrées entre 1960 et 1984. Au cours de cette même période le poids de chaque catégorie socio-professionnelle a changé. Les ménages les plus défavorisés sont les familles monoparentales et les couples dont le conjoint est inactif, les plus favorisés sont les inactifs et les professions indépendantes.

3470. AUBERT, Jean-Pierre – « Les prêts et aides aux entreprises. Procédures et circuits de distribution ». *Journal officiel de la République française. Avis et rapports du Conseil économique et social* (9), 28 mai 86 : 53 p. ; tabl.

Le système français d'aide aux entreprises privilégie les aides financières, utilise la fiscalité comme mesure d'accompagnement ou moyen d'orienter l'épargne vers les entreprises et se sert des subventions pour promouvoir la recherche-développement et maintenir l'emploi. Ce système relativement complexe a besoin d'être simplifié et coordonné.

3471. BONIN, Hubert – « Les banques d'affaires et la sortie de la crise ». *Le débat* (40), sept. 86 : 143-158.

La nationalisation des banques d'affaires n'a pas eu les heureux effets escomptés : beaucoup étaient dans une piètre situation financière, la concurrence des banques privées a joué, ainsi que le manque de moyens financiers : l'Etat n'a pas gagné la haute main sur le grand capital et a dû constater que la malléabilité du capitalisme français était faible.

3472. DIETSCH, Michel – « Quelques aspects du crédit interentreprises dans l'industrie ». *Revue d'économie industrielle* (35), 1er trim. 86 : 181-194 ; tabl. ; bibliogr.

Depuis la fin des années 1960, le crédit interentreprises constitue une source de financement à court terme très utilisée par les entreprises. Son développement est lié à la capacité de financement propre des entreprises et à la disponibilité du crédit bancaire. Il permet en outre de couvrir des besoins de financement plus larges.

3473. GUIBERT, Noël – « Reproduction de l'entreprise et critères de gestion ». *Issues* (24), 2e trim. 86 : 87-126.

La structure qui sert de base à la reproduction du capital productif est l'entreprise. Celle-ci ayant vocation à se reproduire, cette reproduction sera l'objectif de toute gestion. Aussi la mise en œuvre de nouveaux critères de gestion découle-t-elle d'un nouveau croisement des contraintes de reproduction.

3474. LE FOLL, Jean – « La tarification du téléphone : une réforme de grande ampleur ». *Economie et prévision* (2), 1986 : 21-41 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

Jusqu'à présent, la notion de service public à prévalu dans la fixation des tarifs du téléphone. A l'avenir, la tarification devrait dépendre des usages faits du téléphone, des catégories de services rendus et, surtout, de quatre paramètres : le moment, le lieu, la distance et la durée. Certaines réformes ont déjà été entreprises en ce sens, depuis 1981, elles devront être poursuivies : accentuation de la modulation horaire, réduction de l'importance de la distance pour le trafic interurbain, accroissement de celle de la durée pour les communications locales.

3475. LEVRATTO, Nadine ; TORRE, André – « Logique productive et financement bancaire des entreprises ». *Revue d'économie industrielle* (35), 1er trim. 86 : 195-212 ; bibliogr.

Dans leurs attributions de crédit aux entreprises, les institutions financières bancaires tiennent de plus en plus compte des impératifs nationaux et des caractéristiques de l'emprunteur. De grandes disparités et une distinction doivent être effectuées entre les activités relevant du domaine privé et celles qui appartiennent au secteur public. Voir à la suite, pp. 213-224 : PASTRE, Olivier : « La modernisation des relations entre les banques et les entreprises ».

3476. MARGUERITE, Bernard – « La déréglementation financière. Eléments et réflexions ». *Issues* (24), 2e trim. 86 : 33-86.

La situation de la déréglementation financière en France dans le mouvement d'internationalisation des économies. Ses implications, ses contradictions et difficultés.

3477. MISTRAL, Jacques – « 125 ans de contrainte extérieure : l'expérience française ». *Economies et sociétés* 20 (1), janv. 86 : 91-115 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Une profonde mutation s'est opérée dans les réponses que l'économie française a données aux contraintes extérieures entre les périodes de croissance et de crise. La stagnation actuelle a introduit une politique d'économie de main-d'œuvre afin de maintenir la productivité, mais également un biais déflationniste dangereux.

3478. RAPP, Lucien – « La loi du 3 janvier 1985, relative aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques ». *Revue française de droit administratif* 2 (2), avr. 86 : 217-227.

La loi du 3 janvier 1985 fait obligation à certaines sociétés commerciales et entreprises publiques d'établir annuellement des comptes consolidés de groupe, suivant des méthodes comptables uniformes. C'est une véritable législation des groupes qui est mise en place progressivement permettant l'adaptation du droit des sociétés aux structures de l'appareil productif.

Aménagement et urbanisme

3479. « Gestion/reconversion ». *Urbanisme* (213), mai 86 : 39-106.

Suite d'articles sur la double fonction de l'urbanisme : gestion du patrimoine immobilier et reconversion de certains sites qui doit s'inscrire dans une action globale de promotion et d'amélioration de la ville.

3480. Les problèmes de logement

a. « HLM : qui doit payer ? » *Le moniteur des travaux publics et du bâtiment* (22), 30 mai 86 : 67-122 ; tabl.
Dossier insistant sur les difficultés financières auxquelles sont confrontés les responsables des organismes d'HLM et présentant quelques réalisations exemplaires.

b. BETBEZE, Jean-Paul – « Le logement au carrefour ». *Consommation* (3), 1986 : 33-47 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.
La construction a diminué en France de moitié en 10 ans : l'évolution démographique, le changement des préférences patrimoniales, les mutations économiques... expliquent ce déclin qui correspond aussi et surtout à la rupture des conditions particulières de réglementation et de financement qui avaient permis le miracle de la construction sans heurt en France de 1950 à 1975.

c. PETREQUIN, Daniel – « Le logement des personnes à faibles ressources ». *Journal officiel de la République française. Avis et rapports du Conseil économique et social* (11), 24 juin 86 : 44 p. ; tabl., graph.
Le logement représente une charge de plus en plus lourde pour toute une catégorie de population : chômeurs en fin de droits, personnes âgées, familles nombreuses immigrées. La nécessité d'une prise en compte institutionnelle et de mesures spécifiques pour ces occupants ; les responsabilités des différents partenaires : Etat, HLM, collectivités territoriales.

3481. La protection du littoral

a. DÉJEANT, Maguelonne – « La politique française du littoral ». *Regards sur l'actualité* (119), mars 86 : 31-38.
La résolution des problèmes liés au littoral ne s'est faite, pendant longtemps, que d'une manière sectorielle. Depuis quelques années, émerge une volonté d'élaborer une véritable « politique du littoral ». La loi n° 86-2 du 3 janvier 1986, d'aménagement, de protection et de mise en valeur du littoral, s'inscrit dans ce cadre.

b. GODFRIN, Philippe – « La loi du 3 janvier 1986, relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral ». *L'actualité juridique. Droit administratif* (6), 20 juin 86 : 359-367.

Les orientations générales de la loi peuvent être résumées en cinq mots clés : clarification, protection, développement, transparence, ouverture à tous. Ces cinq objectifs sont diversement atteints : la protection apparaît comme la préoccupation primordiale, le développement est le grand perdant et la seule activité économique prise en compte. Ouverture à tous, transparence et clarification caractérisent tout ce qui touche à la gestion du domaine public.

3482. « Voyage au centre de la ville. Eloge de l'urbanité ». *Espaces temps* (33), 1986 : 2-68 ; bibliogr. ; résumés en anglais.

Numéro consacré à la ville : les conceptions de différentes personnalités (architecte, urbaniste, philosophe, géographe, sociologue...) et une réflexion sur le concept de centralité.

3483. DEBBASCH, Roland – « L'intervention économique des collectivités locales après les lois de décentralisation ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (2), avr. 86 : 497-560.

Si la loi du 2 mars 1982 a étendu les compétences économiques des collectivités locales, elle n'en pose pas moins des limites qui tiennent compte des risques potentiels de cette extension, assorties de sanctions pour les abus possibles.

Grande-Bretagne

Voir aussi : n° 3735

3484. La politique du logement

a. CLAPHAM, David ; KINTREA, Keith – « Rationing, choice and constraint : the allocation of public housing in Glasgow ». *Journal of Social Policy* 15 (1), janv. 86 : 51-67 ; tabl. ; bibliogr.
En Grande-Bretagne, l'attribution de logements par l'Etat ne se fait pas sans une certaine ségrégation sociale. Cette ségrégation est souvent mise sur le compte du fonctionnement des institutions locales. Le cas de la ville de Glasgow révèle qu'il faut également chercher les causes de ce phénomène dans l'attitude des candidats au logement.

b. WATSON, Sophie – « Housing and the family : the marginalization of non-family households in Britain ». *International Journal of Urban and Regional Research* 10 (1), mars 86 : 8-28 ; bibliogr. ; résumés en espagnol, en allemand et en français.
Qu'il s'agisse du secteur public ou du secteur privé, la politique du logement en Grande-Bretagne est centrée sur la cellule familiale traditionnelle. Ceci signifie que les foyers sans véritable famille (célibataires essentiellement) se trouvent marginalisés

3485. TAYLOR, Trevor – « Britain's response to the Strategic Defence Initiative ». *International Affairs* 62 (2), print. 86 : 217-230.

La position britannique face à l'IDS lancée par le Président Reagan le 23 mars 1983 a d'abord été hésitante, lente à s'affirmer puis mal coordonnée. Fin 1985, elle s'articule autour de quatre axes : pas de réaction précipitée, soutien limité, participation aux recherches, négociations sur une base bilatérale et directe avec les Etats-Unis. Cette position est amenée à évoluer d'ici la fin de la décennie.

3486. WOOD, Christopher – « Local planning authority controls over pollution ». *Policy and Politics* 14 (1), janv. 86 : 107-123 ; bibliogr.

Au Royaume-Uni, les autorités locales chargées de la planification jouent un rôle essentiel dans la lutte contre la pollution. Ces autorités sont amenées à arbitrer des intérêts opposés, ceux des entreprises et ceux de l'environnement.

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 3346, 3730

3487. Hong Kong

a. « Hong Kong and its future ». *Asian Pacific Community* (31), hiv. 86 : 1-54.
Suite d'articles sur les conséquences de l'accord signé entre la Chine et la Grande-Bretagne pour l'avenir de Hong Kong et pour les investisseurs étrangers qui y sont établis.

b. TAMAO, Toyomitsu – « The position of Hong Kong in the dynamic Asian Pacific region ». *Annales d'études internationales* 14, 1985 : 91-107 ; tabl.
Analyse des perspectives de l'évolution économique et politique de Hong Kong, compte tenu de celles du développement, en plein essor, de l'Asie du Pacifique, auxquelles son avenir est lié.

c. WESLEY-SMITH, Peter – « The Hong Kong Act of 1985 ». *Public Law* print. 86 : 122-136.
Le 6 avril 1985, la Reine d'Angleterre a donné son « Royal Assent » à une loi prévoyant qu'à compter du 1er juillet 1997, la Grande-Bretagne pourra renoncer à exercer sa souveraineté sur la ville de Hong Kong. L'application de ce texte nécessitera de longues négociations entre Pékin, Londres et Hong Kong.

3488. « Local government issues ». *Politics Today* (4), 1er mars 86 : 55-82.
Les réponses du parti conservateur aux problèmes de l'administration locale en Grande-Bretagne : finances locales, cas de Londres et des comités métropolitains, la gestion de Liverpool par les Travaillistes, logement et urbanisme, enseignement et police.

3489. HEATH, Anthony et al. – « Understanding electoral change in Britain ». *Parliamentary Affairs* 39 (2), avr. 86 : 150-164 ; tabl.
Les élections générales de 1983 en Grande-Bretagne, bien qu'elles aient été remportées par les Conservateurs, ont marqué l'ascension de l'Alliance qui a dû son score à son aspect de parti protestataire et l'échec des travaillistes, dû au rétrécissement du vote de classe. Rien n'indique que ces tendances doivent se confirmer lors des prochaines élections.

3490. PLOWDEN, William – « I quadri direttivi dell'amministrazione centrale in Gran Bretagna ». *Quaderni costituzionali* 5 (3), déc. 85 : 497-520.
La fonction publique britannique comprend un groupe-clé d'environ 2 000 personnes, ces hauts fonctionnaires par ailleurs recrutés selon les canaux communs à toute la fonction publique, se distinguent très peu des « policy-makers ». Indépendants du pouvoir parlementaire ils se divisent entre spécialistes-consultants et « généralistes » possédant un rôle de management stratégique auprès des différents ministres. La critique du monopole exercé par Oxford et Cambridge, comme seules voies d'accès, et l'intérêt renouvelé avec l'arrivée au pouvoir de Mme Thatcher en 1979 pour leurs nominations, ont provoqué un débat sur la réforme du statut des hauts fonctionnaires, en particulier vers une restriction de leur indépendance au sein de chaque ministère. L'opposition qui s'est récemment développée entre Mme Thatcher et la bureaucratie ne fait cependant que renforcer celle-ci dans son conservatisme.

3491. SHANNON, William V. – « The Anglo-Irish agreement ». *Foreign Affairs* 64 (4), print. 86 : 849-870.
L'accord de novembre 1985 entre Mme Thatcher et G. Fitzgerald qui instaure un partage dans l'administration de l'Irlande du Nord représente le pas le plus important fait depuis 1922 dans le sens d'une amélioration entre la Grande-Bretagne et l'Irlande ; mais la route vers la réconciliation sera longue et tortueuse, il faudra que des résultats positifs apparaissent rapidement et que les Unionistes admettent que leur sécurité n'est pas menacée.

3492. SVENNEVIG, Michael ; GUNTER, Barrie – « Television coverage of the 1984 European parliamentary election ». *Parliamentary Affairs* 39 (2), avr. 86 : 165-178 ; tabl.
En 1979 comme en 1984, les medias ont peu couvert l'élection européenne en Grande-Bretagne et les personnes – peu nombreuses – ayant voté n'ont pas été influencées dans leur choix par la télévision ; par contre, on peut imputer en partie aux medias la responsabilité de la faible participation à ces élections.

Vie culturelle et scientifique

Voir aussi : n° 3732

3493. HOFFMANN, Stanley – « Hedley Bull and his contribution to international relations ». *International Affairs* 62 (2), print. 86 : 179-195.

Les recherches de Hedley Bull en relations internationales se caractérisent par l'unité et la cohérence de leur approche et leur vision humaniste. Ses analyses portent essentiellement sur la nature de la scène mondiale contemporaine, l'équilibre entre les super puissances et la menace nucléaire.

3494. MOORE, Peter G. – « Positioning business schools in the U.K. ». *Lloyds Bank Review* 160, avr. 86 : 36-51 ; tabl.

Depuis 1945, les performances économiques britanniques ne sont guère brillantes par rapport à celles de ses principaux concurrents. Ceci est souvent justifié par le retard accumulé par les entreprises anglaises en matière de gestion. D'où l'idée d'améliorer le système éducatif anglais en y introduisant le système américain du MBA.

3495. PRAIS, S.J. ; STEEDMAN, Hilary – « Vocational training in France and Britain : the building trades ». *National Institute Economic Review* (116), mai 86 : 45-55.

Un examen comparatif des formations professionnelles dans le secteur du bâtiment pour la France et la Grande-Bretagne. Organisation de l'enseignement, qualification et salaires des apprentis.

Questions sociales

Voir aussi : n° 3501, 3759

3496. « Les étudiants et leur premier emploi au Royaume-Uni ». *Formation-emploi* (13), mars 86 : 43-76.

Dossier consacré aux problèmes des « débouchés » des diplômés de l'enseignement supérieur, en raison du décalage croissant entre le nombre grandissant de ceux-ci et la récession économique. Enquête sur les rapports entre le type de formation reçue et la qualité de l'emploi proposé. Les jeunes diplômés sont-ils bien informés des postes offerts ? Voir : STEPTOE, B. : « L'enquête annuelle d'insertion professionnelle » ; PEARSON, R. : « Le passage des études supérieures au marché du travail ».

3497. CREIGH, Stephen et al. – « Self employment in Britain ». *Employment Gazette* 94 (5), juin 86 : 183-194.

Selon les résultats des enquêtes réalisées de 1981 à 1984 sur la population active, le nombre de travailleurs indépendants a beaucoup augmenté en Grande-Bretagne au cours des dernières années, aussi bien pour les hommes que pour les femmes.

3498. MACDONALD, John Stuart ; SAILLARD, Yves – « La privatisation du système de soins britannique depuis 1979 ». *Sciences sociales et santé* 4 (1), fév. 86 : 9-43 ; tabl. ; résumés en anglais et en espagnol.

Comparée à ses propres objectifs, la politique de privatisation des soins n'a pas été un succès en Grande-Bretagne. Le secteur privé se développe dans une dépendance vis-à-vis du secteur public, sans offrir la gamme de services qui mettrait véritablement en œuvre une concurrence de l'offre.

3499. OWEN, David – « Public sector pay : justice without inflation ». *Public Administration* 64 (1), print. 86 : 1-11.

L'absence d'une politique cohérente des salaires du secteur public en Grande-Bretagne conduit à de nombreuses incompréhensions et à un mécontentement qui s'est manifesté récemment lors des grèves des enseignants. Une plus grande corrélation devrait être établie entre les salaires du secteur public et les salaires du secteur privé.

3500. RICE, Patricia G. – « Juvenile unemployment, relative wages and social security in Great Britain ». *The Economic Journal* 96 (382), juin 86 : 352-374 ; tabl., graph. ; bibliogr.

En Grande-Bretagne, le taux de chômage chez les moins de vingt ans est passé de 3,6 à 27 % entre 1970 et 1980. De nombreuses explications de cette évolution sont inappropriées (raisonnement en terme d'équilibre sur le marché du travail, indemnités de chômage incitant les jeunes à ne pas travailler...).

Economie et finances

Voir aussi : n° 3729, 3750

3501. « The Conservative government. Seven years'work ». *Politics Today* (9), 8 mai 86 : 147-185.

Présentation de la politique économique et sociale du gouvernement conservateur depuis 1979.

3502. DOYLE, Peter et al. – « A comparative study of Japanese marketing strategies in the British market ». *Journal of International Business Studies* 17 (1), print. 86 : 27-46 ; tabl. ; bibliogr.

Par rapport aux entreprises britanniques et japonaises, les filiales japonaises en Grande-Bretagne sont plus dynamiques sur le plan du marketing. Sur le plan de l'organisation de la fonction marketing dans l'entreprise, elles se rapprochent beaucoup des entreprises britanniques.

3503. DUNLEAVY, Patrick – « Explaining the privatization boom : public choice versus radical approaches ». *Public Administration* 64 (1), print. 86 : 13-34 ; graph. ; bibliogr.

L'origine puis le rapide développement de la vague de privatisation en Grande-Bretagne posent un certain nombre de problèmes cruciaux quant à la définition de la privatisation et de la politique publique selon les courants politiques : opposition des arguments de la nouvelle droite et des perspectives radicales.

3504. GLYN, Andrew – « Capital flight and exchange controls ». *New Left Review* (155), fév. 86 : 37-49.

L'application d'une véritable politique socialiste en Grande-Bretagne requiert l'adoption d'un contrôle draconien des changes, ce que le Labour ne propose pas aujourd'hui. Or la fuite des capitaux est une des raisons cruciales du non-retour au plein emploi.

3505. HILL, C.W.L. ; PICKERING, J.F. – « Divisionalization, decentralization and performance of large United Kingdom companies ». *Journal of Management Studies* 23 (1), janv. 86 : 26-50 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Une enquête réalisée auprès de 144 grandes entreprises du Royaume-Uni, révèle que la majorité de ces entreprises ont adopté en matière d'organisation intérieure le principe de la « multidivision ». Ceci ne les empêche cependant pas d'avoir des comportements originaux par rapport à ce modèle.

3506. McINTOSH, James – « Economic growth and technical change in Britain 1950-1978 ». *European Economic Review* 30 (1), fév. 86 : 117-128 ; tabl. ; bibliogr.

De 1950 à 1978, la croissance économique en Grande-Bretagne a été plus faible que celle des autres pays de l'OCDE. En plus de l'insuffisance des investissements, des choix technologiques inappropriés et la mauvaise qualité du stock de capital expliquent ces résultats.

3507. ROBINSON, Roy – « Restructuring the Welfare State : an analysis of public expenditure, 1979-80 - 1984-85 ». *Journal of Social Policy* 15 (1), janv. 86 : 1-21 ; tabl. ; bibliogr.

Depuis 1979 et l'élection de Madame Thatcher les dépenses publiques en Grande-Bretagne ont subi d'importants bouleversements souvent masqués par des statistiques inadéquates ou erronées. Contrairement à certaines idées reçues, ces changements ne se sont pas traduits par des réductions mais par une nouvelle composition des dépenses publiques.

3508. SANTINI, Jean-Jacques – « La politique budgétaire britannique ». *Economie et prévision* (2), 1986 : 3-19 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Avec l'arrivée au pouvoir du Parti conservateur, en 1979, l'assainissement des finances publiques et le rôle de l'Etat dans l'économie sont devenus les priorités du gouvernement. La politique économique menée depuis cette date

a connu certains succès : ralentissement de l'inflation, amélioration de la productivité et de la rentabilité des entreprises ; cependant, dans le domaine des finances publiques, les objectifs fixés (baisse des prélèvements obligatoires et des dépenses publiques) n'ont pas été atteints.

Haïti

3509. DENIEUIL, Pierre Noël – « Artisans et petits entrepreneurs haïtiens : logiques socioprofessionnelles et rationalités culturelles ». *Tiers-Monde* 27 (105), mars 86 : 179-193.

Les réalités socio-culturelles du micro-entrepreneur haïtien varient selon que l'on a affaire à de petits artisans ruraux ou urbains, à de petits entrepreneurs ou à des « entreprenants » qui ont déjà franchi une certaine échelle sociale et sont intégrés à l'économie de marché.

3510. LAURENT, Philippe – « En Haïti, l'Eglise et la libération politique ». *Projet* (199), juin 86 : 86-90.

En Haïti, l'Eglise catholique a joué un rôle déterminant dans la chute du régime Duvalier à la fois par son travail actif de conscientisation et de promotion humaine et par ses prises de positions au cours des trois dernières années.

3511. NTONFO, André – « Lettre d'Haïti ou les leçons d'une histoire ». *Peuples noirs - peuples africains* 9 (49), fév. 86 : 71-85.

Haïti qui fut la première République noire, en conquérant son indépendance en 1804, offre aujourd'hui le visage d'un pays pauvre et sous-développé, ignorant la démocratie. L'Afrique noire doit tenir compte de cet exemple d'un Etat qui, après avoir conquis son indépendance, a été incapable de l'assumer, succombant aux conflits ethniques et au piège du néocolonialisme.

Hongrie

Voir aussi : n° 3700

3512. La politique économique

a. ANTAL, Endre – « Betrachtungen zur ungarischen Wirtschaftsreform 1980-1985 » (Examen de la réforme économique hongroise 1980-1985). *Osteuropa* 36 (2), fév. 86 : 125-138.
Le système économique hongrois qui fut soumis à des réformes partielles de 1953 à 1980 et à une réforme globale en 1968 se trouve actuellement dans un processus de renouvellement à moyen et long terme depuis 1980. C'est la fin de la prédominance des plans économique centraux.

b. CSIKÓS-NAGY, Béla – « Ungarns Weg zur sozialistischen Marktwirtschaft » (La voie de la Hongrie vers l'économie de marché socialiste). *Europäische Rundschau* 14 (1), hiv. 86 : 61-72.
Depuis la fin 1956 la politique économique hongroise s'est toujours caractérisée par sa volonté d'adaptation à l'économie internationale et d'innovation. Il est indéniable que sans son orientation de plus en plus marquée depuis 1979 vers une économie de marché socialiste la Hongrie n'aurait pu faire face aux importantes difficultés qu'elle a su surmonter.

c. CSIKÓS-NAGY, Béla – « Contribution au modèle hongrois de l'économie socialiste ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 17 (1), mars 86 : 31-42 ; résumés en anglais.
Depuis la réforme économique, l'économie hongroise évolue vers une économie de marché socialiste. Examen du système de planification, du mécanisme des prix, de la monétisation de l'économie et de l'organisation déterminée par le marché.

d. TOMPA, Michel – « L'économie hongroise en 1985 : les mécomptes de la réforme ». *Le courrier des pays de l'Est* (305), avr. 86 : 54-60 ; tabl.
Les mauvais résultats économiques de la Hongrie en 1985 s'expliquent par les hésitations quant à la poursuite de la réforme et par l'archaïsme de l'industrie qui rend difficile l'essor des exportations, alors que les importations augmentent, le gouvernement ayant décidé de maintenir le pouvoir d'achat.

L'avenir de l'économie dépendra des solutions trouvées pour éviter l'étouffement de la réforme sous les contraintes de la planification.

3513. KOVACS PAL, Ilona – « Zusammenhänge zwischen der Entwicklung des ungarischen Ratesystems und der Regionalpolitik » (Les relations entre le développement du système des Conseils et la politique régionale en Hongrie). *Die Verwaltung* 19 (1), 1986 : 101-116 ; tabl., cartes.

La suppression des cantons ainsi que la naissance d'une cohésion entre les villes et leur environnement sont la conséquence d'une volonté de décentralisation et d'une autonomie locale. Mais l'influence des conseils locaux n'a pas suivi ce développement territorial.

Inde

Voir aussi : n° 3405, 3629

3514. SHARMA, S.K. – « A framework for Indo-Pakistan relations : an Indian perspective ». *Asian Affairs (Dacca)* 7 (4), déc. 85 : 41-57.

Les relations conflictuelles entre l'Inde et le Pakistan peuvent être analysées à deux niveaux : celui des relations internationales et celui des relations bilatérales. Dans le contexte international, le conflit indo-pakistanais peut s'expliquer par l'opposition entre un « grand » et un « petit » pays, par les politiques extérieures différentes. Au niveau des relations entre les deux pays, l'affrontement peut être dû aux systèmes politiques et économiques, aux religions différentes dans chacun des pays.

Institutions et vie politiques

3515. JURLOVA, E.S. – « Kasta v političeskoj zizni štata Bihar (Indija) » (La caste dans la vie politique de l'Etat de Bihar (Inde). *Narody Azii i Afriki* (1), 1986 : 31-39 ; tabl. ; résumé en anglais.

Dans un contexte général de sous-développement socio-économique et de persistance de rapports de production pré-capitalistes dans l'Etat de Bihar, la caste demeurera longtemps encore l'instrument privilégié de mobilisation politique.

3516. MALIK, Yogendra K. – « The Akali party and sikh military move for greater autonomy or secessionism in Punjab ». *Asian Survey* 26 (3), mars 86 : 345-362 ; tabl.

Loin de développer une identité nationale effaçant les clivages ethniques comme le prévoyaient les leaders nationalistes du Tiers-Monde, le développement économique et culturel a au contraire favorisé l'émergence de mouvements autonomistes. Le parti Akali des militants Sikhs du Punjab en est un exemple type. Voir à la suite, pp. 363-377 : WALLACE, Paul : « The Sikhs as a " minority " in a Sikh majority State in India ».

3517. THOMAS, Raju G.C. – « India's nuclear and space programs : defense or development ». *World Politics* 38 (2), janv. 86 : 315-342 ; tabl. ; bibliogr.

Les programmes indiens portant sur l'énergie nucléaire civile et sur l'espace pourront permettre à l'Inde de produire des armes nucléaires et des vecteurs stratégiques nucléaires. Cependant, une option militaire n'aurait pas que des avantages pour l'Inde, car la Chine et le Pakistan, ses voisins directs, pourraient en faire autant dans ce cas.

3518. TUMMALA, Krishna K. – « Democracy triumphant in India the case of Andhra Pradesh ». *Asian Survey* 26 (3), mars 86 : 378-395.

L'analyse de la crise politique traversée par l'Etat d'Andhra Pradesh en août et septembre 1984, de la manière dont elle a été résolue, des relations entre Etat central et états fédérés en Inde, témoigne de la force de la démocratie indienne, de sa capacité à surmonter les crises, comme elle l'avait déjà fait en 1977 et 1979.

3519. GOEL, B.B. – « Role of marketing cooperatives in rural development : some priorities in the seventh five year plan ». *The Maharashtra Cooperative Quarterly* 69 (3), janv. 86 : 139-149 ; tabl.

Le 7e plan quinquennal de développement des coopératives de distribution doit mettre l'accent sur la suppression des coopératives non viables, l'assainissement des finances, la dépolitisation du mouvement coopératif et l'amélioration des techniques commerciales.

3520. LIETEN, Kristoffel – « India : foreign investments and the domestic policy framework ». *Development and Peace* (6), aut. 85 : 66-82 ; tabl.

Depuis l'indépendance en 1947, l'Inde mène une politique industrielle protégeant les intérêts indiens contre tout monopole intérieur et les investissements étrangers. Dans ce dernier domaine, la politique indienne a été relativement uniforme en empêchant les capitaux étrangers de prendre une part trop grande dans des branches cruciales de l'économie indienne.

3521. TORRY, William I. – « Drought and the government village emergency food distribution system in India ». *Human Organization* 45 (1), print. 86 : 11-23 ; graph. ; bibliogr.

Les programmes d'assistance gouvernementaux constituent l'une des principales sources de subsistance pour de nombreux villages indiens. En cas de sécheresse, ils garantissent la survie individuelle en se substituant au système villageois traditionnel de partage de la nourriture tout en encourageant au développement local.

Indonésie

3522. « Indonesia's transmigration programm : a special report in collaboration with Survival International and Tapol ». *The Ecologist* 16 (2-3), 1986 : 58-117 ; tabl., carte.

Dossier : les implications humaines et économiques du programme indonésien destiné à faire migrer de Java, Madura, Bali et Lomboek vers les autres îles indonésiennes les paysans sans terre.

3523. ALEXANDER, Jennifer – « Information and price setting in a rural Javanese market ». *Bulletin of Indonesian Economic Studies* 22 (1), avr. 86 : 88-111 ; bibliogr.

L'observation du circuit effectué par le piment jusqu'à son arrivée sur le marché de Java, met en lumière les réseaux commerciaux et dénote la stabilité du système de prix et des relations commerciales, mais aussi un manque d'information sur les disponibilités.

3524. KINOSHITA, Toshihiko – « Japanese investment in Indonesia : problems and prospects ». *Bulletin of Indonesian Economic Studies* 22 (1), avr. 86 : 34-56 ; tabl. ; bibliogr.

Les investissements japonais en Indonésie ont légèrement diminué ces dernières années, bien que les relations économiques entre les deux pays soient sans problèmes. Ils sont surtout orientés dans les industries destinées à se substituer à l'importation.

Irak

3525. La guerre Irak-Iran

a. « Symposium on the Gulf war ». *Khamsin* (12), [1986] : 6-51.
Actes du colloque organisé à New York en septembre 1984 par le Comité de défense des droits démocratiques du peuple iranien et consacré au conflit le plus sanglant et, apparemment, le plus dénué de sens qui ait opposé deux petits Etats depuis 1945. Les divers aspects de cette guerre : sa dimension avant tout non-politique, le rôle du pétrole et des ventes d'armes, le désarroi des intellectuels iraniens, le jeu de l'appareil islamique d'Etat à Téhéran.

b. BEYLAU, Pierre – « Entre Bagdad et Téhéran : le dilemme des deux grands ». *Les cahiers de l'Orient* (1), 1er trim. 86 : 101-114 ; résumé en anglais.
Déconcertés par la guerre Iran-Irak, les Etats-Unis et l'URSS cherchent avant tout à stabiliser le conflit et à éviter qu'il ne tourne en épreuve de force Est-Ouest et chacun des deux Grands, directement ou par alliés interposés, a réparti ses mises dans les deux camps. Voir à la suite, pp. 115-146 : chronologie militaire, chronologie diplomatique et chronologie de la position des deux Grands.

3526. SPRINGBORG, Robert – « Infitah, agrarian transformation and elite consolidation in contemporary Iraq ». *The Middle East Journal* 40 (1), hiv. 86 : 33-52 ; tabl.

L'« infitah » égyptienne, ou la politique économique d'ouverture menée par le Président Sadate, est actuellement expérimentée en Irak, plus particulièrement dans l'agriculture, secteur le plus important après l'industrie pétrolière où l'entreprise privée augmente, ainsi que son intégration au système capitaliste occidental. Cette politique économique reflète surtout l'ambition des leaders politiques de renforcer leur pouvoir et leur popularité.

Israël

Voir aussi : n° 3358, 3720, 3760, 3762

3527. Les coopératives agricoles

a. GUTTMAN, Joel M. ; HARUVI, Nava – « Cooperation and part-time farming in the Israeli Moshar ». *American Journal of Agricultural Economics* 68 (1), fév. 86 : 77-87 ; tabl., graph. ; bibliogr.
Le « moshav » israélien constitue le cadre idéal pour l'étude des rapports entre production agricole, temps de travail, productivité, capital... Ainsi le choix entre le travail à temps plein ou à temps partiel s'établit sur la base de la productivité agricole marginale.

b. ROSNER, M. – « Theories of cooperative degeneration and the experience of the Kibbutz ». *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative* 73 (4), déc. 85 : 527-538 ; résumés en français et en allemand.
Depuis le début de ce siècle, on parle volontiers du « processus de dégénérescence » des coopératives de production. Lorsque ces dernières réussissent, elles tendent à recourir aux services de travailleurs non-membres. L'analyse de l'économie kibboutzique ne confirme pas cette évolution perverse.

3528. EYTAN, Walter – « Il processo di pace fra Israele e Giordania ». *Affari esteri* 18 (70), print. 86 : 151-165.

Le processus de paix entamé entre Israël et la Jordanie sur la question de la rive occidentale se heurtera au problème de Jérusalem, qui représente, en tant que troisième ville sainte de l'Islam, un enjeu personnel pour le roi Hussein.

3529. GREILSAMMER, Ilan – « Fonctions interprétatives et représentatives des partis religieux en Israël ». *Revue française de science politique* 36 (3), juin 86 : 349-373 ; tabl. ; résumé en anglais.

Les partis religieux en Israël revendiquent une fonction d'interprétation du message et de la loi, mais ils représentent des intérêts et des publics variés. Le groupe national-religieux et le courant Agoude sont un relatif déclin au profit d'un nouveau venu, le Shas, qui montre que la fonction tribunitienne prend le pas sur la fonction interprétative.

Italie

3530. « L'Italia nel Mediterraneo ». *Politica internazionale* 14 (1), janv. 86 : 5-64.

Dossier consacré au débat sur la dimension méditerranéenne de la politique extérieure italienne, débat qui divise d'autant plus profondément la classe politique romaine que la violence d'origine proche orientale touche désormais beaucoup plus directement le pays. Dimensions Est-Ouest et Nord-Sud du

problème, le rôle de l'Europe, l'affaire de l'Achille Lauro, les intérêts économiques en jeu.

3531. La télévision

a. PINEAU, Guy ; MUSSO, Pierre – « Audiovisuel : le laboratoire italien ». *Médias-pouvoirs* (2), mars 86 : 101-109 ; résumé en anglais.
L'Italie a connu de 1975 à 1985 une période d'« a-réglementation », caractérisée par la désagrégation du monopole et qui s'explique par la faiblesse de l'Etat central italien, le dynamisme de la société civile et l'attitude de repli de la classe politique au pouvoir. Cette période semble maintenant aboutir à un nouveau consensus autour de l'idée d'un système mixte entre le public symbolisé par la RAI et le privé, incarné par Berlusconi.

b. UBERTAZZI, Luigi Carlo – « Il sistema televiso italiano nella giurisprudenza costituzionale ». *Aggiornamenti sociali* 37 (6), juin 86 : 461-476.
L'ouverture de l'audiovisuel italien au secteur privé, depuis 1974, correspond aux dispositions souples de la Constitution, n'imposant le monopole qu'à l'échelle des transmissions nationales, ce qui a permis une libéralisation vers la retransmission des programmes étrangers et l'extension des réseaux locaux, stimulée par le dynamisme des entrepreneurs privés. La constitution de trois grands réseaux privés (groupes Berlusconi, Mondadori et Rusconi) a cependant amené le législateur à réglementer les plages de publicité et à réserver la transmission par satellite au service public.

3532. BIONDI, Gennaro – « Innovation and the territorial distribution of industry in Southern Italy : indications for an analysis ». *Journal of Regional Policy* (5), sept. 85 : 359-378.

L'innovation technologique introduite dans le Sud de l'Italie n'est pas devenue un instrument stratégique de localisation industrielle, mais a établi de nouvelles relations de dépendance. Cependant, l'existence d'un « potentiel indigène d'innovation » a provoqué la diffusion d'un « pluralisme technologique et organisationnel » qui doit déterminer le sens des actions gouvernementales en faveur de l'innovation.

3533. GENTILE, Emilio – « Fascism in Italian historiography : in search of and individual historical entity ». *Journal of Contemporary History* 21 (2), avr. 86 : 179-208.

Depuis 1960 et, en particulier depuis le premier ouvrage de Renzo di Felice, le fascisme est le principal objet d'étude historique en Italie. Deux tendances historiographiques dominent les travaux récents : l'une considère le fascisme comme un phénomène unitaire, l'autre comme l'épiphénomène d'une lutte de classe exacerbée. Dans les deux cas, l'appréhension de la « civilisation politique » qui a soutenu le fascisme reste la problématique principale.

3534. JANIN, Bernard – « Le Val d'Aoste : vers le néo-ruralisme ». *Revue de géographie alpine* 74 (1-2), 1986 : 203-210 ; tabl. ; résumé en anglais.

Agriculture (jusqu'en 1914), grande industrie (1914-1940), tourisme (après 1960) furent les grandes étapes du développement économique valdôtain. Une quatrième voit le jour actuellement : le retour au rural, au village, sans pour autant privilégier l'agriculture.

Institutions et vie politiques

3535. Le comportement électoral

a. MANNHEIMER, Renato – « Come spiegare la mobilità elettorale in Italia ». *Rivista italiana di scienza politica* 16 (1), avr. 86 : 45-80 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.
La mobilité de l'électorat italien a eu une forte influence sur les consultations électorales récentes. Si l'on prend en compte la mobilité effective et la mobilité potentielle, les composantes socio-économiques apparaissent prédominantes pour expliquer la première et la profession exercée déterminante dans le second cas.

b. MANNHEIMER, Renato – « Il voto comunista negli anni 70 ». *Politica ed economia* 17 (2), fév. 86 : 33-43 ; tabl., graph. ; bibliogr.
L'analyse du vote communiste en Italie dans les années 70 confirme l'existence d'un courant caractérisé par l'ancrage d'éléments traditionnels associé à

l'assimilation d'éléments de modernité dus à l'industrialisation. Dans ce cadre, le vote de 1976, année du compromis historique, apparaît divergent de cette tendance.

3536. « Diritto costituzionale e armamenti ». *Democrazia e diritto* 26 (2), avr. 86 : 63-112.

Trois articles consacrés au problème du pouvoir de décision en matière d'armements : le rôle du parlement italien, longtemps exproprié de ses droits, semble reprendre force dans le débat préliminaire à la décision de participer à l'IDS sans que cette évolution positive résolve l'ambiguïté régnant dans l'existence d'une constitution pacifiste par essence mais ne prévoyant aucune garantie institutionnelle à ce principe.

3537. « Interventi sulla " questione sarda " ». *Italia contemporanea* (161), déc. 85 : 31-77.

Deux articles consacrés à la question sarde, toujours éludée en tant que problème politique national par le gouvernement italien alors que l'historique de l'île révèle sa marginalisation et que les développements du nationalisme sarde à travers le Parti sarde d'Action et son succès aux élections de 1984 expliquent les résistances de l'île face à un développement économique anarchique et spoliateur, qui a exacerbé une mobilisation ethnique.

3538. ANDREATTA, Nino – « La sinistra democristiana e il governo del paese : riflessioni autobiografiche tra memoria e proposta ». *Il mulino* 35 (2), avr. 86 : 263-278.

L'exclusion de la DC de la direction immédiate du gouvernement italien a permis le développement d'une réflexion interne, historisant l'expérience accumulée pour aboutir à de nouvelles propositions. Après le jacobinisme économique de la reconstruction et l'âge d'or de « l'Etat social », la DC doit, à la veille de son congrès national, renforcer sa structure en se dotant d'un secrétaire capable d'exercer un leadership et secondé par un personnel neutre. D'autre part, les nouvelles conditions économiques doivent être assimilées dans un programme recréant une culture de la solidarité dépassant le Welfare State.

3539. BARBERA, Augusto – « Il blocco della democrazia e la politica istituzionale del PCI ». *Democrazia e diritto* 26 (2), avr. 86 : 23-46.

Après la stratégie du compromis historique pendant laquelle le PCI, tenu par les exigences de solidarité, parlait de « démocratie inaccomplie », les thèses du 17e congrès proposent des solutions pour rénover la « démocratie bloquée », à travers des réformes institutionnelles qui montrent l'ambiguïté du PCI oscillant entre un « gouvernement de programme » accomplissant des réformes menant à une démocratie con-sociative, et un « gouvernement d'alternative » réformant les systèmes de représentation et de décision de la démocratie parlementaire classique.

3540. DE LUTIIS, Giuseppe – « Controllo e servizi segreti : una comparazione ». *Democrazia e diritto* 26 (2), avr. 86 : 47-61.

Depuis 1977, les services secrets italiens sont soumis au contrôle d'un comité parlementaire auquel le chef du gouvernement peut cependant opposer le secret d'Etat. Après huit années d'activité et la révélation, en 1981, de dysfonctionnements, une réforme, notamment du contrôle financier et de la notion de secret d'Etat, apparaît nécessaire.

3541. GASBARRI, Luigi – « L'AFIS (Amministrazione fiduciaria italiana della Somalia 1950-1960) : una pagina di storia italiana da ricordare ». *Africa (Roma)* 41 (1), mars 86 : 73-88 ; résumés en anglais et en français.

Malgré une action peu connue et souvent critiquée, l'AFIS, chargée par les Nations Unies de la tutelle de la Somalie dans les 10 années précédant son indépendance, a rempli avec succès un mandat qui lui avait été accordé alors que l'Italie souffrait encore de la « quarantaine » réservée aux nations vaincues, proposant même une accession à l'indépendance de la Somalie dès 1957.

3542. MARCHETTI, Aldo – « Le muse e l'assessore. Le opere culturali di quattro comuni metropolitani dal 1974 al 1983 ». *Ikon* (11), 1985 : 7-67 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

L'étude des dépenses allouées à la culture par les municipalités de Turin, Milan, Florence et Rome, entre 1974 et 1983, met en évidence de grandes tendances : la mise en place de municipalités de gauche après 1975 a permis la réalisation de projets privés et une collaboration accrue entre pouvoir municipal et intellectuels, associations... ; les spectacles de masse ont été remis à l'honneur ; cependant, les contraintes budgétaires et les dépenses obligatoires pour la conservation des monuments et le financement de manifestations chroniquement déficitaires (théâtre, opéra...) ont provoqué, à partir de 1980, un repli des municipalités confrontées aux limites de leur liberté d'action.

Questions sociales

3543. BETTIO, Francesca – « The unremoved constraint : job sex-typing and female participation, 1901-1981 ». *Studi economici* 40 (3), 1985 : 77-122 ; tabl. ; bibliogr.

Le taux de participation féminine à l'emploi n'a renversé sa tendance séculaire au déclin que dans les années 70 en Italie, restant cependant plus bas que dans les autres pays industrialisés et s'accompagnant d'un fort taux de chômage féminin. Cette particularité est dûe à un changement tardif de l'économie familiale.

3544. MOCCIA, Patrizia – « Le collettività degli italiani negli Stati uniti d'America ». *Affari sociali internazionali* 14 (1), 1986 : 55-71 ; tabl. ; bibliogr.

Evolution démographique, composantes socio-économiques, distribution territoriale et insertion scolaire et culturelle de la communauté italienne aux Etats-Unis : son ascension dans l'échelle sociale, marquée surtout depuis les années récentes, a permis son intégration totale.

3545. POLVERAZI, Maurizio – « L'XI congresso nazionale della CGIL ». *Aggiornamenti sociali* 37 (6), juin 86 : 423-436.

Le 11e Congrès national de la CGIL a marqué un tournant dans la reconnaissance d'un changement dans la base sociale du syndicat, impliquant une nouvelle stratégie : le « pacte pour l'emploi ». Cependant, des lacunes apparaissent, en particulier dans la réponse au courant autonome et dans une définition claire de la démocratie, oscillant entre « démocratie d'organisation » et « démocratie de masse ».

Economie et finances

Voir aussi : n° 3768

3546. « Rapporto mese : energia ». *Mondo economico* (22), 9 juin 86 : 43-71 ; tabl., graph., carte.

La chute des prix du pétrole et l'accident de Tchernobyl ont modifié sensiblement le scénario énergétique mondial, l'accident soviétique jetant le discrédit sur la principale alternative au pétrole. Gaz naturel, charbon et nouvelles sources d'énergie sont concurrents pour l'après-pétrole que doit préparer le plan énergétique national italien qui marque actuellement une « pause de réflexion ».

3547. NICCOLI, Alberto – « Efficienza della distribuzione microeconomica del reddito e differenziali di produttività globale ». *Rivista di politica economica* 75 (3), mars 86 : 261-323 ; tabl., graph.

Dans les systèmes économiques de petite entreprise ouverte, la dispersion des prix, dépendant de la productivité mais aussi du mode de fixation des salaires, est un problème dont la résolution doit figurer dans les objectifs de la politique économique. L'application de cette approche théorique au cas italien, à travers une enquête menée en 1968, 1973, 1978 auprès de petites entreprises vérifie une augmentation de cette dispersion, vraisemblablement liée au processus de nivellement salarial.

3548. ORSINI, Gabriele – « Servono all'occupazione le piccole imprese ? Il caso Abruzzo ». *Sociologia* 20 (1), avr. 86 : 67-83 ; bibliogr.

Bien que traditionnellement située dans le Mezzogiorno, les Abruzzes font plutôt partie de la « troisième Italie », caractérisée par le développement de

la petite industrie, du commerce et du tertiaire. Ses performances en matière d'emploi et la faible augmentation du chômage, au regard des autres régions italiennes, s'expliquent par le succès des petites et moyennes entreprises qui ont, plus que les grandes entreprises soutenues par l'Etat, fixé la main d'œuvre et même provoqué le retour des immigrés.

3549. VACIAGO, Giacomo – « Evoluzione della politica monetaria e riflessi sulle aziende di credito ». *Rivista milanese di economia* (17), mars 86 : 64-73 ; graph.

L'évolution de la politique monétaire italienne a modifié la stratégie des institutions de crédit. La tendance à limiter la monétarisation du déficit public n'a cependant pu être menée à bien en 1985, provoquant par contre coup un surplus de liquidité dans les institutions de crédit. En fait, la présence d'un important déficit public interdit un contrôle strict des agrégats monétaires.

Japon

Voir aussi : n° 3302, 3320, 3406, 3502, 3524, 3732, 3743, 3763

3550. « Tendances et perspectives du régime de soins médicaux du Japon ». *Revue internationale de Sécurité sociale* 39 (1), 1986 : 40-56.

Le régime complet de soins médicaux fourni par la Sécurité sociale japonaise depuis 1950 a connu une première phase d'expansion et de prospérité, jusqu'en 1973 ; dès lors les problèmes sont devenus préoccupants, de sorte qu'une réforme a été entreprise en 1980, puis 1984, pour ce qui concerne les soins des personnes âgées. Cette réforme ne risque-t-elle pas de dénaturer le régime mis en place en 1950 ?

3551. KESTER, W. Carl – « Capital and ownership structure : a comparison of United States and Japanese manufacturing corporations ». *Financial Management* 15 (1), print. 86 : 5-16 ; tabl. ; bibliogr.

Etude comparative des structures de la propriété et du capital dans les entreprises aux Etats-Unis et au Japon.

3552. KOBAYASHI, Noritake – « A Japanese view of the international regulation of multinational corporations ». *The Japanese Annual of International Law* (27), 1984 : 1-11.

Au Japon, le scandale Lockheed a eu le mérite de sensibiliser l'opinion publique sur le phénomène des multinationales, qui est aujourd'hui parfaitement connu du grand public. Ces entreprises ne sont pas à l'abri de toute critique ; elles pourraient notamment améliorer leurs systèmes de contrôle de gestion interne.

3553. KOJIMA, Kiyoshi – « The allocation of Japanese direct foreign investment and its evolution in Asia ». *Hitotsubashi Journal of Economics* 26 (2), déc. 85 : 99-116 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La part des investissements directs à l'étranger du Japon réalisés dans les pays asiatiques a augmenté de 1973 à 1983 ; leur répartition dans les différents pays est cohérente au regard de leurs avantages comparatifs respectifs. Les investissements japonais ont contribué efficacement au développement des pays hôtes.

3554. OWOEYE, Jide – « The linkages between psycho-cultural perceptions and foreign policy behaviour : a study of African images in Japan ». *The Korean Journal of International Studies* 17 (2), print. 86 : 23-46.

Alors que traditionnellement, pour des raisons culturelles, le Japon ne s'intéressait pas à l'Afrique, il existe depuis quelques années un changement dans la perception de ce continent, aussi bien dans les préoccupations gouvernementales que dans l'opinion publique. La création de centres d'études sur l'Afrique en est un témoignage.

3555. PIERCE, John C. et al. – « Vanguards and rearguards in environmental politics : a comparison of activists in Japan and the United

States ». *Comparative Political Studies* 18 (4), janv. 86 : 419-445 ; tabl. ; bibliogr.

Par rapport aux écologistes japonais, ceux des autres sociétés post-industrielles peuvent être considérés comme des précurseurs et comme une avant-garde de ce mouvement. Au Japon, les écologistes luttent pour préserver le milieu naturel afin de protéger la santé et le bien être de l'individu tandis qu'aux Etats-Unis, c'est plutôt l'intérêt public que les écologistes entendent défendre.

3556. VOGEL, Ezra E. – « Pax nipponica ? » *Foreign Affairs* 64 (4), print. 86 : 752-767.

Dans les années 80, le Japon est devenu la plus grande puissance économique du monde tant par sa révolution industrielle que par le niveau de ses prêts qui en font le plus grand pays créditeur du monde. La paix nippone, dans les années à venir, consistera à maintenir une politique favorable à ces objectifs économiques dans le Pacifique, par le maintien d'une modeste capacité militaire, le soutien des Etats-Unis et des alliances stables.

3557. WEIDNER, Helmut – « Japan : the success and limitations of technocratic environmental policy ». *Policy and Politics* 14 (1), janv. 86 : 43-70 ; bibliogr.

Sous l'action déterminante de certains groupes de pression, le Japon a progressivement adopté une politique sévère contre la pollution de l'air. Cette politique est efficace bien qu'elle soit menée à trop courte vue.

3558. WEISS, John – « Japan's post-war protection policy : some implications for less developped countries ». *The Journal of Development Studies* 22 (2), janv. 86 : 385-406 ; tabl. ; bibliogr.

Malgré des structures économiques différentes, l'expérience japonaise de l'après-guerre pourrait aujourd'hui inspirer de nombreux pays en développement. Une des leçons à tirer est par exemple l'instauration d'un marché interne où règne une forte concurrence.

Kampuchéa

Voir aussi : n° 1672, 2877, 3149

3559. La vietnamisation

a. MARTIN, Marie-Alexandrine – « Les progrès de la vietnamisation du Cambodge ». *Etudes* 364 (2), fév. 86 : 149-162.
L'installation de colons vietnamiens au Cambodge est légalisée depuis 1982. D'après les témoignages de réfugiés et les textes officiels parvenus jusqu'à Bangkok, la vietnamisation du Cambodge s'effectue dans tous les domaines ; administratif, éducatif, économique, militaire et politique. Par son engagement politique, la population montre qu'elle n'accepte pas cette situation et qu'elle souhaite le retour à l'indépendance nationale.

a. VAN DER KROEF, Justus M. – « Dynamics of the Cambodian conflict ». *Conflict Studies* (183), 1986 : 1-26 ; carte ; bibliogr.
La consolidation progressive de l'influence et du pouvoir des Vietnamiens au Cambodge va continuer à se renforcer et la situation générale dans ce pays ne subira vraisemblablement pas de changements importants au cours des quelques prochaines années. Si une solution politique n'est pas trouvée pour le conflit au Cambodge, la « troisième guerre d'Indochine » finira comme les deux précédentes, par une victoire vietnamienne.

3560. LEIFER, Michael – « Obstacles to a political settlement in Indochina ». *Pacific Affairs* 58 (4), hiv. 86 : 626-636.

Après 6 années de conflit, la 3e guerre d'Indochine ne s'est pas rapprochée d'une solution. Elle est trop liée aux rivalités en matière de sécurité de la Thaïlande et du Vietnam, d'une part, de la Chine et du Vietnam, d'autre part, qui ne veulent pas négocier, et le désir de l'ASEAN – que le Kampuchéa devienne un Etat neutre indépendant – est loin de voir le jour.

Liban

3561. HERBERT, Laura Ann – « A study of Lebanese political elites ». *International Review of History and Political Science* 22 (4), nov. 85 : 53-63 ; bibliogr.

La communauté libanaise étant extrêmement hétérogène, il existe au Liban plusieurs centres de pouvoir correspondant plus ou moins à la présence de confessions, sectes, ethnies et clans familiaux différents. Le système politique y est dominé par une élite désignée communément comme « zu'ama » et composée généralement de chefs politiques professionnels représentant ces différents groupes de la communauté.

3562. HILAL, Samy S. – « L'accord de Damas : de la négociation à la non-solution ». *Les cahiers de l'Orient* (1), 1er trim. 86 : 61-84 ; résumé en anglais.

L'accord de Damas est un accord tripartite, global qui montre la reconnaissance obligée du rôle de la Syrie au Liban et repose sur quatre principes de base : l'arabité du Liban, la déconfessionnalisation, la collégialité restreinte et la complémentarité avec la Syrie. Les principes peuvent constituer des bases solides de dialogue et l'Accord devenir ainsi le prélude à un autre pacte national, libanais. Voir à la suite, pp. 243-253 : « Projet d'accord en vue d'une solution nationale au Liban ».

3563. MAILA, Joseph – « Liban : onze ans après ». *Les cahiers de l'Orient* (2), 2e trim. 86 : 11-127.

Faire le bilan d'onze ans de guerre au Liban, ce n'est pas seulement constater l'éclatement d'un pays et sa progression vers le chaos ; c'est aussi expliquer comment le désordre libanais a contribué à façonner une géopolitique de la terreur qui est aujourd'hui une donnée importante des relations internationales.

Libye

3564. ANDERSON, Lisa – « Qadhdhafi and his opposition ». *The Middle East Journal* 40 (2), print. 86 : 225-237.

Fragmentée, peu institutionnalisée, divisée idéologiquement et contrainte à la clandestinité, l'opposition au régime de Kadhafi n'a pu établir un programme politique à long terme.

3565. BURGAT, François – « Kadhafi : mode d'emploi ». *Les cahiers de l'Orient* (2), 2e trim. 86 : 129-138 ; carte.

Les réactions occidentales et françaises en particulier, à l'égard de Kadhafi sont le plus souvent d'ordre émotionnel et non scientifique, que ce soit pour critiquer ou louanger ses différentes actions ; les réactions au raid américain en sont une preuve. Voir à la suite, pp. 139-144 : ZIEGLER, Jean : « Mouammar Kadhafi, l'homme et son pouvoir ».

3566. DEEB, Marius ; DEEB, Mary Jane – « Libya : internal developments and regional politics ». *The Middle East Annual* (4), 1984 : 131-147.

En politique intérieure, M. Kadhafi n'a pas réussi à s'assurer le soutien de la classe que son régime a enrichie et il a dû faire face à plusieurs tentatives de coups d'Etat. En politique extérieure, il a surtout été actif dans sa région, soutenant Goukouni Oueddei au Tchad et l'Iran contre l'Irak ou formant une fois de plus une union, avec le Maroc cette fois-ci.

3567. HERMANT, Daniel ; BIGO, Didier – « La Libye et le terrorisme d'organisation secrète ». *Etudes polémologiques* (37), 1er trim. 86 : 155-169.

La diabolisation du colonel Kadhafi, opérée par la plupart des Etats et des médias occidentaux, s'explique sans doute par l'incompréhension que suscite son action. La Syrie et l'Iran poursuivent, à travers la terreur politique, un objectif d'expansion régionale (et en cela Khomeiny prend la suite du Shah). Dans le cas libyen, on a affaire à un Etat essentiellement désertique ; la violence affichée permet à cet Etat d'exister internationalement. De surcroît, Kadhafi joue très habilement du fantasme insécuritaire qui a envahi l'Europe occidentale.

Madagascar

3568. BLANC, Paul – « Les spécificités du problème économique de Madagascar ». *Mondes et cultures* 44 (2), 1984 : 321-339.

Historique de l'économie malgache depuis la fin du XVe siècle, les buts et les moyens de la politique socialiste menée entre 1975 et 1983 et les raisons de ses difficultés.

3569. CADOUX, Charles – « Les élections générales de 1982-1983 à Madagascar : des élections pour quoi faire ? » *Année africaine* 1983 : 67-85.

L'étude des trois consultations électorales qui se sont échelonnées de novembre 1982 à août 1983, élection présidentielle, élections locales et élections législatives, conduit à trois constatations : d'abord elles ont eu lieu, ce qui, étant donné les institutions malgaches, est un succès ; ensuite, elles ont été relativement disputées ; enfin, elles n'ont pas apporté de changement politique, et la révolution demeure bien statique.

3570. RAISON, Jean-Pierre – « Madagascar, dans le sud-ouest de l'Océan indien ». *Hérodote* (37-38), 3e trim. 85 : 211-235 ; carte.

Fortement marquée par sa spécificité insulaire, culturelle et linguistique, Madagascar pourrait être un partenaire essentiel dans la constitution d'un ensemble régional, à condition de régulariser ses relations avec les Mascareignes voisines et de nuancer la rigidité de son non-alignement.

Malaisie

Voir aussi : n° 3144

3571. KONINCK, Rodolphe de – « Les politiques du développement agricole en Malaysia ou l'impatience de l'Etat tutélaire ». *Archipel* (31), 1986 : 131-153 ; tabl. ; bibliogr.

Alors que pour les Britanniques l'agriculture n'occupait qu'une place secondaire dans le grand schéma colonial, les gouvernements successifs à partir de 1957 ont fait du développement agricole une de leurs priorités, s'attachant à l'amélioration de la production du riz et à la lutte contre la pauvreté rurale intégrée dans la New Economic Policy depuis 1971.

3572. LEETE, R. ; KWOK, K.K. – « Demographic changes in East Malaysia and their relationship with those in the Peninsula 1960-80 ». *Population Studies* 40 (1), mars 86 : 83-100 ; tabl. ; bibliogr.

Dans les Etats de Saba et de Sarawak, en Malaisie Orientale, peu de renseignements existent sur les changements démographiques pour la période 1960-1980. Cependant, en se fondant sur les données statistiques pour la Malaisie péninsulaire, on estime que le taux de croissance de la population dans ces deux Etats a été pour cette période plus élevé que dans la péninsule.

3573. MEANS, Gordon P. – « The Orang Asli : aboriginal policies in Malaysia ». *Pacific Affairs* 58 (4), hiv. 86 : 637-652.

Bien qu'ils ne constituent que 0,7 % de la population, les aborigènes de Malaisie sont la communauté la plus pauvre et la moins bien représentée du pays et leur propre problème soulève celui des relations inter-ethniques, de l'équilibre entre identité ethnique et intégration nationale et de l'élimination de la pauvreté par le gouvernement.

3574. ROGERS, Marvin L. – « Changing patterns of political involvement among Malay village women ». *Asian Survey* 26 (3), mars 86 : 322-347 ; tabl.

En dépit d'une organisation bien structurée, au sein du parti gouvernemental (UMNO), malgré des progrès liés à l'éducation et à l'influence grandissante des médias, la participation des femmes à la vie politique, telle qu'elle apparaît dans une étude menée entre 1965 et 1982 dans une Communauté rurale malaise, reste marginale.

Maroc

Voir aussi : n° 2879

3575. CODO, Léon César – « Le Maroc en Afrique au sud du Sahara : politique africaine ou manœuvres politiques conjoncturelles ? » *Le mois en Afrique* 21 (239-240 et 241-242), janv. et mars 86 : 32-53 et 3-23.

S'il existe incontestablement un jeu diplomatique et politique du Maroc en Afrique subsaharienne, celui-ci est d'ordre conjoncturel et tacticien et lié aux revendications territoriales marocaines comme ce fut le cas de la Mauritanie et plus récemment du Sahara occidental. Pour l'instant, les Etats de l'Afrique subsaharienne se tiennent sur leur réserve en ce qui concerne le conflit du Sahara occidental ; mais si le dénouement du conflit n'est pas favorable au Maroc, il est évident que le quasi-isolement de celui-ci en Afrique subsaharienne n'en sera que renforcé.

3576. EICKELMAN, Dale F. – « Royal authority and religious legitimacy : Morocco's elections, 1960-1984 ». *Political Anthropology* 5, 1986 : 181-205 ; tabl. ; bibliogr.

Les élections récentes au Maroc, même si elles sont « dirigées » par le gouvernement, traduisent des attitudes nouvelles à l'égard du pouvoir. Une forme nouvelle de « participation » à la vie politique apparaît, ainsi qu'une confrontation avec l'autorité étatique ; conscient de ce fait et en s'appuyant sur l'Islam, le Roi risque de modifier sa politique à long terme.

3577. MUNSON Jr., Henry – « The social base of Islamic militancy in Morocco ». *The Middle East Journal* 40 (2), print. 86 : 267-284 ; tabl.

La grande majorité des militants activistes du mouvement islamique au Maroc depuis les années 1970, est représentée par des étudiants, souvent issus de classes moyennes et exposés à la culture occidentale.

3578. OUDGHIRI, Taha – « Le Maroc à l'heure du libéralisme économique ». *Revue française de finances publiques* (14), 1986 : 181-193.

Au Maroc, le nouveau gouvernement a entrepris de libéraliser l'économie sous l'influence du FMI : réduction du déficit budgétaire, contrôle du crédit, extraversion de l'économie. Jusqu'à présent, les résultats sont satisfaisants mais les premières mesures prises ont été très prudentes.

Mexique

Voir aussi : n° 2878, 3138, 3341, 3662, 3729

3579. « Mexico ». *Autrement. Série monde* (18), mai 86 : 236 p. ; cartes.

Description de la ville de Mexico où se côtoient la violence, le chaos institutionnalisé, et la tendresse, les fleurs... ; ville parcourue par deux contraires, la misère et la richesse, le tout dans la démesure la plus extrême ; présentation des aspects historique, institutionnel (l'Université), sociologique et artistique de la ville.

3580. CASAR, José I. – « Sobre el agotamiento del patrón de desarrollo en México ». *Investigación económica* 44 (174), déc. 85 : 183-198.

Analyse des déséquilibres qui aux niveaux de la production et des investissements ont conduit l'industrialisation substitutive à l'impasse actuelle.

3581. FRANCO GUERRERO, Jesus – « La réorganisation du contrôle de l'administration au Mexique ». *Revue française d'administration publique* (37), mars 86 : 81-87.

L'institution en janvier 1984 de la Secretaria de la Contraloria assure la cohérence des trois phases du processus de contrôle de l'administration publique : le contrôle a priori, le contrôle a posteriori et le pouvoir de sanctionner les irrégularités.

3582. SOLIS, Leopoldo – « Some thoughts on Mexico's foreign indebtness ». *The World Economy* 9 (1), mars 86 : 65-77.

La crise financière mexicaine de l'été 1982 a laissé de nombreuses inquiétudes dans les mémoires. La crise internationale n'est évidemment pas étrangère à la montée de l'endettement mexicain mais les causes sont essentiellement intérieures ; elles tiennent aux erreurs de politique économique.

3583. MAVIGUIA, Sandra F. – « Mexico's guidelines for foreign investment : the selective promotion of necessary industries ». *American Journal of International Law* 80 (2), avr. 86 : 281-304.

La politique du Mexique à l'égard des investissements étrangers jusqu'en 1984 a été de les limiter à 49 %, afin de ne pas accroître la dépendance du pays à l'égard de l'extérieur. Mais en 1984, la politique a effectué un revirement en autorisant jusqu'à 100 % d'investissements dans certaines activités. La mesure est encore trop récente pour qu'on en évalue toutes les retombées.

3584. SINCLAIR, John – « Dependent development and broadcasting : the Mexican formula ». *Media, Culture and Society* 8 (1), janv. 86 : 81-101 ; bibliogr.

Le développement de la radio-télévision mexicaine est lié au capitalisme international par l'intermédiaire de la bourgeoisie mexicaine qui entretient avec lui des liens étroits et qui, par son dynamisme, a toujours résisté à l'intervention de l'Etat, sans toutefois refuser la légitimité que lui procurent les activités de l'Etat dans le domaine des media.

Nigéria

3585. EKPO, Monday V. – « News of salvation', a new religious movement in Nigeria ». *Journal of Religion in Africa* 15 (1), 1985 : 50-66.

Tout un mouvement charismatique s'est développé autour de la personne de Ma Oko qui intègre en même temps certaines des traditions ibibis.

3586. IKPORUKPO, C.O. – « Politics and regional policies : the issue of State creation in Nigeria ». *Political Geography Quarterly* 5 (2), avr. 86 : 127-139 ; tabl., cartes ; bibliogr.

La création de nouveaux Etats nigérians est une des solutions envisagées pour résoudre les problèmes régionaux du pays. Cette politique, partiellement mise en œuvre, présente certaines limites. Il appartient au gouvernement nigérian de définir dès à présent le nombre maximum d'Etats qu'il est souhaitable de créer sans entraîner de graves déséquilibres dans le pays.

3587. IWERIEBOR, Ehiedu E.G. – « Proletarians and politics in colonial and post-colonial Nigeria : 1912-1964 ». *Africa (Roma)* 41 (1), mars 86 : 29-47 ; résumés en italien et en français.

Malgré l'effort des autorités coloniales britanniques pour encourager le développement de syndicats ouvriers apolitiques, la situation coloniale du Nigéria et l'appel à la classe ouvrière des partis nationalistes ont abouti à la formation d'un mouvement ouvrier puissant, constituant le groupe social le mieux organisé du pays. Ses rapports avec la politique – suivant un cycle : protestation, répression, négociation – apparaissent similaires en période ante – ou post-coloniale et montrent que, malgré le changement ethnique des leaders politiques, les bases socio-économiques du régime ont perduré.

3588. OZO, A.O. – « Public housing policies and the urban poor in the Third World : a case study from Nigeria ». *Third World Planning Review* 8 (1), fév. 86 : 51-67 ; tabl., graph.

Les populations urbaines pauvres vivent, à plusieurs ménages, dans des logements sans commodités et à loyers élevés. Les politiques de logement menées par le gouvernement (aides financières, programmes de construction) ne profitent en fait pas aux plus déshérités. Il faut donc les revoir et concentrer les efforts sur les aides directes pour la construction, la fourniture de matériaux de construction à bas prix, l'amélioration de l'environnement et le maintien d'un secteur locatif à loyer très modéré.

Pays-Bas

Voir aussi : n° 3686, 3762

3589. BECKER, Uwe ; VAN KERSBERGEN, Kees – « Der christliche Wohlfahrtsstaat der Niederlande. Ein kritischer Beitrag zur vergleichenden Politikforschung » (L'Etat-Providence chrétien des Pays-Bas. Une contribution critique à la recherche comparative en politique). *Politische Vierteljahresschrift* 27 (1), mars 86 : 61-77 ; tabl. ; bibliogr.

La démocratie néerlandaise étant une démocratie chrétienne et non sociale, cela fait du système de protection sociale des Pays-Bas un cas à part : un Etat-Providence généreux dans une constellation politique originale. Cette constatation mène alors à une réflexion théorique nouvelle en recherche comparative.

3590. BRAUN, Dietmar ; KEMAN, Hans – « Politikstrategien und Konfliktregulierung in den Niederlanden » (Les stratégies politiques et la régulation des conflits aux Pays-Bas). *Politische Vierteljahresschrift* 27 (1), mars 86 : 78-99 ; tabl. ; bibliogr.

Bien que les Pays-Bas soient souvent analysés comme un cas paradoxal puisque le système corporatiste est incapable de résoudre le problème du chômage, on doit concevoir les résultats de la politique économique des Pays-Bas dans les années 70-80 comme ceux d'un pays « normal » : c'est une analyse des stratégies de politique économique pendant la crise qui pourra éclairer l'échec de la politique de l'emploi.

3591. MAAS, P.F. – « Coalition negotiations in the Dutch multi-party system ». *Parliamentary Affairs* 39 (2), avr. 86 : 214-229.

Les Pays-Bas, monarchie à système de représentation proportionnelle, se trouvent confrontés, à chaque élection ou crise gouvernementale, à la difficulté de former un cabinet à partir de nombreux partis dont aucun n'a obtenu la majorité. Pour ce faire un « formateur » et un « informateur » sont désignés par la reine pour constituer une coalition.

Philippines

Voir aussi : n° 3405

3592. CLAVER, Francisco F. – « L'Eglise et la révolution : la solution philippine ». *Etudes* 364 (6), juin 86 : 749-764.

Avant et pendant la révolution de février 1986, l'Eglise aux Philippines a joué un rôle politique en condamnant le gouvernement de Marcos et en le déclarant indigne de l'obéissance des citoyens.

3593. PINEDA-OFRENEO, Rosalinda – « The Philippine sugar crisis in an international setting ». *Journal of Contemporary Asia* 15 (4), 1985 : 455-473 ; tabl.

Aux Philippines, l'industrie et la culture sucrière ne sont plus une source de revenus exceptionnels pour les quatre à cinq millions de personnes qui vivent de ces produits. Les exportations ont baissé de 5 % chaque année depuis dix ans ; le prix du sucre a atteint son niveau le plus bas en quinze ans. L'industrie du sucre doit reconquérir le marché américain et se démocratiser en favorisant la pénétration des syndicats.

3594. TOSCANO, Alberto – « La vittoria di Cory e gli interrogativi del dopo Marcos ». *Politica internazionale* 14 (3-4), avr. 86 : 17-25.

Le départ de Ferdinand Marcos, accompagné d'une poignée de fidèles menés par le général Ver, le 25 février 1986, marque un tournant historique. L'engagement de l'Eglise catholique, l'attitude des Etats-Unis et la naissance du tandem Cory Aquino-Salvador « Doy » Laurel ont permis l'installation d'un régime démocratique qui ne craint pas une déstabilisation militaire mais devra affronter la crise économique et le problème des guérillas islamiques et communistes.

Pologne

Voir aussi : n° 2807, 3015, 3211, 3261, 3413, 3700

3595. GRANIEWSKA, Danuta – « Dylematy polityki spolecznej wobec rodziny w kontekście aktywności zawodowej kobiet » (La politique sociale et la famille dans le contexte de l'activité professionnelle des femmes). *Praca i zabezpieczenie spoleczne* (1), janv. 86 : 13-19.

La nouvelle réforme économique en Pologne s'occupe vivement de la politique sociale et surtout de l'activité professionnelle des femmes. En Pologne, les femmes constituent 46 % de la totalité des travailleurs. La politique sociale doit prendre aussi les mesures concernant la vie de famille.

3596. KOLODZIEJSKI, Gwidon – « Polskie obroty zagraniczne uslugami morskimi » (Les échanges internationaux polonais de service maritime). *Sprawy miedzynarodowe* 389 (1), janv. 86 : 77-88.

Les échanges internationaux polonais de service maritime se développent de plus en plus, et comprennent les services de restauration des bateaux, les services de transport, les services de pêche. Les opérations commerciales des échanges internationaux ont rapporté en 1983 70 662, 5 millions de zlotys.

3597. KUCZYNSKI, Waldemar – « O niektorych postawach w opozycji » (Certaines attitudes de l'opposition). *Kultura* 462 (3), mars 86 : 110-121.

L'opposition polonaise est très forte et regroupe de plus en plus de Polonais, surtout des jeunes. Plusieurs facteurs caractérisent l'opposition : la fièvre du radicalisme, la fuite vers l'avenir, la fuite dans le passé, la fuite vers une vie artistique non reconnue mais pas clandestine.

3598. POMIAN, Krzysztof – « Religion et politique en Pologne (1945-1984) ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (10), juin 86 : 83-101.

Les relations entre le politique et le religieux, entre le POUP, l'Eglise et les mouvements contestataires ne peuvent se comprendre que dans l'articulation du court terme et de la longue durée, des variations cycliques et des tendances linéaires de l'histoire politique de la Pologne depuis 1945.

3599. WALICKI, Andrzej – « The paradoxes of Jaruzelski's Poland ». *Archives européennes de sociologie* 26 (2), 1985 : 167-192.

Le régime polonais, malgré les privations de libertés mises en avant par l'opposition, n'est pas un Etat totalitaire, c'est plutôt un « moindre mal », une « triste nécessité » soutenue par une minorité condamnée à l'échec et au maintien d'un fossé entre pays légal et pays réel.

Roumanie

Voir aussi : n° 3700

3600. AVRAM, Ion ; AVRAM, Maria – « La Roumanie dans le circuit économique mondial ». *Revue roumaine d'études internationales* 19 (80), déc. 85 : 513-527.

Le progrès économique et social est le fondement de la participation active de la Roumanie au circuit économique mondial qui se concrétise dans le développement des échanges commerciaux et de la coopération économique avec tous les Etats.

3601. LHOMEL, Edith – « Roumanie 1985 : une économie toujours grevée d'hypothèques ». *Le courrier des pays de l'Est* (305), avr. 86 : 45-53.

Le retard dans la réalisation des objectifs du plan quinquennal 1981-1985 semble découler autant des rigueurs climatiques qui ont entraîné des ruptures dans l'approvisionnement énergétique que de la mauvaise gestion économique ; la volonté d'équilibrer la balance commerciale et de rembourser la dette conduit à une restriction des importations au détriment de la consommation mais aussi des investissements nécessaires à la modernisation de l'économie et par là même à la croissance des exportations.

3602. NAOR, Jacob – « Towards a socialist marketing concept. The case of Romania ». *Journal of Marketing* 50 (1), janv. 86 : 28-39 ; tabl. ; bibliogr.

Les pays de l'Est manifestent un intérêt croissant à l'égard du marketing. Ainsi, la Roumanie est-elle en train de mettre en place sa propre conception du marketing. Le modèle roumain semble bien adapté à des économies socialistes moins centralisées (Bulgarie et Hongrie).

Singapour

Voir aussi : n° 2698, 3319, 3729

3603. AGGARWAL, Raj – « Emerging Third World multinationals : a case study of the foreign operation of Singapore firms ». *Contemporary Southeast Asia* 7 (3), déc. 85 : 193-208 ; tabl.

A Singapour un nombre non négligeable d'entreprises effectuent des opérations financières à l'étranger. Sans être de véritables multinationales comparables à celles des pays développés, ces entreprises présentent de nombreux avantages, notamment pour investir dans les pays du Tiers-Monde.

3604. GRUBEL, Herbert G. ; CHEE YUEN NG – « Bonus pay systems and wage flexibility in Singapore ». *Asean Economic Bulletin* 2 (3), mars 86 : 186-194 ; tabl. ; bibliogr.

La plupart des économies de marché souffrent aujourd'hui de la rigidité des prix et des salaires. Seuls les gouvernements du Canada et de Singapour ont récemment tenté d'introduire un système de rémunérations flexible. L'exemple de Singapour montre que d'autres mesures doivent être prises parallèlement à la mise en place d'un tel système.

3605. SIKORSKI, Douglas – « Development versus idealism : can Singapore reconcile the conflict ? » *Contemporary Southeast Asia* 7 (3), déc. 85 : 172-192 ; bibliogr.

Comme de nombreux pays industrialisés Singapour fonde sa politique économique sur la recherche de la croissance et de la compétitivité mais cette politique est aussi conçue comme un moyen de faire évoluer la société ; le progrès économique passe par le développement d'un programme social très élaboré.

Soudan

Voir aussi : n° 3128

3606. KURSANY, Ibrahim ; KAMEIR, El-Wathig – « Corruption as a " fith " factor of production in the Sudan ». *Development and Peace* (6), aut. 85 : 148-164 ; tabl.

La corruption imprègne aujourd'hui complètement les institutions et l'économie soudanaise. Ainsi une seule classe sociale domine l'ensemble de l'économie en concentrant tous les pouvoirs de décisions ce qui a des conséquences néfastes, en matière d'investissements par exemple.

3607. NEHME, Joseph – « Soudan : variations sur un scrutin ». *Les cahiers de l'Orient* (2), 2e trim. 86 : 83-98.

Après seize ans de régime militaire, les élections d'avril dernier ont permis le retour de la démocratie au Soudan. Mais dans un pays marqué par les conflits religieux et ethniques le gouvernement devra à la fois se garder à droite du fanatisme religieux et à gauche du radicalisme généré par la guerre.

3608. PRUNIER, Gérard – « La révolution ambiguë - l'après-nimeirisme au Soudan ». *Politique africaine* (21), mars 86 : 90-98 ; bibliogr.

Le renversement du régime Nimeiry en avril 1985, lié à l'effondrement économique du pays, a abouti à la formation d'un double pouvoir, civil et militaire. Les forces politiques sont très divisées entre l'armée et les Frères

musulmans d'une part, les forces démocratiques, fédéralistes et les syndicats d'autre part. Quant à l'économie, elle est restée bien fragile.

Tanzanie

Voir aussi : n° 1279, 1343, 2679, 3128

3609. KEES VAN DONGE, Jan ; LIVIGA, Athumani J. – « In defence of the Tanzanian Parliament ». *Parliamentary Affairs* 39 (2), avr. 86 : 230-240 ; tabl.

Reprocher au Parlement tanzanien son manque de représentativité, dû à l'élection indirecte de nombre de ses membres, et à la suprématie du Parti unique qui s'y manifeste, revient à méconnaître l'importance effective du Parlement dans la vie politique tanzanienne et son pouvoir de critique du gouvernement.

3610. MODERNE, Franck – « Démocratie locale et participation populaire dans les pays africains et malgaches : l'exemple des villages communautaires tanzaniens ». *Annuaire du Tiers-Monde* 8, 1983 : 235-245 ; tabl.

L'expérience des villages communautaires tanzaniens se présente comme africaine, rurale et tournée vers un développement de type socialiste. Il ne s'agit pas d'un mode d'organisation administrative, mais d'un modèle de société qui demande une appréciation nuancée.

3611. SILVER, M.S. – « United Republic of Tanzania : overall concentration, regional concentration, and the growth of the parastotal sector in the manufacturing industry ». *Industry and Development* (15), 1985 : 19-36 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en espagnol et en français.

La concentration des entreprises tanzaniennes a connu une évolution sensible de 1967 à 1974, période pendant laquelle le secteur public a renforcé sa place. Cette concentration a augmenté, mais les concentrations globale et régionale ont reculé du fait de la localisation de grosses entreprises nationales dans la capitale tanzanienne et qui sont moins concentrées que celles du secteur privé.

Tchécoslovaquie

3612. « XV. plenárni schůze ÚRO » (La 15e réunion plénière du Conseil central des syndicats). *Odborář* 39 (10), mai 86 : 2-12.

Suite d'articles consacrés à la 15e réunion plénière des syndicats tchécoslovaques, tenue à Prague les 24 et 25 avril 1986.

3613. ŠKVORECKÝ, Josef – « Jazz hot punk-rock et socialisme réel ». *L'autre Europe* (9), mars 86 : 5-16.

Créée en 1971, comme une section indépendante au sein de l'Union des musiciens tchèques la section de jazz a acquis rapidement grâce à beaucoup d'audace et d'habileté politico-juridique, une grande audience et une véritable indépendance. Pour supprimer ce mouvement spontané, né d'en bas, les autorités ne semblent pas désireuses, pour le moment d'employer leur habituelle artillerie lourde.

3614. VOJTKO, Jozef – « Niektoré aspekty zbližovania zahraničnych cien a vnútornych vel'koobchodrych cien » (Certains aspects du rapprochement des prix extérieurs et des prix de gros intérieurs). *Ekonomický časopis* 34 (2), 1986 : 108-123 ; résumés en russe et en anglais.

Lors du passage au type intensif de croissance, les prix extérieurs doivent jouer un rôle actif en tant qu'instrument d'union entre l'économie nationale et son environnement extérieur. Le refus d'envisager l'utilisation des prix extérieurs dans l'économie tchécoslovaque sous prétexte qu'elle soulève de nombreux problèmes compliqués, relève d'une mentalité économique dépassée, inacceptable dans la conjoncture économique actuelle.

Thaïlande

Voir aussi : n° 2792

3615. Le développement rural

a. HEWISON, Kevin – « Capital in the Thai countryside : the sugar industry ». *Journal of Contemporary Asia* 16 (1), 1986 : 3-17 ; tabl. ; bibliogr.
La politique agricole de la Thaïlande depuis les années 60 a été fondée non sur la satisfaction des besoins locaux mais sur l'édification d'une industrie agro-alimentaire d'exportation. La politique sucrière en est l'exemple le plus probant.

b. THOMAS, M. Ladd – « Cultural factors affecting the rural development interface of Thai bureaucrats and Thai Muslim villagers ». *Contemporary Southeast Asia* 7 (1), juin 85 : 1-12 ; bibliogr.
Des clivages culturels importants (langue, religion, éducation) existent entre les bureaucrates bouddhistes affectés dans le Sud de la Thaïlande, pour mettre en œuvre des projets de développement rural et les villageois de religion islamique, malgré les efforts du gouvernement pour sensibiliser les bureaucrates à la culture locale.

c. WATJANAPOOM, Poonsiri ; TIPS, Walter E.J. – « Performance of the new rural development management system in Thailand : a view from the Korat development pilot project ». *Public Administration and Development* 6 (2), juin 86 : 133-150 ; tabl. ; bibliogr.
Ce nouveau projet de développement rural mis en place dans la province de Nakhon Ratchasima, parait plus performant que les programmes précédents. Une meilleure coordination et une meilleure organisation en sont les points les plus positifs. Des améliorations au niveau du contrôle de l'exécution de ce programme et de la formation du personnel technique demeurent nécessaires.

Turquie

Voir aussi : n° 2821, 3193

3616. AR, A. Fikret – « Administrative reform efforts in Turkey ». *Turkish Public Administration Annual* 11, 1984 : 149-181 ; résumé en français.

La volonté et les projets de réforme de l'administration turque ne datent pas d'hier. Les travaux de réflexion (rapports, études,...) ne manquent pas dans ce domaine. Des réformes mieux coordonnées demeurent encore souhaitables.

3617. DURAN, Lutfi – « The function and position of constitutional jurisdiction in Turkey ». *Turkish Public Administration Annual* 11, 1984 : 3-42 ; résumé en français.

Dans la Constitution turque de 1982, la place de la Cour constitutionnelle se trouve réduite ; le nombre d'actes législatifs qui lui sont présentés recule, et lorsqu'elle est compétente, de nombreux obstacles viennent gêner son action (saisine lourde et procédurière, recours par voie d'exception illusoires,...).

3618. KOLARS, John – « The hydro-imperative of Turkey's search for energy ». *The Middle East Journal* 40 (1), hiv. 86 : 53-67 ; tabl.

L'augmentation rapide de sa population et le développement de son industrialisation ont accru la demande d'énergie de la Turquie de 30 % entre 1975 et 1982. Dans le même temps, la baisse de sa production et sa dépendance croissante à l'égard de l'étranger ont conduit le pays à développer une production hydro-électrique, favorisée par la situation géographique.

3619. LAFON, Jacques – « Turquie - Occident, un jeu de miroirs ». *Etudes* 364 (6), juin 86 : 725-734.

Le système éducatif de la Turquie a contribué à l'occidentalisation de ce pays en faisant pénétrer parmi les élites le concept de nation et de nationalisme. Toutefois, l'intégration au champ occidental est incomplète : elle ne résiste pas au jeu des solidarités fondamentales, dont l'Islam.

URSS

Institutions et vie politiques

3620. « Luttes de libération nationales en URSS ». *Courant alternatif* (56 et 57), mai et juin 86 : 26-35 et 13-25 ; tabl., carte.

Malgré la volonté du pouvoir central de laminer les spécificités nationales pour aboutir à la création d'une nouvelle communauté historique, le « peuple soviétique », la plupart des minorités nationales ont réussi à conserver l'essentiel de leur culture, leur langue propre et leur capacité de lutte. Les luttes nationales sont traversées par plusieurs courants : un courant culturel, un courant religieux et un courant indépendantiste.

3621. Le 27e Congrès du PCUS

a. LANAO, J.M. et al. – « Le parti de Lénine répond au défi de l'époque ». *La nouvelle revue internationale* 29 (4), avr. 86 : 3-12.
Le XXVIIe Congrès du PCUS a affirmé une volonté positive tant à l'intérieur qu'à l'extérieur : se présentant comme une organisation politique forte et unie, le parti de Lénine a décidé d'accélérer le développement socio-économique et culturel de la société soviétique, tout en maintenant ses efforts de paix et de coopération avec les partis frères, à l'extérieur.

b. MEISSNER, Boris – « Die Ergebnisse des XXVII. Parteikongresses der KPdSU » (Les résultats du 27e Congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique). *Europa Archiv* 41 (8), 25 avr. 86 : 237-246.
Le premier Congrès du Parti après l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir fut décevant dans la mesure où l'on avait attendu de profondes réformes de sa part. Vraisemblablement, on a surestimé la position de Gorbatchev au sein d'une direction qui reste collective.

c. TIMOFEEV, T.T. – « Veduščaja sila obščestvennogo progressa » (La force dirigeante du progrès social). *Rabočij klass i sovremennyj mir* (2), avr. 86 : 17-33 ; tabl.
Les analyses du 27e Congrès du PCUS sont une contribution capitale à l'étude de la classe ouvrière dans les conditions de l'accélération du développement économique et social en URSS ainsi qu'à l'étude de tous les aspects du prolétariat dans le processus révolutionnaire mondial.

3622. BEISSINGER, Mark R. – « In search of generations in Soviet politics ». *World Politics* 38 (2), janv. 86 : 288-314 ; tabl. ; bibliogr.

La relève de générations en URSS est un processus bien plus complexe qu'ailleurs, notamment lorsqu'il s'agit de cadres politiques, sans qu'on puisse parler d'un conflit au sein des élites du parti. Mais des difficultés peuvent venir de l'éventuelle volonté des jeunes générations de procéder à des changements que les vieux cadres n'admettraient pas.

3623. BRILL OLCOTT, Martha – « Moscow's trouble some Muslim minority ». *The Washington Quarterly* 9 (2), print. 86 : 73-83.

La communauté musulmane, malgré son importance, son originalité, et ses activités, n'est pas vraiment un danger politique pour l'URSS, mais sa croissance démographique rapide risque d'être source de problèmes. Aussi, l'Union soviétique cherche-t-elle a contenir la montée de l'islam et à intégrer les populations musulmanes en imposant l'apprentissage du russe, en encadrant la communauté, en mettant l'accent sur le développement économique des régions musulmanes.

3624. SKRZYPEK, Stanislaw – « Les aspirations ukrainiennes à l'indépendance : points de vue polonais ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 17 (1), mars 86 : 115-126 ; résumé en anglais.

Pour les Polonais, toute nation a le droit à l'autodétermination, mais dans le cas de l'Ukraine, ils estiment ne pas avoir de rôle à jouer dans une éventuelle lutte d'indépendance, ne serait-ce qu'en raison de leur situation à l'égard de Moscou. De plus, aucune autonomie de l'Ukraine n'est envisageable, dans la situation actuelle.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 3240, 3355, 3356, 3525, 3706, 3708

3625. ALLISON, Anthony P. – « The Soviet Union and UNCLOS III : pragmatism and policy evolution ». *Ocean Development and International Law* 16 (2), 1986 : 109-136 ; bibliogr.

Depuis la première conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, la position de l'URSS a évolué et demeure tiraillée entre des objectifs globaux (être une puissance maritime mondiale) et internes (défendre ses côtes) ; ceci est particulièrement patent dans quatre domaines : navigation dans les eaux territoriales, passage dans les détroits internationaux, nature des zones économiques exclusives et régime de la science en mer.

3626. Les relations soviéto-afghanes

a. « Rapporto/Afghanistan ». *L'espresso* 32 (24), 22 juin 86 : 44-65 et pag. discont. ; carte.
Dossier : chronologie et analyses pour un bilan de la situation de l'Afghanistan : l'attitude de l'URSS et les problèmes internes. Interview de Mohammed Zaher Shah, le souverain déposé en 1973.

b. AZMI, Muhammad R. – « Soviet-politico-military penetration in Afghanistan, 1955 to 1979 ». *Armed Forces and Society* 12 (3), print. 86 : 329-349.
Après un refus américain, le gouvernement afghan cherchant une assistance militaire, s'est tourné vers l'URSS au milieu des années cinquante ; cette date marque le début de la pénétration soviétique, soigneusement orchestrée selon un programme déterminé à l'avance.

c. KHALILZAD, Zalmay – « Moscow's Afghan war ». *Problems of Communism* 35 (1), fév. 86 : 1-20 ; tabl., carte.
En six ans de guerre avec l'Afghanistan, l'URSS a souvent changé de tactique militaire, en augmentant progressivement ses troupes pour combattre la résistance afghane, déplaçant le front près des frontières du Pakistan et de l'Iran pour amener ces deux pays à abandonner tout soutien aux Mujahedin. Ces efforts militaires sont accompagnés d'un plan de soviétisation de la société et de l'économie afghanes.

3627. FUKUYAMA, Francis – « Gorbatchev and the Third World ». *Foreign Affairs* 64 (4), print. 86 : 715-731.

Depuis la mort de Brejnev, ses successeurs, Andropov et Gorbatchev, ont modifié la politique de l'URSS à l'égard du Tiers-Monde. Les offres d'aide militaire et économique ont été mises en sourdine et le programme officiel ne mentionne plus que la « profonde sympathie » soviétique pour les peuples qui ont vécu sous le joug colonial. Des raisons financières et les relations avec les Etats-Unis expliquent ce revirement.

3628. KARSH, Efraim – « Finland : adaptation and conflict ». *International Affairs* 62 (2), print. 86 : 265-278.

Depuis la fin de la guerre, la Finlande n'a pu éviter de faire de réelles concessions à l'URSS tant en politique extérieure que dans ses affaires intérieures. Ces concessions se sont en fin de compte révélées comme des moyens tactiques qui lui permettaient d'atteindre son but essentiel : obtenir de l'URSS la reconnaissance de son système politique et économique, de type occidental.

3629. MUKERJEE, Dilip – « India and the Soviet Union ». *The Washington Quarterly* 9 (2), print. 86 : 109-122.

Depuis 1952, l'Inde entretient des relations privilégiées avec l'Union soviétique. Celles-ci reposent essentiellement sur la fourniture par l'URSS, de matériel militaire (avions, armes, sous-marins...) à des conditions avantageuses (prix peu élevé, conditions de paiement très favorables, transferts de technologie) ; en contrepartie l'Inde lui apporte son appui à l'ONU et s'abstient d'intervenir dans sa politique en Asie.

Vie culturelle et scientifique

3630. JUSUPOV, E. Ju. – « Soveršenstvovanie zrelogo socializma i aktual'nye zadači dal'nejšego razvitija obščestvennyh nauk » (Le perfection-

nement du socialisme mûr et les tâches actuelles du développement ultérieur des sciences sociales). *Uzbekistonda ižtimoij fanlar* (3), 1985 : 3-13.

Le perfectionnement du socialisme mûr est un processus historique complexe, de longue haleine, qui exclut tout subjectivisme, tout volontarisme, toute précipitation et toute approche unilatérale. Les sciences sociales doivent contribuer à la solution des nouvelles tâches du développement socio-économique, politique et spirituel de la société soviétique.

3631. PONTUSO, James F. – « Solzhenitsyn on Marx : the problem of love of one's own ». *Teaching Political Science* 13 (3), print. 86 : 108-149.

Les œuvres de Soljenitsyne, outre leur intérêt historique, constituent une attaque théorique de la philosophie de Marx sous tous ses aspects, de la philosophie de l'histoire à la théorie de la valeur.

3632. ROBERTS, Walter R. ; ENGLE, Harold E. – « The global information revolution and the communist world ». *The Washington Quarterly* 9 (2), print. 86 : 141-155.

La révolution en cours dans le domaine des communications met en danger le monopole de l'information notamment pour le contrôle des moyens de communication de masse, des activités culturelles et sociales (musiques, arts, modes...) et de la généralisation des nouvelles technologies (ordinateurs, télécommunications). L'Etat fait tout pour limiter la diffusion des informations et des idées en brouillant les émissions, saisissant des documents, persécutant les dissidents..., mais parfois aussi en faisant certaines concessions.

Questions sociales

3633. ANDRUSZ, Gregory – « Sowjetische Wohnungsbaupolitik : Das Ende einer Epoche ? » (La politique de construction de logements en URSS : la fin d'une époque ?) *Osteuropa* 36 (4), avr. 86 : 289-307 ; tabl.

Une politique économique efficace en URSS passe par un changement dans la politique du logement ; la pénurie de logements, le coût trop élevé pour l'Etat, le droit d'expulsion : autant de problèmes qui appellent des mesures radicales de modernisation et de rationalisation.

3634. KORNEEV, S.M. ; MEHTIEV, Ju. A. – « Garantii žiliščnyh prav graždan pri vyselenii iz žilyh pomeščenij v domah gosudarstvennogo i obščestvennogo fonda s predostavleniem žilogo pomeščenija » (La garantie des droits locatifs des citoyens lors de l'expulsion d'un local d'habitation dans les immeubles du fonds national et social avec attribution d'un local d'habitation). *Vestnik moskovskogo Universiteta. Serija pravo* (3), juin 86 : 11-22.

La loi soviétique définit très rigoureusement les conditions de rupture d'un contrat de location d'un logement et offre au locataire de nombreuses garanties lui permettant d'exercer effectivement son droit au logement.

3635. MINNIBAEV, E.K. – « Ukreplenie internacional'nogo edinstva rabočego klassa SSSR v sovremennyh uslovijah » (Le renforcement de l'unité internationale de la classe ouvrière de l'URSS dans les conditions actuelles). *Istorija SSSR* (2), avr. 86 : 17-27.

La classe ouvrière multinationale de l'URSS est le garant de futurs succès de l'URSS. Le renforcement constant de son unité et de son homogénéité est l'une des préoccupations principales du Parti et de l'Etat soviétique.

3636. VOIGHT, Lydia ; THORNTON, William – « The rhetoric and politics of Soviet delinquancy : an American perspective ». *Comparative Social Research* 8, 1985 : 123-167 ; tabl. ; bibliogr.

Pour expliquer la criminalité dans leur pays, les Soviétiques avancent une théorie originale ; celle-ci se fonde essentiellement sur l'idée de contrôle social. Cette démarche soviétique n'est pas sans rappeler des aspects de la pensée américaine dans ce domaine.

3637. La situation économique

a. « The Soviet growth slow-down : three views ». *The American Economic Review* 76 (2), mai 86 *Papers and Proceedings* : 170-185 ; graph. ; bibliogr.
Trois explications du ralentissement de la croissance économique soviétique passée de 11-12 % dans les années 1950 à 3-4 % en 1980.

b. LAVIGNE, Marie – « Conjoncture soviétique : mars 85-mars 86 : quels changements sous Gorbatchev ? » *Chroniques d'actualité de la SEDEIS* 34 (5), mai 86 : 173-187 ; tabl.
Le bilan du XIe plan (1981-1985) présente des résultats moyens, l'accélération de la croissance économique que souhaite M. Gorbatchev est en revanche perceptible pour le plan 1986-1990 ; l'équipe dirigeante actuelle, contrairement aux précédentes, insiste sur la nécessité de relancer les investissements de modernisation et porte une attention extrême aux consommations intermédiaires, mais aussi à la productivité du travail et aux systèmes de rémunération. Toutefois, la relance économique risque de buter sur la contrainte extérieure, en raison de la baisse du prix du pétrole.

3638. LELART, Michel – « Le système international du rouble et les relations monétaires et financières Est-Ouest ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 17 (1), mars 86 : 69-97 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Le rouble transférable est l'unité de compte pivot d'un système de prix plus que d'un système de changes entre les pays du Comecon : on peut parler d'une monnaie internationale propre au système monétaire international socialiste, mais on ne peut le comparer ni à l'ECU, ni au dollar, ni aux DTS.

3639. LU, Nanghan – « La réforme du sytème économique soviétique depuis l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev : possibilités et limites ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 17 (1), mars 86 : 21-39 ; résumé en anglais.

Outre ses problèmes habituels, l'URSS de Gorbatchev doit faire face à trois défis majeurs : une nouvelle phase de la course aux armements à cause de l'IDS américaine, la révolution technique mondiale et les réformes économiques en Chine et en Europe de l'Est. Deux moyens permettent de les relever : la réforme du système économique et l'accélération du progrès technique, mais c'est une démarche ambitieuse qui exige du temps.

3640. MOCALOV, B.M. – « Trudovoj kollektiv i upravlenie proizvodstvom » (Le collectif de travail et la gestion de la production). *Istorija SSSR* (2), avr. 86 : 3-16 ; tabl.

La stratégie d'accélération du développement socio-économique de l'URSS sur la base du progrès scientifique et technique valorise la place du facteur humain dans la production. Les organisations du Parti, les Soviets et les syndicats doivent se mobiliser pour une application effective de la loi de l'URSS sur les collectifs de travail.

3641. POISSON, Véronique – « La renégociation du contrat gazier de 1982 entre la France et l'URSS ». *Le courrier des pays de l'Est* (304), mars 86 : 38-47.

L'accord gazier franco-soviétique de 1982 résultait d'une double nécessité : assurer les besoins énergétiques et rééquilibrer la balance commerciale, déficitaire pour la France, accroître l'apport de devises et de technologie pour l'URSS. Trois ans plus tard, une renégociation du contrat s'avère indispensable, en raison des modifications du prix de l'énergie concurrente sur le marché français et d'une consommation de gaz inférieure aux prévisions. La nouvelle formule prévoit une réduction de moitié des achats pour 1986 et une baisse des prix d'environ 7 %.

3642. STRODE, Rebecca – « The Soviet armed forces : adaptation to resource scarcity ». *The Washington Quarterly* 9 (2), print. 86 : 55-69.

La faible croissance économique et la priorité donnée à l'amélioration des conditions de vie de la population et notamment le lancement du Programme

alimentaire ont conduit à une réduction des dépenses militaires. Cette limitation a provoqué des frictions entre les autorités politiques et les militaires de haut rang et des rivalités entre les divers services de l'armée.

Yougoslavie

3643. DRAGOSAVAC, Dušan – « Activités antisocialistes et idéologies antisocialistes ». *Questions actuelles du socialisme* 36 (4), avr. 86 : 38-61.

Pour s'opposer aux critiques étrangères et aux activités anticommunistes, la Ligue des communistes doit procéder elle-même à une critique générale, marxiste et engagée du système socio-politique, de la pratique et de l'action sociale. Elle doit lutter contre les déviations et pratiques antisocialistes en œuvrant pour un changement des rapports sociaux et en promouvant toutes les formes de liberté.

3644. FILIPOVIC, Snežana – « Integration zurückkehrender Gastarbeiter in die jugoslawische Wirtschaft. Bedingungen und Möglichkeiten » (L'intégration dans l'économie yougoslave des travailleurs émigrés à leur retour. Conditions et possibilités). *Osteuropa* 36 (4), avr. 86 : 277-288 ; tabl.

La crise économique dans les pays de l'OCDE a contraint de nombreux travailleurs émigrés – dont les Yougoslaves – à retourner dans leurs pays : les mesures d'intégration tendent à exploiter les connaissances acquises à l'étranger et à favoriser les transferts de capitaux, mais elles ne peuvent pas avoir pour conséquence la modernisation industrielle attendue.

3645. GOSSIAUX, Jean-François – « La Zadruga en Yougoslavie ». *L'autre Europe* (9), mars 86 : 59-70.

Dans l'Est de la Yougoslavie la Zadruga, communauté familiale et unité de production, s'est maintenue comme mode d'organisation prédominant jusqu'à l'époque la plus récente. Les principes communautaires commencent à être battus en brèche avec le changement du rapport au temps et aux enfants.

3646. POZDERAC, Hamdija – « Les racines socio-économiques du nationalisme ». *Questions actuelles du socialisme* 36 (4), avr. 86 : 62-89.

L'épanouissement des nations et nationalités yougoslaves ne passe pas par l'intermédiaire de l'Etat, mais par l'autogestion socialiste intégrale dont l'Etat en voie de dépérissement est l'un des éléments. Cependant un nationalisme néfaste est en train de se développer sous l'effet de plusieurs facteurs : la complexité des questions économiques, la réactivation des valeurs traditionnelles nationales, et les influences extérieures. C'est pourquoi il faut lutter, non pas contre nations et nationalités, mais contre toutes les formes de nationalisme.

Zambie

3647. CARMICHAEL, C.L. – « Improving the organization and management of civil service training in Zambia ». *Public Administration and Development* 6 (2), juin 86 : 187-201 ; tabl. ; bibliogr.

Mis en œuvre par le gouvernement de Zambie en 1981, le programme destiné à réorganiser la fonction publique et plus particulièrement la formation des fonctionnaires pourrait servir de modèle à d'autres pays africains.

3648. CHIKYLO, B.C. – « The reorganization of Zambian local government : an analysis of the implication of the Local Administration Act 1980 ». *Africa Quarterly* 22 (3-4), [1985] : 49-61.

Le Local Administrative Act crée une nouvelle structure administrative, composée de permanents du parti UNIP et de représentants des gouvernements central et local : le Conseil du district dont les fonctions sont non seulement administratives, mais aussi de mobilisation et de participation politiques.

3649. O'FAIRCHEALLAIGH, Ciaran – « Mineral taxation, mineral revenues and mine investment in Zambia, 1964-83 ». *The American Journal of Economics and Sociology* 45 (1), janv. 86 : 53-67.

Jusqu'à la moitié des années 70, l'industrie du cuivre en Zambie était incapable de dégager des surplus susceptibles de favoriser de nouveaux investissements, peu encouragés par les dispositions fiscales adoptées en 1964. L'investissement dans ce secteur pourrait être relancé si l'on réduisait les coûts de production, ce que permettrait l'instauration d'un nouveau système d'imposition des revenus et des profits miniers.

Zimbabwe

Voir aussi : n° 3128

3650. « Zimbabwe ». *Le courrier (Bruxelles)* (97), juin 86 : 27-51 ; tabl., carte.

Suite d'articles et d'interviews consacrés à l'économie du pays qui, après une période de récession en 1982-1984, connait une nouvelle reprise et dispose de nombreux atouts : le développement de l'agriculture, la politique économique du gouvernement, les priorités du plan 1986-1990, les relations avec la CEE, les échanges avec les pays ACP.

3651. BRATTON, Michael – « Farmer organizations and food production in Zimbabwe ». *World Development* 14 (3), mars 86 : 367-384 ; tabl. ; bibliogr.

L'amélioration de la production du maïs au Zimbabwe de 1980 à 1985 est largement due à l'initiative des petits paysans qui se sont organisés collectivement. Cette organisation au niveau local est ainsi un complément essentiel aux stratégies de développement élaborées au niveau de l'Etat ou du marché.

3652. FOUCHER, Michel – « De la Rhodésie au Zimbabwe ou le foncier comme héritage ». *Politique africaine* (21), mars 86 : 37-53 ; cartes.

La structure foncière mise en place pendant la période coloniale n'a pas été modifiée par le gouvernement issu des élections de 1980. Or, cette structure est fondamentalement inégalitaire : 4 200 fermiers européens possèdent toujours 42 % de la surface du pays, soit autant que 4,6 millions de paysans africains. De plus, les terres européennes sont les mieux situées. Le régime actuel pourra-t-il maintenir une telle structure ?

II
ÉTUDES RÉGIONALES

Afrique

Voir aussi : n° 3326, 3454, 3554, 3575, 3650, 3704

3653. Le transfert de technologie

a. FORJE, John W. – « Two decades of science and technology in Africa ». *Science and Public Policy* 13 (2), avr. 86 : 89-96 ; tabl., graph. ; bibliogr.
Les pays développés ont exporté leur technologie moderne vers l'Afrique sans que les multinationales ou les gouvernements africains se préoccupent de l'adaptation de ces techniques aux besoins des populations sous-développées.

b. LOKADI, Longandjo ; LONGANDJO, Okitakekumba – « Transfert de technologie et développement de l'Afrique ». *Le mois en Afrique* 21 (243-244), mai 86 : 55-69.
Un développement technologique réel en Afrique ne passe pas par le transfert de technologie qui n'est qu'une autre forme de l'impérialisme, mais par l'acquisition propre de la capacité créatrice. Aussi élevé que soit à court terme le coût d'une accélération de la formation scientifique, technique et universitaire de la population, elle constitue le seul moyen de survie de l'Afrique.

3654. COWNIE, David S. – « Regional cooperation for development : a review and critique of the Southern African development coordination conference ». *Current Bibliography on African Affairs* 18 (1), 1986 : 21-41 ; tabl., carte ; bibliogr.

Officiellement créée par la déclaration de Lusaka en avril 1980, la Conférence sud-africaine sur la coordination du développement (SADCC) regroupe 9 Etats, dont ceux de la « ligne de front », dans le but de promouvoir l'intégration économique et l'indépendance de la région, face à l'hégémonie de la république d'Afrique du Sud. Sa souplesse en regard des théories sur l'intégration régionale et le caractère positif de ses objectifs ont permis son maintien, mais elle doit faire face à des menaces externes et internes.

3655. FARGUES, Philippe – « Un siècle de transition démographique en Afrique méditerranéenne 1885-1985 ». *Population* 41 (2), avr. 86 : 205-232 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

L'Afrique du nord offre l'exemple d'un décalage particulièrement long entre la première phase de la transition démographique, le recul de la mortalité et l'amorce de la seconde, la baisse de la fécondité ; la modification des structures familiales a d'abord eu l'effet d'une procréation plus nombreuse mais elle est porteuse de l'évolution inverse.

3656. GONIDEC, P.F. – « La conception de la démocratie dans les Etats à orientation socialiste ». *Le mois en Afrique* 21 (243-244), mai 86 : 34-45.

Conception et structure du pouvoir des Etats à orientation socialiste, Etats qui au lendemain des indépendances ont rejeté le capitalisme sans pour

autant adopter le socialisme et sont qualifiés de démocraties révolutionnaires ou encore de dictatures démocratiques révolutionnaires du peuple.

3657. GUTTERIDGE, William – « L'intreccio tra militari e civili nell'esperienza delle nazioni africane ». *Politica internazionale* 14 (3-4), avr. 86 : 37-47.

Les difficultés des régimes militaires africains à légitimer leur action les contraignent à chercher des points d'appui parmi la population civile. Cette démarche affaiblit le régime en place, même si des élections régulières ont lieu et crée des conditions favorables à un nouveau coup d'Etat, expliquant ainsi le caractère cyclique de l'évolution des régimes africains entre pouvoirs civil et militaire. Tableau des coups d'Etat militaires en Afrique de 1960 à 1985.

3658. MARIE, Alain – « La tradition africaine face à la modernité occidentale ». *Le genre humain* (14), été 86 : 175-190 ; bibliogr.

Les sociétés africaines présentent plusieurs traits fondamentaux : des institutions communautaires au sein desquelles l'individu est essentiellement défini par sa valeur de position, des conceptions structurales et déterministes de la personne, selon lesquelles l'identité de chacun est définie par la conjugaison d'une pluralité de composantes et d'attributs qui prédéterminent son destin et l'affirmation que la réalité empirique est doublée d'une réalité invisible qui l'investit. Cette vision du monde, fortement vécue, s'oppose totalement aux conceptions occidentales.

3659. VIAUD, Pierre – « Essai de prospective d'utilisation politique de leurs éventuelles armes atomiques par les Etats d'Afrique ». *Stratégique* (30), 2e trim. 86 : 137-156.

A l'heure actuelle, outre l'Afrique du Sud déjà pourvue, dix pays d'Afrique ont des ambitions nucléaires ; il s'agit, par ordre décroissant de puissance potentielle, du Nigéria, de l'Egypte, de l'Algérie, du Maroc, de la Libye, du Ghana, du Zaïre, du Gabon, du Kenya, et de la Tunisie. D'ici dix à quinze ans, se posera le problème de l'utilisation que ces pays en feront.

Amérique latine

Voir aussi : n° 3364, 3409

3660. « Agricultura : procesos y políticas ». *Pensamiento iberoamericano* (8), déc. 85 : 9-412.

Numéro spécila : actes du colloque réuni à Lisbonne en juin 1985 sur l'agriculture et les politiques agricoles dans les pays latino-américains, en Espagne et au Portugal. Voir : CALCAGNO, Alfredo Erci ; GATTO Francisco : n° 3263 ; CASTRO, Ana Ceha : n° 3278.

3661. « Politiche di riconversione e stabilizzazione in America latina ». *Politica internazionale* 14 (3-4), avr. 86 : 49-104.

Suite d'articles consacrés aux conditions économiques engendrées en Amérique latine par la crise, l'inflation, l'endettement et les exigences du FMI, et aux scénarios économiques qui pourraient prévenir une « décennie perdue » pour les années 80.

3662. DAVIS, Charles L. ; COLEMAN, Kenneth M. – « Labor and the State : union incorporation and working class politization in Latin America ». *Comparative Political Studies* 18 (4), janv. 86 : 395-417 ; tabl. ; bibliogr.

L'affiliation à un syndicat des ouvriers des pays latino-américains notamment au Mexique et au Venezuela n'exerce qu'une influence très faible sur leur politisation. Mais la syndicalisation leur permet d'acquérir davantage de confiance en leur propre force pour manifester leur mécontentement et faire valoir leurs revendications professionnelles.

3663. HOROWITZ, Irving L. – « Il militarismo in America latine ». *Critica sociologica* (75-76), hiv. 86 : 8-26.

La militarisation des régimes d'Amérique latine, décrite sous six catégories, du contrôle militaire direct chilien au militaro-communisme cubain, exprime la coexistence de deux formes instrumentales du pouvoir militaire : l'une servant en politique extérieure, qui a montré ses limites lors de la guerre des Falklands, l'autre étant un efficace outil de politique interne, dont l'adaptation à la mutation démocratique, en Argentine par exemple, dément l'existence d'un déterminisme militaire dans la région.

3664. LEONARD, Jacques – « Les fuites de capitaux hors des pays les plus endettés de l'Amérique latine ». *Economies et sociétés* 20 (1), janv. 86 : 297-316 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

La définition d'une méthodologie de mesure des fuites de capitaux hors des pays en développement ouvre la voie à des tentatives d'explication du phénomène qui tout en restant approximatives sont d'une importance cruciale, car ces fuites de capitaux dont les pays d'Amérique latine sont les « champions » ont un large impact sur leurs possibilités de développement.

3665. LEWIS, Gary P. – « Prospects for a regional security system in the Eastern Caribbean ». *The Round Table* (298), avr. 86 : 167-184 ; bibliogr.

Depuis le conflit de la Grenade, il apparaît nettement qu'en dépit de disputes pouvant opposer les îles entre elles, il se dégage dans l'ensemble des Caraïbes un consensus en faveur d'une organisation commune de défense pour parer à une menace extérieure contre telle ou telle île, au prix même d'un abandon partiel de souveraineté de la part de chacune.

3666. REBOUR ; TREHARD – « Signification stratégique de l'espace caraïbe ». *Défense nationale* 42, avr. et mai 86 : 101-113 et 89-102.

Les Caraïbes demeurent l'enjeu d'un engagement militaire à la fois des Etats-Unis et de l'URSS. Les pays du bassin, qui cherchent à échapper à la tutelle un peu étouffante des Etats-Unis, sans tomber sous celle de l'URSS, peuvent trouver auprès de l'Europe, et plus particulièrement de la France, la défense de leur stabilité.

3667. RICHARD, Gordon – « Stabilization crises and the breakdown of military authoritarianism in Latin America ». *Comparative Political Studies* 18 (4), janv. 86 : 449-485 ; tabl. ; bibliogr.

Au cours des cinq dernières années, les régimes militaires en Argentine, au Brésil, en Uruguay et, dans une moindre mesure, au Pérou, se sont effondrés moins en raison de leur politique générale qu'à cause d'une crise économique qu'ils n'ont pas réussi à maîtriser. Les mesures qu'ils ont prises pour lutter contre cette crise et notamment contre l'endettement extérieur dont ils étaient responsables, ont provoqué un mécontentement général.

3668. SAULNIERS, Alfred H. – « Public enterprise in Latin America : their origins and importance ». *Revue internationale des sciences administratives* 51 (4), 1985 : 329-348 ; tabl. ; résumé en français.

Les facteurs structurels qui peuvent influencer la nation ou le développement des entreprises publiques dans un pays ; les principaux secteurs économiques où ces entreprises sont les plus nombreuses.

3669. SILVA, Celson J. da – « Internacionalização da economia, integração regional e o contexto latino-americano ». *Cadernos do Departamento de ciência politica* (7), sept. 85 : 155-186.

L'intégration latino-américaine peut entraîner soit l'approfondissement de la dépendance soit une résistance accrue au capital monopoliste international ; ces contradictions découlent de la complexité des intégrations régionales en tant qu'étape de l'internationalisation exigée actuellement par la production du système capitaliste.

3670. TRIVELLI, Pablo – « Access to land by the urban poor : an overview of the Latin American experience ». *Land Use Policy* 3 (2), avr. 86 : 101-121.

Le contrôle du prix des terrains devrait être la préoccupation première de la planification urbaine en Amérique latine. L'inaction des gouvernements ne peut s'expliquer que par l'absence de volonté politique, les groupes sociaux

souffrant le plus de cette situation disposant de faibles revenus et donc de peu de pouvoir.

3671. VUSKOVIC, Pedro – « Les politiques du FMI et la crise économique de l'Amérique latine ». *Tricontinental* (2), avr. 86 : 38-53.

Les politiques d'ajustement exigées par le FMI sont l'expression politique d'une certaine conception des causes de la crise qui se refuse à en voir les composantes internationales.

Asie

Voir aussi : n° 3307, 3318, 3553, 3691, 3768

3672. « Asia's unions ». *Far Eastern Economic Review* 132 (14), 3 avr. 86 : 43-67 ; tabl.

Dossier consacré aux difficultés des syndicats en Asie : répression gouvernementale, liberté d'association limitée, divisions internes, rivalités personnelles et baisse des effectifs.

3673. La petite entreprise

a. JAMES, Kenneth – « Fiscal and financial factors affecting small and medium business improvement in the ASEAN region ». *Asean Economic Bulletin* 2 (3), mars 86 : 153-167 ; tabl.
Deux contraintes gênent les petites et moyennes entreprises dans leur développement : les difficultés d'accès au crédit et la fiscalité. La zone ASEAN a récemment pris conscience de leur existence mais de réels bouleversements dans les politiques économiques sont encore nécessaires.

b. NAYA, Seiji – « The role of small scale industries in employment and exports of Asian developing countries ». *Hitotsubashi Journal of Economics* 26 (2), déc. 85 : 147-163 ; tabl. ; bibliogr.
L'importance de la petite industrie dans le développement des pays asiatiques, notamment au regard de ses capacités d'emploi, s'est accrue avec la récession mondiale des années 80 qui a remis en cause la stratégie de développement fondée sur les exportations.

3674. BOISSEAU DU ROCHER, Sophie – « L'ANSEA à la croisée des chemins ». *Stratégique* (30), 2e trim. 86 : 109-136.

Vingt ans après sa création l'ANSEA constitue sur le plan de la coopération économique un échec. Cependant le développement d'un sentiment politique régional favorable à la stabilité en Asie du Sud Est s'est confirmé. Le but de la décennie à venir sera d'envisager également une coopération stratégique.

3675. KANAPATHY, V. – « Asean and the Pacific community : problems and prospects ». *Annales d'études internationales* 14, 1985 : 49-70.

La participation de l'ASEAN au projet de coopération régionale dans le Pacifique apparaît maintenant possible des points de vue économique et politique, mais elle pose la question des formes institutionnelles du dialogue visé par le projet.

3676. NO-QUINN, Michael – « The internationalization of the region : the case of Northeast Asian international relations ». *Review of International Studies* 12 (2), avr. 86 : 107-125.

Les relations internationales de l'Asie du Nord Est se caractérisent par l'absence de coopération au niveau régional, qui s'explique par l'absence de menace extérieure commune et par le manque d'intérêt de chacun des pays à élaborer un cadre régional à sa politique extérieure.

3677. TYABJI, Amina – « Monetary policies and financial structures in ASEAN ». *Contemporary Southeast Asia* 7 (3), déc. 85 : 155-171 ; tabl. ; bibliogr.

La structure financière des pays de l'ASEAN a beaucoup évolué mais présente encore quelques lacunes : étude du rôle des banques centrales dans le processus de développement des structures financières et des politiques monétaires des différents pays de la région.

3678. VALENCIA, Mark J. ; MIYOSHI, Masahiro – « Southeast Asian seas : joint development of hydrocarbons in overlapping claim areas ? » *Ocean Development and International Law* 16 (3), 1986 : 211-254 ; cartes ; bibliogr.

Il existe en Asie du Sud-Est des zones maritimes riches en pétrole auxquelles peuvent prétendre plusieurs Etats : il en résulte une nécessité d'association de ces Etats pour l'exploitation des hydrocarbures de ces zones, ce qui semble la meilleure solution, même si elle n'est que temporaire.

Europe

Voir aussi : n° 3069, 3092, 3225, 3229

3679. ALLEN, Tuovi – « Hyvinvointivaltio ja julkisen sektorin kasvu polijois-maissa » (L'expansion de l'Etat providence et du secteur public dans les pays scandinaves). *Politiikka* (1) 1986 : 21-30 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Dans les pays scandinaves, le développement de l'Etat-providence à partir des années 30 coïncide avec la consolidation politique de la social démocratie. Ce développement possède des caractéristiques communes dans tous les pays concernés mais est néanmoins influencé par des facteurs nationaux, facteurs politiques ou liés aux politiques économiques : ainsi le Danemark et la Suède ont une fiscalité lourde et un système de sécurité sociale très développé alors que la Finlande, l'Islande et la Norvège ont des prélèvements fiscaux moins importants et une politique sociale moins élaborée.

3680. MAC CAUSLAND, Jeff – « Dual track or double paralysis ? The politics of INF ». *Armed Forces and Society* 12 (3), print. 86 : 431-452.

La décision de mettre en place en Europe une force nucléaire de moyenne portée (Pershing II et « cruise missiles ») a suscité les divisions les plus fortes jamais enregistrées au sein de l'OTAN depuis cinq ans. L'acceptation de la Grande-Bretagne, de la RFA et de l'Italie s'explique par la crainte des missiles soviétiques mais également par des considérations de politiques intérieures.

3681. MARNATA, Françoise ; SARRAZIN, Chantal – « Les pays nordiques : protection sociale et contrainte extérieure ». *Economies et sociétés* 20 (1), janv. 86 : 211-234 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'ampleur de leurs prestations sociales, le vieillissement de la population et la crise économique concourent à poser actuellement des problèmes de financement à la politique sociale des quatre pays nordiques et à réduire leur compétitivité extérieure. Cependant les prévisions à long terme n'indiquent pas la nécessité de modifier ces politiques.

3682. SCHLEIMANN, Jorgen – « Provinzialismus und gegenseitige Ignoranz. Nordische Erfahrungen » (Provincialisme et ignorance réciproque. Expériences nordiques). *Europäische Rundschau* 14 (1), hiv. 86 : 73-85.

L'examen des cinq pays scandinaves dans le cadre de leurs relations au sein de l'OTAN ou de la CEE montre un accroissement du provincialisme reposant sur la méconnaissance réciproque, le manque d'information et l'individualisme des Etats, provincialisme qui constitue une tendance générale actuellement.

3683. SEITZ, Konrad – « Die Zukunft von Sicherheit und Abrüstung in Europa » (L'avenir de la sécurité et du désarmement en Europe). *Europa Archiv* 41 (5), 10 mars 86 : 119-128.

Le 12 mars ont repris les négociations de Genève qui ont pour but la réduction de 50 % des armes nucléaires stratégiques et un accord provisoire sur les fusées à moyenne portée. Dans la structure actuelle de la sécurité européenne, il est urgent de corriger également le déséquilibre conventionnel au profit du pacte de Varsovie soit en développant des techniques de pointe en Occident soit à travers des négociations comme les MBFR et la CDE.

Europe communautaire

Voir aussi : n° 3411, 3448, 3492, 3650, 3772

3684. « L'alta burocrazia in Europa ». *Quaderni costituzionali* 5 (3), déc. 85 : 467-538.

Suite d'articles consacrés à la haute administration en France, Grande-Bretagne et RFA : l'interaction grandissante entre politique et administration fait des hauts fonctionnaires les piliers des systèmes institutionnels européens. Voir notamment : PLOWDEN, William : n° 3490 ; GOURNAY, Bernard : n° 3431 ; MAYNTZ, Renate : n° 3249.

3685. Lomé III

a. « La convention de Lomé III ». *Revue du Marché commun* (296), avr. 86 : 183-239.
Numéro spécial consacré aux actes de la journée d'études organisée en octobre 1985 par la Commission pour l'étude des Communautés européennes avec le concours de l'Université de Bordeaux I.

b. BONOLI, Federico – « La terza convenzione di Lomé. Caratteristiche e settori di applicazione ». *Africa (Roma)* 41 (1), mars 86 : 48-72 ; tabl. ; résumés en anglais et en français.
Signée le 8 décembre 1984 la troisième convention de Lomé définit des champs de coopération variés : coopérations financière, technique et commerciale, réaffirmation des systèmes STABEX et SYSMIN garantissant les exportations de produits agricoles et miniers des pays ACP contre les variations des marchés mondiaux, sécurité alimentaire, développement industriel et investissements, coopération culturelle, sociale et régionale. De plus, elle acquiert une dimension « philosophique » par la relance de la coopération multilatérale garante d'efficacité dans l'actuelle situation internationale.

c. GAUTRON, J.C. – « La Convention de Lomé III ». *Cahiers de droit européen* 22 (1), 1986 : 21-43.
Si le cadre conventionnel apparaît rénové à certains égards par rapport aux précédentes conventions, les instruments de la coopération se situent plutôt dans la continuité sans exclure pour autant une certaine flexibilité au niveau de la coopération financière et technique, du régime, des échanges, du Stabex et autres systèmes d'assurance.

3686. « National information policy ». *Aslib Proceedings* 38 (6-7), juil. 86 : 193-217.

Compte-rendu du colloque organisé par l'Association belge de documentation (Bruxelles, 15 mars 1985) consacré aux politiques nationales de l'information scientifique et technique : les exemples de la RFA, des Pays-Bas et de la France. Voir notamment : MEYRIAT, Jean : n° 3450.

3687. BOYER, Robert ; RALLE, Pierre – « Croissances nationales et contrainte extérieure avant et après 1973 ». *Economies et sociétés* 20 (1), janv. 86 : 117-144 ; graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Un examen des économies européennes depuuis 1960 jusqu'à 1984 montre que le retour au cercle vertueux de la croissance tel qu'il fonctionna dans les années soixante n'est pas la condition suffisante à un retour de la croissance et à une diminution de la contrainte extérieure.

3688. BOYER, Robert ; RALLE, Pierre : « L'insertion internationale conditionne-t-elle les formes nationales d'emploi ? Convergences ou différenciations des pays européens ». *Economies et sociétés* 20 (1), janv. 86 : 145-168 ; graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

En ce qui concerne les répercussions de l'insertion internationale des économies européennes sur leur politique de l'emploi, on remarque d'une part qu'elles ne sont pas fondamentales, d'autre part qu'elles diffèrent selon les pays et selon les secteurs (industrie ou services).

3689. CIAURRO, Gian Franco – « Questioni in tema di " euroimmunità " » *Affari sociali internazionali* 14 (1), 1986 : 93-103.

Depuis l'élection au suffrage universel du Parlement européen, l'immunité des « eurodéputés » pose un problème à part entière qui doit être résolu par l'élaboration d'un système de prérogative et d'immunité proprement européen

s'appliquant à tous les cas et dans tous les Etats membres, afin d'éviter les cas litigieux comme, récemment, celui d'Enzo Tortora.

3690. GAUDEMAR, Jean-Paul – « Quelques réflexions sur un aspect du financement public du système productif : les aides à finalité régionale en France et dans les autres pays de la Communauté européenne ». *Revue d'économie industrielle* (35), 1er trim. 86 : 103-126 ; tabl.

L'examen des caractéristiques du système français au regard des autres systèmes européens montre qu'une évolution est nécessaire pour rendre ce système plus attractif et plus intensif en aidant plus l'investissement que l'emploi, en poursuivant un meilleur équilibre territorial, en responsabilisant davantage les régions en tenant compte de la compétition internationale et en premier lieu des régions européennes.

3691. LORENZ, Detlef – « International division of labour or closer co-operation ? A look at ASEAN-EC economic relations ». *Asean Economic Bulletin* 2 (3), mars 86 : 168-185 ; tabl. ; bibliogr.

Ce n'est qu'au début des années quatre-vingts que l'idée d'une politique économique internationale de coopération a fait son apparition. Une coopération de plus en plus étroite s'est développée entre la zone ASEAN et la CEE. L'avenir de ces relations n'est pourtant pas teinté d'optimisme.

3692. WEBER, Albrecht – « Verwaltungskollisionsrecht der Europäischen Gemeinschaften im Lichte neuerer Rechtsentwicklungen » (Le droit de collision administratif des Communautés européennes à la lumière des nouvelles évolutions juridiques). *Europarecht* 21 (1), mars 86 : 1-28.

Le concept de droit de collision administratif recouvre un ensemble de problèmes examinés récemment dans la littérature juridique européenne et par le système judiciaire européen. Ces problèmes concernent entre autres l'action préférentielle du droit communautaire face au droit exécutif des Etats membres.

3693. WILLIAMS, R.H. – « E.C. environment policy, land use planning and pollution control ». *Policy and Politics* 14 (1), janv. 86 : 93-106 ; bibliogr.

En mars 1985, la Communauté européenne a adopté une directive concernant l'évaluation des conséquences pour l'environnement de certains projets, publics ou privés. L'esprit de cette directive s'est vu modifié lorsqu'elle fut introduite dans le droit interne de chaque Etat.

Europe occidentale

Voir aussi : n° 3354, 3437

3694. « L'investissement boursier en Europe continentale. Analyse financière et gestion de portefeuille ». *Analyse financière* (65), 2e trim. 86 : 5-54.

Suite d'articles sur les différentes bourses de valeurs européennes et l'évolution des cours des valeurs mobilières.

3695. Les réactions ouest-européennes à l'IDS américaine

a. CALIGIARIS, Luigi – « L'iniziativa di difesa strategica e le iniziatve europee ». *Affari esteri* 18 (70) print. 86 : 189-199.
Le débat complexe sur l'éventuelle participation européenne à l'IDS américaine est encore renforcé par les deux projets européens : EUREKA, lancé par la France qui, outre sa vocation civile, y voit une possibilité d'application pour sa force de frappe, et l'IDE, d'initiative allemande, qui serait une IDS réservée à l'usage européen ; le manque d'une stratégie européenne et le refus français de toute participation à l'IDS sont autant d'obstacles au développement de cette dernière.

b. HAMM, Manfred R. ; WEINROD, W. Bruce – « The transatlantic politics of strategic defense » *Orbis* 29 (4), hiv. 86 : 709-734.
L'IDS américaine a provoqué des réactions mitigées de la part des pays européens de l'OTAN, à la fois pour des raisons liées à la stratégie militaire

et pour des raisons politiques, relatives à l'impact de l'IDS sur les relations Est-Ouest. La cohésion de l'OTAN n'est pas pour le moment menacée : l'IDS représente un défi à long terme mais en fournissant à la sécurité atlantique une base plus solide elle peut renforcer l'OTAN si les alliés réussissent à en gérer les multiples ramifications.

3696. BERAUD, Jean Marc – « Aspects de la liberté syndicale aux sens de la Convention européenne des droits de l'homme ». *Droit social* (5), mai 86 : 384-398.

Les choix de la Cour européenne, s'ils sont généralement extrêmement prudents, sont cependant caractérisés par la volonté politique de la juridiction d'affirmer sa compétence à contrôler les législations et les pratiques nationales en matière de liberté syndicale sans pour autant assigner un objet précis à cette liberté si ce n'est en exigeant que chaque système ne réalise pas de discriminations arbitraires au détriment de certains syndicats ou de certains salariés.

3697. CIRERA, Daniel – « Pacifisme : des effets profonds et durables ». *La pensée* (250), avr. 86 : 5-18.

Si l'action massive en Europe pour la paix et contre la guerre ne date pas de cette décennie, elle a pris cependant un tour nouveau avec l'arrivée dans l'activité politique de quantité de militants qui étaient restés jusqu'ici à l'écart. Dans tous les pays, ce mouvement est porteur d'exigences démocratiques et exprime des perceptions, très largement partagées par la population, des dangers et des coûts de la course aux armements.

3698. MANNE, Alan S. et al. – « Security of supply in the Western European market for natural gas ». *Energy Policy* 14 (1), fév. 86 : 52-64 ; graph.

L'Europe occidentale n'est pas à l'abri d'une interruption de ses fournitures en gaz. Une politique de diversification des sources d'approvisionnement doit être mise sur pied pour éviter un tel risque. Mais la sécurité de l'approvisionnement en gaz engendre des coûts non négligeables.

3699. STOURDZE, Yves – « Eurêka : le monde, l'Europe et la France ». *Le débat* (40), sept. 86 : 130-142.

Les développements technologiques de l'URSS, de la Chine et des Etats-Unis, dans des domaines différents constituent un défi pour l'Europe : la réponse ne sera totale que si une coopération européenne est réalisée dans les domaines suivants : calcul, composants, mémoires, microprocesseurs, robotique, télécommunications, biotechnologies, matériaux dans une stratégie d'avenir.

Europe orientale

3700. ASSELAIN, Jean-Charles – « Taux de change et parité de pouvoir d'achat : évolutions récentes dans les pays du CAEM ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 17 (1), mars 86 : 43-68 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

La rigidité des taux de change dans ces pays a fait place à des politiques plus souples depuis 1970, en particulier pour la Pologne, la Roumanie et la Hongrie qui ont adopté un taux de change « réaliste », dans le but de s'ouvrir à l'économie mondiale ; la Hongrie est allée le plus loin dans ce sens.

3701. HOSKOVA, Adéla – « Ekonomické predpoklady ťozvíjania priamych hospodárskych vzt'ahov v rámci krajín RVHP » (Les préalables économiques du développement des relations économiques directes dans le cadre du CAEM). *Ekonomický casopis* 34 (4), 1986 : 371-382.

Le perfectionnement du mécanisme des relations économiques directes entre les groupements de production, les organisations économiques et les entreprises des pays membres du CAEM nécessite la solution de nombreux problèmes dans le domaine de la planification et de la formation des prix.

3702. LENDVAI, Paul – « Die innenpolitische Lage in Osteuropa » (La situation politique intérieure en Europe de l'Est). *Osteuropa* 36 (2) fév. 86 : 89-101.

De multiples facteurs déterminent actuellement la situation politique intérieure des pays d'Europe de l'Est ; le facteur soviétique est essentiel. D'autres facteurs ont un poids important sur la politique intérieure de ces pays : ce sont les luttes pour le pouvoir, la nouvelle génération en contact avec l'Occident, la permanence de la crise économique, la perte d'impact de l'idéologie et surtout le renforcement du nationalisme.

3703. ŠIRJAEV, Ju. – « Gorizonty naučno-tehničeskogo progressa socialističeskogo sodružestva » (Les horizons du progrès scientifique et technique de la communauté socialiste). *MEMO* (4), 1986 : 16-23 ; résumé en anglais.

Bénéficiant de tous les avantages qu'offre l'économie socialiste et d'une longue expérience en matière de coopération, les pays socialistes membres du CAEM mettent en commun leurs efforts pour accélérer le progrès scientifique et technique et passer définitivement au type de croissance intensif.

3704. SKAK, Mette – « CMEA relations with Africa : a case of disparity in foreign policy instruments ». *Cooperation and Conflict* 21 (1), 1986 : 3-23 ; tabl.

Les relations économiques entre les pays de l'Est et les pays africains sont beaucoup moins importantes que les liens politiques entre les deux zones. L'aide économique fournie par les pays du Comecon ne convient pas toujours aux pays bénéficiaires, notamment les plus pauvres. Cette situation devrait perdurer dans les années à venir.

Pacifique

Voir aussi : n° 2473, 2545, 2605, 3101

3705. « L'essor du Bassin Pacifique ». *Annales d'études internationales* 14, 1985 : 129 p.

Numéro spécial sur différents aspects, économiques et politiques, de l'évolution actuelle du Bassin, notamment sur le problème de la coopération régionale. Voir notamment : KANAPATHY, V. : 3675 ; TAMAO, Toyomitsu : n° 3487 ; HUNTLEY, James Robert : n° 3360.

3706. DANIEL, Donald C. ; TARLETON, Gael D. – « The U.S. navy in the Western Pacific ». *Asia Pacific Community* (31), hiv. 86 : 116-137 ; tabl.

L'enjeu stratégique du Pacifique et la rivalité américano-soviétique expliquent l'importance de la flotte des sous-marins américains dans cette zone et l'importance de la présence soviétique.

3707. HOLBROOKE, Richard – « The next challenge ». *Foreign Affairs* 64 (4), print. 86 : 732-751.

Tous les pays situés en bordure ouest du Pacifique ont réalisé pendant les 40 dernières années un miracle économique, mais le défi qu'ils doivent désormais relever est d'ordre politique : atteindre ainsi la maturité politique, en réalisant des transitions pacifiques et en y associant leurs peuples, sous peine de perdre le bénéfice des réalisations actuelles. La situation politique dans chacun de ces pays.

Pays arabes et Moyen-Orient

Voir aussi : n° 3259, 3329, 3439

3708. Les grandes puissances et le Moyen-Orient

a. « The superpowers in the Middle East ». *AEI Foreign Policy and Defense Review* 6 (1), 1986 : 2-49.

Suite d'articles sur l'enjeu stratégique que représente le Moyen-Orient pour les Etats-Unis et l'URSS, qui en ont fait un des lieux privilégiés de leur

influence et de leur rivalité. Cette compétition est cependant freinée par le risque de déclencher un conflit dans cette région particulièrement vulnérable.

b. DELMAS, Claude – « Les deux Grands face à la poudrière du Proche Orient ». *Revue générale* (5), mai 86 : 41-52.
L'aggravation du conflit Irak/Iran, l'évolution du régime iranien, les difficultés rencontrées par l'Egypte ces derniers mois et l'action de la Syrie au Liban font du Moyen-Orient une véritable poudrière où les deux Grands devraient jouer un rôle modérateur.

c. GOLAN, Galia – « The Soviet Union and the PLO since the war in Lebanon ». *The Middle East Journal* 40 (2), print. 86 : 285-305.
L'abstention relative des Soviétiques à propos des initiatives de paix au Proche-Orient ces dernières années montre bien que l'Union soviétique a une vision « globaliste » du conflit israélo-arabe, c'est-à-dire qu'elle l'envisage comme une compétition avec les Etats-Unis au lieu d'en avoir une approche régionaliste : c'est ce qui explique les relations de méfiance mutuelle qu'ont toujours entretenues l'URSS et l'OLP.

d. LINDE, Gerd – « Friedensfühler im Bombenhagel : Mittelost 1985/86 » (Les chances pour la paix dans l'avalanche de bombes : le Moyen-Orient en 1985/1986). *Aus Politik und Zeitgeschichte* (18), 3 mai 86 : 19-29.
Depuis l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, l'URSS semble désirer une solution négociée au Liban : justement, elle est la puissance qui a le plus d'influence sur les Etats qui refusent encore une solution pacifique aux conflits.

e. STEINBACH, Udo – « Krisenherd Naher Osten. Machtdiffusion als Folge wachsender Komplexität des internationalen Sicherheitssystems » (Le foyer de crises du Proche-Orient. La diffusion du pouvoir comme conséquence de la complexité croissante du système de sécurité international). *Aus Politik und Zeitgeschichte* (18), 3 mai 86 : 3-18 ; carte ; bibliogr.
Les deux superpuissances ne peuvent plus conserver au Proche-Orient une politique systématique. La paix devient, par une polarisation internationale grandissante et par le nombre croissant de conflits régionaux, un but de plus en plus difficile à atteindre.

3709. Les Palestiniens

a. « Entretien avec Claude Cheysson : le droit à l'auto-détermination ». *Revue d'études palestiniennes* (20), été 86 : 5-15.
Pour l'ancien ministre des relations extérieures, il n'y aura pas de paix au Proche-Orient tant que les Palestiniens n'auront pas les mêmes droits que les autres peuples.

b. MORRIS, Benny – « Operation Dani and the Palestinian exodus from Lydda and Ramle in 1948 ». *The Middle East Journal* 40 (1), hiv. 86 : 82-109.
L'expulsion des populations arabes des villes de Lydda et Ramle, en juillet 1948, a été la plus grande opération de ce genre lors de la guerre de 1948 dont elle illustre la brutalité et la confusion qui régnait au sein du gouvernement israélien.

c. SAFIEH, Afif – « Les Palestiniens dans l'impasse ». *La revue nouvelle* 42 (4), avr. 86 : 347-364.
Si l'organisation politique palestinienne est aujourd'hui fracturée et si le peuple palestinien est en plein désarroi c'est parce que la politique « réaliste » et modérée menée par l'OLP n'a abouti à rien et que cette organisation se retrouve sous la coupe syrienne. Il est urgent et nécessaire de créer enfin une entité nationale.

3710. AJAMI, Fuad – « La borghesia araba e i perché di una rivoluzione mancata ». *Politica internazionale* 14 (3-4), avr. 86 : 105-114.

L'insuccès du décollage économique du Moyen-Orient et du projet politique libéral-démocrate est attribué à l'échec de la révolution économique des bourgeoisies nationales arabes. Cette rupture entre pouvoir politique et société civile a provoqué un débat historiographique sur ses causes : l'incapacité de la région à s'adapter, comme a su le faire le Japon, aux règles du commerce international, les structures sociales et culturelles engendrées par la religion islamique.

3711. CHATELUS, Michel – « Les monnaies des pays arabes pétroliers du Golfe ». *Economies et sociétés* 20 (2), fév. 86 : 61-94 ; tabl. ; résumé en anglais.

Les six pays Arabes pétroliers du Golfe présentent certaines caractéristiques d'Etat rentiers dans leurs structures monétaires, mais connaissent également

certaines contraintes et limites, communes à la plupart des pays en développement, qui sont la preuve qu'un niveau élevé de réserves n'est pas une condition suffisante pour qu'une monnaie accède au rang de devise internationale.

3712. LESCH, Ana M. – « Gaza, un lieu oublié de la Palestine ». *Revue d'études palestiniennes* (20), été 86 : 17-35 ; carte.

Par sa population composée aux trois quarts de réfugiés vivants dans des camps séparés des résidents d'origine, par son économie dépendant presque totalement d'Israël et par ses revendications politiques qui mettent en question l'idée d'un lien politique avec la Jordanie, la bande de Gaza est différente des autres territoires occupés et les autorités israéliennes ne voient pas le danger de la retenir dans l'Etat d'Israël.

3713. MAN, Igor : « Nuovo e vecchio terrorismo ». *Affari esteri* 18 (70), print. 86 : 166-180.

L'irruption de la connexion islamiste iranienne a provoqué la naissance d'un nouveau terrorisme au Moyen-Orient, les mouvements terroristes palestiniens étant restés jusque là exclusivement laïcs, même dans le cas d'actions kamikazes.

3714. SAMARA, Adel – « Arab nationalism, the Palestinian struggle and an economic scenario for a potential Arab unity ». *Khamsin* (12), [1986] : 53-86.

Analyse marxiste de l'échec du nationalisme arabe dans sa version bourgeoise – échec symbolisé par le problème palestinien – et de la nécessité d'une intégration, prioritairement économique, des Etats arabes. L'unité ainsi réalisée permettrait un développement de l'ensemble de la région, accroîtrait les capacités de lutte contre Israël et l'impérialisme et favoriserait la création d'une nation arabe socialiste.

Pays en développement

Voir aussi : n° 3260, 3303, 3405, 3627

3715. La dette extérieure

a. Dette et développement ». *Le courrier (Bruxelles)* (97), mai 86 : 60-96 ; tabl., graph.
Suite d'articles consacrés à la dette des pays ACP et à ses conséquences sur leurs économies, et à quelques positions pour la solution de ce problème, propositions qui laissent transparaître un changement de mentalité de la part des créanciers.

b. BEAURAIN, Claude – « Initiative Baker ». *Banque* (462), juin 86 : 539-544 ; tabl.
Le plan Baker destiné à apporter une solution au problème de l'endettement international repose sur trois propositions : une augmentation du concours net des banques commerciales, une contribution plus importante de la Banque mondiale et l'adoption par les pays débiteurs de politiques tendant à réduire l'inflation et à accroître l'épargne interne. Les prêts accordés par la Banque mondiale devraient être destinés à faciliter ces ajustements plutôt qu'à financer des projets.

3716. « High tech et développement : priorités nouvelles ». *Industrie et développement international* 34 (389), avr. 86 : 194-209 ; carte.

La domination technologique des pays industrialisés est particulièrement prégnante dans les pays du Tiers-Monde. Ce n'est que par un co-développement, fondé sur le progrès technique et la révolution pédagogique, que les pays du Tiers-Monde parviendront à sortir de la situation présente.

3717. « Voennoe prisutstvie imperializma v stranah Azii i Afrikii i bor'ba narodov protiv voennoj ekspansii » (La présence militaire de l'impérialisme dans les pays d'Afrique et d'Asie et la lutte des peuples contre l'expansion militaire). *Narody Azii i Afrikii* (1), 1986 : 3-20.

Suite d'articles consacrés aux aspects politiques et militaires de l'expansion de l'impérialisme en Asie, en Océanie et en Afrique.

3718. DELAPIERRE, Michel ; ZIMMERMANN, Jean Benoît – « L'informatique du Nord au Sud. Un complexe industriel transnationalisé ». *Notes et études documentaires* (9), 1986 : 5-144 ; tabl., graph.

Numéro spécial consacré à l'analyse de l'industrie informatique au niveau mondial, aux stratégies des principales firmes qui y interviennent et notamment à la politique informatique des pays en voie de développement.

3719. DOWTY, Alan – « Emigration and expulsion in the Third World ». *Third World Quarterly* 8 (1), janv. 86 : 151-175.

Dans les pays du Tiers-Monde, la liberté de circulation reconnue par la Déclaration des droits de l'homme est souvent limitée dans les faits : d'une part, des pressions politiques et ethniques, les difficultés économiques et les calamités naturelles obligent certains à émigrer et créent des flux de réfugiés ; d'autre part, les pouvoirs publics tentent de freiner ou d'empêcher la « fuite des cerveaux ». Les expulsions sont plus répandues que les refus d'émigration, mais les deux phénomènes sont liés et concernent souvent les mêmes pays, à régime d'inspiration marxiste.

3720. EVANS, Carol – « Reappraising Third-World arms production ». *Survival* 28 (2), avr. 86 : 99-118.

Le développement sans précédent de la production d'armements touche également le Tiers-Monde et en particulier les NPI qui trouvent des avantages politiques, économiques et technologiques à être non seulement producteurs mais exportateurs. L'exemple du Brésil et d'Israël.

3721. MATHUR, Hari Mohan – « Développement participatif et administration publique ». *Revue française d'administration publique* (37), mars 86 : 89-109 ; tabl.

Dans beaucoup de pays du Tiers-Monde, la forme participative permet d'intégrer la population à la promotion du développement. Toutefois, cette participation peut se heurter à des obstacles internes (socio-culturels) et externes (administration).

3722. SHIHATA, Ibrahim F.I. – « The multilateral investment guarantee agency (MIGA) ». *L'Egypte contemporaine* 76 (402), oct. 85 : 261-277.

Cet organisme crée en 1985 par la Banque pour la reconstruction et le développement a pour but d'encourager les investissements vers et en provenance des pays du Tiers-Monde en créant un fond de garantie international.

3723. SIMSON, Uwe – « Kultur und Entwicklung. Die kulturellen Bedingungen wirtschaftlich-gesellschaftlichen Handelns in der Dritten Welt » (La culture et le développement. Les conditions culturelles d'une action économique et sociale dans le Tiers-Monde). *Aus Politik und Zeitgeschichte* (15), 19 avr. 86 : 3-11.

Le développement de toute société exige que soient pris en compte trois facteurs clés parmi le nombre infini des facteurs culturels : la légitimité du pouvoir politique ; le stade de développement atteint ; l'hétérogénéité ethnique. A partir de là, on peut mettre en place des plans d'action.

Economie et finances

3724. « Monnaie et politique monétaire dans les pays du Tiers-Monde ». *Economies et sociétés* 20 (2), fév. 86 : 3-214 ; tabl., graph, cartes ; bibliogr. ; résumés en anglais.

Numéro spécial consacré à établir un inventaire des monnaies et politiques monétaires des pays du Tiers-Monde, passant par l'examen des fonctions et de l'essence de l'instrument monétaire, des particularités de l'inflation, du financement du déficit budgétaire. Voir notamment : HENNI, Ahmed : n° 3238 ; CHATELUS, Michel : n° 3711 ; GÉRARDIN : n° 3773.

3725. ARRIGHI de CASANOVA, J. – « Problèmes énergétiques dans les pays en développement ». *Industrie et développement international* 34 (390), mai 86 : 258-281 ; tabl.

Les besoins énergétiques des pays en développement et leurs ressources ; la distorsion entre pays producteurs et non-producteurs de pétrole ; le coût de l'énergie pour ces pays.

3726. CARTER, Steve – « Marketing in less developed countries time for dedicated marketing systems not adaptive transfer ? » *Public Enterprise* 6 (2), fév. 86 : 107-120 ; bibliogr.

L'environnement dans lequel évolue l'économie des pays en voie de développement est différent de celui dans lequel les pays occidentaux se sont développés, c'est pourquoi il apparaît important de créer un système de techniques de marketing approprié aux PVD et non pas uniquement adapté d'après le modèle des pays développés.

3727. ČERNOHORSKÝ, Pavel – « Potravinový problém rozvojových zemi : vnitřní a vnějši aspeekty » (Le problème alimentaire des pays en voie de développement : aspects intérieurs et extérieurs). *Mezinárodni vztahy* 21 (1), 1986 : 39-52 ; résumés en russe et en anglais.

Le problème alimentaire des pays en voie de développement est un problème complexe, issu de la conjonction de quatre facteurs principaux : socio-économique, démographique, climatique et international. Sa solution ne peut être envisagée qu'à long terme et suppose des actions concertées des pays en voie de développement et de la communauté internationale.

3728. ELSENHANS, Hartmut – « Agrarreform in der Dritten Welt » (La réforme agraire dans le Tiers-Monde). *Aus Politik und Zeitgeschichte* (16), 19 avr. 86 : 12-22 ; résumé en allemand.

En tirant profit de l'abondance de main d'œuvre, les réformes agraires dans le Tiers-Monde permettent d'augmenter la productivité, les revenus et par conséquent la demande de biens de consommation courante, stimulant ainsi la production et l'emploi aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie. Mais les élites locales mettent souvent un frein à cette redistribution de richesses et de pouvoir.

3729. HAGGARD, Stephan – « The newly industrializing countries in the international system ». *World Politics* 38 (2), janv. 86 : 343-370 ; bibliogr.

Hong kong, Taïwan, Singapour et la Corée du Sud, pays nouvellement industrialisés sont des pays en développement qui ont réussi en adoptant une économie de marché et en participant à l'économie mondiale. Par contre, le Brésil et le Mexique, pays en développement aussi ont eu beaucoup moins de succès dans leur industrialisation, parce qu'ils ont voulu avoir le moins possible recours à l'étranger.

Pays occidentaux

Voir aussi : n° 3039, 3072

3730. La démocratie occidentale

a. EISEL, Stephan – « Konsens im Konflikt. Zum Überlebensweg freiheitlicher Demokratie zwischen Totalitarismus und Anarchie » (Le consensus en conflit. La voie de la survie de la démocratie libérale entre le totalitarisme et l'anarchie). *Aus Politik und Zeitgeschichte* (10), 8 mars 86 : 3-15.
Un consensus minimal est nécessaire à la vie et à la survie des démocraties libérales. Il doit comporter trois éléments : le respect de la personne humaine, la reconnaissance des règles du jeu démocratique, en particulier le principe de la majorité et la reconnaissance de l'autorité de l'Etat.

b. JASAY, Anthony de – « Le beurre et l'argent du beurre ». *Commentaire* 9 (34), été 86 : 223-231.
Toute politique fondée sur le consentement majoritaire aboutit à la dictature de l'électeur moyen et à la réalisation de programmes de type sociaux démocrates que les gouvernements se proclament libéraux (Etats-Unis, Grande-Bretagne) ou socialistes (France).

c. MONCONDUIT, François – « Etat et démocratie ». *Revue du droit public et de la science politique et France et à l'étranger* (2), avr. 86 : 327-344.

L'interprétation individualiste qui a prédominé dans l'évolution de la démocratie occidentale a contribué à fragiliser la cohérence sociale et a suscité une crise de l'appartenance. La revitalisation de la culture démocratique doit être fondée sur deux principes : une autonomie véritable et la conscience d'une autonomie véritable.

3731. « Environmental policy and politics ». *Policy and Politics* 14 (1), janv. 86 : 1-123 ; tabl., cartes ; bibliogr.

Numéro spécial consacré aux différentes politiques de protection de l'environnement aujourd'hui appliquées avec des succès différents. Le Japon a su être rapidement efficace tandis que la CEE doit faire face à des problèmes de coordination. Voir notamment : KIRBY, Andrew ; JACOB, Gérald : n° 3404 ; WEIDNER, Helmut : n° 3557 ; WILLIAMS, R. H. : n° 3683 ; WOOD, Christopher : n° 3486.

3732. BRAVO, Alain ; HENROT, François – « Télécommunications, trois exemples de déréglementation : Etats-Unis, Grande-Bretagne, Japon ». *Médias-pouvoirs* (2), mars 86 : 110-123 ; résumé en anglais.

Les trois moteurs de la dérégulation sont partout les mêmes : progrès technologiques, demandes des clients et ambitions des nouveaux arrivants, mais le rythme, les modalités et en définitive les résultats du processus dépendent étroitement des caractéristiques nationales. Il est possible de parler de dérégulation inventée aux Etats-Unis, simulée en Grande-Bretagne et négociée au Japon.

3733. FRAUDET, Bertrand – « L'informatique avancée ». *Stratégique* (30), 2e trim. 86 : 157-187.

La révolution informatique est bien loin de s'essoufler. Ses applications s'étendent toujours et ses besoins augmentent, en ordinateurs plus puissants, en langages spécifiques et en logiciels divers, que ce soit aux Etats-Unis, au Japon ou en Europe. L'intelligence artificielle avec en particulier les systèmes experts constituent une étape importante de la recherche informatique.

3734. GUNTER, Michael – « Contemporary Armenian terrorism ». *Terrorism* 8 (3), 1986 : 213-252.

Le terrorisme arménien, bien que peu connu, est sans doute l'un des mouvements les plus anciens et les plus dangereux du terrorisme international. Responsable d'attentats ayant blessé ou tué environ 300 personnes et visant particulièrement le peuple turc, il est parvenu à faire connaître la cause du peuple arménien sans toutefois la légitimer. Les dissensions qui existent actuellement au sein de l'ASALA et de l'ARA, ses principales composantes, en font un mouvement quasi moribond.

3735. LOW, D.A. – « Little Britain and large Commonwealth ». *The Round Table* (5298), avr. 86 : 109-121.

Il est certain que la Grande-Bretagne ne dirige plus le monde ; mais il est non moins certain que le Commonwealth qu'elle a fondé est aujourd'hui une organisation internationale d'un poids non négligeable, eu égard à la diversité de pays, de continents, d'ethnies, de langues et de cultures, de sociétés et de types d'économies qu'il représente.

III
ÉTUDES GÉNÉRALES, MONDIALES OU INTERNATIONALES

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 3421

3736. La communauté juive

a. BESANÇON, Alain – « Note sur l'histoire moderne du peuple juif ». *Commentaie* 9 (34), été 86 : 205-212.
L'histoire du peuple juif n'a jamais été envisagée comme une composante essentielle et active de l'histoire générale mondiale, pourtant il est impossible de faire référence à des faits marquants comme le socialisme ou le communisme sans tenir compte du rôle joué par les Juifs.

b. CALEF, Michel – « De la substitution au miroir ? Israel diaspora ». *Cahiers Bernard Lazare* (114), mars 86 : 29-37.
Après une période de relations complexes marquées souvent par un sentiment de culpabilité, les Juifs de la diaspora sont conscients que ce qui se joue en Israël est vital pour l'avenir du peuple juif. La question qu'ils se posent est la bonne : comment participer réellement à ce qui s'élabore en Israël, qu'en retirer, quelles conséquences sur les positions politiques de la Diaspora peut avoir cette œuvre ?

3737. « Decentralisation and local control ». *Community Development Journal* 21 (2), avr. 86 : 84-140 ; bibliogr.
Numéro spécial : étude comparative de la pratique de la décentralisation dans divers pays. Voir notamment : MOHABBAT KHAN, Mohammed : n° 3270.

3738. GINIEWSKI, Paul – « La résolution 3379 des Nations Unies : le sionisme est-il un racisme ? » *Défense nationale* 42, juin 86 : 65-78.
La résolution 3379, votée grâce à l'URSS, aux pays arabes et au Tiers-Monde, « détermine que le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale ». Cette résolution a non seulement engendré des effets pervers à l'encontre d'Israël mais a déstabilisé la vie internationale. Seule une procédure en annulation pourrait redonner quelque crédibilité à l'organisation internationale.

Relations internationales

Voir aussi : n° 3625

3739. Armement et désarmement

a. KONDRATKOV, T.R. – « Antijadernoe dviženie : ideologičeskie problemy » (Le mouvement antinucléaire : problèmes idéologiques). *Voprosy filosofii* (3), 1986 : 72-84 ; résumé en anglais.

Le mouvement antinucléaire devient, malgré ses hésitations et ses contradictions, un facteur influent des relations internationales. Son hétérogénéité sociale, politique et religieuse engendre de nombreux problèmes idéologiques et fausse, parfois, la perception des origines du danger nucléaire.

b. KRČ, Miroslav – « Odzbrojení a ekonomicky růst » (Le désarmement et la croissance économique). *Ekonomický časopis* 34 (4), 1986 : 357-370 ; tabl.
Du point de vue économique, le désarmement est tout à fait possible dans le monde capitaliste actuel. Il permettrait le retour dans le processus de reproduction de sommes colossales drainées actuellement par la sphère militaire. La décision d'entamer le processus de désarmement est avant tout politique.

c. MAYER, Roger – « Dynamique de la course aux armements » *La pensée* (250), avr. 86 : 35-50 ; tabl., graph.
La course aux armements nucléaires qui se concrétise par l'évolution des budgets militaires, la succession des types d'armes et de leur complexité et l'évolution des stratégies touche tous les secteurs de la vie économique, sociale et politique. Il est d'ailleurs souvent difficile d'en distinguer les causes des conséquences qui s'interpénétrent et donnent au phénomène l'allure d'une réaction en chaine.

d. YANGONGO-BOGANDA, Barthélémy – « les mécanismes de réglementation juridique en matière de désarmement ». *La revue de science sociales* (5), mars 86 : 13-37.
Le désarmement est le champ d'application par excellence des règles du droit international qui soulève des objections majeures. L'existence de la souveraineté et les « raisons supérieures » rendent aléatoires la soumission aux obligations conventionnelles clairement exprimées en matière de désarmement.

3740. L'initiative de défense stratégique

a. « Terre des hommes ou guerre des étoiles ». *La pensée* (250), avr. 86 : 5-74.
Suite d'articles sur les dangers que font courir à l'équilibre mondial la politique américaine de suprématie dans l'espace et la riposte soviétique et sur les réactions des pays européens. Voir notamment : CIRERA, Daniel : n° 3697 ; CARTIGNY, Claude : n° 3355.

b. MARGERIDE, Jean Baptiste – « Idées non conformistes sur l'initiative de défense stratégique ». *Défense nationale* 42, juin 86 : 43-50.
L'IDS américaine n'est en fait qu'une riposte à l'IDS soviétique entreprise depuis 1975. Malgré les objections qu'elle soulève (techniques, financières et morales), aucun des deux Grands ne peut arrêter ses recherches sur l'IDS, ce qui met l'Europe dans une position délicate : incapable de les arrêter, elle devrait organiser sa défense en fonction de la nouvelle situation.

c. SAINT GERMAIN, Paul - Ivan de - « L'initiative de défense stratégique : quel défi pour la France ? » *Défense nationale* 42, juin 86 : 123-130.
L'IDS américaine possède, dans l'état actuel du projet, un dispositif d'efficacité douteuse. En fait, dans cette optique d'une défense spatiale, il s'agit surtout d'un défi lancé à l'URSS et au reste du monde, défi technologique que la France serait tout à fait capable de relever.

3741. « Le jeu des frontières ». *Hérodote* (41), 2e trim. 86 : 3-161.

Suite d'articles consacrés au processus d'élaboration des frontières. Souvent le fait de diplomates réunis en conférence, celle de Berlin sur l'Afrique en 1884-1885 en est un exemple frappant, elles ont divisé des contrées inconnues des responsables du partage, engendrant ainsi des conflits ou donnant des exemples discutables, comme en témoigne actuellement la stratégie déployée par l'Afrique du Sud, pour diviser artificiellement son territoire en « black States », qui représentent le stade ultime de l'apartheid. Voir BERES, Anémone : n° 3233.

3742. FINDER, Joseph – « Biological warfare, genetic engineering, and the treaty that failed ». *The Washington Quarterly* 9 (2), print. 86 : 5-14.

La Convention sur les armes biologiques signée en 1972 interdit le développement, la production et le stockage des armes chimiques. Malgré cela, comme le montre le nombre d'articles publiés, les recherches en ce domaine se poursuivent tant en URSS qu'aux Etats-Unis. Les progrès réalisés dans le domaine des biotechnologies et du génie génétique rendent la Convention caduque et inopérante.

3743. HAYASHI, Moritaka – « Strengthening the principle of the peaceful settlement of disputes : United Nations efforts and Japan ». *The Japanese Annual of International Law* (27), 1984 : 27-51.

Posé par la Charte des Nations-Unies, le principe de non-utilisation de la force armée en cas de conflit est peu respecté. Des efforts ont été accomplis par les Nations-Unies et le Japon pour assurer ce respect. Sur le terrain, les résultats demeurent minces.

3744. KELLY, Philip L. – « Escalation of regional conflict : testing the shatterbelt concept ». *Political Geography Quarterly* 5 (2), avr. 86 : 161-180 ; tabl. ; bibliogr.

La plupart des guerres du vingtième siècle entre les grandes puissances trouvent leurs origines dans des troubles régionaux qui se transforment en enjeux pour les grandes puissances, défendant leur intérêts dans la région. Ce concept, utilisé de manière imprécise depuis plusieurs années, est développé à l'aide des exemples du Moyen-Orient de l'Asie de l'Est, du Sud et du Sud-Est, de l'Afrique au Sud du Sahara et de l'Amérique centrale.

3745. MAGRAW, Daniel Barstow – « Transboundary harm : the international law commission's study of " international viability " *American Journal of International Law* 80 (2), avr. 86 : 305-330.

Les dommages causés à un ou à plusieurs Etats lors d'activités parfaitement légales, telles que la pollution lors de transports, soulèvent le problème épineux de la responsabilité internationale des Etats, sur lequel se penche la Commission du droit international de l'ONU.

3746. MANDEL, Robert – « The effectiveness of gunboat diplomacy ». *International Studies Quarterly* 30 (1), mars 86 : 59-76 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les années 1980 ont vu se développer fortement une forme particulière de diplomatie, consistant à menacer l'adversaire au moyen de la force navale. Sur 133 cas où cette politique fut appliquée entre 1946 et 1978, elle s'avère la plus efficace lorsque son utilisateur est préparé militairement et stable politiquement.

3747. THEODOROPOULOS, Christos – « The wealth of the international sea-bed area : benefit of mankind and private profit ». *Revue hellénique de droit international* 37 (1-4), 1984 : 113-132.

La Convention sur le droit de la mer a essayé de trouver un compromis entre l'intérêt général de l'humanité et les intérêts particuliers des Etats et des grandes compagnies au sujet de l'exploitation des ressources des fonds marins et le sort de ce texte dépendra de la façon dont ces deux intérêts se rencontrent dans l'avenir.

Vie culturelle et scientifique

3748. [Bilan et perspectives de la sociologie rurale]. *Sociologia ruralis* 25 (3-4), 1985 : 207-290 ; tabl. ; graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais, en français et en allemand.

Numéro spécial. Voir : NEWBY, Howard : « 25 years of rural sociology : some reflections at the conclusion of the 25 th volume of *Sociologia ruralis* » ; BENVENUTI, Bruno : « On the dualism between sociology and rural sociology : some hints from the case of modernization » GOODMAN, David ; REDCLIFT, Michael : « Capitalism, petty commodity production and the farm enterprise » ; MANCHIN, Robert ; SZELENYI, Ivan : « Theories of family agricultural production in collectivized economies » ; ROLING, Niels : « Extension science : increasingly preoccupied with knowledge systems ».

3749. L'Eglise catholique

a. CALVEZ, Jean-Yves – « L'Eglise a-t-elle changé dans son appréciation du politique ? » *Revue française de science politique* 36 (3), juin 86 : 342-348.
Le bilan de la question du changement ou du non-changement de l'Eglise catholique dans son appréciation du politique montre que sur un fond de

continuité, le changement principal est celui d'une reconnaissance neuve de la conscience.

b. PORTIER, Philippe – « La philosophie politique de l'Eglise catholique : changement ou permanence ? » *Revue française de science politique* 36 (3), juin 86 : 325-341 ; résumé en anglais.
Le concile Vatican II n'a pas transformé substantiellement l'économie du discours catholique sur la question du pouvoir. L'Eglise demeure attachée à une vision prémoderne du politique : l'autorité publique trouve son origine dans l'intelligence divine, elle doit s'exercer en conformité avec la loi de DIEU et tout manquement à cette loi ouvre aux gouvernés un droit légitime de résistance.

3750. Les nouvelles technologies

a. « Herausforderungen durch neue Technologien » (Le défi des nouvelles technologies). *Politische Studien* 37 (285), fév. 86 : 1-117.
Numéro spécial consacré aux nouvelles technologies et à leurs implications sur le plan éthique, social et économique.

b. ERNST, Dieter – « Progrès récents de l'industrie des semi-conducteurs : leurs incidences sur la restructuration technologique internationale et sur les schémas de domination-dépendance dans l'industrie ». *Industrie et développement* (11), 1985 : 1-44 ; tabl., graph.
La technologie nouvelle et le contrôle des moyens d'innovation correspondants influencent, mais ne déterminent pas la restructuration de l'industrie dans le monde. En dernière analyse, la restructuration industrielle est déterminée par les structures économiques, sociales et politiques.

c. HAUG, Peter – « US high technology multinationals and Silicon Glen ». *Regional Studies (New York)* 20 (2), avr. 86 : 103-116 ; bibliogr.
En Ecosse la région de Silicon Glen est la réplique de la Silicon Valley américaine ; la concentration en industries de pointe y est la plus forte au monde, après les Etats-Unis. Les motivations des multinationales pour leur installation en Ecosse ne sont pas les mêmes que lorsqu'elles décident de s'installer en Californie.

d. IVANOV, N.P. – « Novyj etap NTR i social'naja poljarizacija kapitalističeskogo obščestva » (La nouvelle étape de la révolution scientifique et technique et la polarisation sociale de la société capitaliste). *Rabočij klass i sovremennyj mir* (2), avr. 86 : 34-48 ; tabl.
La révolution micro-informatique modifie d'une manière importante la structure sociale de la société capitaliste. L'immense potentiel de richesse de la révolution scientifique et technique est gaspillé du fait de la politique étroitement égoïste des monopoles.

3751. « Intégrisme religieux, essai comparatif ». *Social Compass* 32 (4), 1985 : 334-448 ; bibliogr. ; résumés en anglais et en français.

Numéro spécial consacré à l'intégrisme dans les religions catholique, protestante, islamique et israélite.

3752. DUFFAR, Jean – « La censure administrative des écrits étrangers. Droit français et droit international ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (2), avr. 86 : 561-599.

Comment l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881, sur l'interdiction des écrits étrangers, peut-il subsister malgré l'évolution du droit interne, et malgré l'existence de Conventions internationales, qui ont une autorité supérieure à celle de la loi ?

3753. HEARN, Michael – « La perception ». *Revue française de science politique* 36 (3), juin 86 : 317-324 ; résumé en anglais.

Une définition de la perception dans l'étude des relations internationales exige au préalable une présentation du phénomène perceptuel dans sa relation avec les cinq domaines d'analyse privilégiés de cette approche : la relation de puissance, les crises et les conflits, la négociation, la socialisation et le comportement organisationnel.

3754. KAPLINSKY, Raphaël – « Conception assistée par ordinateur : évaluation de la situation économique internationale actuelle et de ses incidences sur la politique générale ». *Industrie et développement* (11), 1985 : 45-60 ; tabl.

La croissance rapide de l'utilisation de la CAO dans les pays développés, au cours des dernières années, réduit les coûts et accroît les qualités concurrentielles. Cette technologie est à peine disponible dans le Sud, où elle n'est peut-être même pas souhaitable. Toutefois, les pays en développement devront envisager l'utilisation de la CAO pour maintenir leurs positions concurrentielles.

Questions sociales

3755. « Contrainte extérieure, politique de l'emploi et politique sociale ». *Economies et sociétés* 20 (1), janv. 86 : 3-316 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais.

Numéro spécial consacré à la contrainte extérieure, sa définition, son histoire et à ses effets sur l'emploi et les politiques sociales. Voir notamment : MARNATA, Françoise ; SARRAZIN, Chantal : n° 3681 ; BOYER, Robert ; RALLE, Pierre : n° 3687 ; IDEM : n° 3688 ; MISTRAL, Jacques : n° 3477 ; LÉONARD, Jacques : n° 3664.

3756. [Les inégalités sociales]. *Mathématiques et sciences humaines* 24 (93), print. 86 : 5-69 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro consacré à la mesure et à la comparaison des inégalités sociales ; les approches mathématiques et sociologiques de ce problème.

3757. « Jeunes à intégrer ». *Contradictions* (47), 1986 : 124 p.

Numéro consacré à l'analyse de la place des jeunes dans la société, de la diversité de leurs situations qui fait se poser le problème de l'existence d'une classe d'âge « jeunes » et des politiques de la jeunesse pratiquées en France, en Belgique et au Québec, toutes marquées par les thèmes de l'insertion sociale et professionnelle. Voir notamment : DENIGER, Marc-André ; RENÉ, Jean-François : n° 3292 ; DEMUNPER, P. ; VERNIERS, N.C. : n° 3462 ; MAROY, Christian : n° 3277.

3758. « Seventh seminar on adaptation and integration of immigrants - Geneva, 9-13 december 1985 ». *Migrations internationales* 24 (1), mars 86 : 1-324 ; tabl. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré au thème du séminaire : le retour volontaire des immigrés dans leur pays d'origine et les mesures qui pourraient être prises par les pays pour favoriser la réinsertion sociale, culturelle et économique de ces personnes.

3759. BARKIN, Solomon – « The current unilateralist counterattack on unionism and collective bargaining ». *Relations industrielles* 41 (1), 1986 : 3-27 ; résumé en français.

L'objectif principal des groupes anti-syndicaux au cours de ces dernières années a été de rétablir l'autorité unilatérale des employeurs au sein de l'entreprise en cherchant à démanteler et à affaiblir les mouvements syndicaux et les partis ouvriers. Ces mouvements ont donné lieu à des campagnes agressives aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

3760. EKERT-JAFFE, Olivia – « Effets et limites des aides financières aux familles : une expérience et un modèle ». *Population* 41 (2), avr. 86 : 327-348 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

L'analyse d'une politique familiale maximale, celle menée dans les kibboutz en Israël et d'un modèle fondé sur des données européennes permet de mesurer les effets des prestations familiales sur la fécondité. Ces deux méthodes ont des résultats convergents.

3761. GALKIN, A. – « Technologičeskie sdvigi i rabočij klass v razvityh stranah kapitalizma » (Les changements technologiques et la classe ouvrière dans les pays capitalistes développés). *MEMO* (4), 1986 : 32-42 ; résumé en anglais.

Les conséquences sociales de l'actuelle révolution technologique dans les pays capitalistes développés sont sans précédent dans l'histoire du mouvement ouvrier. Ce dernier, face à la menace du chômage et de la perte des acquis sociaux, a plus que jamais besoin de s'unir pour repousser l'offensive du capital.

3762. RON, Aviva – « La participation de l'Etat au budget des régimes d'assurance maladie de la sécurité sociale ». *Revue internationale de Sécurité sociale* 39 (1), 1986 : 57-70 ; tabl.

L'étude du rôle actuel des gouvernements dans le financement de l'assurance maladie de six pays (Belgique, France, Israël, Luxembourg, Pays-Bas et RFA) montre que c'est en Israël que la participation de l'Etat diminue, le nombre des employeurs et l'augmentation de la population active fournissant des ressources financières suffisantes. Partout ailleurs, l'Etat se charge de combler le déficit financier.

3763. SCHMIDT, Manfred G. – « Le determinanti politiche della disoccupazione ». *Rivista italiana di scienza politica* 16 (1), avr. 86 : 3-43 ; tabl. ; graph. ; résumé en anglais.

Le chômage est un phénomène commun à tous les pays industrialisés bien que certains connaissent des taux beaucoup plus faibles que d'autres. Cette différenciation peut s'expliquer par des approches politiques diverses. Le plein emploi a pu être préservé par deux voies : l'existence d'un « corporatisme libéral » dans les pays comme l'Autriche, la Norvège et la Suède où le travail jouit d'un statut privilégié par rapport au politique ou celle d'un « conservatisme réformiste » présent sous des formes différentes au Japon et en Suisse. Le chômage massif peut s'expliquer par deux processus différents : en Allemagne fédérale, l'échec d'un processus de régulation économique sectoriel atténué par une politique sociale généreuse ; aux Etats-Unis, une régulation pluraliste, accompagné d'un développement limité du welfare public.

3764. WHITLEY, J.D. ; WILSON, R.A. – « The impact on employment of a reduction in the length of the working week ». *Cambridge Journal of Economics* 10 (1), mars 86 : 43-59 ; tabl. ; bibliogr.

D'après un modèle économétrique, il apparaît que la réduction du temps de travail est efficace pour résoudre le chômage si elle ne se traduit pas simplement par une augmentation de la productivité, mais est accompagnée d'un aménagement du temps de travail, permettant d'utiliser au mieux les capacités productives.

Economie et finances

Voir aussi : n° 3465, 3546

3765. La baisse du prix du pétrole

a. MORSE, Edward L. – « After the fall : the politics of oil ». *Foreign Affairs* 64 (4), print. 86 : 792-811.
Si la baisse du prix du pétrole a été bénéfique à l'économie mondiale, une nouvelle chute de ces prix pourrait causer de graves problèmes ; un accord international entre pays membres et non-membres de l'OPEP, entre pays producteurs et pays acheteurs, entre gouvernements et compagnies multinationales devrait empêcher les prix de tomber plus bas.

b. TAKIEDDINE, Randa – « Le contre-choc pétrolier ». *Les cahiers de l'Orient* (2), 2e trim. 86 : 147-162 ; tabl., graph.
Entretien avec Nadim Ait Laoussine, ancien responsable de la Compagnie « Sonatrach » sur les conséquences de la baisse du prix du baril de pétrole pour les pays producteurs affrontés au problème du volume de la production de pétrole.

c. VOISIN, Odette – « De hausse en baisse des prix ; douze années de crise pétrolière ». *Regards sur l'actualité* (120), avr. 86 : 41-58 ; tabl.
Historique et manifestations de la crise du pétrole : aux méfaits du pétrole cher risquent de succéder les dangers du pétrole bon marché ; les conséquences sur les pays importateurs et les pays exportateurs.

3766. « The *Euromoney* five hundred. The annual ranking of the world's largest banks ». *Euromoney* juin 86 : 97-239 ; tabl.

Classement des 500 premières banques dans le monde.

3767. « The global swaps market ». *Euromoney* juin 86 *Supplément* : 60 p. ; tabl.

Dossier consacré au développement des marchés des swaps : swaps de devises, swaps de taux d'intérêt, swaps de trésorerie.

3768. « Nouveaux regards sur l'industrialisation ». *Economie et humanisme* (289), juin 86 : 5-65.

Suite d'articles. La crise économique bouleverse, au niveau mondial, le paysage industriel. Dans les pays développés, des régions voient des pans entiers de leur industrie s'effrondrer ; au niveau international, émergent des zones intermédiaires : les nouveaux pays industrialisés. Dans le même temps, les processus d'industrialisation se modifient. L'entreprise, et surtout la petite entreprise devient le moteur du développement par sa capacité à s'adapter rapidement aux défis technologiques et à la concurrence internationale. Des exemples en France, en Italie et en Asie.

3769. La situation économique mondiale

a. « L'économie mondiale ». *Après-demain* (284-285), juin 86 : 2-43 ; bibliogr.
Suite d'articles consacrés aux nouveaux enjeux de l'économie mondiale : la multiplication des échanges a des répercussions multiples, tant sur le commerce extérieur de chaque pays que sur les politiques financières à adopter.

b. DRUCKER, Peter F. – « The changed world economy ». *Foreign Affairs* 64 (4), print. 86 : 768-791.
Il est faux de parler des proches changements de l'économie mondiale : ils ont déjà eu lieu à la fois dans ses fondations et dans ses structures et tout porte à croire que ces changements seront irréversibles : parmi eux, trois sont essentiels : le clivage produits de base/économie industrielle, le clivage production/emploi et le rôle moteur des capitaux, et non du commerce, dans le fonctionnement de l'économie.

3770. CHALMIN, Philippe – « Les marchés internationaux des matières premières au printemps 1986 : stagnation durable ». *Chroniques d'actualité de la SEDEIS* 34 (6), juin 86 : 220-233 ; tabl., graph.

La surproduction et l'inélasticité de l'offre par rapport au prix caractérisent les marchés de matières premières agricoles et industrielles et expliquent la chute des cours ces derniers années. Cette situation devrait se prolonger ; en effet, les perspectives favorables de croissance économique pour 1987 et 1988 ne devraient pas entraîner une reprise comparable de la consommation de matières premières.

3771. VITTAS, Dimitri – « The new market menagerie ». *The Banker* 136 (724), juin 86 : 16-27.

Une véritable explosion s'est produite sur les marchés financiers avec l'apparition de nouvelles techniques et de nouveaux produits. Guide des principaux nouveaux instruments financiers.

Relations économiques internationales

3772. Le système monétaire international

a. TRIFFIN, Robert – « Correcting the world monetary scandal ». *Challenge* 28 (6), fév. 86 : 4-14.
L'entrée massive de capitaux aux Etats-Unis, conséquence de la hausse des taux d'intérêt a conduit à une surévaluation du dollar et a fortement contribué au déséquilibre du système monétaire international. Afin d'échapper aux fluctuations inattendues du taux de change, l'Europe a développé le rôle de l'ECU. Les autorités américaines devraient aussi songer à des réformes permettant de retrouver un équilibre monétaire international.

b. LEHRMAN, Lewis E. – « Back to gold, giving up the " order of the Jungle " ». *Challenge* 28 (1), fév. 86 : 21-30.
Aussi longtemps qu'une monnaie nationale jouera le rôle de monnaie internationale dans un système de change flottant, les déséquilibres monétaires internationaux subsisteront. Le retour à l'étalon or et au taux de change fixe n'est pas utopique.

3773. La zone franc

a. GÉRARDIN, Hubert – « Intégration monétaire et création de monnaie : le cas de la zone franc ». *Economies et sociétés* 20 (2), fév. 86 : 95-133 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'intégration monétaire des pays de la zone franc a une incidence sur les modalités - internes et externes - du financement de leur développement et sur l'évolution de leur inflation et de leur endettement. Une nouvelle dynamique d'intégration économique régionale serait la condition préalable au maintien de politiques monétaires homogènes. Voir à la suite pp. 135-167 : LELART, Michel : « Zone monétaire et convertibilité : l'expérience africaine ».

b. HENNERKES, Wilhelm A. ; SCHAUM, Franck – « Die Franc Zone – Chance oder Risiko ? Einige Anmerkungen zur Abwertungsproblematik, dargestellt am Beispiel der Elfenbeinküste ». (La zone franc – chance ou risque ? Quelques remarques sur la problèmatique de la dévaluation au regard de l'exemple de la Côte d'Ivoire). *Afrika Spectrum* 20 (3), 1985 : 273-286 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en français.
Le Franc français représente l'étalon de base pour le Franc CFA ; c'est pourquoi une dévaluation du Franc français a des conséquences pour les pays de l'UMOA. La Côte d'Ivoire, membre représentatif de l'UMOA, fait l'objet d'une analyse économétrique qui montre que les effets de la dévaluation du FF sont négatifs sur le commerce extérieur et le développement économique des pays de la zone franc.

c. JAKOBEIT, Cord – « The CFA Franc Zone after 1975 : " Burden or Benefit for the African Members ? " » *Afrika Spectrum* 20 (3), 1985 : 257-271, tabl. ; résumés en allemand et en français.
Bien que les statuts de la zone franc imposent des frontières précises et, pour l'Afrique centrale prescrivent des contre-mesures automatiques en cas de déséquilibres macroéconomiques, l'évolution montre que les réglements n'ont souvent été observés que pour la forme.

d. MARTIN, Guy – « The Franc zone, underdevelopment and dependency in Francophone Africa ». *Third World Quarterly* 8 (1), janv. 86 : 205-235 ; tabl.
Les mécanismes de la zone franc, loin de contribuer au développement économique et à l'indépendance des pays africains, perpétuent et accroissent leur sous-développement et leur dépendance à l'égard de la France. Sur les plans juridique et politique, les inégalités entre la France et les pays africains sont criantes et sur le plan économique, le système est irrationnel.

3774. ESTEVA, Pierre – « Le Fonds monétaire international : terrain d'affrontements économiques ou lieu de construction d'un ordre monétaire mondial ? » *Etudes* 364 (6), juin 86 : 735-748.

Depuis 1945, le FMI a suscité bien des controverses sur son fonctionnement et son action. Il est surtout apparu comme un organisme de surveillance des politiques de change et d'assistance financière aux pays qui connaissent des difficultés de balance de paiement. Il devrait maintenant promouvoir un ordre monétaire international reposant sur une plus grande convergence des politiques nationales et ordonner ses efforts autour de la notion d'ajustement global.

3775. POZNANSKI, Joanna – « L'ajustement du commerce extérieur dans les pays endettés de l'Europe de l'Est, de l'Amérique latine et des pays d'Extrême Orient ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 17 (1), mars 86 : 99-114 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

De 1980 à 1985, pour réduire leur endettement à l'égard des pays occidentaux, les pays d'Europe de l'Est ont choisi de réduire leur déficit commercial avec eux en freinant les importations tout en comprimant les exportations, tandis que les pays en développement optaient pour une stratégie dynamique ou pour la variante exportations de la politique restrictive.

3776. RUGMAN, Alan M. – « New theories of the multinational enterprise : an assessment of internationalization theory ». *Bulletin of Economic Research* 38 (2), mai 86 : 101-118 ; bibliogr.

Synthèse des principales théories de l'entreprise multinationale développées depuis la fin des années soixante-dix.

3777. WOLF, Martin – « Fiddling while the GATT burns ». *The World Economy* 9 (1), mars 86 : 1-18.

Les gouvernements s'engagent aujourd'hui sous les auspices du GATT, dans les huitièmes négociations sur le commerce international depuis 1945. La tâche s'annonce d'autant plus difficile que des pressions protectionnistes sont apparues depuis la crise. Ces négociations devront résoudre les problèmes de fond et ne pas en rester au stade des requêtes individuelles.

3778. YARBROUGH, Beth V. ; YARBROUGH, Robert M. – « Reciprocity, bilateralism, and economic " hostages " : self-enforcing agreements in international trade ». *International Studies Quarterly* 30 (1), mars 86 : 7-21 ; bibliogr.

L'insistance récente des Etats-Unis sur les idées de régulation, bilatéralisme ou réciprocité dans le commerce international est souvent considérée comme une forme déguisée de protectionnisme. En fait, il n'en est rien ; ceci n'est que le reflet de certaines négociations commerciales devenues difficiles dans une période où les échanges sont libres.

ISSN 0007-4071

BULLETIN ANALYTIQUE DE DOCUMENTATION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE CONTEMPORAINE

41e ANNÉE • 1986 • NUMÉRO - 10

FONDATION NATIONALE des SCIENCES POLITIQUES
SALLE DE SCIENCE ÉCONOMIQUE

30 OCT. 1986

ESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Publié mensuellement par la

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

sous la direction de Jean MEYRIAT
avec le concours
du Centre National de la Recherche Scientifique

RÉDACTION

27, rue Saint-Guillaume, PARIS VIIe — (1) 42-60-39-60

Prière d'envoyer à cette adresse
toute correspondance concernant la rédaction et les échanges,
ainsi que les périodiques en service de presse

Rédacteur en chef :
Nicole RICHARD

Rédacteurs :
Béatrice AUZOUY, Catherine BURESI,
Nadine DADA, Claudine EVEN,
Marie FERRAZZINI, Arlette GAUTIER,
Juan JORNET, Sylvie JOSSET,
Sylvie Le MOAL, Corinne Le ROCH,
Michèle MAUSSION, Geneviève MILLON,
Jean-Claude MOURET, Françoise PORTENSEIGNE,
Jacqueline PORTIER, Sylvie THORÉ

VENTES ET ABONNEMENTS

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

27, rue Saint-Guillaume, 75341 PARIS Cedex 07 FRANCE
Tél. 260-39-60 — C.C.P. PARIS 2467022 B

TARIF DES ABONNEMENTS 1986

FRANCE		*ÉTRANGER*	
Tarif normal institutions	*Tarif réduit* particuliers	*Tarif normal* institutions	*Tarif réduit* particuliers
550 F	290 F	575 F	320 F

Prix du numéro : 60 F

BULLETIN ANALYTIQUE DE
DOCUMENTATION
POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
CONTEMPORAINE

41e ANNÉE • 1986 • NUMÉRO – 10

Ce numéro est une sélection des articles des périodiques analysés entre le 4 juillet et le 12 août 1986 par le Centre de Documentation contemporaine.

I
ÉTUDES NATIONALES

Afrique du Sud

Voir aussi : n° 3951, 3960

3779. « Afrique du Sud : demain le feu ». *Les temps modernes* 41 (479-480-481), août 86 : 4-526.

Numéro spécial consacré à la réalité sud-africaine d'aujourd'hui, avec le système politique et économique en place, fondé sur l'apartheid, un panorama des partis et mouvements de résistance existants, un aperçu, à travers la littérature sud-africaine, du vécu quotidien et les relations extérieures de l'Afrique du Sud. Voir notamment : n° 3781 ; DESOUCHES, Olivier n° 3960.

3780. « South Africa : is there a peaceful path to pluralism ? » *Business and Society Review* (57), print. 86 : 4-128.

Numéro spécial : les entreprises américaines peuvent-elles jouer un rôle positif dans la nécessaire évolution du régime sud-africain ? Les sanctions économiques, les désinvestissements constituent-ils une arme efficace contre l'apartheid ?

Institutions et vie politiques

3781. L'armée et l'apartheid

a. « Conscription dans la SADF. Vingt-cinq ans de résistance ». *Les temps modernes* 41 (479-480-481), août 86 : 297-311.

L'armée sud-africaine, la SADF, après être restée jusqu'en 1960 une force relativement modeste composée de volontaires, s'est avec l'intensification de la guérilla et des conflits extérieurs énormément développée, adoptant un service militaire

© Fondation nationale des sciences politiques, 1986

obligatoire (amené progressivement jusqu'à 24 mois) assorti de 720 jours de présence dans la Citizen Force sur douze ans. La résistance à la conscription et l'objection de conscience, sévèrement réprimée, se sont structurées pour donner lieu à un mouvement de résistance qui, avec le soutien des Eglises, a pris un certain poids.

b. POLITI, Alessandro – « Forze armate e società in Sud-Africa ». *Politica internazionale* 14 (5), mai 86 : 117-126.
Les forces armées d'Afrique du Sud sont une reproduction exacte du modèle social de l'apartheid : seuls cadres, les Afrikaners en sont aussi les seuls éléments patriotes.

3782. FAUNDEZ, Julio – « Namibia : the relevance of international law ». *Third World Quarterly* 8 (2), avr. 86 : 540-558.

La Namibie est l'exemple le plus frappant des limites du droit international : son droit à l'indépendance a été affirmé à plusieurs reprises à l'ONU et est reconnu par la communauté internationale, mais l'Afrique du Sud l'occupe depuis 1966. Le consensus qui s'est fait dans la communauté internationale sur cette indépendance prendra une importance effective lorsque le nouveau gouvernement namibien recherchera des compensations pour les violations du droit commises sur son territoire.

3783. SAUL, John S. – « South Africa : the crisis deepens » *Monthly Review* 37 (11), avr. 86 : 7-38.

La lutte contre l'apartheid et pour la libération en Afrique du Sud s'est considérablement durcie tandis que s'est approfondie la crise générale dans laquelle se débat ce pays. Au lieu de procéder à des réformes qui s'imposent, le régime blanc intensifie la répression contre tous ceux qui demandent un changement fondamental indispensable.

3784. VOLLENHOVEN, Sylvia – « South Africa at the crossroads » *Third World Quarterly* 8 (2), avr. 86 : 486-506.

Le conflit racial en Afrique du Sud est un phénomène ancien qui a pris depuis 1983 des allures de guerre civile, lorsque la minorité blanche a, par une nouvelle Constitution, mis en place un processus politique destiné à maintenir sa suprématie. Aucune alternative pacifique à ce conflit ne se dessine actuellement.

Allemagne (Rép. démocratique)

Voir aussi : n° 3793

3785. « Schöpfertum und Produktivkraftentwicklung » (La créativité et le développement des forces productives). *Einheit* 41 (3), 1986 : 202-227.

Suite d'articles. Pourquoi le socialisme rend-il possible et nécessaire la créativité dans des dimensions historiquement nouvelles ? Qu'est-ce que la créativité ? Dans quelle mesure peut-on l'enseigner et l'apprendre ? Des exemples concrets dans l'histoire de la RDA illustrent ce thème. Voir notamment : NEUNER, Gerhart : « Schöpfertum-Herausforderung und Aufgabe » (La créativité – défi et devoir).

3786. BAYLIS, Thomas A. – « Explaining the GDR's economic strategy ». *International Organization* 40 (2), print. 86 : 381-420.

Si depuis 1971 la stratégie économique de la RDA a été façonnée par ses relations complexes avec la RFA, les contraintes directes ou indirectes dues à son alliance avec l'URSS ainsi que les conflits au sein de l'élite politique ont aussi influencé ses choix économiques.

3787. CORNELSEN, Doris – « Aussenhandelsentwicklung und gesamtwirtschaftliche Konsequenzen in der DDR 1981 bis 1985 » (Le développement du commerce extérieur et les conséquences sur l'ensemble de l'économie en RDA). *Gegenwartskunde* 35 (1), 1986 : 75-84 ; tabl.

Au début des années 80, la RDA se trouva confrontée à deux problèmes économiques : d'une part, les banques occidentales modifièrent leur position en ce qui concerne les octrois de crédit et la RDA dut rapidement consolider son commerce extérieur avec l'Ouest ; d'autre part, l'URSS annonça que le déficit qui existait depuis une dizaine d'années dans le commerce de marchandises entre

les deux pays devait être supprimé. Les termes de l'échange de la RDA avec l'URSS se sont aggravés.

3788. HACKER, Jens – « Die Völkerrechtslehre der DDR zwischen traditionellem Dogmatismus und aussenpolitischen Erfordernissen » (Le droit international de la RDA entre le dogmatisme traditionnel et les exigences de la politique extérieure). *Recht in Ost und West* 30 (2), 15 mars 86 : 77-87.

Malgré son admission à l'ONU, la RDA conserve un droit international très complexe régi essentiellement par les directives du SED.

3789. PANZIERA, Andrea – « Lo sviluppo dell' agricoltura nelle RDT : obiettivi, realizzazioni, problemi irrisolti ». *Rivista di economia agraria* 41 (1) mars 86 : 123-137 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Le processus d'« industrialisation de la production agricole » engagé en RDA a provoqué de grands changements dans ce secteur. Le but de l'auto-approvisionnement est atteint mais la productivité reste basse et les coûts de production élevés exigent un important soutien financier de l'Etat. Une légère reprise du secteur privé est apparue récemment.

3790. PLATE, Bernard von – « Spielraum und Interessen in der DDR-Aussenpolitik » (La marge de manœuvre et les intérêts de la politique extérieure de la RDA). *Aussenpolitik* 37 (2), 2e trim. 86 : 149-161.

Depuis 1984, la politique extérieure de la RDA s'oriente de plus en plus vers l'Ouest et en particulier vers la République fédérale ; l'Union soviétique, elle, refuse le dialogue. Mais les conflits entre la RDA et l'URSS ne sont pas intransigeants. Vue de la RFA, la politique de la RDA est une politique de maintien du statu quo en Europe.

Allemagne (Rép. fédérale)

Voir aussi : n° 3786, 3790

3791. GRABITZ, Eberhard – « Die Rechtsetzungsbefügnis von Bund und Ländern bei der Durchführung von Gemeinschaftsrecht » (L'autorisation de l'Etat fédéral et des Länder à légiférer dans l'exécution du droit communautaire). *Archiv des öffentlichen Rechts* 111 (1), mars 86 : 1-33.

Ce n'est pas l'Etat fédéral mais les Länder qui ont le droit – et le devoir – d'exécuter des actes de la législation de la CEE par des actes de leur propre législation, lorsqu'il s'agit d'un domaine où ils sont exclusivement responsables.

3792. KREIBICH, Volker – « The end of social housing in the Federal Republic of Germany, The case of Hanover ». *Espace, populations, sociétés* (1), 1986 : 85-98 ; tabl., cartes ; bibliogr. ; résumé en français.

Le logement social en Allemagne fédérale est menacé par les tendances récentes des politiques fédérales du logement qui tendent à délaisser ce secteur au niveau des communes, comme en témoigne l'étude du marché régional du logement de Hanovre.

3793. JÄGER, Manfred – « Kooperation mit Kontrasten. Über Kulturzusammenhänge im Rahmen eines Abkommens mit der DDR » (Une coopération contrastée. Au sujet des connexions culturelles dans le cadre d'un accord avec la RDA). *Aus Politik und Zeitgeschichte* (24-25), 16 juin 86 : 3-19.

La raison profonde de l'accord culturel qui vient d'être conclu entre les deux Allemagnes est l'existence de différences non pas culturelles, mais politico-économiques. Une nation culturelle allemande existe encore, mais son avenir est pour l'instant compromis et l'échange culturel n'est pas équilibré. Voir à la suite, pp. 20-32 : BURRICHTER, Clemens, FORTSCH, Eckart : « Bedingungen und Perspektiven deutsch-deutscher Wissenschaftsbeziehungen » (Les conditions et les perspectives des relations scientifiques entre les deux Allemagnes).

3794. TIEDEMANN, Klaus – « Théorie et réforme du droit pénal de l'environnement – étude de droit comparé ». *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* (2), juin 86 : 263-274.

En 1980, le législateur a introduit, dans le code pénal, un chapitre intitulé « délits contre l'environnement ». Les problèmes et avantages de cette inscription dans le code pénal ; les rapports du droit pénal avec le droit administratif ; la nature des délits ; l'attribution de la responsabilité pénale.

3795. ZIMMERMANN, Klaus – « Zur strukturellen Flexibilität öffentlicher Ausgaben » (La flexibilité structurelle des dépenses publiques). *Jahrbuch für Sozialwissenschaft* 37 (1), 1986 : 62-85 ; tabl. ; résumé en anglais.

Analyse des facteurs politiques, économiques, techniques, législatifs et organisationnels qui restreignent la flexibilité structurelle du budget, et présentation des réalisations avec quelques comparaisons entre la RFA et les Etats-Unis.

Institutions et vie politiques

3796. ARMINGEON, Klaus – « Die Bundesregierungen zwischen 1949 und 1985. Eine Forschung über Ausbildung und Berufe der Mitglieder der Bundeskabinette in der Bundesrepublik Deutschland » (Les gouvernements fédéraux entre 1949 et 1985. Un essai au sujet de la formation et des professions des membres des cabinets fédéraux en RFA). *Zeitschrift für Parlamentsfragen* 17 (1), mars 86 : 25-40 ; tabl.

Examen du bien-fondé de deux hypothèses concernant la modification des critères de recrutement du personnel dirigeant politique dans les démocraties modernes : un recrutement s'effectuant ailleurs que dans le système politique et administratif ; ou bien un recrutement exclusif dans le milieu politique.

3797. Le droit à la pétition

a. BECK, Stefan ; KLANG, Klaus A. – « Anspruch und Wirklichkeit des Petitionswesens : neue Überlegungen zur Organisationsform » (La prétention et la réalité du droit de la pétition : réflexions nouvelles au sujet de la forme de l'organisation). *Zeitschrift für Parlamentsfragen* 17 (1), mars 86 : 49-64.
Le développement et le contenu du droit de la pétition dans la Constitution ainsi que les compétences du Comité Pétition du Bundestag.

b. VITZTHUN, Wolfgang Graf – « The right to petition in the Federal Republic of Germany ». *Law and State* (33), 1986 : 66-90.
Selon l'article 17 de la Loi fondamentale, les citoyens ont le droit d'adresser, individuellement ou collectivement, des requêtes ou des pétitions à des organes administratifs ou au Parlement. Depuis 1949, plus de 300 000 pétitions individuelles et près d'un million et demi de pétitions collectives ont été enregistrées. Depuis 1975, le rôle de la Commission parlementaire chargée des pétitions a été renforcé.

3798. BRONNEKE, Tobias ; BARTELS, Matthias – « Grüne und Alternative zum Widerstandsrecht des Bürgers in der Bundesrepublik Deutschland » (Les Verts et les Alternatifs vis-à-vis du « droit à la résistance » du citoyen en RFA). *Recht und Politik* 22 (1), mars 86 : 35-47 ; bibliogr.

Les déclarations dispersées et plus ou moins contradictoires des Verts et des Alternatifs nécessitent une mise en ordre : en tant que parti de « résistance », les Verts ne considèrent pas l'activité parlementaire comme une finalité. Ils exigent la suppression des interdictions de manifester, la démilitarisation de la police, la suppression des surveillances, des manifestations, etc. Leur conception du « droit à la résistance » est classique ; leurs actions sont tour à tour légales et illégales.

3799. EISEL, Stephan – « Zum Gewaltcharakter des " gewaltfreien Widerstands ". Anmerkungen zur Entstehungsgeschichte einer neuen Ideologie » (Le caractère de force de la « résistance passive ». Remarques sur l'histoire de la naissance d'une nouvelle idéologie). *Politische Studien* 37 (286), avr. 86 : 138-149.

Le consensus minimal que requièrent le maintien et la sécurité de toute démocratie libérale est aujourd'hui remis en question en RFA. On exprime de plus en plus des doutes vis-à-vis de la validité de la règle de la majorité et l'on exige aujourd'hui un droit à la résistance aux décisions majoritaires.

3800. KLEINERT, Hubert – « Noch wenig Chancen für einen aufgeklärten Konservatismus. Zum Thema : wie rechts ist die CDU ? » (Encore peu de chances pour un conservatisme éclairé. A propos du thème : jusqu'à quel point la CDU est-elle à droite ?) *Blätter für deutsche und internationale Politik* 31 (5), mai 86 : 553-566.

La CDU n'atteindra pas les objectifs que se fixe tout conservatisme éclairé : encouragement de la croissance économique et de la technologie, politique sociale modérée et politique culturelle s'adaptant aux changements. Les liens cléricaux traditionnels et les fondamentalistes l'en empêchent.

3801. KUTSCHA, Martin – « Volkssouverainität oder Sicherheitsstaat ? Gegenwärtige Tendenzen im Parlamentarismus der Bundesrepublik » (Souveraineté nationale ou Etat-Sécurité ? Les tendances actuelles au Parlement de la RFA). *Blätter für deutsche und internationale Politik* 31 (5), mai 86 : 567-576.

Par l'informatique, qui met en mémoire de plus en plus de données, le citoyen devient toujours plus transparent pour l'appareil de sécurité de l'Etat, tandis que de larges domaines de l'activité étatique tentent de se protéger d'un contrôle démocratique. Comment obtenir un changement démocratique du parlementarisme ?

Vie culturelle et scientifique

3802. « Neue Technologien und Rechtsordnung » (Les nouvelles technologies et la juridiction). *Die neue Gesellschaft, Frankfurter Hefte* 33 (4), avr. 86 : 308-342.

Suite d'articles consacrés aux problèmes juridiques posés par les nouvelles technologies : technologie génétique, techniques de la communication, de l'information. Ces sujets ne sont pas encore des thèmes majeurs de la législation. Les conservateurs n'ont encore rien fait ; c'est pourquoi la tâche de la gauche est vaste car d'innombrables domaines sont concernés (droit du travail, égalité de la femme, etc.).

3803. GÜNTHER, Henning – « Tiefgreifende Veränderungen in der Grundschule. Bemerkenswertes zur Schulpolitik in Nordrhein-Westfalen » (Transformations profondes à l'école primaire. Quelques remarques notoires au sujet de la politique scolaire en Rhénanie-Westphalie). *Politische Studien* 37 (286), avr. 86 : 164-176.

Une réforme scolaire est-elle nécessaire et le nouveau modèle est-il une réponse aux problèmes scolaires ? Le concept de la « différenciation intérieure en tant qu'individualisation » prend-il suffisamment en compte la réalité de l'enfance, de l'école et de la famille ?

3804. HOFFMANN-RIEM, Wolfgang – « Deregulierung als Konsequenz des Marktrundfunks » (La déréglementation : une conséquence de la radio-télévision de marché). *Archiv des öffentlichen Rechts* 110 (4), déc. 85 : 528-576.

Etude comparative de la situation économique et juridique de la radio-télévision aux Etats-Unis et en RFA : le développement des nouvelles technologies de communication (câble, satellite...), la création d'entreprises multi-médias, la déréglementation du marché.

Questions sociales

Voir aussi : n° 3975, 4202

3805. « The legal rights of guestworkers : the case of West Germany ». *Columbia Journal of Transnational Law* 24 (2), 1986 : 311-338.

L'accroissement de l'intérêt que l'on porte aux droits de l'Homme amène à s'interroger sur le sort des travailleurs étrangers. Ainsi, les statuts qui les régissent en RFA sont doublement précaires : leur permis de résidence ne bénéficie d'aucune garantie de durée, et ils n'ont aucun droit politique. Dans la mesure où il est probable que nombre d'entre eux resteront toujours dans leur pays d'accueil, il importe de revoir leurs statuts de « sous-citoyens ».

3806. « Zur Reform des Sozialstaats » (La réforme de l'Etat social). *Politische Studien* 3 (287), juin 86 : 257-346.

Suite d'articles consacrés à l'Etat social qui, depuis le début des années 80, est en crise. Son expansion a en effet atteint des limites extrêmes. Au lieu de seulement aider les faibles, une politique sociale doit aussi avoir pour rôle de stimuler la responsabilité de chacun. Les mentalités doivent changer, l'Etat doit stimuler les capacités car la politique sociale est aussi étroitement liée à la politique économique. La politique sociale ne doit plus signifier démagogie mais équilibre entre le principe du bien-être personnel et celui du bien-être commun.

3807. DORMONT, Brigitte – « Les ajustements de l'emploi dans la crise en France et en RFA. Une étude sur des données d'entreprises industrielles françaises et allemandes sur la période 1967-1979 ». *Revue d'économie politique* 96 (3), juin 86 : 256-280 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'analyse de deux échantillons de 307 et 145 entreprises françaises et allemandes montre que la vitesse d'ajustement, qui mesure la flexibilité de l'emploi, est très proche dans ces deux pays et n'est pas modifiée par le premier choc pétrolier. En France, on constate l'altération de tous les paramètres structurels de la demande de travail à la différence de la RFA où seul l'effet demandé diminue.

3808. MOON, Jeremy et al. – « Linking policy areas : IT education, training and youth unemployment in the UK and West Germany ». *Policy and Politics* 14 (2), avr. 86 : 161-187 ; bibliogr.

Pour lutter contre le chômage des jeunes, les gouvernements allemand et anglais ont mis en œuvre des programmes de formation mettant l'accent, à des degrés différents, sur les technologies de l'information.

3809. TRIBALAT, Michèle – « Migrations d'étrangers en République fédérale d'Allemagne ». *Population* 41 (3), juin 86 : 547-584 ; tabl., graph. ; résumés en anglais et en espagnol.

Avec 4 millions d'étrangers, la RFA est devenue un pays d'immigration. Trois vagues successives ont alimenté cette population étrangère : au début des années 1960 où l'immigration italienne a dominé, au milieu des années 1970 avec une prédominance de travailleurs yougoslaves et, ces dernières années où le courant turc a été le plus intense.

Australie

Voir aussi : n° 3958

3810. « The Hawke government : policies and procedure ». *Politics* 21 (1), mai 86 : 11-81 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés au style, à la pratique et à l'organisation du gouvernement Hawke à la lumière des politiques menées dans divers domaines : industrie, éducation, économie et des relations gouvernement-entreprises-syndicats.

3811. DEERY, Stephen – « Nouvelle technologie, droits syndicaux et prérogatives patronales : l'expérience australienne ». *Travail et société* 11 (1), janv. 86 : 69-85.

Les faits nouveaux récemment intervenus tant au niveau national qu'au niveau de l'entreprise ont mis les syndicats australiens en meilleure position pour protéger leurs adhérents contre les effets pervers des innovations technologiques et structurelles. Cependant pour être un partenaire égal, le mouvement syndical doit posséder les connaissances, l'expérience et les ressources qu'il n'a pas toujous à l'heure actuelle.

3812. SHEARER, I.A. – « Australia and the international law of the sea ». *Archiv des Völkerrechts* 24 (1), 1986 : 22-40.

Après s'être longtemps ralliée de façon inconditionnelle aux positions des Américains et des Européens, l'Australie a pris conscience progressivement de sa situation de moyenne puissance dans la région asiatique et du Pacifique, capable de jouer un rôle d'arbitre dans le dialogue Nord-Sud et de défendre ses propres intérêts dans le domaine maritime, comme elle l'a montré à la 3e Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. Tout en défendant ses intérêts économiques et stratégiques, l'Australie est un pays particulièrement attentif à la protection de l'environnement marin.

Belgique

Voir aussi : n° 4202

3813. BARAS, Johan et al. – « Les notions de chômage en Belgique. Influence sur les statistiques et les politiques économiques ». *CLES* (7), 1er sem. 86 : 49-62 ; tabl., graph.

Les définitions belges et internationales du chômage utilisées pour mesurer le chômage en Belgique correspondent à des points de vue différents sur le fonctionnement du marché du travail et sur la définition de l'emploi « normal ». Selon la position prise dans le débat sur la flexibilité du marché du travail, le nombre d'emplois à créer en Belgique, afin d'arriver au plein emploi, en 1984, varie entre 518 914 et 897 049.

3814. FRAEYS, William – « Les élections législatives du 13 octobre 1985 : analyse des résultats ». *Socialisme* 33 (194), avr. 86 : 113-128 ; tabl.

Les résultats globaux et les résultats régionaux prouvent que les élections du 13 octobre 1985 sont celles de transferts de voix d'amplitude moyenne ; la caractéristique la plus nette est le double succès des partis de la majorité sortante et de l'opposition socialiste.

3815. KESJTELOOT, Christian – « Les dimensions historique et structurelle de la différenciation sociale de l'espace urbain : l'exemple bruxellois ». *Espace, populations, sociétés* (1), 1986 : 15-30 ; carte ; bibliogr. ; résumé en anglais.

La structure sociale de l'espace résidentiel bruxellois peut être expliquée par une dimension historique, la différenciation de l'habitat, et une dimension structurelle, le fonctionnement du marché du logement, ces deux dimensions étant interreliées. Cette approche, fondée sur la théorie de la reproduction sociale permet de repérer les logiques de production sociale de l'espace et d'éviter les généralisations superficielles.

Brésil

Voir aussi : n° 4268

3816. « As idéias por trás da nova moeda ». *Conjuntura econômica* 40 (4), avr. 86 : 9-73 et 107-116.

Suite d'articles : l'opinion, critique mais favorable, des économistes brésiliens sur la réforme monétaire du 28 février.

3817. BACCHUS, Wilfred A. – « Development under military rule : factionalism in Brazil ». *Armed Forces and Society* 12 (3), print. 86 : 401-418 ; tabl., graph.

Au cours des années soixante-dix, une partie des militaires brésiliens au pouvoir, semble avoir été favorable à une stratégie de développement indépendante voire nationaliste ; d'autres étaient les tenants d'une collaboration internationale permettant une expansion rapide. Les deux tendances s'opposaient également sur les questions de sécurité interne et on peut ainsi distinguer « internationalistes démocrates » des « nationalistes autoritaires ».

3818. CARVALHO, José L. – « Liberación de las restricciones comerciales en Brasil ». *Comercio exterior* 35 (12) et 36 (1), déc. 85 et janv. 86 : 1141-1152 et 3-12 ; tabl.

Evaluation des conditions institutionnelles, socio-économiques et financières d'une libération des échanges à partir de l'analyse critique des politiques commerciales protectionnistes en vigueur dans le pays depuis 1946.

3819. COLLIN DELAVAUD, C. – « Amazonie, les à-coups et les coûts du développement ». *L'information géographique* 50 (1 et 2), 1986 : 1-9 et 45-51 ; tabl., carte ; bibliogr.

Les politiques amazoniennes des pays andins. Au Brésil après une période de gigantisme, le développement de l'Amazonie a pris dans les années 70 la voie de la rationalisation et de la normalisation. En stoppant les investissements coûteux,

le plan national a voulu à la fois ouvrir les espaces amazoniens au contrôle de l'Etat et rentabiliser la colonisation en la confiant à un secteur privé capitaliste et dynamique.

3820. DIAZ-ALEJANDRO, Carlos F. – « Aspects de la crise de la balance des paiements brésilienne de 1982-1983 ». *Babylone* (5), été 86 : 144-168.

Analyse de la situation de la dette brésilienne en fonction des spécificités du système macro-économique brésilien ; les rapports avec les banques étrangères et le FMI. La montée explosive du ressentiment national devrait dissuader les acteurs étrangers de profiter de la conjoncture pour forcer le Brésil à changer ses orientations économiques qui n'ont qu'un lien vague avec la crise des paiements de 82-83. Voir à la suite pp. 169-182 : SABOIA, Jaño : « Aspects intérieurs de la dette brésilienne ».

3821. DROULERS, Martine et al. – « Modernisation et pouvoir local au Brésil ». *Cahiers des Amériques latines* (2-3), aut. 85 : 65-77 ; tabl. ; résumés en espagnol, en anglais et en portugais.

Le pouvoir politique lié à la terre et le poids économique de l'agriculture constituent une des clés de la compréhension du Brésil, hier comme aujourd'hui. Face au pouvoir régional et local en déclin des « coroneis » apparaissent de nouveaux groupes de pression liés à la modernisation de l'appareil productif agricole.

3822. MARTINIÈRE, Guy – « Brésil. Chronique d'une démocratie retrouvée ». *Etudes* 365 (1-2), août 86 : 5-13 ; tabl.

Le développement économique du Brésil est incontestable mais le coût social de cette modernisation est très élevé. Ce nouveau pays industriel doit affronter l'urgence d'un projet social pour sauvegarder la démocratie à peine instaurée.

3823. SHARE, Donald ; MAINWARING, Scott – « Transiciones vía transacción : la democratización en Brasil y en España ». *Revista de estudios políticos* (49), fév. 86 : 87-135 ; tabl.

Analyse comparée des cas brésilien et espagnol en vue de préciser les conditions et les caractéristiques, positives et négatives, des changements politiques de type transactionnel, c'est-à-dire négociés entre les élites du régime autoritaire et l'opposition démocratique.

3824. SOARES, Hugo Porto et al. – « O Estado e os partidos políticos no Brasil ». *Revista de administração pública* 20 (1), mars 86 : 5-43 ; graph.

Les tendances autoritaires qui, résultat des rapports entre l'Etat et les classes dominantes, marquent l'histoire politique du pays et expliquent la faiblesse des partis, comme le montre l'examen de leur évolution de 1834 à 1984.

3825. WILLMORE, Larry – « The comparative performance of foreign and domestic firms in Brazil ». *World Development* 14 (4), avr. 86 : 489-502 ; tabl. ; bibliogr.

Les différences entre les entreprises étrangères et nationales au Brésil sont aussi importantes que significatives. Comparées aux entreprises locales, les firmes étrangères exploitent moins d'usines, ont de plus hauts ratios de valeur ajoutée à la production, des niveaux plus hauts de publicité et de paiement de royalties, des exportations plus étendues, une productivité de la main-d'œuvre plus importante, de plus hauts salaires et une plus grande intensité capitalistique.

Burundi

3826. MWOROHA, Emile – « Politiques et actions du gouvernement du Burundi en matière de développement rural ». *Tiers-Monde* 27 (106), juin 86 : 339-355.

Les actions et les programmes qui touchent à la recherche de l'autosuffisance alimentaire, la restructuration et la modernisation pour l'amélioration des conditions de vie, l'action sanitaire, l'importance de la formation de base dans l'amélioration des conditions de vie et la redéfinition de la culture en matière de développement rural.

3827. NYAMOYA, Prime et al. – « Burundi : le financement du développement. La filière café ». *Tiers-Monde* 27 (106), juin 86 : 357-374 ; tabl. ; bibliogr.

La production et la commercialisation du café ; les ressources en devises ; le rôle de l'OCIBU dans l'application de la politique caféière nationale.

3828. SINAMENYE, Mathias – « Politique industrielle et coopération régionale ». *Tiers-Monde* 27 (106), juin 86 : 279-296 ; tabl.

L'analyse du plan quinquennal 1983-1987 du Burundi est une illustration de la nécessité de dépasser le cadre national pour entreprendre une politique d'industrialisation et de considérer la région des Grands Lacs comme l'espace de cette industrialisation. La création d'organisations économiques régionales, CEPGL, OBK et ZEP, s'appuie d'ailleurs sur l'intégration des marchés et l'intégration sectorielle fondée sur des programmes communs de production.

Canada

3829. BLACK, Don ; MYLES, John – « Dependent industrialization and the Canadian class structure : a comparative analysis of Canada, the United States and Sweden ». *The Canadian Review of Sociology and Anthropology* 23 (2), mai 86 : 157-181 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en français.

L'analyse comparée du lien entre structure sociale et développement industriel au Canada, aux Etats-Unis et en Suède donnent raison aux deux thèses qui s'affrontaient jusqu'alors : la structure sociale canadienne,si elle est issue d'un développement industriel particulier, a évolué avec l'implantation de filiales américaines.

3830. HACKETT, Robert – « Socialists and the mass media ». *Studies in Political Economy* (19), print. 86 : 141-156.

Pour les socialistes les médias sont des véhicules de l'idéologie dominante et non un reflet du pluralisme des opinions. La démocratisation des moyens de communication suppose l'abandon de l'organisation capitaliste qui fausse les rapports avec les utilisateurs mais sans pour autant accepter un contrôle purement étatique peu favorable à l'expression individuelle.

3831. KNIGHT, Graham ; TAYLOR, Ian – « News and the political consensus : CBC television and the 1983 British election ». *The Canadian Review of Sociology and Anthropology* 23 (2), 1986 : 230-246 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en français.

Par l'interprétation de sondages d'opinion, par la représentation des partis politiques, par le traitement de la réalité économique et politique, la présentation des élections britanniques de 1983 par la télévision canadienne s'est opérée de façon à recréer le consensus autour de Margaret Thatcher.

3832. ORSTEIN, Michael – « The political ideology of the Canadian capitalist class ». *The Canadian Review of Sociology and Anthropology* 23 (2), mai 86 : 182-209 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en français.

Une étude menée en 1977 auprès de dirigeants des grandes firmes canadiennes, de hauts fonctionnaires, de politiciens et de responsables syndicaux fait apparaître de très grandes différences idéologiques au sein de la classe capitaliste surtout entre les dirigeants des corporations, très à droite, et l'élite de l'Etat.

Chili

Voir aussi : n° 3901, 4193

3833. BAJOIT, Guy – « Mouvements sociaux et politiques au Chili : 1983-1985 ». *Notes et études documentaires* (4) *Problèmes d'Amérique latine* (79), 1986 : 5-27 ; bibliogr.

Malgré la mobilisation en 1983 des forces sociales et politiques opposées au régime chilien, le processus qui pourrait amener une rupture de l'ordre établi n'est pas encore parvenu à sa maturité. Si l'on analyse les relations entre les différentes forces sociales et politiques – classe dominante, bloc de pouvoir, élites

politiques d'opposition, couches moyennes et acteurs populaires – il est possible de distinguer deux phases : l'offensive du mouvement populaire (de mai 1983 à octobre 1984) et son reflux après l'instauration de l'état de siège d'octobre 1984 à mai 1985.

3834. CONSTABLE, Pamela ; VALENZUELA, Arturo – « Is Chile next ? » *Foreign Policy (New York)* (63), été 86 : 58-75.

La situation anormale du régime chilien, seule dictature à se maintenir malgré la vague démocratique que connaît l'Amérique latine depuis 1980, s'explique par l'autorité du Général Pinochet, chef incontesté de l'armée, soutenu par le monde des affaires et bénéficiant de l'incapacité de l'opposition à constituer une véritable menace tant elle est divisée et fragile. Les Etats-Unis devraient adopter des sanctions économiques pour favoriser le retour à la démocratie du Chili et rompre ainsi avec leur politique ambiguë.

3835. MONTEON, Michael – « Chile under the dictator ». *Socialist Review* 16 (3-4), août 86 : 99-118 ; bibliogr.

Les espoirs de voir Pinochet succomber à la crise économique de 1983 ont été déçus. Sa stratégie de concessions combinée à la répression, l'attitude des Etats-Unis qui redoutent un second Nicaragua, l'infiltration des militaires dans tous les rouages politiques, économiques et universitaires font de Pinochet un dictateur indéboulonnable.

3836. ORTUZAR, Ximena – « 1986 ¿ año crucial en Chile ? Antecedentes y análisis ». *Cuadernos americanos* 45 (2), avr. 86 : 39-53.

L'examen de la crise politique ne fait pas apparaître comme inéluctable la fin proche de la dictature car celle-ci peut encore manœuvrer face à une opposition qui reste toujours divisée.

3837. SANTANA, Roberto – « Comment tient le régime militaire chilien ? » *Esprit* (7), juil. 86 : 19-26.

La crise économique de 1981-82 et la politique de recentrage pratiquée par la suite par le gouvernement Pinochet ont conduit l'opposition à surestimer la faiblesse du régime. Les militaires se sont en réalité installés dans une nouvelle stratégie en rendant les forces armées omniprésentes dans tous les rouages du pouvoir, dans la bureaucratie civile comme dans les secteurs économiques stratégiques.

Chine

Voir aussi : n° 4051

3838. « Environmental law and policy in China ». *Chinese Law and Government* 19 (1), print. 86 : 3-118.

Numéro spécial consacré à la législation et la politique de la Chine sur l'environnement et la protection de la nature.

3839. CYPLAKOV, S.S. – « Bnešnââ tozgovlà KNR : problemy i perspektivy » (Le commerce extérieur de la RPC : problèmes et perspectives). *Narody Azii i Afriki* (3), 1986 : 37-46 ; tabl. ; résumé en anglais.

Depuis la fin des années 70, le commerce extérieur chinois se caractérise par une stratégie nouvelle utilisant les facteurs extérieurs pour moderniser l'économie nationale, ou « politique économique extérieure ouverte ». L'essentiel des efforts est concentré sur l'amélioration de la balance commerciale, la transformation du système de gestion, du commerce extérieur. Des résultats ont été obtenus, mais de nombreuses difficultés subsistent.

Institutions et vie politiques

3840. BULLARD, Monte R. ; O'DOWD, Edward C. – « Defining the role of the PLA in the post Mao Era ». *Asian Survey* 26 (6), juin 86 : 706-720 ; tabl.

Loin de constituer, comme le rapportent la plupart des analystes politiques, un obstacle à la modernisation, l'Armée Populaire de Libération joue au contraire un rôle moteur dans la politique des 4 modernisations, développant une éthique

professionnaliste, substituant la méritocratie à l'égalitarisme, mettant son savoir faire au service des grands projets techniques et économiques et acceptant la séparation progressive des pouvoirs militaire et politique.

3841. CHIANG CHEN-CH'ANG – « Recruitment of young people into the CCP ». *Issues and Studies* 22 (1), janv. 86 : 12-34 ; tabl.

Comme dans tous les pays communistes, seuls les membres du Parti communiste chinois ont la possibilité de participer à l'activité gouvernementale et de détenir une parcelle du pouvoir. Le Parti fait face aujourd'hui à un problème de recrutement. Il doit accepter dans ses rangs un nombre croissant de jeunes pour assurer son avenir et recruter davantage parmi les intellectuels, pour élever son niveau culturel.

3842. COINTET, Jean-Paul – « La Chine de la modernisation : réformes et accession à la puissance ». *Défense nationale* 42 (7), juil. 86 : 117-133.

Appliquée d'abord dans les campagnes de 1978 à 1984 puis à partir de 1985 dans les villes, les réformes ne constituent pas un changement du système économique et social. Mais de l'accélération (ou de la stagnation) de cette politique dépendront la poursuite de la politique d'ouverture, la réussite de la modernisation de l'armée (redéfinition de ses priorités, modernisation de la force de dissuasion) et la place de la Chine dans le monde (recherche d'un environnement pacifique, et à côté de rapports équilibrés avec les grandes puissances, une politique régionale de plus en plus active).

Economie et finances

3843. Les banques chinoises

a. « China's banks learn a new game ». *The Banker* 136 (726), août 86 : 14-27 ; tabl.
Deux articles consacrés à l'ouverture et à la modernisation des banques chinoises, engagées sur la voie de la croissance et de l'efficacité, à mi-chemin entre le socialisme et la libre entreprise.

b. IMAI, Hiroyuki – « China's new banking system : changes in monetary management ». *Pacific Affairs* 58 (3), aut. 85 : 451-472 ; tabl., graph.
L'organisation et le rôle des banques en Chine avant et après les réformes économiques de 1978.

3844. « La Chine au grand vent des réformes économiques ». *Monde diplomatique* 33 (388), juil. 86 : 8-11 ; carte.

Le vent de réformes qui souffle en Chine depuis 1979 n'a pu empêcher la venue de « microbes » accompagnant « l'air pur » de cette ouverture, selon les termes de M. Deng. Hausse des prix et corruption entraînent la critique du « socialisme aux couleurs de la Chine » et la vivacité du débat, alors que les changements sont en fait limités et tardifs par rapport aux autres pays d'Asie, témoigne surtout de dérapages issus de la hâte de M. Deng Kiao Ping à renforcer cette nouvelle situation encore fragile.

3845. « MS/OR in China ». *Interfaces* 16 (2), avr. 86 : 1-42.

Suite d'articles : la Chine s'intéresse de près aux méthodes occidentales de gestion des entreprises (envoi d'étudiants, voyages d'études) afin de les adapter ensuite à ses besoins propres. La science de la gestion et la recherche opérationnelle se développent et contribuent depuis 1978 à la modernisation du pays. Le poids des traditions et les séquelles des luttes politiques constituent des obstacles sérieux.

3846. KLINGST, Martin – « Die chinesischen Wirtschaftsreformen seit 1978 unter besonderer Berücksichtigung der Sonderwirtschaftszonen » (Les réformes économiques chinoises depuis 1978, avec l'examen en particulier des zones économiques spéciales). *Verfassung und Recht in Übersee* 19 (1), 1986 : 57-74.

Après une réforme agraire réussie, la Chine s'est orientée vers l'ouverture économique, ceci pour assurer son développement au niveau industriel, technologique et commercial, avec en particulier la création en 1980 des premières ZES. De l'examen des structures économiques et juridiques de ces zones, de leurs priorités de développement et des conditions spéciales qu'elles mettent en place au niveau fiscal, douanier, du change et du travail entre autres, on ne peut conclure qu'il s'agit là d'un tournant vers un système capitaliste car l'inspiration de ces mesures reste de type socialiste et pragmatique.

3847. OI, Jean C. – « Peasant house-holds between plan and market : cadre control over agricultural inputs ». *Modern China* 12 (2), avr. 86 : 230-251 ; bibliogr.

La responsabilisation des paysans dans le processus productif induite par le passage à un développement accru de l'agriculture de marché implique une redéfinition de l'encadrement appelé à jouer un rôle plus économique.

Colombie

Voir aussi : n° 4193

3848. ACEVEDO C., María Nelly – « La pobreza en Colombia : una medida estadística. » *El trimestre económico* 53 (2), juin 86 : 315-340 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Analyse statistique des inégalités susceptibles de définir la pauvreté en précisant son degré, absolu et relatif, et sa distribution spatiale et sectorielle.

3849. ADDA, Jacques – « Récession industrielle et crise financière en Colombie ». *Notes et études documentaires* (4) *Problèmes d'Amérique latine* (79), 1986 : 29-62 ; tabl.

La Colombie traverse depuis 5 ans la phase de récession la plus grave de son histoire d'après-guerre. Chômage, sous-emploi, stagnation du revenu par habitant, recul du secteur industriel, endettement excessif et non orienté vers l'investissement productif. Ces difficultés ne sont pas uniquement dûes à une évolution défavorable de l'environnement extérieur ou à une mauvaise gestion de l'économie. La crise est aussi interne et structurelle : elle traduit la substitution dans les années 70 d'une « économie structurellement spéculaire » à la dynamique antérieure de croissance industrielle.

3850. DEAS, Malcolm – « The troubled course of Colombian peace making ». *Third World Quarterly* 8 (2), avr. 86 : 639-657.

La Colombie combine un niveau élevé de pratique démocratique et un système de partis pluraliste avec la guérilla la plus ancienne de l'hémisphère. Trois années de recherche d'une solution pacifique se sont terminées en novembre 85 par l'assaut du M19 contre le palais de justice de Bogota. La multiplicité des groupes de guérillas, les exactions des escadrons de la mort, la mafia de la cocaïne sont autant de facteurs qui compliquent la recherche de la paix.

3851. SILVA COLMENARES, Jesús – « La interpretación de la inflación contemporánea ante la ley del valor-trabajo y la formulación de una teoría explicativa ». *Economía y desarrollo* (90), fév. 86 : 160-187 ; tabl.

Interprétation des causes, des formes et des conséquences de l'inflation à partir d'une analyse des rapports qui dans le capitalisme monopoliste d'Etat lient l'émission de monnaie et la formation des prix : l'exemple de l'inflation colombienne (1963-1982).

Corée du Sud

Voir aussi : n° 4268

3852. CHANGE, Won-Seok ; CHANG, Kyoung-Soo – « Factors affecting development of agricultural co-operatives in Korea with emphasis on the farmer's credit system ». *Yearbook of Agricultural Cooperation* 1985 : 165-186 ; tabl. ; bibliogr.

Les premières formes de coopératives agricoles en Corée remontent très loin dans le temps. Puis, est apparue une modernisation des structures une fois l'occupant japonais parti. Dans ce processus de modernisation, le gouvernement coréen devrait faire preuve d'une politique financière plus cohérente dans le cadre du crédit à l'agriculture ; une collaboration entre les agriculteurs, les institutions financières et le gouvernement est nécessaire.

3853. DARCY, R. ; SONG, Sunhee – -Men and women in the South Korean National Assembly ». *Asian Survey* 26 (6) juin 86 : 670-687 ; tabl.

En dépit des tentatives du régime qui tient à son image sur la scène internationale, la participation des Coréennes à la vie politique reste faible dans une société dominée par le néo-confucianisme, où les hommes et les femmes reçoivent une éducation distincte et n'ont pas l'habitude de travailler ensemble.

3854. MARTIN, Michael V. ; MAC DONALD, John A. – « Food grain policy in the Republic of Korea : the economic costs of self-sufficiency ». *Economic Development and Cultural Change* 34 (2), janv. 86 : 315-331 ; tabl., graph.

Comme de nombreux gouvernements, le gouvernement coréen a utilisé la hausse des prix agricoles comme instrument de sa politique sociale et économique, et cela depuis 1970. Cette politique visait l'autosuffisance alimentaire ; cet objectif fut atteint seulement pour le riz.

Côte d'Ivoire

3855. BAKARY, Tessy D. – « Côte d'Ivoire : une " décentralisation politique centralisée " ». *Géopolitique africaine* (2), juin 86 : 205-230.

Les analyses appliquées au « miracle ivoirien » par les théoriciens de la dépendance ont été remises en cause par l'amélioration de la situation économique et l'accalmie sur le front social et politique. Le conservatisme du régime plonge profondément ses racines dans certaines caractéristiques de la société ivoirienne.

3856. SCHAUM, Frank – « Afrikanische Marktwirtschaft – Anspruch und Wirklichkeit in der Republik Elfenbeinkuste » (Economie de marché en Afrique : prétentions et réalités en Côte d'Ivoire). *Internationales Afrikaforum* 22 (1), 1er trim. 86 : 69-78.

Dès l'indépendance en 1960, la Côte d'Ivoire a adopté un système de planification et d'orientation décentralisé avec une prédominance de la propriété privée des moyens de production, système complété par une planification de l'Etat en matière d'évolution globale. Il en est résulté une prospérité économique fondée sur l'exportation des produits agricoles et une croissance forte et continue. L'évolution économique a permis la construction d'une infrastructure sociale mais des problèmes demeurent.

3857. YACOOB, May – « Ahmadiyya and urbanization : easing the integration of rural women in Abidjan ». *Asian and African Studies* 20 (1), mars 86 : 125-140 ; tabl.

Ahmadiyya est un mouvement musulman dont on peut comparer les objectifs à ceux d'une mission chrétienne : éducation, intégration, relations interethniques. Il joue un rôle positif auprès des migrants à Abidjan et plus particulièrement des femmes, qu'il pousse à sortir des pesanteurs traditionnelles en encourageant la monogamie, l'éducation, l'entraide, la participation à la vie économique.

Cuba

3858. DIAZ BALAGUER, Rafael – « Esencia del presupuesto estatal de Cuba y su significación en el desarrollo económico y social del pais ». *Economía y desarrollo* (90), fév. 86 : 26-37.

La signification politique et les fonctions économiques et sociales du budget de l'Etat dans la construction du socialisme à Cuba.

3859. FERNANDEZ, Agustin ; PLA, Lilliam – « El comercio exterior y la construción del socialismo en Cuba ». *Economía y desarrollo* (90), fév. 86 : 38-49 ; bibliogr.

L'évolution du commerce extérieur depuis la révolution met en évidence que l'équilibre de la balance des paiements exige encore la consolidation des liens avec le Comecon, l'intensification des exportations vers les pays en développement et un effort accru dans la substitution des importations.

3860. GORJUNOVA, T.S. ; RAHMANKULOVA, N.F. – « O sootnosenii ob " ektivnogo i sub " ektivnogo v sovremennom revoljucionnom pro-

cesse (na materiale istorii Kubisnkoj revoljucii) » (Du rapport entre l'objectif et le subjectif dans le processus révolutionnaire contemporain. D'après les documents historiques de la révolution cubaine). *Vestnik moskovskogo Universiteta. Serija filosofija* (2), avr. 86 : 25-34.

L'expérience cubaine confirme entièrement l'enseignement marxiste-léniniste sur la révolution. Les transformations révolutionnaires socialistes résultent d'une relation dialectique entre les conditions objectives et le facteur subjectif.

Dominicaine (Rép.)

Voir aussi : n° 850

3861. « Elecciones dominicanas 1986 ». *Estudios sociales (Santo Domingo)* 19 (63), mars 86 : 1-94.

Numéro spécial sur les élections générales qui auront lieu en République dominicaine le 16 mai prochain : réflexions critiques concernant le système électoral, le comportement des partis, la participation populaire...

3862. KNIPPERS BLACK, Jan – « Development and dependency in the Dominican Republic ». *Third World Quarterly* 8 (1), janv. 86 : 236-257.

La République dominicaine est riche en ressources minérales et naturelles mais son économie est déséquilibrée et fragile : certains secteurs sont modernes mais le pays reste dépendant de prix qu'il ne contrôle pas et importe une part trop importante de sa consommation alimentaire. Dans ce contexte économique, l'ouverture politique ne peut être que limitée.

3863. MUSGROVE, Philip – « Distribución del ingreso familiar en la República dominicana, 1976-1977 : la encuesta nacional de ingresos y gastos familiares. » *El trimestre económico* 53 (2), juin 86 : 341-392 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Analyse des données statistiques sur la distribution des revenus fournies par l'enquête de la Banque centrale dans le but de préciser les niveaux différenciés de la pauvreté à travers les évaluations de l'inégalité qu'elles représentent.

Egypte

Voir aussi : n° 3908

3864. « L'Egitto rientra nel mondo arabo ». *Politica internazionale* 14 (5), mai 86 : 61-116.

Dossier consacré au « retour de l'Egypte » au sein du monde arabe qui l'avait mise au ban en 1979, les accords de Camp David constituant le point culminant de la « dénasserisation » engagée par Sadate.

3865. ABD AL-MU'TI, Abd el-Basit – « L'émigration et l'avenir de la question sociale en Egypte ». *Maghreb – Machrek* (112), juin 86 : 43-55 ; bibliogr.

Liée à la politique d'ouverture économique, l'émigration égyptienne vers les pays du Golfe a contribué à renforcer la domination du système capitaliste et à élargir la sphère des pays qui en dépendent. Ainsi, d'un point de vue structurel, l'émigration pervertit les relations sociales dans les pays d'accueil où elle bloque la formation d'une classe ouvrière et en Egypte où le développement des aspirations individuelles renforce les classes dominantes dépendantes du capitalisme étranger.

3866. HEIKAL, Mohamed H. – « Monde arabe : le retour à l'Egypte ». *Politique internationale* (32), été 86 : 109-120 ; résumé en anglais et en espagnol.

Cet entretien permet à l'ancien conseiller des présidents Nasser et Sadate de donner son point de vue sur la situation politique égyptienne, sur la montée de l'intégrisme musulman, le manque de fermeté du gouvernement. Pour ce qui est du problème du Moyen-Orient, l'Egypte seule ne pourra rien faire. Voir à la suite, pp. 145-152 : BUCCIANTI, Alexandre : « Hosni Moubarak : le poids du doute ».

3867. MAKRAM-EBEID, Mona – « Moubarak, un habile funambule ». *Géopolitique africaine* (2), juin 86 : 97-105.

Hosni Moubarak, tirant sa propre leçon des excès de ses prédécesseurs, semble apprécier plutôt la mesure et la modération en tout. Son action floue, vague, voire contradictoire, dépourvue de résultats, plonge les Egyptiens dans une sorte de désarroi, alors que la crédibilité du régime est sans cesse mise à l'épreuve.

3868. PERONCEL-HUGOZ, Jean-Pierre – « Les orphelins de Mahomet et de Curiel ». *Géopolitique africaine* (2), juin 86 : 107-116.

La gauche marxiste égyptienne, issue de la bourgeoisie aisée et conservant entièrement ses mœurs, coupée depuis toujours de la majorité de la population car incapable de comprendre l'extraordinaire attachement du peuple à la religion et aux traditions, a perdu, depuis la remontée de l'Islam, ses seules positions « massives », situées dans les milieux estudiantins. Si le marxisme survit en Egypte, il souffrira longtemps encore de ses origines importées, coloniales ou juives.

3869. LAPIDOTH, Ruth – « The Taba controversy ». *The Jerusalem Quarterly* (37), hiv. 86 : 29-39 ; bibliogr.

La controverse au sujet de Taba est due à une définition insuffisamment précise de la ligne frontière israélo-égyptienne par le traité de paix de 1979 entre Israël et l'Egypte. Situés dans le golfe d'Aqaba, sur la côte au sud ouest d'Eilat, le delta et la région de Taba sont revendiqués en totalité par l'Egypte, tandis qu'Israël n'en réclame qu'une certaine partie.

Espagne

Voir aussi : n° 4205

3870. « La adhesión de España a las Comunidades europeas ». *Boletín de estudios económicos* 40 et 41 (126 et 127) déc. 85 et avr. 86 : 429-481 et 5-191.

Suite d'articles sur différentes questions politiques et juridiques, économiques et financières, que l'adhésion aux Communautés suscite en Espagne.

3871. « Medios de comunicación social en cinco comunidades autónomas, 1985-1986 ». *Revista española de investigaciones sociológicas* (33), mars 86 : 251-279 ; tabl.

Résultats d'une enquête sur l'audience de la presse, de la radio et de la télévision dans les régions espagnoles de Valence, d'Estrémadure, d'Aragon, de Murcie et de Cantabrie.

3872. « Spain and NATO ». *End Papers* 12 (50), print. 86 : 1-71.

Série d'articles consacrés au maintien de l'Espagne au sein de l'OTAN et au référendum qui a eu lieu dans ce pays à ce sujet.

3873. COUDROY DE LILLE, Laurent – « Madrid : devenir du logement social construit sous le franquisme ». *Espace, populations, sociétés* (1), 1986 : 111-124 ; cartes ; bibliogr. ; résumé en anglais.

La construction de logements sociaux sous le franquisme a eu une influence certaine sur l'actuelle structure sociale de la ville, notamment dans les districts périphériques où elle a transformé les faubourgs traditionnels et fait naître un grand croisant ouvrier au Sud-Est.

3874. SANTOS, Alberto – « Le basculement vers le Sud de la politique de défense de l'Espagne ». *Afers internacionals* (7), hiv. 85 : 23-46.

Le Sud-Ouest méditerranéen apparaît depuis deux ans comme l'aire privilégiée de la politique espagnole de défense, changement que le gouvernement n'a pas encore expliqué : examen des manifestations et des motifs probables de ce changement et hypothèses sur sa portée concernant la stratégie occidentale en général et la dépendance militaire du pays à l'égard des Etats-Unis en particulier.

3875. SINOVA, Justino – « El Estado y la información en España ». *Revista de estudios políticos* (49), fév. 86 : 137-163.

Les enquêtes sur la diffusion des journaux, de la radio et de la télévision mettent en cause la liberté de l'information dans le pays montrant l'influence prépondérante des moyens directement contrôlés par le gouvernement.

Institutions et vie politique

3876. CAMILLER, Patrick – « Spanish socialism in the Atlantic order. » *New Left Review* (156), avr. 86 : 5-36.

Les socialistes espagnols ont les plus grandes chances de remporter les élections de juin 1986. Or le bilan de leur pratique gouvernementale est éloquent. Considéré comme un des partis socialistes les plus à gauche en Europe, il a privatisé l'économie et appliqué une politique très libérale ; promettant la création d'emplois en 1982, il a laissé le chômage monter jusqu'à 22 % de la population ; neutraliste au départ, il a prôné le maintien de l'Espagne dans l'OTAN. Le PSOE est-il encore socialiste ?

3877. GINER DE GRADO, Carlos – « El defensor del pueblo : tres años de experiencia ». *Revista de fomento social* 41 (162), juin 86 : 119-133.

Données sociologiques et juridiques pour l'évaluation difficile mais dans l'ensemble positive des activités de l'ombudsman espagnol (1983-1985).

3878. GUNTHER, Richard - « El proceso constituyente español ». *Revista de estudios políticos* (49), fév. 86 : 33-61.

Analyse du travail d'élaboration de la Constitution espagnole en 1977-78 afin de tester dans quelle mesure le débat a permis de résoudre les grands problèmes politiques du pays : forme du régime, rapports Eglise/Etat, niveau de centralisation de l'Etat.

3879. PEREZ ROYO, Javier – « Réflexiones sobre la contribución de la jurisprudencia constitucional a la construcción del Estado autonómico ». *Revista de estudios políticos* (49), fév. 86 : 7-32.

Analyse du rôle joué par le Tribunal constitutionnel dans la définition de l'intérêt général et des « intérêts respectifs » et de la répartition des compétences entre l'Etat et les communautés autonomes en Espagne.

Questions sociales

3880. Pacte social et « néo-corporatisme »

a. GARCIA HERRERA, Miguel A. ; MAESTRO BUELGA, Gonzalo – « El neocorporatismo entre crisis y alternativa ». *Sistema* (73), juil. 86 : 25-52 ; bibliogr.
La crise économique met partout en cause l'Etat social et le consensus corporatiste qui, correctif de la lutte de classes, le sous-tendait : examen du cas espagnol concernant en particulier les réactions du mouvement ouvrier face au phénomène.

b. RUBIO CASTRO ; Ana – « El neocorporativismo español : el acuerdo económico y social 1985-1986 ». *Revista de estudios políticos* (50), avr. 86 : 213-239.
Evaluation critique de l'accord signé en octobre 1984 par le gouvernement, les syndicats et le patronat et analyse du conflit entre régime parlementaire et système corporatiste qu'implique la politique de concertation où s'inscrit l'accord.

3881. ALBERDI, Iñès – « Divorcio y sociedad en la España actual ». *Sistema* (70), janv. 86 : 93-112 ; tabl.

Données statistiques sur la pratique du divorce et de la séparation depuis la réforme du code civil de 1981 et évaluation de la mutation des comportements familiaux impliqué par cette réforme.

3882. ROJO TORRECILLA, Eduardo – « Mercado de trabajo y política de ocupación juvenil ». *Revista de fomento social* 41 (162), juin 86 : 149-167.

Différents aspects de la politique espagnole de l'emploi en faveur des jeunes concernant en particulier les formes et l'application régionale des contrats de travail qu'elle prévoit dans ce but.

Economie et finances

3883. [La réforme agraire en Espagne.] *Revita de estudios agro-sociales* 35 (134), mars 86 : 217-246.

Deux articles : MORAL LOPEZ, Pedro : « El futuro de las reformas agrarias : derecho agrario y reformas estructurales » ; SANCHO HAZAK, Roberto : « El desarrollo rural y la reforma agraria en la *Revista de estudios agro-sociales* ».

3884. « Spain ». *Euromoney* juil. 86 : 98-120.

Suite d'articles consacrés aux banques et institutions financières espagnoles : comment réagissent-elles à la concurrence née de l'entrée de l'Espagne dans la CEE ?

3885. ABAD, Julián – « La agricultura española en el Mercado común ». *Revista de fomento social* 41 (162), juin 86 : 203-212.

Les avantages de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun apparaissent douteux sur les plans économique et politique ; en ce qui concerne l'agriculture, la période de transition prévue par le traité d'adhésion est franchement préoccupante comme le montre la réglementation de l'exportation et de l'importation des produits les plus sensibles du secteur.

3886. MARTIN PRADA, Gustavo A. – « Política regional comunitaria y disparidades regionales en España. » *Revista de estudios agro-sociales* 35 (134), mars 86 : 119-147 ; tabl., cartes ; bibliogr. ; résumé en français.

Données pour le calcul de l'aide communautaire que les régions espagnoles pourraient recevoir selon leur niveau de développement : l'exemple des Asturies.

3887. ORAA MOYUA, F. Javier – « Aportación de las compañías multinacionales al desarrollo económico de un país ». *Boletín de estudios económicos* 41 (127), avr. 86 : 193-208.

Les pays hôtes ne doivent plus entraver les activités des multinationales une fois qu'ils ont reconnu les avantages économiques, techniques et sociaux de leur présence : examen du cas espagnol concernant en particulier l'expérience de la General Motors.

Etats-Unis

Institutions et vie politiques

3888. Le comportement électoral

a. GRANBERG, Donald ; HOLMBERG, Sören – « Political perception among voters in Sweden and the US : analyses of issues with explicit alternatives ». *The Western Political Quarterly* 39 (1), mars 86 : 7-28 ; tabl., graph. ; bibliogr.
Etude comparative d'un des aspects du comportement électoral des Américains et des Suédois : le rapport entre, d'une part, l'accord subjectif entre un électeur et un parti ou un candidat et, d'autre part, la perception des problèmes soulevés lors des campagnes électorales, comme l'énergie nucléaire ou l'avortement.

b. HOLM, John D. – « Party and policy in voter choice : a study of reinforcement ». *Electoral Studies* 5 (1), avr. 86 : 47-60 ; tabl. ; bibliogr.
Les choix électoraux dépendent de deux variables essentielles : le phénomène partisan et les décisions politiques. Le cas des Etats-Unis vu à travers les trois dernières élections présidentielles montre que ces deux variables se renforcent mutuellement.

3889. « Gun control ». *Law and Contemporary Problems* 49 (1) hiv. 86 : 1-267 ; tabl. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré à la législation sur le port d'armes aux Etats-Unis : une loi interdisant le port d'armes en public par des civils serait-elle conforme à la Constitution et efficace ? Contribuerait-elle à la baisse de la criminalité ?

3890. « Language rights and the English language amendment ». *International Journal of the Sociology of Language* (60), 1986 : 7-211.

Numéro spécial consacré au problème linguistique aux Etats-Unis : bien que l'anglais ne soit pas institué comme langue officielle par la Constitution il s'est bien imposé comme tel, ce qui pose des problèmes dans certains Etats où la population anglosaxonne est minoritaire.

3891. BERNSTEIN, Robert A. – « Why are there so few women in the House ? » *The Western Political Quarterly* 39 (1), mars 86 : 155-164 ; tabl. ; bibliogr.

Les femmes sont de plus en plus nombreuses à se présenter aux élections législatives « ouvertes », c'est-à-dire les élections où le candidat sortant ne se représente pas, mais elles remportent rarement la victoire. Elles sont sans doute moins motivées et moins ambitieuses que les hommes.

3892. BRINT, Steven – « The political attitudes of professionals ». *Annual Review of Sociology* 11, 1985 : 389-414 ; bibliogr.

Aux Etats-Unis, les membres des professions libérales sont dans l'ensemble conservateurs en économie et libéraux en politique. Le récent glissement à gauche de cette catégorie socio-professionnelle a été largement surestimé : il ne concerne en fait que les professions intellectuelles (artistes, enseignants, journalistes...).

3893. BURRELL, Barbara C. – « Local political party committees, task performance and organizational vitality ». *The Western Political Quarterly* 39 (1), mars 86 : 48-66 ; tabl. ; bibliogr.

D'après une enquête auprès des membres des sections locales des partis Républicain et Démocrate au Connecticut et au Michigan, ces sections locales sont très actives : leur action ne se limite pas aux campagnes électorales, mais est axée aussi sur le recrutement de nouveaux membres.

3894. HARMEL, Robert ; HAMM, E. Keith – « Development of a party role in a no-party legislature ». *The Western Political Quarterly* 39 (1), mars 86 : 79-92 ; tabl. ; bibliogr.

Jusqu'en 1981, il n'existait pas de groupe parlementaire à la Chambre des Représentants du Texas. Une première victoire des Républicains lors de l'élection du gouverneur a conduit les Démocrates, qui jusqu'alors monopolisaient la vie politique de l'Etat, à former un groupe parlementaire. En quelques années, le comportement des parlementaires s'en est trouvé modifié et la Chambre des Représentants s'est divisée en deux groupes bien distincts : d'un côté, les Conservateurs, de l'autre les Démocrates et Libéraux.

3895. HORTON, Raymond D. - « Human resources ». *Setting Municipal Priorities* 1986 : 170-203 ; tabl.

Dans les quatre ans qui viennent, la ville de New York va dépenser 90 milliards de dollars pour le seul paiement de ses employés. Une meilleure gestion de cette main-d'œuvre permettrait d'offrir des services de plus grande qualité aux habitants et aux visiteurs de la ville. Dans le passé, des efforts ont déjà été réalisés dans ce sens.

3896. KEITH, Bruce E. et al. – « The partisan affinities of independent " leaners " ». *British Journal of Political Science* 16 (2), avr. 86 : 155-185 ; tabl.

On peut distinguer trois catégories parmi les « indépendants », c'est-à-dire les personnes qui ne sont liées à aucun parti : les vrais « indépendants » et deux autres catégories, les indépendants qui sont, en fait, proches soit des Républicains soit des Démocrates. Les études consacrées au comportement politique des Américains ont trop tendance, en général, à surestimer le nombre des « indépendants ».

3897. STEWART, Tony ; DUNCOMBE, Sydney – « Gerrymandering in the courts : threshold of a new reapportionment revolution ». *National Civic Review* 75 (2), avr. 86 : 88-98.

Dans les années 60 et 70, les interventions de la Cour suprême dans le domaine du découpage des circonscriptions électorales visaient à éliminer les discriminations aux dépens des minorités ethniques. Actuellement, l'attention de la Cour se porte sur le « charcutage » des circonscriptions, qui vise à favoriser un parti ou un candidat sortant.

3898. ZVESPER, John – « Ideological consensus and conflict in the American party system ». *Teaching Politics* 15 (1), janv. 86 : 139-152 ; bibliogr.

Les Etats-Unis se caracérisent par un système de partis relativement faible et où les débats idéologiques ont une place réduite. En fait, ce système est pragmatique et facilement adaptable ; il a su s'accommoder d'un certain consensus idéologique autour des valeurs américaines essentielles.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 3834, 3835, 3958, 4042, 4169, 4252, 4253

3899. Les Etats-Unis face aux conflits régionaux du Moyen-Orient

a. MATHIASS, Charles M.C. –« Dateline Middle East : the dangers of disengagement ». *Foreign Policy (New York)* (63), été 86 : 169-181.
Depuis trois ans, les Etats-Unis, échaudés par des échecs au Liban, en particulier par le plan de paix du Président Reagan en 1982 resté sans réponse, se sont progressivement désengagés du Moyen-Orient. Si la perte de leur influence n'a pas encore été spécialement bénéfique à l'Union soviétique ni aux forces intégristes musulmanes, elle pourrait à la longue déstabiliser leurs alliés et renforcer leurs ennemis.

b. KISLOV, A.K. – « Washington i regional'nye konflikty na Bližnem Vostoke » (Washington et les conflits régionaux du Moyen-Orient). *SŠA* 199 (7), juil. 86 : 27-38.
Le Moyen-Orient est pour les Etats-Unis un laboratoire où ils expérimentent sur les pays qui se libèrent la stratégie du « néoglobalisme ». Prétextant que l'instabilité dans cette région pourrait entraîner un conflit général, ils se déclarent prêts à tout pour maintenir la stabilité. En fait, pratiquant la politique de la « tension contrôlée » ils y défendent leurs intérêts propres.

3900. L'Initiative de défense stratégique

a. MALAŠENKO, I.E. – « Politiko-psihologičeskie aspekty programmy " zviezdnih voin " » (Les aspects politiques et psychologiques du programme de « guerre des étoiles »). *SŠA* 199 (7), juil. 86 : 3-14.
Pour obtenir aux Etats-Unis un soutien maximum à son programme de « guerre des étoiles », le gouvernement américain développe deux thèses contradictoires. La première, pour la masse de l'opinion publique, souligne le caractère révolutionnaire de l'IDS, capable d'éliminer la menace atomique. La seconde, réservée à une élite, signale qu'elle est compatible avec les doctrines militaires américaines, particulièrement sur le renforcement du « bouclier nucléaire ».

b. ZIMMERMAN, Peter D. – « Pork bellies and SDI ». *Foreign Policy (New York)* (63), été 86 : 76-87 ; tabl.
L'Initiative de défense stratégique repose sur la capacité d'armes spatiales à tirer en un seul coup des missiles portant dix ogives nucléaires ou plus. Si cette proposition est la force du système, elle en est aussi la faiblesse car l'échec d'un seul missile conduirait à une catastrophe nucléaire.

3901. La politique extérieure et les droits de l'homme

a. JACOBY, Tamar – « The Reagan turnaround on human rights ». *Foreign Affairs* 64 (5), été 86 : 1066-1086.
Le Président Reagan a effecuté une véritable volte-face dans le domaine des droits de l'homme : à son arrivée à la Maison Blanche, farouchement opposé à la politique Carter qui avait desservi les intérêts américains, il vient de donner à Haïti, aux Philippines et dans une certaine mesure au Chili, l'exemple d'un souci des droits de l'homme dont la défense était, dans ces cas, bénéfique à la nation américaine.

b. VANCE, Cyrus R. – « The human rights imperative ». *Foreign Policy (New York)* (63), été 86 : 3-19.
La sauvegarde des droits de l'homme doit être au centre de la politique extérieure des Etats-Unis car ils en ont les moyens, surtout si les dirigeants surmontent quelques idées reçues dangereuses, en particulier celle qui met sur le même plan anticommunisme et démocratie.

3902. « Las relaciones interamericanas : crisis y perspectivas ». *Cuadernos semestrales* (17), 1er sem. 85 : 11-218.

Numéro spécial sur l'évolution actuelle de la politique latinoaméricaine des Etats-Unis : analyse de ses tendances générales et de quelques situations qui les concrétisent.

3903. Les relations avec les Philippines

a. BELLO, Walden – « Edging toward the quagmire : the United States and the Philippines crisis ». *World Policy Journal* 3 (1), hiv. 86 : 29-58.
A partir de la fin de l'année 1985, les Etats-Unis ont « géré » différemment la crise philippine ; ils ont compris qu'un courant politique de gauche pouvait faire partie du gouvernement de ce pays. De plus, l'opinion américaine accepterait

plus difficilement, aujourd'hui, une intervention militaire des Etats-Unis dans cette partie du monde.

b. KESSLER, Richard J. – « Marcos and the Americans ». *Foreign Policy (New York)* (63), été 86 : 40-57.
Bien qu'ils en aient eu l'occasion à plusieurs reprises, les Américains n'ont jamais désserré les liens qui les unissaient aux Philippines sous le régime de Marcos : la force du président philippin est d'avoir compris que ses homologues américains successifs ne lâcheraient jamais leurs bases militaires aux Philippines et ce n'est qu'à partir de 1984 que les Américains ont pris conscience de la situation dramatique du pays et de la force croissante de l'opposition.

3904. Les relations avec l'URSS

a. CZEMPIEL, Ernst-Otto – « Gleichgewicht oder Hegemonie ? Uberlegungen zu den amerikanisch-sowjetischen Beziehungen » (Equilibre ou hégémonie ? Réflexions sur les relations américano-soviétiques). *Merkur* 40 (4), avr. 86 : 289-301.
Depuis 1945, les relations soviéto-américaines se dessinent selon les deux formes suivantes : le système de l'équilibre et celui de l'hégémonie. Elles sont caractérisées par des transferts entre ces deux pays. Depuis 1970, on peut parler de parité entre les deux super-grands et donc d'équilibre dans le domaine des armes nucléaires stratégiques. Malgré la volonté américaine de retour à une situation d'hégémonie, le système de l'équilibre demeure.

b. HOUGH, Jerry F. – « Managing the US-Soviet relationship ». *World Policy Journal* 3 (1), hiv. 86 : 1-28.
Durant les quarante dernières années, les Etats-Unis et l'URSS sont parvenus à éviter toute confrontation armée, sans pour autant entretenir des relations sereines. Les modérés doivent comprendre que se limiter aux négociations sur le désarmement n'est pas suffisant pour assurer la paix. Ils doivent comprendre qu'il faut tenir compte des changements apportés à l'image de l'URSS par Gorbatchev et que les relations entre les Etats-Unis et l'URSS peuvent être améliorées dans plusieurs domaines.

3905. BOISSEAU DU ROCHER, Sophie – « Bases et points d'appui américains en Extrême-Orient ». *Défense nationale* 42, sept. 86 : 119-132.

Par le rôle militaire, politique et économique qu'elles jouent, les bases militaires en Extrême-Orient constituent un instrument capital de la politique étrangère américaine. Les bases implantées aux Philippines en sont le maillon le plus important, et après la perte des bases du Sud-Vietnam et de l'Iran, l'évolution politique de ce pays représente un enjeu de taille pour les Etats-Unis.

3906. COOK, Philip R. Jr. – « Sub-Saharan Africa and the United States ». *Department of State Bulletin* 86 (2109 et 2110), avr. et mai 86 : 1-17 et 1-27 : cartes ; bibliogr.

Présentation des caractéristiques physiques, humaines, ethno-linguistiques, historiques, politiques et économiques de l'Afrique au Sud du Sahara, qui constitue le plus vaste ensemble régional du monde, donc un débouché potentiel pour le marché américain, mais aussi un terrain d'action pour l'aide au développement et la stabilisation politique. Les tendances de la politique extérieure américaine envers l'Afrique au Sud du Sahara, les relations économiques et les programmes d'assistance américains.

3907. FRANCK, Thomas M. – « US foreign policy and the UN ». *Denver Journal of International Law and Policy* 14 (2-3), print. 86 : 159-170.

Proposés par les Etats-Unis, les changements institutionnels dans la structure du pouvoir des Nations Unies ont été avantageux pour les Etats-Unis, tant que ceux-ci ont eu de nombreux membres dans les principales institutions, mais ils se sont, par la suite, avérés contraires aux intérêts des Etats-Unis, qui se sont peu à peu retirés des Nations Unies, considérant le système non performant et insuffisant.

3908. JABBER, Paul – « Egypt's crisis, America's dilemma ». *Foreign Affairs* 64 (5), été 86 : 960-980 ; tabl.

La situation économique de l'Egypte ne cesse de se dégrader, ce qui entretient la menace d'un coup d'Etat de type militaire ou intégriste musulman. Les Etats-Unis, qui apportent une aide considérable au pays, doivent œuvrer avec habileté (répondre aux besoins économiques urgents, réduire le service de la dette miltaire,

adopter une politique cohérente au Proche-Orient) s'ils veulent conserver leur alliance avec l'Egypte.

3909. LUARD, Evan – « Superpower and regional conflicts ». *Foreign Affairs* 64 (5), été 86 : 1006-1025.

L'URSS et les Etats-Unis ont de plus en plus tendance à intervenir dans les conflits locaux éloignés de leur zone d'influence tels que le Proche-Orient, la Corne de l'Afrique et l'Angola. Il faudrait élaborer une procédure de négociation, dans un cadre régional puis d'élections, qui éviteraient à ces conflits de s'enliser pendant des années.

3910. SCHEFFER, David J. – « Normalization : time for a US initiative ». *World Policy Journal* 3 (1), hiv. 86 : 127-141.

Depuis l'invasion du Cambodge par le Vietnam en 1978, les Etats-Unis ont adopté une politique d'attentisme en Indochine. Ils ont posé, pour la normalisation de leurs relations avec le Vietnam, des conditions jugées inacceptables par les dirigeants de ce pays. La situation actuelle est particulièrement favorable à une relance de la discussion, afin de sortir de cette impasse. Les Etats-Unis devraient en prendre l'initiative.

3911. SELSER, Gregorio – « La nueva estrategia militar de los Estados Unidos. Conflictos de baja intensidad ». *Cuadernos americanos* 45 (2), avr. 86 : 26-38.

Le discours et la pratique du LIC (low-intensity conflict), forme institutionnalisée de l'interventionnisme des Etats-Unis à l'encontre des régimes « prosoviétiques » – celui du Nicaragua par exemple – qu'ils ont décidé d'abattre.

3912. VAN DER KROEF, Justus – « The United States and Cambodia : the limits of compromise and intervention ». *Contemporary Southeast Asia* 7 (4), mars 86 : 251-267 ; bibliogr.

Au début de l'année 1985, les Etats-Unis ont réaffirmé leur refus de fournir toute aide militaire aux rebelles cambodgiens en lutte contre l'envahisseur vietnamien. Trois mois plus tard, Washington est partiellement revenu sur ce refus. Les Etats-Unis risquent de s'engager dans une voie délicate qui consiste à mener en même temps une lutte armée et des négociations.

Vie culturelle et scientifique

Voir aussi : n° 3804

3913. « The media and the presidency ». *Presidential Studies Quarterly* 16 (1), hiv. 86 : 11-116 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré à l'impact des médias sur la fonction présidentielle aux Etats-Unis ; cette influence est évidente, parfois considérée comme gênante dans le cas de la télévision.

3914. « USA : enseignement et pratiques manageriales ». *Formation et gestion* (38), juin 86 : 7-106.

Suite d'articles sur la manière dont l'enseignement américain s'est adapté aux nouvelles technologies de pointe et dont il prépare les cadres administratifs et commerciaux à d'inévitables mutations professionnelles.

3915. ABRAM, Morris B. – « Is strict separation too strict ». *The Public Interest* (82), hiv. 86 : 81-90.

La séparation de l'Eglise et de l'Etat aux Etats-Unis est relativement floue. L'école publique existe mais les écoles religieuses privées sont subventionnées, la Constitution proclame la liberté religieuse mais les hommes politiques se réfèrent à Dieu dans leur discours.

3916. BERNE, Robert – « Education ». *Setting Municipal Priorities* 1986 : 235-276 ; tabl.

L'éducation est l'une des fonctions essentielles que doit assurer une municipalité. A New York, les modifications récentes de la composition de la population d'âge scolaire vont bouleverser la demande d'éducation pour les années à venir. Le financement des écoles publiques doit être réformé à New York, d'autant que

les dépenses qui y sont consacrées sont les plus faibles de tout l'Etat de New York.

3917. CARROLL, Glenn R. ; HUO, Yangchung Paul – « Organizational task and institutional environments in ecological perspective : findings from the local newspaper industry ». *American Journal of Sociology* 91 (4), janv. 86 : 838-873 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Analyse des rapports entre l'organisation interne et l'environnement insitutionnel de la presse locale américaine, à partir d'une étude portant sur 2 168 journaux, de 1850 à 1975.

3918. GIROUX, Henry – « Radical pedagogy and the politics of student voice ». *Interchange* 17 (1), 1986 : 48-69 ; bibliogr.

Les conservateurs et les radicaux critiquent fortement l'enseignement des grandes écoles américaines car, selon la théorie reproductive de l'enseignement, ces écoles assurent la pérennité des valeurs, des pratiques sociales et des enseignements utiles à l'ordre corporatif dominant. Mais les uns et les autres refusent de s'engager dans la voie d'une politique de représentation des étudiants alors que, si chaque école constituait une sorte de « sphère démocratique », elle permettrait d'instaurer une nouvelle éducation, qui créerait des questions nouvelles, des responsabilités nouvelles, et enfin de nouveaux citoyens respectueux de la dignité humaine.

3919. PENNING, James M. – « Changing partisanship and issue stands among American catholics ». *Sociological Analysis* 47 (1), print. 86 : 29-49 ; tabl. ; bibliogr.

De 1972 à 1983, les catholiques américains sont devenus plus conservateurs que pendant la décennie précédente. Rien ne permet d'affirmer que cette évolution soit le produit d'un statut social plus élevé. Le glissement à droite des catholiques est parallèle à celui de la population toute entière. Les catholiques restent donc encore un groupe sensiblement plus libéral et plus proche du Parti démocrate que le reste de la population.

3920. WAITE, Stephen – « Why journalism schools ». *The Public Interest* (82), hiv. 86 : 39-57.

Les études de journaliste sont aussi peu définies que la profession elle-même et recouvrent des aspects très différents de l'information : relations publiques, communication, etc.

Questions sociales

Voir aussi : n° 3829

3921. « America's doctors, medical science, medical care ». *Daedalus* 115 (2), print. 86 : 1-232.

Numéro spécial consacré à la médecine aux Etats-Unis : la profession, l'enseignement, les coûts.

3922. La criminalité

a. BROWN, Marilyn A. ; OLDAKOWSKI, Raymond K. – « The changing morphology of suburban crime ». *Urban Geography* 7 (1), fév. 86 : 46-62 ; tabl., cartes.
Une analyse de la criminalité en milieu urbain dans la région de Chicago révèle que la petite délinquance a augmenté moins rapidement dans les centres-villes que dans la périphérie, les banlieues les plus défavorisées étant les plus touchée. A l'opposé, les actes très violents se sont accrus dans les centres-villes.

b. FUCHS, Ester ; PALMER SMITH, John – « Criminal justice ». *Setting Municipal Priorities* 1986 : 352-381 ; tabl.
La criminalité est le problème le plus grave aux yeux des New Yorkais. Pourtant la ville ne détient pas le record, puisqu'elle se situe, en 1982, au dixième rang pour le taux de criminalité par habitant, avec en tête la ville de Phoenix. De plus, la police de New York a effectué un peu plus de 100 000 arrestations en 1983, ce qui est relativement peu.

3923. Evolution de la syndicalisation dans les secteurs public et privé

a. CORNFIELD, Daniel B. – « Declining union membership in the post-world war II era : the United furniture workers of America, 1939-1982 ». *American Journal of Sociology* 91 (5), mars 86 : 1112-1153 ; tabl. ; bibliogr.

Depuis 1945, les grandes entreprises du secteur non syndiqué ont stabilisé leurs employés en leur garantissant des avantages sociaux et les syndicats ont en conséquence davantage mobilisé dans les petites entreprises, où la main-d'œuvre est instable, ce qui les a amené à se réorganiser sans arrêt. Ceci explique le déclin des effectifs des syndicats depuis 1945, comme le démontre l'évolution du syndicat de l'industrie du meuble de 1939 à 1982.

b. FREEMAN, Richard B. – « Unionism comes to the public sector ». *Journal of Economic Literature* 24 (1), mars 86 : 41-86 ; tabl., graph. ; bibliogr.
Contrairement à ce qui prévalait dans les années 50, en 1984, 44 % des fonctionnaires étaient représentés par des syndicats et plus des 3/4 des Etats américains reconnaissaient la législation autorisant la négociation collective dans le secteur public. Ce changement a d'importantes conséquences sur des secteurs tels que l'emploi, les budgets et les impôts, et n'a pas encore fait l'objet d'études approfondies.

3924. La politique de l'immigration

a. « Immigration and nationality ». *San Diego Law Review* 23 (2), 1986 : 253-484.
Numéro spécial consacré à la politique de l'immigration des Etats-Unis : les principaux développements de la législation en 1985.

b. WISSLER BRODKIN, Susan – « The immigration reform and control Act of 1985 and the right of legalized aliens to State public assistance : equal protection versus plenary federal power ». *Columbia Journal of Transnational Law* 24 (2), 1986 : 397-419.
La loi sur l'immigration, proposée en 1985, à l'instar des précédentes, se propose d'améliorer le contrôle de l'immigration clandestine par des mesures aux frontières et sur le territoire. Mais les étrangers résidents soulèvent d'autres problèmes, tels que leur droit ou non à recevoir des allocations. Si, en matière d'immigration, le Congrès a un pouvoir total, celui-ci reste dans les limites de la Constitution et donc de l'appréciation de la Cour Suprême. Et celle-ci tient à faire respecter la clause d'égalité du 14e amendement, et le droit des résidents permanents à bénéficier d'allocations.

3925. La ségrégation raciale dans les banlieues

a. JAKUBS, John F. – « Recent racial segregation in US SMSAs ». *Urban Geography* 7 (2), avr. 86 : 146-163 ; tabl. ; bibliogr.
Durant les années 1970, on peut affirmer que la ségrégation raciale a diminué, dans la plupart des banlieus américaines, mais il n'est pas évident que plus de contact inter-racial ou d'assimilation sociale en aient résulté.

b. STAHURA, John M. – « Suburban development, black suburbanization and the civil rights movement since world war II ». *American Sociological Review* 51 (1), fév. 86 : 131-144 ; tabl. ; bibliogr.
Analyse de l'interaction entre la croissance des banlieues, les conditions de vie des Noirs dans ces banlieues et le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis, depuis 1945.

3926. BIRKEN, Lawrence – « The sexual counterrevolution : a critique of cultural conservatism ». *Social Research* 53 (1), print. 86 : 3-22.

La révolution sexuelle a provoqué aux Etats-Unis à une contre-révolution sexuelle, dont les thèmes se développent actuellement non seulement chez les extrémistes de droite et les fondamentalistes, mais aussi au sein de l'élite intellectuelle. Tous dénoncent une des conséquences de la culture de consommation, l'homogénéisation des sexes, qui tend à considérer les hommes et les femmes comme des individus interchangeables.

3927. FUGUITT, Glenn V. – « The nonmetropolitan population turnaround ». *Annual Review of Sociology* 11, 1985 : 259-280 ; bibliogr.

De 1970 à 1980, le mouvement des villes vers les campagnes a été plus important que l'exode rural. Ce développement des zones rurales s'explique à la fois par des facteurs non-économiques, comme la préférence pour la vie à la campagne, et économiques. Depuis 1980, ce mouvement semble cependant se ralentir.

3928. TOPEL, Robert – « Unemployment and unemployment insurance ». *Research in Labor Economics* 7, 1985 : 91-135 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le système public de l'assurance-chômage aux Etats-Unis : législation, financement, effets sur le chômage.

3929. TURLEY, Donna – « The feminist debate on pornography : an unorthodox interpretation ». *Socialist Review* 16 (3-4), août 86 : 81-96 ; bibliogr.

Après avoir mené de multiples batailles, le mouvement féministe américain s'est orienté depuis plusieurs années vers la lutte contre la pornographie, considérée comme une forme d'oppression des femmes, et s'emploie à faire voter une ordonnance inscrivant la pornographie au nombre des actes de discrimination sexuelle. Cette campagne a profondément divisé le féminisme américain car elle rejoint le combat des antiféministes.

Economie et finances

Voir aussi : n° 3795, 4274, 4281

3930. « Reforming the monetary regime ». *The Cato Journal* 5 (3), hiv. 86 : 675-947 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré à une éventuelle réforme de la politique monétaire américaine, réforme souvent justifiée par la trop grande étendue des pouvoirs de la Banque centrale.

3931. BROADMAN, Harry – « Natural gas deregulation : the need for further reform ». *Journal of Policy Analysis and Management* (3), print. 86 : 496-516.

La déréglementation peut se traduire par des résultats inattendus. La déréglementation partielle entreprise en 1978 a causé de nombreuses perturbations sur le marché du gaz en aval de la production.

3932. DOOLITTLE, Fred C. – « Federal aid ». *Setting Municipal Priorities* 1986 : 118-138 ; tabl.

Depuis 1981, l'Administration Reagan opère d'importantes réductions dans l'aide fédérale aux municipalités américaines. Les élus municipaux – notamment à New York – ont su réagir efficacement en trouvant des revenus de substitution. En 1986, la ville de New York sera encore plus à l'aise pour faire face aux nouvelles réductions prévues (soit environ 6 milliards de dollars).

3933. DRENNAN, Matthew – « Local economy and local revenues » *Setting Municipal Priorities* 1986 : 23-53 ; tabl.

La crise financière de la ville de New York, qui remonte à dix ans, marque encore fortement les esprits des élus locaux américains. Les budgets locaux doivent s'adapter aux évolutions de l'économie ; ainsi, la ville de New York a su réformer avec succès son système fiscal.

3934. DRUCKER, Peter F. – « Corporate takeovers what is to be done ? » *The Public Interest* (82), hiv. 86 : 3-24.

La vague de prises de participations hostiles qui déferlent sur les Etats-Unis, n'est pas favorable à la compétitivité américaine. Les dirigeants d'entreprise cherchent à se protéger contre le phénomène qui paralyse toute action de gestion à long terme et entraîne un bouleversement du marché financier au détriment des actionnaires.

3935. GREEN, Cynthia B. – « State aid ». *Setting Municipal Priorities* 1986 : 87-117 ; tabl.

La ville de New York a toujours eu besoin de l'assistance financière de l'Etat de New York. Pour l'avenir, le niveau de cette aide financière dépend de plusieurs facteurs (santé financière, politique fiscale et dépenses de l'Etat de New York, notamment). De nouvelles relations entre cette ville et son Etat seraient souhaitables.

3936. MATHE, Hervé – « Une nouvelle approche de la notion de produit ». *Revue française de gestion* (58), août 86 : 59-70 ; tabl. ; résumé en anglais.

Le renouvellement de la notion de produit dans certains secteurs de l'activité économique, principalement aux Etats-Unis, s'explique par l'intérêt croissant accordé aux services avant et après la vente. L'offre de biens devient indissociable de l'offre de services. Dès la conception d'un nouveau produit, les coûts de services apportés après la vente doivent être intégrés au coût global du produit.

3937. NIKIFOROV, A.V. – « SŠA : tendencii energeticěskoj zavicimosti » (Les tendances de la dépendance énergétique des Etats-Unis). *SŠA* 199 (7), juil. 86 : 15-26 ; tabl., graph.

Après la crise qu'ils ont subie dans les années 1970 (baisse de la production nationale de pétrole, accroissement des importations), les Etats-Unis ont réussi, ces dernières années, à réduire leur dépendance énergétique par rapport au Moyen-Orient, créant leur propre réserve pétrolière stratégique et modernisant leur infrastructure. Leur politique à l'égard du Moyen-Orient, est devenue plus agressive. Leur attitude à l'égard des pays occidentaux pourrait également changer.

3938. NORTON, R.D. – « Industrial policy and American renewal ». *The Journal of Economic Literature* 24 (1), mars 86 : 1-40 ; tabl., graph., carte ; bibliogr.

Le débat sur la politique industrielle aux Etats-Unis tourne autour de deux questions : pourquoi les vieilles industries ont-elles un retard en termes de production et de croissance de l'emploi ? Est-ce que le vieillissement industriel représente un danger pour la compétitivité des Etats-Unis dans le monde ?

3939. SCOTT, Allen J. – « High technology industry and territorial development : the rise of the Orange county complex, 1955-1984 ». *Urban Geography* 7 (1), fév. 86 : 3-45 ; tabl., graph.

La création d'un complexe industriel dans la région d'Orange en Californie remonte aux années 50 et dès les années 70 les entreprises de haute technologie dominent. Consécutivement, la population s'est accrue et un fort pourcentage d'immigrés est représenté en raison de la prépondérance des emplois peu payés et peu qualifiés. Cette croissance a été soutenue par la mise en place d'une infrastructure de logements et de transport adéquate.

3940. SIGOGNE, Philippe ; AROYO, Philippe – « Etats-Unis : la courte échelle ». *Observations et diagnostics économiques* (16), juil. 86 : 47-114 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

La croissance modérée qui s'est installée aux Etats-Unis depuis deux ans contraste avec la reprise vigoureuse de 1983-1984. Si la recrudescence de l'inflation a pu être évitée jusqu'à présent, les déficits extérieur et public se sont aggravés au point de susciter des solutions en forme d'expédients : le protectionnisme et le gel arbitraire des dépenses fédérales, ce qui aura des conséquences sur l'activité en 1987. Le rétablissement de la compétitivité américaine s'avère difficile et long.

Aménagement et urbanisme

3941. « Developments in the law. Toxic waste litigation ». *Harvard Law Review* 99 (7), mai 86 : 1459-1661.

La législation américaine sur le traitement et la conservation des déchets toxiques.

3942. CLARK, Terry Nichols – « Urban policy analysis ». *Annual Review of Sociology*, 11, 1985 : 437-455 ; graph. ; bibliogr.

Le point sur quatre domaines de recherche, dans l'analyse de la politique urbaine aux Etats-Unis : les leaders politiques, les citoyens, l'administration et les services urbains, la localisation démographique et économique.

3943. KAISER, John A. – « Sanitation ». *Setting Municipal Priorities* 1986 : 412-442 ; tabl.

En une dizaine d'années, les services chargés de collecter les ordures ménagères et d'assurer la propreté des voies publiques ont réalisé des progrès considérables à New York. Le coût s'est élevé à près de 400 millions de dollars en 1985, ces services employant près de 12 000 personnes. Ce succès tient essentiellement à une amélioration de la productivité.

3944. ROBINSON, Kenneth – « Maximizing the public benefits of the AT & T breakup ». *Journal of Policy Analysis and Management* 5 (3), print. 86 : 572-583.

En 1982, un arrêt de justice décida la dissolution de l'empire du téléphone AT & T. Cette sanction de la Cour peut être considérée comme une erreur, qui n'est pas compensée par les restrictions dont les compagnies Bell font l'objet. Une politique de concurrence maximum dans les télécommunications ayant été

mise en œuvre, il serait nécessaire de prendre toutes les mesures nécessaires à la réalisation rapide et effective de cette politique.

3945. SANDLER, Ross – « Mass transit ». *Setting Municipal Priorities* 1986 : 443-466 ; tabl.

Les services de transport en commun constituent le nerf de l'économie de la ville de New York. Depuis 1967, année de création de la principale entreprise de transports en commun (la Metropolitan Transportation Authority), les moyens de transport se sont étendus au train et ont nécessité la recherche de nouveaux moyens de financement.

3946. STERNLIEB, Geroge ; LISTOKIN, David – « Housing ». *Setting Municipal Priorities* 1986 : 382-411 ; tabl.

Le lien entre l'offre de logements et le développement économique d'une ville est évident à New York. En fait, la ville doit satisfaire une demande de logements duale ; certains foyers cherchent un logement en tant que simple bien de consommation, et d'autres voient dans le logement le symbole d'un certain prestige ou l'occasion d'investir leur épargne. A ces deux types de demandes correspondent deux types de logements.

3947. WILSON, William Julius ; APONTE, Robert – « Urban poverty ». *Annual Review of Sociology* 11, 1985 : 231-258 ; bibliogr.

Bilan des recherches menées aux Etats-Unis sur les aspects sociaux et économiques de la pauvreté dans les villes, depuis le début du XXe siècle.

3948. WINSBERG, Morton D. – « Ethnic segregation and concentration in Chicago suburbs ». *Urban Geography* 7 (2), avr. 86 : 135-145.

Avec l'accroissement de la population noire, hispanique et asiatique à Chicago, les Blancs non-hispaniques ont quitté le centre pour la périphérie de la ville : la distance sociale entre ces groupes ethniques est restée la même de 1960 à 1980, à l'exception des Juifs, qui étaient déjà à l'écart, et qui s'y sont encore mis davantage.

Relations économiques extérieures

Voir aussi : n° 3780

3949. BOURGUINAT, Henri – « Le fait nouveau de l'endettement extérieur des Etats-Unis ». *Revue française d'économie* 1 (1), été 86 : 85-109 ; tabl. ; résumé en anglais.

Dès 1971, les Etats-Unis reçoivent plus de capitaux financiers de l'extérieur qu'ils n'en fournissent, mais pour la première fois en 1983, ils deviennent emprunteur net en raison de la contraction des investissements directs américains à l'étranger. Ce renversement de la position extérieure nette des Etats-Unis ne peut amener à une analogie Etats-Unis-Amérique latine pour deux raisons essentielles : l'économie américaine reste la plus riche du monde et a le privilège d'emprunter dans sa propre monnaie.

3950. HART, Gary et al. – « Beyond protectionism ». *World Policy Journal* 3 (1), hiv. 86 : 157-181.

L'économie américaine est plus que jamais soumise aux influences extérieures ; plus de 70 % des biens et des services qu'elle produit sont soumis à la concurrence internationale. Plutôt que d'« économie américaine », il vaudrait mieux parler d'« économie mondiale ». Le déficit commercial américain est largement imputable à la surévaluation du dollar.

3951. RELLY, Gavin – « The costs of disinvestment ». *Foreign Policy (New York)* (63), été 86 : 131-146.

L'apartheid joue contre les intérêts des hommes d'affaires sud-africains qui prônent l'importance des libertés individuelles et de l'économie de marché. Ils essaient ainsi de convaincre leurs homologues américains de leurs efforts pour faire évoluer la société vers l'après-apartheid et tentent de les mobiliser pour qu'ils prennent le risque de participer à ce pari plutôt que de se retirer d'un marché dont ils ont tiré de gros profits, depuis plusieurs décennies.

France

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 4248

3952. « La bataille de l'emploi dans la campagne électorale ». *Economie et politique* (109), mai 86 : 31-52 ; tabl.

Pour les législatives et les régionales de 1986, le PCF a cherché à mettre en œuvre les choix très originaux du 25e Congrès. L'un des aspects centraux de cette campagne a été la bataille de l'emploi et du redressement économique. Il convient donc de mettre en relation les efforts nouveaux du PCF avec les résultats électoraux pour savoir si la voie choisie est la bonne et s'il convient de l'améliorer.

3953. « Chirac : les cent premiers jours ». *Revue politique et parlementaire* 88 (923), juin 86 : 6-63.

La situation politique après cent jours de gouvernement Chirac : la position des principales formations, partis politiques et syndicats, analyse des principaux projets de loi.

3954. « Etude sur la motivation des actes administratifs ». *Etudes et documents – Conseil d'Etat* (37), 1986 : 13-27.

Bilan des cinq premières années d'application de la loi du 11 juillet 1979, relative à la motivation des actes administratifs : l'application de la loi par les tribunaux administratifs et le Conseil d'Etat, l'application par les administrations, comparaison avec les systèmes étrangers.

3955. La nationalité française

a. « Devenir français ». *Après-demain* (286), sept. 86 : 3-39 ; bibliogr.
Suite d'articles consacrés à l'accès à la nationalité française : alors que la participation des immigrés à la gestion locale est un débat essentiel pour les droits de l'homme, les mesures restrictives actuellement en discussion marquent une régression encourageant le racisme, alors que devrait être élaborée une nouvelle définition de la citoyenneté.

b. MASSICOT, Simone – « Effets sur la nationalité française de l'accession à l'indépendance de territoires ayant été sous la souveraineté française ». *Population* 41 (3), juin 86 : 533-546 ; tabl. ; résumés en anglais et en espagnol.
Le principe selon lequel l'indépendance d'un territoire comporte la perte de la nationalité française de tous les résidents a dû être tempéré soit par une législation applicable à ce seul territoire, soit par la signature de traités ou convention avec l'Etat indépendant ; étude de toutes ces situations particulières.

3956. « Tous les projets de loi sécurité, terrorisme, immigration ». *Justice* (110), juil. 86 : 32 p.

Numéro spécial consacré aux textes de loi sécuritaires du gouvernement français : contrôles d'identité ; carte informatisée ; procédure de comparution immédiate ; application des peines et période de sûreté ; prévention ; terrorisme ; statut des étrangers et droit d'asile.

3957. MARTELLI, Roger – « Réflexions sur une élection ». *La pensée* (251), juin 86 : 33-44.

Etranges élections que celles de mars 1986 : marquées par la grisaille, elles sont peut-être le signe annonciateur d'une période historique nouvelle. La crise sociale actuelle valorise l'individualisme et le « small is beautiful », or elle appelle sourdement une nouvelle cohérence globale, un projet politique ambitieux qui semble dramatiquement faire défaut dans tous les partis actuels du Front national au PCF.

3958. RABBITT ROFF, Sue – « New Caledonia ; decolonisation and denuclearisation in the Pacific ». *Third World Quarterly* 8 (2), avr. 86 : 621-638 ; carte.

Les essais nucléaires de la France et des Etats-Unis dans le Pacifique Sud se heurtent aux nationalismes mélanésien et micronésien et à l'opposition de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie. C'est dans ce contexte que doivent être

évaluées les perspectives du nationalisme kanak et de l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie.

3959. ROSS, George ; DALEY, Tony – « The wilting of the rose : the French socialist experiment ». *Socialist Review* 16 (3-4), août 86 : 7-40 ; bibliogr.

L'expérience socialiste française étudiée dans ses différentes phases entre 1981 et 86, le bilan des réalisations, l'analyse du revirement politique et économique dissimulé sous le concept de « modernisation » ont montré l'incapacité du parti socialiste à découvrir une troisième voie entre le communisme et la social-démocratie, à sortir du colbertisme malgré la réalisation de la décentralisation, à susciter et maintenir une mobilisation et un soutien populaire. Cette expérience n'empêchera pas un retour de la gauche au pouvoir et constitue une leçon pour la gauche américaine.

Relations extérieures

3960. DESOUCHES, Olivier – « La politique sud-africaine de la France. Quelques réflexions ». *Les temps modernes* 41 (479-480-481), août 86 : 506-516 ; tabl.

Si le tournant amorcé dans la politique sud-africaine de la France depuis mai 1985 a eu un impact international considérable, il s'agit néanmoins de mesures ponctuelles relativement timorées et limitées ; par ailleurs, deux mois après le retour de la droite aux affaires cette orientation paraît déjà menacée.

3961. DUPLAY, Philippe – « Le service national de la coopération ». *Revue d'histoire diplomatique* 99 (3-4), 1985 : 303-350 ; tabl.

Créé sous le général de Gaulle en 1965, le service national de la coopération est l'une des formes du service national ; modifié plusieurs fois, ce service de coopération connaît toujours un grand succès (3 500 coopérants par an, en moyenne) auprès des appelés et des pays d'accueil. Actuellement les coopérants sont de moins en moins au service du Tiers-Monde (qui a ses propres cadres) et de plus en plus des assistants techniques, culturels ou médicaux des ambassades françaises à l'étranger.

3962. MOULIER, Yann – « Le Tiers-Monde revisité ». *Babylone* (5), été 86 : 45-63.

L'analyse de l'évolution de la notion de tiers-mondisme la fait apparaître comme l'expression spécifique de l'identité et du nationalisme français, comme une idéologie d'Etat. Plusieurs transformations se dessinent actuellement : la méfiance envers le tiers-mondisme d'Etat, un détachement très net vis-à-vis des modèles du « socialisme réel », la recherche de résultats concrets plutôt qu'une cohésion idéologique, une attention à préserver les libertés fondamentales de l'homme privé.

Vie culturelle et scientifique

3963. « Cinéma et société ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine* (33), juin 86 : 177-329.

Numéro consacré au cinéma comme phénomène de société, comme état des mœurs, comme témoignage d'un moment historique ou donnant l'image d'une nation à l'étranger.

3964. « Education, formation et nouveaux médias ». *Le bulletin de l'IDATE* (23), mai 86 : 7-240 ; bibliogr.

Numéro spécial consacré à l'usage des technologies modernes dans l'enseignement et la formation : informatique, enseignement à distance, audiovisuel numérisé, vidéo : les outils nouveaux, les problèmes pédagogiques, la formation des enseignants, les coûts.

3965. « Foucault hors les murs ». *Actes* (54), été 86 : 1-91.

Numéro spécial destiné à tenter de sortir Michel Foucault de l'ignorance, du contresens et de l'indifférence où il a été enfermé en France. Voir notamment : FOUCAULT, M. : « La gouvernementalité » ; SIMON, Jonathan : « Foucault in America » ; BOULLANT, François : « Michel Foucault à hue et à dia » ; PERROT, Michelle : « La leçon des ténèbres. Michel Foucault et la prison ».

3966. DOMINE, Charles-Henry – « L'intelligence artificielle ». *Défense nationale* 42, sept. 86 : 139-152.

Les recherches en intelligence artificielle peuvent être regroupées suivant trois thèmes : reproduction des sens et interfaces humains ; reproduction des mécanismes du raisonnement et de la manipulation de la connaissance ; outils développés. Dans le domaine militaire, on peut envisager des armes capables de comprendre l'environnement, mais aussi des systèmes d'aide à la décision. Les outils actuellement disponibles sont des langages très évolués.

3967. « Marguerite Duras ». *Esprit* (7), juil. 86 : 75-96.

Quatre articles consacrés à Marguerite Duras. Romancière ou maître à penser ? Comment accepter sa transgression de la frontière entre imaginaire et réel ?

3968. KAPLAN, Marie-Christine ; BURCKLEN, Jean-Philippe : « La montée de l'investissement intellectuel ». *Futuribles* (101), août 86 : 3-29 ; tabl., graph.

Les dépenses de recherche-développement qui jouent un rôle déterminant pour les entreprises voient leur importance croître par rapport à l'investissement physique ; elles restent toutefois concentrées sur quelques secteurs et dans les firmes de grande taille.

3969. PERCHERON, Gérard – « Un gourmand idéologique de la science : la neurobiologie ». *Esprit* (7), juil. 86 : 61-73 ; bibliogr.

Suite du débat qui agite la communauté scientifique : la biologie peut-elle seule, à terme, rendre compte du comportement humain et tenir pour nulles les recherches en sociologie, psychiatrie, psychologie de ces dernières décennies ?

3970. SAMUEL, Nicole – « Histoire et sociologie du temps libre en France ». *Revue internationale des sciences sociales* (107), 1986 : 53-68 ; bibliogr.

Avec le week-end, les congés payés, l'avancement de l'âge de la retraite, le loisir devient un élément de plus en plus important du mode de vie. Ce temps libre est la source de certaines modifications des structures sociales, de nouvelles règles et de nouveaux rapports sociaux ; il est de plus en plus valorisé aux dépens de la valeur-travail.

Questions sociales

Voir aussi : n° 4202

3971. Le chômage

a. AGNES, M. – « Le chômage de longue durée : raisons de son émergence et conditions de sa résorption ». *CLES* (7), 1er sem. 86 : 35-47 ; tabl.
Plutôt que d'attendre que les contraintes pesant sur l'emploi se desserrent, il est préférable de s'employer à rechercher de nouveaux statuts « hors activité » qui, sans régler le problème du chômage de longue durée garantiraient contre les risques de marginalisation sociale qui en découlent.

b. BENHAYOUN, Gilbert – « L'emploi et le chômage des jeunes : analyse urbaine ». *Revue d'économie politique* 96 (3), juin 86 : 281-299 ; tabl. ; graph. ; bibliogr. résumé en anglais.
A partir des données issues des recensements de 1968 et 1975, établissement d'un modèle économétrique des taux d'emploi, taux d'activité et taux de chômage pour examiner la situation des jeunes sur le marché du travail en comparant les agglomérations françaises de plus de 50 000 habitants. Les différences géographiques s'expliquent par le poids démographique, la faiblesse de la demande de travail et les rigidités sur le marché du travail.

c. GRANIER, Roland – « La gestion sociale du chômage ». *Revue d'économie politique* 96 (3), juin 86 : 300-323 ; tabl., graph.
La politique de gestion sociale du chômage, amorcée dès les premiers temps de la crise et amplifiée depuis 1981, apparaît comme un dispositif en « trompe l'œil » qui présente quelques intérêts, comme la moralisation de l'indemnisation du chômage, mais dont les dangers sont indiscutables car elle aboutit en fait à stabiliser le déséquilibre du marché du travail par incitation à l'inactivité.

d. MALINVAUD, Edmond – « Les causes de la montée du chômage en France ». *Revue française d'économie* 1 (1) été 86 : 50-83 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.
Durant ces dix dernières années, alors que l'offre de travail augmentait régulièrement en raison de l'arrivée sur le marché de personnes nées pendant le

baby boom et de l'accroissement du taux d'activité féminin, la demande du travail a stagné suite à la baisse de la demande interne et externe à laquelle les entreprises ont été confrontées. L'inadéquation offre et demande de travail est renforcée par le manque de flexibilité du système de prix et salaires.

3972. « Employés de maison, assistantes maternelles, concierges et autres employés au service de particuliers ». *Liaisons sociales. Législation sociale* (9766) 10 juil. 86 : 122 p.

Numéro spécial consacré aux statuts professionnels, aux contrats de travail, régime social et fiscal, modes de rémunération de ces salariés « différents ».

3973. « Faut-il brûler le code du travail ? » *Droit social* (7-8), août 86 : 559-604.

Textes du colloque organisé par la Faculté de droit et des sciences économiques de Montpellier le 26 avril 1986 : au moment où certains pays occidentaux introduisent plus de souplesse dans les relations de travail, faut-il réformer le Code du travail dans le sens d'une plus grande « flexibilité », voire le supprimer ? Toute réflexion sur les exigences du code doit en tout cas admettre que face aux exigences de chacun soient recherchées des solutions qui préservent les intérêts de tous, que ce soit dans l'exécution et la rupture du contrat de travail, la représentation et la négociation collective.

3974. « Pragmatisme et utopie ». *CFDT aujourd'hui* (80), août 86 : 1-83.

Numéro spécial consacré au débat qui se mène aujourd'hui à la CFDT sur l'avenir du syndicalisme et l'orientation de ce syndicat, et qui concerne le rapport entre une réalité qui s'accommode mal de conceptions traditionnelles et l'utopie nécessaire, mobilisatrice, pour transformer les choses.

3975. Les salaires

a. GLAUDE, Michel ; HERNU, Patrice – « Les salaires en 1985 ». *E & (et) S* (188), mai 86 : 3-22 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.
Grâce au ralentissement de l'inflation, le taux de salaire horaire des ouvriers a augmenté plus vite que les prix en 1985. De 1980 à 1985, le pouvoir d'achat du salaire moyen des salariés des secteurs privé et semi-public s'est accru de 1,2 %.

b. DEPARDIEU, Daniel ; PAYEN, Jean-François – « Disparités de salaires dans l'industrie en France et en Allemagne : des ressemblances frappantes ». *E & [et] S* (188), mai 86 : 23-34 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.
En France comme en RFA, les hommes bénéficient dans l'industrie d'un avantage salarial important, mais cet avantage est plus sensible en RFA. L'effet de l'âge sur la détermination du salaire est identique dans les deux pays, mais l'effet de l'ancienneté est plus net en France. Les écarts de salaires dus à la qualification sont plus faibles en RFA qu'en France.

3976. AMADIEU, Jean-François, MERCIER, Nicole – « Le débat sur la " flexibilité " ». *Sociologie du travail* 28 (2), 1986 : 193-201.

L'analyse des résultats pour la France d'une étude réalisée pour la Commission des Communautés européennes au printemps 1985 sur la flexibilité de l'emploi montre que lors de l'accord du 16 décembre 1984, l'enjeu des négociations s'est déplacé du niveau du partage des bénéfices au niveau des décisions de gestion de l'emploi, ce qui s'est heurté au mode traditionnel de circulation de l'information et de prise de décision dans les organisations professionnelles aussi bien patronales que syndicales.

3977. BARON, Xavier – « L'aménagement du temps de travail : un outil de gestion ». *Revue française de gestion* (58), août 86 : 29-38 ; graph. ; résumé en anglais.

La notion d'aménagement du temps de travail désigne un véritable outil de gestion à la fois économique et social de l'entreprise dont le succès dépend de la volonté de réaliser des gains de productivité et d'améliorer la compétitivité, contrairement à la notion de réduction du temps de travail au caractère essentiellement redistributif.

3978. FORSE, Michel – « Le recul du mariage ». *Observations et diagnostics économiques* (16), juil. 86 : 217-234 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Le recul du mariage en France s'accompagne d'une montée importante du concubinage, des naissances illégitimes, du célibat et des divorces de moins en moins suivis de remariages. Plutôt que d'y voir la mort du couple, il faut interpréter cette évolution comme une diversification des modes de vie conjugale.

3979. GEORGE, Pierre – « Les étrangers en France : étude géographique ». *Annales de géographie* 95 (529), juin 86 : 273-300 ; cartes ; résumé en anglais.

Depuis plusieurs décennies, l'arrivée en France d'immigrés a été une constante, mais leur pays d'origine a changé. La majeure partie de ces immigrés est recensée dans la moitié nord-est du pays et surtout centrée dans les régions urbaines et industrielles. A l'intérieur d'une agglomération, le lieu d'habitation des populations immigrées change au fur et à mesure de leur intégration.

3980. GUILLEMARD, Anne-Marie – « Formation et crise d'une politique sociale : le cas de la politique de la vieillesse ». *Sociologie du travail* 38 (2), 1986 : 136-172 ; résumé en anglais.

Les politiques de la vieillesse qui ont connu la plus forte progression structurelle entre 1960 et 1980 se situent à la croisée d'intérêts divergents, revendications patronales, subsociales et politiques étatiques notamment dans la régulation du marché du travail.

3981. MILANO, Serge – « Le revenu minimum social : un droit local à la solidarité ». *Futuribles* (101), août 86 : 41-55 ; tabl.

La lutte contre la pauvreté a été l'occasion de développer divers projets de revenu social qui serait versé soit à des individus, soit à un groupe social comme la famille. Si, à court terme, un tel revenu peut difficilement devenir la base d'un nouveau principe de Sécurité sociale, il peut toutefois s'intégrer dans le cadre de la protection sociale actuelle, en favorisant l'émergence d'un droit local à la solidarité. Voir à la suite, pp. 56-74, GORZ, André : « Qui ne travaille pas, mangera quand même ».

3982. MORNICHE, Pierre – « Consommation médicale et milieu social ». *E & (et) S* (189), juin 86 : 19-50 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et espagnol.

Les disparités de consommation médicale entre les groupes sociaux n'ont pas disparu malgré la généralisation de l'assurance maladie : les cadres consultent plus fréquemment les spécialistes, les milieux ouvriers et agricoles recourent plus aux généralistes et sont plus souvent hospitalisés. C'est dans les familles de cadres que l'on accorde la plus grande attention à la santé alors qu'ouvriers et agriculteurs sont à tous égards les plus éloignés du monde médical.

3983. PHARO, Patrick – « Travail et mise en place sociale ». *Sociologie du travail* 28 (2), 1986 : 144-155 ; résumé en anglais.

Pour comprendre le fossé existant entre la description que font eux-mêmes les individus de leurs propres positions sociales et la description objective des groupes sociaux, trois directions de recherche doivent être envisagées : les opérations de catégorisation professionnelle, les opérations narratives qui situent l'individu par rapport à ses partenaires, et les opérations civiles qui désignent un ensemble de pratiques légitimes comme la grève.

3984. RALLU, Jean-Louis – « Projection des familles aux 1.1.1990 et 1.1.1995 ». *Population* 41 (3), juin 86 : 511-532 ; tabl., graph. ; résumés en anglais et en espagnol.

A partir de l'évolution de la fécondité légitime et illégitime selon le rang de naissance au cours des dernières années, projection des naissances et projection des ruptures d'union.

3985. SAINT-JOURS, Yves – « L'évolution de la Sécurité sociale depuis le début des années 80 ». *Revue de droit sanitaire et social* 22 (3), sept. 86 : 369-378.

Au-delà des fluctuations politiques, l'évolution de la Sécurité sociale demeure marquée en France depuis le début des années 80, par le déclin ambiant des prestations obligatoires, l'enjeu permanent du financement de la protection sociale, le réaménagement des institutions sociales.

Economie et finances

Voir aussi : n° 4274

3986. « La coopération agricole ». *La revue de l'économie sociale* (7), mars 86 : 3-133 ; bibliogr.

Numéro consacré à un secteur très important de l'économie sociale française : son histoire, depuis la coopération laitière en Charentes, ses structures actuelles, les problèmes d'identité qu'elle rencontre, les circuits de financement, les relations avec le pouvoir politique.

3987. « La privatisation ». *Economie et politique* (110), juin 86 : 25-50 ; tabl., graph.

Suite d'articles consacrés à l'analyse d'un thème majeur de la politique de la droite. Pour le PCF, la privatisation représente un risque d'éclatement et de nouveaux pillages de groupes. Il faut organiser des luttes régionales pour faire en sorte que les nationalisations répondent aux besoins des populations.

3988. Les revenus des particuliers

a. « Constat de l'évolution récente des revenus en France (1982-1984) ». *Documents du Centre d'étude des revenus et des coûts* (82), 3e trim. 86 : 183 p. ; tabl., graph., cartes.
L'évolution globale des revenus et ses relations avec les mouvements d'ensemble de l'économie ; les divers types de revenus : revenus salariaux, revenus non-salariaux, revenus du patrimoine de rapport, revenus sociaux. La formation et l'évolution du revenu disponible (après un prêt) des diverses catégories de ménages selon leur taille, leurs caractéristiques socioprofessionnelles, la nature et l'importance de leurs principales ressources.

b. VIGNAU, Jean-Pierre – « Prélèvements, prestations et passage du revenu primaire des ménages à leur revenu disponible ». *Journal officiel de la République française. Avis et rapports du Conseil économique et social* (12), 2 juill. 86 : 98 p. ; tabl., graph.
L'étude de l'évolution des modalités et des effets du passage du revenu primaire au revenu disponible des ménages, le bilan du système de prélèvements et de transferts, l'examen des liens entre la formation du revenu disponible, les comportements des ménages et les agrégats économiques permettent de dégager des propositions sur la fiscalité des ménages et les cotisations qu'ils versent.

3989. La situation économique en 1986-87

a. « La grande parade de l'économie 1986 ». *L'expansion* (290), 11 sept. 86 : 5-91.
Numéro spécial consacré aux événements clés de l'économie depuis janvier 1986 : succès et échecs de l'année, les manageurs et les produits vedettes ; quelques réflexions sur l'économie et la politique les théories économiques et les partis politiques, le devenir des idéologies.

b. « Perspectives de l'économie française en 1986 et 1987 ». *Observations et diagnostics économiques* (16), juil. 86 : 5-46 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.
La croissance économique pour 1986-87 sera fortement dépendante des réactions des pouvoirs publics et des entreprises au contrechoc pétrolier. Les entreprises peuvent être les grands bénéficiaires de cette situation, mais il est nécessaire qu'elles investissent à nouveau pour ne pas nuire à la consommation. 1986-87 sera également l'année de la réduction du déficit budgétaire et des impôts, mais celle où le déficit de la Sécurité sociale risque de croître.

c. « Perspectives pour l'économie française 1986-1987 ». *Revue de l'IPECODE* (12), juin 86 : 1-116 ; tabl., graph.
La situation économique en 1986 se caractérise par une stabilité des prix alors que l'expansion se dérobe, avec comme corrolaire la montée du chômage ; pour 1987, l'objectif annoncé est de réduire conjointement les prélèvements et les dépenses de fonctionnement et d'intervention afin de parvenir à l'équilibre budgétaire.

d. KAABI, Moncef ; MINVIELLE, Laurent – « Du bon usage du " contre choc " pétrolier ». *Revue de l'IPECODE* (12), juin 86 : 117-141 ; tabl. ; graph.
La forte baisse du prix du pétrole intervenue au début de 1986 aura un certain nombre d'effets sur l'économie française : à court terme elle réduira l'inflation et améliorera les termes de l'échange. A plus long terme, malgré une baisse du revenu des pays exportateurs, elle influencera favorablement les exportateurs français.

e. MEUNIER, François ; SCHUBERT, Katherine – « Les effets en France des variations du dollar : certitudes et incertitudes ». *E & (et) S* (189), juin 86 : 3-18 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.
La baisse du dollar ralentit l'inflation en France, est expansive à court terme, récessive à moyen terme. L'ampleur de ces effets est incertaine, elle dépend de la façon dont s'ajuste le prix des matières premières, des comportements des exportateurs et de l'évolution des monnaies accrochées au dollar.

3990. FRAYSSINET, Jean – « Le Conseil économique et social ». *Notes et études documentaires* (7), 1986 : 5-180 ; tabl.

Numéro spécial consacré au Conseil économique et social institué par la Constitution de 1958 et modifié en 1984 : le rôle, les compétences, la composition, le fonctionnement et l'influence de cette Assemblée, chargée de conseiller le gouvernement et par sa fonction de représentation économique, de favoriser le dialogue entre les catégories socioprofessionnelles représentées.

3991. HERPIN, Nicolas – « L'habillement, la classe sociale et la mode ». *E & (et) S* (188), mai 86 : 35-54 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

A revenu équivalent, les divers groupes sociaux arbitrent différemment entre le nombre de vêtements qu'ils achètent et leur qualité. Les ménages d'indépendants achètent peu mais cher. Les ouvriers achètent davantage mais meilleur marché. Parmi les catégories aisées, les cadres sont les plus sujets à des « folies » vestimentaires.

3992. LEVEQUE, Paule – « Le secteur para-pétrolier français face à la baisse du prix du pétrole ». *Défense nationale* 42 (6) juil. 85 : 83-91.

Né vers les années 50, le secteur parapétrolier français occupe le deuxième rang mondial pour l'exportation de la technologie pétrolière. Il a réalisé en 1985 un chiffre d'affaires de 48 milliards de francs. Face à la situation pétrolière instable (chute des prix du pétrole et des investissements pétroliers), il est certes vulnérable. Mais les sociétés qui le composent ont su réagir avec dynamisme, particulièrement dans la recherche technologique.

3993. LIMOUZIN, Pierre ; MARTIN, Jean-Paul – « Les investisements de la communauté urbaine de Strasbourg (1968-1982) : la stratégie d'un acteur urbain ». *Annales de géographie* 95 (529), juin 86 : 301-314 ; cartes ; résumé en anglais.

La répartition géographique des investissements réalisés par la Communauté urbaine de Strasbourg montre une dissymétrie quantitative et qualitative entre le centre et la périphérie. La stratégie mise en place entre 1968 et 1982 a concentré les équipements dans la partie centrale, tout en favorisant la déconcentration de l'habitat et des activités industrielles.

3994. MARTIN, Dominique – « L'expression des salariés : technique de management ou nouvelle institution ». *Sociologie du travail* 38 (2), 1986 : 173-192 ; résumé en anglais.

Trois ans après l'instauration du droit d'expression des salariés contenu dans les lois Auroux, un premier bilan s'impose ; le constat qui ressort d'observations empiriques dans le groupe Thomson est la variété et la diversité des dispositifs de concertation et le manque de légitimité et de finalité assignée à l'expression. La révolution culturelle que certains attendaient ne s'est pas produite, excepté dans de petites organisations à fonctionnement démocratique.

3995. MONAL, Patrick – « La Réunion : une économie sur des échasses ». *E & [et] S* (188), mai 86 : 55-65 ; tabl., graph. ; résumés en anglais et en espagnol.

Les cotisations sociales et les impôts prélevés sur les Réunionnais ne couvrent que partiellement les prestations qu'ils reçoivent et les dépenses publiques. L'écart est comblé par des subventions de la métropole, représentant plus du tiers du revenu disponible des ménages, qui permettent un niveau de consommation élevé mais n'aident pas à la résolution du problème principal de l'île, le chômage.

3996. PORET, Pierre – « Econométrie de l'investissement et enquêtes de conjoncture ». *Economie et prévision* 16 (74), 1986 : 5-53 ; graph. ; résumé en anglais.

Présentation de l'utilisation possible des diverses enquêtes de conjoncture et analyse de l'intérêt des données conjoncturelles dans deux domaines : la spécification de la fonction de production et la formalisation de la demande d'investissement.

3997. ROJOT, Jacques – « L'évolution de la politique des employeurs français vis-à-vis des organisations syndicales ». *Travail et société* 11 (1), janv. 86 : 1-16.

La politique des entreprises françaises à l'égard de leur personnel et des syndicats a évolué lors des récentes années sous l'effet des changements dans l'environnement. Depuis 1974 la politique sociale d'un certain nombre d'entreprises est devenu beaucoup plus active et se risque sur des terrains nouveaux.

3998. SACHS, Jeffrey ; WYPLOSZ, Charles – « The economic consequences of President Mitterrand ». *Economic Policy* (2), avr. 86 : 261-306 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Finalement le bilan économique du gouvernement socialiste français entre 1981 et 1986 n'est pas si mauvais : la politique anti-inflationniste a commencé à porter ses fruits et les erreurs passées ont été vite dissipées. Une politique de l'offre axée sur le taux de chômage naturel semble applicable dans ce pays pour lutter contre le chômage.

Aménagement et urbanisme

3999. FABERON, Jean-Yves – « Décentralisation et transports ». *L'actualité juridique. Droit administratif* (7-8), 20 août 86 : 407-417.

La loi d'orientation des transports intérieurs promulguée le 30 décembre 1982 traite des compétences principales des communes et des départements dans les transports routiers, des compétences secondaires des régions concernant les transports ferroviaires et aériens et des compétences réparties entre les différentes collectivités au sujet des voies d'eau et des ports.

4000. KASZYNSKI, M. – « La place des acteurs immobiliers dans le développement urbain ». *CLES* (7), 1er sem. 86 : 15-33 ; tabl., graph.

La croissance économique de l'après-guerre a permis dans le Nord-Pas-de-Calais le développement et la stabilisation de filières de production de logements dont l'activité s'est traduite par la croissance organisée des banlieues. Depuis la crise de 1974 ce mode de croissance urbaine a été remis en cause et les filières existantes ont été déstabilisées.

4001. RIVIÈRE-MOREL, Valérie – « Les activités tertiaires supérieures en Ile-de-France, définition et accaparement de l'espace ». *L'information géographique* 50 (3), 1986 : 103-115 ; tabl., graph., cartes.

Localisation et spatialisation de ces activités qui se concentrent à Paris ou dans la proche banlieue.

Relations économiques extérieures

4002. « France and the Middle East ». *Middle East Economic Digest* 30 (27), 11 juil. 86 : 33-53 ; tabl.

Dossier consacré aux relations économiques entre la France et les pays arabes du Moyen-Orient : les échanges par pays et par secteur.

4003. GARDÈRE, Jean-Daniel – « Innover pour exporter ». *Politique industrielle* (4), été 86 : 129-149.

La France doit exporter mieux, davantage et autrement. Elle y parviendra en innovant d'abord dans l'entreprise et sur trois plans : technologique, administratif et financier.

4004. MARTIN, Pierre ; TIXIER, Daniel – « Comment réussir au Japon ». *Harvard, l'expansion* (41), été 86 : 90-104.

Pour réussir au Japon, les industriels français doivent surmonter un sérieux handicap d'image, la France apparaissant comme un pays sérieusement en crise et même économiquement incompétent. La première des nécessités est de comprendre les spécificités socio-économiques du pays, notamment le passage d'une admiration sans borne à une forme de dédain caché pour l'Occident.

Grande-Bretagne

Voir aussi : n° 4201

4005. DUNNING, Eric et al. – « Spectator violence at football matches : towards a sociological explanation ». *The British Journal of Sociology* 37 (2), juin 86 : 221-244.

Les démonstrations de violence lors des matches de football ne trouvent pas seulement leur explication dans la dégradation des conditions économiques et le chômage des jeunes. Il faut remonter à une longue tradition des communautés ouvrières en Angleterre.

4006. FORREST, Ray ; MURIE, Alan – « Marginalization and subsidized individualism : the sale of council houses in the restructuring of the British welfare state ». *International Journal of Urban and Regional Research* 10 (1), mars 86 : 46-66 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en français, en espagnol et en allemand.

Le marché britannique de l'immobilier a connu récemment des bouleversements tels que la privatisation de certains logements dont l'Etat était propriétaire. Cette évolution a entraîné la marginalisation des logements sociaux, ce qui constitue une fissure sérieuse dans l'Etat-providence britannique.

4007. LAMY, Pierre – « La place financière de Hong Kong ». *Economie prospective internationale* (27), 3e trim. 86 : 25-42 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

La place de Hong Kong a été marquée ces dernières années par la très forte internationalisation de son système financier. La frontière entre marchés financiers local et international s'est peu à peu effacée. Cette évolution implique une gestion particulière du taux de change, spécialement depuis 1972, où Hong-Kong a abandonné l'étalon de change sterling pour se lier au dollar américain.

4008. ROBSON, Brian – « Urban change and policy responses in Britain ». *Espace, populations, sociétés* (1), 1986 : 59-72 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en français.

Depuis les années 1950, les grandes villes britanniques connaissent un déclin important que les politiques urbaines mises en œuvre n'ont pas réussi à enrayer. Les stratégies urbaines choisies ont eu tendance à renforcer les disparités sociales et spatiales dans les grandes villes.

Institutions et vie politique

Voir aussi : n° 3831

4009. Le comportement électoral

a. JOHNSTON, R.J. – « Places and votes : the role of location in the creation of political attitudes ». *Urban Geography* 7 (2), avr. 86 : 103-117 ; tabl. ; bibliogr.
L'analyse d'un certain nombre de votes lors des élections britanniques de 1983 confirme que l'attitude politique n'est pas seulement fonction de la classe sociale mais aussi de la localisation géographique, en particulier du fait d'habiter en ville ou à la campagne.

b. KAVANAGH, Dennis – « How we vote now ». *Electoral Studies* 5 (1), avr. 86 : 19-30 ; tabl. ; bibliogr.
Les élections britanniques de 1983 ont remis en cause certains principes considérés comme valides en matière de comportements électoraux par rapport à des paramètres tels que les choix partisans ou la hiérarchie sociale. Des tendances générales peuvent toutefois être décrites.

4010. ATKINS, Fiona – « Thatcherism, populist authoritarianism and the search for a new left political strategy ». *Capital and Class* (28), print. 86 : 25-48 ; graph. ; bibliogr.

L'évolution vers des politiques de droite et des gouvernements autoritaires et populistes en Grande-Bretagne comme dans d'autres pays capitalistes avancés est due aux changements récents des structures économiques et des relations de classes. En particulier, le rôle de l'internationalisation croissante du capital a été prédominant.

4011. HORTON, A.V.M. – « British administration in Brunei 1906-1959 ». *Modern Asian Studies* 20 (2), avr. 86 : 353-374.

La sultanat de Brunei a acquis sa complète indépendance fin 1983, lorsque la Grande-Bretagne a abandonné les responsabilités qu'elle détenait encore en matière de défense et de politique extérieure, mais sur le plan interne il était indépendant depuis 1959. L'administration britannique (1906-1959) a été tolérée parce qu'elle a permis d'assurer l'existence du sultanat en tant qu'Etat et de maintenir son unité.

4012. KOSMIN, Barry A. ; WATERMAN, Stanley – « Recent trends in Anglo-Jewish marriages ». *The Jewish Journal of Sociology* 28 (1), juin 86 : 49-57 ; tabl., graph.

La nette diminution des mariages à la synagogue s'explique par l'habitude du mariage civil entre Juifs, le mariage avec des non-juifs, la vie commune sans mariage, et par la tendance des Juifs de province à s'installer à Londres où la pratique religieuse est beaucoup plus faible.

4013. MUSHKAT, Roda – « The transition from British to Chinese rule in Hong Kong : a discussion of salient international legal issues ». *Denver Journal of International Law and Policy* 14 (2-3), print. 86 : 171-206.

Même s'il comporte quelques lacunes, l'accord sino-britannique permet de soulever certains problèmes de droit international : souveraineté, application du traité, succession et nationalité et d'analyser l'influence et le rôle de chacun de ces deux pays, au cours de la période de transition du statut de Hong Kong.

4014. RUSH, Michael – « The " selectorate " revisited : selecting parliamentary candidates in the 1980s ». *Teaching Politics* 15 (1), janv. 86 : 99-113 ; bibliogr.

En Grande-Bretagne, les processus de sélection des candidats aux élections législatives se déroulent selon des procédés similaires dans le Parti travailliste et le Parti conservateur. Depuis une vingtaine d'années, ce processus de choix se fait de plus en plus démocratiquement.

4015. SMITH, Geoffrey – « The British scene ». *Foreign Affairs* 64 (5), été 86 : 923-938.

La Grande-Bretagne traverse depuis quelques années une grave crise économique et politique et tous les événements majeurs récents (poussée à gauche du Labour, naissance du Parti socio-démocrate, guerre des Malouines, grève des mineurs, affaires Westland et Leyland) doivent être lus sur un fond de frustration devant le déclin du pays.

4016. WELCH, Susan ; STUDLAR, Donley T. – « British public opinion toward women in politics : a comparative perspective ». *The Western Political Quarterly* 39 (1), mars 86 : 138-154 ; tabl. ; bibliogr.

D'après des données concernant les élections législatives de 1979, les Britanniques sont, dans leur immense majorité, favorables à l'accession des femmes aux postes de députés et de Premier ministre ; les plus favorables se rencontrent chez les conservateurs, les catholiques et les jeunes. Malgré cela, les femmes députés sont encore très peu nombreuses en Grande-Bretagne, pour des raisons à la fois institutionnelles et socioculturelles.

4017. ZIGALOV, I.I. – « Osnovnoj očag britanskogo neofašizma » (Le foyer principal du néo-fascisme britannique). *Voprosy istorii* (4), avr. 86 : 26-44 ; résumé en anglais.

Le Front national est, sans conteste, l'organisation néo-fasciste la plus influente de la Grande-Bretagne, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Son existence, déjà longue, est conditionnée par la crise générale du capitalisme.

Questions sociales

Voir aussi : n° 4202

4018. Le problème racial

a. PEACH, Ceri – « A geographical perspective on the 1981 urban riots in England ». *Ethnic and Racial Studies* 9 (3), juil. 86 : 396-411 ; tabl. ; bibliogr.

Les statistiques effectuées sur les personnes arrêtées lors des émeutes de 1981 permettent de constater qu'il s'agit de « non-blancs » victimes du chômage et vivant dans des conditions misérables. Toutefois, l'étude de certaines corrélations, le calme constaté dans des régions où le chômage sévit encore plus permettent d'affirmer que le problème racial et celui des relations entre la police et la population afro-caraïbe sont plus déterminants que la misère et le chômage.

b. YUVAL-DAVIES, Nina – « Ethnic racial divisions and the nation in Britain and Australia ». *Capital and Class* (28), print. 86 : 87-103 ; bibliogr.
Les notions de racisme, d'ethnicité et de nationalisme sont liées. En effet, le racisme est le résultat des structures ethniques dominantes dans la définition d'une collectivité nationale qui détermine ceux qui sont à l'intérieur ou à l'extérieur de ses frontières. C'est seulement dans leur contexte de compréhension de ces liens et de modification dans la construction des collectivités nationales qui sont le résultat des forces politiques et économiques en mouvement que des politiques anti-racistes efficaces peuvent être développées.

4019. GREEN, David G. – « Joint finance : an analysis of the reasons for its limited success ». *Policy and Politics* 14 (2), 1986 : 209-219 ; bibliogr.

Le programme commun de financement mis en œuvre en 1976, destiné à augmenter la coopération entre les services de santé publique et les autorités locales afin d'améliorer la situation des personnes âgées et des handicapés mentaux, n'a rencontré qu'un succès limité en raison de l'insuffisance des crédits octroyés aux pouvoirs locaux et de la résistance de la profession et des syndicats au changement.

4020. STANDING, Guy – « Imbriquer flexibilité dans l'utilisation de la main-d'œuvre et sécurité pour vaincre le chômage au Royaume-Uni ? » *Revue internationale du travail* 125 (1), fév. 86 : 97-119.

De multiples critiques sont adressées en Grande-Bretagne tant au fonctionnement du marché du travail qu'au système de Sécurité sociale et la politique suivie depuis 1979 a totalement échoué dans ces deux domaines. Les mesures nécessaires doivent à la fois favoriser une plus grande flexibilité de la main-d'œuvre, et accroître la sécurité et l'équité entre tous les travailleurs. Cela passerait par l'institution d'un « dividende social », sorte de revenu minimum garanti.

Economie et finances

4021. « Building societies. The £ 120 billion giants ». *Euromoney* août 86 *Supplément :* 24 p. ; tabl., graph.

Dossier consacré aux « building societies » britanniques, chargées du financement du logement.

4022. Les finances locales

a. BANHAM, John M.M. – « Paying for local government ». *Lyoyds Bank Review* (161), juil. 86 : 1-18 ; tabl., graph.
En Grande-Bretagne, l'administration locale regroupe essentiellement des services tels que le logement, l'éducation, la police... Ses dépenses sont étroitement contrôlées et des progrès furent soulignés par un rapport en 1983. Un programme précis de réformes permettrait de nouvelles économies au prix d'une légère décentralisation.

b. RHODES, R.A.W. – « Corporate bias in central-local relations : a case study of the Consultative council on local government finance ». *Policy and Politics* 14 (2), 1986 : 221-245 ; bibliogr.
Le Conseil consultatif sur les finances locales mis en place en Grande-Bretagne en 1974 est une innovation destinée à améliorer la coopération entre le gouvernement local et le gouvernement central, à faciliter l'accord sur les dépenses locales prioritaires et à contrôler les finances locales ; le concept de corporatisme qui a été utilisé pour examiner les caractéristiques de cette instance est trop rigide et ne permet pas de mettre en évidence la nécessité de réformer le système des finances locales.

4023. « New markets after the Big Bang ». *Euromoney* août 86 *Supplément :* 29 p.

Dossier consacré à la déréglementation du marché financier britannique.

4024. La privatisation

a. COX, Andrew – « Privatisation and public enterprises in Britain : 1979-1985 ». *Teaching Politics* 15 (1), janv. 86 : 30-59 ; tabl. ; bibliogr.

En Grande-Bretagne, la privatisation est à l'ordre du jour depuis l'élection de M. Thatcher en 1979 et son application dans l'économie britannique s'est accélérée depuis 1983. En fait, les vieilles entreprises publiques de ce pays ont fort bien accueilli la privatisation.

b. YARROW, George – « Privatization in theory and in practise ». *Economic Policy* (2), avr. 86 : 323-364 ; tabl. ; bibliogr.
Dans le débat entre les avantages et les inconvénients de la privatisation, le seul élément qui soit vraiment crucial concerne l'environnement économique et la capacité des gouvernements à le modifier, notamment dans le sens concurrentiel ; toute situation monopolistique doit disparaître. Ainsi la privatisation a eu des effets bénéfiques pour certaines entreprises britanniques (cable and Wireless) moins positifs pour d'autres (BP, British Telecom).

4025. BAGGOTT, Rob ; HARRISON, Larry – « The politics of self-regulation : the case of advertising control ». *Policy and Politics* 14 (2), 1986 : 143-159 ; bibliogr.

Le système britannique de vérification de la publicité est caractérisé par la place importante jouée par des instances semi-privées. Des facteurs politiques expliquent l'émergence et le développement de ce système original.

4026. CORNFORTH, Chris – « Local co-operative support organisations in Britain : an assessment of their effectiveness in developing worker co-operatives ». *Yearbook of Agricultural Cooperation* 1985 : 5-24 ; bibliogr.

Depuis le milieu des années soixantedix, les coopératives ouvrières se sont multipliées au Royaume-Uni ; on en compte aujourd'hui près de 1 000. Ce développement s'explique largement par la multiplication d'organisations locales de soutien. Ces organisations sont décentralisées et s'insèrent dans une structure relativement lâche.

4027. FUNKE, Michael – « Influences on the profitability of the manufacturing sector in the UK – An empirical study ». *Oxford Bulletin of Economics and Statistics* 48 (2), mai 86 : 165-187 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Plusieurs éléments ont eu une influence sur la rentabilité du secteur industriel au Royaume-Uni depuis 1951, dont l'utilisation des capacités de production et les pressions sur les coûts. La tendance à la baisse de cette rentabilité peut surtout être expliquée par la chute des ratios d'intensité capitalistique, et l'augmentation plus rapide des prix des biens d'investissement que des produits manufacturés.

4028. SO, Alvin Y. – « The economic success of Hong Kong : insights from a world system perspective ». *Sociological Perspectives* 29 (2), avr. 86 : 241-258 ; bibliogr.

La réussite économique de Hong Kong depuis 1950 est déterminée à la fois par le système capitaliste mondial et par les interactions entre la Chine communiste et le bloc capitaliste.

Grèce

4029. BRUGEL, Guy – « L'espace résidentiel athénien : les orphelins de l'Etat ». *Espace, populations, sociétés* (1), 1986 : 99-110 ; carte ; résumé en anglais.

La spécificité de l'espace résidentiel athénien réside dans l'effacement de l'Etat et dans l'organisation de procédures privées de substitution pour la production de logements : rénovations dans les quartiers centraux, habitat illégal à la périphérie.

4030. DA COSTA, Hélène – « La diplomatie grecque : endiguer la Turquie ». *Défense nationale* 42, sept. 86 : 103-118.

La politique extérieure de la Grèce est, pour une part considérable, déterminée par le besoin d'endiguer la menace que représente pour elle la Turquie : question chypriote, position à l'intérieur de l'OTAN, relations avec les Etats-Unis, avec la CEE, avec le monde arabe, avec les pays du Nord. Mais cela lui fait courir le risque à la fois de l'isolement et de la dépendance à l'égard de ses alliés.

4031. VAVOURAS, Ioannis S. – « Local government and the social sector. An evaluation of the recent institutional arrangements in Greece ».

Annales de l'économie publique, sociale et coopérative 73 (4), déc. 85 : 497-512 ; résumés en français et en allemand.

Les gouvernements locaux devraient jouer le rôle prédominant dans le secteur social par des activités d'investissements sous forme de sociétés populaires. De trop nombreux obstacles les empêchent de réussir dans ce nouveau rôle socio-économique.

Hongrie

Voir aussi : n° 4216, 4268

4032. La réforme économique

a. BALASSA, Bela – « Il " nuovo sentiera di crescita " dell' Ungheria : difficoltà e problemi (1978-1985) ». *Moneta e credito* 36 (153), 1er trim. 86 : 73-93 ; tabl. ; bibliogr.
La nouvelle orientation économique prise par la Hongrie en 1978 : les « nouveaux chemins de la croissance » a eu des résultats positifs dans le domaine des finances extérieures, au prix d'une politique déflationniste qui a aggravé la crise des investissements et le recours aux importations. Les mesures adoptées en 1985 devraient permettre le développement d'un marché interne se substituant aux importations et la croissance des exportations.

b. COMISSO, Ellen ; MARER, Paul – « The economics and politics of reform in Hungary ». *International Organization* 40 (2), print. 86 : 421-454 ; tabl.
Dans les années 1980, la réforme des structures économiques en Hongrie est un élément important de la stratégie de politique économique extérieure : diminution des importations et augmentation des exportations vers les pays capitalistes. Les politiques réalisées jusqu'à présent ont ignoré ces exigences, ce qui a notamment contribué à la crise économique en 1979-1982.

4033. BARSONY, J. ; SIKLAKY I. – « Some reflections on socialist entrepreneurship ». *Acta œconomica* 34 (2), 1985 : 51-64 ; bibliogr. ; résumé en russe.

L'économie hongroise ne réussira son développement qu'à deux conditions : l'instauration de relations économiques plus intenses avec le reste du monde d'une part et le champ entièrement libre laissé à la création d'entreprises privées d'autre part. La relation du travailleur à son travail doit être changée.

4034. FALUS-SZIRKA, K. – « Small enterprises in private ownership in Hungary ». *Acta œconomica* 34 (2), 1985 : 13-26 ; bibliogr. ; résumé en russe.

L'économie hongroise connaît le développement croissant des entreprises privées ; celles-ci ne sont jusqu'à présent que des entreprises de petite taille. Si de grosses firmes venaient à être touchées par ce phénomène, c'est toute l'idéologie socialiste et les formes de la propriété qui devraient être révisées.

4035. ROMAN, Z. – « The conditions of market competition in the Hungarian industry ». *Acta œconomica* 34 (2) 1985 : 79-97 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en russe.

Même si le système économique hongrois ne peut atteindre l'état de concurrence pure et parfaite, il peut cependant se doter de mécanismes qui accroîtraient la compétition économique. Cela nécessite une plus grande place donnée au marché.

Inde

Voir aussi : n° 4106

4036. [Réforme agraire et révolution verte]. *Cahiers d'outre-mer* 39 (153), mars 86 : 5-103

Trois articles sur la « révolution verte », sur ses résultats locaux et sur les différentes étapes des programmes de développement rural.

4037. GOULD, Harold A. – « A sociological perspective on the eighth general election in India ». *Asian Survey* 26 (6), juin 86 : 630-652 ; tabl.

Le succès sans précédent du parti du Congrès aux élections générales de novembre 84 n'est pas un simple contrecoup de l'émotion provoquée par l'assassinat d'Indira Gandhi, ni le résultat du charisme de son fils précipité au devant de la scène politique. Il résulte plutôt d'une transformation sociologique du pays et de l'apparition depuis le début des années 70 d'une classe d'Indiens « modernes » qui n'est plus seulement constituée de fonctionnaires, mais aussi d'industriels, paysans cultivés, et militaires, séduits par une politique d'hégémonie régionale fondée sur un pouvoir militaro-industriel. Voir àla suite pp. 65-665, BRASS, Paul R. : « The 1984 parliamentary elections in Uttar Pradesh ».

4038. GRANOVSKIJ, A. ; SOROKOV, G. – « Indija-sovremennyj étap ekonomičeskogo razvitija » (L'Inde : étape actuelle du développement économique). *MEMO* (6), 1986 : 65-76 ; résumé en anglais.

La première moitié des années 80 a été marquée par des changements substantiels dans le système de reproduction sociale. La formation d'un nouveau mécanisme de croissance économique, reflétant une plus grande maturité de l'économie indienne et le changement des conditions extérieures, porte un caractère complexe et contradictoire. Le processus est loin d'être achevé.

4039. HURTIG, Christiane – « L'horizon planétaire et les visées régionales de la politique extérieure de l'Inde ». *Annuaire des pays de l'Océan indien* 9, 1983 : 269-291.

Les événements récents (crise du pétrole, instabilité politique dans de nombreux pays proches d'Asie ou d'Afrique) ont conduit l'Inde, à partir de 1970, à adopter une politique plus active dans la région, en tentant d'écarter les interventions des grandes puissances et en se comportant en puissance régionale de l'Océan indien : ouvertures nouvelles envers certains pays, efforts d'apaisement avec les pays limitrophes (Pakistan, Sri Lanka...).

Iran

Voir aussi : n° 3444, 3525

4040. HOURCADE, Bernard – « Mythes, idéologies et pragmatisme de l'Iran islamique ». *Recherches internationales* (19), mars 86 : 69-84 ; résumés en anglais et en espagnol.

Sans nier la dimension religieuse de la révolution iranienne, il ne faut pas oublier qu'il s'agit avant tout d'un puissant mouvement social dans un pays du Tiers-Monde. Dans le cadre actuel, la révolution islamique poursuit son expérience après avoir abandonné de grands espoirs, ses mythes, souvent son idéologie.

4041. MOMAYEZI, Nasser – « Economic correlates of political violence : the case of Iran ». *The Middle East Journal* 40 (1), hiv. 86 : 68-81 ; tabl., graph.

Le cas de l'Iran contredit l'affirmation selon laquelle les révolutions résultent d'une croissance économique rapide et des inégalités de revenus. En fait, c'est le sous-développement de la structure politique de l'Iran, confronté au développement croissant du niveau économique et social, qui a engendré l'incohérence politique, d'où la révolution.

4042. PIPES, Daniel – « Fundamentalist Muslims between America and Russia ». *Foreign Affairs* 64 (5), été 86 : 939-959.

En termes politiques et militaires, les intégristes musulmans devraient redouter l'URSS ; or ce sont les Etats-Unis qu'ils craignent le plus en raison de leur culture universelle, leur dynamisme économique et leurs valeurs libérales : Washington devrait, dans son intérêt, faire comprendre à l'Iran la menace que représente l'URSS pour son indépendance.

4043. TIBI, Bassam – « The Iranian revolution and the Arabs : the quest for Islamic identity and the search for an Islamic system of government ». *Arab Studies Quarterly* 8 (1), hiv. 86 : 29-44 ; bibliogr.

La révolution islamique en Iran est une réponse idéologique à une situation historique spécifique et les efforts faits par Khomeini pour « exporter » l'Islam dans les autres pays, en particulier arabes, sous la forme pratiquée en Iran, (prise du pouvoir politique et luttes contre l'influence occidentale), n'ont pas

donné les résultats escomptés. Cette révolution ne peut pas être « universelle » comme elle le prétend, du moins en ce qui concerne le monde arabe.

Israël

Voir aussi : n° 4268

4044. BRUNO, Michael – « Sharp disinflation strategy : Israel 1985 ». *Economic Policy* (2), avr. 86 : 379-402 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Au cours de l'été 1985, le gouvernement israélien a présenté un train de mesures visant à réduire le taux d'inflation de près de 500 % par an. Cette inflation s'explique par l'importance du déficit budgétaire et l'intégration de cette inflation dans la politique monétaire israélienne. Ce programme paraît efficace à en croire les résultats enregistrés à la fin de 1985, soit moins de 3 % d'inflation par mois.

4045. GINIEWSKI, Paul – « Paix israélo-arabe : le verrou syrien ». *Politique internationale* (32), été 86 : 201-211 ; résumés en anglais et en espagnol.

Les craintes d'un conflit israélo-syrien que laisse prévoir la montée du dialogue sont justifiées par la personnalité du président Assad qui tient à se poser comme leader du monde arabe et vainqueur d'Israël, par sa politique de parité stratégique qui lui permet de disposer d'un armement et de forces supérieures à ceux d'Israël, et enfin par sa tentation de recourir à une diversion extérieure pour masquer des difficultés économiques croissantes et refaire une union nationale menacée par le mécontentement populaire.

4046. TESSLER, Mark – « The political right in Israel : its origins, growth and prospects ». *Journal of Palestine Studies* 15 (2), hiv. 86 : 12-55 ; tabl.

Depuis l'indépendance d'Israël et jusqu'en 1977, tous les gouvernements ont été dominés par les travaillistes, avec l'appoint de quelques députés du Parti national religieux (PNR), appartenant à la droite modérée. Après la victoire de la coalition des partis de droite (Likud), aux élections de 1977, le PNR a rompu ses liens avec les travaillistes et a rejoint le gouvernement du Likud.

Italie

Voir aussi : n° 4080

4047. « Scuola pubblica e scuola privata. Interrogativi e problemi ». *Nuova antologia* 121 (2158), juin 86 : 5-21.

La proposition socialiste de financement indirect des écoles privées par le biais d'un « bon-école » distribué aux jeunes d'âge scolaire a relancé la polémique sur les principes fondamentaux de l'ordonnancement scolaire italien. L'opinion de Norberto Bobbio, Tullio de Mauro, Nicola Matteuci, Pietro Scoppola, Paolo Sylos Labini, Aldo Visalberghi.

4048. BELLONI, Maria Carmen – « Les dimensions des temps sociaux en tant qu'indicateurs de distance entre les classes en Italie ». *Revue internationale des sciences sociales* (107), 1986 : 69-82 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La disponibilité différente de temps libre et la dimension du temps de travail constituent des indicateurs d'inégalité importants entre les différentes catégories sociales italiennes.

4049. DE ANDREIS, Marco – « The nuclear debate in Italy ». *Survival* 28 (3), juin 86 : 145-207 ; tabl. ; bibliogr.

Le déploiement en Sicile, en novembre 1983, des forces nucléaires à moyennes portée a relancé en Italie les discussions sur les armes nucléaires, tout comme ce fut le cas en 1959 à propos des missiles Jupiter. Cependant, la sécurité de l'Italie pourrait être assurée en retirant de son territoire toutes les armes nucléaires, à l'exception des missiles de croisière basés à terre.

4050. MIGLIAVACCA, Paolo – « Tra Italia e Libia una complementarità a prova di sanzioni ». *Politica internazionale* 14 (5), mai 86 : 31-40 ; tabl.

La complémentarité naturelle des échanges italo-libyens (pétrole contre biens de consommation) a donné lieu à un commerce actif entre les deux partenaires jusqu'en 1981 où la détérioration du contexte pétrolier international et les interférences d'ordre politique ont provoqué une chute des échanges, aggravée par la décision de participation italienne aux sanctions économiques décrétées par Washington en janvier 1986.

4051. SCUDERI, Gaetano – « La cooperazione economica fra Italia e Cina ». *Rivista di politica economica* 73 (3), mars 86 : 437-449 ; tabl.

Depuis la reconnaissance par l'Italie de la République populaire chinoise en 1970, la coopération entre les deux nations s'est constamment développée, notamment dans le cadre de la loi de 1979, renforçant l'aide italienne aux PVD. Les changements économiques en cours en Chine devraient accentuer cette tendance.

Institutions et vie politiques

4052. « Dossier destra radicale ». *Mondoperaio* 39 (7), juil. 86 : 39-68.

Suite d'articles consacrés à l'évolution de l'extrême droite italienne. Porteur d'une idéologie anti-égalitaire et des réminiscences fascistes, le MSI n'a pu empêcher le développement, hors de son contrôle, d'une « nouvelle droite » diffuse, constituant une nouvelle aire culturelle. Née en 1977, elle fait le pendant du mouvement d'extrême-gauche anti-PCI et se définit essentiellement « contre le système ».

4053. « 1946-1986 : quarant' anni di Repubblica, l'Italia è cresciuta » *Vita italiana* 36 (3), 1986 : *Supplément :* 195 p.

Numéro spécial constitué d'études et de témoignages et consacré à l'avènement de la République italienne, à la signification politique et culturelle de cet événement, à la situation de la société italienne au sortir de la guerre et aux multiples problèmes auxquels le nouvel Etat était confronté, à un panorama de la croissance socio-économique de ce pays depuis quarante ans.

4054. DE LISO, Roberto – « La delegificazione : problemi e perspettive ». *Democrazia e diritto* 26 (3), juin 86 : 7-26.

La « crise des lois » italiennes, qui se traduit par une multiplication des travaux législatifs inefficaces, pose le problème de la « délégifération », c'est-à-dire du retour à l'équilibre entre l'exécutif et le législtif à travers un partage loi/règlement. Les propositions de réforme, dans le cadre de la Commission Bozzi ou de la commission d'études mises en place par le président du Conseil, avancent comme solution l'établissement d'une cohésion accrue à l'intérieur des partis au gouvernement. En fait, c'est d'un changement dans les rapports à l'intérieur du parlement que pourrait émerger une nouvelle voie.

4055. FELTRIN, Paolo ; BELOTTI, Valerio – « L'associazionismo rosso in una zona bianca ». *Politica ed economia* 17 (7-8), août 86 : 33-44 ; tabl. ; bibliogr.

Le développement spectaculaire de l'Arci dans la province « blanche » de Trévise depuis les années 80 tient à la nouvelle image de l'association qui s'est affirmée comme structure de services pour la gestion des loisirs et non plus seulement comme organisme collatéral du PCI et exprime également l'émergence d'une volonté de « militantisme sans appartenance » dont ce type de structure associative est le vecteur privilégié.

4056. SCOPPOLA, Pietro – « Dalla Assemblea costituente alla " grande riforma " ». *Il mulino* 35 (3), juin 86 : 453-467.

Les institutions italiennes issues de l'Assemblée constituante de 1948 privilégient un système politique d'agrégation au centre plutôt que d'alternance. A partir du début des années 60, la naissance d'un axe de centre-gauche, l'adaptation du politique aux nouvelles réalités sociales et l'échec d'une solidarité inter-partis atteinte au moment de l'affaire Moro, ont donné naissance à la « partitocratie » qui se trouve actuellement tenir le rôle du malade et du médecin puisqu'elle doit affronter la « grande réforme » des institutions, qui ne se fera pas sans une forte mobilisation de l'opinion publique pour briser son inertie.

4057. SPINELLI, Alterio – « A che serve lo Stato italiano ? » *Il mulino* 35 (3), juin 86 : 341-365.

Imposé par les libéraux cavouriens, l'Etat italien est dominé depuis sa création par les catholiques, devenus « démocrate-chrétiens » après la seconde guerre

mondiale. La constance de cette responsabilité qui n'a jamais été le résultat d'une impulsion profonde, l'incapacité des autres partis italiens à catalyser un sentiment politique nouveau caractérisent aujourd'hui la politique italienne.

Questions sociales

Voir aussi : n° 4202

4058. CIPRIANI, Roberto – « Cultura ed emarginazione giovanile in area metropolitana : il caso di Roma ». *La critica sociologica* (77), mai 86 : 112-125.

Les jeunes romains, qui forment un peuple dans la cité – 1 romain sur 4 a moins de 25 ans – sont victimes, du fait du désintérêt des autorités municipales à leur égard et d'un processus de « dégénérationalisation » qui les assimile aux adultes, de la paupérisation et de la marginalisation qui s'exprime à travers la constitution de petits groupes perméables à l'usage des stupéfiants ou l'engagement dans la lutte armée. Le cas des jeunes femmes est particulièrement significatif.

4059. DE VITA, Roberto – « Lavoro ed orario di lavoro ». *Vita sociale* 43 (2 et 3), avr. et juin 86 : 110-125 et 170-176.

Le chômage actuel exige la recherche d'un nouvel équilibre entre flexibilité et stabilité du temps de travail. Une enquête auprès de 5 entreprises florentines révèle une forte volonté de changement dans les conditions de travail et une détérioration de l'image du travail. Les mêmes questions posées à des étudiants de l'enseignement technique donnent lieu à des réponses de même tendance, quoique exacerbées. Globalement, une attitude largement favorable à un horaire journalier flexible apparaît, liée à l'émergence d'une attitude post-matérialiste remettant en cause la centralité du travail.

4060. SCIARRA, Silvana – « Gli accordi aziendali nel computer ». *Democrazia e diritto* 26 (3), juin 86 : 27-46.

La constitution, par l'IRES de Florence, d'un fichier informatisé des négociations dans les entreprises toscanes permet d'en évaluer le nombre et la teneur et en conséquence les ères de négociation ouvertes aux syndicats.

4061. VITALI, Ornello – « Occupazione e sicurezza sociale ». *Rivista di politica economica* 76 (5), mai 86 : 691-730 ; tabl.

L'analyse conjointe de l'offre et de la demande d'emploi en Italie, en prenant en compte l'évolution démographique, montre que le traitement social du chômage, en particulier l'abaissement de l'âge de la retraite, ne suffira pas à relancer le marché de l'emploi mais aggravera le déficit de la Sécurité sociale. L'Italie doit mener une politique de relance des investissements pour résister à la concurrence des pays en voie de développement sans recours à « l'amortisseur » de l'économie souterraine.

Economie et finances

4062. BRUCCIANI, Sergio – « Nuovi indirizzi nella politica degli spótelli bancari ». *Il risparmio* 34 (1), fév. 86 : 61-80.

L'orientation de la législation bancaire italienne vers l'application graduelle de la directive européenne sur la « liberté de guichets » c'est-à-dire l'application aux banques d'un régime d'entreprises répondant aux exigences du marché, ne modifiera pas radicalement la carte des guichets bancaires italiens mais devrait en rationaliser le réseau.

4063. CONGI, Gaetano – « L'impreditore calabrese fra tradizione e mutamento ». *La critica sociologica* (87), mai 86 : 126-136.

L'entreprise calabraise traditionnellement de petite taille, familiale et artisanale, voit l'émergence de nouveaux dirigeants qui se démarquent de la gestion patrimoniale classique au profit d'une organisation complexe.

4064. MASERA, Rainer Stefano – « Per il risanamento della finanza pubblica in Italia : quattro argomentazioni ». *Rivista di politica economica* 76 (3), mars 86 : 347-397 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les analyses traditionnelles de stabilité des finances publiques ne sont plus satisfaisantes dans le cas italien, où le déficit, presqu'insoutenable, nécessite un assainissement fiscal en vue d'un « solde structurel » sanctionné par des normes législatives.

Japon

4065. « Japan. Financial superpower ». *Euromoney* août 86 *Supplément* : 27 p.

Dossier consacré à la déréglementation du marché financier japonais.

4066. HINDLEY, Brian – « European Community imports of VERS from Japan. A costly precedent ». *Journal of World Trade Law* 20 (2), avr. 86 : 168-184 ; tabl. ; bibliogr.

En février 1983, les cassettes vidéo ont fait l'objet des premières diminutions volontaires d'exportations entre la CEE et le Japon. Si l'on considère ces diminutions volontaires comme un précédent, on peut en prendre leçon quant au comportement futur de la politique commerciale de la CEE. Et de telles attitudes sont davantages susceptibles de tuer l'unité européenne que de la renforcer.

4067. MERA, Koichi – « Population stabilization and national special policy of public investment. The Japanese experience ». *International Regional Science Review* 10 (1), avr. 86 : 47-65 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Les décisions d'investissements spatiaux d'un gouvernement devraient s'inscrire dans une politique suivie et clairement établie. Ce n'est souvent pas le cas. L'exemple japonais montre qu'il est possible d'appliquer une nouvelle méthode permettant de révéler des objectifs de politiques avec lesquels les décisions actuelles d'investissements publics sont compatibles. Il est également possible de montrer une liaison entre les politiques d'investissements publics régionaux et la croissance de la population dans ces régions.

4068. OKUBAYASHI, Koji – « La direction du personnel au Japon : problèmes récents ». *Travail et société* 11 (1), janv. 86 : 17-40 ; tabl., graph.

Un environnement économique et social en évolution rapide oblige la direction des entreprises à élaborer des réformes de l'organisation du travail et de la structure de la gestion. Le nouveau modèle d'organisation de l'entreprise au Japon sera souple.

Kampuchea

Voir aussi : n° 3910, 3912

4069. POUVATCHY, Joseph R. – « Cambodian-Vietnamese relations ». *Asian Survey* 26 (4), avr. 86 : 440-451.

Les relations traditionnellement conflictuelles entre le Cambodge et le Vietnam ont connu un moment d'apaisement, après la Conférence de Bandung en 1955, grâce au rôle charismatique du Prince Sihanouk, qui opta pour la neutralité. Cette politique inconfortable et périlleuse se termina par le renversement de Sihanouk, en 1970.

4070. SUKHUMBHAND PARIBATRA, M.R. – « Can ASEAN break the stalemate ? » *World Policy Journal* 3 (1), hiv. 86 : 85-106 ; tabl.

Depuis l'invasion du Cambodge par le Vietnam en 1978, les pays de la zone ASEAN s'efforcent de mettre fin à la présence vietnamienne. La situation paraît plus que jamais bloquée. Mais le risque d'une guerre entre la Thaïlande et le Vietnam est une raison largement suffisante pour que l'on s'efforce de rétablir l'ordre dans cette région, avec l'appui de l'ASEAN.

4071. VAN DER KROEF, Justus M. – « Delaying peace : the case of Cambodia ». *Bulletin of Peace Proposals* 17 (1), 1986 : 59-70.

En juin 1985, les pays de l'ASEAN ne sont, une fois de plus, pas parvenus à convaincre les Etats-Unis d'intervenir au Cambodge pour engager un processus

de paix. Les superpuissances se sont engagées dans une stratégie de blocage au Cambodge. Les initiatives futures de l'ASEAN risquent d'être vaines.

Kenya

Voir aussi : n° 4090

4072. COWEN, Michael – « Change in State power, international conditions and peasant producers : the case of Kenya ». *The Journal of Development Studies* 22 (2), janv. 86 : 355-384 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Au Kenya, le gouvernement a voulu imposer aux fermes de taille moyenne l'autosuffisance alimentaire. Ce qui a entrainé une baisse du nombre des produits commercialisés et une hausse des importations agricoles. Par ailleurs, l'évolution du pouvoir présidentiel a conduit à une réduction des productions alimentaires.

4073. DAUCH, Gene – « Kenya : l'ébranlement ». *Annuaire des pays de l'Océan indien* 9, 1983 : 319-334.

Le coup d'Etat avorté du 1er août 1982 au Kenya ne fut que la simple mutinerie de quelques militaires et le pays a vite retrouvé son calme. Il a cependant révélé l'exacerbation des luttes factionnelles, la montée d'un courant radical tuée dans l'œuf, la répression et la reprise des détentions sans jugement et l'institutionnalisation du parti.

4074. MOSLEY, Paul – « The politics of economic liberalization : USAID and the World Bank in Kenya, 1980-84 ». *African Affairs* 85 (338), janv. 86 : 107-119 ; tabl.

De 1980 à 1984, la Banque mondiale et l'agence américaine pour le développement international ont soumis l'octroi d'aides financières au Kenya à plusieurs conditions, visant à faire sortir ce pays de la crise économique et consistent pour l'essentiel en un allègement des contrôles étatiques et en une relance du secteur privé. Ces organismes se sont heurtés à la résistance des dirigeants kenyans, pour des raisons à la fois politiques et économiques.

4075. OWEN EISEMON, Thomas – « Foreign training and foreign assistance for university development in Kenya : too much of a good thing ? » *International Journal of Educational Development* 6 (1), 1986 : 1-13 ; bibliogr.

L'assistance étrangère apportée au fonctionnement de l'université de Nairobi au Kenya a suscité quelques tensions, qui ont conduit le gouvernement de Nairobi à la création d'une seconde université. Celle-ci risque d'être gênée dans son développement par la méfiance des pays étrangers à son égard.

4076. SWAINSON, Nicola – « Public policy in the development of export crops : pineapples and tea in Kenya ». *IDS Bulletin* 17 (1), janv. 86 : 39-46 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en espagnol et en français.

Au Kenya, les cultures du thé et de l'ananas ont subi une évolution historique totalement opposée ; la culture du thé s'est développée dans de petites exploitations, alors que celle de l'ananas se fait aujourd'hui sur une grande échelle. Mais dans les deux cas, le rôle de l'Etat est déterminant pour la production et l'exportation.

Liban

4077. HINNEBUSCH, Raymond A. – « Syrian policy in Lebanon and the Palestinians ». *Arab Studies Quarterly* 8 (1), hiv. 86 : 1-20 ; bibliogr.

L'intervention militaire de la Syrie au Liban n'a pas empêché l'intervention israélienne qui s'est terminée par la défaite syrienne de 1982. Sans plus de succès, la Syrie a joué la carte libanaise et palestinienne car en combattant les Palestiniens de l'OLP, elle ne peut plus prétendre être le principal défenseur de la cause arabe contre Israël.

4078. RONDOT, Pierre – « Le destin du Liban : un essai d'analyse ». *Défense nationale* 42, mai et juil. 86 : 103-115 et 105-116.

Les grandes phases de la crise libanaise furent : l'engagement des forces armées syriennes, l'opération israélienne « paix en Galilée », le retrait en deux temps des forces israéliennes, l'« accord de paix » du 28 décembre 1985, le drame toujours sanglant. Le Liban d'aujourd'hui est marqué par le rôle important et original que jouent les communautés socioreligieuses et par la profilération des clans et des milices. On assiste cependant à une modification de l'équilibre démographique des communautés. Cette évolution pourrait entraîner à plus ou moins long terme des compromis dans la répartition du pouvoir étatique.

4079. SHEMESH, Moshe – « The Lebanon crisis, 1975-1985 : a reassessment ». *The Jerusalem Quarterly* (37), hiv. 86 : 77-94 ; bibliogr.

Depuis 1975, aucune solution n'a pu être trouvée au Liban pour normaliser les rapports entre les Chrétiens et les Musulmans. Cependant, les derniers développements semblent indiquer que l'actuelle crise pourrait déboucher sur l'établissement d'une " deuxième République " dans laquelle les Chiites, les Druzes et les Sunnites joueraient le rôle prépondérant.

Libye

Voir aussi : n° 4050

4080. « Dossier Libia ». *Mondoperaio* 39 (6), juin 86 : 28-60.

Suite d'articles consacrés aux implications pour l'Italie et l'OTAN des menées libyennes : les incohérences de la politique américaine, son incompréhension devant les préoccupations de ses partenaires européens rendent actuellement impossible une action unie contre le colonel Kadhafi qui, malgré une opposition interne, reste en position forte, bien que ses efforts pour parvenir à la possession de la bombe atomique par la voie pakistanaise soient toujours vains.

4081. BEAUGÉ, Gilbert ; BURGAT, François – « La question des migrations en Libye ». *Maghreb - Machrek* (112), juin 86 : 56-68 ; tabl. ; bibliogr.

Les expulsions massives des travailleurs étrangers de Libye, au cours de l'été 1985, sont le révélateur de la crise profonde qui affecte l'appareil économique et le système politique lybien en s'inscrivant dans le mouvement du retournement du marché pétrolier. Cette récession rend plus urgente une mutation inéluctable : l'ajustement du développement aux potentialités de la société locale.

4082. CONFORTI, Beneditto – « L'arrêt de la Cour internationale de justice dans l'affaire de la délimitation du plateau continental entre la Libye et Malte ». *Revue générale de droit international public* 90 (2), 1986 : 313-343.

La partie la plus importante de l'arrêt de 1985 est celle où la Cour " ensevelit " les critères géo-morphologiques inspirés du principe du prolongement naturel pour les délimitations entre côtes situées à une distance inférieure à 400 milles. Elle déduit l'impossibilité d'utiliser ces critères, de l'acceptation désormais généralisée de la zone économique exclusive.

4083. DRESCH, Jean – « Deux cas de développement : République arabe du Yémen et Jamahiniya arabe libyenne populaire socialiste ». *Recherches internationales* (19), mars 86 : 32-42 ; résumés en anglais et en espagnol.

La République arabe du Yémen et la Jamahiniya libyenne sont passées, en un temps particulièrement bref, d'un archaïsme économique, social et politique à une situation de pays en voie de développement, ouverts aux relations économiques, financières et politiques internationales. Ces changements présentent des caractères communs et des différences fondamentales, reflets des conditions naturelles et des orientations retenues.

Madagascar

4084. « Le scandale malgache ». *Géopolitique africaine* (2), juin 86 : 61-93.

Deux articles consacrés aux difficultés économiques et sociales de Madagascar.

4085. CADOUX, Charles ; DU BOIS DE GAUDUSSON, Jean – « Madagascar 1982-1984 : un tournant dans la révolution ? » *Annuaire des pays de l'Océan indien* 9, 1983 : 353-400 ; tabl.

Avec le bilan de la période 1982-84 il semble que Madagascar fasse preuve de repli, de prudence, de réalisme qui mettent en veilleuse la ferveur idéologique ; les principales lignes d'évolution sont les suivantes : infléchissement de la politique extérieure, surtout bilatérale ; politique économique placée sous le signe du redressement national, réhabilitation du secteur privé ; déroulement d'élections générales révélatrices de la complexité des rapports de force dans un système politique encore inchangé dans ses structures.

4086. CHAIGNEAU, Pascal – « L'expérience des coopératives socialistes à Madagascar ». *Penant* 96 (791), oct. 86 : 271-286.

Les principes de fonctionnement et les différentes formes du système coopératif malgache. L'échec de ce système sert en fait de révélateur de la dégradation de l'économie rurale dans son ensemble. Plus généralement, il est un exemple d'inadéquation d'une idéologie importée de l'extérieur à des réalités socio-économiques données.

4087. HUGON, Philippe – « La crise économique et les politiques d'ajustement à Madagascar en 1982 ». *Annuaire des pays de l'Océan indien* 9, 1983 : 471-492.

En plus de la crise conjoncturelle, Madagascar connaît une crise structurelle de blocage de l'appareil productif. La politique économique a été essentiellement d'ordre monétaire et financier, afin de parvenir à un rééquilibrage. Mais elle ne s'est pas attaquée aux causes profondes de la crise qui nécessite des réformes de structure et n'a soigné que les manifestations.

Malawi

4088. FRENCH, David – « Confronting an unsolvable problem : deforestation in Malawi ». *World Development* 14 (4), avr. 86 : 531-540.

Au Malawi, le bas prix du bois est une barrière au reboisement. Si le gouvernement décidait sa mise en œuvre, les subventions seraient trop lourdes. Il n'est pas non plus possible d'augmenter le prix du bois au niveau qui permettrait au reboisement de reprendre. Face à cet inéluctable déboisement, le plus important est de minimiser les dommages causés aux terres agricoles par la disparition des arbres. Cela signifie que tous les arbres plantés doivent remplir leur fonction de protection de la terre.

4089. KYDD, J. ; HEWITT, A. – « The effectiveness of structural adjustment lending : initial evidence from Malawi ». *World Development* 14 (3), mars 86 : 347-365 ; tabl. ; bibliogr.

Les programmes de prêts introduits à Malawi en 1981 et en 1983 par la Banque mondiale pour surmonter les difficultés économiques, en particulier au niveau de la balance des paiements, ont été efficaces car ils ont trouvé un environnement propice, le gouvernement étant prêt à réorienter en profondeur sa politique économique.

4090. MAC CLINTOCK, Hugh – « Some African experience with regional planning implementation with particular reference to Malawi ». *Public Administration and Development* 5 (4), déc. 85 : 289-308 ; cartes ; bibliogr.

Même si le Kenya a montré une ferme volonté d'élaborer une politique de planification, celle-ci n'a pas débouché sur de réels succès. Le résultat est analogue au Malawi pays très pauvre et surpeuplé ; cette dernière expérience a souligné la nécessité d'une coordination entre différentes administrations pour mener à bien une politique de planification au niveau régional.

Maurice (Iles)

4091. HAYAT, Sikander – « Mauritius and the South Asian connection ». *Regional Studies (Islamabad)* 3 (4), aut. 85 : 58-78 ; bibliogr.

Après la chute du gouvernement de gauche, l'Ile Maurice a adopté une politique qui lui a permis de se rapprocher des pays occidentaux, tout en maintenant un équilibre dans ses rapports avec toutes les grandes puissances et en raffermissant ses liens avec les pays de l'Asie du Sud, notamment avec le Pakistan. Simultanément,

son opposition à la présence de la base navale américaine à Diego Suarez est devenue plus nuancée.

4092. HOUBERT, Jean – « Mauritius politics and pluralism at the periphery ». *Annuaire des pays de l'Océan indien* 9, 1983 : 225-264 ; tabl. ; résumé en français.

Il existe à l'île Maurice un pluralisme ethnique ainsi qu'un pluralisme politique qui ont leur origine dans le colonialisme qui a séparé le pouvoir économique des Mauriciens du pouvoir politique des Anglais. Ces deux pouvoirs se sont combinés au début de l'indépendance et l'île connut un essor économique bénéfique à toutes les ethnies. Depuis la crise économique, un réalignement selon des axes ethniques est apparu.

4093. MOATTI, Yves – « Les institutions judiciaires de l'Ile Maurice ». *Revue juridique et politique* 40 (1-2), juin 86 : 123-152.

L'histoire de l'île Maurice – colonie française, puis anglaise – explique la particularité de son système judiciaire qui relève tantôt du droit français (code civil Napoléon, code pénal, droit administratif), tantôt du droit anglais (lois de procédure, et organisation judiciaire). L'organisation des juridictions et les principaux aspects de l'institution judiciaire.

Mexique

Voir aussi : n° 4230, 4268

4094. « Comercio y desarrollo ». *Comercio exterior* 35 (11 et 12) et 36 (1), nov., déc. 85 et janv. 86 : 1027-1100, 1123-1178 et 3-57.

Suite d'articles sur l'évolution actuelle du commerce extérieur, mondial et latinoaméricain, examinant en particulier différents aspects de la promotion des exportations au Mexique.

4095. FOURT, Gilles – « Pouvoir syndical dans une enclave industrielle. Le cas de Monclova (Coahuila), Mexique ». *Cahiers des Amériques latines* (2-3), aut. 85 : 53-64 ; résumés en espagnol, en anglais et en portugais.

La situation de Monclova enclave urbaine et industrielle au milieu du désert, à plus de 100 km de Mexico, et le fait que cette ville accueille la plus importante entreprise sidérurgique du pays permettent le développement d'aspirations politiques « localistes » et une opposition plus ouverte au pouvoir.

4096. HELMS, Brigit S. – « Pluralismo limitado. Estudio de un caso de consulta púplica sobre la membresía del GATT ». *Foro internacional* 26 (2), déc. 85 : 172-189 ; bibliogr.

L'analyse du débat ouvert en 1979 par le Président mexicain sur l'adhésion du pays au GATT éclaire la réalité d'une participation limiée mais systématique qui corrige l'autoritarisme du régime ; en montrant que le débat a servi à justifier une décision déjà prise, elle souligne le caractère restreint et à la fois truqué de cette pratique de la participation.

4097. POLIVANNAJA, E.I. – « Meksika : osobennosti koncentracii i monopolizacii proizvodstva » (Le Mexique : particularités de la concentration et de la monopolisation de la production). *Latinskaja Amerika* (3), mars 86 : 14-29.

L'économie mexicaine est caractérisée, à l'heure actuelle, par une accélération du processus de concentration de la production et par la formation d'un secteur monopoliste. En raison de la place particulière qu'occupe le Mexique dans l'économie capitaliste mondiale, les monopoles mexicains ne disposent que d'une liberté d'action limitée.

4098. RIVIERE D'ARC, Hélène ; PREVOT-SCHAPIRA, Marie-France – « Pouvoir et contre-pouvoir dans l'isthme de Tchuantepec ». *Cahiers des Amériques latines* (2-3), aut. 85 : 86-95 ; résumés en espagnol, en anglais et en portugais.

Dans certaines régions du Mexique, en particulier dans l'isthme de Tehuantepec, qui vient de connaître de profonds bouleversements avec la mise en place de

grandes opérations d'aménagement, de nouveaux rapports de forces commencent à s'esquisser. Le mouvement d'opposition du PRI à la particularité d'intégrer à la lutte des classes, des revendications ethniques et culturelles.

Nicaragua

Voir aussi : n° 3362, 3911

4099. BOURGEOIS, Philippe – « Les Miskitos du Nicaragua ; guerres et ethnies ». *Babylone* (5), été 86 : 67-84 ; carte.

L'âpre polémique internationale sur le rapport des Indiens Miskitos à la révolution sandiniste ignore les conditions historiques et anthropologiques du conflit. Leur analyse fait apparaître des tensions structurelles entre les ethnies, entre la côte atlantique et la côte pacifique du pays, si chargées historiquement, qu'il ne faut pas s'étonner de l'éruption de conflits violents entre les deux groupes dès la création d'une ouverture politique démocratique et révolutionnaire.

4100. MATTELART, Armand – « La communication au Nicaragua : entre la guerre et la démocratie ». *Communication et information* 8 (1), print. 86 : 7-53 ; résumés en anglais et en espagnol.

Vu a partir des politiques de communication, le Nicaragua ne représente pas et ne propose pas un modèle. Il est traversé par des logiques contradictoires, donc des modèles contradictoires.

4101. MOORE, John Norton – « The secret war in Central America and the future of world order ». *American Journal of International Law* 80 (1), janv. 86 : 43-127 ; bibliogr.

L'ordre international est aujourd'hui menacé par la guerre secrète qui sévit en Amérique centrale. Les trois factions marxistes-léninistes qui ont pris le pouvoir au Nicaragua, grâce à Cuba, ont mis sur pied une guerre secrète contre les Etats voisins : soutien politique, financier, militaire, aux insurrections communistes, terrorisme et activités subversives.

4102. RADU, Michael – « The origins and evolution of the Nicaraguan insurgencies, 1979-1985 ». *Orbis* 29 (4), hiv. 86 : 821-840.

La culture politique du Nicaragua et les circonstances de la victoire des sandinistes en juillet 1979 expliquent mieux la guerre civile que les antagonismes de classe ou l'histoire. La radicalisation du régime sandiniste, rapide à partir de 1981, a provoqué une polarisation des conflits qui a atteint actuellement son apogée.

Nigeria

4103. KOLINSKY, Martin – « Science in Nigerian higher education during the first twenty-five years of independence ». *International Journal of Educational Development* 6 (1), 1986 : 15-27 ; tabl. ; bibliogr.

La multiplication des universités au Nigeria a entraîné une montée en flèche des inscriptions, si bien que les ressources financières font aujourd'hui défaut. Ces problèmes financiers affectent surtout les instituts de recherches scientifiques, pour lesquels tous les investissements nécessaires n'ont pas été réalisés.

4104. SCHERER, Eric – « Le Nigeria dans l'impassee ». *L'Afrique et l'Asie modernes* (149), été 86 : 82-98.

Après être devenu, grâce au pétrole, le géant économique de l'Afrique, le Nigeria est aujourd'hui au bord de l'effondrement : crise économique, dette extérieure, économie intérieure désorientée par le boom pétrolier, villes surpeuplées, agriculture moribonde. Bien que ne semblant pas pouvoir s'en sortir seul, le gouvernement, sous la pression de l'opinion publique, a mis un terme, en décembre 1985, à ses négociations avec le FMI.

4105. SCHWEITZER, Glenn E. – « Planning and conducting federally funded scientific research in Nigeria ». *Public Administration and Development* 6 (2), juin 86 : 175-186 ; bibliogr.

Depuis vingt ans, le Nigeria a beaucoup investi dans la recherche scientifique mais les efforts réalisés pour coordonner la planification et les budgets de recherches ont été souvent remis en cause par les fréquents changements d'organisation. Les instituts de recherche et les universités devraient mettre l'accent sur la recherche appliquée pour faire concurrence aux technologies importées.

Pakistan

Voir aussi : n° 3514, 4039

4106. L'armement nucléaire

a. ELKIN, Jerrold F. ; RITEZEL, Andrew W. – « The Indo-Pakistani military balance ». *Asian Survey* 26 (5), mai 86 : 518-538.
En dépit des affirmations de l'Inde selon lesquelles l'acquisition par le Pakistan d'armements sophistiqués serait à l'origine de la course aux armements dans la région, l'analyse détaillée, qualitative et quantitative de l'arsenal des deux pays, montre la nette supériorité de l'Inde.

b. KAPUR, Ashok – « Pakistan's nuclear development : a note on approach and history ». *Arms Control* 6 (3), déc. 85 : 243-255.
Les données fiables sur les motivations et les capacités du Pakistan dans le domaine du nucléaire civil et militaire sont rares. Si, de 1972 à 1977, sous le régime Bhutto, les intentions militaires sont clairement affirmées et dirigées contre l'Inde, rien ne prouve que le Pakistan ait pu faire exploser une bombe. Depuis 1977, Zia utilise la menace de la bombe pour renforcer ses liens diplomatiques et militaires avec les Etats-Unis et fait progresser l'enrichissement de l'uranium.

4107. AHMED, Mushtag – « Energy crisis in Pakistan : a look at some causes and remedies ». *OPEC Bulletin* 17 (3), avr. 86 : 15-19 et 70-71 ; tabl.

La hausse des prix du pétrole a créé une grave crise énergétique au Pakistan, dont le taux global de production a baissé de 40 % au moins, ce qui, entre autres conséquences, a contribué à une forte augmentation du taux de chômage. Ce pays consacre actuellement la moitié des revenus provenant de ses exportations au paiement du pétrole importé et c'est pourquoi il doit développer les autres sources d'énergie.

Pays-Bas

Voir aussi : n° 4202

4108. HOEKVELD, Gérard A. – « Les zones résidentielles d'après-guerre et les marchés de logement locaux aux Pays-Bas ». *Espace, populations sociétés* (1), 1986 : 31-44 ; tabl., graph., carte ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Le système néerlandais de logement depuis 1945 est caractérisé par une importante intervention de l'Etat. Les types de logement remplissent des fonctions différentes selon les communes (grandes villes, villes moyennes et communes suburbaines), dépendent de la composition du stock de logements et des tensions sur le marché ainsi que de la façon dont les communes contrôlent les segments du marché local. Voir à la suite, pp. 45-57 : OSTENDORF, Wim : « Municipal housing-market policy and the socio-spatial differenciation of the Amsterdam urban region ».

4109. VAN TONGEREN, Paul – « Gemeenten gaan buiten hun grenzen : gemeentelijke ontwikkelingssamenwerking » (Les municipalités sortent de leurs frontières : la coopération municipale). *Internationale Spectator* 40 (3), mars 86 : 159-170 ; bibliogr.

Aperçu des problèmes et réalisations de la coopération entre les municipalités aux Pays-Bas : programmes d'éducation, aide, jumelages.

4110. VINGERHOETS, Jan – « Het " nieuwe " hulpbeleid van minister Schoo » (La « nouvelle » politique d'aide du ministre Schoo). *Internationale Spectator* 40 (3), mars 86 : 149-159 ; bibliogr.

L'actuel ministre néerlandais de la coopération a mis en place une nouvelle politique d'aide bilatérale, caractérisée par la limitation du nombre de pays, de

programmes et de régions susceptibles de recevoir de l'aide et par une attention accrue portée aux opportunités pour l'industrie néerlandaise.

Pérou

Voir aussi : n° 3667

4111. L'arrivée au pouvoir d'Alan Garcia

a. BALUTANSKY, Edwige – « Alan reparte esperanzas ». *Pensamiento propio* 4 (32), avr. 86 : 53-60.
Le programme du nouveau Président, Alan Garcia, est celui de la Gauche unie qui ne veut pas le combattre ; aussi la gauche péruvienne mobilise les masses et fait pression sur le gouvernement pour que, malgré les exigences de l'impérialisme et les actions du Sentier lumineux, les réformes promises soient enfin réalisées.

b. RAMIREZ NOVOA, Ezequiel – « Panorama del Perú ». *Cuadernos americanos* 45 (2), avr. 86 : 14-25.
Le premier bilan du changement de politique intervenu dans le pays en juillet 1985 confirme dans tous les domaines l'élan nationaliste et populaire qui anime l'action du nouveau gouvernement.

c. TAYLOR, Lewis – « Peru's plan Garcia : supplanting the old order ». *Third World Quarterly* 8 (1), janv. 86 : 100-136 ; tabl.
Le Pérou a vécu en 1985 deux événements politiques d'importance majeure : la victoire de l'APRA aux élections d'avril et l'accession d'Alain Garcia à la présidence en juin. L'évolution s'est produite sans troubles notables, marquant une rupture avec le cycle des interventions militaires qui a longtemps caractérisé la vie politique péruvienne.

4112. FERRARI, César – « De la teoría económica a la política económica : reflexiones en torno a la economía peruana ». *Socialismo y participación* (33), mars 86 : 23-45 ; graph.

Orientations théoriques pour l'évaluation du changement de politique économique de juillet 1985 concernant le rajustement des coûts et l'expansion de la demande visés et les restrictions financières et externes susceptibles de freiner leur réalisation.

4113. MELGAR BAO, Ricardo – « Le Sentier Lumineux et sa guerre finale ». *Babylone* (5) été 86 : 85-110.

L'historique du mouvement du Sentier Lumineux et de son enracinement idéologique fait apparaître l'héritage d'antagonismes paysans laissé par le modèle de réforme agraire pendant le régime militaire du général Alvarado, ainsi qu'une question ethnique qui se superpose à un antagonisme de classe, conduisant à une escalade dans le génocide raciste.

Philippines

Voir aussi : n° 3901, 3903, 3905

4114. Cory Aquino au pouvoir

a. « Les Philippines et la révolution fragile ». *Le Monde* 12 juil. 86 : 11-14.
La mutinerie avortée des premiers jours de juillet annonce-t-elle une période difficile pour la jeune révolution de Cory Aquino, 5 mois après la mise à bas du régime Marcos ?

b. LANDE, Carl H. ; HOOLEY, Richard – « Aquino takes charge ». *Foreign Affairs* 64 (5), été 86 : 1087-1107.
Pour mener à bien ses réformes. C. Aquino doit réussir à faire l'unité nationale à partir des différents groupes qui la soutiennent et qui furent exploités par Marcos, et à mettre sur pied un mouvement politique capable d'organiser le soutien populaire dont elle dispose.

4115. FEGAN, Brian – « Tenants, non-violent resistance to landowner claims in a central Luzon village ». *The Journal of Peasant Studies* 13 (2), janv. 86 : 87-106.

Les paysans pauvres de la région de Luzon, axée sur la monoculture du riz, ont recours à toutes sortes de stratagème, comme la sous-estimation des récoltes

ou des « arrangements » avec les contre-maîtres, pour résister aux grands propriétaires, aux usuriers et à l'Etat, qui les exploitent.

4116. PERNIA, Ernesto ; PERNIA, Joseph – « An economic and social impact analysis of small industry promotion : a Philippine experience ». *World Development* 14 (5), mai 86 : 637-651 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La promotion de la petite industrie, devenue un instrument de politique important dans les PVD pendant les années 70, se maintiendra certainement dans la décennie suivante. L'étude de tels programmes, comme celui mis en place aux Philippines en 1974, montre que si la contribution des petites entreprises au développement a pu être exagérée, le soutien de telles politiques en vaut la peine car elles ont apparemment un impact sur les problèmes économiques.

4117. TRIA KERKVLIET, Benedict J. – « Everyday resistance to injustice in a Philippine village ». *The Journal of Peasant Studies* 13 (2), janv. 86 : 107-123 ; bibliogr.

A San Ricardo, un village de la région de Luzon, les paysans résistent à l'oppression et aux injustices dont ils sont victimes, en particulier de la part des grands propriétaires, par des actes individuels ou collectifs, comme le sabotage, le vol ou le mensonge.

Pologne

Voir aussi : n° 4216

4118. La situation économique

a. MING, Georges ; TIRASPOLSKY, Anita – « Pologne 1985 : une trop lente reprise ». *Le courrier des Pays de l'Est* (306), mai 86 : 48-57 ; tabl.
L'adoption d'un pragmatisme économique efficace a permis à la Pologne d'accroître sa production depuis 1983 mais celle-ci est toujours inférieure au niveau de 1979. Pour les années à venir la plus grande menace vient du commerce extérieur, les exportations progressant peu malgré les dévaluations successives du zloty.

b. POZNAŃSKI, Kazimierz – « Economic adjustment and political forces : Poland since 1970 ». *International Organization* 40 (2), print. 86 : 455-488.
La nature de la crise économique qui a secoué la Pologne en 1979 diffère de celle des autres pays d'Europe de l'Est. Trois sources de tensions politiques, le manque d'unité parmi les leaders du Parti, l'accroissement du pouvoir des groupes sociaux et les pressions politiques extérieures ont largement contribué à l'effondrement économique de la Pologne en empêchant la mise en œuvre de politiques d'ajustement économique cohérentes.

4119. DZIALOCHA, Kazimierz – « Stan prawa kostytucyjnego w PRL » (L'état du droit constitutionnel en République populaire de Pologne). *Panstwo i prawo* 41 (3), mars 86 : 13-31.

Le droit constitutionnel en Pologne a subi une évolution au cours des dernières années. Les changements les plus poussées ont affecté les règles constitutionnelles de l'organisation et du fonctionnement des organes d'Etat. De nouveaux organes ont été créés : le Tribunal d'Etat et le Tribunal constitutionnel (1982). On a renforcé la position de la Chambre suprême de contrôle.

4120. KEPINSKI, Marian – « Nowa ustawa o znakach towaro-wych » (Nouvelle loi sur les marques de fabrication ». *Panstwo i prawo* 41 (3), mars 86 : 72-82.

La nouvelle réforme économique en Pologne a introduit une nouvelle loi sur les marques de fabrication. Les fabricants sont obligés d'enregistrer les marques et de les coller obligatoirement sur leurs marchandises. La Pologne applique dans ce domaine le système international.

4121. LAMMICH, Siegfried – « Strafrecht und Strafpraxis in Polen. Die Entwicklung seit Aussetzung und Aufhebung des Kriegszustandes in den Jahren 1982/1983 » (Droit pénal et pratique pénale en Pologne. L'évolution depuis l'instauration et la levée de l'état de guerre dans les années 1982/1983). *Osteuropa* 36 (1), janv. 86 : 65-75.

En 1981, l'état d'urgence a permis aux autorités polonaises de mettre en place des structures de répression pénales destinées à imposer une discipline à la société.

Des dispositions relevant d'un droit d'exception ont été introduites dans la législation afin de lutter contre l'opposition politique. Les dernières mesures adoptées en mai 1985 relèvant également du droit de la guerre ont été justifiées par une prétendue explosion de la criminalité.

Roumanie

Voir aussi : n° 4216

4122. FRANCK, Nicolette – « Roumanie : une indépendance en trompe-l'œil ». *Politique internationale* (32), été 86 : 297-304 ; résumés en anglais et en espagnol.

L'indépendance affichée par la Roumanie et citée à l'Ouest comme exemple n'est en réalité qu'un camouflage, monté par les Soviétiques pour mystifier les Occidentaux. La réalité est toute autre : protégé à l'Ouest comme à l'Est, Ceausescu après avoir installé sa famille au pouvoir maintient grâce à une répression policière féroce et dans une situation économique désastreuse un régime complètement inféodé à Moscou.

4123. KRAMPS, Alfons – « De Roemeense buitenlandse politiek in de jaren '80 » (La politique étrangère de la Roumanie pendant les années 1980). *Internationale Spectator* 40 (4), avr. 86 : 235-243.

Aperçu des marges étroites de la politique étrangère roumaine dans les années 1980, en particulier vis-à-vis de l'Union soviétique.

4124. LINDEN, Ronald H. – « Socialist patrimonialism and the global economy : the case of Romania ». *International Organization* 40 (2), print. 86 : 347-380 ; tabl.

En l'absence d'élites politiques capables de contrebalancer le pouvoir du leader du Parti communiste, la définition de la politique économique de la Roumanie repose sur un seul homme, Nicolas Ceaucescu, qui a su développer les relations économiques avec les pays capitalistes et répondre aux problèmes économiques liés à la dégradation de la situation internationale, tout en renforçant son pouvoir.

Rwanda

4125. BAGIRAMESHI, Jean – « Pour une nouvelle pratique de la vulgarisation agricole au Rwanda ». *Tiers-Monde* 27 (106), juin 86 : 419-437.

La vulgarisation agricole, conçue comme un outil de transmission de connaissances vers le monde paysan, a connu un certain nombre d'échecs au Rwanda, depuis 25 ans. Patronnée par la Banque mondiale, une nouvelle politique est mise en place depuis 1983, qui s'appuie sur une meilleure connaissance du milieu paysan et de meilleures relations encadreurs-paysans.

4126. GUICHAOUA, André – « Budgets et stratégies monétaires des paysans au Burundi et au Rwanda ». *Tiers-Monde* 27 (106), juin 86 : 375-394 ; tabl.

L'analyse de la situation des paysans dans la province de Gitarana, au Rwanda, montre la pauvreté générale des habitants dont la majorité des revenus provient de la culture de la banane et qui ne disposent pas de réserves financières pour améliorer leurs techniques agricoles.

4127. LECOMTE, B. et al. – « La promotion du " secteur non structuré " : le cas de Kigali ». *Tiers-Monde* 27 (106), juin 86 : 439-455 ; tabl.

Au Rwanda, la majorité de la population urbaine est composée de travailleurs indépendants exerçant une multitude de métiers dans des conditions précaires. Analyse du processus vécu à Kigali par 1 500 travailleurs pour acquérir droit de cité, s'organiser et progresser à partir d'un projet d'aide mis en place par le BIT.

4128. NTEZILYAYO, Anastase – « L'agriculture à l'horizon 2000 ou comment doubler la production vivrière au Rwanda ? » *Tiers-Monde* 27 (106), juin 86 : 395-417.

L'agriculture, qui est le secteur économique prioritaire du Rwanda, connaît un certain nombre de difficultés techniques, financières et institutionnelles. La politique à mener est celle de l'autosuffisance alimentaire, par un soutien à l'exploitation familiale et à l'intensification des techniques modernes.

Sri Lanka

Voir aussi : n° 4039

4129. KABIR, Mohammad Humayun – « Crisis management : a case study of Tamil crisis in Sri Lanka ». *Regional Studies (Islamabad)* 4 (1), hiv. 85 : 88-103 ; bibliogr.

Sri Lanka, pays à régime démocratique et dont l'économie était relativement prospère tout récemment encore, se trouve à présent au bord de l'abîme à cause des violences entre la majorité cinghalaise et la minorité tamou de sa population. Même si les mesures prises jusqu'ici par les autorités se sont avérées insuffisantes, la situation n'a pas encore atteint le point de non-retour.

4130. OBERST, Robert – « Administrative conflict and decentralization : the case of Sri Lanka ». *Public Administration and Development* 6 (2), juin 86 : 164-174 ; bibliogr.

En restructurant le pouvoir parmi les fonctionnaires Kachcheri, les membres du Parlement et les fonctionnaires départementaux, les politiques de décentralisation au Sri Lanka ont accru les conflits au sein de l'administration, empêchant ainsi la réalisation des projets. Une meilleure coordination entre la décentralisation administrative et la décentralisation politique aurait été souhaitable.

4131. SIMON, Jean-Christophe – « Sri Lanka (1982-1984) ». *Annuaire des pays de l'Océan indien* 9, 1983 : 507-519 ; tabl.

La politique économique continue de se fonder sur la possibilité d'un réel décollage, comme ce fut le cas en Asie du Sud-Est, mais une triple hypothèque pèse sur le développement économique : amélioration des conditions de production nationale, maintien de la capacité de financement externe, crédibilité auprès des investisseurs étrangers.

Suède

Voir aussi : n° 3763, 3829

4132. ALBÁGE, Lars Gunnar ; FJÄLLSTRÖM, Harry – « Les tendances récentes de la négociation collective en Suède. Le point de vue d'un employeur ; la réponse d'un syndicaliste ». *Revue internationale du travail* 125 (1), fév. 86 : 121-138.

Le modèle suédois de relations du travail mis au point en 1938 traverse aujourd'hui une crise et le consensus sur lequel il reposait semble s'être effrité. Le diagnostic de deux responsables, l'un de la SAF, l'autre de la LO : quel est l'effet de la position économique de la Suède sur le marché mondial ? La négociation doit-elle être centralisée ou décentralisée ? Quel doit être le rôle de l'Etat ?

4133. BERNHARDT, Eva M. – « Women's house attachment at first birth. The case of Sweden ». *European Journal of Population* 2 (1), mai 86 : 5-29 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en français.

L'enquête suédoise de fécondité de 1981 montre que la probabilité d'être mère au foyer un an après la naissance du premier enfant est liée à la durée des études, au statut matrimonial, à la précocité de la cessation d'activité et à la durée de l'union. Les femmes qui ont le plus haut niveau d'instruction ainsi que les femmes les moins instruites semblent avoir adopté un modèle de faible attachement au foyer. Mais chez les femmes de niveau d'instruction moyen, on observe un léger retournement de cette tendance descendante vers la fin des années 70.

4134. MOUSSON-LESTANG, Jean-Pierre – « Prévision, politique étrangère et défense totale : le cas de la Suède ». *Défense nationale* 42, juil. 86 : 93-104.

Plutôt qu'une politique étrangère, on peut dire que la Suède a une politique de sécurité. De caractère exclusivement défensif, celle-ci est combinée avec les actions de désarmement et d'aide aux pays en voie de développement. Face à une éventuelle situation de guerre ou de crise internationale, il existe une planification à long terme des structures et programmes de défense totale : militaire, mais aussi économique, civile et psychologique.

Suisse

Voir aussi : n° 3763

4135. « Schweizerisches Kapitalmarktrecht. Stand und Perspektiven » (Le droit du marché des capitaux suisse. Situation actuelle et évolution). *Wirtschaft und Recht* 38 (2), 1986 : 83-266 ; tabl.

Numéro spécial consacré au droit, encore peu développé, du marché des capitaux en Suisse, les problèmes de l'offre et de la demande dans un environnement en pleine mutation, les questions fiscales et les relations entre offreurs, demandeurs et intermédiaires.

4136. BOHN, David E. – « The failure of the radical left in Switzerland. A preliminary study ». *Comparative Political Studies* 19 (1), avr. 86 : 71-103.

La Suisse n'a jamais connu, contrairement à ses voisins, de classe ouvrière constituée en force politique. Cette particularité s'explique si l'on applique à la Suisse le modèle de Lipset et Rokkan concernant le développement en quatre étapes des clivages sociaux en Europe. La dernière étape, l'émergence de la classe ouvrière s'est produite en Suisse lorsque le système politique démocratique était déjà solidement implanté.

4137. SEGALMAN, Ralph – « Welfare and dependency in Switzerland ». *The Public Interest* (82), hiv. 86 : 106-121.

Il n'existe pas à proprement parler d'Etat-providence en Suisse, le système privé d'assurance maladie en est la preuve. Cependant au niveau cantonnal et local des aides temporaires et individualisées pour les plus défavorisés ont permi de résoudre les problèmes de pauvreté tout en responsabilisant le citoyen.

Syrie

Voir aussi : n° 3057, 3562, 4045, 4223

4138. BEN JEMIA, Yanka – « Monographie des media en République arabe syrienne ». *Revue tunisienne de communication* (7), juin 85 : 120-146 ; tabl. ; bibliogr.

Depuis 1963 une politique d'information a été mise en œuvre en Syrie. Différents organismes et instituts au service de l'Etat disposent d'une certaine autonomie pour introduire quelques modifications et adapter les media à la diversification des structures sociales. Cette fonction sociale incombe surtout à la presse écrite, l'existence d'une seule chaîne de télévision ne permettant pas une grande variété dans l'expression. L'attachement aux origines et aux valeurs arabes est le principe fondamental qui régit tout le processus de communication en Syrie.

4139. KAMINSKY, Catherine ; KRUK, Simon – « Hypothèse et incertitudes au Proche-Orient ». *L'Afrique et l'Asie modernes* (149), été 86 : 8-18.

A l'heure où les différents acteurs montrent leur incapacité à négocier, où l'entité libanaise s'effrite, la poussée du nationalisme pan-syrien conforte la population de Damas et, marginalisant l'OLP, rend primordiale son intervention dans toute initiative diplomatique au Proche-Orient.

4140. YARED, Marc – « Le grand dessein de Hafiz el Assad ». *Les Cahiers de l'Orient* (2), 2e trim. 86 : 99-110.

Toute la politique extérieure du Président syrien depuis 15 ans est fondée sur une perspective " grand-syrienne ", ce qui explique ses différentes actions au Liban et dans le Golan et son choix pour des liens étroits entre la Cisjordanie et la Syrie.

Tanzanie

4141. BOUSCHARAIN, Gérard – « Tanzanie ». *Annuaire des pays de l'Océan indien* 9, 1983 : 521-545 ; tabl.

Depuis 1981, la situation économique de la Tanzanie s'est dégradée. Présentation de la situation d'ensemble, des comptes nationaux, de la population, de l'emploi, du revenu, de l'activité par branche, des finances publiques et des échanges extérieurs.

4142. MODERNE, Franck – « Tanzanie (1982) ». *Annuaire des pays de l'Océan indien* 9, 1983 : 433-449.

En 1982, la Tanzanie s'est débattue dans de graves difficultés économiques à la fois conjoncturelles et structurelles qui ressemblent à une entrée dans un état accru de sous-développement ; et, paradoxalement, ces difficultés n'ont pas eu de conséquences politiques : continuité en politique intérieure et dans les relations extérieures.

4143. SHARPLEY, Jennifer – « External versus internal factors in Tanzania's macroeconomic crisis : 1973-1983 ». *Eastern Africa Economic Review* 1 (1), déc. 85 : 71-85 ; tabl.

La crise économique tanzanienne caractérisée par une faible production, une balance des paiements déficitaire et un taux d'inflation élevé résulte de causes externes liées à la crise mondiale internationale mais aussi de choix économiques internes tels que le regroupement des paysans dans des villages collectifs (Ujamaa) ou la collectivisation des moyens de production.

URSS

Institutions et vie politiques

4144. Gorbatchev

a. SCHNEIDER, Eberhard – « Gorbatschows Personalschub » (La poussée personnelle de Gorbatchev). *Osteuropa* 36 (1), janv. 86 : 30-47 ; tabl.
En raison de l'existence de rivalités, de critiques ou de l'âge trop élevé de certains responsables, l'entrée en fonction de M. Gorbatchev a entrainé de nombreuses modifications parmi les personnes occupant des fonctions importantes en URSS. Tableaux récapitulatifs des changements de personnes intervenus dans le Parti et l'appareil d'Etat au niveau central, régional et dans les républiques.

b. TATU, Michel – « Gorbatchev : les limites du renouveau » *Politique internationale* (32), été 86 : 233-247 ; résumés en anglais et en espagnol.
Les intentions de renouveau qui se sont manifestées à l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir, se sont vite heurtées à l'inertie et au refus de la critique et du changement. Gorbatchev doit compter avec ses pairs du Politburo et sa marge de manœuvre, tant en politique intérieure qu'en politique extérieure demeure étroite.

4145. Le nouveau programme du PCUS

a. KAHN, Michèle – « Le programme du Parti communiste de l'Union soviétique pour l'an 2000 ». *Le courrier des pays de l'Est* (306), mai 86 : 3-23.
Le XXVIIe Congrès a remanié le IIIe programme du PCUS adopté par le XIIe Congrès en 1961. Les deux textes sont extrêmement dissemblables et la nouvelle mouture se caractérise par l'absence de projet de société et l'appel à l'effort de la population. Sur le plan interne, un rôle primordial est accordé à la responsabilité et l'initiative individuelle, l'absence de motivation des travailleurs étant responsable des difficultés actuelles de l'économie. Cependant, la planification centralisée demeure la base de la gestion. Sur le plan international, la nécessité du renforcement de la communauté socialiste sur la base du CAEM est fortement soulignée. Le monde capitaliste est toujours dénoncé, mais avec moins de violence et le socialisme n'apparaît plus comme la panacée pour les pays en voie de développement.

b. ŠEREMET, K.F. – « Programma KPSS i Sovetskaja konstitucija » (Le Programme du PCUS et la Constitution soviétique). *Sovetskoe gosudarstvo i pravo* (5), mai 86 : 4-13 ; résumé en anglais.
Le programme du Parti adopté par le 27e Congrès du PCUS et la Constitution de l'URSS de 1977 se situent parmi les documents politiques majeurs de l'histoire

la plus récente de l'URSS. Le programme du Parti envisage la réalisation des dispositions constitutionnelles comme une tâche qui incombe à la fois à l'Etat et au Parti. Il a une importance capitale dans la consolidation de l'ordre juridique en URSS.

4146. Le vingt-septième congrès du PCUS

a. « XXVII s'ezd KPSS o gosudarstve i pravena sovremennom ètape razvitija sovetskogo obščestva » (le 27e Congrès du PCUS, l'Etat et le droit à l'étape actuelle de développement de la société soviétique). *Pravovedenie* (2), avr. 86 : 3-11.
Les documents du 27e Congrès du PCUS accordent une importance capitale au perfectionnement du système politique soviétique, au renforcement des fondements juridiques de la vie politique et sociale, au développement de l'auto-gestion socialiste du peuple et à la consolidation de l'ordre juridique en URSS.

b. BRAHM, Heinz – « Der 27. Parteitag der KPdSU : eine Wendemarke ? » (Le 27e Congrès du Parti Communiste de l'Union soviétique : un tournant ?) *Aus Politik und Zeitgeschichte* (15), 12 avr. 86 : 3-13.
M. Gorbatchev n'a pas présenté de programme de réformes. Certes les abus sont critiqués plus ouvertement que jamais, mais les forces dirigeantes au sein de l'Union soviétique ne sont pas prêtes à renoncer à leurs privilèges. Le conflit au sein du Parti est loin de prendre fin.

c. BROWN, André – « Change in the Soviet Union ». *Foreign Affairs* 64 (5), été 86 : 1048-1065.
Contrairement à ses trois prédécesseurs le 27e Congrès du Parti a apporté des changements de personnes dans les instances dirigeantes, de style et de substance. Il semble que M. Gorbatchev ait la volonté d'apporter des changements importants en politique intérieure et extérieure, mais il s'agit d'une œuvre de longue haleine.

d. COHEN, Francis – « Le 27e Congrès du PCUS a été un événement considérable ». *La pensée* (251), juin 86 : 19-32.
L'ambition affichée par le congrès (février-mars 86) est gigantesque. Le Parti entend bouleverser totalement la mentalité des Soviétiques, leur mode de vie, leurs rapports au travail, l'image même de leur société. On voit peut-être se dessiner aussi à travers le rapport de Gorbatchev, une nouvelle conception du socialisme plus authentiquement marxienne ; mais le pari est risqué : l'orientation n'est-elle pas trop marquée par le secrétaire du PC lui-même ? N'est-elle pas trop volontariste ?

4147. IVANOV, A.F. ; PŠENIČNOV, V.A. – « Kritika buržaznyh fal'sifikacij principa internacionalizma v partijnom stroitel'stve » (La critique des falsifications bourgeoises du principe de l'internationalisme dans l'édification du parti). *Voprosy istorii KPSS* (3), mars 86 : 91-103.

Les tentatives des « soviétologues » occidentaux de dénaturer l'essence du principe de l'internationalisme prolétaire dans la vie du PCUS sont un échec, tant sur le plan méthodologique que sur le plan historique. Les erreurs méthodologiques, ajoutées à des préjugés de classe, expliquent le caractère falsificateur des interprétations bourgeoises de l'un des principes fondamentaux des partis communistes.

4148. SECK, Papa Ibrahima – « Bilan de la politique socio-économique de l'URSS depuis le XXe Congrès, 1956-1986 : l'évolution du facteur humain ». *Le courrier des pays de l'Est* (306), mai 86 : 25-47.

Lors du XXe Congrès, Khrouchtchev lançait le slogan « tout pour l'homme, tout pour le bien de l'homme » ; au XXVIIe Congrès (mars 1986), les dirigeants affirment que le facteur humain jouera un rôle essentiel dans le devenir du pays. Au-delà des déclarations de principes, la politique économique a effectivement généré un accroissement des biens de consommation, une amélioration de la protection sociale, de la santé, du logement et du niveau d'éducation, mais des faiblesses et des pénuries de toute sorte demeurent.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 3786, 3790, 3904, 3909, 4042, 4122, 4123

4149. La politique extérieure

a. MEISSNER, Boris – « Gorbatschows Aussenpolitisches Programm » (Le programme de politique extérieure de Gorbatchev). *Aussenpolitik* 37 (2), 2e trim. 86 : 107-120.
Les objectifs de la politique extérieure du Parti montrent la place importante d'une « concurrence pacifique ». Les Etats-Unis sont la préoccupation principale

de Gorbatchev. Pour la première fois, la politique extérieure est abordée par zones géographiques et non par pays en particulier.

b. MOKŠIN, S.I. – « KPSS o putjah upročenija mira » (Le PCUS et les voies du renforcement de la paix). *Voprosy istorii KPSS* (4), avr. 86 : 3-17.
Face à l'agressivité accrue de l'idéologie impéraliste et révisionniste, la contre-propagande soviétique doit prendre une allure plus offensive, plus convaincante et plus concrète. La politique pacifique du PCUS doit être expliquée avec adresse.

4150. La politique soviétique au Moyen-Orient

a. ABRAMSKI-BLIGH, Irit – « Soviet-Syrian relations (1982-1985) ». *The Jerusalem Quarterly* (37), hiv. 86 : 40-56 ; bibliogr.
La crise libanaise a permis de constater les différences qui, de 1982 à 1985, existaient entree le point de vue syrien et le point de vue soviétique sur le conflit du Moyen-Orient. La Syrie considérait que ce conflit devait être réglé militairement, tandis que l'URSS en envisageait une solution dans le cadre de sa politique globale face aux Etats-Unis.

b. GAWAD, Alef A. – « Moscow's arms for oil diplomacy ». *Foreign Policy (New York)* (63), été 86 : 147-168.
Si la montée de l'intégrisme islamique dans les pays du golfe affecte, au premier abord, la stabilité intérieure de l'Union soviétique, elle renforce son avantage économique car les Etats de la région se tournent vers elle pour acheter des armes et montrer ainsi leur indépendance face aux deux grandes puissances et la chute de la production pétrolière en Iran et en Irak avantage le marché pétrolier soviétique.

4151. La politique soviétique en Asie

a. BUSZYNSK, Leszek – « Soviet foreign policy and South-East Asia : prospects for the Gorbachev era ». *Asian Survey* 26 (5), mai 86 : 591-609.
Le bilan des relations de l'URSS avec l'Asie du Sud-Est et l'analyse des perspectives pour l'ère Gorbatchev font apparaître que celles-ci laissent peu de place à l'innovation. Les contraintes de l'économie soviétique empêchent toute nouvelle implication, si bien que les Soviétiques s'emploient à maintenir un équilibre de l'influence des grandes puissances.

b. KARP, Craig M. – « The war in Afghanistan ». *Foreign Affairs* 64 (5), été 86 : 1026-1047 ; carte.
Après plus de 6 années de guerre, l'URSS n'est pas parvenue à remporter la victoire sur l'Afghanistan. Un retrait pourrait être envisagé dans le cadre des négociations de l'ONU, mais Moscou, malgré des pertes et l'opposition intérieure ne semble pas encore envisager de mettre fin à son engagement. Il faudra pour cela des années et de très fortes pressions internationales.

c. YONG-CHOOL HA – « Soviet perception of Soviet-North Korean relations ». *Asian Survey* 26 (5), mai 86 : 573-590.
Les relations entre l'URSS et la Corée du Nord ne résultent pas seulement comme on a tendance à l'affirmer de la position coréenne dans le différend sino-soviétique, mais évoluent en fonction de l'appréciation, par les Soviétiques, du leader du pays, du rôle du Parti, de l'orthodoxie du régime économique, des prises de position sur la scène internationale.

4152. GAY, André – « La mer au nord de l'URSS ». *Défense nationale* 42 (7), juil. 86 : 21-37.
Les zones maritimes situées au nord de l'URSS ont pour ce pays une importance stratégique considérable en raison des forces aéronavales et maritimes qui y sont implantées et des problèmes de sécurité des lignes de communication et installations maritimes. Les ressources énergétiques et minérales en sont très importantes, mais difficilement exploitables.

4153. PETROVSKIJ, V. – « Sovetskaâ koncepciâ vseobšej bezopasnosti » (La conception soviétique de sécurité générale). *MEMO* (6), 1986 : 3-13 ; résumé en anglais.
Les déclarations pacifiques s'avèrent insuffisantes, de nos jours, pour écarter le danger d'une catastrophe nucléaire. Il est impératif d'édifier un système fiable de sécurité internationale, reposant sur des garanties efficaces, sur des actions pacifiques concrètes des gouvernements et sur un climat international favorable.

Vie culturelle et scientifique

4154. MOTROŠILOVA, N.V. – « Tendencii prognozirovanija nauki i tehniki » (Les tendances des prévisions de la science et de la technique). *SŠA* (5), mai 86 : 10-21.

Les prévisions en matière de progrès scientifique et technique se sont structurées, au cours des années 60-80, dans les pays capitalistes développés et en particulier aux Etats-Unis, en sous-système indépendant, hautement performant, possédant ses technologies, ses techniques, ses formes organisationnelles et institutionnelles. L'URSS ne doit plus hésiter à faire l'analyse critique de l'expérience occidentale, pour en choisir les aspects positifs compatibles avec son idéologie.

4155. OBRAZCOV, I. – « Ispol'zovanie naučnogo potenciala vuzov » (L'utilisation du potentiel scientifique des établissements d'enseignement supérieur). *Voprosy èkonomiki* (7), juil. 86 : 3-13.

Le rôle des établissement d'enseignement supérieur (VUZ) dans l'accélération du progrès scientifique et technique. L'accent est mis, pour la formation de spécialistes de haut niveau, sur l'importance des travaux de recherche dans un secteur concret de production, et en coopération avec des entreprises de ce secteur. Plusieus expériences menées dans des établissements de la République de Russie sont décrites.

4156. PATROUCHEV, V.D. – « Evolution du budget-temps des travailleurs soviétiques ». *Revue internationale des sciences sociales* (107), 1986 : 83-96 ; tabl.

Depuis vingt ans, on assiste à une diminution globale du temps de travail et à une augmentation du temps consacré à la satisfaction des besoins personnels.

4157. VAUGHAN, Michalina – « Socialist stratification and sociological survival ». *The British Journal of Sociology* 37 (2), juin 86 : 157-179.

Toutes les recherches sociologiques entreprises en URSS répondent à un projet politique qui consiste à limiter leur champ à la sociologie familiale et industrielle et au développement régional afin de donner une vision optimiste. Les problèmes de stratification sociale officiellement couverts par le marxisme scientifique sont résolument écartés.

Questions sociales

4158. ANDERSON, Barbara A. ; SILVER, Brian D. – « Sex differentials in mortality in the Soviet Union : regional differences in length of working life in comparative perspective ». *Population Studies* 40 (2), juil. 86 : 191-214 ; tabl. ; bibliogr.

La différence de l'espérance de vie entre les hommes et les femmes qui était de 10 ans en 1971 est passée à 11,6 ans en 1980, ce qui s'explique en partie par la plus grande mortalité des hommes âgés de 20 ans ou plus. On remarque que les écarts de mortalité en URSS diffèrent selon les régions et les ethnies.

4159. KNABE, Bernd – « Der Kampf gegen die Trunksucht in der UdSSR » (La lutte contre l'alcoolisme en Union soviétique). *Osteuropa* 36 (3), mars 86 : 173-197 ; tabl.

Les récentes mesures prises en mai 85 pour réduire la consommation d'alcool en URSS ne sont que les premiers pas d'une grande action planifiée. L'alcoolisme est le problème n° 1 : de sa résolution dépend le succès des programmes économiques et sociaux, et la politique intérieure de Gorbatchev.

4160. SLAVKO, T.I. – « Massovye istočniki o tvorčeskoj aktivnosti rabočego klassa v usloviâh soveršenstvovaniâ socializma » (L'activité créatrice de la classe ouvrière à l'époque du perfectionnement du socialisme, vue par les sources de masse). *Voprosy istorii* (3), mars 86 : 3-15 ; résumé en anglais.

Pour dévoiler tous les aspects de la créativité de la classe ouvrière soviétique, à l'époque actuelle, l'historiographie soviétique doit recourir, d'une manière plus systématique et plus complète, à l'étude des sources de masse (sondages, enquêtes, fichiers d'entreprises, rubriques spécialisées dans la presse).

Economie et finances

Voir aussi : n° 4216

4161. Le secteur agro-alimentaire

a. KOZYR', M.I. – « Sovremennaâ agrarnaâ politika : upravlenie i pravo » (La politique agricole actuelle : gestion et droit). *Sovetskoe gosudarstvo i pravo* (7), juil. 86 : 13-21 ; résumé en anglais.

Parmi les réformes introduites pour pallier l'important retard accumulé dans la satisfaction des besoins alimentaires de la population, une refonte du système de gestion du complexe agro-industriel a été nécessaire. Le Comité agro-industriel d'Etat (Gosagroprom), créé en novembre 1985, assume la direction nationale de l'ensemble du complexe agro-industriel. Au niveau régional, les fermes collectives et d'Etat sont plus autonomes. Enfin, des mesures ont été prises pour améliorer les méthodes économiques d'exploitation dans toutes les unités.

b. WADEKIN, Karl-Eugen – « Private Leistungen für den Lebensmittelmarkt der UdSSR » (Production privée pour le marché agro-alimentaire de l'Union soviétique) *Osteuropa* 36 (1), janv. 86 : 49-64.
Dans le domaine agro-alimentaire les débouchés du secteur privé sont plus importants dans les collectivités étatiques et les coopératives de consommation que sur le marché libre. Il sert en grande partie les besoins d'approvisionnement de ses producteurs. Dès 1957, Kroutchev s'était efforcé de le faire reculer, depuis 1981 on tente au contraire de stimuler sa production, mais la volonté de contrôler le secteur privé et sa distribution est restée constante.

4162. ULANOVSKAÂ, V. – « Razumnoe potreblenie material'no-bytovih uslug » (La consommation rationnelle des services). *Voprosy èkonomiki* (7), juil. 86 : 85-95.

Le développement et l'amélioration du secteur des services est, en URSS, l'un des problèmes sociaux les plus importants. Pour le résoudre, il s'est avéré nécessaire de mettre au point un programme à long terme (jusqu'à l'an 2000) de développement des services. Mais il est également indispensable d'élever le niveau de « culture » de la consommation des différents services.

Relations économiques extérieures

Voir aussi : n° 3787

4163. DEREK MARTIN DA CUNHA – « Aspects of Soviet-Vietnamese economic relations, 1979-1984 ». *Contemporary Southeast Asia* 7 (4), mars 86 : 306-319 ; tabl. ; bibliogr.

Les relations économiques du Vietnam avec l'étranger sont essentiellement limitées aux pays du COMECON. Une coopération précise s'est instaurée depuis 1979 entre l'URSS et ce pays, dans le cadre du COMECON. L'influence soviétique sur l'économie vietnamienne est ainsi devenue aussi directe qu'évidente.

4164. GORANOV, Petr S. – « Torgovye otnošeniâ s sovetskim soûzom i socialističeskaâ industrializaciâ narodnoj Respubliki Bolgarii (1949-1958 gg.) » (Les relations commerciales avec l'Union soviétique et l'industrialisation socialiste de la République populaire de Bulgarie, 1949-1958). *Etudes balkaniques* 22 (1) 1986 : 10-30 ; tabl.

Le développement dynamique et harmonieux des relations commerciales entre l'URSS et la Bulgarie a eu d'immenses conséquences positives sur l'édification de la base matérielle et technique du socialisme en Bulgarie et sur le renforcement de l'amitié soviéto-bulgare.

4165. HOUGH, Jerry F. – « Attack on protectionism in the Soviet Union ? » *International Organization* 40 (2), print. 86 : 489-503.

Si les dirigeants de l'ère Brezhnev savaient qu'ils ne seraient pas confrontés à long terme aux difficultés économiques de l'Europe de l'Est, Gorbatchev doit essayer d'y remédier avant qu'elles ne soient à l'origine de graves troubles politiques. Il essaie d'incorporer les leçons du passé dans sa propre politique, insiste sur la nécessité pour l'URSS de rattraper son retard technologique et devrait revoir sa politique économique protectionniste pour mieux intégrer le pays dans l'économie mondiale.

Vietnam

Voir aussi : n° 2419, 3107, 3559, 3910, 3912, 4069, 4070

4166. L'agriculture

a. HILL, R.D. ; CHEUNG MAN BIU – « Vietnamese agriculture : rhetoric and reality ». *Contemporary Southeast Asia* 7 (4), mars 86 : 292-305 ; tabl. ; bibliogr.

L'agriculture vietnamienne souffre de nombreuses lacunes ; la situation est la plus préoccupante au Nord du pays. Des considérations naturelles et une guerre prolongée expliquent ce retard agricole. A l'image de la Chine et de la Hongrie, le Vietnam vient d'adopter le « socialisme de marché » en matière agricole.

b. WIEGERSMA, Nancy – « Agrarian differentiation in Southern Vietnam : a comment ». *Journal of Contemporary Asia* 15 (4), 1985 : 474-481 ; tabl.
Si dans les années récentes, le Vietnam du Nord a été confronté au problème de la collectivisation de son agriculture, le Vietnam du Sud a dû résoudre des problèmes de commercialisation des produits agricoles. Ce pays doit développer une agriculture de type capitaliste tout en assurant la transition socialiste de son économie.

4167. PELZER WHITE, Christine – « Everyday resistance, socialist revolution and rural development : the Vietnamese case ». *The Journal of Peasant Studies* 13 (2), janv. 86 : 49-63.

Dans les pays de socialisme d'Etat, l'Etat, en contribuant à forger une classe paysanne plus homogène et disposant des moyens de production, se heurte à une résistance des agriculteurs plus forte que dans les pays capitalistes. Cette résistance se traduit surtout pas un refus de coopération.

4168. STERN, Lewis M. – « Vietnamese communist policy towards the overseas Chinese, 1960-75 ». *Contemporary Southeast Asia* 7 (4), mars 86 : 277-291 ; bibliogr.

Dans les années soixante et soixante-dix, les communistes vietnamiens considéraient les Chinois d'outre-mer comme un groupe appelé à disparaître avec l'édification d'une société socialiste au Vietnam. Sur le plan économique, les Vietnamiens ont continuellement cherché à démanteler les marchés dominés par des Chinois.

4169. VO DONG GIANG – « The view from Hanoï ». *World Policy Journal* 3 (1), hiv. 86 : 107-126.

Depuis deux décennies, la diplomatie vietnamienne a fait preuve d'une continuité et d'une cohérence exemplaires. Une normalisation des relations entre Hanoï et Washington devrait favoriser le retour au calme en Asie du Sud-Est.

Yougoslavie

Voir aussi : n° 4268

4170. « O nacionalizmu danas » (Du nationalisme aujourd'hui). *Socijalizam* 29 (4), 1986 : 13-123.

Suite d'articles consacrés à la question du nationalisme dans les Républiques et les Provinces autonomes de la RSF de Yougoslavie.

4171. FRANIČEVIĆ, Vojmir – « Jugoslavenski socijalizam pred procesima svjetske krize » (Le socialisme yougoslave face au processus de la crise mondiale). *Kulturni radnik* 39 (1), 1986 : 1-48 ; bibliogr.

La crise mondiale a également frappé sévèrement la Yougoslavie, mais dans sa lutte pour le socialisme la Ligue des communistes yougoslaves doit néanmoins rechercher une solution « yougoslave » car cette crise l'a affectée elle-même. L'avenir du socialisme pourra être préservé dans ce pays à condition que la LCY reste fidèle aux principes de son Programme, lequel ne doit d'ailleurs pas être appliqué comme un dogme.

4172. NIKOLIĆ, Milos – « Deset godina rada Okruglog stola u Cavtatu » (Dix années d'activité de la Table ronde à Cavtat). *Socijalizam* 29 (2), 1986 : 103-138.

Depuis sa création en 1976, à Cavtat, en Yougoslavie, la « *Tribune internationale* » a organisé chaque année une Table ronde sur le socialisme dans le monde, avec au total plus de 600 participants venus des pays socialistes et des pays capitalistes. Les débats, qui ont contribué au développement de la pensée marxiste et socialiste, se sont toujours déroulés dans une atmosphère de compréhension et de tolérance.

4173. WOODWARD, Susan L. – « Orthodoxy and solidarity : competing claims and international adjustment in Yugoslavia ». *International Organization* 40 (2), print. 86 : 505-545 ; carte.

Pour répondre aux changements de l'économie internationale, de 1973 à 1985, les dirigeants yougoslaves ont adopté deux politiques : l'une orientée vers une plus grande ouverture sur l'extérieur, imposant certaines contraintes budgétaires, l'autre reposant sur une coalition d'intérêts économiques et politiques à l'intérieur de l'Etat et permettant une décentralisation administrative et financière. On peut toutefois noter une certaine continuité avec le passé ; la réponse apportée à la récession mondiale et à la crise liée à la dette extérieure en 1980-1983 n'a pas introduit de grands changements dans les politiques d'ajustement de la balance des paiements.

II
ÉTUDES RÉGIONALES

Afrique

Voir aussi : n° 3906, 3909, 4229

4174. « L'Afrique des Grands Lacs ». *Tiers Monde* 27 (106), juin 86 : 245-470.

Numéro consacré aux données socio-économiques de cette région caractérisée par un fort accroissement démographique, une prédominance de l'agriculture dans les économies nationales, des richesses minières et un faible développement. Voir : CHRETIEN, Jean-Pierre : « L'Afrique des Grands Lacs existe-t-elle ? » ; SCHWARTZ, Jacques : « L'impératif régional » ; SINAMENYE, Mathias : n° 3828 ; THIBON, Christian : « Croissance et perceptions démographiques. Une politique démographique intégrée ; quelques interrogations préalables » ; LE JEUNE, Gabriel : « Réflexions sur quelques enjeux politiques de l'Afrique des Grands Lacs » ; CHRETIEN, Jean-Pierre ; LE JEUNE, Gabriel : « Elections et sociologie politique. Note sur les législatives de 1981 et 1982 au Rwanda et au Burundi » ; MWOROHA, Emile : n° 3826 ; GUICHAOUA, André : n° 520 ; NYAMOYA, Prime et al. : n° 3827 ; NTEZILYAYO, Anastase : n° 4128 ; BAGIRAMESHI, Jean : n° 4125 ; LECOMTE, Bernard et al. : n° 4127 ; VERHEVE, Didier : « Les ressources minières de la C.E.E.A.C. » ; LE JEUNE, Gabriel : « Recherches et institutions de recherche sur l'Afrique des Grands Lacs ».

4175. « Developmental States and African agriculture ». *IDS Bulletin* 17 (1), janv. 86 : 1-65 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en français et en espagnol.

Numéro spécial consacré à la place de l'Etat dans l'agriculture africaine ; même si la crise agricole varie d'un pays à l'autre, cette place est toujours très importante. Voir notamment : BRETT, E.A. : « State power and economic inefficiency : explaining political failure in Africa » ; SWAINSON, Nicolas : n° 4076.

4176. ASANTE, Samuel K.B. – « The role of the Organization of African Unity in promoting peace, development and regional security in Africa ». *Internationales Afrikaforum* 22 (1), 1er trim. 86 : 55-68.

En matière de paix et de sécurité l'Organisation de l'unité africaine a été inefficace jusqu'à présente, excepté dans quelques cas. Mais la promotion de la paix et de la sécurité est fonctionnellement en inter-relation avec les problèmes de développement de l'Afrique. C'est pourquoi l'OUA a créé la Commission économique et sociale. Cependant, du fait du développement dépendant et de l'insécurité économique de l'Afrique, le plan d'action de Lagos, adopté par l'OUA, se révèle difficile à mettre en œuvre.

4177. BADIBANGA, André – « Le journal rural africain, instrument didactique, moteur du développement ». *Afrique contemporaine* (138), juin 86 : 20-31 ; tabl.

Les journaux ruraux africains occupent un créneau délaissé par la presse nationale : celui de la région. La description d'un journal tanzanien et d'un journal togolais met en évidence les difficultés d'essor de ce type de presse. Certaines de ces difficultés peuvent provenir du fait que la presse rurale africaine n'a pas encore atteint l'âge adulte.

4178. KODJO, Edem – « La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ». *Géopolitique africaine* (2), juin 86 : 135-148.

L'Afrique de l'Ouest, loin d'évoluer vers la formation d'un ensemble économique homogène, tend à la stabilisation des intérêts antagonistes historiques. Pour que la CEDEAO ait une existence réelle, il faut que les Etats-membres manifestent davantage de volonté politique pour entreprendre une véritable intégration.

4179. MANDANI, Mohmood – « Peasants and democracy in Africa ». *New Left Review* (156), avr. 86 : 37-49.

L'équilibre instable des régions politiques africaines conduit à l'émergence de dictatures plus ou moins sanguinaires et de pseudo-révolutions tragi-comiques. D'où l'espoir d'un retour à la " démocratie ". Mais celle-ci, réclamée de fait par la bourgeoisie africaine, aura nécessairement les formes des Etats capitalistes occidentaux, assurant de façon plus convenable que la dictature le pouvoir des classes dominantes. Pour les couches populaires, et singulièrement pour la paysannerie, cette démocratie " ne peut être qu'un trompe-l'œil ". Voir à la suite, pp. 51-61 : BRITTAIN, Victoria : « The liberation of Kampala ».

4180. WELCH, Claude E. Jr. – « Ethnic factors in African armies ». *Ethnic and Racial Studies* 9 (3), juil. 86 : 321-333 ; tabl.

La composition des armées africaines témoigne d'une très inégale représentation des ethnies, qui s'était déjà manifestée avant l'indépendance, le recrutement s'effectuant en priorité dans les groupes considérés comme " races martiales ". Par ailleurs, les pays où un groupe ethnique est nettement majoritaire apparaissent, beaucoup plus que les autres, comme des terrains à coup d'Etat.

Amérique latine

Voir aussi : n° 3949, 4101, 4229

4181. « Les Amériques latines dans le système mondial 1954-1984 ». *Etudes internationales (Québec)* 17 (2), juin 86 : 245-409 ; tabl. ; résumés en anglais.

Numéro spécial consacré aux acteurs étatiques et inter-étatiques latino-américains : leurs structures, leurs intérêts dans le système international, leurs conflits, leur intégration et leur endettement.

4182. « La classe trabajadora, 100 años de lucha ». *Nueva sociedad* (83), juin 86 : 51-183.

Suite d'articles sur le syndicalisme latino-américain : historique du mouvement et examen, par pays, de son évolution actuelle.

4183. Intégration politique et économique dans les Caraïbes

a. BESHOFF, Pamela – « Foreign policy co-operation and regional integration in the Caribbean ». *Millennium* 15 (1), print. 86 : 91-107.
La politique étrangère dans les Caraïbes a été envisagée comme un instrument de développement : examen de la coordination de la politique étrangère au sein du Caricom, expérience contrastant avec celle de la coopération politique européenne.

b. OLANIYAN, R.O. – « The Caribbean community : basic issues in the integration of mini-states ». *Development and Peace* 7 (1), print. 86 : 136-155 ; tabl. ; bibliogr.

Amorcés à partir des années soixante, les efforts d'intégration des économies des pays en développement sont aujourd'hui au point mort. La Communauté des Caraïbes n'échappe pas à ce constat. Ses institutions peuvent être un facteur de dynamisation.

c. PARRIS, Ronald G. – « Problèmes de la coopération régionale et de l'intégration politique dans les Caraïbes ». *Notes et études documentaires* (4) *Problèmes d'Amérique latine* (79), 1986 : 83-104 ; tabl.
L'évolution de l'intégration des éléments anglophones de l'ensemble caraïbe, qui a abouti à la création de la CARICOM en 1973, s'est caractérisée par un élargissement du recrutement géographique et par un difficile passage de l'intégration économique à l'intégration politique. Le processus d'intégration se heurte à des disparités économiques et à des divergences idéologiques.

4184. « Pouvoirs et territoires en Amérique latine ». *Cahiers des Amériques latines* (2-3), aut. 85 : 27-95 ; tabl. ; résumés en espagnol, en anglais et en portugais.

Suite d'articles consacrés au processus d'homogénéisation des territoires par les systèmes politico-administratifs, techno-bureaucratiques et des groupes économiques et aux résistances auxquelles il se heurte. Voir notamment : FOURT, Gilles : n° 4095 ; DROULERS, Martine et al. : n° 3821 ; RIVIÈRE d'ARC, Hélène ; PREVOT-SCHAPIRA, Marie-France : n° 4098.

4185. « Religion, creencias y sociedad ». *Nueva sociedad* (82), avr. 86 : 99-205.

Suite d'articles, le rôle de l'Eglise dans la vie politique des pays latino-américains et l'évolution de ses positions face aux régimes autoritaires. Le rôle de la DC.

4186. ARNAUD-AMELLER, Paule – « Investir en Amérique latine : y a-t-il des perspectives ? ». *Notes et études documentaires* (4), *Problèmes d'Amérique latine* (79), 1986 : 117-138 ; tabl.

Le renforcement des échanges et des investissements entre les pays d'Amérique du sud crée des conditions favorables à l'investissement étranger direct. La France pourrait s'adapter en ciblant ses opérations sur des points forts tels que l'agriculture, les sciences ou le tourisme.

4187. PETRAS, James ; BRILL, Howard – « The IMF, austerity and the state in Latin America ». *Third World Quarterly* 8 (2), avr. 86 : 425-448.

Les politiques d'ajustement mises en œuvre sous l'égide du FMI dans les pays endettés d'Amérique latine, qu'elles aient réussi ou échoué, ont modifié les relations économiques et sociales des pays concernés. Le FMI se révèle ainsi comme l'instrument du capitalisme occidental, ses interventions n'ont pas éliminé l'instabilité économique mondiale mais l'ont simplement transférée du Nord au Sud, du capital aux classes productives. La stabilisation selon le FMI n'est en fait qu'une destabilisation des économies du Sud.

4188. RAMIREZ-ROJAS, C.L. – « Currency substitution in Argentina, Mexico and Uruguay ». *Staff Papers* 32 (4), déc. 85 : 629-667 ; résumé en français et en espagnol.

Analyse de la demande de monnaie étrangère dans ces trois pays latino-américains où cette demande excédait de beaucoup les besoins du commerce extérieur et du tourisme. Cette situation s'expliquerait par le niveau très élevé de l'inflation et les dévaluations répétées. Etude des politiques susceptibles d'enrayer le phénomène de substitution.

4189. RODRIGUEZ ELIZONDO, José – « La democracia escarmentada. América latina 1959-1984 ». *Cuadernos americanos* 45 (1), fév. 86 : 28-43.

Une réflexion sur les antagonismes qui ont divisé et opposé les mouvements politiques et les forces armées pendant cette période critique de l'histoire latino-américaine invite à reconsidérer globalement les problèmes du développement socio-économique et politique régional à partir du consensus démocratique qu'exige au préalable leur solution.

4190. VELLAS, François – « Les échanges Sud-Sud de l'Amérique latine ». *Notes et études documentaires* (4) *Problèmes d'Amérique latine* (79), 1986 : 105-116.

La politique d'intégration économique en Amérique latine a favorisé l'essor des exportations – principalement destiné au marché réginal latino-américain et portant surtout sur les produits chimiques et les matériels de transport – mais elle n'a pu éviter les répercussions de la crise économique des années 80.

4191. VALERO, Ricardo – « Contadora : the search for peace in Central America ». *The Washington Quarterly* 9 (3), été 86 : 19-32.

Le groupe de Contadora œuvre en faveur du rétablissement de la paix en Amérique centrale. Il organise des sessions de négociations entre les différentes parties, mais ses actions portent également sur l'amélioration de la situation économique et sociale des pays. Ses efforts, s'ils n'ont pas permis la résolution du conflit, ont cependant permis d'éviter sa généralisation et son expansion.

4192. VITELLI, Guillermo – « Empresas industriales y empleo durante la industrialización sustitutiva ». *Comercio exterior* 36 (3), mars 86 : 250-267 ; tabl. ; bibliogr.

Typologie des entreprises que suscite en Amérique latine la politique de substitution des importations et examen des caractéristiques de l'emploi, quantitatives, associées à cette typologie.

4193. WALDE, Thomas W. – « Financing implications of mineral development agreements : some notes on recent mineral agreements in South America ». *Development and Peace* 7 (1), print. 86 : 64-94.

Le contenu du droit minier d'un pays influence directement la qualité et le niveau des investissements réalisés dans ce secteur. Cette influence est confirmée par l'analyse de trois accords miniers, concernant la Colombie, le Chili, le Venezuela et la Guyane.

Asie

Voir aussi : n° 4070, 4071, 4151

4194. « Everyday forms of peasant resistance in South-East Asia ». *The Journal of Peasant Studies* 13 (2), janv. 86 : 1-150.

Numéro spécial consacré à la résistance des paysans à l'Etat et/ou aux grands propriétaires terriens en Asie du Sud-Est. Voir notamment : PELZER WHITE, Christine : n° 4167 ; FEGAN, Brian : n° 4115 ; TRIA KERVLIET, Benedict J. : n° 4117.

4195. « Special report on Indochina : the prospects for peace ». *World Policy Journal* 3 (1), hiv. 86 : 83-155 ; tabl.

Suite d'articles consacrés à la situation actuelle en Indochine que les Etats-Unis pourraient débloquer en lançant de nouvelles initiatives à l'intention du Vietnam. Voir : SUKHUMBHAND PARIBATRA, M.R. : n° 4070 ; VO DONG GIANG : n° 4169 ; SCHEFFER, David J. : n° 3910.

4196. BIANCHI, Robert – « Interest group politics in the Third World ». *Third World Quarterly* 8 (2), avr. 86 : 507-539.

Dans la plupart des pays du Moyen-Orient et d'Asie, les systèmes de représentation des intérêts sont de nature hétérogène : le mode pluraliste et le mode corporatiste coexistent dans un même système politique, sans que l'un d'eux ne soit hégémonique en permanence. Le corporatisme d'Etat n'y a pas remplacé un pluralisme ingouvernable et dans les régimes autoritaires, le corporatisme a été source d'instabilité politique, et par là la cause imprévue du renouveau du pluralisme.

4197. TIHVINSKIJ, S. – « Problemy bezopasnosti v Azii i bassejne Tihogo okeana » (Les problèmes de sécurité en Asie et dans le bassin de l'Océan pacifique). *MEMO* (5), 1986 : 34-44 ; résumé en anglais.

Le caractère complexe et contradictoire de la situation internationale en Asie et dans le Pacifique exige une attention et une prudence particulières lors de

l'examen des problèmes de sécurité dans la région. La réalisation de la sécurité en Asie est une tâche de longue haleine, nécessitant l'adoption de mesures ponctuelles répondant aux intérêts de tous les pays de la région.

4198. YOUNG, Evans – « The foreign capital issue in the ASEAN Chambers of Commerce and Industry ». *Asian Survey* 26 (6), juin 86 : 688-705.

Dans les programmes de développement régional de l'ASEAN, les Chambres de Commerce et d'Industrie, représentant les entreprises privées ont pris une place importante, limitant ainsi la dépendance de ces programmes à l'égard des entreprises d'Etat et surtout du capitalisme international. Sans réussir à bncréer des firmes compétitives sur le marché international elles ont encouragé le développement d'une production nationale se substituant aux importations.

Europe communautaire

Voir aussi : n° 3791, 3884, 3885, 3886, 4066

4199. L'acte unique européen

a. LAMOUREUX, François – « L'Europe sort du blocage institutionnel ». *Projet* (200), août 86 : 55-71.
L'acte unique européen, en cours de ratification par les douze Etats-membres, témoigne de la capacité de la Communauté à se renouveler et symbolise la volonté des Etats de parvenir à une meilleure coopération politique.

b. LODGE, Juliet – « The single European act : towards a new Euro-dynamism ? » *Journal of Common Market Studies* 24 (3), mars 86 : 203-223 ; bibliogr.
En trois ans, les députés du Parlement européen, élus en 1979, ont réussi à relancer l'idée d'une Union européenne et obtenu la tenue en 1985 d'une Conférence intergouvernementale sur l'Union européenne. Mais d'importants désaccords subsistent.

4200. « Logement et différenciations sociales dans les villes européennes ». *Espace, populations, sociétés* (1) 1986 : 3-136 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Numéro spécial consacré aux différentes politiques du logement mises en œuvre dans quelques grandes villes européennes ainsi qu'aux modes d'organisation du marché du logement. Voir notamment ; °KESTELOOT, Christian : n° 3815 ; HUEKVELD, Gérard A. : n° 4108 ; ROBSON, Brian : n° 4008 ; KREIBICH, Volker : n° 3792 ; BURGEL, Guy : n° 4029 ; COUDROY DE LILLE, Laurent : n° 3873.

4201. Le serpent monétaire européen

a. GIAVAZZI, Francesco ; GIOVANNINI, Alberto – « The EMS and the dollar ». *Economic Policy* (2), avr. 86 : 455-474 ; tabl., graph. ; bibliogr.
Depuis la création du SME en 1979, les fluctuations bilatérales entre les monnaies européennes semblent concommitantes des fluctuations du dollar. Ainsi les réajustements monétaires au sein du SME sont souvent intervenus après un brusque mouvement de la monnaie américaine.

b. ROBINSON, Bill ; KEATING, Giles – « La Grande-Bretagne doit-elle rejoindre le SME ? ». *Economie prospective internationale* (27), 3e trim. 86 : 5-23 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.
Des déclarations officielles récentes et l'évolution de la politique économique laissent penser que les responsables britanniques envisagent plus favorablement la participation de la livre au mécanisme de change du SME. La livre devrait alors intégrer le SME au taux pivot de 3,40, mais il conviendrait de prévoir un mécanisme atténuant les conséquences des fluctuations du prix du pétrole.

4202. ABRAMSON, Paul ; INGLEHART, Ronald – « Generational replacement and value change in six West European societies ». *American Journal of Political Science* 30 (1), fév. 86 : 1-25 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le remplacement des générations a un rôle déterminant sur le développement des choix de valeurs dans les sociétés des pays d'Europe de l'Ouest, et le processus de changement de l'opinion publique sur ces valeurs : l'exemple du

matérialisme en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique et en Italie.

4203. CARMINUCCI, Carlo – « Le ipotesi di una moneta europea parallela : analisi comparata della suacapacità di penetrazione nel contesta monetario internazionale ». *Rivista di politica economica* 75 (5), mai 86 : 731-765 ; tabl., graph.

Plutôt que la création d'une « monnaie commune » l'hypothèse de la création d'une « monnaie parallèle » aux valeurs nationales pourrait permettre une approche graduelle de l'intégration monétaire évitant des coûts économico-sociaux trop élevés.

4204. IMBRECHTS, Luc – « L'égalité de rémunération entre hommes et femmes ». *Revue trimestrielle de droit européen* 22 (2), juin 86 : 231-242.

Depuis l'article 119 du Traité CEE, un long chemin a été parcouru sous l'impulsion de la Cour de justice des Communautés : on considère maintenant qu'il s'agit d'un droit fondamental, directement invocable par tout justiciable européen devant les tribunaux nationaux des Etats-membres non seulement à l'égard d'un Etat mais aussi à l'égard de toute personne privée.

4205. LONGUEVILLE, Guy – « L'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté européenne ». *Regards sur l'actualité* (122), juin 86 : 17-45 ; tabl.

L'Espagne et le Portugal ne s'intègrent pas sans douleur dans la CEE en raison du retard des économies ibériques notamment du Portugal. La CEE connaîtra des tensions en ce qui concerne la PAC, l'Europe bleue et les institutions communautaires. Pourtant ce troisième élargissement pourrait éventuellement stimuler la croissance communautaire à court et à long terme.

4206. SCHWARTZ, Ivo E. – « Broadcasting and the EEC treaty ». *European Law Review* 11 (1), fév. 86 : 7-60.

En juin 1984, la Commission européenne a publié un Livre vert, « Télévision sans frontières », consacré à la radio-télédiffusion par satellite et par câble dans les pays de la CEE, à l'harmonisation des politiques nationales et aux mesures permettant l'établissement d'un marché commun dans ce domaine.

4207. TAYLOR, D. et al. – « EC environmental policy and the control of water pollution : the implementation of directive 76/465 in perspective ». *Journal of Common Market Studies* 24 (3), mars 86 : 225-246 ; tabl., graph. ; bibliogr.

En 1976, le Conseil des Ministres des Communautés européennes a adopté une directive visant à contrôler la pollution des eaux provoquée par le rejet de substances dangereuses. La Grande Bretagne n'était pas d'accord avec les autres Etats-membres sur les critères de qualification des substances dangereuses et estime que l'application de la directive serait trop coûteuse pour l'industrie chimique britannique.

4208. VERNY, Sophie – « CEE-CAEM : le problème de la reconnaissance mutuelle ». *Le courrier des pays de l'Est* (305), avr. 86 : 30-44 ; tabl.

Depuis 1958, les relations entre la CEE et le CAEM sont caractérisées par des périodes de dialogue entrecoupées de confrontations et de désaccords idéologiques. Récemment, le CAEM a marqué sa volonté de resserrer ses liens avec la CEE qui, à son tour, à finalement accepté de discuter l'établissement de relations officielles avec le CAEM. Les pourparlers pourraient aboutir à une déclaration commune plutôt qu'à un accord de coopération, en raison des divergences quant à l'enjeu des négociations. Pour la CEE et l'URSS, les considérations politiques et stratégiques dominent, pour les autres pays du CAEM les intérêts économiques l'emportent.

Economie et finances

Voir aussi : n° 4264

4209. « Micro électronique : vers une conscience européenne ». *Politique industrielle* (4), été 86 : 6-52 ; tabl., graph.

Suite d'articles consacrés à la compétition Europe-Etats-Unis-Japon dans le domaine de la micro-électronique : l'avenir de l'Europe passe par la conclusion d'accords entre les partenaires européens.

4210. KOVAR, Robert – « Droit communautaire de la concurrence et droit international ». *Cahiers de droit européen* (2) 1986 : 127-150.

La décision de la Commission de la CEE du 19 décembre 1984 portant sur les importations d'aluminium d'Europe de l'Est contient les thèmes essentiels concernant les rapports du droit communautaire de la concurrence et du droit international : question de l'extraterritorialité des règles de concurrence, applicabilité du droit communautaire de la concurrence à certaines activités d'Etats étrangers à la Communauté, incidence de l'intervention d'autorités étatiques étrangères sur l'application du droit communautaire de la concurrence à des entreprises.

4211. PESTRE, Dominique ; KRIGE, John – « La naissance du CERN, le comment et le pourquoi ». *Relations internationales* (46), été 86 : 209-226.

La genèse du CERN, officiellement créé le 29 septembre 1954, se caractérise, au-delà d'un contexte favorable marqué par la création de nombreuses organisations de « big science », par la réalisation d'une interface entre le scientifique et le politique : ce sont des initiatives individuelles de physiciens et de diplomates qui ont fait aboutir ce projet porteur de la compétition avec l'Est, mais excluant les affaires militaires.

4212. STEMITSIOTIS, Loukas – « Les niveaux de prix en Europe de 1970 à 1985 ». *Economie prospective internationale* (27), 3e trim. 86 : 43-53 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Le cas des pays de la CEE, nations qui présentent un niveau de développement relativement homogène, vérifie-t-il la théorie de l'égalisation à long terme des niveaux nationaux de prix ? En fait, de 1970 à 1985, les niveaux de prix en Europe se caractérisent par la persistance de disparités par rapport à une moyenne communautaire et les structures des prix relatifs varient beaucoup entre les pays. Il semble donc que le maintien des disparités des prix ne s'observe pas seulement sur le court terme.

Europe occidentale

4213. BAER, Alain – « ATBM », défense aérienne élargie et concept de dissuasion globale ». *Défense nationale* 42, sept. 86 : 7-20.

L'initiative de Défense Stratégique américaine répond mal à la menace accrue des missiles balistiques tactiques soviétiques. L'implantation d'antimissiles balistiques tactiques (ATBM) en Europe devrait être envisagée, son coût et sa fiabilité technique évalués, ainsi que ses liens avec l'IDS. Ce système devrait par ailleurs être intégré dans un système plus large de défense européenne, qui reste à définir.

4214. COHEN-JONATHAN, Gérard – « Cour européenne des droits de l'homme (1982-1983-1984) ». *Cahiers de droit européen* (2), 1986 : 203-232.

Plus de trente arrêts ont été rendus par la Cour européenne des droits de l'homme de 1982 à 1984 : commentaires des différentes affaires en fonction des problèmes de fond principaux : interdiction du travail forcé, privation de liberté, droit à un procès équitable, respect de la vie privée, droit au respect des biens et respects des convictions philosophiques de parents dans le cadre du droit à l'instruction.

4215. WILLENZ, Eric – « Why Europe needs the Welfare State ». *Foreign Policy (New York)* (63), été 86 : 88-107.

La construction de l'Etat-providence a été, pour les Européens, le seul moyen de préserver leurs institutions démocratiques à la fin de la deuxième guerre mondiale et de rectifier leurs inégalités économiques et sociales. Malgré les menaces qui pèsent sur ce système social et les pressions des Américains qui voudraient que leurs alliés consacrent plus d'argent à leur défense qu'à leur Sécurité sociale, le Welfare State sera préservé.

Europe orientale

Voir aussi : n° 4163, 4165, 4208

4216. « Power, purpose, and collective choice : economic strategy in socialist states ». *International Organization* 40 (2), print. 86 : 187-598.

Numéro spécial consacré à la stratégie économique des pays du COMECON, (Roumanie, Hongrie, Pologne, URSS) à l'intérieur comme à l'extérieur, pour répondre au changement de l'environnement international. Voir notamment : LINDEN, Ronald H. : n° 4124 ; BAYLIS, Thomas A. : n° 3786 ; COMISSO, Ellen ; MARER, Paul : n° 4032 ; POZNANSKY, Kazimierz : n° 4118 ; WOODWARD, Susan L. : n° 4173 ; HOUGH, Jerry F. : n° 4165.

4217. DERÂBINA, M. – « Malye predpriatiâ v gosudarstvennoj promyšlennosti : opyt evropejskih stran SÈV » (Les petites entreprises dans l'industrie d'Etat : l'expérience des pays européens du CAEM). *Voprosy ekonomiki* (6), juil. 86 : 119-128.

L'expérience des petites entreprises, privées ou publiques, s'est beaucoup répandue dans les pays européens du CAEM et elle présente pour l'URSS un intérêt certain. Le fonctionnement, le système de planification la politique des salaires dans ces entreprises. Les différences d'un pays à l'autre.

Pacifique et Océanie

4218. « Développement et coopération régionale dans l'Océan Indien ». *Annuaire des pays de l'Océan indien* 9, 1983 : 19-223 ; tabl.

Suite d'articles consacrés aux principes, aux formes, aux difficultés de la coopération, entre pays riverains de l'Océan Indien. Voir notamment : MAURICE, Pierre : « Eléments d'une problématique de la coopération dans un espace régional pluri-national » ; « L'état des échanges commerciaux inter-îles » ; RAKOTONDRAMBOA, A. ; DUCOUDRAY, M. : « Les transports maritimes dans la zone sud-ouest de l'océan Indien » ; BOURRINET, Jacques : « Les principes de la coopération régionale au niveau communautaire ».

4219. KOHONA, Palitha T.B. – « The evolving concept of a Pacific Basin Community ». *Asian Survey* 26 (4), avr. 86 : 399-419.

L'idée d'une communauté du Bassin Pacifique suscite dans la région un enthousiasme justifié par d'importantes ressources économiques. Cependant, en raison de la diversité des régimes politiques, des cultures, des situations économiques et sociales, cette communauté ne pourra s'établir que de façon très progressive, et s'inspirer de celles qui existent déjà dans d'autres parties du monde.

Pays arabes et Moyen-Orient

Voir aussi : n° 3864, 3865, 3866, 3869, 3899, 3909, 4002, 4043, 4077, 4139, 4140, 4150, 4229, 4264

4220. « Cultures populaires ». *Peuples méditerranéens. Mediterranean Peoples* (34), mars 86 : 5-162.

Numéro consacré à une réflexion sur le devenir de la culture et singulièrement de la religiosité populaire, dans les sociétés méditerranéennes : l'évolution du sacré et de la pratique nés dans un milieu rural et confrontés à un mode de vie radicalement différent, les relations entre culture populaire et culture institutionnalisée.

4221. « Effets sociaux des migrations inter-arabes ». *Maghreb Machrek* (112), juin 86 : 5-68 ; tabl., graph., carte ; bibliogr.

Quatre études tentant de replacer dans son contexte social le phénomène migratoire massif que connaissent les Etats arabes producteurs de pétrole. Voir notamment : ABD AL-MÚTI, Abd el-Basit : n° 3865 ; BEAUGE, Gilbert : n° 4081.

4222. BARNERY, Jean – « Les relations arabo-africaines, 1973-1986 : de la solidarité au désenchantement ». *Géopolitique africaine* (2), juin 86 : 157-173 ; tabl.

Après des débuts prometteurs, la coopération arabo-africaine a rapidement connu de graves déconvenues. Le divorce sera difficile à éviter si les dirigeants arabes parmi les plus lucides ne parviennent pas à redresser la situation en accordant à l'Afrique noire toute la considération et toute la générosité qui lui sont dues.

4223. RONDOT, Philippe – « Au nom du Jihad islamique ». *Politique internationale* (32), été 86 : 163-175 ; résumés en anglais et en espagnol.

Reprenant les méthodes de la secte des Assassins qui menaça gravement l'ordre politique au XIIe siècle, le Jihad islamique s'est substitué au nationalisme pan-arabe maintenant flétri qui a fleuri dans les années 60. Séduisant toutes les classes sociales et fort du succès de la révolution iranienne le Jihad s'est répandu dans tout le Moyen-Orient. La Syrie qui a parfois encouragé son action, risque, si elle n'y prend garde, de ne plus pouvoir la maîtriser.

4224. SHERBINY, Naien – « Oil and international activities of Arab banks » *The World Economy* 9 (2), juin 86 : 193-210 ; tabl.

Grâce à l'augmentation des prix du pétrole, la décennie 1970 a été celle de l'internationalisation des banques arabes. Mais la chute des revenus de ces pays producteurs de pétrole ne va pas obligatoirement réduire les activités internationales des banques arabes, en particulier grâce à la demande potentielle de projets de développement et de financement du commerce des pays arabes.

Pays en développement

4225. Le commerce extérieur

a. RAVENHILL, John – « Aid through trade : reforming the international trade regime in the interests of the least developed countries ». *Third World Quarterly* 8 (2), avr. 86 : 449-485 ; tabl.
Dans le cadre des relations commerciales internationales, les pays les moins avancées sont incapables de faire face à la concurrence lorsqu'ils sont placés sur le même plan que les pays en développement. Des mesures spécifiques devraient être prises en leur seule faveur, afin qu'ils puissent diversifier leurs exportations (en leur garantissant des préférences par rapport aux autres PVD) et stabiliser leurs exportations actuelles à un niveau de recettes suffisant.

b. SAPIR, André – « Trade in investment related technological services ». *World Development* 14 (5), mai 86 : 605-622 ; tabl. ; bibliogr.
Les pays en voie de développement sont devenus d'importants acteurs dans les échanges de services de conception, gestion et réalisation de projets d'investissement. Cependant leur succès est dû presque entièrement à l'aide des pays qui ont pu accumuler du capital humain, des capacités technologiques et du capital physique. Les exportations de ces services par les PVD sont dirigées presque exclusivement vers d'autres PVD, et particulièrement vers les pays exportateurs de pétrole.

4226. Les pays non alignés

a. ALIMOV, U.I. – « Dviženie neprisoedineniâ : ot vnešne-političeskoj koncepcii k meždunatodnomu ob« edineniû » (Le mouvement du non-alignement : de la conception de la politique extérieure à l'unification internationale). *Voprosy istorii* (4), avr. 86 : 3-14 ; résumé en anglais.
Depuis sa naissance à la fin des années 40, le mouvement des non-alignés a traversé plusieurs étapes qui l'ont conduit, dans les années 80, à devenir un facteur influent des relations internationales. Sa contribution à la lutte pour la paix et la sécurité sera encore plus importante s'il réussit à éliminer les forces centrifuges en son sein.

b. COLARD, Daniel – « Le mouvement des pays non-alignés ». *Défense nationale* 42 (7), juil. 86 : 39-53.
Vaste rassemblement d'Etats hétérogènes né en 1961, le MNA reste original par les principes politiques sur lesquels il est fondé, son évolution, ses structures et les buts qu'il poursuit. Malgré les divisions et les échecs

politiques, diplomatiques et économiques, son poids sur la scène internationale est indéniable. Il reste l'enjeu d'une rivalité entre les deux blocs.

4227. Progrès scientifique et transfert de technologie

a. KARAGODIN, N. ; MARKOV, N. – « Novyj etap NTR i razvivajuščiesja strany » (La nouvelle étape de la révolution scientifique et technique et les pays en voie de développement). *MEMO* (4), 1986 : 56-70 ; résumé en anglais.
Des pays en voie de développement de plus en plus nombreux intègrent, avec plus ou moins de succès, le progrès scientifique et technique le plus récent à leurs programmes de développement. Pour lutter contre la menace du néocolonialisme technologique, le rôle de l'Etat est capital aussi bien pour gérer le progrès scientifique et technique à l'intérieur que pour développer la coopération avec d'autres pays en voie de développement et avec la communauté socialiste.

b. HELMSCHROTT, Helmut – « Technologietransfer in die Entwicklungsländer » (Transfert de technologie dans les pays en voie de développement). *Ifo Schnelldienst* 39 (10/11), 7 avr. 86 : 11-18 ; tabl.
Le transfert de technologie reste la principale source de progrès technique dans les pays en voie de développement. L'institut IFO a entrepris une étude sur ce sujet et sur le développement et la recherche industrielle pour la fondation Thyssen. En ce qui concerne l'Inde et la Corée du Sud, choisis comme exemples en raison de la diversité de leurs structures industrielles, l'importation de technologie s'est considérablement intensifiée ces dernières années en dépit des efforts de recherche et de développement industriel. Ce phénomène est dû à la demande croissante de nouvelles technologies.

4228. BRAUMAN, Rony – « Le tiers-mondisme contre le Tiers-Monde ». *Géopolitique africaine* (2), juin 86 : 7-20.

Il est désormais hors de doute que le concept de Tiers-Monde recouvre des réalités disparates aux intérêts divergents. Le défi que doit relever le continent africain pour sortir de l'impasse actuelle est d'une telle ampleur qu'il impose de se débarrasser du « prêt-à-porter » idéologique qui a trop souvent tenu lieu de réflexion.

4229. BROWN, Leslie H. – « Regional collaboration in resolving Third World conflicts ». *Survival* 28 (3), juin 86 : 208-220 ; bibliogr.

Le nombre de conflits au sein du Tiers Monde est considérable, mais les pays développés répugnent à intervenir, sauf dans de très rares cas. Les organisations régionales telles que l'OEA, l'OUA et la Ligue arabe devraient jouer dans ce domaine un rôle plus important que jusqu'à présent.

4230. ROTHSTEIN, Frances – « The new proletarians : Third World reality and first world categories ». *Comparative Studies in Society and History* 28 (2), avr. 86 : 217-238 ; tabl. ; bibliogr.

L'analyse de la réalité sociale des travailleurs de San Cosme, une communauté rurale du centre du Mexique, montre que le concept de « paysan-travailleur », appliqué aux travailleurs salariés du Tiers Monde témoigne d'une vision simpliste et ethnocentrique du Tiers Monde, que l'on veut, en caractérisant ainsi ses travailleurs, maintenir dans une phase de transition, alors que les réalités du développement capitaliste et de la prolétarisation y sont patents.

4231. RUNGE, C.F. – « Common property and collective action in economic development ». *World Development* 14 (5), mai 86 : 623-635 ; graph. ; bibliogr.

Dans beaucoup de PMA, la mauvaise gestion des ressources naturelles est due aux mesures de gestion du domaine public. Ce point de vue a conduit à généraliser les tentatives de privatisation de forêts, grands domaines et ressource en eau. Mais la propriété publique peut continuer à être à la fois efficace et équitable, complémentaire des droits privés. La tragédie de la propriété publique n'est pas un modèle satisfaisant. Il faut rechercher des alternatives institutionnelles pour la gestion des ressources.

4232. VALENCIA, Mark J. – « Third World cooperation on Pacific marine mineral resources ». *Third World Quarterly* 8 (2), avr. 86 : 594-619 ; tabl., cartes.

Depuis dix ans, la prise de conscience par les pays en développement des richesses de leurs fonds marins les a amenés à étendre unilatéralement leur zone économique exclusive. La coopération est indispensable pour la recherche scientifique et l'exploitation des ressources minières de ces fonds, en raison de leur structure géologique complexe qui ne peut être appréhendée qu'au niveau d'une région et non pas d'un Etat.

4233. VINING, Daniel – « Population redistribution towards core areas of less developed countries 1950-1980 ». *International Regional Science Review* 10 (1), avr. 86 : 1-45 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Les zones centrales de la plupart des pays en développement ont encore un taux élevé et dans nombre de cas, un taux croissant, d'immigration nette. Cette donnée confirme le modèle de développement de la concentration spatiale et devrait conduire à mettre de côté toutes autres explications de déconcentration.

Economie et finances

4234. GULAP, Haldun – « Debate on capitalism and development : the theories of Samir Amis and B.U. Warren ». *Capital and Class* (28), print. 86 : 139-159 ; bibliogr.

Les conflits récents sur l'importance du développement capitaliste dans le Tiers Monde ont opposé les partisans des théories de Frank et Amin et ceux qui, en accord avec Warren, estiment que le capitalisme apporte une poussée dynamique au développement. Cependant, le développement idéal est commun aux deux écoles, et le développementalisme a complété les analyses marxistes de classes et les changements dans la division internationale du travail. Le capitalisme chez Warren se confond avec l'impérialisme, et le socialisme, pour Amin n'est rien d'autre qu'un modèle idéal de capitalisme autocentrique.

4235. HAQUANI, Zalmaï – « Industrialisation et commerce du Tiers Monde ». *Notes et études documentaires* (8), 1986 : 5-139 ; tabl. ; bibliogr.

Au-delà des stratégies et des politiques d'industrialisation retenues, des succès obtenus par les pays en voie de développement, en matière de développement, il est nécessaire de prendre en compte sur le plan international des spécificités économiques et commerciales de ces pays. L'analyse du droit international et de l'environnement économique mondial (coopération internationale et échanges commerciaux) montre que l'industrialisation du Tiers Monde est un phénomène complexe.

4236. SABEL, Charles – « Industrializzazione del Terzo Mondo e nuovi modelli produttivi ». *Stato e mercato* (2), août 86 : 217-251 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

La crise du primat de la production de masse, credo du « premier monde » de la fin de la seconde guerre mondiale aux années 1970 transposé au développement du Tiers Monde, a provoqué l'apparition d'une nouvelle stratégie de « spécialisation flexible » dont l'application au Tiers Monde sera bénéfique.

Pays occidentaux

Voir aussi : n° 3872, 3876, 4080

4237. GUBIAN, Alain – « Fiscalité des entreprises et décision d'investissement ; éléments de comparaison internationale. France, RFA, Etats-Unis ». *Observations et diagnostics économiques* (16), juil. 86 : 181-216.

Les évaluations du coût d'usage réel du capital et du coût relatif capital-travail-déterminants essentiels des décisions d'investissement-permettent de mesurer l'incidence des principaux aspects de la fiscalité directe des entreprise dans les trois pays.

4238. HELLIWELL, John et al. – « L'offre dans le modèle macro-économique de l'OCDE ». *Revue économique de l'OCDE* (6), print. 86 : 83-144 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Description des modifications apportées par le secrétariat de l'OCDE au bloc d'offre du modèle macro-économique mondial INTERLINK.

4239. KLAU, Friedrich ; MITTELSTADT, Axel – « Flexibilité du marché du travail ». *Revue économique de l'OCDE* (6), print. 86 : 7-51 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La disparité des taux de chômage entre pays résulte de degrés différents de flexibilité du marché du travail, les chocs sur les prix entraînant un chômage structurel plus élevé dans les marchés dits rigides. Analyse du degré de flexibilité à atteindre et de ses différents aspects.

4240. VAN GINNEKEN, Wouter – « Le plein emploi dans les pays de l'OCDE : pourquoi pas ? » *Revue internationale du travail* 125 (1), fév. 86 : 21-41.

L'objectif de la politique économique de ces pays depuis 1945 a toujours été d'éradiquer le chômage. Mais celui-ci, qui avait pratiquement disparu, s'est développé depuis une dizaine d'années. Or le plein emploi peut être atteint à nouveau à moyen terme sous certaines conditions auxquelles doivent souscrire Etats et partenaires sociaux : il faut admettre que le coût de la main-d'œuvre soit inférieur à celui du capital, une plus grande flexibilité du travail, une réduction du temps de travail.

III
ÉTUDES GÉNÉRALES MONDIALES OU INTERNATIONALES

Institutions et vie politiques

4241. [Abolitionism] *Contemporary Crises* 10, 1986 : 5-106.

Numéro spécial consacré à l'abolitionisme, courant de pensée, qui s'est surtout développé en Europe de l'ouest et qui se consacre à la critique et la volonté de remplacer tout le système de justice pénale de répression de la criminalité. Voir : SCHEERER, Sebastian : « Toward abolitionism » ; STEINERT, Heinz : « Beyond crime and punishment » ; DE FOLTER, Rolf S. : « On the methodological foundation of the abolitionist approach to the criminal justice system. A comparison of the ideas of Hulsman, Mathlesen and Foucault » ; HULSMAN, Louk H.C. : « Critical criminology and the concept of crime » ; MATHIESEN, Thomas : « The politics of abolition » ; CHRISTIE, Nils : « Image of man in modern penal law ».

4242. « Social movements ». *Social Research* 52 (4), hiv. 85 : 663-890.

Numéro spécial consacré aux nouveaux mouvements sociaux qui prolifèrent dans les pays industrialisés, depuis les années soixante-dix : pacifistes, écologistes, féministes, autonomistes.

4243. Le terrorisme

a. « The roots of terrorism ». *The New Internationalist* (161), juil. 86 : 4-23.
Numéro consacré au terrorisme dans le monde, à la violence et au climat d'insécurité qu'il engendre.

b. FURET, François – « Terrorism and democracy ». *Telos* (65), aut. 85 : 75-86.
Démocratie et terrorisme ne sont pas forcément incompatibles mais ils ne peuvent être superposés. Le terrorisme est généralement fondé sur des revendications nationales. Les mouvements terroristes parviennent à faire la synthèse idéologique de plusieurs courants de pensée.

c. SOFAER, Abraham D. – « Terrorism and the law ». *Foreign Affairs* 64 (5), été 86 : 901-922.
Jusqu'à présent, le droit international a été incapable de juguler le terrorisme ; au contraire, il semble qu'il serve la cause des tenants de la violence politique. Il est donc urgent que la communauté internationale détermine les nouveaux objectifs que le droit devrait poursuivre.

4244. DENISOV, V.V. – « Politika i moral' (O klassovom soderžanii i napravlenosti političeskoj ètiki) » (La politique et la morale. Du contenu de classe et de l'orientation de l'éthique politique). *Voprosy filosofii* (5), 1986 : 88-100 ; résumé en anglais.

Ebranlé par la crise actuelle jusque dans ses institutions politiques fondamentales, le capitalisme mise sur la « guerre psychologique » en accusant le marxisme léninisme de relativisme moral. Toute l'histoire du mouvement communiste dément les accusations anti-communistes et confirme, au contraire, l'humanisme et la moralité de la politique des partis communistes.

4245. MUELLER, Dennis C. ; MURRELL, Peter – « Interest groups and the size of government ». *Public Choice* 48 (2), 1986 : 125-145.

Selon une analyse faite à partir de données portant sur les pays de l'OCDE en 1970, plus les groupes de pression sont nombreux, plus l'exécutif a tendance à se développer. En effet, pour défendre leurs intérêts ces groupes font pression sur le gouvernement pour qu'il nomme de nouveaux fonctionnaires et crée de nouveaux services ou administrations.

4246. PEREGUDOV, S. – « Social-demokratiâ pered licom novyh problem » (La social-démocratie face aux nouveaux problèmes). *MEMO* (6), 1986 : 16-30 ; résumé en anglais.

Discréditée au cours des années 70, la social-démocratie cherche, grâce à une « modernisation » de son programme politique, à retrouver une certaine audience parmi les masses en présentant une alternative crédible à la politique néoconservatrice. Le manque de rigueur méthodologique permet aux partis sociaux-démocrates d'agir sur un champ politique relativement large, mais explique aussi leurs crises de confiance périodiques.

4247. ZARISKI, Raphael – « The legitimacy of opposition parties in democratic political systems : a new use for an old concept ». *The Western Political Quarterly* 39 (1), mars 86 : 29-47 ; bibliogr.

Un parti cherche en général à bénéficier d'une double légitimité : exogène (la reconnaissance de sa capacité à gouverner) et endogène (sa capacité à mobiliser ses adhérents). Le manque de légitimité exogène peut conduire certains partis, en particulier les partis communistes, à un processus volontaire de « délégitimation ».

Relations internationales

Voir aussi : n° 3907

4248. L'espace

a. JASANI, Bhupendra – « Outer space being turned into a battlefield ». *Bulletin of Peace Proposals* 17 (1), 1986 : 29-39 ; tabl., graph.
L'espace ne cesse de se militariser depuis plusieurs années. A la fin de l'année 1985, 2 314 satellites ayant des fonctions militaires avaient été lancés. Ce phénomène est lié à la disparition de la distinction classique entre les matériels à vocation défensive et à vocation offensive.

b. PICHOUD, Daniel – « L'espace pour voir, écouter, communiquer ». *Défense nationale* 42, juil. 86 : 141-152.
Synthèse des moyens actuels de la conquête de l'espace et des évolutions à prévoir. Description des différents types de satellites militaires. L'activité spatiale militaire en France : structures, satellites de télécommunication, de navigation, renseignement spatial. Pour l'Europe, état de l'industrie spatiale, évolution scientifique et technologique à prévoir, utilisation de l'homme dans l'espace. Les activités spatiales pour la sécurité représentent un enjeu d'importance européenne, plutôt que nationale.

4249. [Die Menschenrechte] (Les droits de l'homme). *Aus Politik und Zeitgeschichte* (19), 10 mai 86 : 3-46.

Trois articles consacrés à l'objectif que s'est fixé l'ONU en 1945 : le respect des droits de l'homme. Où en est-on à l'ONU comme dans les réalisations des accords d'Helsinki en ce qui concerne cet objectif ? Est-ce-que cet objectif est la condition nécessaire à l'établissement de la paix ?

4250. Le traité de non-prolifération nucléaire

a. DUNN, Lewis A. – « Building on success : the NPT at fifteen ». *Survival* 28 (3), juin 86 : 221-233 ; bibliogr.
Plus de cent vingt-cinq Etats ont jusqu'à présent signé le Traité de non-prolifération des armes nucléaires conclu il y a quinze ans, en 1970, et qui,

malgré les prévisions pessimistes quant à son avenir, a constitué une importante contribution au maintien de la paix internationale et à la sécurité du monde. Comme tous les cinq ans, une conférence a été tenue en 1985 à Genève pour dresser le bilan de la période écoulée.

b. GOLDBLAT, Jozef – « The third review conference of the Nuclear Non-Proliferation Treaty ». *Bulletin of Peace Proposals* 17 (1), 1986 : 13-27 ; tabl.
Pour la troisième fois, les pays signataires du Traité de non-prolifération nucléaire se sont réunis à Genève. Comme en 1980, les chances pour que cette réunion débouche sur un communiqué commun étaient bien minces. Par ailleurs, le problème de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins civiles a soulevé des controverses.

c. HINES, Colin ; LOWRY, David – « Reluctant compromise on the nuclear arms chase ». *Third World Quarterly* 8 (2), avr. 86 : 559-582.
En septembre 1985, 88 des 130 pays signataires du traité de non-prolifération nucléaire se sont retrouvés à Genève pour la 3e Conférence d'évaluation du traité. Aucun progrès n'ayant été réalisé en ce qui concerne les dispositions de l'article VI (ouverture de négociations sur le désarmement nucléaire), un échec complet était à craindre, mais les résultats de cette conférence ont finalement été plus constructifs que prévu.

4251. BERMEJO, Romualdo – « Place et rôle de l'équité dans le droit international nouveau ». *Österreichische Zeitschrift für Öffentliches Recht und Völkerrecht* 36 (3), 1986 : 219-253.

Le droit réserve une part de plus en plus importante à la notion d'équité, malgré l'effort de codification dont il a été l'objet. Cette évolution s'applique au droit interne, mais également au droit international, et particulièrement dans le domaine économique. Cette tendance traduit une individualisation de la justice, une humanisation du droit.

4252. THOMPSON, Stanley L. ; SCHNEIDER, Stephen H. – « Nuclear winter reappraised ». *Foreign Affairs* 64 (5), été 86 : 981-1005 ; graph.

Les travaux de recherche se poursuivent dans le monde, mais surtout aux Etats-Unis sur le gel nucléaire, c'est-à-dire les effets climatiques néfastes dus aux poussières radioactives en cas de guerre atomique, ce qui rend encore plus urgent la solution politique à la course aux armements et à la menace de guerre nucléaire.

4253. WHITAKER, Meg – « What ist the Cold war about and why is it still with us ? » *Studies in Political Economy* (19), print. 86 : 7-30.

Les relations entre les deux grands ont pris un tour aussi agressif qu'aux premiers temps de la guerre froide comme en témoigne la récente controverse à propos des euromissiles. L'origine du conflit est essentiellement idéologique et a permis aux deux puissances d'assurer leur influence, bien que les Etats-Unis dominent. Un espoir de mettre fin à la course aux armements réside dans les volontés nationales s'opposant au « leader » de chaque bloc.

Vie culturelle et scientifique

4254. Les nouvelles technologies

a. DANZIN, André – « L'aventure technologique et le concept de " géo-technique " ». *Relations internationales* (46), été 86 : 263-287.
L'importance de la triade Etats-Unis-Japon-Europe du Nord-Ouest dans l'avènement d'un âge relationnel, où la connaissance est devenue la matière première principale, fait de la localisation géographique de l'application des nouvelles technologies le phénomène majeur dans la détermination des évolutions politiques : le " géo-technique " domine le géopolitique.

b. SAAGE, Richard – « Zur Aktualität des Begriffs " Technischer Staat " » (De l'actualité du concept d'" Etat technique ". *Gewerkschaftliche Monatshefte* 37 (1), janv. 86 : 37-47.
Selon les théories du conservatisme technocratique, l'évolution de la société était déterminée par des superstructures sociotechniques et le développement technologique. Le concept d'« Etat technique » s'est heurté aux limites imposées par la crise des années soixante-dix et recouvre aujourd'hui la volonté néo-conservatrice de démanteler l'Etat social en encourageant l'initiative des entreprises et le progrès technologique.

c. SOURNAC, Claude – « Intelligence artificielle : le XXIe siècle a commencé ». *Politique industrielle* (4), été 86 : 175-186.
L'intelligence artificielle est une vaste entreprise coûteuse et les systèmes experts ont leurs limites. Mais l'importance accordée aux Etats-Unis et au Japon à cette discipline démontre son intérêt stratégique.

4255. « Teoría de la comunicación ». *Revista española de investigaciones sociológicas* (33), mars 86 : 7-279.

Numéro spécial sur les nouvelles orientations, théoriques et méthodologiques, de l'analyse de la communication. Voir notamment : « Medios de comunicación en cinco comunidades autonomas, 1985-1986 » : n° 3871.

4256. GHEBALL, Victor-Yves – « L'évolution de la crise de l'UNESCO ». *Défense nationale* 42, sept. 86 : 87-101.

L'UNESCO a vécu récemment deux événements importants. La Conférence de Sofia (8 oct.-10 nov. 1985) a heureusement abouti à des compromis satisfaisants, particulièrement pour les pays occidentaux. Par ailleurs, le récent retrait de la Grande-Bretagne a eu des conséquences sérieuses. Dans la crise de fonctionnement qu'elle traverse, l'UNESCO montre cependant une volonté de réforme indéniable.

4257. MARIAN, Michel – « Les sept frontières chrétiennes de l'Islam ». *Esprit* (7), juil. 86 : 39-59.

Le renouveau islamique prétendant au respect intégral de la Charia et à l'application de la totalité des valeurs islamiques rencontre des noyaux de résistance de la part des exclus de la communauté musulmane, chrétiens et polythéistes, animés par les chrétiens. S'il existe une dynamique enveloppante du christianisme face aux coups de boutoir de l'Islam, la stratégie à adopter différente selon les régions, est encore mal définie et l'engagement des Eglises en faveur de ceux qui sont menacés d'exclusion paraît faible.

4258. RIGAUX, François – « Le régime des données informatisées en droit international privé ». *Journal du droit international* 113 (2), juin 86 : 311-328 ; bibliogr.

Les législations nationales sur le traitement automatisé des données à caractère personnel accordent aux individus une protection objective par la prohibition d'introduire dans un fichier certaines données sensibles et par les contrôles administratifs exercés sur les banques de données. De plus, elles confèrent à chaque personne un droit d'accès aux données qui les concernent. Les réglementations internationales (la Convention du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 et les lignes directives de l'OCDE) prévoient les mêmes obligations.

Questions sociales

4259. « Temps et sociétés ». *Revue internationale des sciences sociales* (107), 1986 : 5-114.

Suite d'articles consacrés à l'évolution du temps de travail et à la place croissante du temps libre et des loisirs dans toutes les sociétés industrialisées. Voir notamment : SAMUEL, Nicole : n° 3970 ; BELLONI, Maria Carmen : n° 4048 ; PATROUCHEV, V.D. : n° 4156.

4260. Le Welfare State

a. « Le alternative de Welfare State ». *Democrazia e diritto* 26 (3), juin 86 : 47-153.
Trois articles consacrés au futur du Welfare State, remis en cause par les modifications du marché et des politiques de l'emploi, bien qu'une enquête dans les pays de l'OCDE révèle des résultats économiques satisfaisants dans les pays où le Welfare State est le mieux structuré, infirmant ainsi les thèses libérales.

b. « The crisis of the Welfare State ». *Praxis* 6 (1), avr. 86 : 1-69.
Suite d'articles consacrés à la crise financière de l'Etat providence, résultat de la récession économique mondiale, et aux remèdes que devront y apporter les social-démocraties.

4261. BALLOT, Gérard ; PIATECKI, Cyrille – « Turnover, productivité et hiéarchie dans le marché interne du travail ». *Revue économique* 37 (2), mars 86 : 285-306 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Analyse théorique d'un marché interne du travail à deux échelons, fondé sur la rationalité de l'employeur et des salariés et de l'incidence de certaines variables : plan de carrière offert par l'employeur et taux de démission du personnel d'exécution qui dépend des éléments de ce plan et détermine le turnover.

4262. BECHHOFER, F. ; ELLIOTT, B. – « The petite bourgeoisie in late capitalism ». *Annual Review of Sociology* 11, 1985 : 181-207 ; tabl. ; bibliogr.

La petite bourgeoisie demeure une catégorie permanente et socialement distincte dans l'évolution des sociétés capitalistes. Elle joue un rôle déterminant dans la vie économique et politique, à la fois pourvoyeur d'emplois et défenseur du capitalisme et de la démocratie libérale.

4263. KASARDA, John D. ; BILLY, John, O.G. – « Social mobibity and fertility ». *Annual Review of Sociology* 1985 : 305-328 ; bibliogr.

Analyse théorique des rapports entre mobilité sociale et fécondité et problèmes de méthodologie.

Economie et finances

4264. Les banques

a. « Co-operatives. The green banks go international ». *Euromoney* août 86 *Supplément* : 28 p. ; tabl.
Dossier consacré aux banques coopératives en Europe et au Japon.

b. « Top 500 : a 17 year record ». *The Banker* 136 (726), août 86 : 58-70 ; tabl.
Classement des 500 premières banques dans le monde : évolution, année par année, depuis 1970.

c. BIZOT, Alain – « Banque et industrie : un partenariat renouvelé ». *Politique industrielle* (4), été 86 : 64-74.
Pour réussir un partenariat de tous les instants avec les entreprises, les banques ont aménagé leurs structures, modernisé leurs procédures, diversifié leurs produits et accru leurs charges. Le mouvement est lancé et personne n'a intérêt à le voir dévier de sa route.

d. DE CECCO, Marcello – « Relations financières internationales et transnationales ». *Revue française d'économie* 1 (1), été 86 : 110-125 ; résumé en anglais.
Depuis les années 70, on a assisté à la transnationalisation du système bancaire alors qu'auparavant les relations bancaires étaient internationales et soumises au contrôle étatique. Actuellement, les risques de crise financière mondiale encouragent le retour éventuel à une garantie, en dernier ressort, des Etats.

e. KHAN, Mohsin S. – « Islamic interest free banking : a theoretical analysis ». *Staff Papers* 33 (1), mars 86 : 1-27 ; résumé en français et en espagnol.
La religion musulmane interdisant les taux d'intérêts fixes ou préétablis, les banques islamiques ont dû mettre au point un système dans lequel bénéfices et pertes sont partagés entre l'organisme bancaire et ses clients. Ceux-ci participent en quelque sorte au capital. On peut se demander si un tel système ne permet pas mieux que les taux d'intérêt classiques de faire face aux changements brusques que peuvent provoquer les crises bancaires.

4265. Le contre choc pétrolier

a. ADDA, Jacques – « La baisse des prix du pétrole : quelles perspectives pour l'OPEP et quelles retombées pour le Tiers-Monde ? » *Observations et diagnostics économiques* (16), juil. 86 : 115-150 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.
Intervenant douze ans après le premier choc pétrolier, l'effondrement du prix du pétrole répond aux mutations qui se sont opérées sur le marché international depuis le début des années 80. Cette stratégie imposée par l'Arabie saoudite ne sert pas les intérêts du Tiers-Monde dans son ensemble : les régions les plus touchées par la crise depuis 1980, l'Afrique et l'Amérique latine, sont,

hors pays de l'OPEP, exportatrices nettes du pétrole. Pour les pays pétroliers les plus endettés le manque à gagner sur les recettes d'exportation de pétrole ne sera que faiblement compensé par le mouvement de détente des taux d'intérêt ; seuls les NPI tireront bénéfice de cette situation et le Tiers-Monde va être encore plus hétérogène et éclaté.

b. GRANRUT, Charles du – « Conséquences de la baisse du dollar et du pétrole ». *Futuribles* (101), août 86 : 82-90 ; graph.
Résumé d'une table ronde organisée par Futuribles international : analyse des déterminants et évolutions possibles du prix du pétrole et du taux de change du dollar. Les conséquences sur l'économie internationale et sur l'économie française.

4266. Les dépenses publiques

a. « Public expenditure : the key issues ». *Administration (Dublin)* 34 (1), 1986 : 1-138 ; tabl. ; bibliogr.
Numéro spécial consacré aux dépenses publiques dans les pays occidentaux ; celles-ci font l'objet d'une attention croissante : leur haut niveau nécessite des réductions drastiques et une gestion publique révisée.

b. TULLOCK, Gordon – « Dictature, structures industrielles et recherche des rentes ». *Politique économique* (4), août 86 *Supplément* : 11 p.
L'octroi de rentes à certaines catégories de personnes par un pouvoir en place et un procédé courant, quelle que soit sa couverture idéologique : mercantilisme, socialisme ou capitalisme. Les différences entre dictatures et démocraties dans la compétition pour les rentes et privilèges sont faibles. Les deux techniques principales sont la manipulation de l'opinion publique et l'offre d'aide aux structures politiques dominantes. Enfin, leur coût semble le même d'un régime à l'autre.

4267. « The Fortune international 500 ». *Fortune International* 114 (3), 4 août 86 : 163-205 et pag. discont.

Classement des 50 premières entreprises industrielles mondiales, des 500 principaux groupes industriels non-américains et des 100 premières banques commerciales non-américaines.

4268. La politique économique

a. BALASSA, Bela – « Adjustment policiers in socialist and private market economies ». *Journal of Comparative Economics* 10 (2), juin 86 : 138-159 ; tabl. ; bibliogr.
Les nouveaux pays industrialisés (Corée, Singapour, Taïwan) ont réagi aux chocs pétroliers de 1974-1976 et 1979-1981, par une politique de promotion des exportations et de substitution des importations qui leur a permis de maintenir un taux de croissance élevé. Les pays socialistes, comme la Hongrie et la Yougoslavie, ont surtout fait appel à l'emprunt extérieur pour financer leurs déficits de balance des paiements, de même que certains NPI dont la stratégie de développement est surtout tournée vers le marché intérieur (Brésil, Portugal, Israël, Argentine, Mexique, Turquie).

b. SOH, Byung Hee – « Political business cycles in industrialized democratic countries ». *Kyklos* 39 (1), 1986 : 31-46 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en allemand et en français.
L'étude des taux de croissance du revenu, de l'inflation et du chômage, dans vingt pays démocratiques industrialisés, révèle l'existence de cycles dans l'économie politique de ces pays. La masse monétaire et les dépenses publiques ont tendance à s'accroître à l'approche des périodes électorales. Les cycles de l'économie politique ne sont pas aisément décelés dans les pays à indexation plus étendue ou à mandats électoraux plus longs.

4269. « Promesses et problèmes du tertiaire ». *Politique industrielle* (4), été 86 : 54-112 ; tabl.

Suite d'articles consacrés aux conséquences de la tertiarisation de l'économie occidentale.

4270. Le système international de comptabilité

a. « The review of the United Nations system of national accounts ». *The Review of Income and Wealth* 32 (2), juin 86 : 109-216 ; tabl.
Numéro spécial consacré à la révision actuellement en cours, du système de comptabilité nationale de l'ONU. Voir notamment : VAN BOCHOVE, Carl ; VAN JUINEN, H.K. ; « Flexibility in the next SNA : the case for an

institutional core » ; VANOLI, André : « Sur la structure générale du SCN, à partir de l'expérience du système élargi de comptabilité nationale français ».

b. GROSH, Margaret E. ; NAFZIGER, E. Wayne – « The computation of world income distribution ». *Economic Development and Cultural Change* 34 (2), janv. 86 : 347-359 ; tabl., graph.

La comptabilisation du revenu international se fait habituellement par la prise en compte des revenus nationaux. Une autre méthode ouvre des portes plus intéressantes pour les chercheurs ; elle consiste à agréger les résultats de chacune des 117 économies considérées.

4271. BEDJAOUI, Mohammed – « Les ressources alimentaires essentielles en tant que " patrimoine commun de l'humanité " ». *Revue algérienne des relations internationales* (1), 1er trim. 86 : 15-35.

Les temps sont peut-être mûrs pour réaliser un progrès qualitatif de grande portée dans la lutte contre la faim, avec des instruments juridiques nouveaux qui, d'une part viennent renforcer le caractère moralement et politiquement inacceptable de la faim et, d'autre part peuvent conforter l'intérêt économique, que le Nord découvre plus concrètement, à éliminer la famine du Sud.

4272. CHU, Ke-Young ; MORRISON, Thomas K. – « World non oil primary commodity markets. A medium-term framework analysis ». *Staff Papers* 33 (1), mars 86 : 139-184 ; résumé en français et en espagnol.

Modèle d'analyse des fluctuations à moyen terme des prix des produits non pétroliers. La dynamique offre/prix est intégrée à un schéma qui distingue capacité de production et utilisation de cette capacité. Analyse des effets de l'inflation que connaissent les pays exportateurs sur les cours mondiaux des produits et des effets différentiels selon le type de produit.

4273. HOFFMANN, Andreas A.B. – « Heading towards a second International Natural Rubber Agreement ? Chances and hazards on concluding a multilateral commodity agreement ». *Verfassung und Recht in Übersee* 19 (1), 1986 : 39-56.

L'accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel va être négocié en 1986. Il semble qu'il ait été plus favorable aux importateurs qu'aux exportateurs.

4274. IRIBARNE, Philippe d' – « Régulation sociale, vie des entreprises et performances économiques ». *Revue économique* 37 (3), mai 86 : 429-454 ; résumé en anglais.

La comparaison entre quatre usines aux techniques presque identiques en France, aux Etats-Unis, aux Pays-bas et au Cameroun permet d'analyser les répercussions des formes nationales de régulation sociale sur le fonctionnement à la fois organisationnel et technique de ces usines. Il est possible ainsi de voir opérer un certain nombre de processus à travers lesquels certaines caractéristiques « sociétales » influencent les résultats techniques et donc éconmiques obtenus.

4275. JEANNENEY, Jean-Marcel – « Quels lendemains à une conjoncture extérieure sans précédent ? Des références historiques au service d'une prospective ». *Observations et diagnostics économiques* (16), juil. 86 : 151-179 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

En remontant jusqu'en 1864, on ne trouve pas de précédent aux baisses conjointes du dollar, du prix des matières premières et du pétrole dans une économie mondiale en croissance ; ce qui arrive aujourd'hui va en fait à l'encontre du jeu normal des mécanismes économiques. Le prix des matières premières et du pétrole ne remontera pas autant qu'on le pense communément, ce qui permettra une croissance plus forte des économies développées mais risque de faire basculer l'ordre économique international.

4276. KOEKKOEK, K.A. ; MENNES, L.B.M. – « Liberalizing the multifibre arrangement. Some aspects for the Netherlands, the EC and the LDCs ». *Journal of World Trade Law* 20 (2), avr. 86 : 142-167 ; tabl. ; bibliogr.

L'actuel accord multifibres expire en juillet 1986. Dans la communauté européenne, les discussions sur l'éventuelle poursuite de cet accord ont déjà

commencé. L'issue de ces négociations dépendra pour chacun des membres de l'expérience de ces accords, des conséquences économiques qu'ils ont eu sur leur industrie du textile et de l'habillement, et des suites qu'entraîneront l'arrêt des accords multifibres sur l'économie des pays en voie de développement.

4277. MERCIAI, Patrizio – « Consumer protection and the United Nations ». *Journal of World Trade Law* 20 (2), avr. 86 : 206-231.

L'adoption des idées directrices des Nations Unies pour la protection des consommateurs ne marque pas uniquement un pas franchi dans la réglementation des affaires internationales, mais également une reconnaissance de l'importance croissante du consumérisme et des droits des consommateurs dans les pays industrialisés, ainsi qu'une manifestation d'intérêt pour la réglementation du commerce dans le Tiers-Monde. On peut ainsi s'attendre à ce que ces idées directrices développent le mouvement international de consommateurs et en particulier renforcent son autorité dans le Tiers-Monde et les organisations multilatérales.

4278. SAMUELSON, Paul A. – « L'économie mondiale à la fin du siècle ». *Revue française d'économie* 1 (1), été 86 : 21-49.

Malgré des divergences d'opinion, Keynes et Schumpeter s'accordent à reconnaître aux économies mixtes des capacités de croissance considérables. Le véritable problème pour les économies occidentales est de concilier l'idéal de démocratie politique avec un partage équitable du revenu national n'aboutissant pas à la stragflation qui est une caractéristique intrinsèque de l'économie mixte.

4279. WHITE, Bob ; VITTAS, Dimitri – « Barriers in international banking ». *Lloyds Bank Review* (161), juil. 86 : 19-31.

La plupart des grandes places financières (New York, Tokyo, Londres) ont entamé un processus de déréglementation en matière de finances internationales et de marchés des capitaux étrangers. Cette libération des services bancaires internationaux ne pourra être favorisée par le seul GATT ; des efforts doivent être accomplis dans d'autres directions.

Aménagement et urbanisme

4280. La pollution de l'environnement

a. « Affluence and effluence ». *New Internationalist* (157) mars 86 : 7-29.
Numéro spécial consacré aux déchets et à la pollution industrielle dans les pays développés et dans le Tiers-Monde : l'idéologie de la croissance est le nœud du problème.

b. DESEANT, Maguelonne – « Multinationales et lutte contre la pollution ». *Regards sur l'actualité* (121), mai 86 : 43-53.
Les multinationales ont une responsabilité particulièrement lourde en matière de pollution. Elles ont des moyens d'action très importants et n'intègrent que rarement le souci de l'environnement dans leurs activités. En outre le cadre juridique national et international n'est guère contraignant et le début d'autodiscipline qui semble apparaître reste de toutes façons insuffisant.

4281. LASSANDRO, Alberto – « Deregolamentazione del trasporto aereo e prospettive per l'Europa ». *Rivista di politica economica* 73 (3), mars 86 : 399-436.

Une déréglementation du transport aérien semblable à celle mise en place aux Etats-Unis en 1978 n'est pas appropriée en Europe où conviendrait mieux un « programme-cadre communautaire » de libéralisation qui, en évitant une guerre tarifaire, respecterait intérêts du secteur et des usagers.

4282. LANGUMIER, Jean-François – « Les leçons de la politique française d'aménagement du territoire et les pays en développement ». *Revue française d'administration publique* (37), mars 86 : 111-121.

L'expérience française montre que les politiques d'aménagement du territoire sont plus complexes. Cet enrichissement de la notion d'aménagement dans les pays du Nord doit être pris en considération également dans les politiques d'aménagement initiées par les pays du Sud pour capter un investissement international.

Relations économiques internationales

Voir aussi : n° 4187

4283. Le commerce international

a. ABD EL RAHMAN, K.S. – « La " différence " et la " similitude " dans l'analyse de la composition du commerce international ». *Revue économique* 37 (2), mars 86 : 307-340 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.
Analyse de l'articulation des éléments de différence, et des éléments de similarité entre les économies nationales dans la détermination de la composition du commerce observée au niveau de ces économies.

b. RIEGER, Hans Christoph – « Game theory and the analysis of protectionist trends ». *The World Economy* 9 (2), juin 86 : 171-192.
Bien que la supériorité du commerce libéral sur le protectionnisme soit établie, les gouvernements se laissent sans cesse aller à des tendances protectionnistes soit par manque de considération du long terme soit par préoccupations politiques, soit parce qu'ils considèrent la politique commerciale comme fonction des exigences d'agents économiques étrangers au gouvernement au lieu de la considérer comme fonction des objectifs du gouvernement. La mobilisation de l'opinion publique pourrait aider à enrayer cette tendance.

c. RUBIN, Seymour J. – « International trade realities : are there rules of the game ? ». *Denver Journal of International Law and Policy* 14 (2-3), print. 86 : 147-157.
Malgré l'augmentation des barrières commerciales non-tarifaires, de la complexité du développement international et de la crise de la dette internationale, les règles du commerce international mises en place après 1945 ne doivent pas être abandonnées car elles créent un cadre pour résoudre les situations les plus critiques entre les nations.

4284. L'endettement international

a. « International seminar on macroeconomics. The international debt crisis ». *European Economic Review* 30 (3), juin 86 : 465-726 ; tabl., graph. ; bibliogr.
Compte rendu du 8e séminaire international de macro-économie qui s'est tenu en France (juin 1985), sous les auspices de la Banque de France, consacré à l'endettement international, à ses conséquences sur le système économique mondial et aux relations entre pays créditeurs et débiteurs. Voir notamment : CAMDESSUS, Michel : « Debt : are we at the end of the crisis ? » ; COHEN, Daniel ; SACHS, Jeffrey : « Growth and external debt under risk of debt repudiation ».

b. ENGSHUBER, Wolfgang – « Die Auflagenpolitik des Internationalen Währungsfonds aus rechtlicher Sicht » (La politique de conditionnalité du Fonds monétaire international d'un point de vue juridique). *Verfassung und Recht in Übersee* 19 (1), 1986 : 21-37 ; résumé en anglais.
Pour établir le rééchelonnement de la dette des pays débiteurs le FMI doit effectuer sa politique de « conditionnalité » dans un certain cadre légal qui lui impose de tenir compte de la situation inférieure des pays débiteurs, mais aussi de leur souveraineté.

c. PAYER, Cheryl – « The World Bank : a new role in the debt crisis ? » *Third World Quarterly* 8 (2), avr. 86 : 658-676 ; tabl.
Les interventions du FMI dans la gestion de l'endettement international se sont soldées par la crise mexicaine de 1985. Par le plan Baker, les Etats-Unis ont alors accru le rôle de la Banque mondiale aux dépens du FMI. Le plan Baker contient peu de solutions nouvelles et ne permettra pas de régler durablement la crise de l'endettement.

4285. Le GATT

a. FLORY, Thiébaut – « L'évolution des régimes juridiques du GATT, depuis les Accords du Tokyo Round de 1979 ». *Journal du droit international* 113 (2), juin 86 : 329-345.
Depuis les accords du Tokyo Round de 1979, le GATT a résisté à la crise économique internationale en perdant peu à peu son unité juridique et en élaborant progressivement une pluralité de régime juridiques modulés. Au principe d'une norme générale unique, se sont substitués des régimes de normes multiples et graduées de sorte qu'on ne peut plus dire que le GATT constitue un système de régulation du commerce mondial.

b. PATTERSON, Gardner ; PATTERSON, Eliza – « Importance of a GATT review in the new negotiations ». *The World Economy* 9 (2), juin 86 : 153-170.

Quatre importantes études portant sur le commerce international ont été réalisées. Elles montrent que sa situation est très tendue, que les négociations de la prochaine rencontre du GATT seront les plus difficiles, que le système du GATT devrait être étendu à de nouvelles zones et à une plus grande libéralisation. Il faudra revoir, améliorer ou renforcer un certain nombre de normes, règles ou procédures du GATT. L'enjeu est crucial, puisqu'il s'agit de la compétitivité de l'industrie des pays en cause.

4286. « Global profits ». *Business Week* (285), 21 juil. 86 : 115-136 ; tabl.

La plupart des multinationales ont eu de bons résultats en 1985. Les résultats traduisent-ils un retour à la stabilité après des années de récession, ou sont-ils simplement la conséquence de la baisse du dollar ? Classement des mille premières entreprises sur le plan mondial, en fonction des profits réalisés, par pays et par secteur.

4287. Le système monétaire international

a. MAKHIJANI, Arjun ; BROWNE, Robert S. – « Restructuring the international monetary system ». *World Policy Journal* 3 (1), hiv. 86 : 59-80.

Depuis plusieurs années, les pays du Tiers-Monde insistent sur la nécessité d'une réforme du système monétaire international. Ces demandes sont toujours restées sans effet. Il serait temps cependant d'élaborer un nouveau système où la valeur des devises des pays en développement ne serait plus sous-estimée.

b. GOLD, Joseph – « Some legal aspects of the IMF's activities in relation to international trade ». *Österreichische Zeitschrift für Öffentliches Recht und Völkerrecht* 36 (3), 1986 : 157-217.

Le FMI a un rôle monétaire et non commercial, mais son champ d'activité est en relation directe avec le commerce. Aussi, le FMI participe-t-il à l'expansion et à la croissance équilibrée du commerce international même s'il n'a pas autorité en ce domaine. Son rôle en matière de commerce est d'autant plus indispensable que certaines mesures commerciales peuvent être la cause de déséquilibres de balances de paiements.

4288. Mc INTYRE, J.R. – « East-West technology transfer policy : comepting paradigms in resolving trade and strategic interest conflicts ». *Defense Analysis* 2 (1), mars 86 : 21-34 ; tabl.

La question des rapports commerciaux entre les Etats-Unis et les autres d'autre part, et plus particulièremen celle du transfert de technologies, divise aussi bien les milieux gouvernementaux que l'opinion publique américaine. Réglée en principe par l'Export Administration Act de 1985, cette question relève davantage du domaine politique que du domaine purement économique et commercial.

4289. PFALLER, Alfred – « The changing North-South division of labour. Promises, Threats and EC policy options ». *Kyklos* 39 (1), 1986 : 85-108 ; bibliogr. ; résumés en allemand et en français.

Dans le domaine des échanges Nord-Sud de produits industriels, de nouvelles tendances divergentes apparaissent. La première tendance implique la modification de la répartition internationale du travail. La seconde est la réallocation de la production dans les pays aux salaires bas. Enfin, la troisième montre que les anciens pays industrialisés récupèrent leur compétitivité déjà perdue, au profit des pays aux salaires bas. Il conviendrait de renforcer la première tendance, la seule à permettre aux intérêts du Nord et du Sud de se rencontrer.

ISSN 0007-4071

10 DEC. 1986

BULLETIN ANALYTIQUE DE DOCUMENTATION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE CONTEMPORAINE

41e ANNÉE • 1986 • NUMÉRO - 11

FONDATION NATIONALE
des SCIENCES POLITIQUES
SALLE DE SCIENCE
ÉCONOMIQUE

ESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Publié mensuellement par la

FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

sous la direction de Jean MEYRIAT
avec le concours
du Centre National de la Recherche Scientifique

RÉDACTION

27, rue Saint-Guillaume, PARIS VIIe — (1) 42-60-39-60

Prière d'envoyer à cette adresse
toute correspondance concernant la rédaction et les échanges,
ainsi que les périodiques en service de presse

Rédacteur en chef:
Nicole RICHARD

Rédacteurs:
Béatrice AUZOUY, Catherine BURESI,
Nadine DADA, Claudine EVEN,
Marie FERRAZZINI, Arlette GAUTIER,
Juan JORNET, Sylvie JOSSET,
Sylvie Le MOAL, Corinne Le ROCH,
Michèle MAUSSION, Geneviève MILLON,
Jean-Claude MOURET, Françoise PORTENSEIGNE,
Jacqueline PORTIER, Sylvie THORÉ

VENTES ET ABONNEMENTS

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES
27, rue Saint-Guillaume, 75341 PARIS Cedex 07 FRANCE
Tél. 260-39-60 — C.C.P. PARIS 2467022 B

TARIF DES ABONNEMENTS 1986

FRANCE		*ÉTRANGER*	
Tarif normal institutions	*Tarif réduit* particuliers	*Tarif normal* institutions	*Tarif réduit* particuliers
550 F	290 F	575 F	320 F

Prix du numéro: 60 F

BULLETIN ANALYTIQUE DE
DOCUMENTATION
POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
CONTEMPORAINE

41e ANNÉE • 1986 • NUMÉRO – 11

Ce numéro est une sélection des articles des périodiques analysés entre le 12 août et le 19 septembre 1986 par le Centre de Documentation contemporaine.

I
ÉTUDES NATIONALES

Afrique du Sud

Voir aussi : n° 4419

4290. «Afrique du Sud : peut-on éviter la guerre civile ? ». *Jeune Afrique* (1336-1337), 20 août 86 : 100-113.

Rapport établi par sept « sages » du Commonwealth : violence d'Etat, ségrégation, volonté de diviser pour régner, étouffement de l'opposition caractérisent l'Afrique du Sud.

4291. HARRIS, Laurence – « South Africa's external debt crisis ». *Third World Quarterly* 8 (3), juil. 86 : 793-817.

La crise sud-africaine de la dette extérieure est, à bien des égards, unique : de par l'importance que prennent les événements politiques intérieurs, de par la nature de la dette (crédits à court terme accordés par les banques à des entreprises privées), de par le recours à un intermédiaire pour les négociations sur le rééchelonnement. En février 1986, un accord a été conclu à Londres avec les banques mais, compte tenu du poids des facteurs politiques, aucun règlement à long terme n'est envisageable.

4292. SUTTNER, Raymond – « The judiciary : its ideological role in South Africa ». *International Journal of the Sociology of Law* 14 (1), fév. 86 : 47-66 ; bibliogr.

Le système judiciaire sud-africain assure la cohésion et la reproduction de l'ordre social existant, c'est-à-dire l'ordre capitaliste et raciste, à travers le contenu des lois et les activités des tribunaux.

© Fondation nationale des sciences politiques, 1986

4293. WHITE, Roland – « A tide has risen. A breach has occured : towards an assessment of the strategic valve of the consumer boycotts ». *South African Labour Bulletin* 11 (5), mai 86 : 69-99.

Le boycott pratiqué par les consommateurs est une forme de protestation contre les conditions imposées à la population, mais aussi une stratégie politique qui, bien que ne permettant pas la chute de l'apartheid, secoue les fondements du régime, les commerçants ou les entreprises concernés exerçant des pressions sur le gouvernement pour qu'il modifie sa politique.

Algérie

4294. « Secteur privé en Algérie : la société ERIC ». *Maghreb développement* (89), juin 86 : 2-45 ; tabl.

Cette société de recherche et d'ingénierie a exercé ses activité dans le domaine des matériaux de construction et du bâtiment : les aspects positifs de son action.

4295. BOUZIDI, Abdelmadjid – « Industrialisation et stratégie des besoins sociaux en Algérie ». *Africa Development* 10 (4), déc. 85 : 123-142 ; tabl.

Les besoins sociaux des Algériens n'ont jamais été pris sérieusement en compte, en tant que tels, par les responsables politiques du pays. L'échec du plan 1966 dans ce domaine a conduit ces derniers à orienter davantage le plan quinquennal 1980/1984, sur les conditions de vie des citoyens algériens.

4296. KALFLECHE, Jean-Marc – « Sahara : l'Algérie perd son atout maître ». *Géopolitique africaine* (2), juin 86 : 39-59.

Face à l'écroulement des prix pétroliers et aux remises en cause qui s'accumulent, le régime algérien a deux choix possibles : n'ouvrir aucune soupape de sécurité ou prendre l'initiative de l'ouverture, libérer l'esprit d'entreprise et accepter la coopération qui s'impose de Rabat à Tunis. Dans le premier cas, des désordres se produiront, qui mèneront à un autoritarisme plus dur et plus médiocre. Dans le second cas, la coopération maghrébine aura des retombées positives bien au-delà du Sahara.

4297. MORSLY, Dalida – « La langue nationale en Algérie. Pouvoir des mots, pouvoir par les mots ». *Peuples méditerranéens – Mediterranean Peoples* (33), déc. 85 : 79-87.

Toute prise de pouvoir s'accompagne le plus souvent d'une grande activité linguistique ; les mots permettent d'affirmer le nouveau pouvoir. Il en a été ainsi en Algérie, à l'époque coloniale, comme après l'indépendance. En 1962, la langue « nationale » a été rétablie et l'arabe symbolise l'unité du peuple algérien, unité politique, culturelle, idéologique, qui du même coup rejette le berbère.

Allemagne (Rép. fédérale)

Voir aussi : n° 4352, 4667

4298. « Munich ». *Autrement* (19), sept. 86 hors série : 236 p.

Numéro entièrement consacré à la ville de Munich : histoire, vie politique, économique et artistique. Voir notamment : « L'empereur François-Joseph : entretien avec Franz-Josef Strauss » ; KARLINSKY, Basile : « Est-Ouest : la guerre des ondes » ; GONIN, Jean-Marc : l'empire de la puce » ; STEIN, Gottfried : « Les barons de l'arsenal » ; RIBADEAU-DUMAS, Laurent : « Mediapolis-bavarica ».

4299. DUNK, Hermann, W. von der – « Holländer und Deutsche : Zwei politische Kulturen » (Les Hollandais et les Allemands. Deux cultures politiques). *Beiträge zur Konfliktforschung* (2), 1986 : 59-76 ; bibliogr.

Les Allemands jouent dans l'opinion publique des Pays-Bas un rôle beaucoup plus important que les Hollandais dans l'opinion publique allemande. Contrairement à ce que l'on pense en Allemagne, il s'agit bien de deux histoires et de deux cultures politiques différentes.

4300. GUMPEL, Werner – « Die Wirtschaftsbeziehungen zwischen der Türkei und der Bundesrepublik Deutschland. Entwicklung, Probleme, Perspektiven » (Les relations économiques entre la Turquie et la RFA. Evolution, problèmes, perspectives). *Südosteuropa* 35 (1), 1986 : 43-55.

La RFA est le partenaire commercial le plus important de la Turquie. D'autres formes de coopération économique ont pris de la signification. Après avoir surmonté ses difficultés économiques, la Turquie est devenue un partenaire « normal » qui intéresse de plus en plus les entreprises allemandes.

4301. HERF, Jeffrey – « War, peace, and the intellectuals : the West German peace movement ». *International Security* 10 (4), print. 86 : 172-200.

Si le mouvement pacifiste ouest-allemand s'est cristallisé à la fin des années 70, ses origines remontent à la décennie précédente dans les milieux intellectuels universitaires. Son comportement s'explique souvent par son anticapitalisme, commun à ces mouvements dans toutes les démocraties.

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 4642

4302. La question allemande

a. « Dialog zur deutschen Frage » (Dialogue sur la question allemande). *Dokumente* 42 (2), 1986 : 111-140.
Suite d'articles consacrés à la question allemande vue par des Allemands et par des Français. Les Français pensent que la question allemande reste ouverte ; les Allemands, eux, mettent en question ce postulat. Pour les Français, il n'y a certes plus de danger allemand mais la RFA n'est toujours pas un pays comme les autres. Pour les Allemands, la question allemande se caractérise plutôt par l'importance de la liberté et de l'auto-détermination : la réunification est loin d'être le premier objectif. Les Allemands sont obligés de repenser la problématique allemande. D'ailleurs, la division de l'Allemagne est aussi celle de l'Europe. Voir notamment : « Warum " offenhalten " ? Die deutsche Einheit aus heutiger französischer Sicht » (Pourquoi laisser la question ouverte ? L'unité allemande vue par la France aujourd'hui).

b. SCHWEITZER, Carl-Christoph – « Ist die Deutsche Frage noch offen ? Eine Untersuchung aus politikwissenschaftlicher Sicht. » (La question allemande est-elle encore ouverte ? Réflexion d'un point de vue de la science politique). *Beiträge zur Konfliktforschung* 16 (2), 1986 : 35-57 ; bibliogr.
On constate aujourd'hui une certaine apathie en RFA sur la question allemande. Depuis les années 50, les gouvernements ont pu compter sur un consensus des partis à ce sujet. Certains recherchent un modus vivendi entre le Bundestag ouest-allemand et la Chambre Populaire de RDA. Les autres pensent que de telles relations nuiraient à la substance même de la question allemande.

4303. DITTBERNER, Jürgen – « Asylpolitik und Parlament : der Fall Berlin » (La Parlement et l'asile politique : le cas de Berlin). *Zeitschrift für Parlamentsfragen* 17 (2), juin 86 : 167-181 ; tabl.

Berlin est devenu un refuge pour les demandeurs d'asile politique. Le Parlement de Berlin se révèle être le lieu où l'on débat ouvertement de ce problème. Mais, tout comme le Bundestag allemand, il est resté muet lorsque le droit d'asile a été refusé par l'administration.

4304. HORCHEM, Hans Josef – « Terrorism in West Germany ». *Conflict Studies* (186), avr. 86 : 1-21.

En RFA, le terrorisme est pratiqué par des organisations autonomes nationales dont les plus connues sont Fraction Armée Rouge (FAR), Mouvement du 2 juin et Cellules révolutionnaire, la première d'entre elles étant de loin la plus connue et la plus dangereuse. Le but de leur lutte terroriste est de détruire le « système impérialiste féodal », politiquement, économiquement et militairement.

4305. SCHILY, Otto – « Wie der Flick-Konzern in Bonn Politik machte » (Comment le trust Flick menait sa politique à Bonn). *Blätter für deutsche und internationale Politik* 31 (4), avr. 86 : 436-447.

Le comité d'enquête de l'affaire Flick a constaté que le trust avait fourni des moyens financiers à quatre partis allemands (CDU, CSU, SPD et FDP) ainsi qu'à certains hommes politiques, indivuiduellement. A l'insu de l'opinion publique

le trust a pu influer sur certaines décisions des autorités administratives et du Bundestag.

4306. SPOO, Eckart – « Der strahlende Versager. Ein politisches Porträt des CDU-Führers Ernst Albrecht » (Le raté rayonnant. Un portrait politique du leader de la CDU Ernst Albrecht). *Blätter für deutsche und internationale Politik* 31 (4), avr. 86 : 411-425.

La politique de E. Albrecht est, dans de nombreux domaines, un échec. En sont la preuve flagrante le chômage, l'endettement de l'Etat, l'augmentation des prestations sociales, les réorganisations d'entreprises, la politique de subventions, etc. Le fait de n'avoir jamais développé de programme permet à E. Albrecht de raffermir sa confiance en lui et son assurance.

4307. WENG, Gerhard – « Die Würde des Hauses » (La dignité du Parlement). *Zeitschrift für Parlamentsfragen* 17 (2), juin 86 : 248-262 ; tabl.

D'après le § 7 du règlement intérieur, « le Président garantit la dignité et les droits du Bundestag » : comment peut-on définir cette notion de « dignité » ? A quoi reconnaître l'honneur, le rang, le crédit et la réputation de la représentation du peuple, représentation qui est à la base du pouvoir de l'Etat ?

Questions sociales

Voir aussi : n° 4687

4308. Le syndicalisme allemand

a. « Zum DGB-Bundeskongreß » (Le congrès de la Fédération des syndicats allemands). *Gewerkschaftliche Monatshefte* 37 (5), mai 86 : 257-315.
Numéro spécial consacré aux positions du syndicalisme allemand : les acquis et les défis futurs ; les problèmes de l'accroissement des difficultés rencontrées par les syndicats, malgré un bilan globalement positif, de l'affaiblissement de leurs capacités d'action, et de la nécessité pour eux d'intervenir dès aujourd'hui dans la politique technologique.

b. WILKE, Manfred – « Die " Einheitsgewerkschaft ". Veränderung eines Leitbildes im Verständnis des DGB » (Le « syndicat de l'unité ». Changement d'une image directrice dans la conception de la fédération des syndicats allemands). *Beiträge zur Konfliktforschung* 16 (2), 1986 : 5-33 ; bibliogr.
Dans le langage politique du mouvement ouvrier, le mot « unité » a fonction d'image directrice. Mais cette notion d'unité a recouvert des réalités différentes selon l'évolution du contexte politique et des rapports des partis politiques entre eux.

4309. BERGMANN, Werner ; ERB, Rainer – « Kommunikationslatenz, Moral, und öffentliche Meinung. Theoretische überlegungen zum Antisemitismus in der Bundesrepublik Deutschland » (Latence de communication, morale et opinion publique. Réflexions théoriques au sujet de l'antisémitisme en RFA). *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie* 38 (2), 1986 : 223-246 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'antisémitisme a une dynamique très particulière en RFA car il est très étroitement lié à la problématique de la faute. Les jugements négatifs sur les juifs ne doivent plus être communiqués publiquement. L'antisémitisme a perdu sa fonction d'instrument politique. Cette latence de communication a une fonction de protection. Des études empiriques doivent donc sonder l'opinion publique par divers moyens (lettres des lecteurs, incidents antisémites, etc.)

4310. BREITENBACH, Barbara von – « Ausländer-Vereine und Interessenvertretung. Funktionen der Selbstorganisation von Ausländern im Kommunalbereich » (Les organisations de travailleurs immigrés et la représentation de leurs intérêts. Les fonctions de l'auto-organisation des travailleurs immigrés dans le domaine communal). *Zeitschrift für Parlamentsfragen* 17 (2), juin 86 : 181-199.

Les organisations de travailleurs immigrés apportent aide et protection, vis-à-vis du pays d'origine et du pays d'accueil. La coopération entre les différents comités, par exemple dans les domaines sportifs ou culturels, est un premier pas vers d'autres liens plus importants. Dans quelques villes, il existe déjà une coopération institutionalisée.

4311. HOLLIFIELD, James F. – « Immigration policy in France and Germany » : outputs versus outcomes ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* (485), mai 86 : 113-128 ; graph.

La comparaison des objectifs et des résultats de la politique d'immigration en France et en Allemagne permet de constater que les répercussions politiques économiques et sociales constituent un obstacle à tout contrôle de la situation.

4312. SCHMITTER HEISLER, Barbara – « Immigrant settlement and the structure of emergent immigrant communities in Western Europe ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* (485), mai 86 : 76-86.

Le mythe du retour entretenu tant par les pays hôtes que par les pays d'origine, constitue un obstacle à l'intégration des travailleurs étrangers qui continuent à s'organiser en communautés de même origine. L'exemple des communautés turques, italiennes et yougoslaves d'Allemagne fédérale.

Economie et finances

4313. HAHNE, Ulf ; MUNDKOWSKI-BEK, Monika – « Freie Unternehmenszonen-Patentrezept für strukturschwache Regionen ? » (Zones franches-formule brevetée pour des régions à retard structurel ?) *Konjunkturpolitik* 32 (1-2), 1986 : 27-51 ; résumé en anglais.

Les zones franches pour les entreprises ont été proposées récemment en RFA afin de supprimer les obstacles aux investissements, tout au moins dans certaines régions bien définies. Cependant, l'expérience a montré dans d'autres pays que ces zones n'étaient pas toujours la bonne solution. Dans le cas de la RFA, elles ne résoudront pas les problèmes régionaux ou structurels.

4314. HELM, Jutta A. – « Codetermination in West Germany ; what difference has it made ? ». *West European Politics* 9 (1), janv. 86 : 32-53.

La cogestion allemande a incontestablement accru le pouvoir des salariés au niveau de l'entreprise. Les membres du conseil d'entreprise participent aux prises de décisions et ont contribué notablement au développement de la formation. Mais « l'esprit maison » ainsi suscité implique un corporatisme qui risque de segmenter la force de travail et un clivage grave peut apparaître entre les salariés et leurs représentants au conseil de gestion.

4315. POH, A.S. – « Voenno-promyšlennyj kompleks i ego rol' v politike FRG » (Le rôle du complexe militaro-industriel dans la politique de la RFA). *Novaâ i novejsaâ istoriâ* (4), août 86 : 32-45 ; résumé en anglais.

La puissance économique et l'influence politique des monopoles de l'armement en RFA s'est accrue de façon continue depuis les années 60-70, à mesure qu'augmentait la production d'armes. C'est ainsi que dans le milieu des années 80 s'est rétablie la structure gouvernementale du complexe militaro-industriel ouest-allemand. Son influence atteint maintenant toutes les sphères d'activité du pays dans les domaines économique, social et politique, allant jusqu'aux centres où se prennent les décisions : le parlement et le gouvernement.

Argentine

Voir aussi : n° 4268, 4335, 4527

4316. CALVO, Guillermo A. – « Fractured liberalism : Argentina under Martinez de Hoz ». *Economic Development and Cultural Change* 34 (3), avr. 86 : 511-533 ; tabl.

Depuis l'instauration d'un pouvoir civil en 1976 et jusqu'en 1980, l'inflation a progressivement reculé en Argentine. Ce succès est dû au ministre de l'Economie de l'époque, José Alfredo Martinez de Hoz. Celui-ci a élaboré un plan d'assainissement économique général (taux de change, inflation, contrôle de la demande,...).

4317. CERRO, Ana María – « Determinantes de la tasa de interés : la paradoja de Gibson y la teoría de Fisher ». *Económica (La Plata)* 31 (1), avr. 85 : 21-56 ; tabl., graph.

Analyse des problèmes posés par l'évolution des taux d'intérêt, à court et à long terme, qu'elle soit expliquée par le niveau des prix ou par les comportements de l'intérêt nominal et des anticipations inflationnistes : l'exemple argentin (1950-1980) comparé aux cas du Brésil et des Etats-Unis (1970-1982).

4318. OSIEL, Mark – « The making of human rights policy in Argentine : the impact of ideas and interests on a legal conflict ». *Journal of Latin American Studies* 18 (1), mai 86 : 135-180.

Au cours du procès intenté aux membres des juntes militaires en Argentine, pour violation des droits de l'homme, se sont opposés trois acteurs politiques : le Président et ses conseillers, les forces armées, les organisations de défense des droits de l'homme : chacun de ces acteurs ayant sa propre conception du monde, laquelle a directement influé sur la stratégie adoptée au cours du procès.

4319. SIMONATO, Rogelion E. – « El argumento de la industria incipiente y las políticas de industrialización selectivas ». *Económica (La Plata)* 31 (1), avr. 85 : 99-127 ; tabl. ; bibliogr.

Le débat actuel sur les coûts et les avantages du protectionnisme dans l'industrialisation des pays en développement néglige l'analyse de situations concrètes ; jainsi les critiques que mérite par exemple la politique argentine de substitution des importations concernent essentiellement son manque de sélectivité.

Autriche

4320. DRENNING, Manfred – « Verstaatliche Industrie 1985 : von der Finanzkrise zur Sinnkrise » (L'industrie nationalisée en 1985 : de la crise financière à la crise de non-sens). *Österreichisches Jahrbuch für Politik* 1985 : 455-470 ; tabl.

La politique intérieure autrichienne a été fortement ébranlée (fin novembre 1985) par l'annonce des pertes de l'entreprise VOEST. La stratégie de diversification de cette entreprise fut un échec. Le secteur nationalisé, indispensable à l'économie autrichienne, a besoin d'un certain nombre de réformes.

4321. ETTMAYER, Wendelin – « Mitteleuropa : eine Aufgabe für die österreichische Aussenpolitik » (L'Europe centrale : une tâche pour la politique extérieure de l'Autriche). *Österreichisches Jahrbuch für Politik* 1985 : 339-363 ; tabl.

L'Europe centrale devient, au-delà des catégories Est et Ouest, une entité réelle. Comment les relations entre les Etats de l'Europe centrale peuvent-elles être améliorées malgré leur dépendance par rapport aux super-puissances ? Une solution pourrait être que la politique extérieure de chacun de ces Etats soit conduite par l'idée qu'ils doivent contribuer à la prospérité des individus de cette zone géographique. Pour l'instant, cette politique est encore limitée en Autriche.

4322. FARNY, Otto et al. – « Die Körperschaftsteuer in Österreich. Eine ökonomische Analyse » (L'impôt sur les sociétés en Autriche. Une analyse économique). *Wirtschaft und Gesellschaft* 12 (2), 1986 : 157-189 ; tabl.

En comparaison avec d'autres pays de l'OCDE, l'importance fiscale de l'impôt sur les sociétés en Autriche diminue, même dans le contexte fiscal autrichien pris dans son ensemble. Cependant, le nombre des sociétés augmente. On constate que, même avec un comportement économique identique, la charge fiscale varie énormément suivant la nature juridique des sociétés. Ce sont surtout les holdings qui offrent les avantages fiscaux les plus importants. C'est pourquoi une réforme de l'impôt sur les sociétés est nécessaire.

4323. FIEDLER, Franz – « Bilanz der österreichischen Rechtspolitik » (Bilan de la politique juridique en Autriche). *Österreichisches Jahrbuch für Politik* 1985 : 125-154 ; tabl.

Bilan des objectifs et réalisations de la politique juridique du Parti socialiste autrichien depuis 1969 ; analyse des conceptions du Parti populiste.

4324. KHOL, Andreas – « Vorbote des Kurswechsels ? Das Zukunftsmanifest der Österreichischen Volkspartei » (Des signes précurseurs d'un chan-

gement de cours ? Le Manifeste de l'avenir du Parti populiste autrichien). *Österreichisches Jahrbuch für Politik* 1985 : 207-256 ; tabl.

En 1972, le Parti populiste autrichien avait comblé un vide idéologique par son programme fondamental. Aujourd'hui a lieu un débat pour un manifeste de l'avenir. Deux concepts sont fondamentaux : le néo-conservatisme et le post-matérialisme et donnent lieu à une critique de l'Etat-Province fiscal...

4325. KUKACKA, Helmut – « Ein Sieg der Persönlichkeit und der politischen Leistung » (Une victoire de la personnalité et de la performance politique). *Österreichisches Jahrbuch für Politik* 1985 : 39-61 ; tabl.

Analyse de la campagne électorale du Parti populiste autrichien pour les élections au Landtag de 1985. Contre le candidat et la modernité du Parti populiste, le Parti socialiste n'a pas pu trouver une attitude convaincante.

4326. OFNER, Günther – « Unbehagen am Steuerstaat. Politische und ökonomische Perspektiven der Steuerpolitik und einer Steuerreform in Österreich » (Malaise dans l'Etat fiscal. Les perspectives politiques et économiques de la politique fiscale et d'une réforme fiscale en Autriche). *Österreichisches Jahrbuch für Politik* 1985 : 269-316 ; tabl., graph.

Le système fiscal autrichien ne satisfait aucune des forces politiques et économiques existantes : quelles sont les chances d'une « grande » réforme fiscale ?

4327. ROSSMANN, Bruno – « Die finanzielle Situation des österreichischen Straβenbaus » (La situation financière de la construction des routes en Autriche). *Wirtschaft und Gesellschaft* 12 (2), 1986 : 191-222 ; tabl., graph.

Au sein de la politique des transports, la construction des routes eut la priorité jusque dans les années 70. Mais la prise en compte de facteurs qualitatifs a limité cette tendance. En outre la construction des routes s'est heurtée à des limites dues aux problèmes de financement des budgets publics. Le financement se fait moins par le budget de l'Etat que par des sociétés spéciales et par divers crédits. On est encore loin d'une solution optimale.

Brésil

Voir aussi : n° 4317, 4529, 4628

4328. « Brésil, puissance agricole ? » *Chambres d'agriculture* (733), juil. 86 *Supplément* : 32 p. ; tabl., cartes.

Les atouts de l'agriculture brésilienne : diversité climatique et géographique, important potentiel de production. La politique agricole ; les débouchés internes et externes.

4329. « Colloquium on " National identity, religion and cultural expressions " ». *Social Science Information* 25 (1), mars 86 : 207-257 ; bibliogr.

Deux articles consacrés à l'expression de l'identité nationale brésilienne à travers la création culturelle et religieuse.

4330. BRUNDENIUS, Claes ; GORANSSON, Bo – « Technology policies in developing countries. The case of telecommunications in Brazil and India ». *Vierteljahresberichte-Forschungsinstitut der Friedrich-Ebert-Stiftung* (103), mars 86 : 43-64 ; tabl., graph.

L'industrie des télécommunications constitue un nœud essentiel de toute économie nationale. Ainsi, pour les pays en développement, l'introduction de nouvelles technologies ne peut se faire si leur système de télécommunications n'est pas efficace. Le cas du Brésil et de l'Inde montre que les pays en voie de développement cherchent à avoir un système de télécommunications autonome et adapté aux besoins de l'économie.

4331. FLEISCHER, David – « Il Brazile alla svolta. Le elezioni del 1982 e del 1985 ». *Quaderni dell'Osservatorio elettorale* (16), janv. 86 : 43-78 ; tabl., graph.

L'analyse des élections de 1982 et 1985 (dynamique des partis, campagne finale) et du système partisan brésilien en 1985-1986 montre que la transition démocratique

semble s'effectuer par une voie médiane dont partis de gauche et de droite et militaires s'accommodent. Les élections générales de 1986 et celles de la Constituante en 1987 prouveront la solidité de ce processus transformiste.

4332. MAIN, Jeremy – « Brazil's tomorrow is finally in sight ». *Fortune International* 114 (6), 15 sept. 86 : 62-76 et pag. discont.

1986 est à la fois une année miracle et une année critique pour l'économie brésilienne : les résultats spectaculaires obtenus – croissance la plus forte du monde, réduction de l'inflation... – ne seront consolidés que par une reprise des investissements intérieurs et extérieurs qui reste encore précaire.

4333. MEDICI, André Cezar – «O financiamento de setor saúde no Brasil : propostas para a nova república ». *Revista brasileira de estatistica* 46 (183-184), déc. 85 : 139-158 ; bibliogr.

Rapport sur le financement de la réorganisation – démocratique – de la santé publique au Brésil.

4334. RZEZINSKI, Henrique Costa ; SCHWEIZER, Peter José – « Habitação popular no Brasil : uma mudança na ação governamental ». *Revista de administração municipal* 33 (178), mars 86 : 44-45 ; tabl. ; bibliogr.

L'évolution de la politique du logement populaire depuis 1964 ; sa réorientation en 1984 par l'institutionnalisation de l'aide à l'autoconstruction.

4335. TEITEL, Simon ; THOUMI, Francisco E. – « From import substitution to exports : the manufacturing exports experience of Argentina and Brazil ». *Economic Development and Cultural Change* 34 (3), avr. 86 : 455-490 ; tabl.

Les politiques d'industrialisation en Amérique latine sont souvent considérées comme peu efficaces. Pourtant, alors que les politiques de substitution des importations continuent d'être appliquées, certaines économies latino-américaines (Brésil et Argentine) voient leurs exportations de produits manufacturés croître à un rythme élevé depuis quelques années.

Bulgarie

Voir aussi : n° 4166

4336. « Bulgarie ». *Le MOCI* (724-725), 18 août 86 : 13-44 ; tabl.

Suite d'articles : la restructuration économique de ce pays, les priorités dans les secteurs agricole et industriel, la coopération franco-bulgare.

4337. HOPKEN, Wolfgang – « Der XIII. Parteitag der Bulgarischen Kommunistischen Partei » (Le XIIIe Congrès du Parti communiste bulgare). *Südosteuropa* 35 (3/4), 1986 : 161-174.

Du 2 au 5 avril 1986 a eu lieu à Sofia le XIIIe Congrès du Parti communiste bulgare qui a réuni de nombreux délégués et des délégations des partis communistes, socialistes et sociaux-démocrates. Malgré cette importante organisation, le congrès, examinant l'évolution socio-économique extérieure, ne s'est guère inscrit dans une ligne novatrice.

4338. TIRASPOLSKY, Anita – « L'économie bulgare en 1985 ». *Le courrier des pays de l'Est* (307), juin 86 : 43-53 ; tabl.

En 1985, les faibles performances de l'agriculture collectivisée, comparées à celles du secteur privé et les pénuries énergétiques dues au manque d'eau et aux limitations des livraisons de pétrole en provenance d'URSS, conjuguées à des problèmes dans les relations soviéto-bulgares, ont fortement pesé sur le développement industriel du pays, le niveau de vie et la balance commerciale.

Canada

Voir aussi : n° 4418, 4554, 4687

4339. « Legal aspects of doing business in Canada ». *The International Lawyer* 20 (1), hiv. 86 : 3-152.

Suite d'articles consacrés à l'évolution récente du droit canadien dans le domaine des affaires. Celle-ci est favorable et concerne plusieurs domaines (droit de la concurrence, droit fiscal et droit économique).

4340. « US-Canada transboundary resource issues ». *Natural Resources Journal* 26 (2), print. 86 : 201-376 ; tabl., carte.

Numéro spécial consacré à la coopération entre les Etats-Unis et le Canada, pour la gestion des ressources naturelles (essentiellement en eau) qui leur sont communes et la lutte contre les pluies acides.

4341. COHEN, Dian – « Canada's health insurance program ». *The Journal of the Institute for Socioeconomic Studies* 11 (1), été 86 : 61-73.

Le régime canadien d'assurance maladie, Medicare, a un financement complexe, partagé entre le gouvernement fédéral et ceux des provinces. Malgré le débat actuel sur le rôle de l'Etat et la privatisation, ce régime n'est pas remis en cause.

4342. GUILLAUME, Pierre – « L'immigration européenne au Canada depuis la deuxième guerre mondiale ». *Etudes canadiennes* (20), juin 86 : 7-24 ; tabl. ; résumé en anglais.

Pour les Européens, l'attrait du Canada est grand : 28 % du total de l'émigration entre 1950 et 1980 ; l'Europe méridionale prend le relais de celle du Nord-Ouest. Cette émigration s'explique par une combinaison de causes économiques et idéologiques et par la non-discrimination ethnique du Canada jugé société accueillante par les arrivants. Les Français et francophones se concentrent toujours dans le Québec.

4343. MOREAU, François – « Bilan de l'extrême gauche au Québec ». *Quatrième Internationale* (21), sept. 86 : 33-48.

Les organisations d'extrême gauche se sont développées rapidement au Québec, dans les années 70, bénéficiant d'un contexte très favorable de renaissance du mouvement ouvrier à partir de 1971 et de radicalisation nationaliste. Les années 1971-1976 ont été particulièrement marquées par l'apogée du courant mao-stalinien. A partir de 1980-82, la récession économique, le retrait des mouvements ouvrier et nationaliste, la montée du mouvement des femmes et des homosexuels ont provoqué l'effondrement des groupes d'extrême gauche, tant maoïstes que trotskystes.

4344. SUŠENKO V.V. – « Kanada : gosudarstvo i kredit » (Le Canada : l'Etat et le crédit). *SŠA* (6), juin 86 : 34-45 ; tabl.

En tant que produit de la lutte entre les différents groupes de la bourgeoisie monopoliste, la politique de crédit de l'Etat canadien oscille entre la rigueur et le laisser-aller. L'intervention financière de l'Etat est cependant beaucoup plus importante au Canada qu'ailleurs, dépassant largement les seuls impératifs économiques.

Chili

4345. « Las tendencias de la política exterior de Chile entre 1974 y 1984 ». *Revista de ciencia política (Santiago)* 7 (2), 1985 : 168-193.

Trois articles sur la politique extérieure du régime militaire évaluant son idéologie et ses résultats.

4346. AVETIKIAN, Tamara – « Acuerdo nacional y transición a la democracia ». *Estudios públicos* (21), été 86 : 309-396.

Documents sur l'accord pour le rétablissement de la démocratie au Chili du 26 août 1985 et compte rendu du séminaire que la revue lui a consacré en novembre de la même année.

4347. CHEYRE, Hernán – « Análisis de las reformas tributarias en la década 1974-1983 ». *Estudios públicos* (21), été 86 : 141-183 ; tabl., graph.

La modernisation de la fiscalité chilienne l'a rendue économiquement plus efficace et plus équitable : examen des problèmes posés à la réforme et des solutions qu'elle leur a progressivement données depuis les lois de 1974 jusqu'à celle de 1984.

4348. EDWARDS, Sebastian – « Monetarism in Chile, 1973-1983 : some economic puzzles ». *Economic Development and Cultural Change* 34 (3), avr. 86 : 535-559 ; tabl.

Depuis la mort du Président Allende en 1973, l'économie du pays a été libérée (ouverture sur l'extérieur et plus grande place au marché). Certains résultats furent catastrophiques (600 % d'inflation annuelle) mais ils ne sont pas directement imputables aux mesures de libéralisation de l'économie.

4349. MELNIK, Sergio – « ¿ Chile a la sociedad post-industrial o la sociedad post-industrial a Chile ? Una pregunta para la universidad ». *Estudios públicos* (21), été 86 : 119-139.

L'avènement déjà proche de la société post-industrielle implique une révolution technique et scientifique qui suppose à son tour une révolution culturelle qu'il est urgent de préparer pour participer consciemment et activement au changement ; l'université apparaît directement concernée par cette préparation dans la mesure où elle exige le dépassement des idées reçues, celles dont se nourrit toujours au Chili le débat économique, social et politique.

4350. PIÑERA ECHENIQUE, José – « La ley minera ». *Estudios públicos* (21), été 86 : 5-24.

Mise au point sur le débat que suscite au Chili la politique minière en ce qui concerne notamment le nouveau régime juridique des concessions. Voir à la suite, pp. 24-50 : TOMIC, Radomiro : « La política minera chilena » et, pp. 51-71 : PEREZ DE ARCE, Hermógenes : « El cobre : qué se ha hecho y qué se puede hacer ».

Chine

Voir aussi : n° 4385, 4638

4351. « Dossier : individu et société dans la Chine contemporaine ». *Economie et humanisme* (290), août 86 : 5-32.

Suite d'articles. Les rapports entretenus entre individus et société en Chine ont conduit à privilégier, selon les périodes, tradition, collectivisation ou occidentalisation. Après l'échec d'un type de socialisation fondé sur la mise en place d'un système centralisé des individus à travers des structures collectives, les nouveaux dirigeants ont opté pour le parti de la modernisation-occidentalisation, ce qui ne signifie par l'abandon de la tradition, mais plutôt son adaptation aux nécessités contemporaines.

4352. La politique extérieure

a. ENGELBORGHS-BERTELS, Marthe – « La Chine, amie mais non alliée ». *Revue des pays de l'Est* 27 (1), 1986 : 1-38.
Tout au long des différentes phases qui jalonnent sa diplomatie depuis 1949, la Chine poursuit les mêmes objectifs extérieurs : indépendance totale, sécurité du territoire, renforcement du pays et stabilité du régime. Elle ne conclut que des alliances ponctuelles sur des points précis, de manière à conserver sa liberté d'action et à favoriser ses intérêts à long terme. Exemple des relations Chine-RFA.

b. KEITH, Rona C. – « The origins and strategic implications of China's " independent foreign policy " ». *International Journal* 41 (1), hiv. 86 : 95-128.
La Chine des années 80 affiche une politique étrangère indépendante ; Pékin veut ainsi se démarquer des deux super-grands tout en normalisant ses relations avec eux. Mais, consciente des tensions Est-Ouest, la Chine sait que l'intensification de ses relations avec les Etats-Unis contribue à la paix mondiale.

4353. « Some theoretical problems of socialist national income ». *Chinese Economic Studies* 19 (3-4), été 86 : 3-169.

Numéro spécial consacré à la théorie du revenu national élaborée en Chine dans le cadre de la réforme économique socialiste de marché.

4354. GRIFFIN, Keith – « Rural development in an arid region : Xinjiang ». *Third World Quarterly* 8 (3), juil. 86 : 978-1001 ; tabl.

La région autonome du Sinkiang s'est récemment développée à un rythme plus rapide que le reste de la Chine. Dans l'agriculture, des résultats remarquables ont été obtenus grâce à la bonne gestion du système d'irrigation, à la récupération des terres désertiques et aux réformes introduites dans les fermes d'Etat depuis 1979.

4355. LEUNG KWAN-KWOK – « A critique of Mao's theory on the people's democratic dictatorship ». *Issues and Studies* 22 (4), avr. 86 : 34-50 ; tabl.

La théorie de la dictature du prolétariat a été adoptée par Mao en 1949. En fait, après y avoir apporté sa propre interprétation, il parlait plutôt de « dictature démocratique populaire ». Cette théorie n'était finalement pas adaptée à la Chine de l'époque, qui recherchait une nouvelle forme d'Etat.

4356. LIAO SHU-HSING – « Tibet's economic reforms : an analysis ». *Issues and Studies* 22 (4), avr. 86 : 69-85.

Le Tibet renferme des richesses économiques non négligeables (énergie solaire et hydroélectrique, vastes surfaces agricoles...). Cette région a échappé au train de « réformes démocratiques » imposées par Pékin, dans les années cinquante. Des réformes économiques ont finalement été décidées pour cette région un peu à part ; son développement économique est encore très lent.

4357. SOLINGER, Dorothy J. – « China's new economic policies and the local industrial political process : the case of Wuhan ». *Comparative Politics* 18 (4), juil. 86 : 379-399.

Comparée aux expériences similaires menées tant en URSS qu'en Hongrie, la mise en place de politiques industrielles locales en faveur du développement d'un secteur privé en Chine ne permet pas de conforter l'hypothèse selon laquelle une politique économique libérale s'accompagne d'une démocratisation politique ou lui est liée.

4358. TEUFEL DREYER, June – « The Xinjiang Uygur autonomous region at thirty ». *Asian Survey* 26 (7), juil. 86 : 721-744.

La région autonome du Sinkiang fait preuve d'une remarquable stabilité politique et économique qu'elle doit en majeure partie à l'action du premier secrétaire du PC, Wang Enmao, au pouvoir depuis 1955 avec une éclipse de quelques années pendant la révolution culturelle. Son habileté a permis de gérer de nombreux problèmes mais non de les régler, ce qui laisse planer quelques inquiétudes pour sa succession.

4359. WIEDMANN, Kent M. – « China in the vanguard of a new socialism ». *Asian Survey* 26 (7), juil. 86 : 774-792.

L'orientation actuelle prise par la Chine avec ses réformes économiques donne forme à un nouveau socialisme qui s'éloigne du modèle soviétique en adoptant des mécanismes propres au capitalisme (marché, concurrence, profit), tout en maintenant du socialisme les principes de propriété collective des moyens de production. Il doit par conséquent autant à Keynes et à Roosevelt qu'à Marx et Lénine.

Colombie

4360. « La Fundación social : una alternativa de intervención en la sociedad ». *Revista javeriana* 105 (524), mai 86 : 251-313.

Numéro spécial : historique de cette institution catholique colombienne d'aide sociale et bilan de ses activités.

4361. BAGLEY, Bruce Michael ; TOKATLIAN, Juan Gabriel – « Colombian foreign policy in the 1980s : the search for leverage ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* 27 (3), aut. 85 : 27-62 ; bibliogr.

Depuis son arrivée au pouvoir en 1982, le Président Betancur a développé avec succès une politique d'indépendance à l'égard des Etats-Unis, se posant comme le porte-parole des groupes Contadora et de Carthagène. Toutefois, depuis la mi-85 la crise économique internationale et la situation politique et économique de la Colombie ont montré les limites de ce désir d'autonomie.

4362. OCHOA F. ; FRANCISCO, J. – « Problemas de la configuración institucional del sector eléctrico colombiano ». *Revista de planeación y desarrollo* 18 (1), mars 86 : 37-77 ; graph. ; bibliogr.

Historique de l'administration du secteur électrique et examen des difficultés de gestion et de programmation que soulève actuellement son organisation, très compartimentée et mal équilibrée.

Cuba

4363. ECKSTEIN, Susan – « The impact of the Cuban Revolution : a comparative perspective ». *Comparative Studies in Society and History* 28 (3), juil. 86 : 502-534 ; tabl. ; bibliogr.

L'évaluation à partir d'un certain nombre d'indices de la situation économique et sociale de Cuba, avant et après la Révolution de 1959, comparée avec celle des autres pays d'Amérique latine permet de constater une nette amélioration de la force productive, du bien-être social et du niveau économique de l'île. On constate cependant une détérioration des capacités d'exportation et de la dette.

4364. HOLLANDER, Paul – « Political tourism in Cuba and Nicaragua ». *Society* 23 (4), juin 86 : 28-37.

Les techniques du tourisme politique, qui implique de la part des pouvoirs publics d'un pays une politique délibérée visant à donner de leur régime la meilleure image possible aux visiteurs étrangers, atteignent leur plus haut niveau de développement dans les systèmes d'idéologie marxiste-léniniste à parti unique, comme Cuba et le Nicaragua.

4365. SOKOLOVA, Z.I. – « Revolûcionnaâ situaciâ 1950h godov na Kube : voprosy teorii i metodologii » (La situation révolutionnaire à Cuba dans les années 50 : questions théoriques et méthodologiques). *Voprosy istorii* (8), août 86 : 3-17 ; résumé en anglais.

Etude de la situation politique à Cuba dans les années 50, dans le but de démontrer que l'assaut des casernes de la Moncada et de Baiamo s'est bien déroulé dans le cadre d'une situation révolutionnaire, et même, en était une des manifestations. Les caractères spécifiques de l'émergence du facteur subjectif de la révolution cubaine entre le 26.7.1953 et le débarquement des révolutionnaires cubains dirigés par Fidel Castro le 2.12.1956.

Espagne

Voir aussi : n° 4562

4366. « Economía de Asturias ». *Información comercial española* (635), juil. 86 : 101-160.

Suite d'articles sur l'évolution actuelle de l'économie de cette région espagnole : la crise industrielle, les problèmes agricoles liés à l'intégration européenne, les caractéristiques des exportations.

4367. « Les régimes de fonction publique en France et en Espagne. Evolutions récentes ». *Revue française d'administration publique* (38), juin 86 : 197-290 ; résumés en espagnol.

Suite de communications présentées aux journées d'étude sur les régimes de fonction publique en France et en Espagne, tenues à Paris en 1985 : statut, formation, politisation et réformes.

4368. Les relations avec l'OTAN

a. « Spain and the Atlantic Alliance ». *The International Spectator* 21 (1), mars 86 : 36-53.
Suite d'articles consacrés à l'Espagne en tant que membre de l'Alliance atlantique. Voir : VIÑAS, Angel : « The evolution of Spanish foreign and defense policy and the question of Spanish membership in the Atlantic Alliance » ; BARRIO, Antonio Marquina : « NATO, the EEC, Gibraltar, North Africa : overlapping issues for Spain » ; MIRANDA, Carlos : « Perspectives for future Spanish-US cooperation in security matters ».

b. GOOCH, Anthony – « A surrealistic referendum : Spain and NATO ». *Government and Opposition* 21 (3), été 86 : 300-316.
Si l'un des thèmes de la campagne électorale des socialistes espagnols en 1982 était le retrait de l'Espagne de l'OTAN, leur arrivée au pouvoir leur a fait admettre que le retrait serait une grave erreur (tant pour leur défense que sur un plan économique en liaison avec leur entrée dans la CEE) et a

conduit à cette situation paradoxale d'une campagne en faveur du maintien lors du référendum de 1986.

4369. ABRIL ABADIN, Eduardo – « Propiedad y disposición del agua para el uso agrícola ». *Revista de estudios agrosociales* 35 (134), mars 86 : 9-37 ; résumé en français.

La réglementation espagnole de l'irrigation d'après la loi des eaux de 1985. Voir à la suite, pp. 39-82 : RIVERA PEREIRA, Ricardo : « La equidad de la inversion publica. Aplicacion a las zonas de regadio ».

4370. HENKIN, S.M. – « Rabočee dviženie Ispanii v usloviâh krizisa zanâtosti » (Le mouvement ouvrier espagnol dans les conditions de la crise de l'emploi). *Rabocij klass i sovremennyj mir* (3), juin 86 : 68-81 ; tabl.

Devenu le facteur majeur de la situation socio-économique et politique de l'Espagne, le chômage exerce une sérieuse influence sur la situation, la structure et la conscience du prolétariat espagnol et conduit à des changements importants au sein des partis et des syndicats, ainsi que dans les formes de leurs activités. Il aggrave la lutte des forces d'avant-garde en Espagne.

Etats-Unis

Institutions et vie politiques

4371. « Congress, the Court, and the Presidency in national security policy ». *Presidential Studies Quarterly* 16 (2), print. 86 : 194-359 ; tabl.

Numéro spécial consacré aux rôles respectifs du Congrès et du Chef de l'Etat dans l'élaboration de la politique de défense et à l'interprétation qu'en donne la Cour suprême dans divers arrêts.

4372. ABRAMOWITZ, Alan I. et al. – « The President's Party in midterm elections : going from bad to worse ». *American Journal of Political Science* 30 (3), août 86 : 562-576 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les élections au Congrès, qui se déroulent à la moitié du mandat présidentiel, ont toujours été considérées comme un plébiscite sur le Président et sur la situation économique. Il apparaît en fait qu'elles constituent une évaluation des compétences du parti du Président et qu'elles annoncent, surtout au milieu du 2e mandat, un désir d'alternance.

4373. BAILEY, Christopher J. – « The United States Senate : the new individualism and the new right ». *Parliamentary Affairs* 39 (3), juil. 86 : 354-367.

A la fin des années 70, le Congrès a accueilli de nouveaux sénateurs, jeunes, sans expérience politique, et caractérisés par un arrivisme et un égoïsme sans limite. Elus grâce à leur charisme, ils sont totalement incompétents dans leur fonction sénatoriale et entravent la bonne marche du Sénat. Les sénateurs appartenant à la « nouvelle droite » sont représentatifs de cette nouvelle génération.

4374. EISEN, Arnold M. – « The American Jewish experience ». *The Jerusalem Quarterly* (38), print. 86 : 80-88 ; bibliogr.

Les Juifs américains doivent prendre conscience de la contradiction qui existe entre une société que l'Amérique désire – ainsi d'ailleurs que la majorité des Juifs – et les exigences de la religion juive. Jusqu'à présent, les Juifs américains se contentaient d'opter pour une « harmonisation » avec les symboles et les valeurs existants, tout en se tenant discrètement à part.

4375. FAUX, Jeff – « The Democrats and the post-Reagan economy ». *World Policy Journal* 3 (2), print. 86 : 183-218.

Contrairement à l'après-guerre, les Etats-Unis, aujourd'hui, dominent économiquement le monde avec beaucoup de difficultés. Le Parti démocrate doit saisir cette occasion pour renouveler son programme économique. Les Démocrates doivent par exemple concentrer davantage leur attention sur les minorités et accepter de modifier certaines règles économiques trop rigides.

4376. FLEISHMAN, John A. – « Trends in self-identified ideology from 1972 to 1982 : no support for the " Salience hypothesis " ». *American Journal of Political Science* 30 (3), août 86 : 517-541 ; tabl. ; bibliogr.

Remise en cause, à la lumière de scrutins électoraux, ainsi que du débat sur la politique économique de Reagan, de l'hypothèse selon laquelle les attitudes politiques reflètent les prises de position ponctuelles sur un problème qui fait l'actualité. Il apparaît que la formation de l'opinion politique est plus complexe et qu'elle varie selon l'âge et le niveau culturel. Par ailleurs, l'identification personnelle à un courant idéologique, libéral ou conservateur, est déterminante.

4377. HIBBING, John R. – « Ambition in the House : behavioral consequences of higher office goals among US representatives ». *American Journal of Political Science* 30 (3), août 86 : 651-665 ; tabl. ; bibliogr.

S'il est bien connu que l'ambition personnelle affecte notablement le vote des Représentants, les mécanismes de cette corrélation le sont moins. Etude effectuée sur les votes et la carrière de tous les membres de la Chambre des Représentants entre 1959 et 1982.

4378. HOUT, Michael – « Opportunity and the minority middle class : a comparison of Blacks in the United States and Catholics in Northern Ireland ». *American Sociological Review* 51 (2), avr. 86 : 214-223 ; tabl. ; bibliogr.

Le mode de stratification sociale interne de la communauté noire aux Etats-Unis est très semblable à celui de la communauté catholique en Ulster, bien que la discrimination à l'encontre de ces deux groupes minoritaires s'exerce dans un contexte historique, économique et culturel très différent.

4379. JANN, Werner – « Kein Parlament wie jedes andere. Die veränderte Rolle des Kongresses im politischen System der USA » (Un Parlement pas comme les autres. La modification du rôle du Congrès dans le système politique des Etats-Unis). *Zeitschrift für Parlamentsfragen* 17 (2), juin 86 : 224-247 ; tabl.

Dans les quinze dernières années, le système politique américain s'est considérablement modifié, et ce, sous l'influence du Congrès, auparavant partenaire tranquille. Le Congrès a gagné en indépendance et en assurance vis-à-vis de l'exécutif. Il est plus individualiste et plus ouvert aux influences politiques des groupes de pression, et il est plus fragmenté et plus décentralisé dans ses structures de décision interne.

4380. LIPSET, Seymour Martin – « Beyond 1984 : the anomalies of American politics ». *PS* 19 (2), print. 86 : 222-236 ; bibliogr.

La vie politique américaine présente actuellement quelques anomalies : la popularité du Président Reagan atteint un niveau inégalé, mais sur des problèmes spécifiques, l'opinion publique désapprouve sa politique. Les sondages montrent que le pays n'est pas devenu plus conservateur et ne rejette pas l'Etat-providence.

4381. MILLER, Arthur H. et al. – « Schematic assessments of presidential candidates ». *American Political Science Review* 80 (2), juin 86 : 521-540 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'électeur américain, pour les élections présidentielles de 1952 à 1984, a évalué et choisi son candidat plus en fonction de la personnalité dudit candidat qu'en fonction de son appartenance politique ou de son programme.

4382. ROUBAN, Luc – « La politique de la haute fonction publique aux Etats-Unis : grandeur et décadence du Senior Executive Service ». *Revue française d'administration publique* (38), juin 86 : 291-303 ; résumé en espagnol.

Le point fort de la réforme de la haute fonction publique décidée par le président Carter fut la création du Senior Executive Service par la loi du 13 octobre 1978, qui devait la structurer et ouvrir des perspectives de carrière aux hauts fonctionnaires. Sa mise en œuvre s'est heurtée à la nouvelle philosophie de l'administration Reagan et à l'inadéquation des mécanismes d'évaluation sur lesquels elle reposait.

Relations politiques extérieures

Voir aussi : n° 4635, 4638, 4685

4383. Les relations avec le Japon

a. MEL'NIKOV, U. – « Amerikano-âponskie otnošenia na sovremennom etape » (Les relations entre les Etats-Unis et le Japon à l'étape actuelle). *MEMO* (8), 1986 : 20-29 ; résumé en anglais.
Marquées par une rivalité historique remontant à la seconde guerre mondiale, les relations américano-japonaises se caractérisent par une concurrence effrénée pour la suprématie commerciale, financière, scientifique et technologique. Dans le même temps, inquiets des complications croissantes dans leurs relations, les gouvernements des deux pays s'efforcent de parvenir à des compromis politiques. Les relations militaires sont un aspect non négligeable de leur coopération.

b. UTKIN, A.I. – « SŠA-Âponiâ : perspektivy dvuhstorannih otnošenij » (Etats-Unis-Japon : les perspectives de relations bilatérales). *SŠA* (8), août 86 : 27-38.
Le centre du développement du monde capitaliste, longtemps situé en Amérique du Nord et Europe de l'Ouest, a commencé à se déplacer, ces dernières années, vers le bassin du Pacifique, et l'ascension économique et technologique du Japon menace la suprématie américaine. Face à l'évidente volonté du Japon de conquérir la première place, quelle doit être l'attitude des Etats-Unis : les deux pays doivent-ils élaborer une stratégie commune ? Si oui, comment répartir les rôles ?

4384. CLOUGH, Michael W. – « The US role in Southern Africa's future ». *Great Decisions* 1985 : 12-23.

Les événements qui se sont déroulés au cours de ces dernières années en Afrique au sud du Sahara, ont amené l'administration Reagan à imposer des sanctions limitées contre l'Afrique du Sud, à réduire son aide au gouvernement du Mozambique et à envisager la possibilité d'une aide ouverte à l'UNITA, en Angola. Toutefois, la politique des Etats-Unis dans cette partie d'Afrique est déterminée par les objectifs de leur politique mondiale globale.

4385. DUMBAUGH, Kerry B. ; GRIMMET, Richard F. – «Arms sales to China : the limits to US – Chinese military cooperation ». *The Washington Quarterly* 9 (3), été 86 : 89-99.

La coopération militaire entre la Chine et les Etats-Unis amorcée en 1980 pour contrebalancer l'influence croissante de l'Union soviétique, est restée très limitée et le restera dans les années à venir, en raison de nombreux facteurs internes à chacun des pays et des changements intervenus sur la scène internationale.

4386. GRAY, Colin S. – « The transition from offence to defence ». *The Washington Quarterly* 9 (3), été 86 : 59-72.

Les Etats-Unis ont intérêt à orienter leur stratégie militaire vers la défense, (sans pourtant négliger les armes offensives) ; en agissant ainsi, ils obligeront l'Union soviétique, qui ne sera plus en position dominante, à négocier un nouveau contrôle des armements. La transition vers une stratégie défensive doit se faire de préférence en coopération avec les alliés occidentaux, mais en cas de refus de la part de ses partenaires, les Etats-Unis doivent la faire seuls. Voir à la suite, pp. 73-87 : WEINROD, W. Bruce .: « Strategic defence and the ABM Treaty ».

4387. JEAN, Carlo – « Italia-Stati Uniti. Collaborazione nel settore degli armamenti ». *Rivista militare* (1), fév. 86 : 12-26 ; tabl.

La position périphérique de l'Italie vis-à-vis de l'axe de coopération franco-allemand et la faiblesse de son industrie d'armement entraînent un déséquilibre structurel dans ses relations militaires avec les Etats-Unis, que seul un effort national de développement de la recherche et de la production dans le domaine des armements pourra, à long terme, corriger.

4388. LUCAS, Michael – « SDI and Europe ». *World Policy Journal* 3 (2), print. 86 : 219-249.

L'initiative de défense stratégique du Président Reagan a suscité un débat plus large en Europe qu'aux Etats-Unis. En effet, pour l'Europe existe une

alternative qui serait un plan de sécurité communautaire. L'Amérique devrait de plus s'assurer qu'une politique de détente et de désengagement ne serait pas préférable à une politique de « guerre des étoiles ».

4389. LUNDESTAD, Geir – « Uniqueness and pendulum swings in US foreign policy ». *International Affairs* 62 (3), été 86 : 405-421 ; graph.

Les revirements en politique extérieure ont été plus nombreux et plus complets aux Etats-Unis que dans n'importe quel autre pays. Plusieurs facteurs expliquent cette caractéristique : évolution de l'environnement international, système des partis, désir du Président d'imprimer sa marque, partage du pouvoir entre exécutif et législatif, politisation de l'administration mais les facteurs culturels, c'est-à-dire les conflits de valeurs qui caractérisent la société américaine, sont de loin les plus importants.

4390. OSTROM, Charles W. Jr. ; JOB, Brian L. – « The President and the political use of force ». *American Political Science Review* 80 (2), juin 86 : 541-566 ; tabl., graph. ; bibliogr.

De 1946 à 1976 les forces armées américaines sont intervenues 226 fois sur des théâtres d'opérations extérieures. Les différents présidents ont fait de la force militaire un instrument politique au service de leur politique extérieure.

4391. STEWART, Philip D. – « Gorbachev and obstacles toward detente ». *Political Science Quarterly* 101 (1), 1986 : 1-22.

Attendre du prochain sommet américano-soviétique une poursuite de la détente, amorcée par Brezhnev en 1970, est illusoire. Le nationalisme de Gorbachev et sa volonté d'assurer une croissance économique et technologique qui lui permette de soutenir la concurrence militaire et économique des Etats-Unis, le portent plus à l'affrontement qu'à la compromission.

4392. WILLIAMSON, Richard S. – « US multilateral diplomacy at the United Nations ». *The Washington Quarterly* 9 (3), été 86 : 5-18.

Les Etats-Unis connaissent actuellement un déclin de leur rôle et de leur influence aux Nations Unies. Cette évolution défavorable est due à l'accroissement du nombre des pays membres, à la multiplication des réunions, à la politique des blocs (bloc soviétique, non-alignés, groupe des 77) mais également au manque d'efficacité et de formation des diplomates en poste dans les instances des Nations Unies.

4393. WOLFE, Alan – « Crackpot moralism, neo-realism, and US foreign policy ». *World Policy Journal* 3 (2), print. 86 : 251-275.

Pour les Etats-Unis, les questions de politique intérieure sont devenues relativement simples alors que la politique étrangère, imprégnée d'idéologies diverses, demeure complexe. Dans ce domaine, conservateurs et libéraux ne sont pas deux camps faciles à identifier.

Vie culturelle et scientifique

4394. « Economics of higher education finance ». *Economics of Education Review* 5 (2), 1986 : 105-224 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré aux aspects financiers de l'enseignement supérieur américain : financement, public et privé, budgets, droits d'inscription, bourses.

4395. Religion et politique

a. BERGER, Peter L. – « Religion in post-protestant America ». *Commentary* 81 (5), mai 86 : 41-46.
Depuis l'introduction du « Premier Amendement » dans la Constitution des Etats-Unis, et en particulier, depuis l'immigration massive de catholiques latino-américains et irlandais, l'environnement de l'Eglise protestante américaine a profondément changé. La fin de l'establishment protestant social et culturel en a été l'événement principal et c'est pourquoi on parle à présent d'une « Amérique post-protestante ».

b. GUZZETTI, G. Battista – « Ivescovi USA, l'insegnamento cattolico e l'economia statunitense ». *Rivista internazionale di scienze sociali* 93 (1), mars 85 : 17-33.
L'ébauche de lettre pastorale des évêques américains, publiée en novembre 1984 et consacrée à l'enseignement catholique et à l'économie des Etats-Unis

invite le citoyen américain, catholique ou non, à réfléchir sur ces problèmes. Cependant, le diagnostic et les théories proposés semblent superflus, dans la mesure où la distinction entre évêques et laïcs devrait maintenir les premiers dans un rôle de rappel des principes moraux qui, ensuite devraient être appliqués.

c. KOVAL'SKIJ, N. – « Konservativnij klerikalizm vo vnešnej politike imperializma SŠA » (Le cléricalisme conservateur dans la politique extérieure de l'impérialisme américain). *MEMO* (8), 1986 : 59-67 ; résumé en anglais.
La fin des années 70 et le début des années 80 ont été marqués, aux Etats-Unis, par la poussée des cléricaux dans les rangs des conservateurs. Leur influence sur l'élaboration de la politique extérieure américaine ne doit pas être sous-estimée. Propageant les valeurs les plus traditionnelles, défendant l'idée que les Etats-Unis jouent un rôle « messianique » dans le monde, ils affirment la nécessité de militariser la politique. Ils rencontrent cependant une opposition de plus en plus marquée dans les milieux religieux.

d REICHLEY, James A. – « Religion and the future of American politics ». *Political Science Quarterly*101 (1), 1986 : 23-47 ; tabl.
La démocratie américaine et son gouvernement reposent sur les valeurs morales et les principes judéo-chrétiens. Une trop grande implication politique des différentes Eglises (catholique romaine, protestantes et juive) et notamment la poursuite d'objectifs sociaux conflictuels risquent de saper ce consensus.

4396. LEVIN, Harvey J. – « US broadcast deregulation : case of dubious evidence ». *Journal of Communication* 36 (1), hiv. 86 : 25-40.

Le projet de supprimer la loi limitant à sept le nombre de chaînes appartenant à un même groupe, fait surgir des questions concernant la qualité, la diversité et la compétition entre les programmes.

Questions sociales

Voir aussi : n° 4554

4397. « Competition : is it working ? ». *Journal of Health Politics, Policy and Law* 10 (4), hiv. 86 : 611-697 ; tabl. ; graph.

Suite d'articles consacrés à l'introduction de la concurrence dans le système de santé aux Etats-Unis : la déréglementation, ses formes, ses conséquences sur la qualité et le coût des services rendus.

4398. L'impact de la formation professionnelle

a. BASSI, Laurie – « The effect of CETA on the postprogram earnings of participants ». *Evaluation Studies* 10, 1985 : 327-344 ; tabl. ; bibliogr.
Les programmes de formation professionnelle, élaborés dans le cadre de la loi de 1973, ont eu un effet positif et souvent significatif sur les salaires des participants ; les femmes en profitent davantage que les hommes. Parmi les différents programmes, aucun ne peut être vraiment considéré comme plus efficace que les autres.

b. DICKINSON, Katherine et al. – «An analysis of the impact of CETA programs on participants' earning ». *The Journal of Human Ressources* 21 (1), hiv. 86 : 64-91 ; tabl. ; bibliogr.
L'étude de l'impact des programmes de formation professionnelle (CETA) sur les revenus des participants, montre que le CETA a un impact négatif et statistiquement important sur les revenus pour les hommes adultes, et un impact modeste, positif, mais non significatif statistiquement, pour les femmes adultes.

4399. BACH, Robert L. – « Immigration : issues of ethnicity, class, and public policy in the United States ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* (485), mai 86 : 139-152.

L'immigration de travailleurs étrangers aux Etats-Unis est généralement définitive et a suscité un débat désormais classique sur les différences d'assimilation et de réussite sociale selon les ethnies d'origine et surtout toute une mythologie de l'immigration qu'il est temps de renouveler afin d'adapter les politiques publiques.

4400. DAVIDSON, Stephen M. et al. – « Medicaid myths : trends in Medicaid expenditures ans the prospects for reform ». *Journal of*

Health Politics, Policy and Law 10 (4), hiv. 86 : 699-728 ; tabl. ; bibliogr.

En 1981, les dépenses publiques occasionnées par le programme Medicaid (assurance maladie pour les revenus les plus faibles) ne contribuaient que pour 14 % à l'accroissement des dépenses globales depuis 1965. Le problème du coût excessif de ce programme a donc été largement exagéré et les réformes envisagées n'auraient qu'une influence minime sur la baisse des dépenses publiques tout en faisant l'objet de vives oppositions politiques.

4401. SCHLESINGER, Mark – « On the limits of expanding health care reform : chronic care in prepaid settings ». *The Milbank Quarterly* 64 (2), 1986 : 189-215 ; bibliogr.

Aux Etats-Unis, les HMO font figure d'exemple dans le système de santé américain, en ce qui concerne le contrôle des coûts et la qualité des soins. Ces organismes d'assurance-maladie pourraient servir de modèles pour un projet de réforme du système américain, même s'ils n'offrent pas une couverture parfaite pour les malades chroniques.

4402. SZASZ, Andrew – « The reversal of federal policy toward worker safety and health ». *Science and Society* 50 (1), print. 86 : 25-51.

La législation fédérale américaine sur la sécurité du travail a été considérablement améliorée dans les années 70 mais depuis l'élection de Reagan, la déréglementation a eu pour conséquence une détérioration considérable de la protection de la santé et de la sécurité des salariés. Ce revirement ne se justifie en aucun cas sur le plan économique et a été rendu possible par la crise économique et la faiblesse des syndicats.

4403. VATTER, Harold G. ; WALKER, John F. – « Real public sector employment growth, Wagner's Law, and economic growth in the United States ». *Public Finance* 41 (1), 1986 : 116-138 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en français et en allemand.

Depuis 1929, l'Etat prend une place croissante au sein de l'économie américaine en terme d'emplois. La Loi de Wagner est vérifiée tant au niveau fédéral qu'au niveau local. Une politique visant à réduire les dépenses publiques passe nécessairement par une suppression d'emplois publics.

Economie et finances

Voir aussi : n° 4317

4404. L'amendement Gramm-Rudman

a. « Court strikes down core of Gramm-Rudman ». *Congressional Quarterly Weekly Report* 44 (28), 12 juil. 86 : 1559-1563 et 1581-1583.
La Cour suprême a déclaré inconstitutionnelle la procédure de réduction automatique des dépenses qui constituait le noyau de l'amendement Gramm-Rudman sur l'équilibre budgétaire.

b. « Special section : Gramm/Rudman/Hollings ». *The Journal of the Institute for Socioeconomic Studies* 11 (1), été 86 : 1-31 ; graph.
Trois articles consacrés à l'amendement Gramm/Rudman/Hollings sur le retour à l'équilibre budgétaire : historique, dispositions, conséquences.

c. EGE, Konrad – « Scheitert das Pentagon an der Haushaltskrise ? Reagans Etatentwurf für 1987 und das Gramm-Rudman Gesetz » (Le Pentagone est-il en situation d'échec devant la crise du budget ? Le projet de budget de Reagan pour 1987 et la loi Gramm-Rudman). *Blätter für deutsche und internationale Politik* 31 (4), avr. 86 : 448-455.
La loi Gramm-Rudman établit des coupures drastiques dans le budget des Etats-Unis, dans le but de réduire les dettes de l'Etat. Malgré les articles que le ministère de la Défense emploie, son budget sera, en 1987, comme en 1986, considérablement diminué.

4405. « On debt and solvency ». *World Policy Journal* 3 (2), print. 86 : 347-367.

Table ronde : l'Etat américain traverse une grave crise financière ; le déficit budgétaire atteint 220 milliards de dollars, et le déficit commercial 150. Pour la première fois depuis 1914, les Etats-Unis sont débiteurs nets. Cette situation

pose le problème de la solvabilité américaine et du recul de l'influence internationale de ce pays.

4406. « Futures and options markets ». *The Journal of Business* 59 (2), avr. 86 : 1-180 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré à l'organisation et au développement des marchés à terme et d'options aux Etats-Unis : leur rôle dans l'économie, la réglementation.

4407. « The impact of the Reagan program ». *Essays in Contemporary Economic Problems* 1986 : 7-362.

Numéro spécial consacré aux effets de la politique économique du président Reagan. Imprégnée de libéralisme, celle-ci rencontre de sérieux problèmes d'application face aux déficits budgétaire et commercial.

4408. BLACKLEY, Paul R. – « Causality between revenues and expenditures and the size of the federal budget ». *Public Finance Quarterly* 14 (2), avr. 86 : 139-156 ; tabl. ; bibliogr.

La législation fiscale américaine récente a réduit les taux d'imposition et indexé le taux d'imposition des revenus sur l'inflation. Ceci n'empêchera pas la croissance des revenus.

4409. ROTH, Timothy P. – « Antitrust policy and the rationalization of the US-steel industry ». *Journal of Institutional and Theoretical Economics* 142 (1), mars 86 : 114-130 ; graph. ; bibliogr.

La politique sidérurgique du Président Reagan s'articule autour du Conseil pour l'acier, réunissant 24 membres représentant la profession, les syndicats et le gouvernement. Il est difficile de dire si l'administration Reagan parviendra à rationaliser la sidérurgie américaine ; tout dépend de l'effet des fusions et des joint-ventures.

4410. SAMONOVA, N.O. – « Strukturnye sdviji v promyšlennosti SŠA » (Las transformations structurelles dans l'industrie des Etats-Unis). *SŠA* (8), août 86 : 39-47.

L'influence du progrès scientifique et technique sur la structure de la production industrielle finale et intermédiaire aux Etats-Unis. Depuis la moitié des années 70, il s'avère que les techniques de cette génération avaient vieilli et devaient être renouvelées. Pour améliorer une production devenue moins concurrentielle, la classe dirigeante veut restructurer l'industrie en développant les secteurs à capacité scientifique et accélérer l'économie d'énergie et de matériaux.

4411. THOMAS, Robert D. – « Cities as partners in the Federal system ». *Political Science Quarterly* 101 (1), 1986 : 49-64 ; tabl.

Les grandes villes américaines sont aujourd'hui confrontées, face à une réduction des programmes d'aide fédéraux, au dilemme suivant : poursuivre une politique de développement ou maintenir leurs services d'assistance et d'aide sociale aux plus défavorisés.

4412. USEEM, Michael ; KARABEL, Jérome – « Pathways to top corporate management ». *American Sociological Review* 51 (2), avr. 86 : 184-200 ; tabl. ; bibliogr.

Dans les grandes entreprises américaines, les cadres supérieurs sont pratiquement tous diplômés de l'enseignement supérieur. La réussite dans l'entreprise et l'accession aux postes les plus élevés sont liées à la possession d'un diplôme d'une université côtée (Columbia, Harvard, Yale,...) et de préférence un diplôme de droit ou de gestion, combiné avec l'appartenance aux couches les plus élevées de la société.

Aménagement et urbanisme

Voir aussi : n° 4340

4413. BOUQUET, Yves – « Les entreprises à technologie avancée dans la région de Washington D.C. ». *Bulletin de l'Association de géographes français* 63 (3), juin 86 : 217-226 ; carte.

Cette région a été profondément transformée, ces 20 dernières années, par l'émergence d'activités de technologie avancée, telles que les industries de

défense, de télécommunications et de biotechnologie, liées à la présence d'instituts de recherche médicale, du Pentagone et des facilités de communication (aéroports).

4414. GORDON, Roberta G. – « Legal incentives for reduction, reuse, and recycling : a new approach to hazardous waste management ». *The Yale Law Journal* 95 (4), mars 86 : 810-831.

La législation fédérale sur les déchets toxiques, loin de s'attaquer à la source du problème (le niveau élevé de production de déchets) se préoccupe essentiellement des problèmes liés à l'évacuation des déchets. Une approche nouvelle, déjà adoptée par certains Etats, consite en des mesures incitatives au traitement, au recyclage et à la réutilisation des déchets.

4415. GREEN, Bill – « Privatization-competition and monopoly in the mails ». *The Journal of the Institute for Socioeconomic Studies* 11 (1), été 86 : 74-85 ; graph.

L'Etat détient le monopole du service postal depuis 1775 aux Etats-Unis. les pressions pour qu'une concurrence de services privés soit autorisée s'accroissent car les coûts du système actuel sont élevés et la qualité du service décline.

Relations économiques extérieures

Voir aussi : n° 4405

4416. « Uncle Sam as host ». *Research in International Business and Finance* 5, 1986 : 3-381 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré aux investissements étrangers directs aux Etats-Unis : évolution récente ; cadre juridique ; études par secteur (électronique, automobile, chimique, pharmaceutique, minier, pétrolier) ; les exemples du Canada, de l'Europe, du Japon.

4417. DERRYCK, Vivian Lowery – « Economic pluralism and development ». *Strategy for Peace* 1985 : 32-44.

La politique d'assistance aux pays en développement pratiquée par les Etats-Unis a pour base le « pluralisme économique » qui sous-entend, dans ces pays, une réduction progressive de l'intervention de l'Etat au profit de l'initiative privée et de la décentralisation. Mais, le « pluralisme économique », bien qu'utile comme moyen, ne doit pas être un but en soi dans une stratégie de développement économique de ces pays.

4418. HAMMER, Heather-Jo : GARTRELL, John W. – « American penetration and Canadian development : a case study of mature dependency ». *American Sociological Review* 51 (2), avr. 86 : 201-213 ; tabl. ; bibliogr.

Selon la théorie de la dépendance, la pénétration extensive du capital étranger exerce un effet négatif à long terme sur le développement du pays hôte. L'étude des effets des investissements directs des Etats-Unis au Canada depuis 1945 montre que cette théorie peut s'appliquer aux économies développées du centre.

4419. VASIL'KOV, V.I. ; MEDVEDKOV, S.U. – « Amerikanskie TNK v ÛAR » (Les multinationales américaines en République d'Afrique du Sud). *SŠA* (8), août 86 : 16-26 ; tabl.

Les arguments justifiant la présence des monopoles américains en Afrique du Sud ont évolué. Si autrefois elle était ouvertement expliquée par l'importance des avantages économiques retirés, aujourd'hui on prétexte l'influence positive que ces monopoles peuvent avoir sur le règlement des problèmes dans le pays. En fait, même si des sanctions étaient enfin imposées au gouvernement sud-africain pour le contraindre à se « moderniser », elles ne dépasseraient par les limites acceptables par ces monopoles.

France

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 4367

4420. « L'armée ». *Pouvoirs* (38), 1986 : 5-125.

Suite d'articles consacrés à l'évolution de l'armée française, indissolublement liée à l'agencement des pouvoirs depuis 1958. Voir notamment : PLANCHAIS, Jean : « L'armée et le tournant de 1958 » ; COHEN, Samy : « Monarchie

conventionnelle » ; BUFFOTOT, Patrice : « L'arme nucléaire et la modernisation de l'armée française » ; DOBRY, Michel : « Le jeu du consensus » ; BONNEMAISON, Jacques : « La décision militaire » ; BIZARD, Alain : La Défense opérationnelle du Territoire » ; THIEBLEMONT, André : « Les traditions dans les armées : le jeu de la contestation et de la conformité » : DOGAN, Mattei : « Militaires sans épée dans la politique ».

4421. La cohabitation

a. MORGAN, Roger – « La cohabitation » or « la cohabitension » ? The fifth Republic enters a new phase ». *Government and Opposition* 21 (3), été 86 : 259-268.
La forme et l'issue de la rivalité engagés entre l'Elysée et Matignon, ainsi que l'utilisation que feront Mitterrand et Chirac de leurs pouvoirs respectifs, dépendent des calculs politiques des deux hommes, tant qu'ils s'estiment en compétition ou, au contraire, de leur possible union face au rival potentiel qu'est Raymond Barre.

b. SANDOZ, Gérard – « Frankreich : eine andere Republik ? Die Lage nach Bildung der Regierung Chirac » (La France : une autre république ? La situation après la formation du gouvernement de J. Chirac). *Dokumente* 42 (3), 1986 : 204-211.
Le 16 mars 1986 a inauguré une période de cohabitation en France. Le Premier ministre Jacques Chirac a les pleins pouvoirs en politique économique et sociale. Le seul domaine où un consensus existe entre le président et le Premier ministre est la politique extérieure. Une des conséquences majeures de ces élections est que, pour la première fois dans la Ve République, le Parlement a conquis une position de force.

c. SCHUMANN, Maurice – « Le couple Mitterrand-Chirac ». *Revue des deux mondes (1982)* (8), août 86 : 263-272.
Si fragile que soit la cohabitation, si brève que puisse être son histoire, un fait essentiel est désormais hors de contestation : elle est dans son principe favorablement accueillie par la majorité des Français.

4422. Le Conseil constitutionnel

a. GARRIGOU-LAGRANGE, Jean-Marie – « Les partenaires du Conseil constitutionnel ou de la fonction interpellatrice des juges ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (3), juin 86 : 647-694.
A partir du moment où le Conseil constitutionnel se comporte comme un véritable juge et s'affirme porteur d'une conception de l'intérêt général éventuellement différente de celle promue par les pouvoirs publics il convient de déterminer sa place au sein des institutions et notamment d'inscrire son action dans une perspective de dialogue avec de nouveaux partenaires.

a. HABIB, Laurent – « La notion d'erreur manifeste d'appréciation dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (3), juin 86 : 695-730.
Les fonctions assignées par le Conseil constitutionnel à la notion d'erreur manifeste sont tout d'abord une modalité de contrôle du raisonnable, ensuite une modulation du contrôle en fonction d'impératifs extra-juridiques, et enfin, un réglage stratégique de l'application du principe d'égalité.

4423. « De quel droit ? » *Actes de la recherche en sciences sociales* (64), sept. 86 : 3-44 ; résumés en anglais et en allemand.

Suite d'articles sociologiques sur le droit qui maintient l'ordre social, tout en étant fait par lui. Voir : BOURDIEU, Pierre : « La force du droit : éléments pour une sociologie du champ juridique » ; MOUNIER, Jean-Pierre : « Du corps judiciaire à la crise de la magistrature » ; LENOIR, Rémi : « Groupes de pression et groupes consensuels : contribution à une analyse de la formation du droit » ; BOURDIEU, Pierre : « Habitus, code et codification ».

4424. Les élections législatives

a. COLARD, Daniel – « Die neue parlamentarische Situation. Eine soziologische und politische Analyse der Wahl vom 16.3. 1986 » (La nouvelle situation parlementaire. Une analyse sociologique et politique des élections de mars 1986) *Dokumente* 42 (3), 1986 : 212-221 ; tabl.
Les prévisions pré-électorales ne pouvaient pas prendre en compte des éléments inconnus comme par exemple le nouveau système de vote. Finalement, le résultat fut, dans une certaine mesure, une surprise. Les élections du 16 mars 86 ont modifié le paysage politique français (victoire du Front National

et défaite du PC entre autres). C'est la première fois qu'un Président perd des élections législatives mais reste au pouvoir.

b. EATWELL, Roger – « The French general election of March 1986 ». *The Political Quarterly* 57 (3), sept. 86 : 315-321.
Les thèmes de la campagne, la situation et la position des différents partis avant et après les élections, l'analyse des résultats, la cohabitation.

c. JAFFRE, Jérôme – « Les élections législatives du 16 mars 1986. La défaite de la gauche et les progrès du parti socialiste ». *Pouvoirs* (38), 1986 : 145-157 ; tabl.
Les caractéristiques des élections du 16 mars 1986 : défaite de la gauche, progrès du PS, absence de dynamique RPR-UDF, permanence du vote Le Pen ne donnent aucune certitude de longévité à leur « vainqueurs ».

d. LEVY, David A.L. ; MACHIN, Howard – « How Fabius lost : the French elections of 1986 ». *Government and Opposition* 21 (3), été 86 : 269-285 ; tabl.
Les résultats électoraux de 1986 sont le résultat d'une campagne engagée dans un contexte de défaite inévitable pour la majorité présidentielle, d'un nouveau système électoral, d'un changement des comportements électoraux et de l'influence des partis et surtout en dépit de la faillite du système des deux blocs, de la victoire d'une majorité hostile au Président.

4425. « Une nouvelle intelligence du politique ». *Esprit* (8-9), sept. 86 : 7-53.

Dans un numéro spécial consacré aux idées, suite d'articles sur les rapports qu'entretiennent les Français et la politique, la dépolitisation ; les intellectuels et la politique, les idées récurrentes du débat politique. Voir : THIBAUD, Paul : « Réabilitation de la politique » ; COQ, Guy : « Mai 68, un héritage impossible » ; DONZELOT, Jacques : « D'une modernisation l'autre » : LIVET, Pierre : « Vide du social ou vide des conceptions politiques ».

4426. La réforme des codes

a. CORNU, Gérard – « La refonte dans le code civil français du droit des personnes et de la famille ». *Revue juridique et politique* 40 (3-4), juin 86 : 674-688.
Depuis 1964, sept réformes fondamentales ont refondu totalement le droit de la famille. Cette recodification par étape est cependant une œuvre cohérente, tant dans son élaboration, que dans son inspiration pluraliste, que par sa technique juridique rénovée et l'apparition de nouvelles institutions ou actions et que par sa méthode législative caractérisée par une tendance à la flexibilité des règles.

b. GULPHE, Pierre – « Réflexions sur quelques aspects de l'œuvre codificatrice de la Ve République en droit privé français ». *Revue juridique et politique* 40 (3-4), juin 86 : 657-673.
Parmi les matières de droit privé que la Ve République a choisi de refondre, le divorce et la réforme du code de procédure pénale ont apporté des changements importants en réalisant des compromis harmonieux : compromis entre le divorce-sanction et le divorce-remède dans le premier cas, compromis entre le système accusatoire et le système inquisitoire, dans le deuxième cas.

c. LEVASSEUR, Georges – « Réforme et refonte des codes répressifs en droit français. Code pénal, code d'instruction criminelle, code de procédure pénale ». *Revue juridique et politique* 40 (3-4), juin 86 : 706-723.
Les codes répressifs d'origine napoléonienne ont été révisés en 1974 et en 1981, pour réformer la procédure pénale et l'exécution des peines, selon une certaine éthique, dans un souci de protection du groupe social, et une perspective pédagogique. Le travail d'élaboration est l'œuvre des praticiens, et le processus législatif qui suit est souvent une cause de retard, parfois grave par rapport à l'évolution sociale.

4427. LACHENY, A. et al. – « Vous avez dit proportionnelle ?» *Mathématiques et sciences humaines* 24 (94), été 86 : 5-32 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

L'exemple de la dernière loi électorale française montre qu'il y a une très grande diversité du sens du mot proportionnel, ce qui conduit à autant de répartitions très différentes des sièges.

4428. SCHNAPPER, Dominique – « The Jews and political modernity in France ». *The Jerusalem Quarterly* (38), print. 86 : 64-79 ; bibliogr.

La participation de Juifs, en tant que tels, à la vie politique en France est acceptée dans la mesure où elle est conforme aux valeurs politiques générales respectées par les Français, telles que : les droits de l'homme, la foi en la démocratie. Quant aux liens particuliers entre les Juifs français et Israël, ils sont généralement acceptés plutôt qu'universellement compris, mais néanmoins posent parfois des problèmes.

4429. THERY, Henri – « La place et le rôle du secteur associatif dans le développement de la politique d'action éducative, sanitaire et sociale ». *Journal officiel de la République française. Avis et rapports du Conseil économique et social* (14), 29 juil. 86 : 89 p.

Largement représentées dans ces trois secteurs les associations sont confrontées aujourd'hui à leurs propres exigences et à celles des pouvoirs publics et doivent affronter une meilleure mobilisation et un meilleur emploi de leurs ressources.

Vie culturelle et scientifique

4430. « Denis de Rougemont ». *Cadmos* 9 (33), print. 86 : 143 p. ; bibliogr.

Numéro consacré à la vie et à l'œuvre de Denis de Rougemont et particulièrement à son apport au mouvement fédéraliste européen.

4431. Michel Foucault

a. « Michel Foucault ». *Le débat* (41), nov. 86 : 1-192 ; bibliogr.
Numéro spécial, deux ans après la mort de M. Foucault, consacré à retracer, par des témoignages multiples, sa vie, son œuvre et son influence. Voir notamment : FOUCAULT, Michel : « Œuvres et singulation : vers une critique de la raison politique » ; CASTEL, Robert : « Les aventures de la pratique » ; HABERMAS, Jürgen : « Les sciences humaines démasquées par la critique de la raison : Foucault » ; CERTEAU, Michel de : « Le rire de Foucault » ; VON BÜLOW, Katharina : « Contredire est un devoir ».

b. « Michel Foucault : du monde entier ». *Critique* 42 (471-472), sept. 86 : 743-962 ; bibliogr.
Numéro consacré à la résonnance de la pensée de Michel Foucault sur la philosophie étrangère et à la portée universelle de ses méthodes de travail.

c. WHITE, Stephen K. – « Foucault's challenge to critical theory ». *American Political Science Review* 80 (2), juin 86 : 419-432 ; bibliogr.
La comparaison des travaux de Foucault et d'Habermas sur les corrélations existant entre les concepts de pouvoir, de subjectivité, d'altérité et de modernité plaide en faveur du schéma d'analyse d'Habermas qui ne conduit pas à une impasse conceptuelle entâchée de subjectivité.

4432. « Les mutations technologiques et le changement industriel ». *Bulletin de l'Association des géographes français* 63 (3), juin 86 : 211-263 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr.

Suite d'articles : les nouvelles technologies redistribuent l'espace des industries, nécessitent une ambiance urbaine multifonctionnelle de niveau élevé et affectent les politiques régionales. Voir notamment : BOUQUET, Yves : n° 4413 ; CANARD, Jean-Claude : n° 4450.

4433. « La passion des idées ». *Esprit* (8-9), sept. 86 : 1-243.

Numéro spécial consacré à la vie intellectuelle, aux intellectuels, à la place de l'intellectuel et du politique dans une culture démocratique, au moment où l'on parle de la perte des idéologies. Quatre thèmes : « Une nouvelle intelligence du politique » : n° 4425 ; « Sciences humaines : en finir avec le scientisme » ; « La philosophie dans le débat intellectuel » ; « De la réflexion sur le langage à la pensée de l'action ».

4434. [Patrimoine culturel immobilier en France et patrimoine architectural]. *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (3), juin 86 : 741-813 ; tabl.

Deux études relatives à la démocratisation de la protection et de la gestion du patrimoine culturel, et à sa protection. Voir : MESNARD, André-Hubert : « Démocratisation de la protection et de la gestion du patrimoine culturel immobilier en France » ; BELLESCIZE, Diane de : « De l'ancienne à la

nouvelle législation sur la protection du patrimoine architectural et des sites : les zones de protection du patrimoine architectural et urbain (ZPPAU) ».

4435. « La révolution documentaire ». *Pour* (105), févr. 86 : 2-106 ; tabl.

Numéro spécial consacré à la documentation à l'heure de l'informatique, de la télématique, de la bureautique. L'information sera-t-elle le pétrole gris de l'an 2000 ? La politique documentaire française ; les enjeux culturels, économiques, stratégiques de l'explosion des techniques nouvelles.

4436. ANDREEV, L. – « Francuzskaâ literatura i " konec veka " » (La littérature française et la « fin du siècle »). *Voprosy literatury* (6), 1986 : 75-112.

La littérature française actuelle, mieux que toute autre littérature occidentale, reflète la crise des valeurs spirituelles et morales du capitalisme, le nouveau climat « fin de siècle », l'ère du vide.

4437. BOURDON, Jérôme ; GRUNBLATT, Catherine – « Publicité et télévision : une longue histoire ». *Mediaspouvoirs* (3), juin 86 : 60-70 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'introduction de la plublicité admise en France en 1968 s'est longtemps heurtée à la morale et aux réticences des parlementaires et de la presse. La fin du monopole public a parachevé cette victoire jusqu'à faire de la publicité le vrai moteur de la télévision.

4438. COLIN, Claude – « Radios locales et culture régionale : la grande désillusion ». *Mediaspouvoirs* (3), juin 86 : 34-48 ; résumé en anglais.

Le mouvement des radios libres, apparu en France à partir de 1977, était l'héritier de bon nombre de revendications « soixante-huitardes » : revendication de la parole, de pouvoir dire l'histoire du peuple et des humbles, du local et du régional. Cependant, l'étude de différentes radios libres, comme par exemple dans la région de Grenoble, montre, qu'au lieu de ressusciter la mémoire locale, ces radios ont été débordées par la logique du business et du disco.

Questions sociales

Voir aussi : n° 4311, 4554, 4687

4439. L'évolution de la population

a. « Les Français en l'an 2000 ». *E & (et) S* (190), août 86 : 3-69 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.
Suite d'articles consacrés, à partir de données issues du recensement de 1982 et des séries de la comptabilité nationale, à un ensemble de projections à long terme, relatives aux personnes et aux ménages résidant en France métropolitaine (démographie, emploi, structures familiales, consommation).

b. GIRARD, Alain – « La population française vieillit ». *Etudes* 365 (3), sept. 86 : 199-211 ; tabl.
Les projections démographiques établissent que le vieillissement de la population française est appelé à se poursuivre dans les décennies à venir, impliquant dès à présent une modification du régime actuel des retraites et la mise en place d'une véritable politique de la vieillesse.

4440. « Des réalisateurs pas ordinaires ». *CFDT aujourd'hui* (81), oct. 86 : 1-88.

Numéro spécial consacré aux comités d'entreprise au moment où on célèbre le quarantième anniversaire de leur création. La fonction des CE, l'évolution de leur mission avec les lois Auroux, leurs activités, leurs relations avec les syndicats.

4441. CHADELAT, Jean-François ; PELLISSIER, Gérard – « Les retraites des Français. Diversité et complexité des régimes ». *Notes et études documentaires* (10), 1986 : 5-142 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial : les différents systèmes de retraite : régime général, régimes complémentaires, régimes spéciaux de salariés et de non salariés ; les aspects démographiques et financiers ; les conditions d'affiliation et les droits afférents ; comparaison de la France et des principaux pays de la CEE ; le débat

opposant retraites par capitalisation et retraites par répartition, opposant les exigences de solidarité et de compétitivité.

4442. KARPIK, Lucien – « Démocratie et pouvoir au barreau de Paris. La question du gouvernement privé ». *Revue française de science politique* 36 (4), août 86 : 496-518 ; tabl. ; résumé en anglais.

En soit, le barreau de Paris ne saurait échapper à la dynamique du pouvoir illimité. Or, l'examen de l'organisation et de l'action du Conseil de l'ordre montre que l'oligarchie tout autant que la tyrannie en sont absentes et ce, parce qu'il n'existe pas de pouvoir séparé.

4443. LORREYTE, Bernard – « L'inquiétante familiarité : éléments d'analyse psycho-sociologique de l'hétérophobie ». *Cahiers de sociologie économique et culturelle* (5), juin 86 : 53-79 ; résumé en anglais.

L'observation d'un certain nombre de situations relationnelles entre Français et immigrés conduit à un constat apparemment paradoxal : l'autre dérangerait moins par son étrangeté que par sa familiarité. Le voisinage des immigrés peut, de ce fait, être considéré comme une épreuve du réel venant bouleverser l'économie psychique de populations françaises, bien souvent déracinées et donc fragilisées dans leur identité.

4444. MARCUS-STEIFF, Joachim – « Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ? (Le taux de succès de la fécondation in vitro) ». *Les temps modernes* 42 (481), sept. 86 : 1-50 ; tabl.

Les médias vantent beaucoup les succès de la « fécondation in vitro et transfert d'embryon » (FIV ou FIVETE). Or, il est impossible, aujourd'hui, d'avoir un taux de succès moyen. Tous les taux calculés et annoncés sont « truqués ». Par ailleurs, on sous-estime encore beaucoup le coût des FIV et leurs conséquences psychologiques et physiques chez les femmes qui y ont recours (naissances multiples, accouchements prématurés, césariennes, complications postopératoires...).

Economie et finances

4445. « L'impératif électronique ». *Les cahiers de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France* (78), sept. 86 : 71-84 ; tabl., graph., carte ; résumés en anglais et en espagnol.

Panorama des besoins prévisibles et des filières de formation adaptées pour les métiers de l'électronique et de l'informatique.

4446. La politique économique

a. « Projet libéral et gestion de crise ». *Analyses et documents économiques* (21), août 86 : 22-53.
Dossier démontrant que sous le prétexte de gérer la crise et dans une perspective pseudo-libérale, le gouvernement est en train de briser un certain nombre d'acquis sociaux et de procéder au démantèlement des sociétés en difficultés.

b. FAYOLLE, Jacky – « Conjoncture de l'année 1986 et contradictions des politiques capitalistes ». *Issues* (25), 2e trim. 86 : 5-29 ; tabl.
Dans tous les pays industrialisés, le mot d'ordre est « flexibilité » et « déréglementation » sur le marché du travail comme sur celui des produits et de la finance. Parce que la rentabilité des ressources investies dans le système productif est insuffisante, les investisseurs préfèrent les placements financiers. La France n'échappe pas à ce processus et se retrouve avec une offre insuffisante et un excès de capital argent, capital fictif disponible et mobile. Cette offre insuffisante explique les difficultés actuelles du commerce extérieur de la France et de son marché du travail et appelle une nouvelle politique économique remettant en cause la domination des critères de rentabilité.

4447. « Résultats de la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises ». *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi* (22), juil. 86 : 5-79 ; tabl.

Numéro spécial constitué de données chiffrées sur la participation : les accords conclus dans les entreprises au 31 décembre 1985 ; les résultats financiers de l'exercice ouvert en 1953 ; comparaison de la répartition de la réserve spéciale de participation, selon les entreprises.

4448. « La situation des salariés dans le cadre de la prévention et du traitement des difficultés des entreprises ». *Droit social* (9-10), oct. 86 : 647-702.

Textes du colloque organisé par l'Institut des sciences du travail et l'Institut régional d'éducation ouvrière Nord-Pas-de-Calais à Lille, le 18 avril 1986. La loi du 25 janvier 1985 reconnaît ou attribue aux salariés une aptitude légitime à connaître et discuter les principales décisions qui fixent le sort de l'entreprise et, dans ce contexte, la protection de l'emploi devient une priorité.

4449. BORDENAVE, Philippe et al. – « Le marché des billets de trésorerie ». *Banque* (464), sept. 86 : 733-745.

La souplesse du processus d'émission des billets de trésorerie, instrument parfaitement adapté au financement des besoins en fonds de roulement des entreprises, explique leur succès. L'avenir de ce nouveau marché est fortement dépendant du contexte « d'explosion » des marchés financiers au plan français et international.

4450. CAVARD, Jean-Claude – « Industries de haute technologie et politique départementale d'innovation dans la couronne parisienne septentrionale ». *Bulletin de l'Association des géographes français* 63 (3), juin 86 : 227-238 ; cartes ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Depuis quelques années, les départements du Val-d'Oise et de la Seine-Saint-Denis ont reçu un grand nombre d'industries de pointe. Ce fait devrait permettre la création d'un véritable pôle technologique Ile-de-France-Nord, à condition que soient levées les barrières départementales, les rivalités administratives et politiques.

4451. COURET, Alain – « Les nouveaux titres représentatifs de fonds propres ». *Bulletion mensuel d'information des sociétés* 36 (5), mai 86 : 559-585 ; tabl.

De nouvelles valeurs mobilières sont nées depuis 1981, ce qui a des conséquences sur le droit des valeurs mobilières et nécessite une protection des divers ayants droits.

4452. DUMAZ, Bernard – « Les maraîchers de la Côte-sous-le-Vent (Guadeloupe) : agriculteurs ou petits patrons ? » *Les cahiers d'outre-mer* 39 (154), juin 86 : 179-204 ; tabl., carte ; résumé en anglais.

Après la crise du sucre au XIXe siècle et surtout après 1946, la Basse-Terre s'est orientée vers les cultures maraîchères, assurées de débouchés grâce à l'extension locale du secteur tertiaire, et de main-d'œuvre par l'arrivée d'Haïtiens. On ne peut prévoir si le succès actuel durera, car cette activité ne participe pas d'un développement économique autonome qui serait nécessaire à la Guadeloupe.

4453. GAUDRY, Olivier – « La situation financière de l'industrie française : résultats 1984, 1985 et perspectives 1986 ». *Bulletin du Crédit national* (13), 1er trim. 86 : 5-27 ; tabl., graph.

En 1984 l'activité industrielle a été plus soutenue que les années précédentes et l'investissement a repris fortement, en revanche les résultats sont restés à un niveau faible et l'endettement des entreprises s'est encore accru. L'année 1985 semble avoir les mêmes caractéristiques et seule l'évolution de l'environnement international fera évoluer la situation en 1986.

4454. LOUMEAU, Philippe – « La chaîne agro-alimentaire : structure économique 1974-1983 ». *Les cahiers du BAC* (2), 1986 : 4-44 ; tabl., graph.

L'évolution de la chaîne agro-alimentaire de 1974 à 1983 : emploi, exportations, valeur ajoutée, investissement. La décomposition de cette chaîne en agro-fourniture, agriculture et services liés, agro-aval.

4455. MARCO, Luc ; RAINELLI, Michel – « Les disparitions de firmes industrielles en France : un modèle économétrique ». *Revue d'économie industrielle* (36), 2e trim. 86 : 1-13 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'analyse au niveau sectoriel de la disparition d'entreprises industrielles de 1980 à 1983 met en évidence un risque de faillite indépendant de l'activité

exercée. La meilleure variable explicative des défaillances est le taux de création des entreprises, décalé de trois ans, une part importante de créations étant non viables.

4456. MOULINE, Abdelaziz – « Les groupes français de l'électronique et les stratégies d'internationalisation ». *Revue d'économie industrielle* (36), 2e trim. 86 : 53-69 ; tabl. ; résumé en anglais.

Les groupes français d'électronique ont accumulé des retards considérables par rapport à leurs concurrents. Avec les nationalisations de 1982, les pouvoirs publics se sont fixés la tâche de poursuivre l'internationalisation et de constituer une Europe de l'électronique pour contrecarrer l'offensive japonaise et américaine, mais cet objectif est encore loin d'être atteint.

Aménagement et urbanisme

4457. « Le nouveau régime de l'aménagement urbain ». *Revue française de droit administratif* (2), juin 86 : 291-368.

Suite d'articles consacrés à la loi du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement urbain qui décentralise l'urbanisme et donne de nouvelles possibilités aux acteurs.

4458. « Services urbains ». *Les annales de la recherche urbaine* (31), juil. 86 : 3-146.

Suite d'articles sur l'organisation et la gestion des services urbains : transports collectifs, voirie, espaces verts.

4459. « La société littorale et maritime en Manche et en Atlantique : éléments d'une socio-géographie historique et contemporaine ». *Bulletin de l'Association de géographes français* 63 (3), juin 86 : 3-204 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Suite d'articles sur l'évolution de cette région. Voir notamment : CHAUSSADE, J. : « L'évolution des perceptions dans le milieu maritime – L'exemple des marins-pêcheurs des Sables d'Olonne » ; RIEUCAU, J. : « La société maritime face aux nouvelles populations littorales (L'exemple de la Haute Normandie) ».

4460. FABRE, Jacques – « L'avenir de la poste ». *Journal officiel de la République française. Avis et rapports du Conseil économique et social* (15), 1er août 86 : 115 p. ; tabl., graph.

La poste se caractérise par une évolution des services rendus, par la diversification des moyens matériels mis en jeu et par la variété des besoins des usagers. Elle souffre aujourd'hui d'un certain nombre de contraintes, liées au service public et à la compétitivité de certains services privés. C'est pourquoi il est nécessaire qu'elle s'adapte aux besoins des usagers et à l'évolution des techniques pour devenir compétitive, ce qui signifie une autonomie accrue et une révision de son statut.

Relations économiques extérieures

4461. PY, Pierre – « Le tourisme. Un phénomène économique ». *Notes et études documentaires* (11), 1986 : 5-144 ; carte, tabl. ; bibliogr.

Numéro spécial. L'analyse économique du tourisme a été quelque peu négligée bien que le chiffre d'affaires de ce secteur soit comparable à celui de l'agriculture. Les principales caractéristiques de cette activité en croissance rapide : sa concentration spatio temporelle ; les facteurs sociaux, démographiques, psychologiques qui expliquent son développement ; la diversité de l'offre ; les réalisations du tourisme social et du tourisme commercial, l'action des pouvoirs publics ; les retombées du tourisme sur l'économie nationale, régionale et locale.

4462. SAVARY, J. – « Les groupes étrangers et l'industrialisation du Languedoc-Roussillon ». *Revue de l'économie méridionale* 32 (4), 1984 : 83-106 ; tabl. ; graph., carte.

La place des investisseurs étrangers dans l'économie régionale ; leur poids par secteur d'activité, par taille d'entreprise et par bassin d'emploi.

Grande-Bretagne

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 4378, 4587

4463. Les collectivités locales et l'Etat

a. RIDLEY F.F. – « Liverpool is different : political style in context ». *The Political Quarterly* 57 (2), juin 86 : 125-136.
La vie politique de Liverpool tient son caractère particulier à sa situation de grande ville du Nord qui vit une relation de colonisée avec le Sud, mais aussi à ses difficultés socio-économiques qui en font la ville la plus pauvre de l'Europe du Nord et enveniment ses relations avec un gouvernement conservateur impitoyable pour les finances locales.

b. SILLINCE, J.A.A. – « Why did Warwickshire key settlement policy change in 1982 ? An assessment of the political implications of cuts in rural services ». *The Geographical Journal* 152 (2), juil. 86 : 176-192 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr.
L'exemple du Warwickshire montre que la décentralisation du Comté et de l'Etat aux districts, opérée en 1982, n'a pas été une bonne mesure et que les services ruraux tels que les écoles, les transports, les postes en ont pâti.

c. WRIGHT, Vincent – « Le Parti conservateur et les collectivités locales en Grande-Bretagne en 1984-85 : l'accentuation de la crise ». *Revue française d'administration publique* (38), juin 86 : 315-324 ; résumé en espagnol.
La stratégie conservatrice dictée par le besoin de rendre le local moins dépensier, plus efficace, plus responsable et moins puissant, se traduit par un durcissement des relations entre le pouvoir central et les collectivités locales, pilier principal de l'Etat providence.

4464. ARTHUR, Paul – « Policing and crisis politics : Northern Ireland as a case study ». *Parliamentary Affairs* 39 (3), juil. 86 : 341-353.

Le maintien de l'ordre comme élément d'une politique n'intéresse pas les politologues et ne fait l'objet d'aucun débat en Grande-Bretagne. C'est une des causes des émeutes raciales de 1985 et des tensions continues en Irlande du Nord. Au regard de la situation en Ulster – même si elle diffère sur certains points de la situation en Angleterre – il apparaît comme évident que toute réforme concernant le maintien de l'ordre doit s'accompagner d'une réforme politique.

4465. BLOM-COOPER, Louis Q.C. – « The role of the judge in modern society ». *The Political Quarterly* 57 (2), juin 86 : 144-155.

L'examen de différentes affaires portées devant les tribunaux ces dernières années, en particulier l'interdiction des syndicats dans la fonction publique, fait apparaître le rôle nouveau des juges confrontés à des situations inédites issues de l'évolution technologique, économique, sociale, auxquelles ils doivent répondre et qui leur donne une responsabilité politique.

4466. COOPER, Frank – « Changing the Establishment ». *The Political Quarterly* 57 (3), sept. 86 : 267-277.

Au moment où la Grande-Bretagne fait le constat de son échec à s'adapter au changement économique et technologique, l'analyse des différents centres de décision de la vie politique britannique – commissions parlementaires, gouvernement, Premier ministre et Cabinet, haute fonction publique – permet de se demander si ce n'est pas l'Establishment qui manifeste la plus grande résistance au changement.

4467. FRANKLIN, Bob – « A leap in the dark : MP's objections to televising Parliament ». *Parliamentary Affairs* 39 (3), juil. 86 : 284-296 ; tabl.

Les membres de la Chambre des Communes ont refusé par deux fois, en 1978 et en 1985, que leurs débats soient télévisés. Selon eux, loin de rapprocher les parlementaires et les citoyens, la télévision fausserait l'image du Parlement et perturberait le déroulement des sessions. Pourtant, les quelques expériences qui ont été faites dans ce sens ont attiré une faible audience, révélant ainsi l'indifférence des citoyens.

4468. FRY, Geoffrey K. – « Government and the Civil Service : a view of recent developments ». *Parliamentary Affairs* 39 (3), juil. 86 : 267-283.

Les mesures prises par le gouvernement conservateur de Madame Thatcher contre les syndicats, les restrictions budgétaires et le programme de privatisation sont à l'origine des tensions qui existent actuellement entre le gouvernement et la fonction publique. L'échec de la grève de 1981 et les dissensions internes ont aussi contribué à l'affaiblissement des syndicats, laissant ainsi tout loisir à Madame Thatcher pour poursuivre sa politique de restructuration de l'administration.

4469. LERUEZ, Jacques – « A propos des élections de 1983 : renouvellement des études électorales en Grande-Bretagne ». *Revue française de science politique* 36 (4), août 86 : 546-558 ; tabl. ; résumé en anglais.

Les études électorales en Grande-Bretagne depuis 1983 se traduisent par un profond renouvellement des méthodes d'analyse : recherche de nouveaux critères, redéfinition des catégories sociales, insistance sur le long terme et introduction de la dimension géographique et régionale.

4470. LEVY, Roger – « The search for a rational strategy : the Scottish National Party and devolution : 1974-79 ». *Political Studies* 34 (2), juin 86 : 236-248.

En dépit de sa victoire électorale en 1967-68, le Parti national écossais n'a pas réussi à concilier ses objectifs et son assise électorale et il s'enlise dans le sectarisme et les rivalités internes.

4471. POLLITT, Christopher – « Performance measurement in the public services : some political implications ». *Parliamentary Affairs* 39 (3), juil. 86 : 315-329 ; tabl.

Le mot d'ordre dans l'administration britannique est actuellement : performance, rationalisation, restructuration. Ce mouvement touche aussi bien l'administration centrale que les administrations locales. A l'origine de cette évolution, la politique de Madame Thatcher, quelques initiatives locales et l'introduction des nouvelles techniques de communication. La FMI (Financial Management Initiative) adoptée en 1982 et d'autres mesures prévoient l'évaluation de l'efficacité de l'administration britannique et la formation des fonctionnaires aux techniques de la gestion.

4472. RÜDIG, Wolfgang ; LOWE, Philip D. – « The withered " greening " of British politics : a study of the ecology party ». *Political Studies* 34 (2), juin 86 : 262-284.

La Grande-Bretagne reste à l'écart de la vague écologiste qui a déferlé sur la plupart des démocraties occidentales et le parti des écologistes britanniques n'a que peu d'impact du fait des particularités du système politique anglais à canaliser les mouvements contestataires des classes moyennes.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 4635, 4667

4473. AUSTIN, Dennis – « A South African policy : six precepts in search of a diplomacy ». *International Affairs* 62 (3), été 86 : 391-403.

Une politique réfléchie à l'égard de l'Afrique du Sud pourrait s'appuyer sur cinq préceptes : la situation est grave mais ne présente aucun caractère d'urgence ; il faut maintenir le dialogue avec Prétoria, prendre des contacts avec l'éventail le plus large d'opinions représentatives des Noirs, éviter les actions isolées et abandonner la mystique des sanctions. Il convient néanmoins de se préparer à toute éventualité et donc au pire, en envisageant toutes les conséquences possibles d'une guerre civile.

4474. BAYLIS, John – « " Greenwoodery " and British defence policy ». *International Affairs* 62 (3), été 86 : 443-457 ; tabl.

Selon l'interprétation orthodoxe, la politique de défense britannique depuis 1945 se caractérise par un processus continu de déclin et de retrait. Cette vision a été récemment contestée par David Greenwood, universitaire spécia-

liste des problèmes de défense. Ses arguments sur l'amélioration qualitative des forces armées, le niveau constant des dépenses militaires amènent en effet à revoir la thèse traditionnelle mais en insistant trop sur les aspects économiques, il déforme quelque peu la réalité : la puissance militaire de la Grande-Bretagne a effectivement décliné depuis 40 ans.

4475. WALLACE, William – « What price independance ? Sovereignty and interdependence in British politics ». *International Affairs* 62 (3), été 86 : 367-389.

Les hommes politiques britanniques, quel que soit leur parti, ont une conception confuse de l'équilibre entre autonomie nationale et interdépendance internationale. L'élite économique et politique sous-estime le caractère dynamique du processus d'intégration internationale et tend à confondre souveraineté et autonomie. L'héritage du passé colonial et le pragmatisme de la vie politique ont empêché toute reformulation des priorités nationales à la lumière de l'évolution rapide de l'environnement international.

Vie culturelle et scientifique

4476. BEAVAN, John – « The miracle of the *Guardian* ». *The Political Quarterly* 57 (2), juin 86 : 172-181 ; tabl.

Journal local il y a vingt-cinq ans, le *Guardian* est devenu par son audience, le sérieux de ses informations, la qualité de ses éditoriaux un quotidien national qui rivalise avec le *Times*. Analyse de son contenu, de ses alliances politiques et de ses prises de position.

4477. POSNER, Mickael – « Do we need research councils ? » *The Political Quarterly* 57 (2), juin 86 : 156-171.

La recherche scientifique britannique est répartie en cinq conseils différents selon les domaines scientifiques. L'analyse de son fonctionnement, comparé à celui du CNRS et du DFG en Allemagne montre que la frontière est fluctuante entre les sciences, ainsi qu'entre la recherche pure et la recherche appliquée ; il serait préférable de confier l'organisation de la recherche scientifique à un seul organisme.

4478. WILLMS, J. Douglas – « Social class segregation and its relationship to pupil's examination results in Scotland ». *American Sociological Review* 51 (2), avr. 86 : 224-241 ; tabl., graph. ; bibliogr.

En 1965, l'Ecosse a supprimé l'orientation sélective des élèves à l'entrée de l'enseignement secondaire. En 1981, il apparaît que la ségrégation sociale reste importante dans l'enseignement secondaire, le statut socio-économique des élèves étant très différent d'une école à l'autre, et qu'une forte proportion d'élèves à statut social élevé tend à élever le niveau global des résultats scolaires.

Questions sociales

4479. « The Manpower Service Commission ». *The Political Quarterly* 57 (3), sept. 86 : 227-266.

Dossier consacré à la Manpower Service Commission, créée en 1974 par l'administration Heath pour améliorer la formation professionnelle. En dépit de Madame Thatcher, cette commission tripartite a beaucoup gagné en influence et s'est montrée d'une activité et d'une efficacité remarquables. Voir : AITKEN, Robert : « MSC, TVEI and education in perspective » ; COLLINS, Nigel : « MSC and the training of young people » ; MCARTHUR, Andrew ; MCGREGOR, Alan : « Training and economic development » ; KING, Roger ; SCHNACK, Kris : « The MSC's area manpower board ».

4480. McBRIDE, Stephen – « Mrs Thatcher and the post-war consensus : the case of trade union policy ». *Parliamentary Affairs* 39 (3), juil. 86 : 330-340.

On affirme généralement que l'arrivée au gouvernement de Madame Thatcher a marqué un changement considérable dans les relations gouvernement-syndicats en Grande-Bretagne. Pourtant, déjà dans les années 60, on commençait à remettre en question le rôle des syndicats ; on leur imputait, en partie, la responsabilité du déclin économique de la Grande-Bretagne.

4481. PARODI, Giuliana – « Rapporti tra sindacati autonomi : l'esperienza britannica alla luce della teoria dei cartelli ». *Rivista internazionale di scienze sociali* 93 (1), mars 85 : 76-93 ; tabl.

Les recommandations de Bridmington émises par le Trade Union Congress britannique en 1939 ont mis obstacle à la formation de nouveaux syndicats et au transfert d'individus d'un syndicat à l'autre au sein du TUC. Cependant, les mutations économiques ont conduit à une cartellisation des syndicats, pratiquant des tarifs d'adhésion similaires mais offrant des services divers pour attirer de nouveaux membres.

4482. PETERS, Guy ; DAVIS, Patricia K. – « Migration to the United Kingdom and the emergence of a new politics ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* (485), mai 86 : 129-138.

L'immigration a transformé la société britannique de façon significative et durable : contrairement à ce qui se passe dans les autres pays d'Europe occidentale, les immigrants, en particulier ceux du Commonwealth, arrivent avec l'intention de rester et de s'établir, et acquièrent des droits civiques et politiques importants.

Economie et finances

4483. DOCKSEY, Christopher – « Information and consultation of employees : the United Kingdom and the Vredeling directive ». *The Modern Law Review* 49 (3), mai 86 : 281-313.

La directive Vredeling de 1980 sur l'information et la consultation des salariés dans l'entreprise nécessiterait une loi pour être appliquée en Grande-Bretagne mais cette loi pourrait s'intégrer sans difficulté dans la législation actuelle sur les relations industrielles. De plus, l'esprit de cette directive est conforme à la pratique britannique des relations dans l'entreprise.

4484. SHAW, R.W. ; SIMPSON, P. – « The persistence of monopoly : an investigation of the effectiveness of the United Kingdom monopolies commission ». *The Journal of Industrial Economics* 34 (4), juin 86 : 355-372 ; tabl., graph. ; bibliogr.

De 1959 à 1973, les entreprises britanniques qui avaient fait l'objet d'une enquête de la Commission des monopoles et de la concentration ont effectivement concédé une part de leurs marchés mais n'ont pas pour autant perdu leur position dominante.

4485. SIMON, Owen – « Investing in the infrastructure ». *Quarterly Review – National Westminster Bank* mai 86 : 2-16 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le gouvernement britannique se voit reprocher depuis plusieurs années de ne pas réaliser suffisamment d'investissements d'infrastructure (hôpitaux, logements, voies routières et ferrées). Il est vrai qu'au sein de l'OCDE, le Royaume-Uni est l'Etat qui investit le moins dans ce domaine.

Aménagement et urbanisme

4486. Les grandes villes

a. « The changing urban and regional system in the United Kingdom ». *Regional Studies (New York)* 20 (3), juin 86 : 203-251.
Suite d'articles consacrés au bilan d'une recherche sur le noyau urbain britannique effectuée par le Conseil de recherche économique et sociale : l'effondrement économique et social des grandes villes les soumet à la concurrence des régions en perte de vitesse et leur impose, pour l'octroi de subventions, la mise en place de politiques urbaines cohérentes bénéficiant aux plus défavorisés.

b. NEWMAN, Peter W.G. – « Lessons from Liverpool ». *Planning and Administration* 13 (1), print. 86 : 31-42 ; carte.
A l'image de nombreuses villes britanniques et américaines, Liverpool connaît un déclin considérable depuis quinze ans ; elle demeure toutefois la 5e conurbation urbaine du Royaume-Uni, avec 1,5 million d'habitants. Cette ville risque de disparaître à moins qu'elle n'adopte une des stratégies envisageables pour assurer son salut.

4487. Les transports routiers

a. BAYLISS, Brian T. – « The structure of the road haulage industry in the United Kingdom, and optimum scale ». *Journal of Transport Economics and Policy* 20 (2), mai 86 : 153-172 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en allemand et en français.
L'examen de l'évolution de la structure de l'industrie du transport routier au Royaume-Uni depuis les années trente révèle une augmentation de la taille des transporteurs. La réglementation imposée à ces derniers les a empêchés d'atteindre une efficacité optimale.

b. DAMESICK, P.J. et al. – « The M25, a new geography of development ». *The Geographical Journal* 152 (2), juil. 86 : 155-175 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr.
Conçue pour alléger la circulation, notamment celle des camions dans Londres, l'autoroute M25 qui fait une ceinture autour de la région londonienne sera un atout pour le Sud-Est de l'Angleterre, en le faisant communiquer facilement avec l'ensemble du pays.

c. SHARP, Clifford et al. – « The economics of tolled road crossings ». *Journal of Transport Economics and Policy* 20 (2), mai 86 : 255-274 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en français et en allemand.
Une théorie économique renouvelée des péages permet d'analyser les cas américain et britannique. Ces deux pays ont adopté des politiques économiques très différentes dans ce domaine. La Grande-Bretagne risque de connaître un problème d'endettement si sa politique actuelle est poursuivie.

Hongrie

4488. « Réformes et politique économique en Hongrie : 1980-1985 ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 17 (2), juin 86 : 5-88.

Suite d'articles sur la restructuration de l'économie hongroise entreprise depuis la fin des années 70, qui a combiné des mesures centralisatrices et libérales ; les conséquences sur la vie de l'entreprise et sur l'ouverture à l'extérieur de l'économie hongroise.

4489. BEREND, Ivan T. – « The present as history ». *The New Hungarian Quarterly* 27 (101), print. 86 : 7-29.

Au cours des quarante dernières années les changements radicaux qui se sont produits en Hongrie ont entraîné, pour la première fois, une profonde transformation dans la structure de la société hongroise, dans les conditions matérielles de son existence et dans son comportement. Voir à la suite, pp. 30-39 : BERECZ, Janos : « A time for complex solutions ».

4490. GATI, Charles – « Imre Nagy and Moscow, 1953-56 ». *Problems of Communism* 35 (3), juin 86 : 32-49.

Premier ministre hongrois en 1956, Imre Nagy a été le leader et le symbole de la révolution, donnant l'espoir d'un socialisme à visage humain. L'étude de la période 1953-56 montre la duplicité de la conduite des dirigeants soviétiques qui ont trahi Nagy, alors que celui-ci s'était efforcé, en accord avec eux, de trouver une solution à la crise politique hongroise.

4491. ROLFO, Secondo – « L'industria elettronica ungherese ». *Est-Ovest* 17 (1-3), 1986 : 41-58 ; tabl. ; résumé en anglais.

Le succès actuel de l'industrie électronique hongroise est imputable à l'importance traditionnelle de l'industrie électrique dans le pays. Cependant, l'absence d'une politique de R & D originale condamne ce secteur à importer de l'Ouest les technologies qu'il transforme pour l'usage de l'URSS et des pays de l'Est, ce qui suspend ses perspectives de développement aux relations politiques Est-Ouest.

Inde

Voir aussi : n° 4330

4492. « The " total " State. A symposium on the growing dangers to democratic life ». *Seminar* (320), avr. 86 : 11-44 ; bibliogr.

Numéro spécial : la tendance à l'autoritarisme de l'Etat indien est une menace sérieuse pour la démocratie.

4493. « Sociology of Indian religions ». *Social Compass* 33 (2-3), 1986 : 155-332 ; tabl. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré aux principales religions indiennes : hindouisme, bouddhisme, islam, religion sikh, religions tribales.

4494. BARRERE, Martine – « La science en Inde ». *La recherche* (180), sept. 86 : 1136-1148.

La communauté scientifique indienne est l'une des plus importantes au monde et dans certains domaines la recherche est à la pointe de la recherche internationale : mathématiques, astrophysique et biologie.

4495. NAYAR, C.P.S. – « Can a traditional financial technology co-exist with modern financial technologies ? The Indian experience ». *Savings and Development* (1), 1986 : 31-58 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en français.

L'Inde a peu à peu institutionnalisé une technique financière d'accumulation de l'épargne et de prêt (« chit fund »). Cette technique, très traditionnelle, parvient à concurrencer des procédés plus modernes, notamment dans le Sud du pays.

4496. RANGARAJAN, L.N. – « Rencontres diplomatiques : l'Inde, la politique nucléaire et le traité de non-prolifération nucléaire ». *Etudes internationales (Tunis)* (2), juil. 86 : 8-33.

Le développement de l'industrie nucléaire en Inde se conjugue avec une volonté évidente de coopérer avec les autres pays du Tiers-Monde pour parvenir à un équilibre mondial entre pays développés et pays en développement afin que ces derniers ne soient pas sous la menace nucléaire des grandes puissances.

Indonésie

4497. HAINSWORTH, Geoffrey B. – « Economic growth, basic needs and environment in Indonesia : the search for harmonious development ». *Southeast Asian Affairs* 1985 : 152-173.

Les trois plans quinquennaux qui se sont succédé en Indonésie entre 1968 et 1983, correspondaient à une stratégie de croissance tirée par les exportations. Mais désormais, l'économie indonésienne s'achemine vers une stratégie de croissance beaucoup plus équilibrée, qui devrait aboutir à un développement économique plus harmonieux.

4498. STOLER, Ann Laura – « Plantation politics and protests on Sumatra's coast ». *The Journal of Peasant Studies* 13 (2), janv. 86 : 124-143 ; bibliogr.

Les petits paysans du Nord de Sumatra ont tenté de préserver leur culture et leur économie d'autosuffisance, à la périphérie des grandes plantations agro-industrielles de tabac, d'huile de palme et de caoutchouc. Face au développement capitaliste, leur résistance a abouti à un semi-échec.

4499. WEATHERBEE, Donald E. – « Indonesia : the Pancasila State ». *Southeast Asian Affairs* 1985 : 133-151.

Le système politique indonésien est défini par le « Pancasila », concept qui regroupe les cinq principes essentiels de cet Etat. Depuis 1967, ces principes sont appliqués scrupuleusement grâce au gouvernement Soeharto ; sur le plan économique, ces principes doivent conduire au « développement économique national ».

Irak

4500. ALNASRAWI, Abbas – « Economic consequences of the Iraq-Iran war ». *Third World Quarterly* 8 (3), juil. 86 : 869-895 ; tabl.

La perte de leur capacité d'exportation de pétrole a été le premier et le plus grave dommage causé par la guerre aux économies de l'Irak et de l'Iran. La dette extérieure de l'Irak s'est considérablement accrue et l'infrastructure pétrolière de l'Iran a été en partie détruite. Le poids de la reconstruction pèsera longtemps après la fin des hostilités sur l'économie de ces deux pays.

4501. POWER, Paul F. – « The Baghdad raid : retrospect and prospect ». *Third World Quarterly* 8 (3), juil. 86 : 845-868.

La destruction par Israël en juin 1981 du réacteur nucléaire d'Osirak avait pour but de protéger le monopole d'Israël dans la région en matière d'arme nucléaire. Depuis, Israël n'a fait aucun émule dans le monde et au Moyen-Orient la situation a peu évolué, autant au regard du nucléaire militaire que civil.

4502. RIBAU, Patrick – « Le conflit Irak-Iran ». *Recherches internationales* (19), mars 86 : 43-68 ; cartes ; résumés en anglais et en espagnol.

Le conflit déclenché par l'Irak en septembre 1980 s'éternise et devient de plus en plus meurtrier. Il dépasse le cadre des deux pays et menace de plus en plus la paix et la sécurité dans toute la région, aggrave la situation inter-arabe et inter-musulmane, a des incidences de plus en plus directes sur la politique française.

Israël

Voir aussi : n° 4501

4503 BEN-PORATH, Yoram – « Patterns and peculiarities of economic growth and structure ». *The Jerusalem Quarterly* (38), print. 86 : 43-63 ; bibliogr.

Pays petit, pauvre en ressources naturelles, Israël a néanmoins réalisé une croissance économique considérable, dans un environnement hostile, grâce notamment à son économie ouverte, à sa population d'un niveau intellectuel exceptionnel et sa main-d'œuvre hautement qualifiée, ainsi qu'à une aide de l'étranger. L'idéal socialiste qui a guidé ce développement a partiellement cédé la place à l'initiative privée dans les années 60.

4504. LISSAK, Moshe – « Political-social map overlap ». *The Jerusalem Quarterly* (38), print. 86 : 28-42 ; bibliogr.

Le système de représentation proportionnelle, pratiqué actuellement aux élections en Israël, a été employé dès le premier vote pour une Assemblée juive élue, en 1920, et depuis il est resté en vigueur. Plusieurs blocs politiques se sont créés grâce à ce système mais par l'existence dans chacun d'eux d'éléments modérés prêts à coopérer, un chevauchement s'est produit entre la carte politique et la carte sociale du pays.

4505. RAPOPORT, Amnon ; WEG, Eythan – « Dominated, connected, and tight coalitions in the Israeli Knesset ». *American Journal of Political Science* 30 (3), août 86 : 577-596 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Elaboration d'un modèle permettant d'analyser les rapports qu'entretiennent, à l'intérieur d'une coalition, les partis au pouvoir : domination d'un parti, distance idéologique. Application de ce modèle à la Knesset.

4506. RUBENBERG, Cheryl A. – « Israeli foreign policy in Central America ». *Third World Quarterly* 8 (3), juil. 86 : 896-915.

Les relations d'Israël avec l'Amérique centrale sont complexes et diverses. Elles incluent les ventes d'armes, l'aide militaire à la lutte anti-guerilla, la formation du personnel militaire et de police, mais aussi l'aide agricole et économique et l'implantation de filiales d'entreprises israéliennes. C'est avec le Guatemala que ces relations sont les plus approfondies. La politique d'Israël dans la région de par son aspect essentiellement militaire sert les intérêts américains et s'insère dans sa politique à l'égard du Tiers monde dont le but est de réduire son isolement international.

4507. SELLA, Amhon – « Custodians and redeeners : Israeli leaders' perceptions of peace, 1967-79 ». *Middle Eastern Studies* 22 (2), avr. 86 : 236-251 ; bibliogr.

Durant ces années, la classe politique israëlienne a été divisée en deux groupes : ceux qui estimaient que les territoires occupés appartenaient à Israël et qu'ils avaient été libérés, et ceux qui pensaient que ces territoires avaient été occupés pour des raisons de défense et qu'ils seraient rendus lors du traité de paix israëlo-arabe.

Italie

Voir aussi : n° 4387, 4554

4508. FRANCHINI, Claudio – « Nuovi orientamenti in materia di controllo dell'esportazione di materiali di armamento ». *Rivista trimestrale di diritto pubblico* 36 (1), 1986 : 146-161.

La vente d'armes par l'Italie ne fait l'objet d'aucune législation particulière et est de plus considérée comme matière secrète. Le projet de loi visant à remédier à cette situation devrait au moins apporter, à travers la mise en place d'un comité interministériel pour les échanges en matière de défense, et d'un comité consultatif auprès du ministre du Commerce extérieur, une certaine transparence, bien que les problèmes de fond n'y soient pas abordés.

4509. MALERBA, Giuseppina – « Le verifiche empiriche delle dinamiche salariali : lo stato dell'arte e le caratteristiche peculiari del caso italiano ». *Rivista internazionale di scienze sociali* 93 (1), mars 85 : 34-75 ; bibliogr.

L'application au cas italien des modèles économétriques classiques d'étude des dynamiques salariales révèle sa particularité en ce qui concerne le rapport prix/salaires et l'inadéquation de ces modèles aux nouvelles conditions du marché du travail.

4510. DE PAOLI, Luigi – « L'occupazione nel settore energetico ». *Economia delle fonti di energia* 29 (28), 1986 : 89-116 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

Tableau de l'emploi dans le secteur de l'énergie en Italie : situation actuelle et perspectives d'après les données statistiques officielles et l'analyse d'entreprises.

Institutions et vie politiques

4511. ANTINORI, Giovanni – « La provincia nel quadro del nuovo ordinamento degli enti locali-Ricerche, proposte, esame dei lavori parlamentari, prospettive ». *L'amministrazione italiana* 41 (4, 5, 6), avr., mai et juin 86 : 563-594, 740-761 et 948-966.

La définition d'une entité intermédiaire entre la commune et la région, la province, est le point principal de la restructuration des pouvoirs locaux en Italie. La suppression des organes pluri-fonctionnels qui alourdissaient les rapports entre l'Etat, la commune et la région, laisse à présent le champ d'application pour la mise en place des régions. Examen des projets de loi et du texte proposé à l'Assemblée par la Commission des affaires constitutionnelles du Sénat, le 16 avril 1985, sur le statut et les fonctions de la nouvelle entité administrative.

4512. BARTOLE, Sergio – « Sul diritto costituzionale e la scienza politica. Confronti, ipotesi e prospettive ». *Il politico* 51 (1), mars 86 : 5-22 ; résumé en anglais.

Les interactions de plus en plus fréquentes entre le politique et le constitutionnel posent le problème des liens entre science politique et droit constitutionnel. L'insuffisance actuelle montre la nécessité de mettre au point un projet méthodologique réunissant des spécialistes de chaque branche.

4513. BODEN, Dieter – « Italien unter Craxi : neue Perspektiven der Stabilität ? » (L'Italie sous Craxi : nouvelles perspectives de stabilité ?) *Beiträge zur Konfliktforschung* 16 (2), 1986 : 77-92 ; bibliogr.

Depuis la seconde guerre mondiale, la politique italienne se caractérise par la faiblesse des gouvernements et la polarisation des partis politiques. Les Italiens sont très réservés vis-à-vis des organes étatiques. Bien que la démocratie chrétienne reste le facteur déterminant, les socialistes du gouvernement de coalition actuel ont un rôle de plus en plus important. La présence des socialistes augmente dans la fonction publique. Le principal adversaire de Craxi est le parti communiste qui cherche à imposer l'image d'un parti libre de toute corruption.

4514. MERUSI, Fabio – « La responsabilità dei pubblici dipendenti secondo la Costituzione : l'art. 28 rivisitato ». *Rivista trimestrale di diritto pubblico* 36 (1), 1986 : 41-75.

La confusion règnant autour de l'article 28 de la Constitution italienne, traitant de la responsabilité des fonctionnaires, a donné cours à des interprétations totalisantes, utilisant des référents fort divers, de la responsabilité civile aux droits inviolables de l'homme. Pour remédier à ces approximations génératrices de lacunes, notamment dans le cas des magistrats, c'est une réforme du Code pénal qui s'impose.

4515. PASQUINO, Gianfranco – « Modernity and reforms : the PSI between political entrepreneurs and gamblers ». *West European Politics* 9 (1), janv. 86 : 120-141.

Les projets de B. Craxi, lorsqu'il prit la tête du parti socialiste, étaient très ambitieux : modifier profondément l'organisation du PSI, en faire le parti de la « modernité », des jeunes, des nouvelles classes moyennes, d'orientation libérale-libertaire et dont la vocation devait être de briser la double hégémonie « archaïque » du PCI et de la DC à partir d'un essor électoral comparable à celui du PS français. Pour chacun de ces projets, l'échec est indiscutable, sauf sur un point : B. Craxi a réussi à devenir premier ministre.

4516. PASQUINO, Gianfranco ; IGNAZI, Piero – « Comsolidamento senza progresso : i delegati liberali dal 1981 al 1984 ». *Rivista trimestrale di scienza della amministrazione* 33 (1), 1986 : 149-174 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

Une enquête menée auprès des délégués du Parti libéral italien aux conventions nationales de 1981 puis 1984, met en évidence la stabilité de recrutement, la constance dans l'échiquier politique et la vie interne sans heurt de ce parti, qui est ainsi parvenu à se consolider, mais sans progresser, entre ces deux dates.

Economie et finances

4517. MALOGIOGLIO, Maurizio – « La piccola e media impresa nella cooperazione allo sviluppo ». *Politica internazionale* 14 (6), juin 86 : 85-92.

Les petites et moyennes entreprises italiennes sont particulièrement aptes à favoriser le processus d'internationalisation en s'insérant dans la réalité structurelle des pays en voie de développement. Cet apport à la coopération reste cependant minoritaire. Exemple de l'ingéniérie italienne. Voir à la suite, pp. 93-96 : « Gli ostacoli che penalizzano le imprese di costruzione all'estero ».

4518. MANIGLIO, Luigi – « La domanda potenziale di carbone negli " usi diffusi " : i risultati di un indagine diretta ». *Economia delle fonti di energia* 29 (28), 1986 : 177-209 ; tabl.

Résultats d'une enquête menée auprès de 77 entreprises italiennes pour connaître leur perception des impératifs financiers, gestionnaires, logistiques et environnementaux qui entravent la pénétration du charbon : à technologie constante, celle-ci devrait rester faible à l'horizon 1995, alors que la conversion du charbon en vapeur ouvre des perspectives de développement de la consommation.

4519. ONIDA, Francesco – « L'obiezione fiscale ». *Il ponte* 42 (3), juin 86 : 41-52.

L'objection fiscale est le dernier choix tactique du mouvement non-violent italien : un groupe de catholiques non-violents de Vénétie a déjà recueilli plus de 10 000 signatures en faveur de cette forme de désobéissance civile,

les fonds ainsi « piratés » à l'Etat devant être réinvestis dans la promotion d'une défense civile non-violente.

4520. PIREDDU, Giancarlo – « Sulle cause delle rigidità della domanda di energia per usi termici industriali ». *Economia delle fonti di energia* 29 (28), 1986 : 35-85 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Les prix de l'énergie conditionnent sa consommation dans l'industrie. Cependant, la rigidité de la demande industrielle italienne provient essentiellement des entraves aux substitutions d'énergie que constituent l'obsolescence des installations et les difficultés d'introduction des nouvelles technologies. Exemples des industries du ciment, de la brique, de la céramique, du verre et du papier.

4521. SCHIATARELLA, Roberto – « Nodi strutturali e problemi congiunturali di un sistema in ritardo ». *Politica internazionale* 14 (6), juin 86 : 50-58 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le dualisme de l'industrie italienne est un obstacle à sa multinationalisation ; cependant, sa structure productive évolue de manière synchrone avec le processus d'expansion à l'étranger.

Aménagement et urbanisme

4522. CARBONARO, Gianni – « Declino urbano e governo delle aree metropolitane ». *Rivista trimestrale di scienza della amministrazione* 33 (1), 1986 : 175-203 ; tabl., graph.

Un déclin urbain de type américain ou britannique est peu probable en Italie, où la disparité fiscale entre centre urbain et quartiers périphériques n'est pas suffisante pour discréditer fortement les cités qui conservent d'autre part une fonction symbolique importante. Par contre, la croissance urbaine dans le Sud du pays pose problème.

4523. DELL'ANNO, Paolo – « Strumenti giuridici per la prevenzione dell'inquinamento : situazione attuale e prospettive ». *Rivista trimestrale di diritto pubblico* 36 (1), 1986 : 206-231.

Malgré la valorisation de l'environnement et l'émergence, à travers congrès, études, etc., d'une « philosophie de la prévention », l'Etat, les régions et les communes ne sont pas parvenus en Italie à une action efficace. La mise en place de l'Institut d'assurance obligatoire pour les activités industrielles est un progrès.

4524. URBANI, Paolo – « Riflessioni in tema di pianificazione territoriale regionale ». *Rivista trimestrale di diritto pubblico* 36 (1), 1986 : 185-205.

La multiplicité des intervenants (Etat, région, commune) et l'interaction entre planification territoriale régionale et planification urbaine communale, rendent nécessaire une coordination accrue.

Relations économiques extérieures

4525. L'internationalisation de l'économie italienne

a. « Atti del seminario in onore di Franco Mattei. Internazionalizzazione dell'impesa e liberalizzazione del mercato dei capitali ». *Rivista di politica economica* 76 (6), juin 86 : 815-943.
Numéro spécial consacré au compte-rendu du séminaire tenu à Milan le 7 avril 1986, organisé par la Confindustria et dédié à Franco Mattei, traitant de l'internationalisation de l'économie italienne sous ses divers aspects de multinationalisation des entreprises, d'ouverture du marché et de libéralisation des changes.

b. « L'internazionalizzazione dell' economia italiana ». *Politica internazionale* 14 (6), juin 86 : 29-138.
Suite d'articles consacrés à l'internationalisation de l'économie italienne, phénomène ancien pour ses secteurs les plus dynamiques, mais qui a pris récemment la forme d'une véritable insertion dans un scénario planétaire, où elle se caractérise par l'importance des flux commerciaux mais aussi des investissements à l'étranger et de l'aide au développement. Voir notamment : SCHIATTARELLA, Roberto : n° 4521 ; BALCET, Giovanni : n° 4526 ;

MALOGIOGLIO, Maurizio : n° 4517 ; CALISTRI, Franco : n° 4528 ; FERNE, Filippo : n° 4531 ; CARBONI, Guiseppe : n° 4529 ; BARBERA, Mattia : n° 4527.

4526. BALCET, Giovanni – « Quadro teorico e aspetti pratici delle nuove forme di investimento ». *Politica internazionale* 14 (6), juin 86 : 77-84 ; tabl.

Dans le cadre des modifications profondes qui ont touché, depuis les années 70, le système mondial des investissements extérieurs directs et de la présence des entreprises multinationales, la propension italienne à la multinationalisation s'est traduite par une tendance à des participations minoritaires ou paritaires.

4527. BARBERA, Mattia – « Argentina : pregi e carenze di una presenza di antica data ». *Politica internazionale* 14 (6), juin 86 : 126-138 ; tabl.

Depuis la fin du siècle dernier, l'Argentine est un terrain d'expérimentation pour l'internationalisation des entreprises italiennes. Les difficultés économiques et politiques traversées par l'Argentine ont rendu très aléatoires les investissements italiens qui ont notablement diminué ou même disparu. Seule l'ENI a maintenu une présence constante.

4528. CALISTRI, Franco – « Dai paesi del Golfo segnali positivi per il settore petrolchimico ». *Politica internazionale* 14 (6), juin 86 : 105-111 ; tabl.

La présence de l'appareil industriel italien dans le processus de développement et d'industrialisation des pays du Golfe persique reste importante malgré le redimensionnement des plans de développement imposé dans cette zone par le contre-choc pétrolier. Si le secteur de la construction italienne souffre de ces nouvelles conditions, les perspectives restent bonnes pour la pétrochimie, les entreprises de désalinisation et de télécommunications.

4529. CARBONI, Gaetano – « Brasile : incoraggianti prospettive offerte da un' economia in espansione ». *Politica internazionale* 14 (6), juin 86 : 119-125 ; tabl.

L'ancienneté des liens culturels, linguistiques, économiques et l'importance des flux migratoires expliquent l'ampleur de la présence industrielle et des investissements directs italiens au Brésil. Cette « tradition » devrait cependant être mieux soutenue par l'Etat et la politique de coopération.

4530. COGO, Giampaolo – « Il sostegno creditizio e finanziario alle attività di interesse turistico : disciplina e realtà operativa ». *Rivista trimestrale di diritto pubblico* 36 (1), 1986 : 105-135.

Le soutien financier aux activités touristiques s'articule en Italie selon 3 axes : la section autonome pour l'exercice du crédit hôtelier et touristique, auprès de la Banca nazionale del lavoro ; l'accord de facilités de crédits publics et les financements dévolus par la Communauté européenne. Fonctionnement et améliorations possibles à ce système.

4531. FERNÉ, Filippo – « Come inserirsi nel mercato dell' ASEAN ». *Politica internazionale* 14 (6), juin 86 : 113-118 ; tabl. ; bibliogr.

Alors que les principaux investisseurs dans les pays de l'ASEAN-Etats-Unis et Japon – sont principalement orientés vers l'exploitation des matières premières, l'intérêt des pays de la CEE pour l'industrie a provoqué un resserrement des liens économiques entre les deux organisations, opportunité dont l'Italie devrait bénéficier, notamment dans le secteur textile.

Japon

Voir aussi : n° 4383, 4599, 4628

4532. IKEDA, Masahito – « Japan's direct investment in Europe with emphasis on investment in manufacturing industries ». *EXIM Review* 6 (2), mars 86 : 97-137 ; tabl., graph.

Les secteurs de prédilection pour les investissements japonais en Europe sont le commerce, les finances et les assurances, mais l'industrie manufacturière

devient de plus en plus attractive. Cette évolution récente s'explique par la limitation des importations industrielles européennes en provenance du Japon. Pour l'avenir, ces investissements industriels devraient surtout se concentrer dans l'électronique.

4533. MICHITOSHI, Takabatake – « The shift to political corporatism ». *Japan Quarterly* 33 (2), juin 86 : 118-124.

Malgré toutes les spéculations faites dans les années 70, sur la fin du système bipartite au Japon, ce système s'est maintenu dans les années 80 et le PLD a continué de contrôler entièrement le gouvernement. Le seul changement susceptible de se produire pourrait être la création d'un nouveau système conservateur stable avec l'incorporation par le PLD d'une partie de l'opposition, pour s'assurer d'un soutien populaire plus large. Voir à la suite, pp. 125-128 : MASUMI, Ishikawa : « Nakasone's bid to stay in power ».

4534. PIGULEVSKAÂ, E. – « Konservativnaâ orientaciâ ekonomičeskoj teorii i politiki v Âponii » (L'orientation conservatrice de la théorie et de la politique économiques au Japon). *MEMO* (7), 1986 : 58-68 ; résumé en anglais.

Au Japon, il s'est avéré indispensable, en raison de l'instabilité économique croissante, de réorganiser le système de régulation de l'économie, fondé sur les principes du keynésianisme. Différentes tendances sont apparues parmi les théoriciens quant aux méthodes de gestion les mieux adaptées : néolibéralisme, monétarisme, retour à Keynes, par la recherche de nouvelles formes de participation de l'Etat... En fait, on assiste à une poussée des conceptions conservatrices.

Liban

4535. « Liban : la mosaïque éclatée ». *Géopolitique* (14), été 86 : 9-41 ; cartes.

Suite d'articles consacrés à la situation politique, aux différentes parties en présence, au terrorisme, au rôle des hezbollahi au Liban.

4536. RIFAAT, Hassan-Tabet – « Le droit administratif libanais est-il toujours un droit non-écrit ? » *Revue juridique et politique* 40 (3-4), juin 86 : 633-650.

Il existe dans le droit administratif libanais d'importantes dispositions écrites ; toutefois, même en présence d'un texte, le juge administratif ne se considère pas prisonnier des dispositions écrites, donc on peut affirmer que le Conseil d'Etat persiste dans son rôle de création.

4537. SOFFER, Arnon – « Lebanon-where demography is the core of politics and life ». *Middle Eastern Studies* 22 (2), avr. 86 : 192-205 ; tabl., carte ; bibliogr.

Malgré l'absence délibérée de recensement au Liban, on peut affirmer que la population musulmane est désormais majoritaire, ce qui implique une révision des positions des Chrétiens qui ne peuvent plus prétendre conserver leurs postes et prérogatives fondés sur la répartition démographique entre les communautés.

Malaisie

4538. KALIMUTHU, K. Ramahathan – « The Sabah State elections of april 1985 ». *Asian Survey* 26 (7), juil. 86 : 815-837 ; tabl., carte.

Les élections d'avril 1985 en Malaisie ont constitué un événement sans précédent puisqu'elles ont vu la victoire du Parti Bersatu Sabah et permis à l'opposition d'enlever le pouvoir à la coalition au gouvernement depuis 10 ans. La situation pré-électorale, la campagne, les résultats.

4539. PATHMANATHAN, Murugesu – « Malaysia in 1984 : a political and economic survey ». *Southeast Asian Affairs* 1985 : 211-234.

Depuis 1969, l'année 1984 fut pour la Malaisie la plus marquée par la confusion, la crise et les conflits intérieurs. Après plus de vingt années d'indépendance, cette nation cherche encore son identité. Sur le plan économique, cette année 1984 est une année de transition.

4540. ROGERS, Marvin L. – « Political involvement and political stability in rural Malaysia ». *The Journal of Commonwealth and Comparative Politics* 23 (3), nov. 85 : 226-250 ; tabl. ; bibliogr.

La Malaisie bénéficie d'une stabilité politique qui lui a permis de réaliser une croissance socio-économique et d'assurer une participation progressive des paysans à la vie politique du pays. Jusqu'à présent, le village est resté fidèle au parti qui gouverne le pays depuis plus de dix ans (UMNO) et qui, de ce fait, s'est assuré le soutien de la plus importante masse électorale.

4541. SIEH LEE MEI LING ; CHEW KWEE LYN – « Redistribution of Malaysia's corporate ownership in the new economic policy ». *Southeast Asian Affairs* 1985 : 235-258 ; tabl., graph.

Depuis 1965, la Malaisie s'efforce d'opérer le transfert de la propriété des entreprises de l'Etat à des personnes privées ; le second plan économique confirme cette volonté. Des institutions financières ont été créées pour faciliter ce transfert.

Mauritanie

4542. « Mauritanie ». *Le courrier (Bruxelles)* (98), août 86 : 40-56.

Dossier consacré à la Mauritanie. Voir notamment : TRAORE, Amadoui : « Aux avant-postes du désert » ; « Interview du chef de l'Etat » ; MACE, John : « La CEE et le développement de la Mauritanie ».

4543. BESCOND-FORGET – « L'organisation judiciaire en Mauritanie ». *Revue juridique et politique* 40 (1-2), juin 86 : 113-122.

Présentation de l'organisation judiciaire qui découle de la réforme du 29 juin 1983, marquée par l'esprit du droit musulman et la création d'une Cour spéciale de justice.

4544. CROUSSE, Bernard – « Etatisation ou individualisation. La réforme foncière mauritanienne de 1983 ». *Politique africaine* (21), mars 86 : 63-76.

Jusqu'en 1983, la Mauritanie disposait d'une législation qui confirmait les droits coutumiers et ne permettait pas à l'Etat d'appliquer une politique foncière qui lui soit propre (sauf pour les terres « vacantes »). Mais les problèmes liés à l'aménagement de la rive du Sénégal ont conduit l'Etat à modifier et à créer un dispositif qui permet l'individualisation de la propriété et l'obtention de concessions. Dans les deux cas, il y a intervention directe de l'Etat, mais celle-ci risque de ne pas s'intégrer de façon cohérente avec la société.

Mexique

Voir aussi : n° 4230, 4268

4545. Les issues à la crise

a. BOROVKOV, A.N. – « Meksika : v poiskah vyhoda iz krizisa » (Le Mexique : à la recherche des issues à la crise). *Latinskaâ Amerika* (5), mai 86 : 44-51 ; tabl.
Depuis trois ans, le gouvernement mexicain a réussi à atténuer la gravité de certains problèmes économiques, mais la crise est loin d'être surmontée. L'avenir du pays reste incertain.

b. RIVERA, Juan M. – « Desarrollo, crecimiento y estrategia gubernamental. Los modelos de Formosa y Corea del sur como posibles respuestas a la crisis económica de Mexico. » *El trimestre económico* 53 (2), juin 86 : 393-409.
La politique économique et sociale qui par son audace et par sa cohérence a assuré le succès de l'industrialisation en Corée et a Taïwan est peut-être celle que, malgré tout, le retour à la croissance exige au Mexique.

4546. NIETO GUERRERO, José A. – « La fonction publique mexicaine et ses évolutions récentes ». *Revue française d'administration publique* (38), juin 86 : 305-314 ; résumé en espagnol.

La fonction publique mexicaine régie par l'article constitutionnel 123 et la loi du 28 décembre 1963 évolue depuis 1982 dans le sens d'une responsabilisation des fonctionnaires et de l'instauration d'un service civil de carrière.

Niger

Voir aussi : n° 747, 1282

4547. MOREL, Alain – « Les crues dans le massif de l'Aïr (Niger) ». *Revue de géographie alpine* 74 (1-2), 1986 : 129-138 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Les crues de l'Aïr se caractérisent par leur brutalité, leur brièveté, leur coefficient d'écoulement élevé et leur variabilité spatio-temporelle ; le réseau très concentré des oueds permet l'infiltration des eaux et la constitution de nappes souterraines, ce qui a une importance économique fondamentale : végétation et peuplement dans les vallées.

4548. MUDRY, Philippe – « Niger : quand la rigueur est autre chose qu'un mot ». *Géopolitique africaine* (2), juin 86 : 233-249.

Grâce à une poigne de fer, à une volonté indéniable de sortir son pays du sous-développement et à une très grande prudence extérieure, le régime nigérien est parvenu à des résultats dont beaucoup de pays s'enorgueilliraient volontiers. Mais des interrogations demeurent, nombreuses, inquiétantes.

4549. SWIFT, Jeremy ; MALIKI, Angelo – « Co-operative associations for nomadic herders in Niger ». *Yearbook of Agricultural Cooperation* 1985 : 119-139 ; carte ; bibliogr.

L'échec des tentatives de coopératives regroupant des bergers nomades en Afrique est patent. Au Niger, cet échec est à rapprocher de la régression de l'activité pastorale. Des associations ont été créées pour prendre la situation en main ; il est encore trop tôt pour apprécier leur impact.

Nigeria

Voir aussi : n° 4625

4550. HERSKOVITS, Jean – « Dateline Nigeria : democracy down but not out ». *Foreign Policy (New York)* (54), print. 86 : 171-190.

Le gouvernement militaire qui a pris le pouvoir en décembre 1983 ne s'est pas heurté à une grande résistance populaire : le Général Buhari sait qu'il sera jugé sur les résultats économiques qu'il obtiendra et le problème le plus urgent qu'il affronte est celui de la dette extérieure.

4551. OGBUAGU, Chibuzo S.A. – « The politics of industrial location in Nigeria ». *Africa Development* 10 (4), déc. 85 : 97-122 ; résumé en français.

Au Nigéria, les responsables politiques ont décidé l'installation d'unités industrielles, à partir de considérations d'ordre ethnique, régional ou religieux. Cette démarche s'explique par un fort attachement des Nigérians à leur terroir.

4552. OKORIE, Aja – « Major determinants of agricultural small-holder loan repayment in a developing economy : empirical evidence form Ondo State, Nigeria ». *Savings and Development* (1), 1986 : 89-99 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en français.

Dans l'Ondo State au Nigéria, quatre principaux facteurs déterminant le remboursement des prêts accordés aux petites exploitations agricoles ont pu être recensés. Il s'agit de la nature et de la rapidité de l'utilisation des prêts, de la fréquence des visites aux agriculteurs par les employés bancaires et de la rentabilité des exploitations.

Pays-Bas

Voir aussi : n° 4298

4553. GLADDISH, Ken – « The Dutch political parties and the may 1986 elections ». *Government and Opposition* 21 (3), été 86 : 317-337 ; tabl., graph.

Catalogue raisonné des différents partis politiques hollandais, de leur influence sur la scène politique nationale et de leurs résultats depuis 1945.

4554. RAADSCHELDERS, J.C.N. – « Coproduction in the fight against youth unemployment : a case for autonomy » *Planning and Administration* 13 (1), print. 86 : 14-24 ; tabl., graph.

C'est surtout au Canada, en France, en Irlande, aux Etats-Unis et en Italie, que le chômage des jeunes prend des dimensions dramatiques depuis la fin des années soixante. Aux Pays-Bas, où la situation est relativement moins préoccupante, la ville de La Haye, face aux lacunes législatives, a multiplié les initiatives pour favoriser l'emploi de jeunes, notamment par le biais d'organisations privées.

4555. TELÛKOVA, T.I. – « Antivoennoe dviženie v Niderlandah V. 70-80 h godah » (Le mouvement pacifiste aux Pays-Bas dans les années 70-80). *Novaâ i novejšaâ istoriâ* (3), juin 86 : 44-59 ; résumé en anglais.

L'évolution de la vie socio-politique aux Pays-Bas depuis la fin des années 70 est une preuve manifeste du rôle considérable que peut jouer l'opinion publique démocratique dans la lutte pour la paix et le désarmement.

Philippines

4556. Le changement de régime

a. BELLO, Walden – « Aquino's elite populism : initial reflections ». *Third World Quarterly* 8 (3), juil. 86 : 1020-1030.
En dépit d'une large utilisation du terme « révolution » par les partisans d'Aquino, les événements de février 1986 aux Philippines expriment simplement le transfert du pouvoir d'une fraction de l'élite à une autre, la nouvelle élite dirigeante étant néanmoins très dépendante du soutien populaire.

b. HAWARD BAIN, David – « Letter from Manila ». *Columbia Journalism Review* juin 86 : 27-36.
L'attitude de la presse philippine lors du changement de régime : débat neutralité/objectivité, corruption, rôle de la presse « alternative ».

c. JOYAUX, François – « Philippines : un autre Vietnam ? » *Géopolitique* (14), été 86 : 50-59 ; cartes.
Les chances de réussite du gouvernement Aquino sont limitées, à cause de la situation économique catastrophique et de la difficulté de mettre en œuvre la politique de rigueur nécessaire, mais surtout à cause de la guérilla communiste qui continue – voire intensifie – son activité.

d. LE NER, Alain – « Gâchis aux Philippines ». *Ecrits de Paris* (470), août 86 : 32-40.
Contrairement à tout ce qui a été dit et écrit, Marcos n'était pas un tyran et l'arrivée de Mme Aquino au pouvoir est le début d'un processus d'affaiblissement du pays.

4557. BRIONES, Leonor M. – « The role of government – owned or controlled corporations in development ». *Public Enterprise* 6 (3), mai 86 : 227-237 ; tabl. ; bibliogr.

Aux Philippines, le nombre des entreprises d'Etat ou sous contrôle de l'Etat s'est sans cesse accru depuis l'indépendance. Ces entreprises ne peuvent réellement contribuer au développement économique que si elles parviennent à constituer un secteur public cohérent.

Pologne

4558. « Social stratification in Poland. Eight empirical studies ». *International Journal of Sociology* 16 (1-2), 1986 : 189 p. ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial : la structure et la stratification sociales en Pologne, les inégalités, la mobilité sociale, les systèmes de valeurs des groupes sociaux ; les recherches effectuées sur ce thème par les sociologues polonais.

4559. BRUNEL, Marie-Hélène – « L'organisation urbaine de Varsovie ». *Le courrier des pays de l'Est* (307), juin 86 : 26-38 ; tabl., cartes.

La politique urbaine adoptée pour la reconstruction de Varsovie après 1945 visait à créer une ville réellement socialiste où la fonction de capitale et la fonction industrielle étaient intimement liées et où la distinction entre les quartiers pauvres et riches devait être éliminée. Dans la réalité, l'afflux de populations nouvelles et la nécessité de répondre à de nouveaux besoins a conduit à une évolution comparable à celle observée dans les pays occidentaux : un centre hypertrophié et des quartiers périphériques mal équipés.

4560. LEWIS, Paul G. – «The Polish party apparatus : changes in provincial first secretaries, 1975-1984 ». *Soviet Studies* 38 (3), juil. 86 : 369-386 ; tabl. ; bibliogr.

La crise politique et économique en Pologne a mis en évidence le rôle néfaste des secrétaires de parti provinciaux, devenus pour la plupart opportunistes ou corrompus : de grands changements furent réalisés, notamment en 1981, rajeunissement, meilleure formation et prise en compte de la carrière de ces cadres, mais Jaruzelski a surtout fait glisser le pouvoir du parti vers l'armée.

4561. STANISZKIS, Jadwiga – « Forms of ressoning as ideology ». *Telos* (66), hiv. 86 : 67-80.

La notion de « bricolage » comme forme de raisonnement développée par Levi-Strauss et le concept de « surréalité » utilisé par Alain Besançon pour décrire l'idéologie communiste mettent au jour une surprenante symétrie entre le raisonnement marxiste-léniniste et l'attitude du syndicat Solidarité, fondée sur le dualisme idéologie-réalité empirique.

Portugal

Voir aussi : n° 4205, 4268

4562. « L'Espagne et le Portugal, nouveaux membres de la CEE ». *Euro-coopération* (24), [1986] : 78 p. ; tabl., graph.

Numéro consacré à une analyse des caractéristiques économiques de ces deux pays, de leurs relations avec les pays membres de la CEE et des conséquences de leur adhésion à la CEE pour leur économie et pour celle des autre pays membres.

4563. COHN, Elchanan ; COSTA, José – « Equity and efficiency effects of intergovernmental aid : the case of Portugal ». *Public Finance* 41 (1), 1986 : 42-62 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en allemand et en français.

Le Portugal a modifié, à la fin des années soixante-dix, sa législation en matière d'aide gouvernementale et régionale. Le nouveau système ainsi introduit tient davantage compte des principes d'équité entre les régions, selon qu'elles sont plus ou moins nécessiteuses.

4564. LIMA, José da Silva – « Emigration et retours en Alto-Minho (Portugal) : un bilan socio-économique du " salto " ». *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest* 56 (4), déc. 85 : 505-524 ; carte ; résumés en anglais et en espagnol.

La région de l'Alto-Minho, au nord du Portugal, constitue le pôle d'émigration vers l'Europe, et plus particulièrement vers la France, le plus important du pays et cela de 1950 à 1974, date à laquelle les retours se dessinent.

Roumanie

4565. « Actiunea de organizare si modernizare în sprijinul cresterii productivităţii, a eficientei » (La mise en mouvement de l'organisation et de la modernisation à l'appui de l'accroissement de la productivité et de l'efficacité). *Revista economica* (31), 1er août 86 : 1-16.

Suite d'articles consacrés à l'organisation et à la modernisation des processus de production en fonction des besoins du développement intensif.

4566. GHERMANI, Dionisie – « Rumäniens ideologisierte Bevölkerungspolitik » (La politique démographique roumaine imprégnée d'idéologie). *Südosteuropa* 35 (3-4), 1986 : 192-200.

Au milieu des années 60, M. Ceaucescu a mis en œuvre une politique nataliste qui avait pour objectif d'augmenter la production du pays. Cette politique n'a toujours pas eu de succès. En effet, M. Ceaucescu a compté sans la résistance de la population, pour qui les conditions économiques et sociales nationales restent des obstacles à de nouvelles naissances.

4567. SHAFIR, Michel – « Coalitions and political sucession in Communist systems : a comparative analysis of the future of Romanian leadership ». *Südosteuropa* 35 (3-4), 1986 : 201-222 ; tabl.

Au mois de janvier 1986, la Roumanie a célébré le 68e anniversaire de son président et secrétaire général du parti communiste, M. Nicolae Ceaucescu. Son âge et sa santé fragile posent le problème de sa succession. Les systèmes communistes ne possèdent aucun mécanisme de transfert de pouvoir, ce qui rend très complexe le problème de la succession en Roumanie.

Sénégal

4568. Le problème de l'eau

a. BETHEMONT, Jacques – « Acteurs et stratégies de l'eau dans la vallée du Sénégal ». *Revue de géographie de Lyon* 61 (1), 1986 : 63-78 ; carte ; bibliogr. ; résumé en anglais.
Le développement de petits périmètres d'irrigation à base de motopompes a permis de lutter contre la sécheresse et de cultiver des rizières dans la vallée du Sénégal. Leur succès a entraîné la relance des grands aménagements hydrauliques d'Etat et privés (barrages de Diama et de Manantali), de sorte que 35 000 ha sont irrigués désormais.

b. DIAKHATE, Mouhamadou – « Le barrage de Diama : essai sur l'évaluation de ses impacts potentiels ». *Revue de géographie de Lyon* 61 (1), 1986 : 43-61 ; tabl., carte ; bibliogr. ; résumé en anglais.
Si le barrage de Diama permet de lutter contre le désert et d'œuvrer pour le développement, il suscite des controverses à propos de son implantation dans une région fragilisée par la crise climatique et économique des Etats sahéliens et des répercussions entraînées sur le régime du fleuve et l'estuaire, les sols et le climat, les eaux souterraines, la flore et la faune, les systèmes économique et socioculturel et la santé.

c. MICHEL, Pierre – « Die Dürre im unteren Senegal und ihre Folgen » (La sécheresse dans la partie inférieure du Sénégal et ses conséquences). *Internationales Afrikaforum* 21 (4), 4e trim. 85 : 385-392 ; tabl., graph., carte ; bibliogr.
La Vallée du fleuve Sénégal se situe exclusivement dans le Sahel. Depuis 1970, les précipitations sont insuffisantes et la sécheresse s'intensifie. Cela a des conséquences sur la population : les nomades comme les sédentaires émigrent du Sahara et du Sahel vers le Soudan ; l'émigration se fait aussi des campagnes vers les villes où se trouvent les aliments et les médicaments. La sécheresse a exigé l'extension des cultures irriguées et a donc occasionné de nombreux travaux.

4569. NDOYE, Doudou – « Droit des peuples et codification, quelques exemples au Sénégal ». *Revue juridique et politique* 40 (3-4), juin 86 : 421-440.

Après l'indépendance, les premières codifications du droit avaient, selon l'exemple occidental, pour objectif de réaliser un Etat centralisé, unitaire et

puissant. Le code de la famille en 1972, puis le système éducatif, et enfin le droit des sociétés ont été élaborés après consultation des intéressés et selon des impératifs nationaux.

Singapour

4570. Vingt années d'indépendance

a. KIRKPATRICK, Colin – « Singapore at the crossroads : the economic challenges ahead ». *Quarterly Review – National Westminster Bank* mai 86 : 43-51 ; tabl. ; bibliogr.
En moins de vingt années d'indépendance politique, la ville-Etat de Singapour a réalisé des performances économiques remarquables dans le monde en développement. Mais l'année 1986 verra un taux de croissance nul et le chômage atteint le niveau de 6 % de la population active. La reprise économique à Singapour sera largement déterminée par des facteurs extérieurs.

b. LEE BOON HIOK – « Singapore in 1984 : a time for reflection and a time for change ». *Southeast Asian Affairs* 1985 : 297-305.
Le parti politique au pouvoir à Singapour (le People's Action Party) a célébré en 1984 ses vingt années d'exercice du pouvoir. Les élections générales de 1984 ont conduit à la constitution d'un nouveau gouvernement où une nouvelle génération d'hommes politiques fait son apparition.

4571. CHONG LI CHOY – « Development management in Singapore : institutional leadership in development ». *Southeast Asian Affairs* 1985 : 306-316.

L'économie de Singapour a enregistré de bons résultats en 1984, avec, par exemple, une croissance de 8 % et un taux d'inflation de 2,6 %. Cette économie peut donc, à juste titre, jouer un rôle d'entraînement dans le développement du pays.

Soudan

4572. ABDEL KARIM, Abbas – « Wage labourers in the fragmented labour market of the Gezira, Sudan ». *Africa (London)* 56 (1), 1986 : 54-70 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en français.

L'exemple de Gezira au Soudan montre que dans une économie en cours de transformation capitaliste, le marché de la main-d'œuvre agricole ne peut être analysé en fonction de critères purement économiques. Les relations sociales et culturelles interviennent également, surtout dans un pays aussi divisé sur le plan ethnique que le Soudan.

4573. LESCAUT, Charles – « Soudan : le résultat des élections laisse mal augurer d'une solution au Sud ». *Géopolitique africaine* (2), juin 86 : 117-128.

Les élections d'avril, partielles géographiquement et incomplètes politiquement, ne présentent pas les aspects d'une véritable solution et le régime qu'elles ont mis en place s'apparente davantage à un nouvel intérim qu'à un nouveau départ.

4574. MILLER, Catherine – « Les enjeux de l'arabisation au Sud-Soudan ». *Peuples méditerranéens – Mediterranean Peoples* (33), déc. 85 : 43-53.

Les conflits linguistiques deviennent particulièrement âpres lorsqu'ils recouvrent des enjeux politiques et culturels. C'est le cas du Sud-Soudan, où s'entre-croisent intérêts géopolitiques et problèmes d'identité culturelle par rapport au Nord. Le gouvernement applique une politique d'arabisation qui supplante peu à peu les langues vernaculaires. La politique d'unification menée par Khartoum se heurte à la résistance de l'Equatoria.

Thaïlande

4575. BIRSENS, Soriya J.M. – « Réfugié à Samlor Chnangn ». *Etudes* 365 (3), sept. 86 : 163-174 ; carte.

Historique du camp de réfugiés Khmers de Samlor Chnangn, à la frontière de la Thaïlande et du Cambodge, regroupant la population civile de la faction de Son Sann engagée dans la lutte contre l'occupation vietnamienne du Cambodge.

4576. IRESON, W. Randall – « Subsistence and market farming in Northern Thailand : differential effects or purchased imputs and farm size on productivity ». *Studies in Comparative International Development* 21 (1), print. 86 : 95-112 ; tabl. ; bibliogr.

L'analyse du rendement des terres agricoles dans le Nord de la Thaïlande révèle que la productivité n'est pas seulement fonction de la taille des exploitations, mais aussi du type de culture : culture vivrière ou culture industrielle destinée à l'exportation.

4577. TEO CHU CHEOW, Eric – « New omnidirectional ouvertures in Thai foreign policy ». *Asian Survey* 26 (7), juil. 86 : 745-758.

Bien que ses principes fondamentaux demeurent – garantie de la sécurité nationale, solidarité avec les pays de l'ASEAN, renforcement des liens avec les grandes puissances –, la politique extérieure Thai évolue en ce sens qu'elle s'efforce de prendre des initiatives au lieu de se contenter de gérer, au jour le jour, sa situation dans une crise régionale.

Tunisie

4578. BOUZAIENE, Brahim – « Réaction des communautés rurales aux modèles proposés par le programme de développement rural " PDR " ». *Revue tunisienne de sciences sociales* 22 (82-83), 1985 : 29-74 ; tabl.

Malgré un système collectif tout entier organisé pour préserver leur indépendance contre l'extérieur, les communautés rurales tunisiennes modifient peu à peu leurs techniques, leurs stratégies, leurs actions économiques. Cependant, les comportements de refus ou de résistance n'ont pas disparu et provoquent de nouveaux clivages.

4579. HAMDANE, Mohamed – « Panorama historique de la presse rurale en Tunisie (1881-1981) ». *IBLA* 49 (157), 1er sem. 86 : 75-86.

Tant dans la période coloniale que depuis l'indépendance, la presse rurale tunisienne est plus axée sur les problèmes agricoles que sur ceux de la vie du monde rural et donne la préférence aux préoccupations économiques plutôt qu'aux préoccupations sociales.

4580. MEZGHANI, Ridha – « La codification en Tunisie ». *Revue juridique et politique* 40 (3-4), juin 86 : 451-473.

La Tunisie possède aujourd'hui un arsenal de codes couvrant tous les domaines de la vie juridique. La refonte récente de plusieurs d'entre eux montre que la codification n'est pas une entrave à l'évolution du droit, mais au contraire une adaptation de la part d'une société jeune.

4581. TRABELSI, Mohesen – « Les potentialités humaines régionales et la décentralisation territoriale ». *Revue tunisienne de sciences sociales* 22 (82-83), 1985 : 253-292 ; tabl., cartes.

Le déséquilibre régional en Tunisie n'est rien d'autre que le résultat d'une inégale répartition des forces vives de production aussi bien en nombre qu'en niveau de qualification. Plusieurs actions parallèles sont à entreprendre en même temps pour engager le processus de décentralisation.

Turquie

Voir aussi : n° 4268, 4300

4582. KIRIM, Arman – « Transnational corporations and local capital : comparative conduct and performance in the Turkish pharmaceutical industry ». *World Development* 14 (4), avr. 86 : 503-521 ; tabl. ; bibliogr.

Les performances comparatives des entreprises transnationales et des entreprises locales dans les pays les moins avancés constituent un sujet de recherche continue. Dans le cas de l'industrie pharmaceutique en Turquie, l'existence d'un important secteur local permet une telle évaluation. L'étude des cinq éléments que sont les choix technologiques, les performances à l'exportation, le marketing, les produits et les prix montre que, pour la plupart de ces éléments, les comportements identiques prédominent sur les éventuelles différences.

4583. KUSHNER, David – « Turkish secularists and islam ». *The Jerusalem Quarterly* (38), print. 86 : 89-106.

Etat laïque, la Turquie a supprimé pratiquement toutes les institutions islamiques traditionnelles et aboli toutes les coutumes et pratiques traditionnelles qui s'y attachaient. En 1967, la Turquie a pris part à la Conférence islamique de Rabat en déclarant qu'il s'agissait, pour elle, d'une conférence politique et non d'une réunion confessionnelle.

4584. ORKUNT, Sezai – « Visées soviétiques sur la Turquie ». *Géopolitique* (14), été 86 : 60-69.

L'URSS cherche à déstabiliser le régime turc, en profitant de ses difficultés économiques et sociales, car la Turquie constitue un obstacle à son expansion. Les pays occidentaux doivent apporter leur soutien à la Turquie pour éviter que ce pays, d'une grande importance stratégique, bascule dans le bloc soviétique.

4585. SAYARI, Sabri – « Migration policies of sending countries : perspectives on the Turkish experience ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* (485), mai 86 : 87-97.

L'administration turque a répondu avec empressement à la demande européenne de main-d'œuvre, en encourageant une émigration favorable à son économie : résorption du chômage, envois de fonds, formation professionnelle. Si certains de ces objectifs ont été atteints, la politique d'émigration a eu aussi des conséquences inattendues : frictions avec les pays hôtes, qui ont ajourné l'adhésion de la Turquie à la CEE, renouveau ethnique et religieux qui met en jeu les principes laïques de l'Etat turc.

4586. VANER, Semih – « Partis politiques et classes sociales en Turquie (1960-1981) ». *L'Afrique et l'Asie modernes* (149), été 86 : 41-60.

Les changements politiques et sociaux sans précédents observés depuis 1960, la réorganisation des forces sociales ont amené les partis politiques qui n'étaient guère que des groupements d'intérêt à se définir sur le plan idéologique et à proposer des solutions concrètes, ce qui permet de les répartir en fonction des clivages fondamentaux traditionnels observés dans les systèmes partisans occidentaux.

URSS

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 4391

4587. Droit et justice

a. « Justice and comparative law ». *Coexistence* 23 (1-2), 1986 : 3-186.
Numéro spécial consacré à une étude comparative du droit pénal et de la procédure pénale, de la procédure civile et de l'organisation judiciaire en Grande-Bretagne et en URSS.

b. REMNEV, V.I. – « Pravo žaloby i administrativnaâ ûsticiâ SSSR (Perspektivy razvitiâ v svete itogov XXVII s''ezda KPSS) » (Le droit de recours et la justice administrative en URSS. Perspectives de développement à la lumière des conclusions du 27e Congrès du PCUS). *Sovetskoe gosudarstvo i pravo* (6), juin 86 : 22-32 ; résumé en anglais.
Pour réaliser les dispositions contenues dans la nouvelle Constitution soviétique et les décisions du 27e Congrès du PCUS, il est indispensable et urgent d'adopter une loi fédérale sur le recours administratif et juridictionnel contre les actions des fonctionnaires des administrations de l'Etat et des organisations sociales, commises en violation de la loi et lésant les droits des citoyens.

4588. La question nationale

a. ARUTÛNÂN, Û.V. – « Razvitie socâl'no-kul'turnoj obščnosti sovetskih nacij na sovremennom etape » (Le développement de la communauté socio-culturelle des nations soviétiques à l'étape actuelle). *Istoriâ SSSR* (4), août 86 : 20-35 ; tabl., graph.
D'une étude de données récoltées dans les années 70, puis dans les années 80, dans les capitales de l'Estonie, de la Moldavie, de la Géorgie et de l'Ouzbekistan, il ressort que la physionomie socio-culturelle des nations soviétiques est assez stable. Si les traits sociaux se transforment et deviennent identiques rapidement, les traits ethniques, par contre, changent moins, et plus lentement. La formation d'une nouvelle communauté historique, le peuple soviétique, n'aboutit nullement à un nivellement des particularités nationales.

b. FILIMONOVA, T.D. – « Ob etnokul'turnom razvitii Nemcev SSSR » (Le développement ethno-culturel des Allemands d'URSS). *Sovetskaâ etnografiâ* (4), août 86 : 100-111.
Les Allemands constituent en URSS une communauté d'environ 2 millions de personnes. Implantés dans le pays depuis plus de 200 ans, ils ont été peu étudiés par les ethnologues. Malgré de nombreux déplacements et migrations, ils conservent une conscience ethnique forte et s'assimilent peu aux autres nationalités. On assiste cependant à un phénomène accéléré d'intégration dans tous les secteurs de l'économie nationale.

c. KREINDLER, Isabelle – « The Soviet deported nationalities : a summary and an update ». *Soviet Studies* 38 (3), juil. 86 : 387-405 ; tabl. ; bibliogr.
La déportation de 8 nationalités soviétiques a montré la fragilité des droits nationaux en URSS. Le mouvement de protestation continue pour 3 d'entre elles : Allemands, Tatars de Crimée et Meskhétians, dont les droits civils et ethniques ne sont pas reconnus ; jointes au mouvement général de dissidence, ces revendications représentent un danger pour le régime.

4589. Le XXVIIe Congrès du PCUS

a. KAS'ÂNENKO, V.I. – « Istoričeskoe značenie XXVII s''ezda KPSS » (L'importance historique du 27e Congrès du PCUS) *Voprosy istorii KPSS* (6), juin 86 : 3-19.
Le 27e Congrès du PCUS occupe, par l'ampleur et l'importance de ses décisions, une place à part dans l'histoire du parti léniniste. Il a marqué un tournant dans le développement de la société soviétique, du socialisme mondial et dans la vie de toute l'humanité.

b. LEONOVA, L.S. – « KPSS-rukovodâšaâ sila sovetskogo obšestva » (Le PCUS, force dirigeante de la société soviétique). *Vestnik moskovskogo Universiteta. Seriâ istoriâ* (4), août 86 : 3-22.
Le XXVIIe Congrès du PCUS a affirmé un certain nombre de principes, de l'application desquels dépend le rôle accru du parti. Concernant la démocratie dans le parti : relations internes au parti ; responsabilité accrue des organisations de base et contrôle des organes dirigeants ; développement de la critique et l'autocritique ; publicité des décisions des dirigeants. Concernant son fonctionnement : lutte impitoyable contre la bureaucratie, pour la propreté et l'honnêteté. Concernant la place du parti dans le pays : le parti ne doit pas remplacer les organes étatiques et de gestion, dont le rôle doit être accru.

4590. GILL, Graeme – « The future of the General Secretary ». *Political Studies* 34 (2), juin 86 : 223-235.

Les réformes mises en place après Khrouchtchev pour définir institutionnellement la place de Secrétaire général du Parti et pour structurer les institutions de façon à éliminer le pouvoir personnel se révèlent peu contraignantes si l'environnement politique du Secrétaire général lui est favorable.

4591. GUSTAFSON, Thane ; MANN, Dawn – « Gorbatchev's first year : building power and authority ». *Problems of Communism* 35 (3), juin 86 : 1-19 ; tabl.

Pendant sa première année comme Secrétaire général du Parti communiste, Gorbatchev a tenté d'établir à la fois son pouvoir et son autorité. Si le renouvellement presque général des cadres du Parti a servi à asseoir son pouvoir, son autorité ne sera complète que lorsqu'il aura résolu certaines contradictions de son projet économique pour l'Union Soviétique.

4592. JOHNSON, Bradford P. – « Soviet leadership : changes and challenges ». *Great Decisions* 1985 : 44-59.

En l'espace de quelques années, l'URSS a connu quatre Secrétaire généraux à la tête de son parti communiste : Brejnev, Andropov, Tchernenko et Gorbatchev. A la différence de ses prédécesseurs, Gorbatchev, relativement jeune, fait preuve d'un grand dynamisme dans tous les domaines, notamment en politique étrangère, ce dont les Etats-Unis et les autres pays occidentaux se sont déjà rendu compte.

4593. KAGEDAN, Allan – « Gorbachev and the Jews ». *Commentary* 81 (5), mai 86 : 47-50.

Le nombre d'émigrés juifs d'URSS n'a cessé de décroître depuis la fin des années 70, passant de 51 000 en 1978 à 896 en 1984 et à 1 140 en 1985. L'arrivée de Gorbatchev à la tête du parti communiste avait fait naître l'espoir qu'une reprise de l'émigration juive aurait lieu, mais cet espoir ne s'est toujours pas réalisé. Malgré quelques concessions sur le plan culturel, la politique soviétique sur ce point reste la même.

4594. KARKLINS, Rosina – « Soviet elections revisited : Voter abstention in non competitive voting ». *American Political Science Review* 80 (2), juin 86 : 449-469 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'abstentionnisme électoral dans un pays à parti unique et à candidat unique tel que l'URSS doit être interprété comme un acte politique de dissidence et non, comme dans les systèmes démocratiques, comme de la passivité.

4595. VASERMANIS, Â.I. ; ZILE, L.Â. – « Stroitel'stvo socializma v Latvii. Problemy istoriografii » (L'édification du socialisme en Lettonie. Problèmes de l'historiographie). *Istoriâ SSSR* (3), juin 86 : 39-51.

L'historiographie lettone actuelle est caractérisée par la volonté d'éclairer les pages blanches de l'histoire de l'édification du socialisme en Lettonie et d'apporter des analyses plus précises et moins simplistes que les travaux des années 50 et 60.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 4584, 4638, 4667

4596. BERNER, Wolfgang – « Sowjetische Aussenpolitik und Aussenbeziehungen der Partei auf dem XXVII. KPdSU-Kongress » (La politique extérieure soviétique et les relations du Parti avec l'extérieur lors du 27e Congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique). *Beiträge zur Konfliktforschung* 16 (2), 1986 : 121-140 ; bibliogr.

Dans son 27e Congrès, le PC de l'Union Soviétique a déclaré que la politique économique était l'activité principale du Parti et que le premier objectif de la politique extérieure était de consolider cette œuvre de construction à l'extérieur, tout en respectant la coexistence pacifique. Gorbatchev espère une pause dans la course aux armements pour restructurer l'économie soviétique.

4597. DAWISHA, Karen – « Gorbachev and Eastern Europe : a new challenge for the West ? » *World Policy Journal* 3 (2), print. 86 : 277-299.

Le prix payé pour la stabilité en Europe depuis 1945 est l'acceptation de facto par l'Ouest des régimes politiques de l'Est. Les projets de réformes de Gorbatchev pourraient permettre des évolutions favorables à la détente. Seules les périodes de stabilité et de coopération Est-Ouest ont favorisé l'évolution interne des régimes d'Europe de l'Est.

4598. POLLOCK, David – « Moscow and Aden : coping with a coup ». *Problems of Communism* 35 (3), juin 86 : 50-70.

Les événements de janvier 1986 qui ont conduit au départ du président de la République démocratique du Yémen montrent comment les Soviétiques ont sous-estimé les rivalités entre les dirigeants yéménites et illustrent les limites de l'influence de l'URSS sur ses clients du Tiers-Monde.

4599. SATOSHI, Takayama – « The Soviet Union smiles at Japan ». *Japan Quarterly* 33 (2), juin 86 : 129-137 ; carte.

Le ministre des Affaires étrangères soviétique, Chevardnadzé, s'est rendu à Tokyo en janvier 1986, pour les premières consultations depuis huit ans avec son homologue japonais, Shintaro. Les résultats de cette visite ont été jugés positifs car les termes du communiqué final sont interprétés par les Japonais comme une reconnaissance de facto par l'URSS de l'existence de la question des « Territoires du Nord », bien que celle-ci n'ait pas été abordée au cours des entretiens.

Vie culturelle et scientifique

4600. « Uskorenie naučno-tehničeskogo progressa » (L'accélération du progrès scientifique et technique). *Voprosy èkonomiki* (6), juin 86 : 3-63.

Les documents du XXVIIe Congrès du PCUS accordent une extrême importance à l'utilisation du progrès scientifique et technique pour le développement de l'économie. Suite d'articles consacrés à différents aspects de cette modernisation de l'économie.

4601. BROMLEJ, Û.V. ; TER-SARKISÂNC, A.E. – « Sovetskaâ etnografičeskaâ nauka na rubeže dvuh pâtiletok » (La science ethnographique soviétique à la charnière de deux quinquennats). *Sovetskaâ etnografiâ* (2), avr. 86 : 3-24 ; résumé en anglais.

L'ethnographie soviétique a accompli durant les cinq dernières années un travail considérable et particulièrement enrichissant. Au cours du 12e quinquennat, les scientifiques seront confrontés à de nouvelles tâches, toujours plus complexes, qui exigeront un approfondissement de la recherche fondamentale et appliquée.

4602. SMOLÂN, G.L. ; ŠOŠNIKOV, K.B. – « Fenomen personal'noj EVM : filosofsko-metodologičeskij aspekt » (Le phénomène des ordinateurs personnels : aspect philosophico-méthodologique). *Voprosy filosofii* (6), 1986 : 42-55 ; résumé en anglais.

La diffusion des ordinateurs personnels en URSS doit être subordonnée aux impératifs du développement intellectuel, spirituel et moral de la personne. Le développement de l'informatique n'a de sens que s'il est intégré aux aspirations vitales et au travail des hommes.

4603. UDAL'COVA, Z.V. ; KALMYKOV, N.P. – « Itogi i perspektivy izučeniâ vseobšej istorii v svete rešenij XXVII s'ezda KPSS » (Bilan et perspectives de l'étude de l'histoire universelle à la lumière des décisions de 27e Congrès du PCUS). *Novaâ i novejsaâ istoriâ* (3), juin 86 : 3-20 ; résumé en anglais.

Le 27e Congrès du PCUS a fixé des tâches importantes à la science historique, en particulier l'étude des problèmes du perfectionnement du socialisme développé, du matérialisme historique, du communisme scientifique, des mouvements de libération etc. Les historiens soviétiques les accueillent avec optimisme et détermination, prêts à fournir tous les efforts nécessaires pour faire avancer la recherche.

Problèmes sociaux

4604. BARANENKOVA, T. – « Puti ukrepleniâ trudovoj discipliny » (Les moyens de renforcer la discipline du travail). *Voprosy èkonomiki* (5), mai 86 : 57-67.

Encore actuellement, il n'existe pas de conception unique de la discipline socialiste du travail, et les manquements à celle-ci sont un phénomène très

mal étudié. L'utilisation des statistiques existantes permet de dégager quelques tendances sociologiques : prédominance des infractions chez les jeunes de moins de 29 ans, rôle de l'alcoolisme, influence négative des systèmes de stimulation et de rémunération du travail... La direction essentielle pour résoudre ce problème est certainement de renforcer le travail éducatif et idéologique.

4605. OKOUN'KOV, L.A. – « Soveršenstvovanie zakonodatel'stva ob organizovannom nabore rabočih i obŝestvennom prizyve molodeži » (Perfectionner la législation sur l'embauche organisée des ouvriers et la promotion sociale des jeunes). *Sovetskoe gosudarstvo i pravo* (8), août 86 : 51-59.

L'approvisionnement en main-d'œuvre et la répartition rationnelle de cette main-d'œuvre revêtent une importance capitale pour le développement de régions économiquement stratégiques comme la Sibérie, l'Extrême-Orient... La solution à ces problèmes dépend de l'efficacité des systèmes d'embauche organisée et de promotion sociale. Il faut noter une amélioration qualitative des textes juridiques dans ces domaines.

4606. ROWLAND, Richard H. – « Regional population redistribution in the USSR : 1979-84 ». *Soviet Geography* 27 (3), mars 86 : 158-182 ; tabl. ; carte ; bibliogr.

Pendant la période 1970-84, les changements de la répartition de la population de l'URSS ont été plus bas qu'au cours des vingt années précédentes. La croissance rapide de la population en Asie Centrale soviétique, qui est devenue la région la plus peuplée de l'URSS, constitue le changement régional le plus significatif.

Economie et finances

4607. Le complexe agro-industriel

a. NIKONOV, V.P. – « XXVII s'ezd KPSS o putâh dal'nejsego razvitiâ agropromyšlennogo kompleksa SSSR » (Le 27e Congrès du PCUS et les voies du développement ultérieur du complexe agro-industriel de l'URSS). *Voprosy istorii KPSS* (5), mai 86 : 3-18.
L'augmentation de l'efficacité du complexe agro-industriel est une condition indispensable du progrès socio-économique en URSS. La reconstruction de la base matérielle et technique ainsi que le perfectionnement des rapports de production et des méthodes de direction permettront de réaliser un tournant radical dans l'évolution du secteur agricole soviétique.

b. PASKAR', P. – « Agropromyšlennaâ integraciâ v dejstvii » (L'intégration agro-industrielle en action). *Planovoe hozâjstvo* (4), avr. 86 : 13-24.
La constitution des nouveaux organes de gestion du complexe agro-industriel est entrée dans sa phase finale. Il s'agit essentiellement de permettre à toutes les entreprises du complexe d'utiliser au maximum les méthodes économiques de gestion, afin d'augmenter l'efficacité et d'accélérer la croissance.

4608. Les nouvelles méthodes de gestion économique

a. LEVČUK, I.V. – « Novye metody v praktiku hozâstvovaniâ » (De nouvelles méthodes dans la pratique gestionnaire). *Den'gi i kredit* (5), mai 86 : 3-12.
L'introduction dans la pratique courante de nouvelles méthodes de gestion, éprouvées lors des diverses expériences économiques, marque une étape importante sur la voie du perfectionnement du système de gestion en URSS. Elle ne signifie nullement que tous les problèmes soient résolus.

b. NORR, Henry – « Shchekino : another look ». *Soviet Studies* 38 (2), avr. 86 : 141-169 ; bibliogr.
Chtchekino, le combinat d'industrie chimique près de Toula, en URSS, s'est rendu célèbre en 1967, au moment du lancement de la « réforme économique », par les succès obtenus grâce à son système de gestion. Celui-ci, qui consistait à encourager la production en octroyant les primes et sans augmenter les effectifs, a été révisé et introduit dans d'autres entreprises, mais sa réussite est loin d'avoir été complète en raison d'une certaine résistance des dirigeants d'entreprise.

c. VIŠNÂKOV, U.G. – « Otraslevoe i territoriâl'noe upravlenie : onyt i problemy » (La gestion par branches et la gestion territoriale : expérience et problèmes). *Pravovedenie* (3), juin 86 : 13-22.

Pour accélérer le développement socio-économique de la société soviétique, pour accroître le bien-être de toutes les couches et de tous les groupes sociaux de la population, il est indispensable de coordonner l'action des organes de gestion gouvernementaux territoriaux des différents secteurs d'activité et il ne s'agit pas de restructurer complètement le système existant des organes de gestion territoriaux et par branches, mais de le perfectionner.

4609. « Perestrojka ekonomičeskoj raboty v černoj metallurgii » (La restructuration du travail économique dans la sidérurgie). *Planovoe hozâjstvo* (6), juin 86 : 3-16.

Compte-rendu de la session du collège du ministère de la sidérurgie de l'URSS, consacrée à l'indispensable restructuration du secteur sidérurgique, en liaison avec les conclusions du 27e Congrès du PCUS.

4610. La politique énergétique

a. GICQUIAU, Hervé – « L'électricité soviétique après Tchernobyl ». *Le courrier des pays de l'Est* (307), juin 86 : 3-25 ; tabl.
Face à une demande croissante, l'insuffisance de la production d'électricité en Union soviétique a conduit les dirigeants à opter pour un programme nucléaire extrêmement ambitieux. Malgré la catastrophe de Tchernobyl, il ne semble pas que l'évolution du secteur nucléaire soit contrariée car les sources de remplacement pour la production d'électricité sont peu nombreuses et d'un faible rapport.

b. LALAÂNC, A. – « Toplivno-energeticěskij kompleks strany v dvenadcatoj pâtiletke » (Le complexe énergétique du pays dans le douzième quinquennat). *Planovoe hozâjstvo* (7), juil. 86 : 12-21.
Face à un certain nombre de tendances négatives dans le développement du complexe énergétique du pays, des mesures ont été décidées pour diminuer les pertes et accroître l'efficacité de l'utilisation des ressources énergétiques : modernisation du complexe ; accroissement des investissements pour l'extraction des combustibles ; mesures d'économie d'énergie ; enfin, pour améliorer la gestion d'ensemble, création du Bureau pour le complexe énergétique par le Conseil des ministres de l'URSS.

4611. ANISIMOV, S.F. – « Kriterij social'nogo progressa i sovremennost' » (Le critère du progrès social à l'époque actuelle). *Vestnik moskovskogo Universiteta. Seriâ filosofiâ* (3), juin 86 : 3-13.

Les rythmes de croissance de la productivité du travail apparaissent comme le critère général objectif du progrès social. Il joue un rôle de plus en plus important dans les méthodes de planification et de prévision concernant le progrès scientifique et technique.

4612. DUNAJEWSKI, Henri – « La crédibilité des statistiques officielles du produit national net en Union soviétique : 1971-1983 ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 16 (2), juin 86 : 121-145 ; tabl.

Analyse de la correspondance logique entre les définitions américaines et soviétiques de comptabilité nationale et essai d'exprimer les chiffres soviétiques (1971-1983) en appliquant le système comptable américain ce qui permet de déceler les incohérences du système soviétique et les flux invisibles, particulièrement les achats déguisés du gouvernement.

4613. SLIDER, Darrell – « Worker participation in socialist systems : the Soviet case ». *Comparative Politics* 18 (4), juil. 86 : 401-418.

Contrairement aux autres pays socialistes, l'URSS est à l'abri de grèves massives et la centralisation politique et économique est un obstacle à l'émergence d'une participation des travailleurs à la prise de décision au niveau de leur entreprise. Aussi la participation se limite-t-elle à une relative autonomie de l'ouvrier par le système de brigades, l'accent étant mis sur la discipline et le contrôle par le parti.

Aménagement et urbanisme

4614. SABANOY, M.A. – « Sezonnye stroiteli v sibirskom cele » (Les travailleurs saisonniers du bâtiment dans les campagnes sibériennes). *Izvestiâ sibirskogo otdeleniâ Akademii nauk SSSR. Seriâ ekonomika i prokladnaâ sociologiâ* 2 (7), mai 86 : 48-57.

La Sibérie attire, pour son développement, le plus possible de travailleurs migrants. Dans le domaine du bâtiment, ils sont particulièrement nombreux (trois fois plus que les travailleurs locaux). Il sont saisonniers, hautement qualifiés, travaillent 2 à 3 fois plus vite que les locaux, acceptent des horaires chargés et peu de loisirs et la motivation première de leur déplacement est l'argent. Mais leurs conditions de santé, de logement sont loin d'être satisfaisantes et, surtout, la législation du travail les concernant devrait être améliorée.

4615. MERLI, Franz – « Das sowjetische Luftreinhalterecht » (le droit contre la pollution atmosphérique en URSS) *Osteuropa* 32 (2), avr. 86 : 83-104.

L'Union soviétique n'a pas été épargnée par les atteintes à l'environnement et la protection de l'environnement est devenue une tâche importante de l'Etat. Idéologiquement, le socialisme exclut tout antagonisme entre les objectifs de la production et le maintien de la qualité de l'environnement. Cependant, dans la pratique, les objectifs de la production sont prioritaires, aux dépens de la protection de l'environnement.

4616. MICKLIN, Philip P. – « The status of the Soviet Union's North-South water transfer projects before their abandonment in 1985-86 ». *Soviet Geography* 27 (5), mai 86 : 287-329 ; tabl., graph., cartes.

Les deux projets soviétiques de détournement des eaux, le premier de la Sibérie occidentale vers les déserts d'Asie centrale, le second du Nord de la Russie vers le bassin de la Volga, étaient justifiés, d'une part par le manque des ressources en eaux nécessaires aux activités agricoles et industrielles dans les régions du Sud et de l'Ouest, et d'autre part par la baisse du niveau des eaux et la salinité croissante dans les mers Caspienne, d'Azov et d'Aral. Ces projets ont été récemment abandonnés en raison des conséquences écologiques négatives sur les régions concernées, ce que les études effectuées laissaient craindre.

Yougoslavie

4617. Le système socio-économique

a. ŠIK, Ota – « Bedeutung und Mängel des jugoslawischen Wirtschafts systems » (La signification et les lacunes du système économique yougoslave). *Wirtschaft und Gesellschaft* 12 (2), 1986 : 259-268.
L'originalité du système économique yougoslave réside dans une ambiguité idéologique et un mélange d'économie fortement centralisée et d'économie de marché. La voie choisie par Tito permet de juxtaposer les deux systèmes et d'obtenir des crédits des pays occidentaux. Cependant les lacunes existent qui viennent non pas du fait que les entreprises aient un pouvoir de décision sur la distribution de leurs revenus ou de la suppression de la différence entre salaire et gain mais d'une incapacité fréquente à surmonter la pensée dogmatique marxiste.

b. FELICE, Micheline de – « Conflit de valeurs dans la société yougoslave ». *Economie et humanisme* (290), août 86 : 42-50.
La fixation du niveau des rémunérations par les entreprises, désormais autonomes, et non plus par les organismes de planification a entraîné des disparités de salaire peu compatibles avec une certaine vision de l'égalité où des tâches jugées équivalentes doivent être assorties de rémunérations similaires. Cette dénonciation, régulière, des inégalités fait craindre à certains le retour à « l'étatisme » et l'abandon de l'autogestion. Le défi de l'économie yougoslave est de trouver un équilibre entre ces valeurs contradictoires.

4618. « Komunistična perpektiva družbenega razvoja » (La perspective communiste du développement social). *Teorija in praksa* 23 (8), août 86 : 672-711.

Suite d'articles consacrés au développement social en Yougoslavie et au communisme conçu comme « pessimisme de l'intellect et optimisme de la volonté ».

4619. ALEKSIĆ, Slaviša – « Transfer tehnologije i ekonomska zavisnost Jugoslavije » (Le transfert de technologie et la dépendance économique de la Yougoslavie). *Socijalizam* 29 (5), 1986 : 19-38 ; tabl. ; bibliogr.

Ayant eu recours à une technologie étrangère, principalement occidentale, qui n'a pu être remplacée bien que périmée, la Yougoslavie se trouve à présent dans une situation de double dépendance. Envers l'Occident, pour ses importations, et envers l'Est, pour ses exportations, car les produits yougoslaves non concurrentiels ne trouvent pas d'autres acheteurs.

4620. BURG, Steven L. – « Elite conflict in post-Tito Yugoslavia ». *Soviet Studies* 38 (2), avr. 86 : 170-193.

Depuis la mort de Tito, en mai 1980, la Yougoslavie est en proie à de sérieuses difficultés économiques et doit faire face à de graves problèmes dus aux dissensions entre nationalités et à la renaissance de la dissidence parmi les intellectuels. De plus, la mésentente au sein de la direction de la Ligue des communistes rend la plupart des décisions inopérantes et inefficaces.

4621. ČERNYŠEY, U. – « Ûgoslaviâ v mežgunahodnyh ekonomičeskith otnošeniâh » (La Yougoslavie dans les relations économiques internationales). *Voprosy ěkonomiki* (6), juin 86 : 96-106.

Le commerce extérieur yougoslave se caractérise par un degré de concentration sectorielle élevé. Par ailleurs, tout en élargissant le nombre de ses partenaires commerciaux, la Yougoslavie concentre l'essentiel de son activité sur peu de pays (essentiellement en Europe). Dans les années 70-80, les relations commerciales se sont détériorées (baisse du rythme des exportations), subissant le contrecoup de la crise internationale.

4622. DROBNJAK, Radisav – « Kongresi i konferencije SK u republikama i pokrajinama » (Congrès et conférences de la Ligue des communistes dans les Républiques et dans les provinces autonomes). *Komuna* 33 (5), mai 86 : 2-18.

Les congrès de la Ligue des communistes des six Républiques et les conférences de la LC des deux provinces autonomes de la RSF de Yougoslavie se sont tenus en avril et mai 1986. Ils ont mis l'accent sur la nécessité de trouver le plus tôt possible une solution à la crise que traverse actuellement la Yougoslavie, ainsi qu'au grave problème que pose la situation dans la province autonome de Kosovo.

II
ÉTUDES RÉGIONALES

Afrique

Voir aussi : n° 4384

4623. « Déontologie de la fonction publique et développement économique et social ». *Cahiers africains d'administration publique* (25), 1985 : 5-153.

Numéro consacré aux infractions à la déontologie dans la fonction publique en Afrique noire et à la nécessité d'y remédier. Les causes statutaires, organisationnelles et fonctionnelles de cet état de chose.

4624. NWOSU, Aloysius C. – «Economic integration in ECOWAS : a review of the problems posed by the traditional approach ». *Development and Peace* 7 (1), print. 86 : 125-135 ; tabl. ; bibliogr.

Les premiers pas de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest ont consisté dans l'intégration des différents marchés. Un programme de libération des échanges commerciaux a été mis sur pied.

4625. SHAFER, M. Michel – « Undermined : the implications of mineral export dependance for state formation in Africa ». *Third World Quarterly* 8 (3), juil. 86 : 916-952 ; tabl.

Les exemples de la Guinée (bauxite), du Libéria (fer), du Nigéria (pétrole) et de la Zambie (cuivre) montrent que la production minérale, secteur orienté vers l'exportation et caractérisé par un niveau élevé de risques et d'incertitudes, crée une économie fortement dépendante et suscite un type d'Etat lui-même dépendant parce qu'étroitement lié à la division internationale du travail.

4626. TARVER, James D. ; MILLER, H. Max – « Patterns of population growth in Africa ». *African Studies* 45 (1), 1986 : 43-60 ; tabl. ; bibliogr.

L'accroissement de la population africaine entre 1950 et 1980 et l'évolution attendue jusqu'en 2025 font apparaître nettement l'urgence d'une politique concertée.

Amérique latine

Voir aussi : n° 4506, 4653

4627. « Growth, reform and adjustment : Latin America's trade and macroeconomic policies in the 1970s and 1980s ». *Economic Development and Cultural Change* 34 (3), avr. 86 : 423-671 ; tabl., graph.

Numéro spécial consacré aux politiques économiques des différents pays d'Amérique latine dans les années 70 et 80. Voir : EDWARDS, Sebastian :

n° 4630 ; IDEM : n° 4348 ; CALVO, Guillermo : n° 4316 ; TEITEL, Simon : n° 4335.

4628. « Les nouveaux défis de l'industrie sidérurgique d'Amérique latine ». *Industrie et développement international* 34 (392), août 86 : 378-390 ; tabl., graph.

L'Amérique latine occupe une place importante au sein de l'industrie sidérurgique des pays en voie de développement et les investissements réalisés ont permis de mettre en place un système de production efficace notamment au Brésil. La crise des années 80 n'a pas épargné ce secteur confronté à la baisse des marchés locaux et les sidérurgistes ont dû se tourner vers les marchés extérieurs.

4629. « Sindicalismo centroamericano ». *Pensamiento propio* 4 (33), juin 86 : 17-38.

Suite d'articles sur l'évolution actuelle du mouvement ouvrier en Amérique centrale où le durcissement de la lutte des classes et du combat pour la démocratie entraîne la réorganisation et le renforcement des syndicats.

4630. EDWARDS, Sebastian ; TEITEL, Simon – « Introduction to growth, and adjustment : Latin America's trade and macroeconomic policies in the 1970's and 1980's ». *Economic Development and Cultural Change* 34 (3), avr. 86 : 423-431.

Après avoir connu pendant deux décennies une croissance économique annuelle de 6 %, l'Amérique latine est entrée à partir des années 80 dans une phase critique. Un ajustement a été rendu nécessaire par les chocs économiques qu'on subis ces pays, dus à la fois à la hausse du prix du pétrole et à celle des taux d'intérêt. La région émerge actuellement lentement de la crise mais une part substantielle de ses recettes d'exportation sert au service de sa dette extérieure.

4631. OLLARD, William – « The debt swappers ». *Euromoney* août 86 : 67-75.

La plupart des pays endettés du Tiers-Monde ont actuellement recours à des programmes de capitalisation de leur dette en utilisant les techniques des swaps. L'exemple de l'Amérique latine.

4632. PIRRONE, Pasquale – « L'uso della forza nel quadro dell' OSA ». *Rivista trimestrale di diritto pubblico* 36 (1), 1986 : 20-40.

Malgré la présence dans ses statuts d'une condamnation de principe de la guerre, l'Organisation des Etats américains a dû recourir à des interventions armées. L'examen des cas dans lesquels elle est ainsi intervenue – crise cubaine en 1962, crise dominicaine en 1965, guerre des Malouines, montre qu'elle se borna à assurer une légitimation juridique à l'un de ses membres soumise dans ce cas à la décision du Conseil de Sécurité.

4633. ŠESTOPAL, A. – « O nekotoryh napravleniâh v latino-amerikanskoj buržuaznoj sociologii » (Quelques courants de la sociologie bourgeoise latino-américaine). *MEMO* (8), 1986 : 121-130.

Dans les pays d'Amérique latine, de nouvelles tendances sont apparues au cours des années 70-80 dans la sociologie bourgeoise. Elles sont le reflet aussi bien des changements politiques et de la crise de l'industrialisation capitaliste, que des traditions théoriques propres à ce continent. Parmi elles, deux prédominent nettement : la sociologie du développement (cosmopolitisme bourgeois) et la sociologie de l'indépendance, qui insiste sur les problèmes des droits des peuples, et à laquelle peuvent être plus ou moins rattachées les théories sur la « bureaucratie nationale » et la sociologie de la « révolution marginale ».

4634. VLADIMIRO, V.H. – « Latinskaâ Amerika : rastuŝaâ rol' v dviženii neprisoedineniâ » (Le rôle croissant de l'Amérique latine dans le mouvement des non-alignés). *Novaâ i novejsaâ istoriâ* (4), août 86 : 16-31 ; résumé en anglais.

En 1961, quatre pays seulement d'Amérique latine participèrent à la 1re Conférence des pays non-alignés, et ce en raison de plusieurs facteurs politiques et économiques. Dans les années 70, nombre de pays latino-

américains subirent des changements dans leur situation politique intérieure et s'engagèrent progressivement dans le mouvement des non-alignés.

Asie

Voir aussi : n° 4531

4635. DOCKRILL, M.L. – « The Foreign Office, Anglo-American relations and the Korean war, June 1950-June 1951 ». *International Affairs* 62 (3), été 86 : 459-476.

En dépit de quelques divergences minimes, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont partagé les mêmes objectifs lorsqu'a éclaté la guerre de Corée : localiser la guerre et éviter toute mesure hostile à l'encontre de la Chine ou de l'URSS. Les deux pays ne partageaient pas cependant la même analyse sur la position à adopter vis-à-vis de la Chine communiste, la Grande-Bretagne étant favorable à son admission à l'ONU.

4636. SMITH, Thomas B. – « Referendum politics in Asia ». *Asian Survey* 26 (7), juil. 86 : 793-814 ; tabl.

L'analyse de la pratique du référendum dans différents pays d'Asie confirme les études effectuées sur le référendum dans le Tiers-Monde : organisé par surprise et dans un délai très bref, il constitue plus que les élections nationales, un moyen pour les gouvernementes autoritaires de démontrer leur assise populaire et d'éliminer l'opposition en ne lui laissant pas le temps d'organiser sa campagne.

4637. TILMAN, Robert O. – « Southeast Asia in 1984 : a year of watching and waiting ». *Southeast Asian Affairs* 1985 : 3-20 ; tabl.

Par rapport aux années passées, l'année 1984 fut une période de moindres violences pour le Sud-Est asiatique. Sur le plan politique et économique, cette année-là fut une année de transition, tournée avec optimisme vers l'avenir. Le cas philippin l'a prouvé.

4638. YONK-OK PARK – « Sino-American-Japanese triangle revisited : a Korean perspective ». *Korea and World Affairs*, 10 (1), print. 86 : 5-30 ; bibliogr.

Le déploiement des forces soviétiques dans l'Extrême-Orient et leur système de bases dans le Sud-Est et le Sud-Ouest asiatique sont devenus un défi militaire pour la sécurité du « triangle » Chine-Etats-Unis-Japon qui, malgré leurs intérêts différents, ont fini par se rapprocher. Cependant la formation, dans l'avenir, de deux « triangles » opposés n'est pas à exclure, d'un côté la Corée du Nord, la Chine et l'URSS ; de l'autre la Corée du Sud, le Japon et les Etats-Unis.

Europe communautaire

Voir aussi : n° 4441

4639. GLAESNER, H.J. – « L'Acte unique européen ». *Revue du Marché commun* (298), juin 86 : 307-321.

Au regard du droit communautaire actuel, la mise en application de l'acte unique européen risque, dans de nombreux domaines, de poser des problèmes juridiques.

4640. HUEGLIN, Thomas O. – « Regionalism in Western Europe. Conceptual problems of a new political perspective ». *Comparative Politics* 18 (4), juil. 86 : 439-458.

Les luttes régionalistes que connaissent les divers pays européens ne s'expliquent pas seulement en termes d'ethnicité, de développement socio-économique ou de périphérie territoriale et politique. Elles sont un pas vers l'adaptation à un monde post-industriel et une remise en cause de structures centralisées et hiérarchisées.

4641. LEVIN, U. – « EES v zazvivauščemsâ mire » (La Communauté européenne et le Tiers-Monde) *MEMO* (8), 1986 : 68-80 ; résumé en anglais.

Dans les efforts déployés par les pays capitalistes pour adapter leur système de domination à la situation internationale actuelle, l'Europe de l'Ouest occupe une place particulière et privilégiée avec son système de néo-colonialisme collectif. Ce mécanisme lui permet d'écouler vers les pays en développement des produits non concurrentiels, de s'approvisionner en ressources énergétiques enfin de conserver ses positions politiques et stratégiques dans le monde.

4642. SCHARPF, Fritz W. – « La trappola della decisione congivuta ; federalismo tedesco e integrazione europea ». *Stato e mercato* (2), août 86 : 175-216 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'expérience allemande de l'administration des Länder et les difficultés de mise en place de l'intégration européenne témoignent d'un même obstacle : le « piège de l'unanimité » qui bloque tout processus décisionnel.

4643. VANDAMME, François – « La CEE à la recherche de ses emplois ». *Revue du Marché commun* (298), juin 86 : 330-340.

L'approfondissement du marché intérieur européen, la mise en œuvre d'une stratégie économique à moyen terme, la flexibilité et l'aménagement du temps de travail sont autant de préalables à la création d'emplois. Les décisions prises par la Communauté (mesures en faveur des jeunes, des chômeurs de longue durée, égalité des chances entre hommes et femmes, facilités et contrôle du travail intérimaire) vont dans le sens de la recherche d'une solution au problème du chômage dans la CEE mais elles sont nettement insuffisantes.

Economie et finances

Voir aussi : n° 4456

4644. « La banque en Europe ». *Eurépargne* (8-9), sept. 86 : 3-72.

Numéro spécial consacré au colloque tenu dans le cadre des XIIe journées d'études du Bischenberg les 23 et 24 mai 1986 sur la situation du marché bancaire en Europe.

4645. « Le développement de l'Ecu privé et la politique monétaire ». *Bulletin de la Banque nationale de Belgique* 61 (4), avr. 86 : 3-32 ; tabl.

Les conséquences que pourrait avoir pour le marché des changes une progression des contrats libellés en Ecu dans les relations commerciales internationales ; les implications d'un usage généralisé de l'Ecu en Europe pour la politique monétaire ; le cas particulier de la Belgique.

4646. DUBOUIS, Louis – « La déréglementation et le droit communautaire ». *Revue française de droit administratif* 2, juin 86 : 483-493.

L'intégration européenne joue, dans l'ensemble, en faveur de la disposition des réglementations étatiques qui entraînent la concurrence dans l'espace économique communautaire. Toutefois la CEE demeure un marché interétatique où la contrepartie à la suppression des barrières étatiques est le développement de réglementations communautaires. Leur bilan général est cependant favorable à la liberté des entreprises et des consommateurs.

4647. PERCEBOIS, Jacques – « La vulnérabilité énergétique de l'Europe : vers une montée des périls ? » *Economia delle fonti di energia* 29 (28), 1986 : 3-33 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Les efforts déployés en Europe depuis 1973 dans la lutte pour l'indépendance énergétique, la diversification et l'économie des sources d'énergie ont largement amélioré le bilan énergétique européen. Cependant, des faiblesses structurelles subsistent : ressources insuffisantes, manque d'une politique au niveau communautaire, risque de grêver l'indépendance industrielle pour obtenir celle de l'énergie.

Europe occidentale

Voir aussi : n° 4312, 4342, 4388, 4532

4648. HUTSEBAUT, Martin – « Développements des négociations collectives en Europe occidentale 1984 début 1985 ». *Revue du travail* 87 (1), janv. 86 : 1-13 ; tabl.

Les négociations ont porté principalement sur le maintien du pouvoir d'achat sur la question des droits syndicaux et sur la création d'emplois.

4649. JEANDON, Jean-Paul – « Quelle Europe pour l'audiovisuel ? » *Mediaspouvoirs* (3), juin 86 : 27-33 ; tabl. ; résumé en anglais.

Avec l'apparition de nouveaux supports, de nouveaux programmes, de nouveaux modes de programmation et de nouvelles formes de consommation les systèmes audiovisuels éclatent. Au niveau européen se pose la question de la place des sociétés nationales dans le paysage audiovisuel et de la marge de manœuvre de l'industrie audiovisuelle européenne. Il convient d'accélérer le décloisonnement des frontières nationales et des medias.

4650. KATZ, Jacob – « The Jewish response to modernity in Western Europe ». *The Jerusalem Quarterly* (38), print. 86 : 5-13.

Se libérer des attaches qui les lient à leurs communautés ancestrales, ou leur rester fidèles, telle est la question qui s'était posée aux membres des communautés juives d'Europe occidentale à l'arrivée de l'ère moderne. La majeure partie d'entre eux sont cependant restés fidèles à leurs traditions.

4651. SAFRAN, William – Islamisation in Western Europe : political consequences and historical parallels ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* (485), mai 86 : 98-112.

La situation des Turcs en Allemagne et celle des immigrés d'Afrique du Nord en France diffèrent sensiblement, du fait du passé colonial français et du mythe du retour en Allemagne, qui a permis d'accepter une situation jugée temporaire. Dans les deux pays, toutefois, l'appartenance des populations immigrées à l'Islam a été tenue pour un problème mineur. La comparaison avec l'immigration juive fait apparaître des différences fondamentales.

4652. ŠVEJCEZ, V.A. – « Social-demokratia i antivoennoe dvizenie v Zapadnoj Evrope » (La social-démocratie et le mouvement antimilitariste en Europe occidentale). *Voprosy istorii* (7), juil. 86 : 3-16 ; résumé en anglais.

L'assimilation des idées pacifistes par les sociaux-démocrates ouest-européens est un processus complexe et douloureux. Toute une série de facteurs et de contradictions influencent leur position : participation des gouvernements dirigés par eux à la course aux armements, participation ou non à un gouvernement, relations avec les partis communistes dans le mouvement pacifiste. Actuellement, les sociaux-démocrates de la majorité des pays d'Europe occidentale sont favorables au mouvement anti-militariste.

Europe orientale

Voir aussi : n° 4561, 4667

4653. BIZZOZERO, Lincoln J. – « Le droit économique des relations entre les pays socialistes européens et les pays d'Amérique latine ». *Revue des pays de l'Est* 27 (1), 1986 : 125-133.

Les échanges commerciaux entre l'Amérique latine et le CAEM restent limités en pourcentage. Sur le plan juridique, la prépondérance est donnée aux relations bilatérales, l'instrument le plus utilisé dans ce cadre étant les conventions commerciales. Les bases conventionnelles de ces relations sont : clause de la nation la plus favorisée, absence de préférence et de spécificité, égalité des pays signataires et concessions en matière de formes de paiement.

4654. MACGREGOR, Douglas A. – « Uncertain allies ? East European forces in the Warsaw Pact ». *Soviet Studies* 38 (2), avr. 86 : 227-247.

L'Occident s'interroge pour savoir si l'URSS peut compter avec certitude sur ses alliés du Pacte de Varsovie. Il est difficile de répondre, mais ce qui est certain c'est que les nouveaux cadres des armées des alliés de l'URSS ont été formés par des écoles militaires soviétiques et que de ce fait ils sont politiquement plus sûrs que leurs prédécesseurs.

4655. MIRONOV, U.K. – « Razvitie zakonodatel'stva o social' nom obespečenii v zanubežnyh socialističeskih stranah Evropy » (Le développement de la législation sur la Sécurité sociale dans les pays socialistes d'Europe). *Vestnik moskovskogo Universiteta. Seriâ pravo* (4), août 86 : 47-55.

Un historique des systèmes de Sécurité sociale des pays socialistes d'Europe depuis 1946 permet de dégager un certain nombre de principes constants d'application propres à tous ces pays : l'universalité, le caractère multiforme et la diversité, le niveau élevé d'assistance, enfin l'unité pour tous les travailleurs.

4656. MOND, Georges – « Information et désinformation à l'Est ». *Medias-pouvoirs* (3), juin 86 : 5-16 ; résumé en anglais.

Avec la pluralité de fait des sources d'information, la vraie guerre de notre temps devient celle de l'information, de la propagande et de ses nouvelles techniques de transmission et de diffusion. Pour les pays de l'Est, la nouveauté est aujourd'hui la fin du monopole exclusif de l'information et de son contrôle absolu par le pouvoir totalitaire.

4657. SAMPSON, Steven – « The informal sector in Eastern Europe ». *Telos* (66), hiv. 86 : 44-66.

L'omniprésence de l'administration et de la bureaucratie, loin d'interdire l'existence d'un secteur informel en Europe de l'est, a au contraire favorisé la création de réseaux parallèles qui permettent d'améliorer la vie quotidienne dans tous ses aspects, qu'il s'agisse du marché noir, des samizdats, et des réseaux de dissidents.

Pays en développement

Voir aussi : n° 4417, 4496, 4517, 4634, 4641

4658. Les investissements étrangers

a. « Promotion of direct investment in developing countries ». *Aussenwirtschaft* 41 (1), avr. 86 : 9-149 ; résumés en allemand.
Suite d'articles consacrés à l'investissement dans les pays en voie de développement, et en particulier à l'investissement privé étranger, à son importance, à sa protection, au rôle du FMI, aux risques politiques et aux multinationales.

b. RYRIE, William – «Increasing the flow of risk capital to developing countries ». *The Royal Bank of Scotland Review* (150), juin 86 : 3-16 ; tabl., graph.
L'afflux de capitaux étrangers vers les pays en développement est une condition nécessaire de leur développement économique, notamment en ce qui concerne le capital-risque. Ainsi l'Institut de financement international a joué un rôle déterminant au Brésil.

c. SHARMA, Basu – « Foreign capital and economic growth of developing countries : debt vs equity ». *Studies in Comparative International Development* 21 (1), print. 86 : 60-70 ; bibliogr.
Modèle économétrique permettant de comparer l'action des différents types de capitaux étrangers sur la croissance des pays en développement. Il apparaît que les investissements privés sont plus efficaces que la dette extérieure publique.

4659. « New technologies and Third World development ». *Vierteljahresberichte – Forschungsinstitut der Friedrich-Ebert Stiftung* (103), mars 86 : 3-101 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré aux effets de l'introduction de nouvelles technologies dans les pays du Tiers-Monde ; ceux-ci bénéficient de transferts de technologie qui favorisent leurs exportations ou, au contraire les menacent. Voir notamment : BRUNDENIUS, Claes : n° 4330.

4660. ALIMOV, U. – « Dviženie neprisoedineniâ v borbe za delo mira i progressa » (Le mouvement des non-alignés dans la lutte pour la cause de la paix et du progrès). *MEMO* (8), 1986 : 8-19 ; résumé en anglais.

Malgré les difficultés rencontrées dans son développement et les pressions exercées par les pays occidentaux, le Mouvement des pays non-alignés est resté une organisation solide. Le maintien de son unité et d'une activité diplomatique collective déterminent indiscutablement son influence dans le monde. La lutte pour la coexistence pacifique, pour le désarmement, reste la ligne directrice de son activité.

4661. AVRAMOVIC, Dragoslav – « Depression of export commodity prices of developing countries : what can be done ? » *Third World Quarterly* 8 (3), juil. 86 : 953-977 ; tabl.

En termes réels, les prix des produits de base exportés par le Tiers-Monde sont, en 1985, à leur niveau le plus bas depuis 1945. La baisse des recettes d'exportation a aggravé la crise de l'endettement extérieur. Dans l'immédiat, les PVD devraient développer entre eux le commerce compensé et coordonner la commercialisation de leurs produits. A long terme seulement, des actions sont envisageables au niveau international, sous l'égide de la Banque mondiale et des banques de développement.

4662. ELSENHANS, Hartmut – «Dependencia, Unterentwicklung und der Staat in der Dritten Welt » (Dépendance, sous-développement et l'Etat dans le Tiers-Monde). *Politische Vierteljahresschrift* 27 (2), juin 86 : 133-158 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Les obstacles à la croissance économique et au changement structurel de la société dans les pays du Tiers-Monde proviennent, entre autres, d'une mauvaise intégration de ces pays dans le marché mondial. Les pays en voie de développement devraient baisser radicalement leur cours du change pour parvenir au plein emploi. Les pertes de ressources de l'Etat conduiraient à un renforcement du rôle des classes dominantes.

4663. PETRAS, James ; ENGBARTH, Dennis – « Third World industrialization and its implications for the trade-unions ». *Development and Peace* 7 (1), print. 86 : 30-56 ; tabl. ; bibliogr.

Depuis deux décennies, la multiplication des industries de produits manufacturés dans les pays en développement témoigne de leur rapide industrialisation. Partout mais à des degrés divers, des mouvements syndicaux font leur apparition ; mais on est encore loin du militantisme.

4664. SAUTTER, Hermann – « Development through association with the world market and underdevelopment through dissociation ? A look back at dependency theory ». *Economics* 33, 1986 : 38-67 ; bibliogr.

Le phénomène de sous-développement est parfois justifié par l'idée de dépendance ; cette théorie est erronée. L'ouverture des pays du Tiers-Monde sur les marchés mondiaux donnerait une plus grande efficacité aux entreprises d'Etat. A cet égard, la Birmanie constitue un contre-exemple.

4665. SCHAEFER-KEHNERT, Walter ; VON PISCHKE, John D. – « Agricultural credit policy in developing countries ». *Savings and Development* (1), 1986 : 5-29 ; bibliogr. ; résumé en français.

Les politiques de crédit agricole témoignent de lacunes aussi évidentes que graves dans les pays en développement. Ceci se traduit par des systèmes de financement mal structurés et un recours excessif à l'Etat. De plus les organisations mises en place par les agriculteurs eux-mêmes sont inefficaces.

4666. WIONCZEK, Miguel S. – « Growth of military industries in developing countries : impact on the process of underdevelopment ». *Bulletin of Peace Proposals* 17 (1), 1986 : 47-58.

L'industrie de l'armement militaire fleurit dans tous les pays en développement ; par exemple, ceux-ci sont nombreux à approvisionner les deux belligérants dans la guerre irako-iranienne. Ceci est en complète contradiction avec le développement économique de ces pays et ne fait qu'accentuer leur sous-développement.

Pays occidentaux

Voir aussi : n° 4368

4667. L'OTAN

a. « The sentry at the gate ». *The Economist* 300 (7461), 30 août 86 *Focus :* 22 p.
Dossier consacré au front central de l'OTAN en Europe, à ses forces militaires et à sa stratégie.

b. OSLER HAMPSON, Fen – « NATO's conventional doctrine : the limits of technological improvement ». *International Journal* 41 (1), hiv. 86 : 159-188.
Le Général commandant les forces alliées de l'OTAN en Europe suggéra en 1982 d'orienter l'alliance atlantique vers les technologies nouvelles. Il s'agit par exemple d'un système tactique anti-missile et d'une troisième génération d'armes anti-chars. L'OTAN doit adopter ces nouvelles techniques pour des raisons à la fois tactiques et politiques.

c. SATTAR, Norman – « The US and Western Europe : issues old and new ». *Pakistan Journal of American Studies* 3 (2), sept. 85 : 86-99.
L'œuvre accomplie par l'OTAN en une trentaine d'années est remarquable. Des divisions commencent toutefois à fissurer ce bel édifice. Ce phénomène est dû à la multiplication des contacts avec les pays de l'Est et l'URSS.

4668. BISPHAM, John – « Growing public-sector debt : a policy dilemma ». *Quarterly Review – National Westminster Bank* mai 86 : 52-67 : tabl. ; bibliogr.

Même si on ne peut pas parler de crise à propos de l'endettement croissant du secteur public dans les pays développés, ce problème nécessite une solution rapide. La situation est toutefois stabilisée au Japon, en RFA et au Royaume-Uni.

4669. CHARTIER, Didier – « Evolution récente du marché international des capitaux ». *Bulletin du Crédit national* 13, 1er trim. 86 : 28-39 ; tabl.

Ce marché est caractérisé par la forte progression des émissions d'effets négociables au détriment des prêts de crédits bancaires syndiqués et par le fort développement des émissions à taux variable et des nouveaux instruments financiers.

4670. POLETAEV, A. – « Dolgosvocnye tendencii izmeneniâ normy probyli » (Les tendances à long terme de la dynamique du taux de profit). *MEMO* (8), 1986 : 30-44 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

Dans les années 70 et au début des années 80, pratiquement tous les pays capitalistes ont connu une aggravation des conditions de reproduction du capital et leur taux de profit est tombé à son niveau le plus bas depuis la fin de la guerre. L'analyse de la dynamique à long terme de la rentabilité du capital permet d'arriver à la conclusion que la baisse du taux de profit dans la période d'après-guerre a déterminé pour beaucoup l'ampleur et la durée des crises économiques des dix dernières années.

III
ÉTUDES GÉNÉRALES, MONDIALES OU INTERNATIONALES

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 4505

4671. « International terrorism : in search of a response ». *Great Decisions* 1986 : 35-44 ; bibliogr.

Selon le gouvernement des Etats-Unis, plus de 8 000 actes graves de terrorisme international ont eu lieu dans le monde depuis 1968, mais, selon une source privée américaine, plus de 22 000 cas de terrorisme international et national ont été enregistrés depuis 1970. La lutte contre les terroristes, qui sont souvent formés et armés par certains Etats ne peut être menée avec quelque chance de succès que si une coopération internationale efficace s'établit.

4672. « Public policy and government structures ». *International Political Science Review* 7 (1), 1986 : 5-104 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en français.

Numéro spécial : quelles structures gouvernementales garantissent le mieux l'efficacité des politiques publiques ? Quel est l'impact de ces structures sur les politiques publiques ?

4673. ADIBEKOV, G.M. – « Voprosy sovremennoj politiki kompartij kapitalističeskih stran v profsoûznom dviženii » (Les problèmes de la politique actuelle des partis communistes des pays capitalistes à l'égard du mouvement syndical). *Voprosy istorii KPSS* (5), mai 86 : 107-121.

Tenant compte des impératifs de la lutte des classes actuelle, les partis communistes des pays capitalistes développés mènent une politique d'union à l'égard des organisations de masse des travailleurs et encouragent l'indépendance de classe.

4674. BROWNE, Eric C. et al. – « The process of cabinet dissolution : an exponential model of duration and stability in Western democracies ». *American Journal of Political Science* 30 (3), août 86 : 628-650 ; tabl. ; bibliogr.

L'étude de la longévité des gouvernements et des causes de leur renversement dans les démocraties occidentales, remet en cause les précédentes recherches qui établissaient une corrélation entre leur longévité et la force de la coalition au pouvoir. Il s'avère en effet que la chute des gouvernements tient à des situations de crise absolument imprévisibles. Elaboration d'un système de modélisation.

4675. DOWLING, Ralph E. – « Terrorism and the media : a rhetorical gender ». *Journal of Communication* 36 (1), hiv. 86 : 12-24 ; bibliogr.

L'idée d'une action concertée des médias pour refuser de couvrir les actions terroristes est impossible à réaliser et repose sur une méconnaissance des causes du terrorisme et de la « rhétorique » qu'il utilise.

4676. FREDDI, Giorgio – « Governabilità democratica e razionalità amministrativa ». *Rivista trimestrale di scienza della amministrazione* 33 (1), 1986 : 7-55 ; résumé en anglais.

Le rapport politique-administration est un constant dilemme : pour se développer, la démocratie ne peut se passer d'une bureaucratie efficiente, et rompre ainsi avec sa légitimité de base électorale. Proposition d'un modèle idéal, où une congruence maximale entre le domaine politique et la rationalité administrative permettrait de rapprocher ces tendances antinomiques.

4677. MASTROPAOLO, Alfio – « L'Etat ou l'ambiguïté. Hypothèses pour une recherche ». *Revue française de science politique* 36 (4), août 86 : 477-495 ; résumé en anglais.

L'analyse des différentes formes étatiques montre l'ambiguïté de l'Etat moderne, que la crise est une crise de modèle et qu'elle conduit à des alternatives de conceptions fortes du politique, telles que charisme, repersonnalisation du pouvoir, valorisation de certains courants (sociobiologie, éthologie, néocorporatisme et darwinisme social).

Relations internationales

Voir aussi : n° 4392

4678. L'armement nucléaire

a. «" Star wars " and the Geneva talks : what future for arms control ? » *Great Decisions* 1986 : 15-24 ; graph. ; bibliogr.
Depuis leur ouverture, le 12 mars 1985 à Genève, les négociations américano-soviétiques sur le contrôle des armements n'ont pratiquement pas fait de progrès, car la question de la « guerre des étoiles » semble tout bloquer. A l'offre soviétique d'effectuer de sérieuses coupes dans leurs armes nucléaires offensives si les Etats-Unis renoncent à l'IDS, l'administration Reagan a répondu que les recherches sur l'IDS ne violent aucun traité et que l'IDS n'est pas négociable.

b. ALLISON, Graham et al. – « The owl's agenda for avoiding nuclear war ». *The Washington Quarterly* 9 (3), été 86 : 45-58 ; tabl.
La principale cause d'une guerre nucléaire pourrait être une combinaison de choix délibérés, d'accidents et de méconnaissance des conséquences des décisions prises. Il faut, pour éviter ce risque, mettre l'accent sur la prévention, instaurer des discussions avec l'Union soviétique pour limiter la mauvaise interprétation des décisions. En fait, choisir une troisième voie entre celle des faucons et des colombes : celle de la chouette.

c. POWER, Paul F. – « The mixed state of non-proliferation : the NPT review conference and beyond ». *International Affairs* 62 (3), été 86 : 477-491.
La 3e Conférence de réexamen du traité de non-prolifération des armes nucléaires (Genève, août 85) a abouti à l'adoption d'une déclaration finale, ce qui n'avait pas été possible en 1980. Aucun accord n'a été réalisé sur l'interdiction des essais nucléaires et les grandes puissances étaient convenues auparavant de ne pas étaler pendant la Conférence leurs conflits sur le contrôle des armements nucléaires.

d. TORNETTA, Vincenzo – « Il negoziato strategico fra le superpotenze e l'Europa ». *La communità internazionale* 41 (2), 2e trim. 86 : 181-195.
La reprise des négociations stratégiques internationales depuis mars 1985 revêt de nombreux aspects nouveaux : changement de leader en Union soviétique, affirmation de la seconde présidence Reagan, prise en compte de la dimension spatiale, participation des puissances occidentales, proposée par Gorbatchev, le 15 janvier 1986.

4679. GUILLAUME, Gilbert – « La codification en droit international ». *Revue juridique et politique* 40 (3-4), juin 86 : 875-887.

La CDI et la CNUDI, organes des Nations-Unies chargés du développement et de la codification du droit international, ont réalisé une œuvre importante mais rencontrent des difficultés croissantes dues à la nécessité d'obtenir un consensus de tous les Etats sur des normes de droit touchant des domaines du droit de plus en plus évolutif. Voir aussi, pp. 861-874 : PERRIN, Georges : « La codification et le développement progressif du droit international ».

4680. REYMOND, H. ; MAILICK, S. – « The international civil service revisited ». *Public Administration Review* 46 (2), avr. 86 : 135-143 ; tabl.

Les services civils internationaux, tels que le système des Nations Unies, ont à faire face à un certain nombre de problèmes majeurs. Le passage en revue de ceux-ci révèle la nécessité de renforcer l'indépendance et l'intégrité des services internationaux et de résister aux ingérences politiques. Enfin, les politiques devraient mieux refléter les modifications provenant de la diversification continue et de la décentralisation croissante des activités de l'organisation.

4681. RITTBERGER, Volker – « Zwischen Weltregierung und Staatenanarchie – UN und internationale Friedenssicherung » (Entre un gouvernement mondial et l'anarchie des Etats – Les Nations Unies et le maintien international de la paix). *Gegenwartskunde* 35 (2), 1986 : 153-168.

Après 40 ans d'existence, les Nations Unies vivent une sorte de malaise et leurs organes n'ont toujours pas la priorité par rapport à ceux des Etats membres. Cependant, les interactions d'intérêt au niveau mondial, les conséquences des techniques nouvelles de communications augmentent le besoin générale de régulation au niveau international. Il en est de même en ce qui concerne la politique de la sécurité. Si les Nations Unies ne sont pas une police mondiale, l'interdiction d'utiliser la force reste la priorité numéro un et les Nations Unies ont diverses activités tendant à régler les conflits de façon pacifique.

Vie culturelle et scientifique

Voir aussi : n° 4675

4682. « Religion in world politics : why the resurgence ? ». *Great Decisions* 1986 : 75-85 ; bibliogr.

Depuis quelques années, la religion joue un rôle très important dans la vie politique de certains pays musulmans, depuis le triomphe de Khomeini en Iran, et de certains pays catholiques, depuis l'intronisation du Pape Jean-Paul II et l'apparition de la théologie de la libération. Pour différentes raisons, on assiste presque partout dans le monde à une renaissance de la religiosité.

4683. « Sécurité des réseaux ». *L'informatique professionnelle* (44), mai 86 : 78 p.

Suite d'articles sur les risques de piraterie informatique et les moyens à mettre en œuvre pour les éviter ; les problèmes particuliers des systèmes en réseau particulièrement vulnérables.

4684. BORIŠPOLEC, K.P. ; SULTANOV, Š.Z. – « Koncepcii i metody prikladnyh issledovanij etnopolitičeskih processov v razvivaûsihsâ stranah » (Conceptions et méthodes des recherches appliquées sur les processus ethno-politiques dans les pays en voie de développement). *Sovetskaâ etnografiâ* (3), juin 86 : 24-35 ; résumé en anglais.

En dépit du nombre important de leurs travaux et de l'intérêt croissant que suscite l'étude des problèmes ethno-politiques des pays en voie de développement en Occident, les politologues bourgeois n'ont pas réussi à élaborer une méthode d'analyse efficace et complexe. Les conclusions de leurs travaux ne peuvent, de ce fait, qu'être partielles.

4685. JOYNER, Christopher C. ; LAWSON, Scott A. – « The United States and UNESCO : rethinking the decision to withdraw ». *International Journal* 41 (1), hiv. 86 : 37-71.

Depuis la fin de l'année 1984, les Etats-Unis ne sont plus membres de l'UNESCO. La discorde américaine tient notamment à l'élargissement croissant de l'UNESCO qui échappait désormais à la domination américaine. Malgré le retrait de Washington, l'organisation demeure indispensable.

Questions sociales

4686. « Historical traditions and patterns of modernization and development ». *The Jerusalem Quarterly* (38), print. 86 : 3-144.

Numéro spécial consacré aux traditions historiques et aux modèles de modernisation et de développement de différents peuples, et en particulier du peuple juif. Voir notamment : KATZ, Jacob : n° 4650 ; LISSAK, Moshe : n° 4504 ; BEN-PORATH, Yoram : n° 4503 ; SCHNAPPER, Dominique : n° 4428 ; EISEN, Arnold M. : n° 4374 ; KUŠHNER, David : n° 4583.

4687. L'immigration

a. « From foreign workers to settlers ? Transnational migration and the emergence of new minorities ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* (485), mai 86 : 12-166.
Numéro consacré à tous les aspects de l'immigration : immigration provisoire d'une main-d'œuvre d'appoint attachée au mythe du retour, immigration définitive et ses problèmes d'assimilation. Les problèmes posés et les politiques adoptées en Europe de l'Ouest et aux Etats-Unis, le point de vue des pays d'origine : l'exemple de la Turquie. Voir notamment : SCHMITTER HEISLER, Barbara : n° 4312 ; SAYARI, Sabri : n° 4585 ; SAFRAN, William : n° 4651 ; HOLLIFIELD, James F. : n° 4311 ; PETERS, Guy ; DAVIS, Patricia K. : n° 4482 ; BACH, Robert L. : n° 4399.

b. LEIBOWITZ, Arnold H. – « Comparative analysis of immigration in key developed countries in relation to immigration reform and control legislation in the United States ». *Human Rights Law Journal* 7 (1), 1986 : 1-73.
La législation sur l'immigration clandestine en France, RFA, Australie et au Canada ; comparaison avec les projets de réforme de la législation américaine.

4688. « Industriegesellschaft im Wandel » (La société industrielle en mutation). *Gewerkschaftliche Monatshefte* 37 (6), juin 86 : 321-379 ; tabl.

Numéro spécial consacré aux mutations de notre société : le rôle des syndicats dans la société, la place croissante des forces d'innovation scientifique et technologique, les techniques d'information et de communication, leur conséquence sur l'emploi.

4689. ACCORNERO, Aris ; MAGNA, Nino – « Il lavoro dopo la classe ». *Stato e mercato* (2), août 86 : 253-270 ; bibliogr. ; résumés en anglais.

La crise de l'identité ouvrière et l'obsolescence du concept de sa centralité sont dues à l'avènement d'une société néo-industrielle, mais aussi à l'éclatement d'un sujet social dont l'homogénéisation pragmatique par l'idéologie marxiste ne se justifie plus.

4690. PAMPEL, Fred C. ; TANAKA, Kazuko – « Economic development and female labor force participation : a reconsideration ». *Social Forces* 64 (3), mars 86 : 599-619 ; tabl. ; bibliogr.

Le développement industriel d'un pays contribue dans un premier temps à exclure les femmes de la population active, puis dans un second temps, lorsqu'il s'accroît, favorise l'emploi des femmes.

4691. REISSERT, Bernd et al. – « Eine Strategie zur Beseitigung der Massenarbeitslosigkeit » (Stratégie pour la suppression du chômage de masse). *Aus Politik und Zeitgeschichte* (23), 7 juin 86 : 3-21 ; tabl.

Les stratégies de lutte contre le chômage ne doivent pas exclusivement reposer sur la croissance économique. Elles doivent directement augmenter le nombre des emplois. Pour cela, il existe deux moyens : le partage du temps de travail entre travailleurs et chômeurs et l'extension des emplois financés par l'Etat.

4692. SCHARPF, Fritz – « Strukturen der post-industriellen Gesellschaft, oder : Verschwindet die Massenarbeitslosigkeit in der Dienstleistungs-

und Informations-Ökonomie ? » (Les structures de la société post-industrielle, ou : le chômage de masse disparaît-il dans l'économie de services et d'information ?) *Soziale Welt* 37 (1), 1986 : 4-24 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Le tertiaire peut-il aider à résorber le chômage ? La productivité du travail des services orientés vers les consommateurs est relativement basse. Mais dans le domaine de l'information, la productivité peut être augmentée par la séparation possible entre production et consommation. Seuls les Etats-Unis et la Suède ont trouvé une voie pour leur politique de l'emploi dans le tertiaire.

4693. SCHULTHEIS, Michael J. « Les réfugiés dans le monde ». *Etudes* 365 (3), sept. 86 : 149-162.

Actuellement, les principales migrations de réfugiés sont dues à l'action directe ou indirecte de forces extérieures aux pays d'origine et concernent surtout les pays en voie de développement. Des obstacles juridiques, politiques et économiques semblent paralyser la communauté internationale dans sa recherche de solutions pour ces dix à quinze millions de réfugiés.

Economie et finances

4694. « Aerospace ». *Financial Times*, 26 août 86 : 20 p.

Bilan de l'industrie aéronautique mondiale par pays.

4695. Les déchets radio-actifs

a. « Gestion des déchets radio-actifs ». *Bulletin – Agence internationale de l'énergie atomique* 28 (1), print. 86 : 5-36.
Suite d'articles : les problèmes de stockage et de sûreté radiologique des dépôts de déchets, particulièrement des dépôts dans le fond des mers.

b. MOORE, John Norton – « Considering an international subseabed waste repository ; rational choice and community interest ». *The Washington Quarterly* 9 (3), été 86 : 115-134.
L'utilisation des fonds sous marins pour le stockage des déchets nucléaires pourrait – si les études de faisabilité sont positives et prouvent son innocuité – présenter des avantages économiques, pour tous les pays, politiques (limitation de la prolifération nucléaire), pour la protection de l'environnement. Il est de l'intérêt de tous les pays d'étudier très sérieusement cette possibilité. La London Dumping Convention malgré certains inconvénients, pourrait servir de cadre à cette étude.

4696. L'industrie électronique

a. LEPINAY, Agnès – « Les groupes de l'électronique grand public : à la croisée des chemins ». *Revue d'économie industrielle* (36), 2e trim. 86 : 71-81 ; tabl., graph ; résumé en anglais.
Les firmes du secteur des composants sont à un tournant de leur histoire. Les groupes japonais doivent faire face à la montée des tendances protectionnistes venant des Etats-unis et d'Europe. Quant aux firmes de télécommunications, l'impératif pour tous les groupes est de trouver de nouveaux marchés et de développer des accords entre firmes.

b. LEVEAU, Catherine – « L'industrie informatique en 1984-1985 : des mutations dans la continuité ». *Revue d'économie industrielle* (36), 2e trim. 86 : 82-90 ; tabl. ; résumé en anglais.
En dépit de quelques mutations, le marché mondial de l'informatique ne s'est pas fondamentalement modifié : IBM continue à dominer le marché, mais différentes stratégies sont mises en œuvre par les autres firmes pour lui résister. Tous les groupes essaient de privilégier la synergie informatique-télécommunications et la normalisation des réseaux par de multiples accords et projets de développement conjoints.

4697. Le marché pétrolier

a. AYOUB, Antoine – « Evolution du marché pétrolier : de l'intégration verticale à la décentralisation ». *Revue de l'énergie* 37 (381), mars 86 : 81-88 ; tabl., graph. ; bibliogr.
A une époque où l'intégration des activités pétrolière était la règle a succédé une époque marquée par la décentralisation et la création de nouveaux marchés de pétrole brut.

b. « Can we afford cheap oil ? » *The Washington Quarterly* 9 (3), été 86 : 137-164.
Trois articles consacrés aux conséquences de la chute du prix du pétrole sur la sécurité de l'approvisionnement en énergie des pays industrialisés, sur l'économie des pays importateurs et exporteurs, Mexique notamment.

c. KHADER, Bichara – « L'OPEP, un malade plein d'énergie ». *Etudes internationales (Tunis)* (2), juil. 86 : 34-62 ; tabl.
Après une période particulièrement faste entre 1973 et 1980, s'est ouverte une période marquée par un retournement du marché pétrolier illustré par l'imposition du système de quota entre les producteurs et par l'érosion des prix pétroliers qui ont baissé au-delà de toutes les prévisions des spécialistes. Cette situation est préoccupante pour les pays de l'OPEP, qui doivent agir de concert pour éviter à la fois les chocs pétroliers et l'effondrement des prix.

4698. « Politiche di rientro dall'inflazione ». *Rivista milanese di economia. Serie quaderni* (11), [1986] : 5-143.

Suite d'articles consacrés aux problèmes de politique économique liés au reflux actuel de l'inflation. Voir notamment : GILIBERT, Pier Luigi et al. : «Bilancio pubblico e inflazione » ; GRAZIANI, Augusto : « I fattori strutturali dell'inflazione » ; ELTIS, Walter : « La strategia anti-inflazionistica del governo Thatcher » ; CASTRONOVO, Valerio : « La politica deflazionistica italiana nel secondo dopoguerra » ; LOMBARDINI, Siro : « Economia e politica nai processi inflazioniistici ».

4699. Les systèmes économiques

a. [Mercato e morale]. *Biblioteca della libertà* (94), 1986 : 5-74 ; résumés en anglais.
Suite d'articles consacrés à l'éthique de l'économie de marché ; débat entre les deux approches du problème : indifférence vis-à-vis des conséquences sociales, fondée sur un a priori déontologique ou prise en compte de ces conséquences selon certains critères moraux.

b. WINIECKI, Jan – « Are Soviet-type economies entering an era of long-terme decline ? » *Soviet Studies* 38 (3), juil. 86 : 325-348 ; tabl., graph ; bibliogr.
Les économies à planification centralisée de type soviétique se sont déjà remises de périodes de difficultés, mais la crise économique actuelle, doublée par des problèmes d'endettement, de déficit des balances des paiements, d'inflation et de baisse du niveau de vie sont les signes que ces économies sont entrées dans une période de déclin à long terme.

4700. BARACCA, Angelo – « Quale energia ? » *Il ponte* 42 (3), juin 86 : 3-25.

Réflexion historique sur le choix de l'énergie nucléaire qui, malgré son aura mythique d'« énergie propre et illimitée » pourra difficilement faire oublier son « pêché originel ».

4701. DE STRYCKER, Cecil – « La moneta unica : oggi utopia, realtà in futuro ? » *Moneta e credito* 39 (154), 2e trim. 86 : 165-179.

Depuis la fin du système monétaire mondial, issu de Bretton Woods, en 1971, la contradiction fondamentale entre l'internationalisation croissante des marchés monétaires et financiers et la persistance des monnaies nationales appelées à jouer des rôles internationaux, en particulier le dollar, a créé le désordre actuel, auquel toutes les tentatives d'harmonisation n'ont pu remédier. L'existence d'une monnaie unique serait la solution du problème. Conditions et conséquences.

4702. FONTAGNE, Lionel – « Délocalisation des avantages spécifiques et impartition internationale : le cas de l'industrie automobile ». *Revue d'économie industrielle* (36), 2e trim. 86 : 42-52 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'analyse de la stratégie internationale des firmes de l'industrie automobile permet de confirmer les thèses de la délocalisation des avantages spécifiques et de l'extension du phénomène d'impartition internationale.

4703. JOSSA, Bruno – « Considerazioni su di un " tipo ideale " di cooperative di produzione ». *Studi economici* 41 (28), 1986 : 3-22 ; résumé en anglais.

Entre les deux types de coopératives de production, celles où le capital est rétribué séparément du travail, et celles où le revenu est redistribué sans distinction, c'est le premier type qui modifie le plus profondément les relations capital-travail, en transformant le travail en réel facteur de production, fournissant un revenu résiduel. Ce type de gestion implique le financement par l'Etat.

Aménagement et urbanisme

4704. CROSTA, Pier Luigi – « Il piano urbanistico tra intenzione e azione ». *Stato e mercato* (2), août 86 : 271-292 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

La planification urbaine doit se détacher de la problématique « connaissance/décision » pour adopter celle de « l'intention/action » et devenir ainsi un système d'interaction multiple.

4705. FIALA, Robert ; KAMENS, David – « Urban growth and the world polity in the nineteenth and twentieth centuries : a research agenda » *Studies in Comparative International Development* 21 (1), print. 86 : 23-35 ; bibliogr.

Bien que l'action politique ait eu un rôle déterminant sur la croissance urbaine, cette interaction a été délaissée par les chercheurs qui se sont surtout employés à mettre en évidence l'action des processus économiques.

4706. WEBSTER, F.V. – «Transports in towns. Some of the options ». *Journal of Transport Economics and Policy* 20 (2), mai 86 : 129-152 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en allemand et en français.

En milieu urbain, tout pousse aujourd'hui à l'utilisation de véhicules personnels au détriment des transports publics. Un des aspects de la politique urbaine vise précisément ceux qui n'ont pas accès au transport personnel ; il s'agit notamment d'accentuer le caractère de service public des transports en commun.

Relations économiques internationales

4707. BERNDT, Rainer ; GADEN, Kerstin – « Zur Verschärfung des Protektionismus in den internationalen Wirtschaftsbeziehungen des gegenwärtigen Kapitalismus » (Le renforcement du protectionisme dans les relations économiques internationales du capitalisme actuel). *Wirtschaftswissenschaft* 34 (6), juin 86 : 897-906.

Le protectionisme des pays industriels capitalistes se fait au profit des monopoles internationaux les plus forts et des Etats impérialistes. Les principales mesures visent le commerce extérieur (livraisons, paiements). Le nouveau protectionisme se fonde sur des restrictions plus fines s'appliquant à des domaines de plus en plus variés, dont le but est la discrimination entre Etats.

4708. KEBSCHULL, Dietrich – « Developing countries and protectionism ». *Economics* 33, 1986 : 7-20 ; tabl.

La résurgence de pratiques protectionnistes compromet le développement des pays du Tiers-Monde, fondé sur l'intégration économique mondiale. Les pays industriels doivent prendre conscience de cet obstacle et éviter des comportements tels que ceux qui ont dicté les accords multifibres.

4709. TEDESCHI, Jardena – « Il commercio internazionale di termo elettromeccanica strumentale, con particolare riferimento al caso italiano ». *Economia delle fonti di energia* 29 (28), 1986 : 121-174 ; tabl. ; résumé en anglais.

Le commerce international des biens d'équipement pour l'industrie électrique est caractérisé par la présence de grands exportateurs (RFA, Etats-Unis, Japon, France, Royaume-Uni, Italie) qui couvrent leur demande domestique et sont contraints, par la stagnation de la demande internationale depuis 1978, à une forte compétition, dont le Japon et l'Italie sont les leaders.

4710. TOSI, Dario – « Sulle principali tendenze del commercio Est-Ovest nel 1985 ». *Est-Ovest* 17 (1-3), 1986 : 7-25 ; tabl. ; résumé en anglais.

Les tendances du commerce Est-Ouest en 1985 : léger ralentissement ne remettant cependant pas en question l'amélioration globale ; surplus à l'exportation des pays de l'Est, bien que la rigueur de l'hiver 1985 ait ralenti la production et le transport des exportations vers les pays de l'OCDE.

4711. UŠAKOV, V. – « Mežimperialističeskie protivorečiâ v valutnoj sfere » (Les contradictions interimpérialistes dans le domaine monétaire). *MEMO* (7), 1986 : 34-44 ; résumé en anglais.

Pour juguler leur inflation et financer leur énorme déficit budgétaire, les Etats-Unis ont pratiqué la hausse des taux d'intérêt sur les crédits à court terme. Cette politique de « l'argent cher » va à l'encontre des intérêts des autres pays capitalistes. Ces dernières années se sont d'ailleurs caractérisées par un aiguisement des contradictions monétaires internationales. Le Japon, la RFA, et surtout la France se sont prononcés pour une coordination de la politique monétaire internationale.

ISSN 0007-4071

- 8 JAN. 1987

FONDATION NATIONALE
des SCIENCES POLITIQUES
SALLE DE SCIENCE
ÉCONOMIQUE

BULLETIN ANALYTIQUE DE DOCUMENTATION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE CONTEMPORAINE

41e ANNÉE • 1986 • NUMÉRO - 12

ESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Publié mensuellement par la

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

sous la direction de Jean MEYRIAT
avec le concours
du Centre National de la Recherche Scientifique

RÉDACTION

27, rue Saint-Guillaume, PARIS VIIe — (1) 42-60-39-60

Prière d'envoyer à cette adresse
toute correspondance concernant la rédaction et les échanges,
ainsi que les périodiques en service de presse

Rédacteur en chef:
Nicole RICHARD

Rédacteurs:
Béatrice AUZOUY, Catherine BURESI,
Nadine DADA, Claudine EVEN,
Marie FERRAZZINI, Arlette GAUTIER,
Juan JORNET, Sylvie JOSSET,
Sylvie Le MOAL, Corinne Le ROCH,
Michèle MAUSSION, Geneviève MILLON,
Jean-Claude MOURET, Françoise PORTENSEIGNE,
Jacqueline PORTIER, Sylvie THORÉ

VENTES ET ABONNEMENTS

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

27, rue Saint-Guillaume, 75341 PARIS Cedex 07 FRANCE
Tél. 260-39-60 — C.C.P. PARIS 2467022 B

TARIF DES ABONNEMENTS 1986

FRANCE		*ÉTRANGER*	
Tarif normal institutions	*Tarif réduit* particuliers	*Tarif normal* institutions	*Tarif réduit* particuliers
550 F	290 F	575 F	320 F

Prix du numéro: 60 F

BULLETIN ANALYTIQUE DE
DOCUMENTATION
POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
CONTEMPORAINE

41e ANNÉE • 1986 • NUMÉRO – 12

Ce numéro est une sélection des articles des périodiques analysés entre le 19 septembre et le 22 octobre 1986 par le Centre de Documentation contemporaine.

I
ÉTUDES NATIONALES

Afghanistan

Voir aussi : n° 376, 1258, 1734, 1817, 3213, 4151, 5073

4712. BARRY, Michael – « L'Afghanistan entre Marx et le Coran ». *Politique internationale* (31), print. 86 : 145-166 ; résumés en anglais et en espagnol.

Confrontées aux atrocités commises par l'armée soviétique, la résistance et la population afghanes se trouvent dans une situation désespérée. Exaspérée par l'inertie et l'inefficacité de l'Occident qui refuse, craignant l'escalade, de fournir des armes anti-aériennes, la résistance est de plus en plus tentée par l'islamisme intégriste anti-occidental, ce qui serait pour elle un véritable suicide politique et hâterait la fin de toute aide occidentale.

4713. BARRY, Michael et al. – « International humanitarian enquiry commission on displaced persons in Afghanistan ». *Central Asian Survey* 5 (1), 1986 : 65-100 ; tabl., carte ; bibliogr.

Depuis le début de l'intervention militaire soviétique en Afghanistan, il y a cinq ans, un tiers de la population de ce pays s'est réfugié à l'étranger. On compte 2 800 000 Afghans au Pakistan, 1 500 000 en Iran, ce qui, avec les réfugiés dans les autres pays, fait un total de près de 5 millions de personnes. Voir à la suite, PHILIPS, Peter : « A Soviet estonian soldier in Afghanistan ».

4714. GIBBS, David – « The peasant as counter-revolutionary : the rural origins of the Afghan insurgency ». *Studies in Comparative International Development* 21 (1), print. 86 : 36-59 ; bibliogr.

© Fondation nationale des sciences politiques, 1986

Souvent à l'avant-garde des mouvements révolutionnaires, la paysannerie constitue au contraire en Afghanistan, le bastion de la contre-révolution. Cette situation s'explique par la caractère archaïque de l'agriculture, qui n'est pas orientée sur le commerce, par la faiblesse de l'Etat, qui délègue ses pouvoirs aux élites locales par l'implantation exclusivement urbaine du People's Democratic Party of Afghanistan, qui a laissé l'Islam étendre son influence dans les campagnes.

4715. ROY, Olivier – « Kaboul, la sinistrée ». *Autrement. Série mutations* (83), oct. 86 : 66-75.

Kaboul en état de guerre ne mène pas la vie d'une ville assiégée, elle reste une place économique et financière importante. Bien que la soviétisation de l'administration et de le vie sociale soit réelle, elle reste superficielle : la résistance est bien implantée, et l'économie et le commerce échappent à la mainmise du régime. Voir à la suite, pp. 76-84 : VELTER, André et al. : « Bazars : état des lieux ».

Afrique du Sud (Rép.)

4716. « Le cinéma sud-africain est-il tombé sur la tête ? » *L'Afrique littéraire* (87), 1986 : 3-128 ; tabl., cartes.

Numéro spécial consacré à un panorama du cinéma sud africain. Voir notamment : TOMASSELLI, Keyan : « L'évolution du cinéma sud-africain » ; IDEM : « Les cinémas " noirs " de l'Afrique du Sud » ; PRETORIUS, William : « La télévision, la comédie et le film afrikaans » ; STEENVELD, Lynette : « Les documentaires de propagande » ; TOMASELLI, Keyan : « Le cinéma anti-apartheid à l'extérieur ».

4717. « Coalition pour la démocratie en Afrique du Sud ». *Monde diplomatique* 33 (390), sept. 86 : 3-8.

Malgré les possibilités de contrevenir à l'embargo les troubles politiques internes, le désordre des affaires et le recours aux sanctions économiques de la communauté internationale sont autant de pression pour amener une négociation en Afrique du Sud.

4718. RAYAPEN, Lewis C.A. et al. – « South Africa : constitutional change or violent revolution ? » *International Journal on World Peace* 3 (2), juin 86 : 37-65.

L'apartheid est une forme de néo-colonialisme moralement condamnable. Mais ce ne sont ni la pression internationale ni l'agitation de la communauté noire qui y mettront fin, ce n'est que la prise de conscience par les Blancs d'Afrique du Sud qu'ils doient le faire, parce que leur destin dans le pays est lié à celui des Noirs. Cette voie du changement constitutionnel progressif ne se fera pas sans peine et sans courage.

Algérie

Voir aussi : n° 4866

4719. CHIKH, Slimane – « L'Algérie en Afrique ». *Revue algérienne des relations internationales* (2), 2e trim. 86 : 79-110 ; tabl.

L'Algérie a travaillé à faire respecter en Afrique le principe de la libération nationale en partipant à la lutte anticolonialiste et antiraciste ; d'autre part elle a eu une contribution positive aux différentes institutions de la coopération arabo-africaine et a réussi à passer de nombreux accords commerciaux avec différents partenaires africians.

4720. FARDEHEB, A. ; HAMEL, B. – « Algérie : système productif et choix économiques et sociaux alternatifs ». *Economie et sociétés* 20 (5), mai 86 : 171-207 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Pour faire face au retard économique qui la caractérise, l'Algérie indépendante tente à partir de 1963 de construire son propre système productif autonome. Sa politique économique est alors caractérisée par d'importantes transformations structurelles touchant l'agriculture et par l'engagement omniprésent de l'Etat

(nationalisations, investissements...). A la fin des années 70 et au début des années 80, le processus de développement se réoriente vers une intégration progressive dans le système capitaliste international ; la colonisation du capital tend à être aujourd'hui le principe devant (re) structurer l'économie et la société algérienne.

4721. PERVILLE, Guy – « L'élite intellecutelle, l'avant garde militante et le peuple algérien ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (12), déc. 86 : 51-58 ; résumé en anglais.

L'idéal populiste de la révolution algérienne n'a pas résisté à l'épreuve des faits : le « peuple » auquel on attribuait un rôle décisif se révèle l'enjeu passif d'une élite intellectuelle et d'une avant garde militante et si son adhésion est nécessaire, il convient de réhabiliter le rôle des personnalités et minorités agissantes.

Allemagne (Rép. démocratique)

4722. « Gessellschaftswissenschaften. Bilanz und Aufgaben » (Les sciences sociales. Bilan et tâches). *Einheit* 41 (8), 1986 : 681-735.

Suite d'articles consacrés aux résultats de la recherche en sciences sociales, au rôle de direction croissant de la classe ouvrière et de son parti, au rôle joué aussi par la philosophie et par l'histoire et aux exigences que doit remplir la recherche en sciences sociales dans les années à venir ; le Plan de recherche est fixé pour 1986-1990. Notamment « Zentraler Forschungsplan der marx istisch-leninistischen Gesellschaften der DDR 1986 bis 1990).

4723. KESSLER, Francis – « Introduction au droit des assurances sociales en République démocratique allemande ». *Allemagnes d'aujourd'hui* (97), sept. 86 : 17-35 ; tabl., graph.

Le droit des assurances sociales en RDA est un mélange du droit déjà existant en Allemagne, à la fin du XIXe siècle (distinction entre les ouvriers et les employés) et des principes du droit socialiste (absence d'assurance-chômage). Ainsi, toute la population est-allemande est assurée, aujourd'hui, auprès de l'assurance des ouvriers et des employés ou auprès de l'assurance nationalisée de la RDA, qui lui garantissent l'ensemble des prestations prévues par la Constitution est-allemande.

4724. LAVEAU, Paul – « Technique de pointe, robotique et initiative en RDA ». *Recherches internationales* (20), juin 86 : 29-46 ; résumés en anglais et en espagnol.

L'adoption massive des technologies de pointe en RDA tient à des conditions générales favorables, mais aussi à des pressions subies et des nécessités économiques incontournables. La greffe des robots sur l'économie de la RDA semble une réussite, vécue sans inquiétude, ni déchirement.

4725. SCHNEIDER, Gernot – « Die Lösung des Wohnungsfrage als soziales Problem in der DDR » (Résoudre la question du logement : un problème social en RDA). *Deutschland Archiv* 19 (7), juil. 86 : 735-745 ; tabl.

La question du logement figure depuis longtemps parmi les objectifs prioritaires en RDA. Après la guerre, la situation était catastrophique, aujourd'hui, on est en présence de grandes cités-dortoirs et il reste encore énormément de maisons trop vétustes pour être modernisées. La plupart du temps, même si les constructions avancent, on rogne sur la qualité. Tandis qu'il y a 13 ans le slogan était « à chacun son appartement », on parle aujourd'hui d'« espaces d'habitation adéquats ».

Allemagne (Rép. fédérale)

4726. FROMONT, Michel – « Radio et télévision en République fédérale d'Allemagne ». *Annuaire européen d'administration publique* (7), 1984 : 17-24.

Le système d'audiovisuel mis en place dans les années 50 s'inspirait largement de la BBC : établissements publics dans le cadre des Länder, indépendants du pouvoir politique et garantissant le pluralisme. Mais, l'extrême politisation des

organes directeurs de ces établissements et des journalistes eux-mêmes a géné le bon fonctionnement de la radio et de la télévision. Aujourd'hui, plusieurs Länder acceptent la coexistence du secteur public et du secteur privé, coexistence que prône la CDU.

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 5127

4727. Les verts

a. BODEMANN, Y. Michael – « The Green Party and the new nationalism in the Federal Republic of Germany ». *Socialist Register* 1986 : 137-157 ; tabl.
Depuis 1973, l'avancée politique des Verts en RFA est constante ; ils représentent aujourd'hui plus de 5 % de l'électorat ouest-allemand. Cette progression spectaculaire a pu se faire parce que ce parti a réuni tous les courants politiques présents dans le pays, depuis des décennies et que chaque courant l'a enrichi de son idéologie.

b. MENUDIER, Henri – « Qui sont les élus verts ? ». *Documents* (2), mai 86 : 17-22 ; tabl.
Le parti des Verts apparaît comme un ensemble aux tendances hétérogènes, dans lequel les « activistes » de l'extrême-gauche ont acquis une influence plus grande que leur importance numérique réelle dans le parti ne le laisserait penser.

4728. CLARKE, Susan E. ; MAYER, Margit – « Responding to grassroots discontent ». *International Journal of Urban and Regional Research* 10 (3), sept. 86 : 401-417 ; résumés en français, en allemand et en espagnol.

L'ampleur des mouvements politiques non organisés aux Etats-Unis et en RFA a amené les Etats à les considérer comme des groupes de pression ou à tenter de les structurer, et les partis politiques à intégrer leurs revendications au sein de leurs propres programmes.

4729. GARBE, Detlef – « Planning Cell and Citizen Report : a report on German experiences with new participation instruments ». *European Journal of Political Research* 14 (1-2), 1986 : 221-236 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Alors que les systèmes politiques assurent une gestion des affaires de plus en plus complexe, la participation des citoyens à la vie civique doit être aménagée. Depuis huit ans, des expériences ont été menées dans ce sens en RFA ; elles consistent à sensibiliser les citoyens aux questions publiques et à améliorer l'information du public sur la participation à la gestion des affaires publiques.

4730. GRAF, William – « Beyond social democracy in West Germany ? ». *Socialist Register* 1986 : 98-136.

En RFA, le parti social-démocrate domine la scène politique depuis 1945 ; ce n'est qu'en 1980, avec l'émergence des Verts, qu'une réelle alternative politique existe dans ce pays. Ceci est d'autant plus vrai que lorsque le SPD enregistre une défaite électorale, les Verts sont victorieux et vice-versa. L'avenir politique ouest-allemand dépendra du contenu des programmes proposés par ces deux partis.

4731. MURSWIECK, Axel – « Les politiques publiques en crise : les contraintes politiques et juridiques de l'action publique ». *Revue internationale des sciences sociales* 38 (2), juin 86 : 205-219 ; tabl.

Des contraintes politiques et institutionnelles pèsent de plus en plus lourdement sur l'élaboration de la politique gouvernementale en RFA. L'analyse future de l'action publique doit être envisagée dans une perspective nouvelle et intégrée, mettant en rapport la substance des politiques et l'analyse des processus de pouvoir.

4732. WILKE, Manfred : « Linksschwung. Die Bündnispolitik der DGB-Funktionäre » (Elan à gauche. La politique d'alliance des fonctionnaires de la fédération des syndicats allemands). *Die politische Meinung* 31 (227), août 86 : 56-65.

Sous la bannière de la « défense des intérêts des travailleurs » le syndicat DGB des fonctionnaires tient à jouer un rôle important dans la vie politique allemande.

On note pourtant depuis quelques années un glissement de plus en plus évident vers l'extrême gauche.

Questions sociales

Voir aussi : n° 5133

4733. HERRMANNSEN, Peter – « Wirtschaftskrise und Kündigungsschutz. Eine empirische Analyse der Kündigungsschutzverfahrens am Arbeitsgericht Oldenburg » (La crise économique et la protection du salarié lors du licenciement. Une analyse empirique de procédure de protection lors du licenciement du Tribunal du travail de Oldenburg). *Kritische Justiz* 19 (2), 1986 : 187-197 ; tabl.

La crise de l'emploi que connaît actuellement la RFA permet aux employeurs de remettre en cause les différentes mesures de protection dont bénéficient les salariés notamment lors d'un licenciement. Une étude des cas de licenciements jugés du tribunal d'Oldenbourg, entre 1980 et 1982, permet d'apprécier l'évolution de la procédure de licenciement (raisons du licenciement, quels groupes de salariés réclament le plus...) et l'effet des mesures de protection.

4734. HICKEL, Rudolf ; PRIEWE, Jan – « Nur mit Beschäftigungsprogrammen ist der Arbeitslosigkeit beizukommen. Qualitatives Wachstum durch aktive Arbeitsmarktpolitik » (On ne peut accéder au problème du chômage que par des programmes d'emploi. Croissance qualitative grâce à une politique active du marché du travail). *Blätter für deutsche und internationale Politik* 31 (3), mars 86 : 325-339 ; tabl.

L'Etat ouest-allemand freinant ses investissements, la demande globale de l'économie se trouve elle aussi ralentie ; de plus il n'y a pas de place pour des investissements privés. En outre, l'Etat néglige la croissance dans le domaine de la provenance publique (protection de l'environnement, économies d'énergie, infrastructures) et la stimulation de la consommation privée.

4735. OPIELKA, Michael – « Perspektiven von Arbeit und Einkommen in der Wohlfahrtsgesellschaft » (Perspectives du travail et des revenus dans la « Société Providence »). *Aus Politik und Zeitgeschichte* (36), 6 sept. 86 : 37-55 ; tabl.

L'analyse des fondements de l'Etat social en RFA (travail, propriété, famille, mariage) montre que la politique sociale de l'Etat est orientée vers la conservation de la « normalité ». Les Etats modernes semblables peuvent donc connaître une évolution vers la « Société Providence ». La politique de l'étatique doit devenir une « mix-policy » afin d'optimiser les performances des institutions sociales que sont la communauté, le marché et l'Etat. On pourrait imaginer un « plan à trois étages », ayant pour objectif la réalisation de trois droits fondamentaux : droit au revenu, droit à moins de travail et droit à des moyens de production propres.

Economie et finances

Voir aussi : n° 5205

4736. « Kleine und mittlere Betriebe und die Entwicklung strukturschwacher Regionen » (Les petites et moyennes entreprises et le développement des régions en retard structurel). *Raumforschung und Raumordnung* 44 (2-3), juin 86 : 57-123 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés aux différentes exigences des régions en retard structurel, au rôle des PME dans l'emploi régional, à la performance des PME suivant les régions, à leur capacité d'innovation, ainsi qu'à la politique industrielle locale pour les petites entreprises.

4737. « Reorganisationsverfahren bei Insolvenz eine Herausforderung an die Betriebswirtschaftslehre » (La procédure de réorganisation lors des faillites : un défi lancé à la gestion de l'entreprise). *Betriebswirtschaftliche Forschung und Praxis* (5), oct. 86 : 393-491 ; tabl. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré à la procédure de réorganisation lors des faillites : le sujet est d'actualité puisqu'il est question de modifier le droit de la faillite : faut-il préférer l'auto-administration ou l'administration par des personnes étrangères

à l'entreprise en faillite ? Quel statut donner aux créanciers ? Autant de questions qui sont prises en compte dans les propositions faites par la Commission pour le droit des faillites. Voir notamment : ARNOLD, Hans : « Das Reorganisationsverfahren im einheitlichen Insolvenzrecht. Die Vorschläge der Insolvenzrechtskommission » (La procédure de réorganisation dans le droit unifié de la faillite – les propositions de la Commission).

4738. BREDE, Helmut ; HOPPE, Ulrich – « Outline of the present status of the privatization debate in the Federal German Republic ». *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative* 74 (2), juin 86 : 205-229 ; tabl.

Le secteur public ouest-allemand est très diversifié aussi bien dans ses tâches et ses responsabilités que dans ses formes juridiques. Différents projets de privatisation sont à l'étude, principalement au niveau municipal, bien que le rôle des filiales et des entreprises fédérales et régionales ait été aussi souligné.

4739. HICKEL, Rudolf ; PRIEWE, Jan – « Die Finanzpolitik seit 1974 auf dem Prüfstand Argumente für ein umweltorientiertes Langzeit-Beschäftigungsprogramm » (Examen de la politique financière depuis 1974. Arguments pour un programme de l'emploi à long terme orienté sur l'environnement). *Aus Politik und Zeitgeschichte* (36), 6 sept. 86 : 3-15 ; tabl.

La stratégie du renforcement des forces de croissance de l'économie privée ne peut pas créer suffisamment d'emplois pour supprimer le chômage de masse. Le refus de programmes d'emploi ne peut pas venir de la pratique de la politique financière de la seconde moitié des années 70 : pendant cette époque, il n'y a pas eu de politique financière favorable à l'emploi. Un programme d'emploi keynésien doit être amorcé dans les communes ; les domaines d'action sont variés : protection de l'environnement, amélioration de l'approvisionnement en énergie, etc.

4740. VIOLA, Marie-Claude ; KNOCHELMANN, Michael – « L'intervention étatique dans un Etat fédéral : l'exemple de la RFA ». *Revue d'économie régionale et urbaine* (2), 1986 : 247-268 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Le système allemand est caractérisé par le passage d'un « Trennsystem », c'est-à-dire l'attribution de compétences et de recettes de façon séparée à chaque niveau de collectivités, à un « Verbundsystem » conduisant à l'intervention coordonnée et interactive des collectivités, dont la création de GA (réforme des finances de 1969). Le débat actuel est dominé par les thèses des partisans de la décentralisation.

Australie

Voir aussi : n° 4687, 5023

4741. BEILHARZ, Peter – « The Australian Left : beyond labourism ? » *Socialist Register* 1986 : 210-232.

Depuis une dizaine d'années, l'échiquier politique australien est bipartisan ; en 1972, était élu le premier gouvernement travailiste en Australie depuis 1945. L'évolution de la gauche australienne fait l'objet d'interprétations divergentes ; pour certains, elle n'aurait pas dépassé le stade du travaillisme, alors que pour d'autres, elle aurait déjà atteint celui de la social-démocratie.

4742. Mc LEAN, Ian ; RICHARDSON, Sue – « More or less equal ? Australian income distribution in 1933 and 1980 ». *The Economic Record* 62 (176), mars 86 : 67-81.

Une analyse de séries statistiques entre 1933 et 1981 montre que les inégalités sociales se sont réduites ; plus exactement il y a eu réduction du nombre d'individus aux deux extrémités de l'échelle sociale. Ces résultats sont encore plus évidents si l'on examine les revenus familiaux.

4743. MULLER, Wolfgang C. – « Issue transfer and symbolic legislation : a case study of the Australian Equal Treatment Act ». *European Journal of Political Research* 14 (1-2), 1986 : 63-80 ; tabl. ; bibliogr.

En Australie les décisions politiques émanent de deux milieux distincts : soit les partis politiques et le Parlement, soit un milieu corporatiste soumis aux groupes de pression. La crise a eu tendance à estomper cette distinction. La manière dont la loi sur l'égalité des salaires des hommes et des femmes fut élaborée et mise en œuvre, est particulière dans la mesure où l'intervention gouvernementale a été plus forte que les interventions corporatistes.

4744. NETTHEIM, Garth – « Justice or handouts ? Aborigines, law and policy ». *The Australian Quarterly* 58 (1), aut. 86 : 60-74.

Bilan de la politique australienne à l'égard des aborigènes, comparée à la législation internationale. La reconnaissance de leurs revendications doit être une décision de justice et non un acte de charité.

4745. PITCHFORD, J.D. – « The Australian economy : 1985 and prospects for 1986 ». *The Economic Record* 62 (176), mars 86 : 1-21 ; tabl., graph.

Les traits marquants de l'économie australienne en 1985 sont une croissance des taux d'intérêt réels, une dépréciation du taux de change, l'accroissement du déficit de la balance des comptes courants et un taux de croissance supérieur à celui des années précédentes. Les autorités doivent choisir entre la poursuite ou l'abandon d'une politique monétariste défavorable à une croissance soutenue.

Autriche

4746. BAUER, Johannes M. – « Grenzverschiebungun zwischen öffentlicher und privater Wirtschaft in Österreich 1970-1985 » (Changements de la limite ente l'économie publique et l'économie privée en Autriche de 1970 à 1985) *Journal für Sozialforschung* 26 (3), 1986 : 283-318 ; tabl. ; bibliogr.

Le déplacement de la limite marquant la différence entre « économie publique » et « économie privée » est marqué par le rapprochement dans les entreprises publiques des formes d'organisation et de comportement caractéristique de l'économie privée. Cependant, l'évolution économique en Autriche se distingue nettement de celle des autres pays européens : les privatisations sont rares.

4747. GEHMACHER, Ernst et al. – « Die Waldheim-Wahl Eine erste Analyse » (L'élection de Waldheim. Une première analyse). *Journal für Sozialforschung* 26 (3), 1986 : 319-331 ; tabl.

Dans l'élection de Kurt Waldeim, plusieurs éléments ont été déterminants : la personnalité du candidat, la campagne électorale, l'attitude de contestation de la classe ouvrière vis-à-vis du Parti socialiste autrichien et le passé nazi de Kurt Waldheim qui provoqua des réactions émotionnelles, liées au national socialisme, à l'antisémistisme et à la fierté nationale.

4748. PLATZER, Renate – « The privatisation debate in Austria ». *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative* 74 (2), juin 86 : 275-291 ; tabl.

Remettant en cause le système économique actuel, le projet de privatisation proposé en 1985 par le Parti conservateur autrichien est très critiqué, aussi bien par les économistes que par les différents partis et groupes de pression.

4749. SCHÄFFER, Heinz – « Radio et télévision en Autriche » *Annuaire européen d'administration publique* (7), 1984 : 37-64 ; bibliogr.

L'ORF est un établissement public, disposant d'une large autonomie, mais soumis à un contrôle étatique. Son Conseil d'administration assure une représentation pluraliste. Elle bénéficie d'un monopole légal d'émission. Mais les nouvelles technologies devraient amener une évolution du droit de l'audiovisuel autrichien.

4750. TICHY, Gunther – « Die österreichische Wirtschaftspolitik. Stärken und Schwächen » (La politique économique de l'Autriche. Forces et faiblesses). *Europäische Rundschau* 14 (2), 1986 : 41-54 ; bibliogr.

Si maints scandales ont fait perdre aux Autrichiens la confiance qu'ils avaient dans leur économie, il n'en reste pas moins que l'Autriche connaît un des taux d'inflation et de chômage les plus bas. Cette évolution économique est le résultat d'une excellente politique conjoncturelle, mais l'efficacité de cette politique austro-

keynésienne a été affaiblie par divers changements. Il s'agit aujourd'hui, entre autres, de pallier le manque d'efficience de la politique budgétaire afin d'augmenter l'impact des multiplicateurs dans l'économie.

Belgique

4751. [La codification du droit en Belgique]. *Revue juridique et politique* 40 (3-4), juin 86 : 768-827.

Suite d'articles. Voir notamment : HOEFFLER, Jacques : « L'avenir de la codification en Belgique » ; LAMBOTTE, Christian : « Les méthodes de la codification en Belgique » ; IDEM : « Une expérience : le Bureau de coordination du Conseil d'Etat de Belgique ».

4752. BAYAR, A. et al. – « Structure de l'emploi et du chômage en Belgique ». *Cahiers économiques de Bruxelles* (110-111), 3e trim. 86 : 155-182 ; tabl. ; bibliogr.

La photographie de l'emploi et du chômage se caractérise par l'importance relative des femmes dans l'emploi et le chômage, des jeunes dans le chômage et de la croissance de la durée du chômage. Ces données se retrouvent avec des nuances particulières dans chacune des régions belges.

4753. DELPEREE, Francis – « Radio et télévision en Belgique ». *Annuaire européen d'administration publique* (7), 1984 : 65-79.

La fédéralisation de l'Etat belge, en particulier dans le domaine culturel, a conduit à la création de 3 établissements publics : la RTBF francophone, la BRT flamande et un Centre belge pour la radio-télévision en langue allemande. Chacun de ces établissements est autonome, mais reste dans la mouvance des exécutifs communautaires. La gratuité du service public, jusque-là indiscutée, commence à être mise en cause, de même que le monopole public, qui n'est que très marginalement entamé.

4754. LIENARD-LIGNY, Monique – « A propos du code de la nationalité belge ». *Revue belge de droit international* 18 (2), 1985 : 649-671.

Le Code de la nationalité belge, entré en vigueur le 1er janvier 1985, s'inscrit dans une évolution internationale globale qui accorde une attention accrue aux individus, à travers la part faite à leur liberté et à leur égalité. Les solutions nouvelles devront nécessairement se répercuter sur le droit international privé belge.

4755. TAQUET, Colette – « La Belgique et le Cocom ». *Revue belge de droit international* 18 (2), 1985 : 713-738.

L'engagement qui lie la Belgique au Cocom échappe à la catégorie traditionnelle des obligations juridiques internationale. Il court-circuite la souveraineté parlementaire et tend à affranchir le pouvoir exécutif du contrôle démocratique en matière de politique extérieure.

Economie et finances

4756. « Les pratiques du commerce ». *Annales de droit de Louvain* 46 (1-2), 1986 : 3-116.

Numéro consacré à une étude des pratiques du commerce et de la concurrence en Belgique et à la législation actuellement mise en place pour les réglementer.

4757. BALASSE, Alain – « Analyse de la stabilité des résultats sectoriels dans l'industrie manufacturière belge 1977-1983 ». *Revue d'économie industrielle* (36), 2e trim. 86 : 25-41 ; graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'analyse statistique appliquée annuellement de 1977 à 1983, sur 19 secteurs d'activités de l'industrie manufacturière belge, fait apparaître le caractère permanent des divergences intersectorielles.

4758. DEHOUSSE, Franklin – « Les conflits budgétaires dans la réforme de l'Etat ». *Courrier hebdomadaire du CRISP* (1124-1125), 5 sept. 86 : 87 p.

Les controverses sur l'étendue des compétences nationales, communautaires et régionales dans le domaine budgétaire. La querelle suscitée par le financement

des secteurs économiques nationaux et par la loi du 5 mars 1984 relative à ce problème. La législation sur la prévention et le règlement des conflits de compétence dans le domaine budgétaire.

4759. ESCARMELLE, Jean-François ; HUJOEL, Luc – « Privatization and deregulation. Its implementation in Belgium ». *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative* 74 (2), juin 86 : 253-273.

En Belgique, les mesures liées à la privatisation d'entreprises publiques restent limitées. Le secteur des télécommunications offre un exemple original de double monopole unissant un monopole public dans le domaine du réseau à un monopole privé dans les industries des télécommunications.

Birmanie

Voir aussi : n° 1832, 3248

4760. ROTTIER, André – « L'union birmane en question ». *L'Afrique et l'Asie modernes* (148), print. 86 : 81-95.

Malgré le silence et le mystère entretenu par les autorités, on sait que la structure pluri-ethnique de l'Etat est à l'origine d'antagonismes raciaux et religieux ainsi que de revendications de minorités (Karen, Shans, Kachin).

4761. SOLA, Richard – « L'Islam en Birmanie ». *Afrique et l'Asie modernes* (150), aut. 86 : 16-33.

En dépit d'un certain nombre de crises l'Islam, minoritaire, et le bouddhisme ont cohabité en Birmanie où la Constitution prévoit le pluralisme des religions. S'il n'y a pas pour l'heure de problème spécifiquement musulman en Birmanie comme en Indonésie et en Malaisie, le renouveau islamique y paraît être beaucoup plus fonction de l'environnement international que de la situation intérieure.

4762. STEINBERG, David I. – « Burma in 1984 : unasked questions, unanswered issues ». *Southeast Asian Affairs* 1985 : 111-130 ; tabl.

Constitué sur le modèle des pays de l'Est, le système politique de la Birmanie est en contradiction avec les traditions du pays. L'année 1984 fait figure de période calme par rapport à 1983 ; mais la Birmanie n'a pas résolu en 1984 les problèmes qui se posent à elle.

Botswana

4763. DECRAENE, Philippe – « Le Botswana, entre la République sud-africaine et la ligne de front ». *Etudes* 364 (3), mars 86 : 303-311.

Démocratie exemplaire depuis 1966, le Botswana se distingue à bien des égards de beaucoup d'autres Etats africains, tant au niveau politique qu'au niveau économique. S'il est demeuré une oasis de stabilité au cœur d'une zone de turbulences politiques, le Botswana pourrait bien voir cette stabilité remise en cause par l'évolution de la situation en République sud-africaine et la décolonisation de la Namibie.

4764. HOLM, John D. ; MORGAN, Richard G. – « Coping with drought in Botswana : an African success ». *Journal of Modern African Studies* 23 (3), sept. 85 : 463-482.

La sècheresse, en Afrique, accuse les inégalités déjà existantes. Le gouvernement du Botswana semble accepter cet état de fait. La politique qu'il a mise en œuvre est toutefois un succès, dans la mesure où la contribution des institutions internationales fut relativement minime. Le texte essentiel de cette politique est le plan de 1982, pour les terres arables.

4765. MORRISON, Stephen – « Dilemmas of sustaining parastatal success : the Botswana Meat Commission ». *IDS Bulletin* 17 (1), janv. 86 : 30-38 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en espagnol et en français.

La Commission chargée de la viande au Botswana constitue un exemple très positif du succès que peut remporter une action gouvernementale en Afrique dans le domaine agricole. Toutefois, ce genre d'action est devenu de plus en plus difficile au Botswana.

Brésil

4766. DE MEIRA PENNA, Jose O. – « Brazil and moral equivalence » *Global Affairs* 1 (3), été 86 : 90-100.

Il est bien regrettable qu'au Brésil, l'opinion publique continue de croire à l'équivalence entre socialisme et capitalisme au lieu de parler de totalitarisme et de démocratie et qu'elle soit victime d'une guerre psychologique et d'une désinformation qui la pousse surtout à dénigrer les valeurs occidentales, car le Brésil, loin d'être membre du Tiers Monde ou des non-alignés est bien partie prenante du monde occidental.

4767. NEVES-XAVIER de BRITO, Angela – « Brazilian women in exile ; the quest for an identity ». *Latin Americain Perspectives* 13 (2), print. 86 : 58-80 ; bibliogr.

Les caractéristiques sociales du pays d'exil ont une influence profonde sur la formation d'une identité individuelle et collective des femmes exilées ; l'exemple de la France avec la création de la « Circulo de mulheres brasileiras in Paris » en est la meilleure preuve. La création de ces mouvements féministes influencera l'opposition brésilienne lors du retour de ces exilées.

4768. NUNBERG, Barbara – « Structural change and state policy : the politics of sugar in Brazil since 1964 ». *Latin American Research Review* 21 (2), 1986 : 53-92 ; tabl.

Le secteur de l'agriculture sucrière a connu de profonds bouleversements structurels au Brésil depuis 1984 : augmentation de l'échelle de production, investissements, rationalisation de la production... Parallèlement l'Etat brésilien a essayé d'augmenter son emprise sur ce secteur. La politique appliquée de 1964 à 1978 a fragilisé l'industrie agro-alimentaire.

Burkina Faso

4769. CHERLONNEIX, Bernard – « La voie burkinabé vers le socialisme ». *Le mois en Afrique* 22 (247-248), sept. 86 : 4-14 ; tabl. ; résumé en anglais.

Le gouvernement burkinabé dit n'avoir adopté aucun modèle étranger – politique ou économique. Cependant, toute l'économie est passée sous le contrôle de l'Etat. Ce dirigisme d'Etat n'a pas permis de lutter contre les dangers qui menacent le Burkina Faso : désertification, déboisement, famine, insuffisance du logement... Des mauvais résultats économiques et l'enthousiasme révolutionnaire s'émoussant, le gouvernement ne sera-t-il pas tenté d'utiliser tout l'appareil qu'il met en place pour obtenir par la force ce qu'il ne peut obtenir par sa propagande actuelle ?

4770. MARTIN, Guy – « Théologie et praxis dans la révolution populaire du 4 août 1983 au Burkina Faso ». *Genève Afrique* 24 (1), 1986 : 35-62 ; bibliogr. ; résumés en anglais et en allemand.

Le coup d'Etat du capitaine Sankara le 4 août 1983 a eu lieu dans des conditions sociales, politiques et économiques défavorables ; le régime mis en place a réussi à se maintenir car il a su mobiliser les masses populaires en faveur de sa politique, et créer sur cette popularité, un système de défense civile et militaire efficace destiné à défendre la Révolution.

4771. NIKIEMA, Aimé ; YOMABA, Salif – « L'organisation judiciaire au Burkina Faso et le destin de la Chambre constitutionnelle ». *Penant* 96 (791), oct. 86 : 287-301.

Par l'ordonnance du 26 avril 1984, la Cour Suprême du Burkina Faso, créée sur le modèle exact de l'institution française correspondante, a été remplacée par deux hautes cours. Le texte en question ne donne aucune précision concernant le sort de la Chambre constitutionnelle. Ce silence des textes juridiques et l'activité limitée de la Chambre posent la question de son utilité.

Cameroun

Voir aussi : n° 4274

4772. DIPANDA MOUELLE, Alexis – « Les techniques de codification au Cameroun ». *Revue juridique et politique* 40 (3-4), juin 86 : 297-306.

Les juristes ont opté pour deux techniques de codification du droit : la première tient compte des usages et coutumes du pays et crée un droit figé ; la seconde, d'après la jurisprudence, la doctrine et les résolutions de l'ONU donnent naissance à un droit dynamique susceptible de s'adapter au changement. Voir à la suite, p. 307-318 : MELONE, Stanislas : « La technique de la codification en Afrique : pratique camerounaise ».

4773. MELONE, Stanislas – « Les juridictions mixtes de droit écrit et de droit coutumier dans les pays en voie de développement. Du bon usage du pluralisme judiciaire en Afrique : l'exemple du Cameroun ». *Revue internationale de droit comparé* 38 (2), juin 86 : 327-346.

Le pluralisme judiciaire au Cameroun fonctionne mal. Pour être efficace, la réforme doit aboutir à l'éclosion d'un pluralisme judiciaire réaliste et intégré.

4774. MOUTARD, Gilbert – « Cameroun : quelle chance pour la politique du président Biya ? » *Afrique contemporaine* (139), sept. 86 : 20-35.

L'évolution politique et économique du Cameroun entre 1984 et 1986 prouve que le président Biya a réussi à maîtriser la situation et donner un ton plus libéral et démocratique à la vie économique et politique du Cameroun. Si l'économie est fragile mais saine, la clef du succès reste politique ; les revendications tiennent à la démocratie et aux libertés publiques. Si le multipartisme n'est pas pour demain, la démocratisation au sein du parti unique est sur la bonne voie.

4775. NGA NDONGO, Valentin – « Les enjeux d'une libéralisation de l'information au Cameroun ». *Le mois en Afrique* 22 (247-248), sept. 86 : 15-28 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

La « libéralisation » de l'information au Cameroun, préconisée par le Président Biya, est une révolution dans l'environnement médiatique africain. Cependant, sa réalisation concrète est freinée par les « traditions » : la censure n'a pas totalement disparu ; le manque de professionnalisme et l'absence de déontologie chez les journalistes existent toujours.

Canada

Voir aussi : n° 4862

4776. « Canadian agricultural economics and farm management society ». *Canadian Journal of Agricultural Economics* 33, juin 86 : 7-220 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial consacré à la gestion des exploitations agricoles au Canada, celle-ci est rendue difficile par une crise financière et une dégradation de l'enseignement agricole et un appauvrissement des sols.

4777. L'informatisation du service public

a. GODBOUT, Alain – « The assessment of organizational performance : the experience of office automation and bureaucracy ». *Optimum* 17 (1), 1986 : 7-33 ; tabl. ; résumé en français.
La mesure de l'impact de l'automatisation des bureaux dans le secteur public canadien soulève des problèmes d'évaluation ; par exemple, les informations dont on dispose sont très disparates. Finalement, l'introduction de la bureautique risque de décevoir les espoirs qu'elle avait suscités.

b. PARR, Jeff et al. – « Canada post and quality of work life : changing the prescription ». *Optimum* 17 (1), 1986 : 64-90 ; tabl. ; résumé en français.
La dégradation des relations du travail dans les postes canadiennes est devenue un fait connu de tous. Dans l'espoir d'une amélioration, les dirigeants de ces services ont élaboré des projets de qualité de la vie au travail dont le contenu est orienté sur la participation des travailleurs. Après une pause en 1982, le projet a été repris en 1984.

4778. AGOCS, Carol – « Affirmative action, Canadian style : a reconnaissance ». *Canadian Public Policy* 12 (1), mars 86 : 148-162 ; bibliogr. ; résumé en français.

Au Canada, une politique a été mise en place, notamment dans la fonction publique fédérale, tendant à lutter contre les inégalités professionnelles. Cette politique d'action positive n'a pas été suivie avec beaucoup d'énergie jusqu'ici.

Il faudrait sans doute la rendre plus coercitive, sans oublier qu'elle ne saurait être une panacée.

4779. DACKS, Gurston – « Politics on the last frontier : consociationalism in the Northwest territories ». *Canadian Journal of Political Science* 19 (2), juin 86 : 345-361 ; résumé en français.

Le Canada doit envisager prochainement un changement constitutionnel des territoires du Nord Ouest en raison de leur diversité ethnique. Pour mener à bien cette réforme, les voies les plus prometteuses semblent être la dévolution du pouvoir d'Ottawa au gouvernement local et le consociationalisme, car elles tiennent compte de la structure sociale et des intérêts fondamentaux des communautés de cette région.

4780. DAVIS, Anthony ; THIESSEN, Victor – « Making sense of the dollars. Income distribution among Atlantic Canadian fishermen and public policy ». *Marine Policy* 10 (3), juil. 86 : 201-214 ; tabl.

Beaucoup de pêcheurs canadiens de la Côte atlantique ont des revenus proches du seuil de pauvreté. Le gouvernement devrait toutefois tenir compte des différences entre les pêcheurs propriétaires ou non, entre la pêche côtière ou en haute mer et entre les capitaines et les équipages pour mettre en œuvre une politique publique cohérente.

4781. HIGGINS, Donald – « The processes of reorganizing local government in Canada ». *Canadian Journal of Political Science* 19 (2), juin 86 : 219-242 ; tabl., graph. ; résumé en français.

Au Canada c'est le niveau local du pouvoir qui fait le plus souvent l'objet de réformes de structure ou de réorganisation et ce pour plusieurs raisons : autorité des provinces et non de l'Etat sur l'administration locale, hétérogénéité et dispersion de la population, faiblesse de l'échelon local et absence de débat politique à ce niveau. Examen de réformes menées de 1953 à 1983.

4782. JACOB, Jeffrey ; BRIWKERHOFF, Merlin – « Alternative technology and part-time, semi-subsistence agriculture : a survey from the Back-to-the Land Movement ». *Rural Sociology* 51 (1), print. 86 : 43-59 ; tabl. ; bibliogr.

Une partie des migrations des quinze dernières années des villes vers les campagnes, aux Etats-Unis et au Canada, est constituée par le mouvement du retour à la terre. Ceux qui y ont participé pratiquent une agriculture de semi-subsistance, mais reçoivent toujours leur revenu principal d'employeurs non-agricoles. Leur retour à la terre repose fortement sur des précepts idéologiques, tels que l'emploi de technologies douces ou de remplacement.

4783. KUMAR, Pradeep ; DOW, Bradley – « Econometric analysis of union membership growth in Canada, 1935-1981 ». *Relations industrielles* 41 (2), 1986 : 236-255 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en français.

Trois groupes de facteurs sont associés aux modèles dynamiques de la progression des syndicats déjà connus pour déterminer le développement global des effectifs syndicaux au Canada : les indicateurs économiques, la législation et la composition de la main-d'œuvre.

Chine

Voir aussi : n° 4825, 4837, 4930, 5041, 5133

4784. KUANG-T'AI, Hsu – « Problems in sweeping away " illiteracy of law " in mainland China ». *Issues and Studies* 22 (8), août 86 : 44-54.

Les dirigeants communistes chinois ont lancé un programme d'éducation tendant à supprimer la méconnaissance de la loi dans la population. Cette politique est d'autant plus délicate que la démarcation entre le système politique et juridique est extrêmement floue. Malgré les déclarations de principe, le Parti est au-dessus de la loi.

4785. LIN, Ming-Yih – « New aspects of the Chinese communities in Europe in the last ten years ». *Issues and Studies* 22 (8), août 86 : 101-116.

Les immigrés chinois sont moins nombreux en Europe qu'en Asie du Sud-Est ou aux Etats-Unis et, pour des raisons historiques, ils sont regroupés en France, en Grande-Bretagne ou aux Pays-Bas. Arrivés en masse à une époque de crise économique, ils ont eu des difficultés d'adaptation d'autant plus grandes que les communautés très soudées et organisées sont perçues comme peu ouvertes par les pays hôtes.

4786. PYE, Lucian W. – « On Chinese pragmatism in the 1980s ». *The China Quarterly* (106), juin 86 : 207-234.

Le pragmatisme qui régit la vie politique de la Chine depuis Deng Xiaoping a ses propres caractéristiques, s'insère dans les traditions culturelles chinoises et est loin d'être une pratique vide de toute idéologie. Il est extrêmement souple, mais de nombreuses contraintes liées à la culture chinoise limitent ses capacités d'adaptation.

4787. VOHRA, Ranbir – « " Red intellectuals " : the maoist vision ». *Issues and Studies* 22 (5), mai 86 : 77-86.

Face aux intellectuels chinois, Deng Xiaoping se trouve devant le même problème que Mao naguère. Il accepte que les scientifiques bénéficient, comme en Occident, d'une autonomie considérable dans leur travail mais il ne veut pas accorder la même liberté aux écrivains et aux artistes, tant qu'il n'aura pas la certitude qu'ils créent des œuvres qui « servent le peuple ».

4788. WARNER, Malcolm – « The " long march " of Chinese management education 1979-84 ». *The China Quarterly* (106), juin 86 : 326-342 ; tabl.

La modernisation de l'économie chinoise rend nécessaire la mise sur pied d'un enseignement de la gestion, adapté aux nouvelles orientations. Les besoins en formation sont énormes et les premières mesures prises de 1979 à 1984 ne résoudront qu'une partie des problèmes.

Economie et finances

4789. La commercialisation des produits agricoles

a. KURBATOV, V.P. – « Evolûciâ systemy proizvodstvennoj otvetstvennosti v kitojskoj derevne » (L'évolution du système de responsabilité des producteurs dans les campagnes chinoises). *Narody Azii i Afriki* (4), 1986 : 14-23 ; tabl. ; résumé en anglais.
Après la période de désorganisation des années 70, le PC chinois a entrepris, en 1978, de lancer une nouvelle politique agraire, avec, en particulier, le système de « la responsabilité des producteurs », qui lie le volume de la production à la rémunération selon le travail. Ce système introduit en particulier des changements importants dans les conditions de jouissance de la terre. Par suite de ces réformes, la production agricole s'est considérablement accrue, non par l'introduction de nouvelles méthodes mais par un retour à la petite exploitation individuelle.

b. OI, Jean C. – « Peasant grain marketing and state procurement : China's grain contracting system ». *The China Quarterly* (106), juin 86 : 272-290.
En avril 1985, le système de commercialisation des céréales en Chine a été profondément modifié par l'introduction de contrats passés avec les producteurs. Cette réforme était nécessaire du fait de l'accroissement des quantités produites et a largement contribué à l'évolution des processus politiques en milieu rural.

4790. La réforme économique

a. ELLMAN, Michael – « Economic reform in China ». *International Affairs* 62 (3), été 86 : 423-442 ; tabl.
La réforme du système économique entreprise en Chine depuis 1981 est radicale. Les changements les plus importants se sont produits dans l'agriculture et les relations économiques extérieures. Le processus a souvent été cahotique mais l'objectif est clair : faire de la Chine une puissance économique avancée le plus rapidement possible.

b. FABRE, Guilhem – « L'économie chinoise en 1985 : le contre et coup des réformes ». *Le courrier des pays de l'Est* (308), juil. 86 : 36-58.
La croissance fulgurante de l'économie chinoise n'a pas touché uniformément tous les secteurs. Ainsi, les résultats performants de l'agriculture en 1981-1984 n'ont pas été atteints en 1985, dans l'industrie, l'expansion incontrôlée

des salaires, des crédits bancaires et des investissements a provoqué une « surchauffe » à l'origine de la balance commerciale. Pour éviter ces dérapages, le mouvement de décentralisation doit s'accompagner de mesures permettant de responsabiliser et de sanctionner économiquement les dirigeants.

Relations économiques extérieures

4791. L'ouverture économique

a. « The People's Republic of China, 1986 ». *Current History* 85 : (512), sept. 86 : 241-281 et 304-305 ; carte.
Numéro consacré à l'ouverture économique de la Chine et aux effets de la croissance du commerce extérieur sur la politique étrangère du pays : développement des relations avec l'URSS et le Japon, rôle de la Chine en Asie du Sud-Est et amélioration des relations avec les Etats-Unis. Au cours de cette période de transition économique il est encore tôt pour évaluer l'efficacité des réformes entreprises.

b. HENDRYX, Steven R. – « The China trade making the deal work ». *Harvard Business Review* (4), août 86 : 74-84.
Pour les entrepreneurs étrangers réussir en « joint-venture » en Chine n'est pas aisé en raison du manque de coordination entre les entreprises et du poids des obligations administratives, les managers étrangers doivent savoir imposer leurs décisions et pas simplement conseiller.

c. MA, Shu-yum – « Recent changes in China's pure trade theory ». *The China Quarterly* (106), juin 86 : 291-305.
L'expansion du commerce extérieur chinois est limitée par une contrainte théorique : selon l'idéologie orthodoxe, héritage de l'histoire et du marxisme, il n'est pas légitime pour un pays socialiste de développer largement son commerce extérieur. Des ajustements théoriques sont donc actuellement en cours visant à établir que le commerce international est également bénéfique à tous les partenaires.

d. MONNAELS, Hélène – « Commerce extérieur et coopération en Chine : bilan et perspectives des années 1980 ». *Le courrier des pays de l'Est* (308), juil. 86 : 44-58 ; bibliogr.
L'objectif de la Chine est de devenir le premier pôle commercial en Asie, d'où un boom sans précédent des échanges. Les exportations sont passées de 9,7 à 25,8 milliards de dollars en 1985 et les importations de 10,9 à 33,4. Le déficit commercial qui en a résulté oblige la Chine à emprunter sur le marché des capitaux internationaux. Le gouvernement en favorisant les investissements directs étrangers espère ainsi obtenir des devises mais aussi bénéficier d'apports technologiques.

e. SHAPIRO, Lawrence Paul – « Foreign banks in China : current prospects in a changing financial system ». *The Fletcher Forum* 10 (2), été 86 : 243-257 ; tabl.
Les changements amorcés en Chine depuis 1979 et la création des zones économiques spéciales ont eu pour conséquence l'ouverture de succursales d'un certain nombre de banques étrangères. Mais il subsiste un lourd contrôle étatique sur leurs activités rendant pratiquement impossible toute compétition avec les banques chinoises. Des réformes importantes sont donc nécessaires pour permettre l'intégration de ces banques au système financier chinois.

Corée du Sud

Voir aussi : n° 4805

4792. L'expansion économique

a. BEAUFILS, Vincent – « La rage coréenne ». *L'expansion* (293), 23 oct. 86 : 120-129.
La Corée du Sud est devenue le plus beau fleuron des nouveaux pays industrialisés. Pour les quatre principaux conglomérats (Samsung, Hyundai, Lucky, Goldstar et Daewoo) dont les ventes équivalent à 56 % du PIB, la place sur le marché mondial compte plus que les profits. Ils semblent mobilisés pour battre le Japon et conquérir le monde.

b. HAGEN KOO – « The political economy of industrialisation in South Korea and Taiwan ». *Korea and World Affairs* 10 (1), print. 86 : 148-180 ; graph. ; bibliogr.

La Corée du Sud et Taïwan ont enregistré dans les années 60 et 70 un véritable « miracle économique » en pratiquant une industrialisation orientée vers l'exportation qui leur permis de réaliser un taux de croissance considérable et de figurer parmi les pays nouvellement industrialisés ayant obtenu les meilleurs résultats. Mais, contrairement à certaines affirmations, la notion de dépendance ne peut pas être appliquée à ces deux pays.

c. YI, Guk-Yueng – « Zur politischen Ökonomie der exportorientierten Industrialisierung. Ein Vergleich zwischen Korea und Taiwan » (L'économie politique de l'industrialisation orientée vers l'exportation : une comparaison entre la Corée et Taïwan). *Politische Vierteljahresschrift* 27 (2), juin 86 : 176-200 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Bien que les conditions politiques du développement de la Corée du Sud et de Taïwan aient été différentes, les deux pays ont tout d'abord connu les mêmes stratégies d'industrialisation. Cependant, une analyse plus approfondie montre des divergences en ce qui concerne la transformation du niveau des revenus, la formation du capital national propre et le développement local des technologies. Ceci prouve qu'il est plus important de s'intéresser aux conditions intérieures des pays en voie de développement dans les discussions politiques.

4793. CHO, Uong Hyo – « The revenue structure of Korean local government ». *International Journal of Public Administration* 8 (3), 1986 : 243-260 ; tabl.

Les deux objectifs poursuivis en Corée, par le gouvernement central dans le domaine de la politique fiscale locale, sont l'adaptation fiscale et l'équité entre les juridictions, qu'elles soient pauvres ou industrialisées. Si la capacité de gouverner au niveau local était accordée, des réformes prudentes de l'impôt foncier pourraient améliorer sensiblement les revenus locaux.

4794. YOO, Jong-Youl – « Les processus de l'action publique dans les pays en développement : le cas de la République de Corée ». *Revue internationale des sciences sociales* 38 (2), juin 86 : 257-271.

En République de Corée, les cinq étapes que devrait comporter l'élaboration d'une politique (fixation des buts, identification des problèmes, formulation d'une politique, stratégie de mise en œuvre, évaluation) ne sont pas réalisées. Certaines sont purement et simplement omises, d'autres ne sont pas complètes.

Côte d'Ivoire

4795. BAKARY, Tessy D. – « Le rôle du statut social des candidats dans les législatives de novembre 1980 en Côte d'Ivoire ». *Le mois en Afrique* 21 (245-246), juil. 86 : 142-157 ; tabl.

Les élections législatives de 1980 ont permis de révéler quelques traits caractéristiques du comportement électoral des Ivoiriens, notamment leur préférence pour des candidats ayant suivi des études supérieures, issus d'une classe sociale élevée et ayant déjà acquis une certaine notoriété. Enfin, l'argent semble avoir joué un rôle important alors que l'appartenance ethnique perd de plus en plus de son importance.

4796. BAKER, C.B. ; YABILE, Kinimo R. – « Reforms in the agricultural lending programs of Ivory Coast's BNDA ». *Savings and Development* 10 (2), 1986 : 155-172 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en français.

L'activité de la banque nationale pour le développement agricole se caractérise par des prêts à coûts élevés qui limitent la clientèle et réduisent le montant des prêts accordés. La réforme du système actuel permettrait une plus grande sécurité de l'offre de crédit, des montants de prêts plus élevés et une flexibilité accrue en ce qui concerne l'utilisation permise des fonds.

4797. CHALEARD, Jean-Louis – « Intensification agricole et ravitaillement urbain : le cas des périmètres vivriers du département d'Agboville ». *Les cahiers d'Outre-mer* 39 (154), juin 86 : 157-178 ; tabl., graph., cartes ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Dans le département d'Agboville, près d'Abidjan, ont été créés en 1970 des périmètres de riziculture et de cultures maraîchères que des volontaires, encadrés par des sociétés d'Etat, cultivent de façon intensive. Ce type de

culture rencontre des difficultés de tous ordres, et notamment la concurrence du cacao, plus rentable, mais les revenus ne sont pas négligeables et les débouchés sont assurés.

4798. SCHAUM, Frank – « African market economy : claim and reality in the Republic of the Ivory Coast ». *Economics* 33, 1986 : 111-126 ; tabl., graph.

Depuis son indépendance en 1960, la République de Côte d'Ivoire s'est engagée dans une voie originale en matière de développement. A la différence de certains pays africains, l'accent fut mis sur les aspects sociaux de cette politique, orchestrée par le parti unique de Félix Houphouët-Boigny.

Cuba

4799. ANNINO, Antonio – « Piú concretezza e meno ideologia nelle nuova strategia cubana ». *Politica internazionale* 14 (7), juil. 86 : 37-46.

Le IIIe Congrès du PC cubain, tenu en février 1986, marque un tournant dans la stratégie cubaine : la reconnaissance implicite du poids négatif de la bureaucratie dans la bonne marche du système et la nécessité de se garantir contre les fluctuations du marché sucrier ont abouti à une orientation plus pragmatique.

4800. FULLER, Lindo – « Charges in the relationship among the unions, administration and the Party at the Cuban workplace, 1959-1982 ». *Latin American Perspectives* 13 (2), print. 86 : 6-32.

Le rôle des syndicats a considérablement augmenté depuis les années 60, époque où ils n'étaient pratiquement pas reconnus. A l'inverse des autres pays socialistes, de ceux d'Europe de l'Est particulièrement, le pouvoir s'est appuyé sur les syndicats pour établir et consolider le socialisme. Et aujourd'hui la force des syndicats est d'autant plus grande qu'ils ont une certaine autonomie vis-à-vis du pouvoir politique et administratif.

4801. MATHY, Denise – « Les mesures économiques américaines et de l'OEA contre Cuba ». *Revue belge de droit international* 18 (1), 1985 : 183-194.

Cuba est devenu communiste, malgré les mesures prises à son encontre par les Etats-Unis et l'OEA. L'effet extraterritorial des lois et décisions américaines a parfois cédé devant les réticences très affirmées d'autres Etats. La meilleure garantie pour donner effet extraterritorial à l'embargo est l'accord.

4802. POLLITT, Brian H. – « Sugar, " dependency " and the Cuban Revolution ». *Development and Change* 17 (2), avr. 86 : 195-230 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Depuis la Révolution de 1959 les dirigeants de Cuba sont parvenus à supprimer une grande partie de la pauvreté et à généraliser l'éducation scolaire. Parallèlement, ce pays a coupé toutes ses relations avec les Etats-Unis pour tomber dans une dépendance vis-à-vis de l'URSS. De même toute son économie gravite autour de l'agriculture sucrière.

Egypte

4803. COMMANDER, Simon ; HADHOUD, Aly Abdullah – « From labour surplus to labour scarcity ? The agricultural labour market in Egypt ». *Development Policy Review* 4 (2), juin 86 : 161-180 ; tabl.

La place de l'agriculture dans l'économie égyptienne a reculé : elle ne représente plus que 18 % du PNB et n'occupe plus que 36 % de la population active. Parallèlement, on observe une raréfaction de la main-d'œuvre agricole ; une enquête réalisée en 1984, dans trois villages, souligne des mouvements de main-d'œuvre entre les femmes, les enfants et les hommes, depuis plusieurs années.

4804. EL HADDAD, Awad B. – « Determinants of foreign direct investment in developing countries : the Egyptian situation ». *L'Egypte contemporaine* 77 (403), janv. 86 : 65-93 ; tabl. ; bibliogr.

Le faible taux des investissements étrangers en Egypte est dû à une bureaucratie inefficace, au manque de coordination entre les différents ministères et à leur incapacité à honorer leurs engagements.

4805. HANDOUSSA, Heba A. – « The South Korean success story. Comparison and contrasts with Egypt ». *L'Egypte contemporaine* 77 (403), janv. 86 : 5-64 ; bibliogr.

L'économie coréenne, comme l'économie égyptienne, sont marquées par la pauvreté des ressources naturelles, l'abondance de la main-d'œuvre, les problèmes d'urbanisation rapide et la dépendance vis-à-vis du commerce mondial. Mais les politiques économiques de ces deux pays diffèrent radicalement : alors que l'Egypte s'est orientée vers des importations de substitution, la Corée s'est tournée vers une politique axée sur l'exportation.

4806. KAMINSKY, Catherine ; KRUK, Simon – « Intégrisme et politique au Proche-Orient ». *L'Afrique et l'Asie modernes* (150), août 86 : 83-93.

Les exemples syrien et égyptien font apparaître le fondamentalisme islamique comme une réaction à la mutation brutale provoquée par l'insertion du monde arabe dans le système économique mondial et l'organisation des Frères Musulmans comme l'expression du mécontentement populaire face à la sécularisation de l'Etat.

4807. SHAMIR, Shimon – « Basic dilemmas of the Mubarak regime ». *Orbis* 30 (1), print. 86 : 169-191.

Le régime Moubarak a pour objectifs la stabilité politique, le progrès économique, le maintien de bonnes relations avec les Etats-Unis et Israël et la restauration de la position de l'Egypte dans le monde arabe. Il a réussi jusqu'à présent à concilier ces objectifs mais le prix à payer s'accroît sans cesse : renforcement de l'opposition politique, tensions sociales, dépendance économique.

Espagne

4808. AGUILAR FERNANDEZ-HONTORIA, Jaime – « A propósito del defensor del pueblo : los rasgos definidores de la posición jurídica de los órganos auxiliares ». *Revista de administración pública* (109), avr. 86 : 7-117.

La Constitution espagnole distingue entre les organes constitutionnels « supérieurs de l'Etat » (Couronne, Chambres législatives, Gouvernement) et les organes « auxiliaires » tels que le Conseil d'Etat, la Cour des Comptes ou le « Défenseur du Peuple ». Analyse, à partir de ce dernier cas, du rôle de la seconde catégorie d'organes.

4809. Mc DONOUGH, Peter et al. – « Economic policy and public opinion in Spain ». *American Political Science Journal* 30 (2), mai 86 : 446-479 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'appréciation de la politique économique apparaît clairement comme déterminante pour l'opinion publique espagnole, beaucoup plus que des clivages sociaux ou religieux. Il ne faut pas y voir un simple phénomène qui participe d'un courant général en Occident. Il ne s'agit pas, en effet, pour les Espagnols de leur bien-être personnel, mais du désir que la politique économique élimine les vestiges du système socio-économique franquiste.

4810. MENENDEZ GARCIA, Pablo – « La banca extranjera en el derecho español ». *Revista de administración pública* (109), avr. 86 : 141-183.

Le régime juridique des banques étrangères en Espagne. Les modes d'accès au système financier espagnol, les normes communautaires dans ce secteur ; leur incidence sur la législation fixée à Madrid.

4811. MODERNE, Frank – « Radio et télévision en Espagne ». *Annuaire européen d'administration publique* (7), 1984 : 235-259.

La loi de 1980 stipule que la RTVE gère un « service public essentiel ». Elle est, à ce titre, un établissement public, assez étroitement contrôlé par le

gouvernement, mais dont le personnel a un statut de droit privé. L'Etat peut, en outre, concéder aux Communautés régionales autonomes la gestion d'un canal de télévision. Mais ce droit a jusqu'ici été peu utilisé et, en réalité, la situation légale n'est pas encore très claire. Le débat sur la création d'une télévision privée est très animé et le gouvernement Gonzalez s'y est montré favorable en 1984.

4812. MUJAL-LEON, Eusebio – « Decline and fall of Spanish communism ». *Problems of Communism* 35 (2), avr. 86 : 1-27.

Première force d'opposition sous Franco, le parti communiste espagnol lutte aujourd'hui pour continuer d'exister. Les élections aux Cortès de 1982, avec 3,8 % des voix, ne lui ont attribué que 4 sièges et cette défaite n'a fait qu'accroître les tensions entre les dirigeants qui se divisent sur l'attitude à adopter.

4813. OTAOLA, Concepción – « " Estado " et " pueblo " dans le discours franquiste ». *Mots* (13), oct. 86 : 111-127 ; résumé en anglais.

L'analyse d'un corpus de discours officiels de la période 1942-1952 montre comment l'idéologie franquiste se révèle dans l'agencement des formes lexicales : si « Estado » et « pueblo » sont tous deux liés à « nación », ils ne sont pas pour autant identifiables ; au contraire, les deux termes se révèlent opposés par un trait sémique, central dans l'idéologie : l'opposition agent/patient.

4814. PETITBO, Amaden – « Notas sobre desindustrialización y crisis en la economiá española ». *Economies et sociétés* 20 (5), mai 86 : 69-99 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en français.

Les indicateurs économiques montrent que la crise a touché l'Espagne avec retard, par rapport au reste du monde occidental, mais avec une plus grande intensité. Ce décalage serait imputable aux structures mises en place sous le franquisme comme le montre la comparaison faite entre l'évolution de l'économie espagnole pendant la crise et celle de l'époque d'expansion.

Etats-Unis

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 4728

4815. La Cour suprême

a. DUDLEY, Robert L. ; DUCAT, Craig R. – « The Burger Court and economic liberalism ». *The Western Political Quarterly* 39 (2), juin 86 : 236-249 ; tabl. ; bibliogr.
Analyse du comportement électoral des juges de la Cour suprême en ce qui concerne les litiges économiques (surtout les conflits entre employés et employeurs, ou Etat et entreprises) sous la présidence Burger, de 1972 à 1980.

b. DUFFAU, Jean-Marie – « Réflexions sur les nominations récentes à la Cour Suprême américaine ». *La revue administrative* 39 (232), août 86 : 388-392.
Les récentes nominations faites par Reagan sont politiques, ce qui n'est pas sans conséquence sur la jurisprudence que la Cour adoptera sur des problèmes délicats, celui de l'interruption de grossesse par exemple.

c. LIVELY, Donald E. – « The Supreme Court appointment process : in search of constitutionnal roles and responsabilities ». *Southern California Law Review* 59 (3), mars 86 : 551-579.
Les juges de la Cour suprême sont nommés par le chef de l'exécutif avec le consentement du Sénat mais aucune règle constitutionnelle ne définit les normes qui devraient guider le Sénat dans son approbation ou son rejet du candidat. La politisation de ce processus a souvent été critiquée mais la séparation des pouvoirs et les principes qui sous-tendent le Premier amendement rendent nécessaire un examen par le Sénat de l'idéologie et du système des valeurs du candidat.

4816. « Texas ». *Autrement. Série monde* (20), oct. 86 : 235 p.

Numéro consacré à l'Etat américain du Texas. Les conséquences sociales et démographiques de sa position d'Etat-frontière. Le développement économique

et financier. La politique urbaine et la gestion municipale. La vie politique. La vie sociale et culturelle.

4817. EISMEIER, Theodore J. ; POLLOCK, Philip H. III – « Politics and markets : corporate money in American national elections ». *British Journal of Political Science* 16 (3), juil. 86 : 287-309 ; tabl.

Le monde des affaires par le biais de ses comités d'action politique joue un rôle important dans la vie politique américaine, comme en témoigne l'exemple des élections à la Chambre des Représentants en 1980 et au Sénat en 1982 mais le style des entreprises concernées influe sur leur type d'action.

4818. MUSSELWHITE, James C. – « The impacts of New Federalism on public/private partnerships ». *Publius* 16 (1), hiv. 86 : 113-131 ; tabl.

L'une des justifications du « nouveau fédéralisme » du Président Reagan est que de nombreux problèmes sociaux sont dus à l'usurpation des responsabilités par le pouvoir fédéral. La nouvelle politique confie ces responsabilités à des organisations bénévoles, et aux partenaires sociaux, qu'ils soient publics ou privés. La suppression des responsabilités fédérales devrait être obtenue par la réduction des aides fédérales ; c'est en fait un résultat contraire aux objectifs qui a été obtenu.

4819. NAVARRO, Vicente – « The 1980 and 1984 US elections and the New Deal : an alternative interpretation ». *Socialist Register* 1986 : 158-209 ; tabl.

La victoire électorale du Président Reagan aux élections de 1980 et 1984 a été interprétée comme la victoire de l'ultra-conservatisme et la fin de toute politique inspirée du New Deal. En fait, l'esprit du New Deal reste très vivant dans l'opinion publique et le Parti démocrate ne retrouvera sa force politique passée que s'il consent à concentrer son action sur un programme qui s'en inspire.

4820. NORRANDER, Barbara – « Correlates of vote choice in the 1980 presidential primaries ». *The Journal of Politics* 48 (1), fév. 86 : 156-166 ; tabl. ; bibliogr.

Concernant les candidats aux primaires américaines de 1980, quatre facteurs peuvent être considérés comme ayant une influence sur le choix du candidat aux présidentielles : il s'agit respectivement du programme politique, de l'idéologie du candidat, de ses qualités personnelles et de son éligibilité. Le troisième facteur est le plus influent tandis que le second ne joue un rôle que dans les primaires des Républicains.

4821. SAX, Joseph L. – « Les risques naturels et technologiques majeurs : aspects de droit américain ». *Droit et ville* (21), 1986 : 141-151.

Ne pouvant pas empêcher l'apparition d'une catastrophe naturelle, le droit américain s'emploie à en réduire d'avance les éventuelles conséquences désastreuses. La réaction du public n'est pas toujours à la hauteur des efforts législatifs.

4822. SOUTHWELL, Priscilla S. – « The politics of disgruntlement : non-voting and defection among supporters of nomination losers, 1968-1984 ». *Political Behavior* 8 (1), 1986 : 81-95.

L'analyse des scrutins révèle que les électeurs qui ont voté pour un candidat battu aux élections primaires ont ensuite tendance à l'abstention lors des élections générales.

4823. TOINET, Marie-France – « La " majorité morale " ». *Intervention* (17), sept. 86 : 48-57.

La moral majority n'est guère morale (l'évangélisme ultra-conservateur rapporte beaucoup d'argent) et certainement pas majoritaire aux Etats-Unis. Curieux mélange de fondamentalisme biblico-charismatique, de xénophobie traditionnelle, d'anticommunisme viscéral et d'attachement passionnel à la famille et à toutes les formes de répression, ce fonds commun d'extrême-droite a de moins en moins d'écho auprès de la population américaine. En revanche, ces courants ont souvent l'oreille de R. Reagan qui a nommé plusieurs juges fédéraux adhérents à cet ensemble de valeurs.

4824. UHLANER, Carole Jean ; LEHMAN SCHLOZMAN, Kay – « Candidate gender and congressionnal campaign receipts ». *The Journal of Politics* 48 (1), fév. 86 : 30-50 ; tabl. ; bibliogr.

La vie politique américaine est marquée par une forte sous-représentation féminine. Il est vrai que les femmes recueillent toujours moins de fonds que les hommes pour financer une campagne électorale aux Etats-Unis. Pour les législatives de 1980, les discriminations sexistes furent cependant relativement estompées.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 4884, 5070, 5077, 5113, 5117, 5143

4825. L'Initiative de Défense Stratégique

a. « Krieg und Frieden. Streit um SDI » (Guerre et paix : la lutte autour de l'IDS). *Kursbuch* (83), mars 86 : 1-175.
Numéro consacré au débat autour du programme d'Initiative de Défense Stratégique des Etats-Unis. Resituée dans une perspective plus large, l'IDS fait partie d'un phénomène de notre temps ; elle est en outre la concrétisation de la vision du monde par les Américains.

b. ENGELS, Dieter – « Die neueste Lücke. Nachgeschobene Argumente für SDI » (La dernière brèche. De nouveaux arguments tardifs pour le programme IDS). *Blätter für deutsche und internationale Politik* 31 (1), janv. 86 : 37-50.
Pour rallier les pays occidentaux à l'IDS et justifier les dépenses budgétaires pour ce projet, le gouvernement américain avance de nouveaux arguments : arguments économiques, stratégiques, politiques et techniques. L'IDS ne serait en fait qu'une réponse nécessaire à la politique de défense de l'URSS.

c. GLASER, Bonnie S. ; GARRETT, Banning N. – « Chinese perspectives on the strategic defense initiative ». *Problems of Communism* 35 (2), avr. 86 : 28-44 ; carte.
Les spécialistes chinois ont commencé à s'intéresser au programme de défense stratégique en 1984 et la majorité d'entre eux s'accordent pour dire que la sécurité de la Chine est ainsi menacée. Cependant, ils refusent de trop critiquer le programme américain, pour ne pas rompre leurs bonnes relations avec les Etats-Unis et apparaître liés à Moscou.

4826. « L'ipotesi del neoglobalismo ». *Politica internazionale* 14 (7), juil. 86 : 47-122.

Suite d'articles et de documents consacrés aux développements récents du système international dans le cadre du « néoglobalisme » prôné par R. Reagan. Si les tentations hégémoniques des Etats-Unis inquiètent ou irritent leurs alliés, elles induisent plutôt l'URSS à se maintenir en tant qu'interlocuteur-compétiteur.

4827. Les relations avec l'URSS

a. DIXON, William J. – « Reciprocity in United States - Soviet relations : multiple symmetry or issue linkage ? » *American Journal of Political Science* 30 (2), mai 86 : 421-445 ; tabl.
Comparaison de plusieurs modèles d'analyse des relations américano-soviétiques et de leurs résultats : ces relations ne sont ni un simple jeu de symétrie et de réciprocité, ni un système action-réaction sur certains enjeux, mais résultent d'une combinaison des deux.

b. GARRETT, Stephen A. – « Illusion and reality in Soviet American relations ». *International Journal on World Peace* 3 (2), juin 86 : 19-35.
On peut attribuer la longue rivalité américano-soviétique à des conflits d'intérêts économiques et militaires, renforcés par de mauvaises perceptions réciproques, mais on peut surtout affirmer que cet affrontement prend sa source non dans une trop grande opposition, mais au contraire dans une trop grande similitude, en particulier le sentiment de chacun qu'il a un message à donner au reste du monde.

c. GUILHAUDIS, Jean-François – « La diplomatie du mégaphone ». *Arès défense et sécurité* 1986 : 299-320 ; bibliogr.
Le véritable destinataire des propositions et discours prononcés par les Américains et les Soviétiques semble être l'opinion occidentale et internationale : 1985 fut l'année de la négociation spectacle entre les deux grands. Malgré les manœuvres soviétiques, l'Administration Reagan a maintenu sa

position de fermeté et refusé de négocier le programme SDI. Voir en annexe la liste des différents discours prononcés en 1985.

4828. Les relations avec le Nicaragua

a. FONTAINE, Roger W. – « Choices on Nicaragua ». *Global Affairs* 1 (3), été 86 : 101-114.
Les Etats-Unis sont confrontés à une situation difficile au Nicaragua. Parmi les solutions possibles trois peuvent être écartées : la solution diplomatique avec le groupe Contadora, l'« endiguement », l'aide économique combinée à une action militaire. Reste une solution qui ne réjouit pas les dirigeants américains mais qui aurait le mérite de l'efficacité : le recours à l'action militaire directe au Nicaragua.

b. HARDT, D. Brent – « The Reagan administration's battle for Contra aid ». *The Flechter Forum* 10 (2), été 86 : 259-295.
L'aide aux Contras refusée au départ par le Congrès, mal perçue par l'opinion publique s'est imposée à la suite de débats dans lesquels Reagan est parvenu à la présenter comme le seul moyen pour les Etats-Unis de manifester leur opposition au gouvernement sandiniste. Mais cette politique ne résoud en rien les problèmes du Nicaragua et de la région caraïbe.

4829. Les relations avec les Philippines

a. « The United States and the Philippines : an interview with Ambassador Paul D. Wolfowitz ». *the Fletcher Forum* 10 (2), été 86 : 191-201.
Les Etats-Unis ont continué à aider le régime Marcos parce qu'ils estimaient que cette aide contribuerait à une libéralisation politique du pays.

b. GREGOR, A. James – « Succession in the Philippines : the prevailing alternatives and American interests » *Global Affairs* 1 (3), été 86 : 115-126.
Une alternative communiste, un gouvernement de modérés favorables à C. Aquino ou un gouvernement de « réconciliation nationale », telles sont les possibilités d'évolution de la situation politique aux Philippines. Les Etats-Unis doivent rester vigilants : leurs intérêts, surtout géostratégiques, sont vitaux en Asie du Sud-Est.

c. HAWES, Gary – « United States support for the Marcos administration and the pressures that made for change ». *Contemporary Southeast Asia* 8 (1), juin 86 : 18-36 ; bibliogr.
La poussée populaire vers des changements économiques et sociaux jointe aux élections truquées de 1986 ont obligé les Etats-Unis à modifier leur politique à l'égard de Marcos, dont ils avaient jusqu'alors soutenu le régime militairement et économiquement. La politique américaine poursuit toutefois deux objectifs de présence militaire et de lutte contre le communisme dans la région.

d. STANLEY, Peter W. – « Toward democracy in the Philippines ». *Proceedings of the Academy of Political Science* 36 (1), 1986 : 129-141 ; bibliogr.
L'assistance militaire, économique et technique que les Etats-Unis assurent aux Philippines pourrait être interprétée comme une preuve de la confiance américaine en la viabilité du régime de Marcos et, aussi, comme une approbation de sa manière de gouverner. Cependant, les Etats-Unis désapprouvent les méthodes de Marcos, mais sont obligés de suivre une politique qui leur permet de sauvegarder leurs bases militaires aux Philippines.

4830. BASLER, Gerhard – « Bündnis und Rivalitätsverhältnis USA-Westeuropa » (Rapport d'alliance et de rivalité : les Etats-Unis et l'Europe occidentale). *IPW-Forschungshefte* 21 (3), 1986 : 5-112 ; tabl. ; résumés en russe, anglais, français et espagnol.

Numéro spécial consacré aux relations ambivalentes entre les Etats-Unis et l'Europe occidentale : elles sont caractérisées par une double tendance ; d'une part, les forces impérialistes mènent une politique de surarmement agressive, d'autre part, les Etats socialistes effectuent une offensive de paix qui ne peut rester sans influence sur les peuples. On remarque des divergences considérables au sein de l'OTAN. De plus vient se greffer à ce problème un conflit au niveau économique : les Etats manquent de résistance aux crises et cela intensifie le processus de développement inégal des Etats. Les Etats d'Europe de l'Ouest veulent sauvegarder leurs propres intérêts.

4831. BERNSTEIN, Alvin H. – « Iran's low-intensity war against the United States ». *Orbis* 30 (1), print. 86 : 149-167.

L'Iran se livre au Liban à une guerre contre les Etats-Unis par l'intermédiaire des extrémistes chiites. Une stratégie efficace de lutte contre ce terrorisme doit viser deux objectifs : dissuader toute attaque future et ne pas satisfaire l'objectif politique sous-jacent du terrorisme, c'est-à-dire l'élimination de la présence américaine au Moyen-Orient.

4832. HAGERTY, Devin T. – « The development of American defense policy toward Pakistan, 1947-1954 ». *The Fletcher Forum* 10 (2), été 86 : 217-242.

Dès sa création en 1947, le Pakistan a été perçu comme une zone stratégique par les Etats-Unis qui l'ont considéré dans les années 1949-50 comme une pièce de leur politique au Moyen-Orient. La guerre de Corée et l'irruption de la Chine communiste ont contribué à accentuer le rôle « frontière » du Pakistan considéré par Forster Dulles en 1953-54 comme « l'étage nord » de tout un ensemble destiné à enrayer l'avance communiste.

4833. HOLLIS, Martin ; SMITH, Steve – « Roles and reasons in foreign policy decision making ». *British Journal of Political Science* 16 (3), juil. 86 : 269-286.

On ne peut pas appliquer les théories de « l'acteur rationnel », ni celle de la « politique de la bureaucratie », qui sont parfois invoquées pour rendre compte de la décision en politique extérieure, dans le cas de l'action de J. Carter pour délivrer les otages américains d'Iran en 1980. Il faudrait plutôt parler d'un rôle situé entre les impératifs politiques et les perceptions des individus.

4834. JOHNSON, Robert H. – « Exaggerating America's stakes in Third World conflicts ». *International Security* 10 (3), hiv. 86 : 32-68.

Bien qu'une menace soviétique soit patente, les géopoliticiens américains ont toujours exagéré les risques encourus par les Etats-Unis dans les confrontations dans les pays du Tiers-Monde ; cette inflation des risques crée une disproportion entre la rhétorique et l'action et amène ainsi à une moindre crédibilité de la politique extérieure américaine.

4835. LANGENBERG, William H. – « US-ASAT : whither now ? ». *The Washington Quarterly* 9 (4), aut. 86 : 101-116.

Les Etats-Unis et l'URSS ont chacun des armes anti-satellites ; celles de l'Union soviétique ont été testées depuis 1978 et sont opérationnelles. Aux Etats-Unis, où seuls trois tests ont été effectués (en 1984 et 1985), adversaires et partisans de la poursuite de ces essais s'affrontent. L'analyse des arguments développés par chacune des parties et de la situation actuelle, montre que les Etats-Unis devraient annoncer la fin des tests et engager immédiatement des négociations en vue de conclure un traité interdisant les essais, le déploiement et l'utilisation de toutes les armes anti-satellites.

4836. SNEIDER, Richard L. – « United States security interests ». *Proceedings of the Academy of Political Science* 36 (1), 1986 : 76-87.

Après la 2e guerre mondiale, les Etats-Unis se sont employés à assurer leur sécurité dans le Pacifique en empêchant l'installation de régimes communistes dans les pays voisins de la Chine et de l'URSS. Depuis que leurs rapports avec la Chine se sont améliorés, les Etats-Unis considèrent que la puissance militaire de l'URSS représente le principal danger pour leur sécurité.

4837. THRONTON, Richard C. – « Strategic change and American foreign policy : perceptions of the Sino-Soviet conflict ». *Journal of Northeast Asian Studies* 5 (1), print. 86 : 49-70.

La politique extérieure américaine est fonction de l'équilibre militaire stratégique entre les Etats-Unis et l'URSS. Ainsi, le rapprochement de la Chine en 1969, et la normalisation de 1979, ne relèvent pas des relations bilatérales, mais constituent une réponse à la pénétration soviétique en Indochine.

4838. VLAHOS, Michael – « The Third world in US naval planning ». *Orbis* 30 (1), print. 86 : 133-148.

Des puissances régionales ou des coalitions d'Etats du Tiers-Monde pourraient, d'ici vingt ans, représenter une menace sérieuse pour les Etats-Unis en tant que puissance navale. La marine doit prendre conscience qu'une telle menace exige une doctrine opérationnelle et une conception stratégique particulières.

4839. WEEKS, Albert L. – « Intervention : when is it just ? » *Global Affairs* 1 (3), été 86 : 34-50 ; bibliogr.

L'intervention américaine à la Grenade a ravivé le débat sur le bien-fondé de telles interventions. Dans ce cas, c'est l'organisation des Etats des Caraïbes orientales qui a fait appel à l'aide américaine, ce qui a rendu l'action des Etats-Unis légalement et moralement autorisée au sens augustinien. Il ne faut pas oublier d'autre part, la pratique soviétique de la Révolution mondiale qui ne peut laisser les démocraties indifférentes.

Vie culturelle et scientifique

Voir aussi : n° 4939

4840. « Exporting American culture ». *Pubic Opinion* 9 (1), mars 86 : 2-20.

Suite d'articles consacrés à la diffusion de la culture américaine dans le monde, c'est-à-dire principalement la chanson, le cinéma, les programmes de télévision mais aussi les techniques du marketing politique et électoral. Cette expansion est souvent dénoncée par les Européens comme une « coca-colonisation » de leurs cultures mais l'Europe réagit aujourd'hui en inondant le marché américain de ses produits.

4841. KANTROW, Alan M. – « Industrial R. & D looking back to look ahead ». *Harvard Business Review* (4), août 86 : 40-52.

Des investissements importants dans la RD ne prouvent pas que l'entreprise va gagner des marchés mais témoignent de sa « bonne santé ». Analyse de diverses stratégies de RD adoptées par les entreprises.

4842. LAFRANCE, Jean-Paul – « Le cable aux USA : l'avenir est au pay-per-view » *Médias-pouvoirs* (4), sept. 86 : 24-32 ; tabl.

L'évolution la plus fulgurante sur le marché audiovisuel américain est celle de la télévision payante à la demande et à l'émission, le pay-per-view. Le câble devient le principal facteur de personnalisation des services et l'enjeu d'une concurrence acharnée entre les fournisseurs de programmes.

Questions sociales

Voir aussi : n° 4782, 5167

4843. L'Etat-providence

a. « Reflections on promoting the general Welfare ». *Political Science Quarterly* 101 (2), 1986 : 179-325 ; tabl.
Numéro consacré à la politique sociale américaine, sa conception et son évolution historique, les enjeux actuels, idéologiques, politiques et économiques, la lutte de la communauté noire et l'impact du « nouveau fédéralisme ».

b. OBLER, Jeffrey – « Moral duty and the Welfare State ». *The Western Political Quarterly* 39 (2), juin 86 : 213-235 ; bibliogr.
Ce n'est pas en persuadant les Américains aisés qu'ils ont un devoir moral à remplir envers les pauvres que les programmes d'assistance sociale cesseront de s'effriter. Il faut plutôt convaincre tous les citoyens de leur droit à bénéficier d'un niveau de vie décent et donc de la volonté des plus favorisés à aider ceux qui le sont moins.

4844. [Les réfugiés aux Etats-Unis]. *International Migration Review* 20 (2), été 86 : 329-501.

Suite d'articles consacrés aux problèmes d'accueil et d'intégration des réfugiés indochinois et haïtiens aux Etats-Unis : le « melting pot » est capable du pire comme du meilleur.

4845. « Sojourners and settlers : Yemenis in America ». *MERIP. Middle East Report* 16 (2), avr. 86 : 3-36.

Numéro spécial consacré aux immigrés yéménites aux Etats-Unis : la plus grande partie d'entre eux est venue dans les années 1970 et la seconde génération commence à bien s'intégrer à la civilisation américaine.

4846. « The transfer society ». *The Cato Journal* 6 (1), été 86 : 1-352 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial : les Etats-Unis sont devenus une société de transferts, transferts directs (sécurité sociale, programmes Medicare et Medicaid, bons alimentaires...) et transferts indirects (régimes fiscaux préférentiels, contrôle des prix, restrictions commericales...), qui vont à l'encontre de la liberté individuelle et du droit de la propriété privée, principes fondateurs des institutions américaines.

4847. COHAN, A.S. – « No legal impediment : access to abortion in the United States ». *Journal of American Studies* 20 (2), 1986 : 189-205.

Le Civil Rights Act de 1964 demeurant très imprécis, la législation concernant l'avortement a évolué à travers une série d'arrêts rendus par la Cour Suprême et qui font jurisprudence.

4848. GIERTZ, J. Fred ; SULLIVAN, Dennis H. – « Food assistance programs in the Reagan administration ». *Publius* 16 (1), hiv. 86 : 133-147 ; tabl.

Après une amélioration qualitative et quantitative des programmes d'aide alimentaire, l'Administration Reagan a décidé de réduire ces dépenses budgétaires en réservant son aide aux plus pauvres. Mais l'acceptation incomplète du Congrès fait que ces dépenses budgétaires continuent de croître mais à un rythme ralenti. L'idée de responsabiliser les états locaux dans ce domaine n'a guère eu de succès.

4849. GOLDFIELD, Michael : « Labor in American politics ; its current weakness ». *The Journal of Politics* 48 (1), fév. 86 : 2-29 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'influence politique des syndicats américains tient à leurs ressources financières et à leur capacité mobilisatrice. Leur récent déclin est parfois expliqué par les mouvements géographiques de la population américaine ou encore par le recul des tâches difficiles dans l'industrie. En réalité, ce déclin est dû aux changements subis par les forces sociales.

4850. KODRAS, Janet E. – « Labor market and policy constraints on the work disincentive effect of welfare ». *Annals of the Association of American Geographers* 76 (2), juin 86 : 228-246 ; tabl., cartes ; bibliogr.

Les différentes formes de prestations sociales ont pour effet, aux Etats-Unis, de diminuer chez leurs bénéficiaires la volonté de rechercher un emploi. Ainsi, dans les Etats qui accordent plus largement ces prestations, leurs ayants droit s'efforcent d'en profiter le plus longtemps possible.

4851. LOMASKY, Loren E. – « La Sécurité sociale est-elle intouchable ? » *Politique économique* (5), sept. 86 *Supplément* : 13 p.

Le système actuel des retraites de la Sécurité sociale aux Etats-Unis est la cause de crises budgétaires accrues. Or, des personnes âgées aux jeunes générations qui en supportent la charge financière, il fait l'unanimité sur le plan politique, et il est donc improbable que des changements puissent y être apportés. Une étude de l'expression populaire prouve qu'elle joue un rôle déterminant en la matière.

Economie et finances

Voir aussi : n° 4791

4852. « Assessing the New Federalism ». *Publius* 16 (1), hiv. 86 : 1-197 ; tabl., graph.

Numéro spécial consacré à un bilan du Nouveau Fédéralisme du Président Reagan ; cette politique part de l'idée de réduire les dépenses budgétaires fédérales et a des répercussions dans tous les domaines (aides sociales, écologie, transports, ...). Voir notamment : MUSSELWHITE, James C. : n° 4818 ; GIERTZ, J. Fred ; SULLIVAN, Dennis H. : n° 4848.

4853. « Institutional economics and the main drift in American capitalism ». *Journal of Economic Issues* 20 (2), juin 86 : 313-344 ; tabl.

Suite d'articles. la dernière décennie a mis fin à l'âge d'or du keynésianisme et a vue naître la reformulation des théories néo-classiques, d'où un retour aux règles strictes du marché en politique économique. Ces mesures, appliquées trois fois entre 70 et 82, nient les réalités économiques car elles s'appuient sur des théories supposant flexibles l'offre et la demande et ne peuvent donc qu'échouer. A l'opposé, une politique industrielle reposant sur l'accord de tous les partenaires sociaux serait bien plus efficace.

4854. « Monetary policy and open market operations in 1985 ». *Federal Reserve Bank of New York Quarterly Review* 11 (1), print. 86 : 34-53 ; tabl., graph.

La politique monétaire américaine s'est efforcée, au cours de l'année 1985, de soutenir la croissance économique en satisfaisant la demande de crédit. Essentiellement axée sur des opérations d'open market, cette politique a dû faire face à la forte croissance des liquidités (M1).

4855. La réforme fiscale

a. « La réforme fiscale de Reagan ». *L'expansion* (292), 9 oct. 86 : 82-87, 95-99 et 107-111.
Dossier : La nouvelle législation réduit fortement le taux d'imposition et simplifie le système fiscal américain : analyse de la signification politique de cette réforme et de ses conséquences pour les entreprises et les particuliers.

b. FONTANEAU, Pierre – « La réforme fiscale du Président Reagan : un exemple à méditer pour les Etats européens ? » *Fiscalité européenne* 17 (4), 1986, 13-22 ; résumé en anglais.
L'objectif du projet de réforme de R. Reagan est de mettre en place un dispositif fiscal simple, neutre et efficace. Les principaux points sont pour les ménages la simplification du barème et l'élargissement des bases d'imposition, pour les entreprises l'élimination de nombreux avantages sélectifs accordés aux institutions financières ou à certains secteurs. En réduisant l'imposition des ménages, la mise en application de ce projet permettrait de dégager un surplus de revenus et donc de favoriser la croissance. Les pays européens devraient également envisager un réforme de ce type.

c. SYREN, Jean-Louis – « La réforme fiscale américaine ». *Chroniques d'actualité de la SEDEIS* 35 (9), sept. 86 : 325-338.
L'objectif de la réforme fiscale américaine est la baisse du taux d'imposition (28 % maximum pour les particuliers, 34 % pour les entreprises), compensé par un élargissement de l'assiette. Dans un pays où l'impôt sur le revenu représente 71 % des recettes de l'Etat, un tel bouleversement constitue une révolution, bénéficiant plus aux contribuables à faibles revenus, qu'aux entreprises qui apparaissent comme les grands perdants, malgré la pression des lobbies.

4856. ALEXANDER, Robert J. – « Is the United States substituting a speculative economy for a productive one ». *Journal of Economic Issues* 20 (2), juin 86 : 365-374.

Dans les sociétés post-industrielles comme aux Etats-Unis, les activités de services tiennent une place prépondérante par rapport aux activités de production. Cependant, de nouveaux services, liés à la montée des fusion et prises de participation, ont pour simple objectif la spéculation. Cette évolution est peu favorable à l'économie américaine.

4857. ECALLE, François – « La révolution tertiaire aux Etats-Unis ». *Notes et études documentaires* (14), 1986 : 5-112 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Numéro spécial. Les services représentent 72 % des emplois aux Etats-Unis et près de 60 % des exportations. En outre ce secteur est créateur d'emplois ; analyse des mécanismes de la croissance du secteur tertiaire, des échanges internationaux de services vus des Etats-Unis et de quelques secteurs particuliers : transports aériens, télécommunications, commerce de détail, services financiers et services de santé.

4858. JONES, L.R. ; THOMPSON, Fred – « Reform of budget execution control ». *Public Budgeting and Finance* 6 (1), print. 86 : 33-49 ; tabl., graph.

La procédure budgétaire s'articule autour de l'élaboration puis de l'exécution du budget. La deuxième phase est l'objet de fréquentes erreurs qui se

traduisent par le gaspillage des deniers publics. Le maillon faible du contrôle de l'exécution budgétaire aux Etats-Unis concerne les services publics.

4859. VERNON, Raymond – « Can US manufacturing come back ? » *Harvard Business Review* (4), août 86 : 40-52.

La perte de parts de marché intérieur et extérieur de l'industrie manufacturière américaine est dû pour certains à l'insuffisance de l'intervention de l'Etat pour soutenir la RD, les entreprises défaillantes et freiner les importations. Dans la réalité les aides du gouvernement ne sont pas inférieures à celles des autres pays. Les entrepreneurs américains n'ont pas su saisir les opportunités qui s'offraient à eux.

Relations économiques extérieures

Voir aussi : n° 5120, 5218

4860. « The Pacific basin : new challenges for the United States ». *Proceedings of the Academy of Political Science* 36 (1), 1986 : 1-173.

Numéro spécial consacré aux Etats-Unis, face aux développements dans le bassin du Pacifique. Voir notamment : DRYSDALE, Perter : n° 5142 ; OKITA, Saburo : n° 5142 ; SNEIDER, Richard L. : n° 4836 ; ZAGORIA, Donald S. : n° 5117 ; STANLEY, Peter : n° 4829.

4861. CRUSOL, Jean – « Les principaux enjeux économiques : la stratégie américaine ». *Revue politique et parlementaire* 88 (924), août 86 : 57-71 ; tabl.

Le bilan de l'initiative du bassin Caraïbe, programme lancé en 1982-83 par le gouvernement américain fait apparaître ls potentialités positives du CBI pour le développement des pays bénéficiaires mais aussi les dangers qu'il comporte : la création d'activités liées verticalement à l'économie américaine et le recours trop large à l'investissement étranger conduisent à une désintégration économique locale et à une dépendance économique et politique.

4862. LEDUC, Daniel – « Le libre échange canado-américain : défi à la souveraineté et au progrès ». *Canadian Journal of Political Science* 19 (2), juin 86 : 305-324 ; résumé en anglais.

Depuis l'élection fédérale de 1984 les conservateurs ont mis fin à la politique extérieure d'indépendance à l'égard des Etats-Unis des libéraux et se sont beaucoup rapprochés de Washington. Si leur projet de libre-échange voyait le jour, ce serait un danger pour l'industrie canadienne, pour la situation économique et sociale des Candadiens et pour la souveraineté du pays.

4863. REICH, Robert B. ; MANKIN, Eric D. – « Avantages et risques des accords avec des Japonais ». *Harvard - l'expansion* (42), aut. 86 : 91-101.

Les sociétés à capitaux mixtes et les accords d'entreprise entre Américains et Japonais se multiplient, les Japonais espèrent alléger les barrières comerciales dressées par les Etats-Unis en y investissant directement ce qui a pour résultat de mettre les produits japonais sur le marché intérieur américain à moindre coup. Mais en se spécialisant dans la commercialisation des produits et en abandonnant la production, aux Japonais les entreprises américaines font un choix risqué à long terme.

France

Institutions et vie politiques, territoires dépendants

Voir aussi : n° 4926, 5127

4864. La cohabitation

a. GRIOTTERAY, Alain – « La cohabitation, intermède ou enlisement ». *Revue des deux mondes (1982)* (9), sept. 86 : 580-592.
Après quatre mois de pratique, la cohabitation semble viable en France mais un des dangers est que cette situation serve d'excuse pour laisser de côté certains domaines « périlleux ».

b. GUENAIRE, Michel – « Le défi référendaire d'un président minoritaire ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (4), août 86 : 1065-1096.
Tant que la démocratie française fonctionnera sur la base du concept majoritaire et qu'il sera reconnu que la majorité est toujours celle qui s'est exprimée le plus récemment, un Président minoritaire ne peut avoir les mêmes droits qu'un Président majoritaire. Un référendum dans le contexte de la cohabitation ne peut réussir que s'il revêt une nouvelle dimension.

c. MASSON, Gilles – « Six mois de cohabitation-coopération ». *Cahiers du communisme* 62 (9), sept. 86 : 54-59.
La cohabitation-coopération mise en place après le 16 mars ne pose pas de problèmes particuliers au Président de la République et au PS, malgré l'ampleur des attaques et remises en cause économiques, sociales et politiques de la droite.

d. TARLE, Antoine de – « De l'alternance à la cohabitation ». *Etudes* 365 (4), oct. 86 : 307-316.
Les résultats des élections de mars 1986 mettent en lumière la fragilité des équilibres politiques actuels et rendent difficile la stratégie des grands acteurs de la vie politique française. En optant pour la cohabitation pacifique, F. Mitterrand et la coalition UDF-RPR semblent avoir répondu à l'attente des Français qui, d'après les sondages récents, sont satisfaits de la situation actuelle.

4865. La mémoire des partis politiques

a. LAVABRE, Marie-Claire – « Memory and partisan identity : the case of French Communist Party ». *European Journal of Political Research* 14 (12), 1986 : 171-185 ; bibliogr.
Le Parti communiste français est très attaché à l'écriture et à la diffusion de son histoire. Ainsi, se forge une « mémoire collective » au sein du parti ; mais, si on compare des autobiographies des leaders et les récits des expériences vécues par certains militants, on peut dégager des thèmes communs mais on constate également des perceptions différentes.

b. RIGLET, Marc – « Les partis politiques ont-ils perdu la mémoire ? » *L'histoire* (93), oct. 86 : 64-69.
A l'exception du parti communiste, les partis politiques français ne se soucient guère de leur histoire et de la conservation de leurs archives. A cela, deux raisons principales : les partis français ont un taux de mortalité élevé et un faible degré d'organisation.

4866. Le nationalisme algérien avant l'indépendance

a. OUAMARA, Achour – « Analyse du discours nationalitaire algérien (1930-1954) ». *Mots* (13), oct. 86 : 131-158 ; tabl. ; résumé en anglais.
Entre 1930 et 1954, le discours nationalitaire émane de quatre mouvements (ELUS, Oulamas, PCA et PPA-MTLD). Ce discours se construit massivement en référence antagoniste au discours colonial : l'apparition de l'adjectif « algérien » s'avère révélatrice de la reconnaissance d'une réalité politique.

b. PERVILLE, Guy – « La guerre d'Algérie sans mythes ni tabous ». *L'histoire* (93), oct. 86 : 14-26.
Pour expliquer de façon sereine la guerre d'Algérie, il convient de définir le rôle joué par le peuple algérien dans un conflit dont il fut à la fois acteur et enjeu. S'il y a effectivement identification du FLN au peuple algérien en 1954, on constate dès 1956 un reflux de l'influence du FLN et une aspiration profonde à la paix.

c. STORA, Benjamin – « Faiblesse paysanne du mouvement nationaliste algérien avant 1954 ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (12), déc. 86 : 59-72 ; résumé en anglais.
L'élaboration d'un dictionnaire biographique de 600 militants nationalistes algériens, contredisant les théories de Franz Fanon, révèle que les cadres d'une révolution qui se voulait avant tout rurale ont été massivement des urbains. Cette contradiction est sans doute à l'origine des difficultés que connaît l'Algérie depuis l'indépendance.

4867. La répression du terrorisme

a. FONTANAUD, Daniel – « Une réponse légale et judiciaire face au phénomène terroriste ». *Etudes polémologiques* (38), 2e trim. 86 : 117-129.
La notion de terrorisme doit-elle entrer dans le code pénal français ? C'est ce que préconisent le RPR et le rapport du sénateur Masson, depuis 1984.

Or, la législation actuelle permet de répondre aux actes visés quitte à aggraver certaines peines. On pourrait toutefois envisager de regrouper et centraliser les dossiers relevant de ce type d'infractions et d'élaborer une loi relative aux « repentis » s'apparentant aux textes italiens de 1982.

b. PEZE, Antoine – « La lutte antiterroriste française : le point de vue de la Commission nationale informatique et liberté ». *Etudes polémologiques* (38), 2e trim. 86 : 97-114.
Caractéristiques du projet de fichier « Violence-Attentats-Terrorisme » mis au point par le Ministère de l'Intérieur en 1982 et analyse des limitations que le CNIL a imposées à ce projet.

4868. AGOSTINI, Eric – « L'aborigène en droit comparé ». *Revue internationale de droit comparé* 38 (2), juin 86 : 315-325.

Comme toutes les populations assujetties à la domination française, les Canaques ont fait l'objet autrefois d'un statut discriminatoire. Aujourd'hui, prisonnière de l'ethnologie, la politique française en Nouvelle-Calédonie semble prête à tout sacrifier aux droits de l'aborigène.

4869. BONICHOT, Jean-Claude – « Le contrôle juridictionnel du pouvoir discrétionnaire dans l'expulsion et l'extradition des étrangers ». *Revue internationale de droit comparé* 38 (2), juin 86 : 689-703.

Les conditions dans lesquelles s'effectue, en France, le contrôle des décisions d'expulsion et d'extradition apparaissent, à l'heure actuelle assez satisfaisantes.

4870. DUNES, André – « La non-publication des décisions de justice ». *Revue internationale de droit comparé* 38 (2), juin 86 : 757-774.

La jurisprudence est très mal connue parce qu'elle n'est pas systématiquement publiée. Le recours à l'informatique juridique documentaire n'est certes pas la solution absolue, mais il permettra d'améliorer la connaissance de la jurisprudence.

4871. FAVOREU, Louis – « La décision de constitutionnalité ». *Revue internationale de droit comparé* 38 (2), juin 86 : 611-633.

Après une longue tradition d'hostilité au contrôle de constitutionnalité des lois, la France s'est dotée en 1958 d'un système original, qui a beaucoup évolué au cours de ces dix dernières années. Le juge constitutionnel français a assez vite trouvé des techniques et des méthodes semblables à celles de ses homologues européens ou américains.

4872. JUAN, Salvator – « Une interprétation sociologique de l'action technocratique ». *Les temps modernes* 42 (483), oct. 86 : 97-152 ; bibliogr.

La notion de technocratie est très utilisée, mais peu définie. Or, la sociologie de la technocratie ne peut se construire qu'après avoir surmonté un certain nombre d'obstacles (réduction du concept à des mécanismes, abstractions généralisantes...). Une fois définie, la technocratie apparaît comme un acteur social important, notamment au regard de la société française.

4873. KESSELMAN, Mark – « Lyrical illusions or a socialism of governance : whither French socialism ? » *Socialist Register* 1986 : 233-248.

En adoptant en 1982 son plan de rigueur, le gouvernement socialiste français a abandonné l'idée d'une réforme social-démocrate en France. En 1981, toutes les conditions étaient pourtant réunies pour orienter les pays vers une social démocratie. Mais les socialistes français n'ont pas donné à cette dernière un contenu approprié.

4874. LECLERCQ, Claude – « Les mécanismes juridiques de disparition de la République ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (4), août 86 : 1015-1042.

La combinaison des principaux mécanismes juridiques utilisés aux XIXe et au début du XXe siècle, qui avaient permis d'anéantir, puis de rétablir la République, a permis la transition pacifique et constitutionnelle de la IVe à la Ve République, assurant ainsi la pérennité républicaine.

4875. MARCIL-LACOSTE, Louise – « Egalitarisme et féminisme ». *Mots* (13), oct. 86 : 65-82 ; résumé en anglais.

Quand on évoque traditionnellement la question : « faut-il, quand on est femme, être pour ou contre l'égalité ? », les femmes répondent « oui » au nom de l'égalitarisme et « non » à celui du féminisme. En fait c'est en raison des blocages actuels de l'égalitarisme que les femmes devraient répondre « non » à la question posée et c'est au nom du féminisme qu'il leur faudrait répondre par l'affirmative en raison des déblocages qui sont maintenant engagés.

4876. MORAND-DEVILLER, Jacqueline – « Les mécanismes de la réforme administrative ». *Revue internationale de droit comparé* 38 (2), juin 86 : 675-687.

L'administration française est en perpétuel état de réforme. Fort divers, les mécanismes de cette réforme ont subi une évolution en relation avec celle des sociétés contemporaines. L'appel à l'information et à la participation des citoyens est devenu un mouvement irréversible des vingt dernières années.

4877. MOREAU, Jean-Louis – « Faut-il abroger le statut général des fonctionnaires ? » *L'actualité juridique. Droit administratif* (9), 20 sept. 86 : 491-499.

Le troisième statut général de la fonction publique instauré par les lois du 13 juillet 1983, 11 janvier 1984 et 26 janvier 1984 se situe dans le droit fil de ses prédécesseurs, mais il en a développé parfois avec excès les virtualités. Ce nouveau statut apparaît lourd, marqué par moins d'obligations et davantage de droits et instaurant de nouveaux privilèges. Sans renoncer à un statut général, il serait nécessaire d'opérer une « petite chirurgie ».

4878. PLENEL, Edwy – « Terrorisme et idéologie en France ». *Etudes polémologiques* (38), 2e trim. 86 : 7-27.

Analyse de l'évolution du groupe Action Directe. Au départ tout petit noyau, provenant de l'extrême gauche libertaire et maoïste, il va peu à peu agréger des « autonomes » à l'idéologie embryonnaire. A partir de 1983-84, au prix de sérieuses discussions, le groupe se radicalise et s'internationalise (liens de plus en plus étroits avec la RAF, les CCC, les résidus de Primalinea). Cette radicalisation s'est accompagnée d'une réduction de ses membres, d'un délitement de sa « mouvance » mais aussi d'un renforcement de son organisation qui rend d'autant plus complexe la lutte anti-terroriste.

4879. PRIEUR, Michel – « Les plans ORSEC ». *Droit et ville* (20), 1985 : 200-228.

Le plan ORSEC se présente comme un instrument de prévision des catastrophes à travers la mise en place de moyens de secours adaptés à chaque type de catastrophe ; son efficacité s'apprécie au niveau de sa mise en œuvre et à ce titre, il constitue un document perpétuellement remis sur le chantier.

4880. ROBERT, Jacques – « La France et la protection transnationale des droits de l'homme ». *Revue internationale de droit comparé* 38 (2), juin 86 : 635-673.

La France répugne encore aujourd'hui à se voir imposer des directives et des normes de l'extérieur, alors qu'elle reste dans l'univers le pays où les étrangers aiment le mieux vivre et qu'elle se fait toujours un honneur d'offrir l'asile à tous ceux qui, de par le monde, sont persécutés par leur combat en faveur de la justice et de la liberté.

4881. SORDOILLET, G. – « Marchés publics, décentralisation et protectionnisme local : le cas des travaux publics en Franche-Comté ». *L'économie du Centre-Est* 28 (1), 1986 : 65-92 ; tabl., graph.

Le cas particulier de la Franche-Comté dans le domaine des travaux publics permet d'attirer l'attention sur un risque non négligeable de la décentralisation, qui, par la façon dont elle est envisagée par certains responsables économiques, ne conduit pas à un résultat positif.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 5143

4882. BOYER, Yves – « French foreign policy : alignment and assertiveness ». *The Washington Quarterly* 9 (4), aut. 86 : 5-14.

Malgré les changements de majorité politique, on note depuis 1945 un consensus en matière de politique étrangère. Ceci s'explique principalement par le fait que les partis politiques (sauf le PC) ont tous la même perception de la situation mondiale et par le rôle prépondérant joué par le président de la République dans ce domaine. Pourtant on constate un affaiblissement du rôle de la France sur la scène internationale dû à des raisons sociologiques, économiques ou démographiques et qui s'accompagne d'un décalage entre le discours et la pratique politique. Cependant la possession de l'arme atomique et l'importance croissante de l'Europe font que ce recul devrait être limité.

4883. COLLET, André – « Le régime des matériels de guerre, armes et munitions en droit français dans ses rapports avec le droit de la Communauté économique européenne ». *Revue trimestrielle de droit européen* 22 (3), sept. 86 : 355-366.

Dans le domaine de la fabrication et du commerce du matériel de guerre, les Etats membres de la CEE ont été obligés, face au terrorisme et aux coûts de fabrication, de rechercher une certaine collaboration. L'harmonisation des législations éveille encore bien des craintes et réticences mais la coopération industrielle dans ce domaine, grâce à ces accords bilatéraux, trilatéraux ou à des institutions appropriées, peut se prévaloir d'un certain nombre de réussites.

4884. LACROIX-RIZ, Annie – « La perception française de la politique américaine en Europe de 1945 à 1948 ». *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes* (25), 1986 : 119-154 ; bibliogr.

Entre 1945 et 1947 la France perçoit le danger de la mise en place du programme européen de Washington : libération des échanges avec les Etats-Unis d'une Europe occidentale dominée par l'Allemagne tout juste vaincue. Avec l'ère Marshal (1947-48), les mêmes craintes subsistent même si elles sont masquées derrière une apparente ferveur européenne.

4885. PASCAL, Roger – « Le paternalisme ! Voilà l'ennemi ! » *Le mois en Afrique* 22 (247-248), sept. 86 : 42-51 ; résumé en anglais.

Le maître-mot après l'accès à l'indépendance des pays africains était « développement ». Aujourd'hui, les résultats sont désastreux : l'exode rural a provoqué un chômage urbain élevé, l'agriculture n'a pas été modernisée. En voulant (par calcul ou pour des raisons humanitaires) insuffler « son » développement, la France – et les pays occidentaux en général – n'a fait qu'augmenter les déséquilibres des pays africains, les rendant ainsi, encore plus dépendants.

Vie culturelle et scientifique

4886. « L'audiovisuel : techniques et communications ». *Les cahiers français* (227), sept. 86 : 1-76 et 32 p., tabl., graph., cartes.

Numéro consacré aux médias : histoire, inventaire des nouveaux médias, les techniques (radio et télévision terrestre, par satellite, par câble...), le droit de la communication (loi de 1982 et projet de loi de 1986), le financement de l'audiovisuel.

4887. « Sociologie de l'art et de la littérature ». *Revue française de sociologie* 27 (3), sept. 86 : 363-530.

Suite d'articles sur la sociologie des arts plastiques de la littérature et de la musique à partir d'une méthode fondée sur l'intégration des différentes méthodes d'analyses proprement sociologiques et des approches voisines de la sociologie : histoire, économie, psychologie et ethnologie. Voir notamment : MOULIN, Raymonde : « Le marché et le musée, la constitution des valeurs artistiques contemporaines » ; FREIDSON, Eliot : « Les professions artistiques comme défi à l'analyse sociologique ».

4888. « Théâtre populaire ». *Lendemains* 11 (41), 1986 : 3-80 ; résumés en français.

Suite d'articles consacrés au théâtre populaire dans son évolution tout au long du 20e siècle, à la façon dont il fut conçu par Copeau, Vilar, Planchon, Brecht, etc. La révolte de mai 1968 a modifié le visage du théâtre populaire en créant une multiplicité d'expérimentations. Ainsi, le théâtre de l'Aquarium est l'exemple de l'évolution des groupes théâtraux des années 70.

4889. « Le tout-ordinateur ». *Projet* (201), oct. 86 : 3-174.

Suite d'articles sur les promesses ou les menaces que suscite la troisième révolution industrielle qui se distingue des deux précédentes en produisant de l'énergie au service du cerveau humain.

4890. LEGRAIN, Jean-François – « Islam en France. Islam de France ». *Esprit* (10), oct. 86 : 1-30 ; bibliogr.

L'examen des organisations islamiques en France, des associations, de la pratique religieuse, rend compte de l'extrême diversité de la communauté musulmane, qui demeure éclatée selon ses origines ethniques et nationales. La majorité, cependant, se partage entre l'Islam « tranquille » de la 1re génération et l'Islam « de France » de la 2e génération, traversée par son appartenance française. L'appel islamiste semble jusqu'à présent avoir échoué à mobiliser les banlieues.

4891. LIAUZU, Claude – « Le tiers mondisme des intellectuels en accusation. Le sens d'une trajectoire ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (12), déc. 86 : 73-80 ; résumé en anglais.

Le débat sur le tiers mondisme est éclairé par l'examen du cheminement des intellectuels depuis l'Affaire Dreyfus : il montre dans quelles conditions ils ont inventé le tiers mondisme, comment on peut interpréter leur retour à l'Occident, ainsi que les traits idéologiques des années 1980. Voir à la suite, pp. 81-83 : SAUVY, Alfred : « Trois mondes, une planète » : article publié le 14 août 1952 dans l'*Observateur* introduisant la notion de Tiers-Monde.

4892. LINOTTE, Didier – « Radio et télévision en France ». *Annuaire européen d'administration publique* (7), 1984 : 149-167 ; bibliogr.

Paradoxe (français ?), la droite « libérale » a renforcé en 1978 le contrôle de l'Etat sur la radio-télévision, alors que la gauche « nationalisatrice » a, en 1982, brisé le monopole d'Etat. L'évolution, depuis 1981, va, en effet, dans le sens du pluralisme : décentralisation des structures et géographique, autorisation des radios dites « libres », accès aux auteurs mieux garanti pour les différents courants de pensée, privatisation progressive des moyens de financement. Mais l'espace hertzien continue de relever du domaine public et l'Etat – voire le gouvernement – est loin d'avoir abandonné tout pouvoir sur l'audiovisuel.

4893. POMART, Paul Dominique – « Les banques de données de presse ». *Médias-pouvoirs* (4), sept. 86 : 43-56 ; résumé en anglais.

Les banques de données de presse sont spécifiques par leur contenu, leur volume, leur faible valeur, leur redondance et leur obsolescence et leurs utilisateurs sont divers. L'automatisation représente un enjeu économique et culturel, mais elle exige trois conditions préalables : la coopération entre les journaux, l'incitation et l'aide des pouvoirs publics et la réglementation des droits d'auteurs.

4894. ROCHE, Daniel – « Les histoires d'aujourd'hui. Remarques pour un débat ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (12), déc. 86 : 3-20 ; tabl. ; résumé en anglais.

Sous une apparence florissante, la situation des historiens est en vérité alarmante : recrutements bloqués, vieillissement des chercheurs, thèmes rabâchés, gaspillage de l'imagination créatrice sous la pression des médias désireux de satisfaire un public avide d'histoire, sources inaccessibles (archives, BN). Ce diagnostic sévère exige une discussion collective pour sauver l'avenir.

4895. THOMAS, Joseph – « Les finances de l'Eglise en France ». *Etudes* 365 (4), oct. 86 : 395-405.

Depuis quinze ans, un gros effort a été fait pour clarifier la situation financière des paroisses et des diocèses. Mais les finances des instituts religieux, des écoles de l'enseignement catholique et d'autres organismes privés ne sont connues qu'à l'intérieur de chacun d'eux. L'avenir des finances est incertain et l'amenuisement des ressources déjà perceptible.

Questions sociales

Voir aussi : n° 4767

4896. « Combien gagnent les fonctionnaires ? » *E & [et] S* (191), sept. 86 : 21-60 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en espagnol.

Deux articles : en 1982, la fourchette des rémunérations des personnels de l'Etat allait de 1 à 6. Les rémunérations annexes représentent 8 % du traitement net de base pour les femmes et 15 % pour les hommes. Entre 1978 et 1984, les augmentations individuelles s'élèvent à 1,7 % par an, dont deux tiers sont imputables à des avancements automatiques ou quasi-automatiques. Voir : MERON, Monique : « Les salaires de l'Etat » ; FOURNIER, Jean-Yves : « Les carrières des fonctionnaires : une approche par le " GVT " ».

4897. « Emploi et protection sociale : d'autres critères pour une nouvelle croissance ». *Issues* (26), 3e trim. 86 : 3-142 ; tabl.

Numéro spécial consacré au chômage et à la protection sociale, en période de crise ; les responsabilités de l'économie capitaliste pour cette situation et les solutions pour surmonter la crise.

4898. Les valeurs morales

a. « Le libéralisme culturel face au nouvel ordre moral ». *Intervention* (17), sept. 86 : 7-69.
« Il est interdit d'interdire » ou « Travail, Famille, Patrie » ? Dossier consacré aux valeurs hédonistes et anti-autoritaires telles qu'elles se sont développées au cours des années 60 et 70 et à l'offensive néo-conservatrice, répressive et moralisatrice qui cherche depuis à s'imposer. La situation du débat sur les mœurs en France et aux Etats-Unis. Voir : TOINET, Marie-France : n° 4823.

b. « Les valeurs morales et leur devenir ». *La pensée* (252), août 86 : 5-74.
Suite d'articles sur les mutations morales de la société actuelle en France particulièrement : l'évolution extrêmement rapide de la technologie et de la science est une des causes de cette mutation et les enjeux nouveaux créés par le progrès technique n'ont pas encore engendré de valeurs nouvelles. Voir notamment : SEVE, Lucien : « Un regard marxiste sur la bioethique » ; BERTHO, Alain : « Valeurs et politique : où va la société française ? ».

4899. « Visages de la population de la France ». *Espace, populations, sociétés* (2), 1986 : 9-386 ; tabl., graph., cartes ; résumés en anglais.

Actes du colloque « Changements démographiques et géographiques de la population de la France », organisé par la Commission de géographie de la population du Comité national français de géographie, qui s'est tenu à Poitiers, en novembre 1985 : les changements dans la répartition géographique ; l'évolution de la natalité et de la mortalité ; les changements dans la structure de la famille ; l'importance numérique et la place des immigrés.

4900. AIACH, P. – « A propos des inégalités sociales dans le domaine de la santé ». *Cahiers de sociologie et de démographie médicales* 26 (2), juin 86 : 151-167 ; bibliogr.

Les victimes des inégalités sociales sanitaires en France sont essentiellement et massivement les ouvriers spécialisés, les ouvriers agricoles et les personnels de service. Ces inégalités sont aussi bien devant la mort que devant la maladie.

4901. BEDOUCHA, Jeanine ; PASCAUD, Elisabeth – « Pauvreté et revenu minimum garanti ». *Regards sur l'actualité* (123), aut. 86 : 3-30 ; tabl.

Différentes propositions « plans pauvreté » ont été élaborées en France. Mais il convient, pour toute politique d'aide sociale efficace, de définir la pauvreté et les nouvelles pauvretés et de mieux appréhender les personnes concernées. Celles-ci selon une étude du CREDOC se recrutent essentiellement parmi les parents isolés, les familles nombreuses, les étrangers, les personnes seules, les chômeurs, les malades, les actifs jeunes ou mieux sans qualification. La formule du revenu minimum garanti est-elle une bonne solution ?

4902. BLOCH, Laurence ; PUIG, Jean-Pierre – « Baisser les salaires réels, réduire les sureffectifs industriels : deux aspects de la flexibilité de l'emploi ». *E & [et] S* (191), sept. 86 : 3-20 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et espagnol.

L'utilisation du modèle économétrique DMS montre que la flexibilité de l'emploi par la baisse du salaire moyen et la résorption des sureffectifs industriels allègerait le coût salarial des entreprises, mais que les effets sur l'emploi resteraient limités. Pour que ces effets soient positifs, il est essentiel que les entreprises investissent et allongent la durée d'utilisation des équipements.

4903. PELC, Alain – « L'effet de la démographie sur la consommation pharmaceutique ». *Cahiers de sociologie et de démographie médicales* 26 (2), juin 86 : 133-150.

Dans les quinze prochaines années, la consommation pharmaceutique devrait croître de 1 % en moyenne sous le double effet de l'augmentation de la population française, dont le déclin n'est prévu qu'à partir de 2000 et d'un vieillissement moins rapide de la population que celui constaté dans les dernières années. L'évolution probable du nombre des médecins et les progrès thérapeutiques sont deux autres facteurs à prendre en compte.

4904. STREIFF-FENART, Jocelyne – « Mariage des jeunes de la deuxième génération maghrébine ». *Revue française des affaires sociales* 40 (2), juin 86 : 127-138 ; bibliogr.

Extraits d'entretiens avec des jeunes maghrébins de la deuxième génération pour étudier leur comportement matrimonial : l'opposition des conceptions des jeunes hommes et des jeunes filles, le modèle occidental, le rôle des mères, les mariages entre cousins.

Economie et finances

4905. La communication d'entreprise

a. « La communication d'entreprise ». *Médias-pouvoirs* (4), sept. 86 : 67-128.
Suite d'articles. La communication est devenue un enjeu essentiel pour les entreprises. Elle s'applique sur différents supports, mais elle n'est rien sans la crédibilité commerciale. Voir notamment : ALLAIN-DUPRE, Patricia : « Un défi à l'échelle internationale » ; LECLERC, Michel Edouard : « On n'invente pas une image d'entreprise » ; FLERI, Louis François : « Quand l'entreprise crève l'écran » ; VEBRET, Joseph : « Mécénat culturel : la soft communication ».

b. « Le media entreprise ». *Dossiers de l'audiovisuel* (8), août 86 : 14-55 ; tabl.
Numéro spécial constitué d'articles de périodiques et d'inédits et consacré au nouveau défi imposé aux entreprises : celui de la communication. L'entreprise est devenue un « media » car la qualité de son image extérieure est devenue presque aussi importante que ses performances financières. Pour ce faire, l'entreprise dispose de différents outils de communication et de moyens de dynamiser son personnel : projet d'entreprise, participation, cercles de qualité, journaux, radios et vidéo-magazines, formation et mécénat à usage interne, tel est l'essentiel de ces différents moyens.

4906. « Les couleuvres de la gauche ». *Autogestions* (23), 1986 : 47-87.

Suite d'articles sur l'utilisation par la gauche du thème de l'autogestion. Présentée comme un système idéal dans certains écrits et réclamée par la gauche lorsqu'elle n'est pas au pouvoir, l'autogestion n'a pas été mise en application entre 1981 et 1986, entre autres, parce que les objectifs de ses défenseurs paraissaient utopiques aux hommes du pouvoir. Il est nécessaire d'en redéfinir les buts et les moyens pour pouvoir l'appliquer.

4907. « Guide juridique de l'économie sociale ». *La revue de l'économie sociale* (8), juin 86 : 259 p.

Numéro spécial composé des textes relatifs à ce secteur économique (à l'exception de la coopération agricole) et classés selon la triade classique : associations, coopérations, mutualité. Dispositions d'ordre fiscal.

4908. L'industrie agro-alimentaire

a. « L'énergie et les industries agro-alimentaires ». *Revue de l'énergie* 37 (384), juil. 86 : 271-479 ; tabl., graph.
Numéro consacré à l'enjeu que représentent les industries agro-alimentaires pour les différentes sources d'énergie ; la consommation par source d'énergie de ces industries ; la nécessité d'une maîtrise de l'énergie par ce secteur économique.

b. FEILLET, Pierre – « Les biotechnologies au service de l'agriculture et des agro-industrie ». *Futuribles* (102), sept. 86 : 23-37.
Le développement de la recherche en biotechnologie est en train de modifier fondamentalement les techniques de production agricole, de fabrication alimentaire ainsi que les conditions mêmes de la production naturelle des espèces. Il exigera de nouvelles organisations associant recherche et production.

4909. « Information des entreprises cotées et analyse financière ». *Analyse financière* (66), 3e trim. 86 : 104 p.

Numéro consacré à l'importance de l'information financière des entreprises, particulièrement de celles qui sont cotées en Bourse ; les relations entre les entreprises et la presse financière ; l'action de la COB pour l'amélioration des chiffres publiés par les entreprises ; les exemples des entreprises étrangères.

4910. « Postes et télécommunications : rapport sur la gestion financière et la marche des services pendant l'année 1983 ». *Journal officiel de la République française. Edition des documents administratifs* (135), 24 sept. 86 : 144 p. ; tabl.

Les opérations de fonctionnement des services postaux, des services financiers et des télécommunications : charges et produits de fonctionnement, résultats ; les opérations en capital ; le marché des services pendant l'année 1983.

4911. « Projet de loi de finances pour 1987 ». *Les notes bleues* (299), 5 oct. 86 : 115 p. ; tabl., graph.

Numéro spécial consacré au budget 1987 : la politique économique du gouvernement, les dépenses (avec une présentation par budget), les allègements d'impôts.

4912. « Le règlement intérieur ». *Liaisons sociales. Législation sociale* (9813), 25 sept. 86 : 89 p.

Numéro spécial consacré à ce document défini de façon très précise depuis la loi du 4 août 1982. Ses caractéristiques et la procédure d'élaboration, le contenu du règlement (hygiène et sécurité, règles disciplinaires, les dispositions incluses), le contrôle administratif et judiciaire de ce règlement intérieur.

4913. Les ressources des collectivités locales

a. KLEIN, Jacques Sylvain – « Les Français paient-ils trop d'impôts locaux ? » *Regards sur l'actualité* (123), août 86 : 31-44 ; tabl.
La fiscalité locale française est archaïque, injuste et excessive. Elle est en outre, anti-économique car elle a conduit à une intervention de plus en plus massive de l'Etat.

b. « Evolution des ressources des collectivités locales ». *Correspondance municipale* (269), juin 86 : 4-55.
Suite d'articles sur le financement des compétences transférées par la décentralisation et l'évolution des dotations globales.

4914. BANCE, Philippe ; MONNIER, Lionel – « The privatization of public enterprises in France ». *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative* 74 (2), juin 86 : 181-203 ; tabl.

Dans le débat sur la privatisation des entreprises publiques en France, la transformation des objectifs assignés à l'entreprise publique, l'adoption d'un comportement allant vers la réalisation de bénéfices et la stratégie que l'Etat poursuit par filiales interposées sont les questions les plus fréquemment évoquées.

4915. BORZEIX, Annie – « Le droit d'expression des travailleurs : un point de vue syndical ». *Revue française des affaires sociales* 40 (2), juin 86 : 107-126.

Le point de vue de la Fédération générale de la métallurgie (CFDT) exposé lors d'une réunion de travail avec un groupe de recherches sur les relations du travail du CNAM : le rôle du syndicat doit être de préparer et d'assister les groupes d'expression directe en y étant présent et en mobilisant les travailleurs.

4916. COULET, William – « L'accident nucléaire ». *Droit et ville* (20), 1985 : 153-171.

L'ensemble des dispositions juridiques françaises visant à assurer la sécurité en matière nucléaire se révèle, à l'analyse des mesures de prévention et de l'intervention des pouvoirs publics lors d'un accident nucléaire, à la fois scrupuleux et nuancé, mais sans être toujours à la mesure de la menace.

4917. DENIEL, Alain – « Les mutations de l'épargne ». *La revue du Trésor* 67 (8-9), sept. 86 : 463-481 ; tabl., graph.

Depuis 1978, l'épargne française a subi de profondes modifications : les ménages épargnent moins et de manière très différente. L'apparition de taux d'intérêt réels positifs, la politique volontariste du gouvernement, l'imagination des intermédiaires financiers ont entraîné une réorientation de l'épargne provoquant un développement important des marchés financiers, renforcé par la continuité qui tend à s'établir entre épargne et assurance.

4918. DERRUPPE, Jean – « Le contrôle des pratiques illégales et irrégulières, au regard de la politique de protection des consommateurs ». *Revue internationale de droit comparé* 38 (2), juin 86 : 409-418.

Le droit français de la consommation est en voie de mutation. L'insuffisance du droit commun et la nécessité de dispositions spéciales laissent place à la recherche d'un ensemble cohérent.

4919. FOYER, Jacques – « Les effets des transformations des structures agricoles en France dans les vingt dernières années ». *Revue internationale de droit comparé* 38 (2), juin 86 : 529-565.

L'agriculture française est certainement l'un des secteurs économiques qui, au cours du dernier quart de siècle, a connu les bouleversements les plus importants. Les agriculteurs français ont fait preuve d'une grande capacité d'adaptation.

4920. GAUDEMET, Paul Marie – « La fiscalisation des prélèvements sociaux ». *Revue internationale de droit comparé* 38 (2), juin 86 : 705-734 ; tabl.

La fiscalité occupe jusqu'ici une place modeste dans le financement de la protection sociale en France. Une réforme paraît s'imposer. Une fiscalisation généralisée des prélèvements sociaux est particulièrement difficile à réaliser.

4921. GUIOL, Patrick – « La participation, le gaullisme et le RPR ». *Autogestions* (23), 1986 : 13-45.

Par sa stature personnelle, son autorité historique et l'ampleur du phénomène politique qu'il a provoqué en France, de Gaulle a inscrit la participation comme en enjeu national dans le débat politique et social français malgré l'hostilité de certains de ses partisans. Mais cette volonté de transcender la lutte des classes s'est soldée par un échec. La reprise du même thème par le RPR aujourd'hui se situe dans une perspective uniquement électoraliste et est utilisée pour atteindre ses objectifs néolibéraux.

4922. ISRAEL, Jean-Jacques – « La " Commission administrative nationale d'évaluation, des actions des banques nationalisées non inscrites à la cote officielle " (art. 18 de la loi du 11 février 1982) ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (4), août 86 : 971-1013.

La Commission administrative nationale d'évaluation est une autorité administrative indépendante, mais non juridictionnelle, dont les décisions sont susceptibles de recours en annulation.

4923. LASSIBILLE, Gérard – « L'influence des événements familiaux dans la formation des revenus ». *Annales d'économie et de statistique* (2), juin 86 : 101-116 ; tabl. ; résumé en anglais.

Le gain du mariage est généralement inversement proportionnel au niveau d'éducation atteint par les conjoints, il varie de façon sensible au cours du cycle de vie et il est relativement plus important pour l'homme que pour la femme. D'autre part, si le nombre d'enfants induit une baisse des revenus de l'homme et de la femme, les effets de la fécondité sont d'autant moins importants pour l'épouse que la procréation débute à un âge modérément avancé et que l'espacement des naissances est réduit.

4924. MAIRATE, Andréa et al. – « La déformation de l'économie française : déstructuration et rupture d'un système productif dans la crise (1960-1980) ». *Economies et sociétés* 20 (5), mai 86 : 9-47 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

Si les états de crise peuvent être définis, l'évolution des économies dans et par la crise reste difficile à appréhender. L'étude du système productif français (pris comme exemple pour l'ensemble des économies capitalistes), met en

évidence deux éléments-clés de la déstructuration du système productif à l'origine du processus de crise : la déformation de la sphère de production et la déformation de la sphère monétaire et financière.

4925. MALÉCOT, Jean-François ; HAMON, Jacques – « Contraintes financières et demande d'investissements des entreprises ». *Revue économique* 37 (5), sept. 86 : 885-923 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'analyse du rôle des variables financières sur la détermination de l'investissement des entreprises permet de montrer le poids du taux d'intérêt apparent, de la capacité d'auto-financement et de la trésorerie dans l'équation d'investissement. Globalement, les variables financières ont un poids significatif mais moins important que les contraintes de débouchés. Les opportunités de croissance et les dividendes ont un effet positif sur l'investissement.

Aménagement et urbanisme

4926. Enquête publique et protection de l'environnement

a. CAILLOSSE, Jacques – « Enquête publique et protection de l'environnement ». *L'actualité juridique. Droit administratif* (9), 20 sept. 86 : 480-490.
Avec la loi du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement on assiste à la restructuration quasi totale du droit des enquêtes publiques et à un mouvement ordonné autour du thème de la protection de l'environnement. Mais il est à craindre que même réformée, l'enquête publique n'offre pas toujours les garanties d'une procédure démocratique et qu'elle pérennise le modèle traditionnel d'exercice du pouvoir.

b. HOSTION, René – « Démocratisation des enquêtes publiques et protection de l'environnement. Analyse des décrets du 23 avril 1985 ». *Revue juridique de l'environnement* (1), 1986 : 5-13.
Les principales modalités d'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 élargissant le champ d'application de la nouvelle enquête publique, facilitant le regroupement de ces enquêtes visant à limiter leur nombre tout en garantissant l'information du public et précisant le déroulement de l'enquête.

4927. CHARVET, Eric – « Aides au développement régional et localisation industrielle dans le Grand Sud Ouest 1967-1982 ». *Revue d'économie régionale et urbaine* (2), 1986 : 219-246 ; tabl., cartes ; bibliogr. ; résumé en anglais.

L'incontestable redéploiement géographique des primes, des pôles de Bordeaux et Toulouse et des zones de conversion vers les zones rurales provoqué par l'évolution du régime des primes et accru par la crise a entraîné des modifications essentielles dans la répartition géographique des activités.

4928. GARLANDIER, J.C. – « Les prix fonciers urbains : le cas de la ville de Dijon ». *L'économie du Centre Est* 28 (1), 1986 : 35-63 ; tabl., graph.

La distance géographique au centre semble être le facteur dominant de la formation des prix fonciers au sein de la ville de Dijon.

4929. TOMASIN, Daniel – « La loi du 13 juillet 1982 sur les catastrophes naturelles ». *Droit et ville* (21), 1986 : 213-230.

La loi du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles est une innovation législative essentielle dans le droit français contemporain. Après trois ans de fonctionnement le bilan du texte est relativement positif.

Grande-Bretagne

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 5127

4930. Hong Kong

a. « The Hong Kong problem ». *Issues and Studies* 22 (6), juin 86 : 13-164.
Numéro spécial consacré à Hong Kong : l'accord sur l'évolution de son statut, le point de vue de la Chine et de Taiwan, les implications sur l'économie mondiale.

b. SHAW, Yu Ming – « Le point de vue de la ROC sur la question de Hong Kong ». *Etudes et documents (Taipei)* juil. 86 : 6-26.
La République de Chine, au vu des déclarations des dirigeants de la Chine communiste, a la conviction que le régime de Pékin n'a pas l'intention de respecter ses promesses contenues dans la « déclaration conjointe » et que les concepts « d'un pays, deux systèmes » et de « Hong Kong administré par le peuple de Hong Kong » ne sont que des mots de la part des communistes avant d'annexer la colonie.

4931. BELL, John – « Le juge administratif anglais est-il un juge politique ? » *Revue internationale de droit comparé* 38 (3), sept. 86 : 791-810.

Le juge administratif anglais se trouve de plus en plus confronté à des controverses politiques et cette évolution de son rôle suscite une profonde inquiétude quant à l'avenir des institutions judiciaires et politiques anglaises.

4932. EISENSCHITZ, Aram ; NORTH, David – « The London industrial strategy : socialist transformation or modernising capitalism ? » *International Journal of Urban and Regional Research* 10 (3), sept. 86 : 420-440 ; résumés en français, en allemand et en espagnol.

Les travaillistes prennent le contrôle en 1981 du grand conseil de Londres avec un programme de politique industrielle (The London Industrial Strategy) devant permettre la création de plus de 10 000 emplois. La difficulté est de créer ou de soutenir des entreprises à la fois viables et créatrices d'emplois et s'agit-il alors d'une transition vers le socialisme ou d'une nouvelle phase du capitalisme monopoliste d'Etat ?

4933. GOVOROFF, Marina – « Le débat sur la réforme électorale en Grande-Bretagne depuis 1974 ». *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (4), août 86 : 1043-1064 ; tabl.

Le débat en Grande-Bretagne sur la réforme électorale reste un débat académique, restreint aux directions des partis et aux organismes spécialisés (associations). Ce débat purement interne au champ politique reste sans grande influence sur les résultats électoraux des partis.

4934. JEFFERSON, Tony – « Policing the miners : law, politics and accountability ». *The Yearbook of Social Policy in Britain* 1986 : 265-286 ; bibliogr.

Au cours de la grève des mineurs britanniques, en 1984-85, leurs droits individuels ne furent pas respectés. L'action de la police ne fut pas satisfaisante ; elle a renforcé son image négative dans l'opinion publique. Les autorités élues devraient accroître leur contrôle sur les forces de police.

4935. PANITCH, Leo – « The impasse of social democratic politics ». *The Socialist Register* 1986 : 50-97.

Depuis la seconde guerre mondiale, la pensée socialiste est l'objet d'un renouvellement constant. Aujourd'hui en Grande-Bretagne, après ses heures de gloire, le courant social-démocrate est dans une impasse. Des courants révisionnistes de gauche se sont multipliés à la recherche de nouvelles formes de socialisme sur le plan théorique et organisationnel.

4936. SEARING, Donald D. – « A theory of political socialization : institutional support and deradicalization in Britain ». *British Journal of Political Science* 16 (3), juil. 86 : 341-376 ; tabl., graph.

Présentation d'une nouvelle théorie de la socialisation politique mettant surtout l'accent sur deux points : le soutien institutionnel à des règles du jeu et de la « déradicalisation » des politiciens à l'égard de la politique publique.

4937. THOMPSON, J.L.P. – « Denial, polarisation and massacre : a comparative analysis of Northern Ireland and Zanzibar ». *The Economic and Social Review* 17 (4), juil. 86 : 293-314 ; tabl. ; bibliogr.

La révolution au Zanzibar en 1964 et les troubles qui secouent l'Irlande du Nord depuis 1968 peuvent être rapprochés en ce qui concerne leur politisation respective. En revanche, ces deux mouvements diffèrent quant à leurs conséquences meurtrières : la Révolution au Zanzibar a fait beaucoup plus de victimes.

4938. « Computer software and services ». *Financial Times* 22 sept. 86 : 11 p.

La légère baisse de l'activité dans l'industrie informatique légère n'est que provisoire. Les experts soulignent l'importance que prendra ce secteur dans les années à venir.

4939. DALY, Anne – « Education and productivity : a comparison of Great Britain and the United States ». *British Journal of Industrial Relations* 24 (2), juil. 86 : 251-266 ; tabl. ; bibliogr.

Au-delà du minimum d'années d'éducation scolaire exigé par la loi, les Etats-Unis comptent beaucoup plus de jeunes qui poursuivent des études par rapport à la Grande-Bretagne. La qualification professionnelle des Britanniques est inférieure à celle des Américains mais aussi à celle des Suisses et des Allemands.

4940. DUTHEIL de la ROCHERE, Jacqueline ; LEE, Michael – « Radio et télévision en Grande-Bretagne ». *Annuaire européen d'administration publique* (7), 1984 : 123-148 ; bibliogr.

La Grande-Bretagne dispose, depuis 1954, de deux structures d'audiovisuel : la BBC, responsable du service public et jouissant d'une très large indépendance et la télévision commerciale, privée, mais placée sous le contrôle d'une autorité para-publique. L'indépendance du système audiovisuel, qui s'appuie sur un régime juridique très pragmatique, a toujours suscité un très large consensus dans l'opinion britannique. Mais la guerre des Malouines a montré que le gouvernement n'avait pas totalement renoncé à exercer une censure sur la BBC.

4941. HAYWARD, John – « Responses to contraction : the University of Hull, 1979-1984 ». *Minerva* 24 (1), print. 86 : 74-97.

Les universités britanniques ont surtout besoin aujourd'hui de retrouver confiance en elles-mêmes, seule manière d'attirer valablement ceux dont elles ont besoin, les hommes politiques et les industriels et par leur intermédiaire, des sources de financement. Elles parviendront alors à faire la preuve de leur valeur sur les plans national, régional et local.

4942. WOBER, J.M. ; GUNTER, B. – « Television audience research at Britain's Independant Broadcasting Authority, 1974-1984 ». *Journal of Broadcasting and Electronic Media* 30 (1), hiv. 86 : 15-31 ; bibliogr.

La Commission indépendante de la télévision (IBA) a mis en place un instrument de mesure qui fournit non seulement les indices de satisfaction, mais aussi les règles de comportement face à la diffusion des programmes, lui permettant ainsi d'effectuer des recherches dont les résultats tendent à soutenir la sélectivité du comportement du spectateur.

Questions sociales

Voir aussi : n° 5133

4943. La politique de santé

a. CARRIER, John ; KENDALL, Ian – « NHS management and the " Griffiths Report " ». *The Yearbook of Social Policy in Britain* 1986 : 195-218 ; tabl. ; bibliogr.

La gestion du système de soins a été l'objet d'un débat politique récent en Grande-Bretagne. Un rapport publié en octobre 1983 préconise une gestion plus collective de ce système, où, à chaque échelon, une personne regroupe une partie des responsabilités.

b. HENWOOD, Melanie – « Community rare : policy, practice and prognosis ». *The Yearbook of Social Policy in Britain* 1986 : 147-169 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Après avoir réuni autour d'elle un large consensus, la politique de soins collectifs suscite de plus en plus de controverses en Grande-Bretagne. L'émergence de ces tensions s'explique par l'évolution démographique du pays : les plus de 65 ans sont aujourd'hui 8 millions dans ce pays. Une politique inscrite dans un contexte non-institutionnel paraît préférable.

4944. BLANCHFLOWER, David – « What effect do unions have on relatives wages in Great Britain ? » *British Journal of Industrial Relations* 24 (2), juil. 86 : 195-204 ; tabl.

Le manque d'informations sur la situation britannique rend difficile toute comparaison avec les Etats-Unis où est assez bien connu l'impact du syndicalisme sur les salaires réels. Malgré des problèmes de mesure, cette influence existe en Grande-Bretagne ; elle diffère entre le salariat du secteur public et du secteur privé.

4945. GREGORY, Mary et al. – « Bargaining structure, pay settlements and perceived pressures in manufacturing 1979-84 : further analysis from the CBI Databank ». *British Journal of Industrial Relations* 24 (2), juil. 86 : 215-232 ; tabl. ; bibliogr.

Dans la période 1979-1984, les négociations collectives ont peu influencé le niveau des rémunérations en Grande-Bretagne ; le contexte économique a été le facteur déterminant. La structure des négociations n'a pu avoir qu'une influence relative.

4946. MACLEAN, Mavis ; EEKELAAR, John – « The financial consequences of divorce : the wrong debate ». *The Yearbook of Social Policy in Britain* 1986 : 42-59 ; bibliogr.

Après une forte hausse, le nombre annuel des divorces s'est stabilisé à 150 000 en Grande-Bretagne. Les conséquences financières de cette évolution ne sont apparues qu'avec un certain retard. Ainsi, c'est en 1984 que les communes adoptent un texte axé sur l'indépendance économique des époux et la situation financière des enfants.

4947. PALMER, Gill – « Donovan, the commission on industrial relations and post-liberal rationalisation ». *British Journal of Industrial Relations* 24 (2), juil. 86 : 267-296 ; tabl. ; bibliogr.

En Grande-Bretagne, la commission des relations industrielles fut chargée d'appliquer les propositons du rapport Donovan (rédigé en 1968) sur les associations syndicales et patronales. Les travaux de la commission soulignent que l'idée de rationaliser les relations industrielles fut soutenue par le courant progressiste et travailliste des chefs d'entreprises britanniques.

4948. RAJAN, Amin ; COOKE, Geoffrey – « The impact of information technology on employment in the financial services industry ». *Quarterly Review-National Westminster Bank* août 86 : 21-35 ; tabl., graph. ; bibliogr.

En quoi l'introduction de nouvelles technologies dans les services financiers britanniques, et plus particulièrement dans la banque, affecte-t-elle l'emploi. La croissance économique a joué ici un rôle favorable en évitant le chômage. Surtout, ce sont les structures même des services qui ont été modifiées ce qui influe indirectement sur le niveau de l'emploi.

4949. SAVILLE, John – « An open conspiracy : conservative politics and the miners' strike 1984-85 ». *Socialist Register* 1986 : 295-329.

L'offensive du Parti conservateur britannique contre le monde syndical remonte à 1978. Regroupés autour de M. Scargill depuis décembre 1981, les mineurs britanniques deviennent la cible privilégiée du gouvernement Thatcher, dès l'instant où ils s'engagent dans une très longue grève qui s'achèvera en mars 1985. Son échec fut perçu comme la victoire du capital sur le travail.

4950. SIMPSON, Robin – « The Fowler Review of social security of benefit to whom ? ». *The Yearbook of Social Policy in Britain* 1986 : 6-23 ; bibliogr.

Le « Rapport Vert » sur la réforme de la Sécurité sociale en Grande-Bretagne, publié en 1985, est finalement un compromis entre des contraintes financières et des nécessités politiques. Un système de Sécurité sociale doit remplir six fonctions ; or, le système préconisé par ce texte n'en satisfait aucune. Bien plus, il préconise des actions qui sont néfastes telles que l'institution d'un fonds social.

4951. TERRY, Michael – « How do we know if shop stewards are getting weaker ? » *British Journal of Industrial Relations* 24 (2), juil. 86 : 169-179 ; bibliogr.

La plupart des spécialistes reconnaissent que le pouvoir syndical s'affaiblit depuis plusieurs années en Grande-Bretagne ; le chômage explique cet état de fait. Mais la mesure du phénomène est délicate ; les indices utilisables sont le nombre de grèves et leurs caractéristiques, le niveau des salaires...

Economie et finances

4952. L'industrie

a. BARNETT, Richard R. – « A perspective on de-industrialization ». *Quarterly Review-National Westminster Bank* août 86 : 13-20 ; tabl. ; bibliogr.
Depuis deux décennies, les signes d'une désindustrialisation de l'économie britannique ne manquent pas : la baisse de la population active employée dans l'industrie, la baisse de la part de l'industrie dans le PNB, ... Les causes de ce phénomène sont liées à l'attitude syndicale, la politique gouvernementale, aux découvertes pétrolières en Mer du Nord.

b. REATI, Angelo – « The rate of profit and the organic composition of capital in the post-1945 long wave : the case of British industry from 1959 to 1981 ». *Review – Fernand Braudel Center for the Study of Economics, Historical Systems and Civilizations* 9 (4), print. 86 : 515-571 ; tabl., graph. ; bibliogr.
L'étude de la rentabilité de l'industrie britannique, dans les années 60 et 70, montre une chute du taux de profit, alors que les cycles de fluctuation de la rentabilité vers une tendance déclinante étaient faibles dans les années 60, mais beaucoup plus importantes lors de la décennie suivante. L'évolution de la composition du capital n'apparaît cependant pas comme un phénomène systématique.

4953. ABROMEIT, Heidrun – « Privatization in Great Britain ». *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative* 74 (2), juin 86 : 153-179.

La privatisation en Grande-Bretagne peut prendre différentes formes : vente d'entreprises publiques, transfert de certaines activités publiques au secteur privé ou encore passage à des formes juridiques, relevant du droit privé. La politique de privatisation mise en œuvre par le gouvernement Thatcher, depuis 1979, n'a pas atteint tous ses objectifs et est remise en cause par les syndicats le parti travailliste et le SDP ; seule la City semble l'approuver sans réserve.

4954. BAILEY, Richard – « Gas privatization and the energy strategy ». *Quarterly Review – National Westminster Bank* août 86 : 2-12 ; bibliogr.

La privatisation récente du gaz en Grande-Bretagne ne justifie pas la suppression de toute régulation sur cet important secteur qui couvre 44 % des besoins énergétiques britanniques. Cette régulation concerne avant tout les prix et la politique générale de distribution. Les conditions exactes du contrôle du nouveau monopole privé ne sont pas encore fixées.

4955. BARLOW, James – « Landowners, property ownership and the rural locality ». *International Journal of Urban and Regional Research* 10 (3), sept. 86 : 309-329 ; résumés en français, en allemand et en espagnol.

Les recherches conduites en Grande-Bretagne dans les années 70 sur les classes sociales rurales insistaient sur la relation entre la structure de la propriété et les conditions de production. L'examen historique de la situation d'une paroisse de Newfolk montre comment la naissance d'une aristocratie fermière adoptant des techniques de production modernes a provoqué des conflits sur les terres et conduit à un déclin massif du travail à la ferme.

4956. BUDD, Alan – « Do we need a National Investment Bank ? » *Quarterly Review – National Westminster Bank* août 86 : 36-48 ; bibliogr.

L'idée de créer au Royaume-Uni une institution spécialisée dans l'investissement remonte au début du siècle. Ce projet permettrait de maintenir un certain niveau de croissance et d'emploi en assurant une ventilation des investissements dans l'économie du Royaume-Uni.

4957. COTTRELL, Allin – « Overseas investment and left policy proposals ». *Economy and Society* 15 (2), mai 86 : 147-166 ; graph. ; bibliogr.

Si l'imposition des revenus des investissements à l'étranger effectués par les résidents britanniques peut engendrer une baisse des taux d'intérêt intérieurs et stimuler les investissements intérieurs, elle peut également avoir pour conséquence probable la réduction des exportations. Aussi ne doit-on décider d'adopter une telle imposition qu'en fonction du contexte.

4958. LAMBERT, Christine – « the changing context of local government finance in the 1980's : implications for social policy ». *The Yearbook of Social Policy in Britain* 1986 : 102-123 ; tabl. ; bibliogr.

La lutte contre l'inflation et la baisse des dépenses publiques sont au centre de la politique économique du gouvernement conservateur britannique, depuis 1979. Une loi de 1980 vise précisément à réduire les dépenses publiques locales. Un contrôle centralisé de ces dépenses paraît toutefois illusoire.

4959. LUBRANO, M. ; RICHARD, T.-F. – « Stability of a UK money demand equation : a bayesian approach to testing exogeneity ». *Review of Economic Studies* 53 (175), août 86 : 603-634.

Modèle économique analysant la demande de monnaie pour la composante M3 en Grande-Bretagne. La difficulté est de savoir si l'on doit considérer le taux d'intérêt à court terme comme une variable endogène ou exogène, d'autant plus qu'il joue un rôle dans la nouvelle mesure adoptée en 1971 et appelé CCC, Compétition et Contrôle du Crédit.

4960. RICHARDSON, Ray ; NEJAD, Aaron – « Employee share ownership schemes in the U.K. : an evaluation ». *British Journal of Industrial Relations* 24 (2), juil. 86 : 233-250 ; tabl.

L'instauration de nouveaux régimes fiscaux a chaque fois marqué le début d'une période de développement de l'actionnariat des salariés en Grande-Bretagne ; il s'agit respectivement des lois de 1972/73 et de 1978. La petite taille de l'échantillon étudié ne permet de tirer des conclusions certaines sur les caractéristiques du prix de ce type de titre.

4961. SBRAGIA, Alberta – « Capital markets and central local politics in Britain ». *British Journal of Political Science* 16 (3), juil. 86 : 311-339.

Il existe en Grande-Bretagne une petite guerre entre le pouvoir central et les pouvoirs locaux, tous deux emprunteurs sur le marché financier et tous deux désireux de maximiser leurs intérêts par rapport aux autres.

4962. WILLIAMS, Karel et al. – « Accouting for failure in the nationalized enterprises – coal, steel and cars since 1970 ». *Economy and Society* 15 (2), mai 86 : 167-219 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Parmi les erreurs stratégiques des entreprises britanniques nationalisées du charbon, de l'acier et de l'automobile depuis les années 70, les mauvais calculs financiers apparaissent comme secondaires dans les entreprises qui n'avaient pas identifié leurs problèmes de production et ne pouvaient résoudre leurs difficultés face au marché.

Aménagement et urbanisme

4963. La politique régionale

a. PICKVANCE, C.G. – « Regional policy as social policy : a new direction in British regional policy ? » *The Yearbook of Social Policy in Britain* 1986 : 124-146 ; tabl. ; bibliogr.
Prenant en compte les erreurs passées, une nouvelle politique régionale a été introduite en Grande-Bretagne, en novembre 1984. Cette nouvelle orientation innove en définissant les zones les plus défavorisées (« designated areas ») ; le problème du chômage est également mieux pris en compte.

b. WATHERN, P. et al. – « The EEC less favoured areas directive : implementation and impact on upland land use in the UK ». *Land Use Policy* 3 (3), juil. 86 : 205-212.
La politique européenne d'aide aux régions défavorisées n'a pas obtenu les résultats escomptés dans la région des montagnes en Ecosse : l'intensification agricole obtenue par des aides financières a détérioré l'environnement et les ressources naturelles et n'a pas maintenu la population rurale.

4964. GREEN, Bryan – « Agriculture and the environnement : a review of major issues in the UK ». *Land Use Policy* 3 (3), juil. 86 : 193-204 ; tabl.

Les pouvoirs publics en Grande-Bretagne doivent mettre en œuvre une véritable politique d'utilisation de la terre rurale pour contrer les effets négatifs sur l'environnement qu'a entraînés la forte hausse de la productivité agricole ces dernières années.

4965. NORTON, Desmond – « Smuggling under the Common Agricultural Policy : Northern Ireland and the Republic of Ireland ». *Journal of Common Market Studies* 24 (4), juin 86 : 297-312 ; tabl. ; bibliogr.

Il n'existe pas encore de véritable marché commun agricole ; la Politique Agricole Commune a d'ailleurs dû mettre en place les montants compensatoires monétaires. Pour les échanges entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande, les prix du veau et du bœuf ont été soutenus. D'une manière générale, le système agricole commun perturbe les échanges entre ces deux régions.

Grèce

4966. DELIYANNIS, Jean – « Les grandes lignes de la réforme du droit de la famille hellénique ». *Revue internationale de droit comparé* 38 (3), sept. 86 : 811-828.

La réforme opérée au cours des années 1982-83 est une réforme radicale ; elle porte en premier lieu les signes d'un recul de l'influence ecclésiastique, manifestée par l'introduction du mariage civil, la restriction du nombre des empêchements du mariage et les changements dans la règlementation du divorce.

4967. LIMBERES, Nickolas Michael – « Mass voting behaviour : the factors that influenced the conservative vote during the Greek general election ». *European Journal of Political Research* 14 (1-2), 1986 : 113-137 ; tabl., graph. ; bibliogr.

A partir d'un échantillon représentatif, un sondage permet d'analyser le vote conservateur aux élections législatives de 1981. Des facteurs objectifs tels que le sexe ou le niveau de revenu ont eu une influence sensible sur ce vote, tandis que des facteurs subjectifs (situation familiale, niveau scolaire) ont eu un faible impact.

4968. SPILIOTOPOULOS, Epaminondas – « Radio et télévision en Grèce ». *Annuaire européen d'administration publique* (7), 1984 : 169-182.

Radiophonie et télévision ont toujours été en Grèce un monopole étatique. Il est actuellement attribué à l'ERT, établissement public dont les salariés ont le statut de droit privé, et à l'ERT-2, chaîne qui appartenait autrefois à l'armée. L'Etat établit un contrôle administratif et financier et le Conseil d'administration de l'ERT est nommé par le gouvernement. La Constitution héllénique de 1975, garantit, dans l'audiovisuel, l'objectivité et l'égalité de traitement et d'accès.

4969. SPOURDALAKIS, Michalis – « The Greek experience ». *Socialist Register* 1986 : 249-267.

Après un demi siècle de pouvoir exercé par la droite, la Grèce a élu en octobre 1981 un gouvernement socialiste dont le soutien politique fut renouvelé en juin 1985. Son action est déjà appréciable dans de nombreux domaines, tels que la famille et la place des femmes dans la société. Ce gouvernement a bénéficié du morcellement de l'opposition politique grecque.

Hongrie

Voir aussi : n° 5139, 5212

4970. La révolution de 1956

a. « 1956 : mémoire de la révolte ou mémoire de la souffrance ? ». *La nouvelle alternative* (2-3), sept. 86 : 51-64.

Dossier consacré à une relecture par l'opposition démocratique actuelle, polonaise et hongroise, des événements survenus au cours de cette année-charnière pour l'Europe de l'Est : de quelle révolte s'est-il agi ?

b. NASKIDACHVILI, Thomaz – « Commémoration de la révolution hongroise de 1956 ». *L'Est européen* (203), sept. 86 : 52-61.
La révolution de 1956, qui fut l'honneur de la Hongrie, a été le déshonneur et la honte de l'Occident, confortablement installé dans ses préjugés et sa lâcheté.

c. SZYLAGY, Sandor – « Il Consiglio Operairo, come un sigillo, autenticò la rivoluzione. Intervista con Sandor Racz, présidente del Consiglio Operaio Centrale di Budapest e sobborghi ». *Classe* (1), aut. 86 : 171-191.
Interview de Sandor Rácz, président du Conseil ouvrier central de Budapest en 1956 : historique de cette lutte ouvrière, opinion sur l'évolution actuelle du mouvement ouvrier.

4971. BATHORY, Zoltan – « Problèmes de décentralisation dans l'aménagement des programmes. Le cas de la Hongrie ». *Perpectives (Unesco)* 16 (1), 1986 : 35-51 ; bibliogr.

Les diverses tentatives de réforme de l'enseignement, élaborées au cours des quinze dernières années, sont marquées par l'apparition d'un nouveau type de programme scolaire, par les problèmes liés à la décentralisation croissante du contrôle des programmes et par la question de la réforme permanente de ces programmes.

4972. HALL, John – « Economic thought and the evolution of institutions in Hungary ». *Journal of Economic Issues* 20 (2), juin 86 : 593-600.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale l'évolution institutionnelle hongroise a connu trois périodes. Jusqu'en 1953, la Hongrie est directement influencée par le stalinisme, la période post-stalinienne se caractérise par une volonté de décentralisation mais le marché joue encore peu de rôle dans l'allocation des ressources, et enfin depuis 1968 le profit et l'autonomie des entreprises sont réhabilités.

4973. KARA, Pál ; WIENER, György – « A népszavazás bevezetésének lehetösége a helyi tanácsoknál » (Les possibilités de la pratique du référendum dans les conseils locaux). *Jogtudományi Közlöny* 41 (5), mai 86 : 224-231.

Le référendum, qu'il soit national ou local, n'est pas une pratique courante dans les pays socialistes. L'une des exigences de la construction du socialisme en Hongrie est toutefois l'élargissement de la démocratie socialiste, dont une manifestation pourrait être une certaine pratique référendaire au niveau local.

4974. SZECSKO, Tamas – « Mass communications and the restructuring of the public sphere. Some aspects of the development of " information culture " in Hungary ». *Media Culture and Society* 8 (2), avr. 86 : 199-210.

C'est à partir de la fin des années soixante que les communications de masse furent bouleversées en Hongrie, sous l'effet de trois facteurs : les réformes économiques, les transformations du système politique hongrois et les progrès technologiques. Issu de cette évolution, le nouveau système de communication demeure un instrument politique essentiel.

Inde

4975. Le Kerala

a. ALAKA MALWADE BASU – « Birth control by assetless workers in Kerala : the possibility of a poverty induced fertility transition ». *Development and Change* 17 (2), avr. 86 : 265-282 ; tabl. ; bibliogr.

La situation de l'Etat du Kerala, en Inde, vient démentir les phénomènes démographiques habituels ; cette région connaît en effet une baisse de son taux de fertilité depuis une dizaine d'années, alors que le niveau de vie de la population ne s'est pas élevé. La politique de contrôle des naissances explique une partie de ce paradoxe.

b. SUBRAHMANIAN, K.K. ; PILLAI, P. Mohanan – « Kerala's industrial backwardness. Exploration of alternative hypotheses ». *Economic and Political Weekly* 21 (14), 5 avr. 86 : 577-592 ; tabl.
La stagnation industrielle du Kerala n'est pas due, comme le veut l'explication la plus courante, à l'inefficacité de son système de relations du travail (salaires élevés et faible productivité). L'industrialisation de la région dépend largement de la politique des pouvoirs publics en matière de planification.

4976. BUTALIA, Bela – « Indo-Italian relations since 1947 ». *International Studies* 23 (2), juin 86 : 107-141.

Depuis les années 40, l'Italie et l'Inde ont considérablement développé leurs échanges qui prennent la forme de liens culturels, de relations économiques et commerciales en particulier, de rencontres de gouvernement à gouvernement et de projets conjoints dans le Tiers-Monde par exemple.

4977. DESAI, Nishith – « Politique fiscale à long terme et budget 1986 ». *Fiscalité européenne* 17 (4), 1986 : 71-80 ; résumé en anglais.

Pour la première fois en 1985 l'Inde a annoncé ses objectifs fiscaux à long terme. Les modifications significatives proposées par la loi de finances sont : l'allègement de l'impôt sur le revenu, la rationalisation de l'impôt sur les plus values, l'uniformisation des taux d'imposition pour les sociétés étrangères, l'augmentation des pouvoirs des représentants du fisc, exonérations en matière d'impôt sur la fortune, réforme de l'impôt sur les donations.

4978. DUTT, Ashok K. et al. – « Rural-urban correlates for Indian urbanization ». *The Geographical Review* 76 (2), avr. 86 : 173-183 ; tabl., graph., carte.

Le recensement de 1981 montre que la population urbaine représente approximativement 24 % du total de la population, en Inde, mais la densité de la population dans les districts urbains est presque sept fois plus forte que dans les districts ruraux. En outre, le taux de croissance de la population est moins élevé dans les villes de plus d'un million d'habitants que dans celle de moins d'un million.

4979. KARAN, P.P. et al. – « Technological hazards in the Third World ». *The Geographical Review* 76 (2), avr. 86 : 195-208 ; cartes.

La catastrophe de Bhopal a soulevé à nouveau l'importante question concernant l'industrialisation des pays du Tiers-Monde et l'importation des technologies modernes. La première leçon à retenir est qu'il faut éviter d'implanter dans les régions à forte densité démographique des industries présentant un danger potentiel pour la population.

4980. KUTHIALA, S.K. – « Migrant workers : a passage from India to the Middle East. Demographic and social-psychological implications and policy considération ». *Migrations internationales* 24 (2), juin 86 : 441-459 ; tabl. ; bibliogr. ; résumés en français et en espagnol.

Les mouvements d'émigration de travailleurs indiens vers le Moyen-Orient ont, en général, aidé les individus, les familles, les Etats et le pays. Une politique d'incitation à la migration de travailleurs indiens devrait être mise en œuvre afin d'éviter des contraintes inutiles pour ces travailleurs.

Indonésie

4981. BOISSEAU DU ROCHER, Sophie – « Jeunes musulmans intégristes en Malaisie et en Indonésie ». *L'Afrique et l'Asie modernes* (150), août 86 : 94-104.

L'appartenance croissante de jeunes Malaisiens et Indonésiens à l'Islam intégriste chiite, dans ces pays où la tendance sunnite prévaut, s'explique par la situation économique des jeunes victimes du chômage, par leur concentration géographique dans les campagnes et les universités, par le rejet d'un modèle culturel gouvernemental.

4982. DEATON, Angus S. ; MUELLBAUER, John – « On measuring child costs : with applications to poor countries ». *Journal of Political Economy* 94 (4), août 86 : 720-744 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Malgré des difficultés liées au choix de la méthode d'évaluation, le coût engendré par l'éducation des enfants représente 30 à 40 % des dépenses consacrées par les parents pour eux-mêmes. Ces chiffres sont tirés d'estimations réalisées en Indonésie et au Sri Lanka.

4983. WOOD, William B. – « Intermediate cities on a resource frontier ». *The Geographical Review* 76 (2), avr. 86 : 149-159 ; graph., carte.

Les villes moyennes du Kalimantan Oriental, province indonésienne riche en pétrole, ont enregistré une rapide croissance économique et démographique dans les années 70. Mais, leur avenir dépend de l'évolution du marché international du pétrole et de la politique que suivra le gouvernement indonésien notamment sur le plan de l'urbanisation.

Irak

4984. La guerre Irak-Iran

a. LE BORGNE, Claude – « Irak-Iran : guerre sans avenir ». *Stratégique* (31), 3e trim. 86 : 5-17 ; carte.
La guerre Irak-Iran est marquée par la dissymétrie qui existe entre les deux armées concernées : l'armée irakienne dispose de matériel moderne et s'attache à ménager la population, au contraire l'armée iranienne tire sa force de l'avantage en nombre et du fanatisme de ses combattants et de la population en général. Aucune issue militaire ne paraît possible. Seuls des changements dans le comportement des alliés des deux parties et une évolution des deux régimes vers la modération peuvent permettre quelqu'optimisme.

b. LEVRAN, Aharon – « The Iraq-Iran war : the military balance, major developments and repercussions ». *Global Affairs* 1 (3), été 86 : 67-89.
Malgré l'avantage militaire de l'Irak et la supériorité de l'Iran, en termes de population, de motivation nationale et d'économie, la guerre d'usure qui sévit depuis 5 ans semble devoir encore durer. Trois implications internationales sont à remarquer : la non-intervention des super-puissances, la création du Conseil de coopération du Golfe dans un souci de défense, et le fait qu'Israël jouit d'une certaine paix de la part des pays arabes.

c. MAILA, Joseph – « Irak-Iran. Conflit de civilisations et enjeux stratégiques ». *Etudes* 365 (4), oct. 86 : 293-306.
L'échec des tentatives de médiations ne laisse pas entrevoir une solution pacifique du conflit irako-iranien. Six années de guerre ont abouti à une intensification des opérations militaires, à une radicalisation des régimes et à la création d'alliances régionales bien délimitées sans avoir eu recours à l'appui de l'URSS ou des Etats-Unis.

Irlande

Voir aussi : n° 3491, 4554

4985. BRADY, J.E. ; PARKER, A.J. – « The socio-demographic spatial structure of Dublin in 1981 ». *The Economic and Social Review* 17 (4), juil. 86 : 229-252 ; tabl., carte ; bibliogr.

L'examen des résultats statistiques tirés du recensement de 1981 révèle que la répartition spatiale de la population de Dublin a considérablement évolué depuis le dernier recensement en 1971. Les phénomènes nouveaux sont l'apparition d'une communauté d'habitants dans l'Ouest de la ville, et le développement de celles du Sud et du Nord.

4986. KING, Desmond S. – « Republic sector growth and State autonomy in Western Europe : the changing role and scope of the State in Ireland since 1950 ». *West European Politics* 9 (1), janv. 86 : 81-96.

Le système socio-politique irlandais conserva beaucoup plus tardivement que les autres pays européens un type d'Etat traditionnel dont l'intervention était minimale. Ce n'est qu'au cours des années 50, et avant tout pour stimuler la croissance économique, que le rôle de l'Etat s'est accru, celui-ci devenant le moteur de la croissance. Par la suite, la mise en place d'une politique de welfare state, puis de mesures de maintien de l'ordre (liées au problème de l'Ulster et de l'IRA), vont encore accroître le rôle de l'appareil d'Etat.

4987. SINNOTT, Richard – « Party differences and spatial representations : the Irish case ». *British Journal of Political Science* 16 (2) oct. 86 : 217-241 ; tabl., graph.

Le système des partis irlandais se caractérise par une profonde différenciation interne et par un double clivage fondé sur le nationalisme, qui sépare le Fianna Fail du Fine Gael, et fondé sur la division droite-gauche, qui distingue le Parti travailliste des deux autres partis.

Israël

4988. COHEN, Yisrael ; FARRAR, John – « Round table interviews with Abba Eban and Yuval Ne'eman ». *Crossroads* (20), 1986 : 73-103.

Interview de ces deux personnalités politiques isréaliennes au sujet des grands problèmes internationaux et régionaux, le rôle des grandes puissances, le terrorisme, Israël et les Arabes, la question palestinienne, la société israélienne.

4989. GAVISON, Ruth – « The controversy over Israel's Bill of Rights ». *Israel Yearbook on Human Rights* 15, 1985 : 113-154.

Israël fait partie des pays qui n'ont ni véritable constitution écrite, ni déclaration des droits depuis le refus de 1950. De tels textes seraient nécessaires pour compléter le système juridique israélien ; mais la probabilité de leur adoption par la Knesset est faible : les gouvernements acceptent difficilement de restreindre leurs prérogatives.

4990. HERZOG, Hanna – « Political factionalism : the case of ethnic lists in Israel ». *The Western Political Quarterly* 39 (2), juin 86 : 285-303 ; tabl., graph. ; bibliogr.

L'étude de toutes les listes politiques qui ont participé aux élections à la Knesset de 1920 à 1984 montre que les groupes ethniques ne se sont jamais constitués en partis, même s'ils se sont liés temporairement à des hommes politiques. Ils sont un produit de la structure politique d'Israël et non un phénomène politique « prématuré ».

4991. KASHER, Asa – « Justice and affirmative action : naturalization and the Law of Return ». *Israel Yearbook on Human Rights* 15, 1985 : 101-112.

La justice et le droit ne doivent pas être écartés de la politique isrëlienne en matière d'immigration et de naturalisation. Les droits des citoyens israëliens doivent avant toute chose être protégés. Le cas des réfugiés doit néanmoins être considéré à part.

4992. LERNER, Natan – « Inter-group tensions in Israel : are legal solutions effective ? ». *Israel Yearbook on Human Rights* 15, 1985 : 88-100.

Les tensions sociales ne manquent pas en Israël : minorité arabe face à une majorité juive, tensions parmi les Juifs eux-mêmes, Ashkenazes et Sépharades, et tensions nées de la présence d'immigrés. La loi est parvenue à réduire les conflits entre Ashkenazes et Sépharades, mais elle est restée inefficace face au problème des Arabes et surtout face à celui des immigrés.

4993. SHNIT, Dan – « Induced abortion in Israeli law ». *Israel Yearbook on Human Rights* 15, 1985 : 155-183.

Face à l'avortement, le droit israëlien a adopté une solution de compromis en l'insérant dans une procédure légale stricte, tout en prévoyant une large variété de cas où l'avortement est autorisé pour des raisons médicales. La femme est placée au centre de ce cadre juridique, tandis que les droits des parents et du fœtus sont laissés de côté.

Italie

Voir aussi : n° 4976

4994. CASSESE, Sabino – « Radio et télévision en Italie ». *Annuaire européen d'administration publique* (7), 1984 : 25-35 ; bibliogr.

Le système italien est caractérisé par sa mixité : monopole d'Etat au plan national, initiative privée libre au plan local. Mais le monopole est lui-même très particulier puisque l'Etat concède le service public à une société privée vivant des seuls capitaux publics, la RAI. Un contrôle multiforme est exercé sur cette dernière mais c'est avant tout une Commission parlementaire qui dirige réellement la RAI.

4995. CERRUCCI IRELLI, Vincenzo – « Pianificazione urbanistica e interessi differenziati ». *Rivista trimestrale di diritto pubblico* (2), 1985 : 386-443.

L'individualisation des pouvoirs dévolus, en matière d'aménagement du territoire, à l'Etat ou aux collectivités locales – régions et communes – en Italie, est particulièrement délicate : bien que la législation définisse des aires d'« intérêt différencié », l'absence de lignes fondamentales concernant le territoire national et le retard des régions à adopter des plans territoriaux de coordination limitent actuellement l'aménagement du territoire aux plans communaux qui sont appliqués au cas par cas, dans une optique jurisprudentielle.

4996. GARONNA, Paolo – « Innovazione tecnologica e politiche dell'occupazione ». *Rivista internazionale di scienze sociali* 93 (3-4), déc. 85 : 541-574 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Le développement de la recherche-innovation dans l'entreprise nécessite un environnement sélectif favorable, la « zone grise » de l'économie-laboratoire où se créent de nouvelles entreprises et de nouveaux postes de travail ; la mise en place de cet environnement implique le soutien des pouvoirs publics, sans tentation d'une stratégie néo-colbertiste de soutien aux grands groupes nationaux oligopolitiques telle que l'on peut la percevoir en Italie.

4997. MEUCCI, Piero – « La politica estera italiana ridefinisce ruoli e obiettivi ». *Politica internazionale* 14 (7), juil. 86 : 9-16.

La politique extérieure italienne est dans une phase de redéfinition et d'orientation vers un pragmatisme accru, qui semble soutenue par un consensus au sein du Parlement et de l'opinion publique. La prise de position italienne vis-à-vis de l'IDS sera le banc d'essai de cette nouvelle orientation, encore expérimentale.

Institutions et vie politiques

Voir aussi : n° 5127

4998. L'administration des communes

a. CAMMELLI, Marco – « La forme associative tra i comuni ». *Quaderni costituzionali* 6 (1), avr. 86 : 89-113.
La mise en place des « associations de communes » pose le problème de la définition d'entités locales intermédiaires, dont les prérogatives n'empièteraient pas sur celles des régions et provinces. Les difficultés à concevoir cette législation montrent le maintien d'une conception archaïque de la « propriété » des compétences dans la conceptualisation de la réforme des pouvoirs locaux.

b. MERLINI, Stefano – « Comuni e " forma di governo ". Elezione dirette dei sindaci e trasformazione del principio di autonomia locale ». *Quaderni costituzionali* 6 (1), avr. 86 : 65-88 ; bibliogr.
La « crise de gouvernement » des communes italiennes se manifeste par l'affirmation d'un modèle bipolaire opposant les communes grandes et moyennes où le maire n'a, dans le meilleur des cas, qu'un rôle de garant politique du conseil municipal et de la bureaucratie, omnipotents face aux partis de la coalition, et les petites communes, où il conserve sa mission de coordination de la politique municipale. L'incapacité des projets de loi récents à résoudre ce dysfonctionnement fait envisager une réforme du système d'élection du maire.

4999. ALLEGRETTI, Umberto – « Il meccanismo delle riforme amministrative ». *Quaderni costituzionali* 6 (1), avr. 86 : 5-24.

L'histoire de l'Etat italien, qui, s'il a connu de nombreux « changements » depuis le début du XIXe siècle, n'a subi aucune révolution, explique l'urgence d'une réforme administrative véritable, à l'ordre du jour depuis 1945 mais en réelle gestation depuis le début des années 1970 avec la mise en place

des régions. Actuellement, le mouvement réformateur, étendu aux institutions, est toujours en cours mais sa maturation est très inégale.

5000. DIAMANTI, Ilvo ; FELTRIN, Paolo – « I comportamenti politici nel Veneto : un bilancio critico della ricerca ». *Prospettiva sindacale* 17 (59), mars 86 : 147-163 ; bibliogr.

Bilan critique de la recherche récemment menée en Vénétie, pour mettre en évidence les changements de comportement politique affectant cette région traditionnellement « blanche » : les techniques employées limitent les résultats significatifs – recul de la DC – à une ère spécifique des ouvriers de la région.

5001. MANGANO, Attilio – « La sinistra e la diversità ». *Classe* (1), aut. 86 : 15-30.

Depuis la « crise du marxisme » et l'avènement, en 1977, du concept de « seconde société », le thème de la diversité est à l'ordre du jour de la culture politique de gauche, non seulement comme synonyme de subjectivité, mais aussi comme symbole d'une différenciation sociale qui transforme l'espace de l'identité en terrain de conflit politique et jette ainsi les bases d'une nouvelle culture où l'individu concret remplace le collectif abstrait comme sujet politique.

5002. ROTELLI, Ettore – « La riforma delle autonomie : politica e cultura (1976-1986) ». *Quaderni costituzionali* 6 (1), avr. 86 : 25-51.

La loi communale et régionale est, par essence, celle du rapport entre Etat et société ; son historique en Italie montre qu'à la fin du XXe siècle, l'Etat italien est le seul d'Europe occidentale à n'avoir pas mis sur pied une réforme cohérente des collectivités locales, à cause de blocages inhérents au système politique et de lacunes conceptuelles.

5003. SCOVAZZI, Tullio – « Aperçu du droit italien en matière de catastrophes naturelles avec référence particulière aux tremblements de terre ». *Droit et ville* (20), 1985 : 72-85.

La législation en vigueur est loin d'être satisfaisante et manque d'unité en raison des dates différentes où ont été édictés les principaux textes. Les projets pour une nouvelle réglementation se caractérisent par la volonté de l'accroissement de la compétence du ministre des catastrophes et la protection civile.

5004. VANDELLI, Luciano – « Gli organi di governo dei comuni e delle province. Prospettive di riforma dopo il testo della Commissione affari costituzionali del Senato ». *Quaderni costituzionali* 6 (1), avr. 86 : 115-139.

Le texte de réforme récemment élaboré par la Commission des affaires constitutionnelles du Sénat italien présente deux nouveautés par rapport à l'ordonnancement actuel des organes du gouvernement local : la reconnaissance de l'autonomie statutaire des conseils municipaux et de leur compétence générale. Cet effort de rationalisation ne doit cependant pas occulter les problèmes qui subsistent, notamment dans la clarification des rapports entre personnel administratif et personnel politique.

5005. ZANARDO, Aldo – « Nord e Sud del mondo nelle riflessione di Enrico Berlinguer ». *Critica marxista* 24 (4), 1986 : 5-34.

A partir de 1969, le discours d'Enrico Berlinguer, jusque-là surtout politique et social s'est étendu à une vision économique planétaire, liant le développement du Sud au « développement du développement » dans le Nord.

Questions sociales

5006. « L'azione sindacale a livello decentrato ». *Prospettiva sindacale* 17 (59), mars 86 : 3-99.

Suite d'articles et table ronde consacrés à la problématique des relations industrielles au niveau décentralisé de l'entreprise dans le cadre des mutations conjoncturelles et structurelles qui affectent le monde du travail et l'action

syndicale. Face à la centralisation néocorporatiste, les syndicats doivent adopter un mode d'action globale, conjuguant activité politique et négociation collective : la plate-forme unitaire de la CGIL, la CISL et l'UIL, pour la conquête d'un « pacte pour l'emploi » désigne ainsi l'emploi comme l'unité de choix de toute action politique et sociale, qui devra prendre en compte les changements structurels introduits par les nouvelles technologies et l'augmentation des périphéries sociales « non-garanties ».

5007. La lutte contre le chômage

a. AMATO, Amedio ; BENASSI, Corrado – « Cassa integrazione guadagni e indemnità di disoccupazione : une proposta di riforme ». *Rivista internazionale di scienze sociali* 93 (3-4), déc. 85 : 333-360 ; tabl., graph.
L'actuel dysfonctionnement du système italien de rémunération des travailleurs au chômage provient de l'utilisation d'un instrument conjoncturel : la Cassa integrazione guadagni, pour lutter contre un phénomène d'origine structurelle. Proposition d'un modèle remédiant aux carences actuelles et permettant d'économiser jusqu'à 800 milliards de lires.

b. TALAMONA, Mario – « Politiche attive e mobilità del lavoro per migliorare l'efficienza del mercato ». *Rivista internazionale di scienze sociali* 93 (3-4), déc. 85 : 587-599.
La lutte contre le chômage en Italie pourrait s'inspirer des propositions d'Ezio Tarantelli sur la mise en place d'une « agence » contrôlant les stocks et les flux du marché du travail, afin d'assurer un rôle de relais avec les demandeurs d'emploi et sur l'établissement d'un « post-salaire garanti » qui améliorerait la mobilité du marché du travail.

5008. « La presenza straniera in Italia : nuovi contributi conoscitivi ». *Studi emigrazione* 23 (82-83), sept. 86 : 163-493.

Suite d'articles consacrés à l'immigration en Italie, à travers trois problématiques : aspects méthodologiques de l'évaluation quantitative ; résultats de recherches spécifiques sur les communautés immigrées dans certaines régions italiennes ; propositions législatives et aspects juridiques.

5009. ANTONIAZZI, Sandro – « La lotta. Perché, come e percosa lottare ? » *Prospettiva sindacale* 17 (59), mars 86 : 100-117.

L'évolution de la lutte ouvrière en Italie depuis 1968 fortement liée aux revendications étudiantes et à l'émergence, à partir du compromis historique, de tendances radicales et subversives remet en question l'éthique de la lutte et appelle la conception de méthodes différentes, rompant avec la dichotomie qui règne actuellement entre une lutte politique, toujours plus symbolique et idéologique et une lutte syndicale limitée au fonctionnel.

5010. ARIEMMA, Iginio – « Mutamenti e prospettive delle Stato sociale italiano ». *Critica marxista* 24 (4), 1986 : 35-59.

Malgré l'existence d'un âge d'or de la législation sur la protection sociale en Italie soutenu, de 1968 à 1978, par un vaste mouvement social et culturel, le Welfare State italien est caractérisé par l'« assistantialisme » et le corporatisme démochrétien. Outre la responsabilité de la DC, le clientélisme, la présence importante du privé dans le système d'assurance sociale, la répartition déséquilibrée des cotisations sociales et la corporatisation de la politique sociale dans le but de former un bloc de pouvoir réunissant capital financier et classes moyennes expliquent ces dysfonctionnements et montrent la nécessité de construire une nouvelle solidarité sociale.

5011. BOSSI, Giovanni et al. – « Dove le cose sono libere dalla schiavitù di essere utili. Un'inchiesta sulla percezione del tempo con gli operai dell'Alfa di Arese ». *Classe* (1), aut. 86 : 45-70.

Enquête menée entre 1981 et 1983, auprès de 240 ouvriers de l'usine Alfa-Roméo d'Arese bénéficiant de la loi des 150 heures sur la formation continue : leur perception du temps, temps de travail, temps libre... exprime une insatisfaction générale – « Le temps manque » – qui n'est pas uniquement dirigée contre le temps passé à l'usine, mais liée au temps « contraint », en opposition avec le temps libre et se manifeste par une vision fragmentaire de la fuite du temps, une difficulté à prévoir tout futur.

5012. [Nuovo assetto organizzativo delle Casse di risparmio]. *Il risparmio* 34 (2), avr. 86 : 199-233.

Trois articles consacrés à la réorganisation des caisses d'épargne italiennes : la séparation des pouvoirs de gestion et de direction, la mise en place d'organes collégiaux et la mise en place d'une « démocratie des dépositaires » devraient adapter le réseau aux nouvelles conditions entraînées par la déréglementation.

5013. BERTONI, Alberto – « Industrial credit institutions and patterns of corporate finance ». *Review of Economic Conditions in Italy* (1), avr. 86 : 27-41 ; tabl.

Malgré une légère désinflation enregistrée en 1982, la dégradation de la situation des entreprises italiennes en 1983 a entraîné une baisse de la demande de crédit. Les institutions de crédit pour les entreprises se retrouvent dans une situation délicate, et préfèrent se tourner vers la clientèle étrangère.

5014. CAMMARANO, Guido – « The contribution of investment funds to the development of Italian financial markets ». *Review of Economic Conditions in Italy* (1), avr. 86 : 43-62.

Le cadre juridique dans lequel évolue le marché financier italien a été modifié par une loi de mars 1983. Ce texte confirme les pouvoirs dévolus à la Banque centrale et définit la mission des fonds d'investissements dont le contrôle reste assuré par le système des autorisations administratives.

5015. ORTOLANI, Massimo – « Aspetti reali e finanziari e meccanismi di incentivazione fiscale del " venture capital " ». *Rivista di politica economica* 76 (7), juil. 86 : 1067-1084 ; bibliogr.

La législation italienne d'incitation au développement du venture capital diffère du modèle anglo-saxon dans la reconnaissance juridique limitée de l'association entre partenaires et dans la volonté de ne pas différencier excessivement capital-risque et merchant-banking, les deux permettant l'entrée en Bourse d'entreprises innovatrices.

5016. STEFANI, Giorgio – « Privatizing public enterprises in Italy ». *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative* 74 (2), juin 86 : 231-251.

En Italie, la privatisation d'entreprises publiques est considérée comme un moyen d'améliorer l'efficacité des activités du secteur public en passant à une gestion orientée vers les bénéfices et de financer des investissements dans d'autres secteurs, grâce à la cession des filiales de grands consortiums de l'Etat : analyse des différentes formes de privatisation applicables en Italie, du coût et des bénéfices de cette opération, de ses obstacles politiques et institutionnels. L'exemple de la privatisation de SME.

5017. VILLA, Paola – « Una riflessione sul decentramento produttivo. Il caso dell'industria delle costruzioni in Italia ». *Rivista internazionale di scienze sociali* 93 (3-4), déc. 85 : 619-646 ; bibliogr.

La déconcentration observée dans le secteur du bâtiment en Italie depuis la moitié des années 60 tient au ralentissement du marché qui, de par sa nature traditionnellement cyclique, a entraîné une fragmentation des entreprises, facilitée par l'absence d'une forte organisation syndicale et une extension du travail individuel autonome dans le secteur.

5018. VITALI, Giampaolo – « Diffusione territoriale dell'industria italiana : applicazione della " shift share analysis " ai censimenti industriali 1971-81 ». *Rassegna economica* 50 (1), fév. 86 : 89-113 ; tabl.

L'application de la « shift-share analysis » à la dynamique territoriale de la diffusion industrielle en Italie, d'après les données des recensements industriels de 1971 à 1981, révèle un avantage des régions du Sud dans la création et le développement de PME, par rapport aux régions d'industrialisation ancienne du Nord-Ouest, qui souffrent de délocalisation industrielle. Ce résultat positif des politiques d'incitation au développement économique du Mezzogiorno doit être prolongé par le développement d'un secteur tertiaire, qui permettrait une croissance endogène des régions méridionales.

Japon

Voir aussi : n° 4791, 4863

5019. ANDROUAIS, Anne – « Spatialisation du système productif japonais ». *Economies et sociétés* 20 (5), mai 86 : 125-153 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

En pleine crise des systèmes productifs, le Japon est par la nature même de son organisation économique et industrielle (planification à long terme, coopération entre le secteur privé et le secteur public, plans de restructuration du MITI...) parvenu à résister. Un des phénomènes consécutifs de cette politique est la spatialisation de l'économie japonaise dans les pays de l'ASEAN, par le biais d'investissements directs. Basé sur la coopération économique, ce phénomène a encouragé la complémentarité et l'interdépendance économiques des deux parties, dépendance dont les pays satellites de l'ASEAN essaient de s'affranchir.

5020. ARIKI, Soichiro – « Post-war industrial policy in Japan ». *Rivista internazionale di scienze economiche e commerciali* 33 (5), mai 86 : 425-445 ; bibliogr. ; résumé en italien.

Une organisation ancienne de la communauté industrielle en cartels, une aide à la petite industrie à travers des mesures concrètes, le rôle fondamental joué par la fonction publique et le lien entre productivité et protection sociale, telles sont les spécificités de la politique industrielle japonaise, qui ont permis, depuis 1945, son extraordinaire succès. Elles paraissent difficilement exportables.

5021. BRUNELLO, Giorgio – « Unemployment and employment adjustment after the first oil shock in Japan ». *Rivista internazionale di scienze economiche e commerciali* 33 (5), mai 86 : 465-491 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en italien.

La capacité déployée par le marché du travail japonais à surmonter les effets négatifs sur l'emploi du premier choc pétrolier à travers une mobilité intra et inter-entreprises des travailleurs, remet en question la vision stéréotypée de « l'emploi à vie » nippon.

5022. HOLBIK, Karel – « Progress in the internationalisation of the Japanese yen ». *Rivista internazionale di scienze economiche e commerciali* 33 (5), mai 86 : 409-424 ; tabl., graph. ; résumé en italien.

L'accord nippo-américain de mars 1984, souvent présenté comme le coup d'envoi de l'internationalisation du yen, n'en est en fait que la phase la plus récente ; l'énorme expansion du commerce extérieur japonais a nécessité l'internationalisation du yen, mais la rigidité du système financier japonais entrave un développement dans ce sens.

Malaisie

Voir aussi : n° 4981

5023. L'évolution démographique

a. DAVANZO, Julie ; HABICHT, Jean-Pierre – « Infant mortality decline in Malaysia, 1946-1975 : the roles of changes in variables and changes in the structure of relationships ». *Demography* 23 (2), mai 86 : 143-160 ; tabl., graph. ; bibliogr.
Les effets négatifs de la diminution de l'allaitement maternel en Malaisie ont plus que compensé les effets positifs de l'amélioration de la qualité de l'eau et des systèmes sanitaires sur le taux de mortalité infantile. Le déclin de ce taux ne peut donc s'expliquer par l'évolution de ces variables.

b. HIRSCHMAN, Charles – « The recent rise in Malay fertility : a new trend or a temporary lull in a fertility transition ? » *Demography* 23 (2), mai 86 : 161-184 ; tabl., graph. ; bibliogr.
L'augmentation récente du taux de fécondité de la population de la péninsule malaise s'explique en grande partie par l'augmentation des naissances des classes inférieures, alors que la tendance de la période, pour les naissances des classes supérieures, ainsi que pour l'ensemble de la population, au vu

des données du recensement, annonce une réduction continue de la fécondité totale.

5024. AIKEN, S. Robert ; LEIGH, Colin H. – « Land use conflicts and rain forest conservation in Malaysia and Australia : the Endau-Rompin and Gordon-Franklin controversies ». *Land Use Policy* 3 (3), juil. 86 : 161-179 ; tabl., cartes ; bibliogr.

Analyse des controverses menées au sujet de l'exploitation forestière de la région Endau-Rompin en Malaisie et d'un projet de barrage dans celle de Gordon-Franklin, en Australie : les deux conflits sur l'utilisation de la terre illustrent chacun deux attitudes opposées, le développement des ressources et la protection de la nature.

5025. LEE, Raymond L.M. – « The ethnic implications of contemporary religious movements and organizations in Malaysia ». *Contemporary South-East Asia* 8 (1), juin 86 : 70-87 ; bibliogr.

De tous les mouvements religieux ce sont les mouvements musulmans qui ont été les plus actifs en Malaisie, d'autant plus que la différence entre Malais et non Malais se fait par l'Islam. Mais d'autres religions – christianisme, hindouisme, boudhisme – ont développé récemment des mouvements très vivants.

5026. STOEVER, William A. – « Malaysia, the Bumiputra policy and foreign investors : an evaluation ». *Studies in Comparative International Development* 20 (4), hiv. 86 : 86-107 ; bibliogr.

Si la stabilité politique de la Malaisie, l'augmentation régulière du PNB et l'importance de ses ressources naturelles ont toujours attiré les investisseurs étrangers, on a pu constater un ralentissement à partir de 1971, avec la mise en œuvre de la nouvelle politique économique (Bumiputra policy) qui a quelque peu découragé les investisseurs.

Mexique

5027. GUILLEN, Arturo – « Mexico : crisis, industria y restructuración del sistema productivo ». *Economies et sociétés* 20 (5), mai 86 : 155-169 ; résumés en anglais et en français.

Il semble, après étude, que l'économie mexicaine n'a jamais constitué, depuis les débuts du capitalisme, un système productif national. Elle est dépendante, désarticulée et extravertie. Par ailleurs, la bourgeoisie mexicaine n'a jamais réussi à constituer une base scientifique et technique nationale et un secteur de moyens de production.

5028. STREET, James H. – « Can Mexico break the vicious circle of " stop-go " policy ? An institutional overview ». *Journal of Economic Issues* 20 (2), juin 86 : 601-612.

Le cercle infernal de politique économique de « stop and go » dans lequel s'est engagé le Mexique trouve ses origines dans l'utilisation inefficace des ressources pétrolières des années 70 : mauvais investissements, inégale répartition des revenus, afflux incontrôlé d'immigrants dans les villes, importation massive de biens manufacturés etc. Le niveau actuel de la dette extérieure rend difficile la possibilité d'une politique économique autonome.

5029. WIONCZEK, Miguel – « Industrialization, foreign capital and technology transfer : the Mexican experience 1930-85 ». *Development and Change* 17 (2), avr. 86 : 283-302 ; tabl. ; bibliogr.

Après vingt ans de troubles sociaux et économiques au milieu d'une guerre civile, le décollage économique du Mexique s'est amorcé à partir du milieu des années trente. Puis a suivi un « miracle économique » marqué par une efficace politique de substitution des biens importés, aidé par les capitaux étrangers et les transferts de technologie mais générateur de coûts sociaux supportés par la majorité rurale du pays.

Nigéria

5030. ARIFALO, S.O. – « The intensification of ethnic political consciousness in Nigeria : the rise of the Egbe Omo Oduduwa 1947-1951 ». *Genève Afrique* 24 (1), 1986 : 7-33 ; bibliogr. ; résumé en allemand et en français.

Cette organisation culturelle avait été créée dans un souci de coopération entre différents groupes de la région Yoruba en 1948, mais elle a vite rencontré l'hostilité de certains partis politiques et groupes ethniques, surtout les Igbo, qui la jugent dirigée contre eux. C'est entre 1947 et 1951 que les affrontements entre Igbo et Yoruba ont été les plus violents, allant jusqu'à des émeutes.

5031. AYENI, Victor – « The Nigerian civil service as a bureaucratie : another look at a familiar syndrome ». *Cahiers africains d'administration publique* (27), 1986 : 19-29 ; résumés en français et en arabe.

La fonction publique au Nigeria a de nombreuses carences, notamment dans le processus de bureaucratisation : propositions de mesures concrètes susceptibles de remédier à ces lacunes.

5032. FORREST, Tom – « The political economy of Nigeria (1979-1984) ». *Review of African Political Economy* (35), mai 86 : 4-26.

Le régime du président Shagari a eu des conséquences désastreuses sur l'économie du Nigeria : en l'absence de toute politique économique le système reposait sur des relations de clientélisme développées par le Parti National et qui tenaient lieu à la fois de débat économique et de loi de la concurrence.

5033. HANIN, V.E. – « Graždanskie i voennye politiki v Nigerii : konfrontaciâ ili partnerstvo ? » (Les hommes politiques civils et militaires au Nigéria : confrontation ou relations de partenaires ?) *Narody Azii i Afriki* (4), 1986 : 24-33 ; résumé en anglais.

Le problème des relations entre les élites politiques militaire et civile et de l'alternance au pouvoir de ces deux groupes est caractéristique du Nigéria, et, de ce point de vue, la longue période de pouvoir militaire (de 1966 à 1979) présente un intérêt particulier. Pratiquement durant toute cette période les hommes politiques et les militaires étaient partenaires. Les coups d'Etat militaires, puis le passage à un gouvernement civil, ne furent rien d'autre qu'une alternance entre des hommes appartenant à la même couche dirigeante.

Pays-Bas

5034. BARTELS, Dieter – « Can the train ever be stopped again ? Developments in the Moluccan community in the Netherlands before and after the hijackings ». *Indonesia* (41), avr. 86 : 23-45 ; cartes.

Depuis les détournements de trains et les prises d'otages de 1975 à 1977, la communauté moluquoise vivant aux Pays-Bas depuis l'indépendance des Moluques (1950) a renforcé son identité culturelle tout en s'intégrant à la société hollandaise.

5035. DAALDER, Hans ; TROMP, Bart – « Intellektuelle, Ideen und Medien in Holland ». (Les intellectuels, les idées et les médias en Hollande). *Europäische Rundschau* 14 (2), 1986 : 71-82.

De nombreux et profonds changements sont intervenus pendant ces dernières années en Hollande. A côté des nombreux clichés, la société hollandaise se caractérise par des traits originaux (pas de classes clairement différenciées, coexistence de deux cultures, etc.). Aujourd'hui, la littérature redevient sujet de débat intellectuel à la place de la politique. La presse écrite, support essentiel de la politique est donc amenée à suivre cette évolution. Si l'on constate un certain recul de la gauche parmi les intellectuels, il est légitime de se demander s'il y aura un jour une véritable alternative à la domination de la gauche.

5036. KONIJNENBELT, Willem – « Radio et télévision aux Pays-Bas ». *Annuaire européen d'administration publique* (7), 1984 : 201-222.

Le système politico-culturel néerlandais repose sur le principe des « piliers » : catholique, protestant, libéral, socialiste. Chacun de ces courants disposait dans les années 20, d'une radio privée. Ce système est resté bloqué jusqu'en 1967, où trois nouvelles chaînes ont été autorisées (deux de variété et une protestante ultra-orthodoxe). L'Etat veille à la coordination des chaînes, leur fixe certaines missions de service public et les aide financièrement. La publicité est très contrôlée. Des organismes de radio et de télévision locaux peuvent être autorisés.

Pérou

5037. « Peru na peneloranyh etapah razvitiâ » (Le Pérou à un tournant de son développement). *Latinskaâ Amerika* (8), août 86 : 31-86.

Suite d'articles consacrés à la situation politique et économique du Pérou et à sa politique extérieure.

5038. SILANT'EV, A.V. – « Sociâlizaciâ gazet v Peru v načale 70-godov i posleduûsââ politika pravitel'stva v oblasti pečati » (La « socialisation » des journaux au Pérou, dans le début des années 70 et la politique du gouvernement dans le domaine de la presse). *Vestnik moskovskogo Universiteta. Seriâ zurnalistika* (3), juin 86 : 49-60.

Le début des années 70 représente pour la presse péruvienne l'une des périodes les plus intéressantes de son développement. Pour lutter contre le pouvoir oligarchique de quelques familles, le gouvernement militaire promulguait le « Statut sur la presse libre », qui, après expropriation, prévoyait le transfert des journaux aux « secteurs organisés de la population », et proposait pour leur gestion la formation « d'associations organisées de propriétaires ».

5039. WILSON, Patricia A. ; WISE, Carol – « The regional implications of public investment in Peru, 1968-1983 ». *Latin American Research Review* 21 (2), 1986 : 93-116 ; tabl. ; bibliogr.

Aucun de trois régimes politiques qui se sont succédés au Pérou de 1968 à 1983, n'a su utiliser les fonds publics pour réduire les disparités régionales péruviennes. Des politiques économiques contradictoires expliquent peut-être cet échec, alors que la répartition des fonds publics demeure fortement centralisée.

Philippines

Voir aussi : n° 4829

5040. ALLPORT, R.J. ; VON EINSIEDEL, N. – « An innovative approach to metropolitan management in the Philippines ». *Public Administration and Development* 6 (1), mars 86 : 23-48 ; tabl. ; bibliogr.

Aux Philippines, le mérite essentiel des autorités municipales de Manille est d'avoir mis en place une planification urbaine et rationalisée. Les autorités locales demeurent cependant trop en dehors du processus de planification.

5041. HURN-YU, Chen – « Filipino communists' links with Peking ». *Issues and Studies* 22 (8), août 86 : 55-62.

Le Parti communiste philippin, né en 1930, a évolué en parti communiste marxiste léniniste à tendance maoïste en 1968, bien qu'il y ait eu des divisions internes entre les factions pro-soviétiques et pro-chinoises. Bien que Pékin ait toujours nié avoir apporté un soutien autre que moral au parti communiste philippin, des sources officieuses prouvent son soutien financier dans les années 70.

5042. MEDIANSKY, F.A. – « The New People's army : a nation wide insurgency in the Philippines ». *Contemporary Southeast Asia* 8 (1), juin 86 : 1-17 ; carte, graph. ; bibliogr.

Pendant toute la dictature de Marcos, le mouvement révolutionnaire marxiste a connu des conditions idéales pour se développer, se faire connaître et agir. Il est aujourd'hui dans une situation plus délicate puisque le gouvernement

Aquino jouit d'une grande popularité et représente une alternative sérieuse à la voie révolutionnaire.

Pologne

Voir aussi : n° 4970

5043. « The Polish economic crisis ». *Eastern European Economics* 24 (3 et 4), print. et été 86 : 3-98 et 3-89 ; tabl.

Numéros spéciaux consacrés à la crise économique polonaise des années 1870 jusqu'à aujourd'hui, étudiant les différents mécanismes d'une économie planifiée à travers diverses approches : investissements, inflation...

5044. « Pologne : la sortie de l'impasse ». *Le courrier des pays de l'Est* (308), juil. 86 : 4-35 ; tabl.

Deux rapports dont l'un émane du syndicat dissous Solidarité, consacrés à l'analyse de l'économie de la Pologne. Il apparaît, malgré les bonnes intentions de départ, que le gouvernement a privilégié les résultats immédiats au détriment des réformes structurelles et que le refus du pouvoir d'une réconciliation nationale est aussi à l'origine du désastre économique actuel.

5045. MOND, Georges – « Radio et télévision en Pologne ». *Annuaire européen d'administration publique* (7), 1984 : 261-284.

La législation polonaise en matière d'audiovisuel est, avec celle de la Yougoslavie, la plus avancée des pays de l'Est. En effet, les textes de 1981 et 1984, sans remettre en cause le monopole étatique et le contrôle étroit du Parti, garantissent des droits non négligeables aux journalistes et au public, même si ces droits ne sont pas toujours respectés dans les faits. Il faut tenir compte de ce que les radios occidentales sont fort prisées en Pologne, sauf dans les périodes d'effervescence démocratique (1956 et 1981).

5046. SERIOT, Patrick – « Langue et langue de bois en Pologne ». *Mots* (13), oct. 86 : 181-189 ; bibliogr.

La langue de bois polonaise se caractérise par les traits suivants : magie, défaillance référentielle, manipulation de la pensée. Voir à la suite, pp. 191-194 : TOURNIER, Maurice : « Critique de la critique : langue de bois et parler vrai ».

5047. ZIELONKA, Jan – « Strengths and weaknesses of nonviolent actions : the Polish case ». *Orbis* 30 (1), print. 86 : 91-110.

Même s'il ne s'est pas de lui même identifié à un mouvement non violent, le syndicat Solidarité constitue un exemple spectaculaire de réussite de la non violence et de ses limites. Les grèves massives de l'été 1980 ont obligé le gouvernement polonais à reconnaître son existence légale. Après l'état d'urgence de décembre 1981, les actions non violentes entreprises ont assuré sa survie en tant qu'organisation. Globalement cependant, Solidarité n'a pas pu remplir les objectifs qu'il s'était fixés : liberté syndicale, réformes économiques, libertés politiques.

Sri-Lanka

Voir aussi : n° 4982

5048. Le problème Tamoul

a. BERTINETTO, Gabriele – « Sul futuro di Sri Lanka l'ombra della questione tamil ». *Politica internazionale* 14 (6), juin 86 : 12-18.
Depuis les massacres de 1983, la question tamoul a rompu l'équilibre interne et externe de Sri Lanka : la désagrégation de la convivialité civile et l'instabilité politique grèvent le développement économique, tandis que l'intervention de l'Inde pour résoudre ce conflit ethnique sans rallumer les revendications des minorités régionales la place dans une position délicate, tout en fragilisant le gouvernement Jayewardene, tenté par des solutions autoritaires.

b. MARKS, Thomas A. – « People's war in Sri Lanka, insurgency and counterinsurgency ». *Issues and Studies* 22 (8), août 86 : 63-160.

Les Tamouls, principale minorité du Sri Lanka, dont la culture est très différente de la majorité cinghalaise, ont vu se développer des groupes extrêmistes, d'origine marxiste, réclamant l'indépendance et à l'origine d'un début de guerre civile qui a culminé au milieu de 1985. Le gouvernement de Sri Lanka connaît des difficultés pour mettre fin militairement aux émeutes et ne peut que difficilement compter sur l'aide anglaise, la Grande-Bretagne craignant de déplaire à l'Inde, où les Tamouls sont nombreux. Des réformes susceptibles d'améliorer le sort de la population tamoule sont à envisager.

5049. WILKENS, Bodo – « Sri Lanka : Exportdiversifizierung und weltwirtschaftliche Rezession » (Sri Lanka : diversification des exportations et récession économique mondiale) ; *Konjunkturpolitik* 32 (1-2), 1986 : 80-99 ; tabl., graph. ; résumé en anglais.

En 1977, lors de la dernière récession économique, le Sri Lanka est passé d'une politique économique limitant les importations à une politique plus libérale encourageant les exportations. Malgré des déficits commerciaux croissants et la menace d'insolvabilité, cette politique, combinée à une politique de financement extérieur, a eu de bien meilleurs résultats sur le plan économique que n'en aurait eu une politique de réduction des dépenses.

Suède

5050. ASARD, Erik – « Industrial and economic democracy in Sweden : from consensus to confrontation ». *European Journal of Political Research* 14 (1-2), 1986 : 207-219 ; tabl. ; bibliogr.

Depuis le début des années soixante-dix, la Suède est presque unanime sur la nécessité de lutter contre la concentration des capitaux privés et de favoriser la participation des employés dans leur entreprise. Des textes législatifs ont été adoptés dans ce sens, avec une très forte unanimité parlementaire. Puis, à partir de 1975-76, a émergé le projet de démocratie économique, pour lequel une commission spéciale a siégé, sans succès, de 1975 à 1981.

5051. GUSTAFSSON, Agne – « Rise and decline of nations : Sweden ». *Scandinavian Political Studies* 9 (1), mars 86 : 35-50 ; tabl.

Le RADON (Crise and decline of Nations) liant le déclin économique à l'accroissement des institutions ne semble pas s'appliquer à la Suède. En effet la Suède est à la fois un des pays les plus riches du monde et un des pays où les groupes de pression, pas uniquement syndicaux, ont le plus de poids. Pour sauver la théorie du RANDON, Manwr Olson affirme que la Suède est un cas particulier où le gouvernement au pouvoir est suffisamment fort pour limiter les pressions politiques des différentes coalitions. Dans le cas de la Suède la thèse du RANDON peut se vérifier à long terme.

5052. GUSTAFSSON, Björn – « International migration and falling into the income " safety net " : social assistance among foreign citizens in Sweden ». *Migrations internationales* 24 (2), juin 86 : 461-483 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en français et en espagnol.

Le nombre des immigrants bénéficiant d'une aide sociale en Suède augmente depuis le milieu des années 1960.

5053. HASHI, Iraj ; HUSSAIN, Athar – « The Employee Investment Funds in Sweden ». *Quarterly Review - National Westminster Bank* mai 86 : 17-27 ; tabl. ; bibliogr.

Créés en Suède, en 1983, les Fonds d'investissement des employés, suscitent des controverses dans le pays et un vif intérêt à l'étranger. La structure de ces institutions est décentralisée et repose sur cinq antennes régionales. Les fonds n'investissent pas directement dans le capital physique, mais interviennent sur les marchés financiers.

5054. SUNDSTRÖM, Gerdt – « Family and State : recent trends in the care of the aged in Sweden ». *Ageing and Society* 6 (2), juin 86 : 169-196.

Analyse des modalités de soutien aux personnes âgées et du partage des responsabilités entre l'Etat, les institutions et les familles. Bilan, statistiques, comparaison avec la situation en Europe, aux Etats-Unis, en Extrême Orient.

Suisse

5055. « Städte und Agglomerationen » (Villes et agglomérations). *Annuaire suisse de science politique* 25, 1985 : 9-290 ; tabl., graph. ; résumés en allemand et en français.

Numéro consacré à l'urbanisation, aux problèmes politiques de la ville, à la périurbanisation, aux oppositions villes/campagnes lors des votes, à la politique de la circulation, aux relations entre cantons et villes, tout cela étant étayé d'exemples de villes ou d'agglomérations suisses.

5056. DAFFLON, Bernard – « Fédéralisme, coordination et harmonisation fiscales, étude du cas suisse ». *Recherches économiques de Louvain* 52 (1), mars 86 : 3-43 ; tabl. ; bibliogr.

La Suisse connaît un système fiscal « épars » ce qui entraîne des disparités dans les ressources financières de la Confédération, des cantons et des communes. Il semble nécessaire d'arriver à une harmonisation fiscale afin d'unifier les règles d'imposition et la charge fiscale des collectivités publiques suisses.

5057. KNAPP, Blaise – « Radio et télévision en Suisse ». *Annuaire européen d'administration publique* (7), 1984 : 101-122 ; bibliogr.

La Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR), organisme de droit privé, dispose d'une concession octroyée par la Confédération. Elle regroupe des sociétés régionales. L'Etat contrôle le fonctionnement des sociétés, mais ne verse pas de véritable subvention. La concession accordée à la SSR implique diverses obligations de service public. Il en est de même pour les radios locales bénéficiant d'autorisations.

5058. MAIRE de RIEDMATTEN, Hélène – « La codification et l'évolution du droit suisse ». *Revue juridique et politique* 40 (3-4), juin 86 : 834-860.

L'unification du droit privé s'est faite en Suisse en 1912, par la rédaction du code civil et du code des obligations. Le code civil se caractérise par sa simplicité, sa clarté, sa brièveté. Il reconnaît au juge le pouvoir d'interpréter largement la loi et de s'inspirer de la jurisprudence, qui n'a toutefois pas force de loi.

5059. SCHMIDHAUSER, Bruno – « Aufbruch zu neuen Ufern ? Wettbewerbspolitik » (Départ vers de nouvelles rives ? La politique de la concurrence). *Schweizer Monatshefte* 66 (9), sept. 86 : 725-741.

On ne peut pas opposer l'intérêt public à la concurrence et l'intérêt privé aux limitations de la concurrence. En effet, certains cartels peuvent être tolérés. La politique des trusts et la surveillance des prix signifient protection des consommateurs, mais le maintien des prix à un bas niveau et l'intérêt général ne doivent pas forcément coïncider. L'initiative Denner est à bannir car ses concepts peu clairs entraîneraient une incertitude juridique.

Tchécoslovaquie

Voir aussi : n° 5212

5060. BURIAN, Gustav – « Czechoslovak economic law and external economic relations ». *Soviet and Eastern European Foreign Trade* 22 (2), été 86 : 6-27.

La législation tchécoslovaque ne permet qu'à certaines organisations socialistes d'entretenir des relations commerciales avec l'étranger. Ces organisations se voient parfois appliquer des contraintes en ce qui concerne leurs activités commerciales. Ce réseau commercial permet de mieux contrôler la politique d'implantations de la Tchécoslovaquie.

5061. LUKAS, Zdenek – « Die tschechoslowakische Landwirtschaft » (L'agriculture tchécoslovaque). *Osteuropa Wirtschaft* 31 (1), mars 86 : 37-53 ; tabl. ; résumé en anglais.

La réforme économique de 1966 a eu des conséquences positives sur l'agriculture tchécoslovaque, mais seulement jusqu'en 1974. A la suite d'un développement accru de la production animale auquel ne correspondait pas une production végétale suffisante, la Tchécoslovaquie dut avoir recours à des importations massives de céréales jusque dans le début des années 80. Ce n'est qu'à partir de 1983 que l'on constate un arrêt de la stagnation grâce entre autres au soutien du secteur privé. Aujourd'hui la production animale doit être restructurée, l'élevage des bœufs favorisé et la production végétale considérée comme prioritaire.

5062. RUPNIK, Jacques – « Tchécoslovaquie : des Eglises dans la tourmente ». *Etudes* 365 (3), sept. 86 : 231-247.

Si, à partir de 1948, le pouvoir s'est employé à démolir systématiquement les fondements organisationnels et spirituels de l'Eglise, depuis 1968, la Charte 77 puis la nouvelle politique d'un pape polonais sont venues modifier l'image d'une Eglise soumise et on assiste actuellement à un retour du religieux.

Turquie

5063. L'Islam

a. DA COSTA, Hélène – « Jeune Islam turc : néoconservatisme ou subversion ». *L'Afrique et l'Asie modernes* (150), août 86 : 105-115.

Les jeunes turcs semblent divisés entre l'héritage du Kémalisme avec son désir d'assimilation à l'Europe et par ailleurs la quête d'une identité ottomane qui les attire vers l'Islam.

b. DUMONT, Paul – « Disciples of the light : the Nurju movement in Turkey ». *Central Asian Survey* 5 (2), 1986 : 33-60 ; bibliogr.

Ce mouvement religieux fondé, il y a une cinquantaine d'années par Saidi Nursi a repris beaucoup de vigueur récemment en Turquie. Il encourage la pratique religieuse, le retour à un Islam pur et dur et constitue un groupe de pression dans ce sens. Mais les restes du kémalisme et la culture occidentale rendent peu probable actuellement l'instauration d'un régime islamique fondamentaliste.

5064. BERKES, Fikret – « Local level management and the commons problems. A comparative study of Turkish coastal fisheries ». *Marine Policy* 10 (3), juil. 86 : 215-229 ; carte, tabl.

Les réglementations mises en place au niveau local pour mieux gérer les pêcheries côtières de la côte sud de la Turquie fonctionnent assez bien lorsqu'il s'agit de pêcheries de petite taille et relativement homogènes. En revanche, ce type de gestion ne convient pas pour les grandes entreprises de pêche.

5065. BORATAV, Korkut – « Import substitution and income distribution under a populist regime : the case of Turkey ». *Development Policy Review* 4 (2), juin 86 : 117-139 ; tabl.

Il est couramment admis que les économies non-socialistes, inspirées par des politiques de substitution aux importations, ne réussissent pas la distribution des revenus. La Turquie a adopté une politique économique dominée par la substitution aux importations, la prépondérance du secteur public et le populisme au niveau politique et cette politique n'est pas parvenue à contrôler l'accumulation et la distribution des revenus.

URSS

Voir aussi : n° 5120, 5218

Institutions et vie politiques

5066. « Le socialisme dans les promesses et la réalité ». *Cahiers du Samizdat* (120), juil. 86 : 55 p.

Alors que les dirigeants soviétiques ont toujours affirmé que la société socialiste, puis la société communiste, serait plus progressiste que la société

capitaliste il apparaît à l'analyse des réalités de la société soviétique d'aujourd'hui qu'elle n'est que répressive et bureaucratique.

5067. « La stratégie de l'édification de la société nouvelle » *Sciences sociales – Académie des sciences de l'URSS* (3), 1986 : 8-22.

Le nouveau programme du PCUS est un programme de perfectionnement régulier du socialisme, sous tous ses aspects : progression de la société soviétique vers le communisme, sur la base de l'accélération du développement social et économique, lutte pour la paix et le progrès social.

5068. HIRSZOWICZ, Lukasz – « The twenty-seventh Congress of the CPSU ». *Soviet Jewish Affairs* 16 (2), mai 86 : 3-28 ; bibliogr.

Les discussions et résolutions du 27e Congrès auront des conséquences contradictoires sur la population juive de l'URSS : alors qu'est reconnu le haut niveau de la main-d'œuvre juive, les pratiques discriminatoires continuent, ce qui contribue à la forte demande d'immigration. L'affirmation des spécificités des nationalités et l'attitude anti-islamique auront aussi des conséquences sur la culture juive. Mais les positions prises sur la politique soviétique au Moyen-Orient, sont peu favorables à la communauté juive.

5069. KUDRÂVCEV, V. ; LUKAŠEVA, E. – « Gosudarstvo, pravo, čelovek » (L'Etat, le droit, l'home). *Kommunist (Moskva)* (9), juin 86 : 92-101.

Les juristes soviétiques sont confrontés à un travail gigantesque de perfectionnement de la législation en vue de la rendre conforme aux besoins actuels du développement social et du renforcement de la légalité socialiste.

Relations extérieures

Voir aussi : n° 4827, 4835, 4837, 5113, 5117, 5143

5070. La politique de défense

a. BORCKE, Astrid Von – « Domestic determinants of Soviet defense and security policy ». *The Soviet Union* 7, 1983 : 59-70.
L'armée a toujours joué un rôle déterminant dans l'Etat soviétique, et depuis l'époque stalinienne, l'histoire des relations entre le pouvoir politique et le pouvoir militaire est jalonné d'affrontements sévères. Cependant, depuis l'ère Brezhnev, il y a, malgré des divergences sur la stratégie à adopter, consensus sur un point crucial : seul le développement de la force militaire garantit à l'URSS l'égalité politique dans le monde, et c'est uniquement sur elle que repose son rôle en tant que grande puissance.

b. CODEVILLA, Angelo – « Strategic defenses now ». *Global Affairs* 1 (3), été 86 : 17-33.
Les Soviétiques n'ont pas accepté le principe de la vulnérabilité mutelle et ont construit des armes pour se protéger des armes américaines, au sol, dans l'air et dans l'espace. Ce déséquilibre est une menace pour la paix et il est urgent que les Etats-Unis se défendent efficacement contre les attaques éventuelles de l'URSS.

c. HINES, John G. et al. – « Soviet military theory from 1945-2000 : implications for NATO ». *The Washington Quarterly* 9 (4), aut. 86 : 117-137.
A la fin des années 60, les Soviétiques se sont fixés deux objectifs : développer leurs armements nucléaires et, en même temps, les forces et les armes conventionnelles. Ils sont aujourd'hui atteints, ce qui permet à l'URSS de neutraliser les armes de dissuasion de l'OTAN. Cependant, les Soviétiques sont conscients que, en raison des innovations techniques qu'ils ne maîtrisent pas, ils pourraient perdre cet avantage. Ils vont donc essayer de faire en sorte que les pays de l'OTAN modifient leur politique et réduisent leurs programmes militaires. Ceux-ci ne doivent pas se laisser tromper par la stratégie, mais au contraire améliorer leurs armements conventionnels.

d. LORD, Caines – « Taking Soviet defenses seriously ». *The Washington Quarterly* 9 (4), aut. 86 : 83-99.
La politique de défense soviétique depuis les années 60 est fondée sur l'armement nucléaire offensif et les systèmes de défense aériens ; grâce aux innovations technologiques, des recherches approfondies sont menées en vue d'une application en matière de défense stratégique.

5071. La politique soviétique dans le Tiers-Monde

a. « The Soviet Union and the Third World ». *The Washington Quarterly* 9 (4), aut. 86 : 139-173.
Suite d'articles consacrés aux changements qu'apportera l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, aux relations entre l'URSS et les pays en développement, notamment en ce qui concerne les ventes d'armes, les relations avec les pays d'Amérique latine et du Sud-Est asiatique.

b. GELMAN, Harry – « L'Union soviétique dans le Tiers-Monde : bilan et perspectives ». *Politique étrangère* 51 (2), été 86 : 486-503 ; résumé en anglais.
L'histoire des relations de l'URSS avec les pays du Tiers-Monde permet de mieux comprendre l'implantation politique et militaire soviétique dans ces pays. Elle révèle également la faiblesse de certaines implantations que les nouveaux dirigeants soviétiques essaieront, au gré de nouvelles opportunités, de renforcer moyennant un coût et un risque modérés.

5072. ADOMEIT, Hannes – « Soviet crisis prevention and management : why and when do the Soviet leaders take risks ». *Orbis* 30 (1), print. 86 : 42-64.

L'étude du comportement des leaders soviétiques en période de crise internationale montre que ceux-ci ont une perception aiguë des facteurs objectifs des crises (puissance militaire des protagonistes et enjeux) autant que de leurs éléments subjectifs (volonté et détermination politiques des protagonistes). Ils connaissent à tout moment les limites à ne pas franchir et ne peuvent être qualifiés d'aventuristes.

5073. AWWAD, Emad – « La crise afghane : vers une solution politique ? » *L'Afrique et l'Asie modernes* (150), aut. 86 : 34-49.

La prise en compte de tous les éléments, au niveau local, régional, international, confirme que la crise afghane est devenue un problème Est-Ouest dont la solution implique obligatoirement l'accord des grandes puissances et écarte les solutions militaire ou islamique. Les conditions d'un règlement politique.

5074. GARÇON, José – « La guerre fraticide au Sud-Yémen : la première épreuve de Gorbatchev ». *Politique étrangère* 51 (2), été 86 : 473-484 ; tabl. carte ; résumé en anglais.

La guerre civile qui a opposé les principaux dirigeants marxistes sud-yéménites entre eux, en janvier 86, a constitué la première épreuve pour Mikhaïl Gorbatchev, sur la scène politique internationale. Son manque de soutien à l'ex-président Ali Nasser à créé certaines tensions entre le Kremlin et ses alliés éthiopiens, lybiens, syriens et palestiniens.

5075. GOMANE, Jean-Pierre – « La politique soviétique dans le Pacifique ». *L'Afrique et l'Asie modernes* (150), aut. 86 : 3-15.

Depuis la rupture avec la Chine, l'URSS entretient soigneusement ses alliances à l'Est et profitant de tous ses atouts, dénucléarisation et neutralisation de la région, frustration des populations sur le plan politique, faiblesse économique des pays en développement, elle avance prudement ses pions partout où l'Occident retire les siens et accroît son implantation militaire, économique et idéologique.

5076. KANET, Roger E. ; GANGULY, Sumit – « Soviet strategy in Southwest Asia and the Persian Gulf region ». *Crossroads* (20), 1986 : 1-20 ; bibliogr.

La politique soviétique dans cette région consiste à éliminer l'influence des Etats-Unis et à instaurer un ensemble d'Etats favorables à l'URSS : l'invasion de l'Afghanistan, l'implantation dans les deux Yemen et les relations avec l'Irak correspondent à cette volonté, mais l'URSS n'a pas réussi à pénétrer dans les Etats arabes conservateurs.

5077. PELES, Slavenka – « Les sanctions prises par les Etats-Unis et la CEE contre l'URSS en raison de son intervention en Afghanistan ». *Revue belge de droit international* 18 (1), 1985 : 202-207.

La réalisation des sanctions prises contre l'URSS en raison d'un acte jugé illicite n'a certainement pas été au niveau des principes politiques adoptés.

Le danger que les conséquences négatives des sanctions prises se retournent contre le pays qui les a décidées et mises en œuvre est réel et bien connu.

Vie culturelle et scientifique

5078. DOBROV, Guenuady M. – « La stratégie des politiques scientifiques en URSS ». *Revue internationale des sciences sociales* 38 (2), juin 86 : 309-322.

Possédant une longue et riche expérience en la matière, l'Etat soviétique formule, applique et perfectionne sans cesse une politique unique de la science et de la technologie, pour tout le pays.

5079. OBRAZCOV, I. – « Na putâh perestrojki » (Les voies de la reconstruction). *Kommunist (Moskva)* (12), août 86 : 76-86.

En conformité avec le projet du CC du PCUS, sur « les principales tendances de la réorganisation de l'enseignement spécialisé, secondaire et supérieur, dans le pays », le ministère concerné a lancé plusieurs expériences, dont les deux plus importantes portaient sur l'organisation de la préparation intensive de spécialistes d'une part, et sur une nouvelle forme de réalisation de recherches scientifiques dans les établissements d'enseignement supérieur, d'autre part. L'objectif de ces expériences est d'améliorer la formation de spécialistes, à l'aide de la recherche scientifique.

5080. VAGANOV, Boris – « Fifty years since the creation of the All-Union Foreign Trade Academy of the Ministry of Foreign Trade of the USSR ». *Soviet and Eastern European Foreign Trade* 22 (2), été 86 : 28-38.

Rattachée au ministère du commerce extérieur de l'URSS, l'Académie du commerce extérieur fut créée en 1983 par le Conseil des Commissaires du Peuple. De 1946 à 1980, elle a formé 5 000 diplômés, et plus de 13 000 personnes issues de la haute fonction publique soviétique y ont suivi des cours. La formation idéologique est l'un des piliers de l'enseignement dispensé par cette institution.

Questions sociales

5081. NAZIMOVA, A.K. ; GORDON, L.A. – « Naučno-tehničeskij progress i proizvodstvennajâ aktivnost' rabočego klassa » (Le progrès scientifique et technique et l'activité productive de la classe ouvrière). *Rabočij klass i sovremennyj mir* (4), août 86 : 49-58 ; tabl.

A mesure que le progrès scientifique et technique s'accroît, le nombre de travailleurs préparés à participer activement à la gestion de la production, en raison du niveau de leur culture professionelle et politique, s'accroît également. Bien plus, l'efficacité de leur activité productrice dépend directement de la mesure dans laquelle ils peuvent influenceer la production.

5082. UMAROV, M. – « Trudoizbytočnoe selo : problemy i rešeniâ » (La surabondance de main-d'œuvre dans les campagnes : les problèmes et leurs solutions). *Voprosy ekonomiki* (9), sept. 86 : 99-108.

La surabondance de main-d'œuvre dans telle ou telle région s'explique par une mauvaise planification et une mauvaise gestion des ressources, et l'exemple de l'Asie centrale montre qu'elle a des conséquences sérieuses sur le développement économique, social et culturel. Il est indispensable d'utiliser de nouvelles méthodes de répartition de la main-d'œuvre à l'intérieur d'une région et inter-régions, surtout lorsqu'elle est en surabondance.

5083. ZINČENKO, V. et al. – « Vozmožnosti čeloveka i novaâ tehnika » (Les capacités de l'homme et la nouvelle technique). *Kommunist (Moskva)* (9), juin 86 : 72-81.

Les impératifs ergonomiques doivent désormais compter parmi les préoccupations fondamentales de la recherche et de la production soviétiques.

Economie et finances

Voir aussi : n° 4791, 4802

5084. Les problèmes de l'agriculture et de l'approvisionnement

a. GRISKAVICUS, P. – « Social'noe pereustrojstvo sela » (La restructuration sociale des campagnes). *Kommunist (Moskva)*, juil. 86 : 64-75.

Le retard accumulé dans la vie sociale et culturelle dans les campagnes lithuaniennes a entraîné des pertes sérieuses, ralenti les rythmes de croissance de la production, entraîné un mécontentement accru de la population. Le Parti communiste lithuanien est décidé à accorder la plus grande attention à la réorganisation des campagnes : amélioration des conditions de travail, des conditions de logement et d'aménagement des campagnes, programme de construction de routes, développement des exploitations auxiliaires.

b. GUŽVIN, P. – « Otdača zemli i struktura vloženij » (Le rendement de la terre et la structure des investissements). *Kommunist (Moskva)* (8), mai 86 : 28-39.

Les principales causes de l'inefficacité de l'agriculture soviétique se situent dans les déséquilibres structurels et dans la faible concentration des ressources. La mise en œuvre d'une politique des investissements plus efficace marquera le début des transformations profondes indispensables de la gestion agricole en URSS.

c. KOROVAKOVSKIJ, D. – « Kolkoznyj rynok i snabženie naseleniâ prodovol'stviem » (Le marché kolkhozien et l'approvisionnement de la population en produits alimentaires). *Voprosy ekonomiki* (9), sept. 86 : 80-89 ; tabl.

Le marché kolkhozien est l'un des principaux canaux d'approvisionnement de la population, et il doit être développé, pour toute une série de raisons. Ce développement peut être planifié, le marché kolkhozien peut devenir un élément efficace dans le complexe agro-industriel du pays. Analyse des caractéristiques sociales, financières du marché kolkhozien.

5085. ERGEC, Rusen – « Les pressions économiques sous l'angle du conflit du gazoduc euro-sibérien ». *Revue belge de droit international* 18 (1), 1985 : 166-170.

L'Etat d'origine ne saurait utiliser l'entreprise transnationale comme l'instrument propre à promouvoir ses intérêts égoïstes ou pour imposer unilatéralement sa politique aux Etats d'accueil. Tel est le postulat fondamental des principes de l'indépendance et de légalité souveraine des Etats ; tel est aussi l'enseignement majeur qui se dégage du conflit sur le gazoduc euro-sibérien.

5086. MODIN, A. – « Soveršenstvovanie organizacionnyh struktur upravleniâ » (Le perfectionnement des structures organisationnelles de gestion). *Voprosy èkonomiki* (9), sept. 86 : 15-25.

Les structures organisationnelles de gestion jouent un rôle particulier dans l'utilisation efficace des forces productives. Ce sont elles qui déterminent les conditions de formation et d'utilisation de l'appareil productif, le mode d'élaboration et de réalisation des plans de développement et de fonctionnement du complexe économique national. Un certain nombre de travaux doivent être effectués pour le perfectionner.

5087. SEIDENSTECHER, Gertraud – « Soviet economy in 1982-83 ». *The Soviet Union* 7, 1983 : 131-155 ; tabl.

Un tour d'horizon de l'ensemble des secteurs de l'économie soviétique au début du XIe quinquennat (1981-1985) montre que celle-ci a traversé une période difficile, et les reponsables soviétiques de la planification considèrent visiblement que ce quinquennat est un échec. Les raisons de ce ralentissement de la croissance économique sont l'insuffisance des facteurs de production, la faiblesse de la productivité.

Aménagement et urbanisme

5088. « Materialy vsesoûznoj konferencii « Razvitie proizvoditel'nyh sil Sibiri i zadači uskoreniâ naučno-tehničeskogo progressa » (Les matériaux de la Conférence nationale concernant « Le développement des forces productives de Sibérie et les tâches d'accélération du progrès scientifique et technique »). *Izvestiâ sibirskogo otdeleniâ Akademii nauk SSSR. Seriâ èkonomiki, prikladnoj, sociologii* 1 (1), janv. 86 : 10-72.

Comptes-rendus de débats dans le cadre de la Conférence organisée en juillet 85 par la Section sibérienne de l'Académie des Sciences de l'URSS, et dont le but principal était l'étude des tendances du progrès scientifique et de l'accroissement de l'efficacité de la production sociale en Sibérie.

5089. « Nach Tschernobyl » (Après Tchernobyl). *Die neue Gesellschaft, Frankfurter Hefte* 33 (8), août 86 : 684-708.

Suite d'articles consacrés aux réactions face à Tchernobyl et aux changements qui s'imposent dans divers domaines : le progrès est teinté d'une connotation négative ; après avoir cru à l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, on est aujourd'hui conscient de la menace que représente l'Etat nucléaire. Toute politique socialiste doit être écologique. D'ailleurs, Tchernobyl pose des problèmes juridiques et il est possible que la Loi Fondamentale souffre de ce nouveau phénomène.

5090. VOZNAK, V. – « Mobil'nye formy osvoeniâ novyh rajonov » (Les formes mobiles de mise en valeur des nouvelles régions). *Voprosy ekonomiki* (9), sept. 86 : 26-35 ; tabl.

Alors que les régions riches en minerais, combustibles et ressources énergétiques ont besoin, pour être mises en valeur, qu'y soient réalisés des travaux de construction d'envergure, que les infrastructures sociales y soient rapidement développées, les moyens pour ces travaux y manquent. Une solution peut être trouvée à cette grave contradiction, dans l'utilisation d'organisations mobiles de bâtiment et travaux publics, venant d'autres régions du pays. L'exemple de la mise en valeur du complexe pétrolier et gazier de la Sibérie occidentale.

Venezuela

Voir aussi : n° 3662, 4193

5091. « 10 años de communicación en Venezuela, lo vigente y lo alternativo ». *Comunicación* (51-52), [1985] : 7-128.

Suite d'articles sur la situation et la politique de la communication au Venezuala, en particulier sur les perspectives de sa démocratisation.

5092. [Etudes de géographie du Venezuela]. *Revista geográfica* (102), déc. 85 : 175 p.

Numéro spécial : différentes approches de la géographie vénézuelienne concernant en particulier les problèmes de la politique de l'environnement et ceux de la planification urbaine et régionale.

5093. ELLNER, Steve – « The MAS party in Venezuela ». *Latin American Perspectives* 13 (2), print. 86 : 81-107, tabl. ; bibliogr.

Issu du parti communiste venezuelien en 1971, le MAS (Movimento al socialismo) avait pour but de redéfinir l'idéal socialiste mettant au second plan la lutte pour les réformes sociales et économiques. Ses orientations pendant les dix dernières années et le débat interne sur les problèmes de relations avec les autres mouvements de gauche en font un cas unique au sein de la gauche latino-américaine.

Yemen Sud

Voir aussi : n° 4598, 5074

5094. La guerre civile

a. HALLIDAY, Fred – « Catastrophe in South Yemen ». *MERIP. Middle East Report* 16 (2), avr. 86 : 37-39.
La guerre civile de janvier 1986, au Sud Yemen, s'explique par les dissentions à l'intérieur du Parti socialiste, au sujet de la politique économique et de la politique vis-à-vis des Etats voisins, en particulier l'Oman.

b. HOTTINGER, Arnold – « Der Bürgerkrieg in Südjemen. Machtkämpfe in einer Stammesgesellschaft » (La guerre civile au Yemen du Sud. Luttes pour le pouvoir dans une société tribale). *Europa Archiv* 41 (11), 10 juin 86 : 311-318.
La nature des combats qui se déroulent depuis le 13 janvier 1986 à Aden et dans d'autres endroits du Yemen du Sud s'explique par deux caractéristiques internes : les luttes pour le pouvoir n'ont pratiquement pas cessé depuis l'indépendance en 1967 car elles étaient alors le seul moyen de provoquer des changements politiques ; la société du Yemen du Sud reste, malgré son système marxiste-léniniste, empreinte de contradictions et de différences tribales.

c. JABER, Salah – « La guerre civile au Sud-Yemen ». *Quatrième Internationale* (21), sept. 86 : 69-77.
La guerre civile meurtrière qui a déchiré le Sud Yemen n'est pas seulement le fruit de l'affrontement entre deux tendances de la bureaucratie au pouvoir depuis le « coup d'Etat stalinien » de 1978, mais prouve les difficultés de la révolution prolétarienne dans les Etats pauvres et faibles refusant la dépendance envers l'URSS.

Yougoslavie

Voir aussi : n° 5139, 5212

5095. « Razredno-nacionalno » (La classe et la nation). *Teorija in praksa* 23 (5), mai 86 : 234-319.

Suite d'articles consacrés à la question : les intérêts de classe, doivent-ils primer les intérêts nationaux, ou l'inverse, dans un Etat multinational comme la Yougoslavie socialiste.

5096. RADOVIĆ, Miljan – « Le développement socio-économique et les besoins en cadres de la Yougoslavie ». *Questions actuelles du socialisme* 36 (5), mai 86 : 23-33 ; tabl.

Le système d'éducation yougoslave doit être remanié de façon à satisfaire aux impératifs du développement socio-économique à long terme, en préparant des cadres scientifiques de haut niveau, en nombre suffisant et motivés pour la recherche.

5097. VRANJICAN, Stjenko – « Technološka zavisnost i ekonomski suverenitet » (Dépendance technologique et souveraineté économique). *Zbornik pravnog Fakulteta u Zagrebu* 36 (4) 1986 : 383-395 ; résumé en anglais.

La souveraineté économique de la Yougoslavie est incomplète du fait de sa dépendance technologique envers les pays occidentaux développés. La désintégration économique de ce pays aggrave cette dépendance, car les Républiques et les Provinces autonomes qui ont créé chacune leur économie autarcique, sont incapables de combler séparément leur retard technologique.

Zaïre

Voir aussi : n° 3126, 3365

5098. KALONGO-MBIKAYI – « L'expérience zaïroise de codification dans le projet du code de la famille ». *Revue juridique et politique* 40 (3-4), juin 86 : 474-490.

Ce code actuellement en cours d'adoption par le Parlement supprime le dualisme qui caractérise l'ensemble du droit privé zaïrois, comble les lacunes du droit des personne et s'efforce de se conformer à la mentalité juridique du peuple zaïrois en mettant en œuvre la politique du recours à l'authenticité.

5099. MBULUYO MOKILI, K. – « La culture du café et le développement de l'Uélé ». *Les cahiers d'Outre-mer* 39 (154), juin 86 : 143-156 ; carte ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Les bonnes conditions climatiques et géographiques, ainsi que la présence de main-d'œuvre ont permis le développement de la culture du café dans cette région. Elle s'est accompagnée de changements dans la production des cultures vivrières, les systèmes agraire et foncier et la structure sociale, puisqu'une nouvelle classe, est apparue, les planteurs.

5100. MUKOKA NSENDA – « La réforme de l'administration publique au Zaïre : quelle réforme pour quelle administration ? » *Cahiers africains d'administration publique* (27), 1986 : 99-115 ; résumés en anglais et en arabe.

La réforme de l'administration publique mise en place en 1977 vise à élaborer un nouveau statut de la fonction publique, à mieux connaître les effectifs de la fonction publique et à réformer les organigrammes des services départementaux et l'administration régionale et locale. Cette réforme manque de continuité et de permanence et s'avère partielle dans ses réalisations.

II
ÉTUDES RÉGIONALES

Afrique

Voir aussi : n° 4719, 4885

5101. D'ALMEIDA, Ayité-Fily – « La privatisation des entreprises publiques en Afrique au Sud du Sahara ». *Le mois en Afrique* 21 (245-246 et 247-248), juil. et sept. 86 : 55-70 et 67-80.

Conséquence, le plus souvent, des mauvais résultats des entreprises publiques créées dans les années 70, et appuyée, parfois, par un courant idéologique, la privatisation est devenue aujourd'hui une préoccupation majeure des pays d'Afrique sub-saharienne. Les moyens et les modalités de la privatisation ainsi que les résultats déjà obtenus diffèrent d'un pays à l'autre. Elle se heurte à plusieurs obstacles : faiblesse des structures nationales, limites du recours aux investissements étrangers. Seules la création d'un cadre économique et institutionnel approprié ainsi que de nouvelles règles d'intervention des organismes internationaux pour l'aide du développement peuvent faciliter la privatisation.

5102. FORJE, Lenna C. ; FORJE, John W. – « La recherche, la technologie de pointe, les multinationales et le sous-développement en Afrique : perspectives critiques ». *Impact. Science et société* 36 (1), 1986 : 43-57 ; tabl.

Les pays africains n'ont pas pu et pas su tirer parti du développement scientifique et technologique. Les entreprises multinationales ont profité des failles économiques et politiques existantes pour réaliser un maximum de bénéfices. Elles ont aussi accru la dépendance des pays africains et freiné un développement technologique adapté et bénéfique. Cependant, elles ne sont pas les seules responsables du retard des pays africains ; seule une volonté politique et une stratégie économique mieux définies de la part des pays africains, leur permettra aujourd'hui d'exploiter leur potentiel de développement et de mieux intégrer le progrès technologique.

5103. HUGON, Philippe – « L'Afrique subsaharienne face au Fonds monétaire international ». *Afrique contemporaine* (139), sept. 86 : 3-19 ; tabl. ; bibliogr.

Il est délicat d'évaluer l'impact réel des politiques d'ajustement préconisées par le FMI en Afrique. Mais il est intéressant de présenter certaines critiques de ces politiques en reprenant les arguments de nombreux pays africains ; critique du modèle macro-économique de référence qui ne tient pas compte des modalités de la croissance des pays et de leur situation socio-économique, critique interne des mesures qui visent à évaluer l'efficacité des résultats par rapport aux objectifs d'équilibre et critique externe des objectifs de libéralisme économique.

5104. KIBOLA, Hamisi B. – « A note on Africa and the exclusive economic zone ». *Ocean Development and International Law* 16 (4), 1986 : 369-380 ; bibliogr.

L'adoption de la notion de zone économique exclusive a été défendue et accueillie avec ardeur par les pays africains, en raison des opportunités qu'elle représente. Cependant, leur intérêt serait de joindre les actions de tous les Etats dans une coopération touchant la recherche, l'exploitation des ressources et la protection de l'environnement.

5105. MWAYILA, Tshiyembe – « Théorie et pratique de la stratégie Est-Ouest en Afrique ». *Le mois en Afrique* 21 (245-246 et 247-248), juil. et sept. 86 : 3-22 et 29-41.

Le conflit Est-Ouest est une lutte idéologique utilisant toutes les formes de confrontation psychologique, politique, économique, diplomatique et militaire. Cependant, la stratégie des deux blocs en présence concernant l'Afrique est inexistante et peut être qualifiée d'« hégémonie par négation » : chaque pays essayant de garder une certaine influence par petits pays interposés. Seule la France a élaboré une stratégie africaine qui lui permet, aujourd'hui, d'occuper une position unique en Afrique. La politique africaine de l'URSS et de la Chine répond au même but que celle des pays occidentaux, à savoir la conquête hégémonique ou la défense des pays africains. L'URSS a intensifié son influence sur l'Afrique progressivement. Elle s'engage militairement dans les années 70. La Chine, au contraire, s'est engagée dès 1958 aux côtés des mouvements d'opposition africains et l'Afrique est devenue pour elle un des lieux où se joue la rivalité avec l'URSS.

5106. TRIBILLON, Jean-François – « Interventions foncières dans les villes africaines : leçons d'expériences ». *Le mois en Afrique* 22 (247-248), sept. 86 : 52-65 ; résumé en anglais.

La réforme foncière urbaine dans les pays africains se heurte à plusieurs obstacles : impossibilité de mettre en place une réforme juridique rigide ; la mise en place d'un cadastre et l'intervention d'une société d'aménagement ne résolvent pas les problèmes et sont souvent mal vécues ; l'unification des statuts fonciers urbains se fait aux dépens du bon fonctionnement du système général ; la planification urbanistique est coupée de l'action foncière.

Amérique latine

Voir aussi : n° 5155

5107. « Educación. Venta de valores ». *Nueva sociedad* (84), août 86 : 77-159.

Suite d'articles : orientations pour une réforme démocratique du système éducatif latino-américain, celle de l'enseignement supérieur en particulier.

5108. « Spécial Caraïbe : les tensions dans la Méditerranée américaine ». *Revue politique et parlementaire* 88 (924), août 86 : 10-71.

Suite d'articles consacrés au Bassin Caraïbe, caractérisé par la diversité du cadre institutionnel des îles, Etats indépendants ou vestiges de colonie, mais aussi par la dépendance politique ou économique à un pôle extérieur. Voir notamment : CRUSOL, Jean : n° 4861.

5109. CUMAKOVA, M.L. – « Ot Kontadory do Karabal'edij » (De Contadora à Caraballeda). *Latinskaâ Amerika* (8), août 86 : 13-25.

Historique de l'action menée par le « groupe de Contadora » face à la tension en Amérique centrale. Le groupe de Contadora a introduit dans les relations inter-américaines une forme nouvelle, vivante, de diplomatie.

5110. JACOBSON, Roberta Steinfeld – « Liberation theology as a revolutionary ideology in Latin America ». *The Fletcher Forum* 10 (2), été 86 : 317-336.

La théologie de la libération qui, à travers une vision du changement politique par le changement des conditions sociales, tente de jeter un pont entre marxisme et christianisme, peut aider à mettre en place un processus révolutionnaire mais est cependant incapable de présenter une alternative à long terme.

5111. OSZLAK, Oscar – « Politiques publiques et régimes politiques en Amérique latine ». *Revue internationale des sciences sociales* 38 (2), juin 86 : 237-255.

Pour appliquer sa politique, l'administration publique ne jouit que d'une autonomie relative, déterminée par la nature spécifique des interdépendances entre les agents et unités de l'Etat et par les contraintes imposées par les différents régimes à différents niveaux d'interdépendance bureaucratique.

5112. VESSURI, Hebe M.C. – « The Universities, scientific research and the national interest in Latin America ». *Minerva* 24 (1), print. 86 : 1-38 ; tabl.

Les pays d'Amérique latine ont accompli de gros efforts pour se doter d'universités dispensant un enseignement de masse dans toutes les disciplines mais ce programme a, semble-t-il, été réalisé au détriment de la recherche scientifique qui est insuffisamment développée partout.

Asie

Voir aussi : n° 4791, 4844, 5146, 5193

5113. AVIMOR, Shimon – « Confrontation des superpuissances en Asie du Sud Est ». *L'Afrique et l'Asie modernes* (150), août 86 : 50-66.

Le triangle des trois super-puissances, Chine, URSS, Etats-Unis qui domine la situation politique en Asie du Sud-Est, un temps désintégré, s'est maintenant reconstitué. Il a un rôle décisif bien que celui d'une puissance régionale comme le Vietnam ne soit pas négligeable.

5114. BOWRING, Philip – « The changing fortunes of East Asia ». *The Washington Quarterly* 9 (4), aut. 86 : 15-31.

Les indicateurs économiques et sociaux des nouveaux pays industrialisés d'Asie sont bons, la vie politique est stable ; s'ils parviennent à réduire leur dépendance pour l'importation de capitaux et de technologies, leur croissance devrait se poursuivre dans les années à venir. Dans les autres pays de la région (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thailande), les conditions politiques et sociales sont nettement moins favorables, les prochaines années risquent d'être difficiles.

5115. RAU, Robert – « Present and future maritime security issues in the Southeast Asian and South China seas ». *Contemporary Southeast Asia* 8 (1), juin 86 : 37-55 ; tabl.

Les mers d'Asie du Sud-Est sont une zone d'affrontement en raison de leurs richesses naturelles et la Convention sur le droit de la mer ne fournira pas de solution à ces conflits, qui sont rendus encore plus dangereux par la militarisation croissante des océans et les politiques agressives des Etats riverains.

5116. VERCEIL, Claude – « L'Asie en 1986. L'avenir n'est plus ce qu'il était ». *Vingtième siècle. Revue d'histoire* (12), déc. 86 : 23-38 ; tabl. ; résumé en anglais.

Les prophéties catastrophiques sont démenties par la situation qu'offre l'Asie en 1985 : maîtrise de la croissance démographique, autarcie alimentaire, accélération de la croissance économique, évolution des régimes particulièrement en Chine et en Inde, stabilisation des conflits ; tous ces éléments incitent à l'optimisme, même s'il reste prudent.

5117. ZAGORIA, Donald S. – « Soviet American rivalry in Asia ». *Proceedings of the Academy of Political Science* 36 (1), 1986 : 103-115 ; bibliogr.

Les Etats-Unis bénéficient dans le Pacifique d'une supériorité navale et aérienne réduite sur l'URSS, tandis qu'en Asie leurs positions se sont renforcées depuis l'amélioration de leurs rapports avec la Chine. De son côté, l'URSS qui a des bases militaires au Vietnam, doit maintenir d'importantes forces à sa frontière avec la Chine et continuer ses efforts pour imposer sa présence politique dans le Pacifique.

Europe

Voir aussi : n° 4321

5118. « Mitteleuropa im Visier » (L'Europe centrale). *Europäische Rundschau* 14 (2), 1986 : 99-136.

Suite d'articles consacrés à l'idée d'Europe centrale, à son identité et à ses définitions. L'Europe centrale, si elle ne présente aucune uniformité, témoigne d'une pluralité ethnique et culturelle. Derrière l'idée d'Europe centrale ne se cache aucun pouvoir, mais plutôt la conscience d'avoir quelque chose en commun, même après la scission consécutive à l'apparition du rideau de fer. Mais certains doutent que l'Europe centrale ait jamais eu une identité propre, même si ses bases culturelles sont un tout.

5119. BÜTLER, Hugo – « Die KSZE im Spannungsfeld Ost-West. Herausforderungen, Möglichkeiten, Grenzen » (La Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe dans le champ conflictuel Est-Ouest. Défis, possibilités, limites). *Schweizer Monatshefte* 66 (9), sept. 86 : 709-722.

Si la CSCE n'est pas le cadre idéal pour des négociations sur le contrôle des armements, elle permet toutefois la conservation ou l'amélioration des positions politiques des deux côtés. Elle a ainsi conduit des participants de l'Ouest à des votes en commun et elle est pour les Alliés orientaux de l'URSS un forum non négligeable qui leur permet dans une certaine limite de prendre conscience de leurs intérêts propres. Pour l'URSS, elle légitimise les frontières de l'après-guerre, pour l'Ouest, elle permet de parler de paix.

5120. RABIER, Yves – « Economie et politique dans les relations internationales : l'affaire du gazoduc euro-sibérien " Russie n° 6 " ». *Stratégique* (31), 3e trim. 86 : 19-62 ; carte.

L'affaire du gazoduc euro-sibérien Urengoy-Gujgorod revient à l'ordre du jour des relations Est-Ouest. Ses incidences stratégiques sont énormes ; « Russie n° 6 » renforce la capacité militaire et économique de l'URSS et place l'Europe en position de dépendance. L'analyse de la politique extérieure de chaque acteur impliqué dans cette affaire ainsi que le contexte dans lequel le contrat a été signé permet de mieux comprendre les intérêts de chacun. Quant aux premières conséquences de l'Affaire elles ne marquent la victoire d'aucun partenaire : l'attitude des Etats-Unis a provoqué une crise au sein de l'Alliance atlantique ; l'URSS a vu les règles en matière de crédit et d'exportation du matériel « sensible » se durcir.

Europe communautaire

Voir aussi : n° 4883, 4963, 4965, 5077

5121. « Les Européens vus par eux-mêmes : regards sur l'opinion publique des Européens de 1973 à 1986 ». *Documentation européenne* (4), 1986 : 7-69 ; tabl., graph.

Synthèse et sélection de 25 sondages faits en 12 ans auprès des populations de la CEE. Les opinions à propos de la construction, et de l'intégration européenne, de l'élargissement, du Parlement européen, de l'avenir de l'Europe.

5122. « Pour un nouvel humanisme de notre temps ». *Les cahiers de la Fondation du futur* (9-10), été 86 : 275 p.

Compte rendu de la Convention européenne de la culture réunie à Paris du 16 au 18 janvier 1986 : l'Europe doit être le lieu où s'édifie une culture qui retrouve les valeurs humanistes qui ont fait sa grandeur grâce au foyer irremplaçable de savoir acquis et d'innovations futures, de valeurs morales et de découvertes permanentes qu'elle représente.

5123. BREWIN, Christopher ; MAC ALLISTER, Richard – « Annual review of the activities of the European Communities in 1985 ». *Journal of Common Market Studies* 24 (4), juin 86 : 313-345.

En 1985, les institutions européennes ont marqué leur accord pour l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE. De son côté le Parlement européen a appuyé la réforme des institutions européennes. Enfin, au cours de cette année, l'attitude de chaque Etat membre a évolué sur les grandes questions ; si la France est demeurée alliée de la Belgique, de l'Italie et du Luxembourg pour le soutien de la sidérurgie, la RFA persiste dans des positions de plus en plus conservatrices.

5124. CALVET, J. – « Le développement de l'écu privé préfigure-t-il un système productif européen ? » *Economies et sociétés* 20 (5), mai 86 : 101-124 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

La Constitution d'une monnaie européenne est un thème dominant des réflexions économiques sur l'Europe. Depuis quelques années, le marché privé de l'écu se développe rapidement, tout en restant relativement faible par rapport au dollar. Cependant, l'adoption de l'écu comme monnaie européenne – qui signifierait la disparition des pouvoirs monétaires nationaux – et, donc, comme monnaie d'un éventuel système productif européen apparaît comme une conclusion peu probable.

5125. GHOZALI, Sid Ahmed – « Maghreb-CEE : enjeux et perspectives ». *Revue algérienne des relations internationales* (2), 2e trim. 86 : 57-77.

L'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal aura des conséquences immédiates sur l'économie des pays du Maghreb même s'ils sont liés par des accords de coopération avec la CEE. C'est pourquoi ces pays se sont mis en mouvement pour obtenir une garantie de préservation de leur place sur le marché européen.

5126. LABRUSSE-RIOU, Catherine – « Sécurité d'existence et solidarité familiale en droit privé : étude comparative du droit des pays européens continentaux ». *Revue internationale de droit comparé* 38 (3), sept. 86 : 829-865 ; bibliogr.

Dans tous les pays d'Europe continentale, le droit privé conserve un rôle essentiel pour fixer les fondements et les moyens d'une solidarité familiale qui tend à préserver la sécurité économique individuelle par la famille mais aussi la sécurité de la famille elle-même. A cette fin les droits européens utilisent obligations alimentaires, régimes matrimoniaux, succession et contrats.

5127. LEWIS-BECK, Michael S. – « Comparative economic voting : Britain, France, Germany, Italy ». *American Journal of Political Science* 30 (2), mai 86 : 315-346 ; tabl. ; bibliogr.

La comparaison entre les résultats électoraux et des sondages concernant la situation économique, personnelle et nationale fait apparaître l'économie comme un important déterminant du vote. En Grande-Bretagne et en Allemagne, elle est plus importante que l'identification partisane ; elle exerce partout, sauf en Italie, une influence plus forte que les clivages sociaux ou religieux.

5128. MELCHIONNI, Maria Grazia – « Decisione politica e trasmissione burocratica nei negoziati per i trattati di Roma ». *Rivista di studi politici internazionali* 53 (3), sept. 86 : 399-423.

Enquête d'histoire orale auprès de participants aux négociations du traité de Rome, membres des délégations, conseillers, hommes politiques des six pays : leur attitude globale est d'applanir, dans leur souvenir les difficultés rencontrées.

5129. MENDES, A.J. Marques – « The contribution of the European Community to economic growth : an assessment of the first 25 years ». *Journal of Common Market Studies* 24 (4), juin 86 : 261-277 ; tabl. ; bibliogr.

L'intégration communautaire joue en faveur de la croissance économique des pays de la CEE puisqu'en 1972, cette intégration a permis un gain de croissance de 2,2 % ; ce gain est porté à 5,9 % en 1981. La CEE doit donc jouer la carte de l'intégration en accroissant ses exportations, et plus particulièrement celles de produits industriels.

5130. MERRITT, Gilles – « Les multinationales, génératrices d'innovations technologiques ? » *Impact - Science et société* 36 (1), 1986 : 89-98.

La fragmentation du marché européen, des normes industrielles variant d'un pays à l'autre et des relations insuffisantes entre les universités, les centres de recherche et les industries sont les principales causes du retard de l'Europe par rapport aux Etats-Unis et au Japon. Pour y remédier, les milieux industriels et les syndicats proposent une coopération plus étroite entre les pays européens aussi bien dans le domaine de l'innovation que dans celui de la commercialisation.

5131. PRIDHAM, Geoffrey – « European elections, political parties and trends of internalization in Community affairs ». *Journal of Common Market Studies* 24 (4), juin 86 : 279-296 ; bibliogr.

Les faibles taux de participation aux élections européennes de 1979 et 1984 soulignent la faiblesse de l'identité politique communautaire. En fait, l'affirmation de la légitimité politique européenne ne peut se faire du jour au lendemain : les échéances électorales à cinq ans d'intervalle constituent, à ce titre, un bon moyen de sensibilisation de l'opinion aux affaires européennes.

5132. SCHWARTZ, Ivo E. – « Radiodiffusion et traité CEE ». *Revue du Marché commun* (299), août 86 : 387-417.

Le mémorandum « Télévision sans frontières » publié en juin 84 par la CEE examine les libertés et les égalités garanties par le Traité de Rome aux destinataires et aux prestataires des services de radiodiffusion sonore ou télévisuelle. Examen de quelques problèmes juridiques posés par l'application du Traité : droit d'établissement, libre-circulation des services, discriminations et restrictions interdites ou autorisées.

5133. WINDOLF, Paul – « Recruitment, selection and internal labour markets in Britain and Germany ». *Organization Studies* 7 (3), 1986 : 235-254 ; tabl. ; bibliogr.

L'exemple d'entreprises britanniques et ouest-allemandes montre que les politiques d'embauche sont influencées par les structures organisationnelles et par l'environnement économique. Les différentes stratégies d'embauche correspondent chacune à un type particulier d'employé embauché.

Europe occidentale

Voir aussi : n° 4830, 4840, 5167

5134. « La privatisation des entreprises publiques. Un débat européen ». *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative* 74 (2), juin 86 : 141-291.

Numéro spécial présentant les différentes interprétations données de la notion de privatisation dans les pays européens. Voir notamment : ABROMEIT, Heidrun : n° 4953 ; BANCE, Philippe ; MONNIER, Lionel : n° 4914 ; BREDE, Helmut ; HOPPE, Ulrich : n° 4738 ; STEFANI, Georgio : n° 5016 ; ESCARMELLE, Jean-François ; HUJOEL, Luc : n° 4759 ; PLATZER, Renate : n° 4748.

5135. ALBANESE, Ferdinando – « Le processus législatif au Conseil de l'Europe ». *Revue trimestrielle de droit européen* 22 (3), sept. 86 : 391-417 ; tabl.

Le Conseil de l'Europe fonctionne selon un processus qui tend à élaborer des normes au niveau international mais ces normes, pour entrer en vigueur ou lier les Etats, ont besoin d'un acte national qui, lui, est la source du caractère obligatoire de la norme. Le Conseil a trois formes institutionnelles d'action : les conventions et accords, les recommandations aux gouvernements et l'adoption d'une politique commune à l'égard de questions déterminées.

5136. HUNSICKER, Quincy – « Vision, leadership and Europe's business future ». *The Mc Kinsey Quarterly* print. 86 : 22-39 ; graph.

Les nouvelles tendances que l'on peut percevoir dans l'industrie européenne demandent des qualités nouvelles aux entrepreneurs. Ainsi, devraient-ils être capables de favoriser dans leur entreprise une culture qui encouragerait le sens d'une responsabilité morale.

5137. MIZRAHI, Jean – « Les télécommunications en Europe : vers des monopoles transnationaux ». *Futuribles* (103), oct. 86 : 3-16.

Les télécommunications en Europe ont connu plusieurs étapes : après une situation de monopole de droit ou de fait, l'évolution des technologies a favorisé un renouveau de la concurrence marqué par l'internationalisation des marchés. Les conditions actuelles des marchés risquent de favoriser l'émergence de nouveaux monopoles transnationaux.

Europe orientale

5138. ATKESON, Edward B. – « The " fault line " in the Warsaw Pact : implications for NATO strategy ». *Orbis* 30 (1), print. 86 : 111-131.

Il existe, au sein du Pacte de Varsovie, une faille entre l'URSS et ses alliés, au niveau stratégique comme au niveau opérationnel, qui pourrait être exploitée par l'OTAN car elle rendrait difficile, en cas de conflit, le contrôle de l'URSS sur les armées alliées et les populations locales.

5139. NASIR AL-ABOUDI, Mohammad Gin – « Muslim experience in Eastern Europe : a first hand report ». *Journal-Institute of Muslim Minorities Affairs* 7 (1), janv. 86 : 88-116.

Origine, développement et situation actuelle des musulmans en Yougoslavie, Hongrie, Roumanie et Bulgarie.

5140. PEKHLIVANOV, Vasil – « Problems of import pricing in the CMEA ». *Soviet and Eastern European Foreign Trade* 22 (2), été 86 : 39-51.

Les pays socialistes ne sont pas encore parvenus à définir une politique uniforme et solide en matière de fixation des prix des importations du COMECON ; les critères de fixation de ces prix varient d'un pays à l'autre. Ainsi, les importations de produits bruts et de pétrole sont primordiales pour les pays du COMECON, mais pas pour l'URSS. Des efforts d'uniformisation sont cependant accomplis depuis 1980.

5141. STEFANESCU, Brindusa – « La contribution des organisations économiques dont la Roumanie fait partie au développement du droit applicable dans les relations économiques internationales ». *Revue roumaine d'études internationales* 20 (3), juin 86 : 219-225.

L'activité normative du CAEM pour réglementer les rapports économiques entre les Etats membres ou les entreprises relève presque exclusivement du droit international public.

Pacifique et Océanie

Voir aussi : n° 4836, 5075

5142. La croissance économique

a. DRYSDALE, Peter – « The Pacific basin and its economic vitality ». *Proceedings of the Academy of Political Science* 36 (1), 1986 : 11-22 ; tabl. ; bibliogr.

La croissance économique des pays de l'Asie orientale depuis la moitié des années 60 a fait que cette région est devenue le centre du commerce et de l'activité économique mondiale. Si cette croissance continue à son rythme actuel, le PNB du Pacifique occidental représentera en l'an 2000 environ le quart du PNB mondial, tandis que le PNB du bassin tout entier approchera la moitié du PNB mondial.

b. OKITA, Saburo – « Pacific development and its implications for the world economy ». *Proceedings of the Academy of Political Science* 36 (1), 1986 : 23-34 ; tabl.

Certains pays du Pacifique ont surmonté la crise pétrolière de 1979, grâce à leur développement économique dynamique, comme les Etats-Unis qui en 1984 ont eu un taux de croissance de 6,9 %, le Japon, de 5,8 %, l'Australie, de 6,3 % et le Canada, de 4,7 %. Avec les taux enregistrés dans les pays

nouvellement industrialisés et en Chine, cette région a considérablement contribué au développement de l'économie mondiale.

5143. La zone dénucléarisée

a. GUILHAUDIS, Jean-François – « Le Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud ». *Arès défense et sécurité* 1986 : 361-377 ; carte ; bibliogr.
Le Traité approuvé en 1985 par les chefs de gouvernements des pays du Forum du Pacifique Sud exclut les armes et les puissances nucléaires considérées comme extérieures à la région, mais ne touche pas aux armements conventionnels. S'il se rapproche du Traité de Tlatelolco à bien des égards, sa conception de la dénucléarisation apparaît plus exigeante. Voir aussi, pp. 381-400, le texte du Traité en français.

b. PAUL, T.V. – « Nuclear free zone in the South Pacific-rhetoric or reality ? » *The Round Table* (299), juil. 86 : 252-262 ; bibliogr.
Les treize pays du Forum du Pacifique Sud ont conclu, le 6 août 1985, à Rarotonga, un traité qui a proclamé le Pacifique Sud, zone libre d'armes nucléaires. Considéré comme un succès par ses signataires, ce traité a été favorablement accueilli par l'URSS, tandis que les Etats-Unis ne se sont pas pressés d'y adhérer et que la France l'a ignoré.

5144. PURI, Madau Mohan – « Geopolitics in the Indian Ocean : the Antarctic dimension ». *International Studies* 23 (2), juin 86 : 155-168.

Longtemps considéré comme une mer britannique ouverte à la navigation, l'Océan Indien est désormais considéré sous un angle géo-stratégique : sa situation, ses richesses minérales et la présence de l'Antarctique, objet d'une coopération internationale originale.

Pays arabes et Moyen-Orient

Voir aussi : n° 4507, 4528, 4920, 4988, 5068, 5076

5145. « Moyen-Orient : Islam et pétrole ». *Politique étrangère* 51 (2), été 86 : 407-484 ; tabl., carte ; résumé en anglais.

Suite d'articles sur la situation politique et économique actuelles dans les pays du Moyen-Orient : la chute du prix du pétrole a soumis ces pays à des contraintes économiques strictes et a favorisé la montée du mouvement islamique. Voir notamment : KEDDIE, Nikki R. : n° 5148 ; GARÇON, José : n° 5074.

5146. CHOUCRI, Nazli – « Asians in the Arab world : labor migration and public policy ». *Middle Eastern Studies* 22 (2), avr. 86 : 252-273 ; tabl.

Les pays du Golfe importent massivement de la main-d'œuvre en provenance de nombreux pays d'Asie : cette migration est très organisée d'Etat à Etat, pays d'émigration et pays d'accueil y trouvant leur compte, mais les pays du Golfe refusent toute assimilation ou intégration de ces Asiatiques, dont ils considèrent la présence comme provisoire.

5147. DAJANI, Munther S. ; DAOUDI, Mohammed S. – « New frontiers in the search for peace : the Saudi initiative ». *International Studies* 23 (1), mars 86 : 63-74.

Le plan de paix présenté en août 1981 par le prince Fahd d'Arabie saoudite devait constituer un pas significatif dans la recherche d'une solution au conflit israélo-arabe. Venant d'un pays arabe modéré qui ne demandait pas, pour la première fois, la disparition de l'Etat d'Israël, ce plan devait contribuer à la prévention d'une nouvelle guerre israélo-arabe.

5148. KEDDIE, Nikki R. – « Idéologie et institutions dans les sociétés musulmanes post-coloniales ». *Politique étrangère* 51 (2), été 86 : 447-464 ; résumé en anglais.

L'Islam n'est pas un concept figé. Il a évolué avec le temps, le lieu, la classe sociale, le groupe ethnique et bien d'autres variables. Il semble que les mouvements islamiques puissants aient profité d'un développement économique trop rapide et d'une politique nationaliste qui ont disloqué les structures traditionnelles de certains pays arabes.

5149. WEISS, Dieter – « Towards an islamic economy. Cultural identity, binding rules and the struggle for a workable interpretation ». *Economics* 33, 1986 : 21-37.

Les problèmes socio-politiques du Moyen-Orient aboutissent à une perte d'identité dans cette région. L'économie de l'Islam est affectée par ce handicap. La restructuration du système économique islamique passe par l'unité et l'équilibre de cette région.

Pays en développement

Voir aussi : n° 4834, 4838, 4891, 5071, 5174

5150. « Making school science, technology and mathematics education relevant ». *Science and Public Policy* 13 (3), juin 86 : 124-169 ; bibliogr.

Suite d'articles : les systèmes éducatifs des pays en développement ont été copiés sur ceux des pays développés et mettent trop l'accent sur les sciences pures. Dans les PVD, l'enseignement scientifique doit davantage s'attacher à la technologie de manière à améliorer les perspectives d'emploi des jeunes.

5151. BYLINAK, S.A. – « Neokolonialistskoe razdelenie truda » (La division néocolonialiste du travail). *Narody Azii i Afriki* (4), 1986 : 3-13 ; tabl. ; résumé en anglais.

On peut distinguer deux périodes dans l'évolution du néocolonialisme : la première allant de la faillite du colonialisme au milieu des années 60, la seconde allant jusqu'à l'époque actuelle. En fait, l'exploitation des pays en développement permet aux pays capitalistes d'y puiser plus de ressources que sous le colonialisme. Par ailleurs, à mesure que les pays en développement se sont intégrés plus profondément dans la division néocolonialiste du travail, ils ont subi de plus en plus fortement les effets de la crise économique en Occident.

5152. FARUQUI, Akhtar Mahmud – « Science et technologie : le dilemme du Tiers-Monde ». *Impact. Science et société* 36 (1), 1986 : 7-20.

La science appliquée et la technologie de pointe sont aujourd'hui le quasi-monopole des pays développés, qui distancent de loin le Tiers-Monde. Considérées autrefois comme partenaires possibles du développement, les multinationales sont aujourd'hui critiquées par les pays du Tiers-Monde. Conscients de leur situation, ces derniers ont décidé de réagir : augmentation de leur budget R&D, promotion de la science, aides aux étudiants en sciences et techniques et création de multinationales.

5153. LIEBOLD, Henry – « Joint ventures als Rechtsform der wirtschaftlichen Zusammenarbeit mit Entwicklungsländern » (Joint ventures : la forme juridique de la coopération économique avec les pays en voie de développement). *Staat und Recht* 35 (7), 1986 : 535-544.

Le concept « joint venture » n'est pas lié à une forme juridique spéciale ou à une structure juridique particulière. Cependant, on peut classer les nombreuses possibilités contractuelles en deux groupes existants du droit : le « joint venture » contractuel et le « joint venture » fondé sur les participations au capital. Ici, la protection des participations minoritaires joue un rôle particulier.

5154. MOISSET, Jean – « Education et développement : à la recherche d'un nouveau paradigme ». *Revue canadienne d'études du développement* 7 (1), 1986 : 65-79 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Les divers plans d'éducation mis en œuvre dans les pays du Tiers Monde n'ont pas réussi à remplir leurs promesses de développement, le paradigme qui leur est sous-jacent ne reflétant pas les réalités et les contraintes de ces pays. La réévaluation du rôle de l'éducation dans le développement passe par la définition d'un nouveau paradigme.

5155. PETRAS, James – « Authoritarianism, democracy and the transition to socialism ». *Socialist Register*, 1986 : 268-294.

Dans le Tiers-Monde, de nombreux pays sont passés d'un régime autoritaire à un régime démocratique ; certains pays d'Amérique latine ont ainsi connu une « redémocratisation ». D'autres, tels que la Chine, ont décidé d'accéder à la démocratie en empruntant une voie socialiste.

5156. WOOD, Robert E. ; MMUYA, Max – « The debt crisis in the Fourth World : implications for North-South relations ». *Alternatives* 11 (1), janv. 86 : 107-131 ; tabl. ; bibliogr.

La crise de l'endettement du Quart-Monde va se prolonger pendant de nombreuses années encore, et elle demeurera au centre des rapports Nord-Sud. Il est même possible qu'elle s'aggrave en raison de l'insuccès des mesures prises par le FMI et la Banque mondiale, de la manière dont elle a été gérée et, enfin, des développements politiques dans les pays débiteurs.

5157. YAKER, Layachi – « L'organisation du Tiers-Monde face à la crise économique mondiale : OCDE des pays en voie de développement ou secrétariat du Sud ? » *Revue algérienne des relations internationales* (2), 2e trim. 86 : 45-55.

Les pays du Tiers-Monde n'ont pas encore obtenu l'indépendance économique qui est cependant la condition sine qua non de leur développement et de leur émancipation. C'est pourquoi il est indispensable que ces pays mettent sur pied et renforcent la coopération Sud-Sud, seule façon de répondre à l'inégalité des rapports Nord-Sud.

Economie et finances

Voir aussi : n° 4979

5158. « Spécial 12 propositions pour vaincre la faim ». *Croissance des jeunes nations* (287), oct. 86 : 3-53.

Numéro consacré aux moyens de lutter contre la famine, la malnutrition, le sous-développement : douze propositions dans tous les domaines (pêche, biotechnologies, commerce international, éducation...), demandant la participation de tous les acteurs (paysans, femmes, chercheurs, etc.).

5159. CLAISSE, Alain – « L'entreprise publique dans les pays en développement ». *Cahiers africains d'administration publique* (26), 1985 : 33-53 ; résumés en arabe et en anglais.

Dans les pays en développement, l'entreprise publique joue un double rôle. Elle constitue souvent un des piliers de la politique économique nationale, de plus elle sert d'unité d'émulation et de stimulation à l'égard du secteur privé. Le problème majeur qui se pose à ces entreprises concerne leur contrôle.

5160. GALBIS, Vicente – « Financial sector liberalization under oligopolistic conditions and a bank holding company structure ». *Savings and Development* 10 (2), 1986 : 117-141 ; tabl. ; résumé en français.

Les tentatives de libéralisation du secteur financier entreprises dans les pays en développement ont rencontré de nombreuses difficultés dues à des contradictions de politique économique et à des facteurs structurels adverses dans leurs systèmes financiers, souvent caractérisés par des institutions financières oligopolistiques appartenant à des groupes économiques associés à des compagnies de holding bancaire. Ce maintien d'une certaine réglementation du marché destinée à délimiter les activités et les pouvoirs de ces institutions et à contrôler le niveau du taux d'intérêt est souhaitable.

5161. KILLICK, Tony – « Twenty-five years in development : the rise and impending decline of market solutions ». *Development Policy Review* 4 (2), juin 86 : 99-116 ; tabl.

Alors que les institutions internationales telles que la Banque mondiale ou le FMI sont de plus en plus strictes sur les conditions de leurs interventions, les pays en développement sont soumis à un dirigisme croissant depuis une vingtaine d'années. Le retour des mécanismes de marché faciliterait peut-être la sortie de la crise pour ces pays, mais risquerait d'accroître certaines inégalités.

5162. RONDINELLI, Dennis A. – « The urban transition and agricultural development : implications for international assistance policy ». *Development and Change* 17 (2), avr. 86 : 231-263 ; tabl. ; bibliogr.

Les vingt années à venir vont voir s'opérer une transition urbaine et des bouleversements dans le monde agricole dans les pays en développement. Malheureusement les organisations internationales n'y sont pas préparées. Pour que l'assistance internationale demeure adaptée, ces organisations doivent comprendre que des politiques régionales sont insuffisantes et que les développements rural et urbain sont intimement liés dans ces pays.

Pays occidentaux

Voir aussi : n° 5070, 5138

5163. [Universities after the sixties]. *Minerva* 24 (1), print. 86 : 98-113.

Trois articles consacrés à décrire la situation des universités, après la retombée des mouvements de contestation des années 1965-70, dans plusieurs pays occidentaux.

5164. MIGRANÂN, A.M. – « Krizis teorij demokratii na Zapade » (La crise des théories de la démocratie en Occident). *Voprosy filosofii* (9), 1986 : 122-132 ; résumé en anglais.

Une analyse de l'approche, par les théories occidentales de la démocratie, des problèmes de la liberté et de l'égalité, de la propriété, de la participation politique et du rôle de l'Etat dans la vie de la société, permet de tirer les conclusions suivantes : les tenants de ces théories font leurs, avec quelques modifications, les principales valeurs du libéralisme et les institutions de la démocratie bourgeoise ; aucune théorie de la démocratie prétendant donner une explication satisfaisante de l'organisation et du fonctionnement des sociétés occidentales actuelles ne parvient à remplir cette tâche.

5165. ROGERS, Bernard W. – « Renforcement de l'OTAN : le rôle de l'Europe ». *Politique étrangère* 51 (2), été 86 : 545-558.

Discours prononcé par le Commandant suprême des Forces alliées en Europe et Commandant en Chef des Forces américaines en Europe, en février 1986 : les pays de l'OTAN sont menacés par la puissance militaire croissante des pays du Pacte de Varsovie. Une dissuasion nucléaire ne suffit plus, il faut renforcer les forces stratégiques traditionnelles. Face à une plus forte coopération entre les Etats-Unis et les pays européens – notamment la France –, grâce à la FOFA et à l'IDS, l'OTAN pourra exercer une pression plus grande sur les stratégies à long terme de l'URSS.

5166. SCHMIDT, Manfred G. – « Politische Bedingungen erfolgreicher Wirtschaftspolitik. Eine vergleichende Analyse westlicher Industrieländer (1960-1985) » (Conditions politiques pour une politique économique couronnée de succès. Analyse comparative des pays industrialisés occidentaux de 1960 à 1985). *Journal für Sozialforschung* 26 (3), 1986 : 251-273 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les différences entre les Etats industriels occidentaux en matière de performances économiques sont explicables en partie par les méthodes d'analyse économique employées. Il existe par ailleurs un lien entre les performances économiques et les structures politiques, la répartition du pouvoir et l'idéologie politique.

5167. VIRGO, John – « Youth unemployment issues : Western Europe and the United States ». *Rivista internazionale di scienze economiche e commerziali* 33 (6-7), juil. 86 : 565-584 ; tabl. ; bibliogr. ; résumé en italien.

Analyse comparée des taux, des raisons du chômage des jeunes et des politiques de lutte contre le chômage en Europe occidentale (France, Grande-Bretagne, Italie, RFA, Suède) et aux Etats-Unis.

III
ÉTUDES GÉNÉRALES MONDIALES OU INTERNATIONALES

Institutions et vie politiques

5168. « Colloque sur les risques naturels et technologiques majeurs : aspects juridiques, 14-15 octobre 1985, Toulouse ». *Droit et ville* (20), 1985 et (21), 1986 : 337 p. et 330 p. ; tabl.

Deux numéros spéciaux. Compte rendu du colloque et des travaux des commissions « terre », « risques atmosphériques, chimiques et nucléaires », « prévention et secours en droit interne », « urbanisme, construction, sécurité », « agriculture ». La prévention et la lutte contre les sinistres majeurs et la réparation juridique de la catastrophe survenue. Voir notamment dans le n° de 1985 : SCOUAZZI, Tullio : n° 5003 ; PRIEUR, Michel : n° 4879 ; COULET, William : n° 4916 ; et dans le n° de 1986 : VELLAS, Purre : n° 5181 ; SAY, Joseph L. : n° 4821 ; TOMASIN, Daniel : n° 4929.

5169. « L'étude des politiques publiques ». *Revue internationale des sciences sociales* 38 (2), juin 86 : 169-322 ; tabl. ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés à l'état actuel des études des politiques publiques, spécialité de la science politique qui s'est développée à partir de la fin des années 60 : le contexte insitutionnel de ces politiques, leur application et leurs effets. Voir notamement SCHARPF, Fritz W. : n° 5179 ; OSZLAK, Oscar : n° 5111 ; YOO, Yong-Youl : n° 4794 ; MURSWIECK, Axel : n° 4731 ; DOBROV, Guennady : n° 5078.

5170. [La lutte contre le terrorisme]. *Etudes polémologiques* (38), 2e trim. 86 : 3-171.

Numéro spécial consacré aux réponses, nationales et transnationales, que les sociétés et les Etats peuvent apporter à un phénomène d'une très grande complexité (psychologique, politique, judiciaire) et, le plus souvent, mal cerné. Voir notamment : PLENEL, Edwy : n° 4878 ; PEZE, Antoine : n° 4867 ; FONTANAUD, Daniel : n° 4867.

5171. « The State and the public sphere ». *International Political Science Review* 7 (2), 1986 : 109-122 ; bibliogr. ; résumés en français.

Numéro spécial consacré à la notion d'Etat : évolution historique et diverses interprétations du concept, les modèles d'analyse (pluraliste, marxiste, corporatiste), l'Etat libéral, les fonctions et l'avenir de l'Etat.

5172. « Villes en guerre ». *Autrement-Série mutations* (83), oct. 86 : 189 p.

Numéro consacré à la vie quotidienne dans les villes en guerre, avec les exemples de Beyrouth, Belfast, Londonderry, Kaboul, San Salvador, Butuan,

Théhéran, Bagdad, Managua, Phnom Penh, Peshawar, Deir El Kamar, Tripoli. Voir notamment : ROY, Olivier : n° 4715.

5173. ABADA, A. – « Les guerres de libération nationale et le droit humanitaire contemporain ». *Revue algérienne des relations internationales* (2), 2e trim. 86 : 123-133.

Le nouveau Protocole 1 de la Convention de Genève sur les conflits armés internationaux a étendu les conflits armés à ceux dans lesquels les peuples luttent contre la domination coloniale et l'occupation étrangère et reconnu le statut des combattants et prisonniers de guerre à leurs combattants.

5174. BETTS, Richard K. ; HUNTINGTON, Samuel P. – « Dead dictators and rioting mobs : does the demise of authoritarian rules lead to political instability ? ». *International Security* 10 (3), hiv. 86 : 112-146 ; tabl. ; bibliogr.

Plus le régime autoritaire se prolonge dans le temps, plus fortes sont les perspectives d'instabilité après la mort ou le remplacement du leader, tels sont les résultats d'une étude sur 22 cas dans des pays du Tiers-Monde. Ces résultats ne peuvent fournir un mode d'action à la politique extérieure américaine envers les pays « à risques ».

5175. GAMBLE, Andrew – « Capitalism or barbarism : the Austrian critique of socialism ». *The Socialist Register* 1986 : 355-372.

C'est Hayek qui inspira par ses écrits la critique du socialisme au cours des années soixante-dix. Il s'est constamment insurgé contre le socialisme mais sa critique est plus théorique qu'empirique même s'il illustre souvent sa pensée en ayant recours au cas soviétique.

5176. GOODWIN-GILL, Guy – « International law and the detention of refugees and asylum-seekers ». *International Migration Review* 20 (2), été 86 : 193-219.

La protection juridique des réfugiés politiques nécessite à la fois une adaptation du droit international et une stricte application du droit des individus. Mais des obstacles gênent l'élaboration d'une protection optimale : respect des souverainetés nationales, absence de système d'habeas corpus, ... La Convention des Droits de l'homme signée dans le cadre de l'ONU reste une base de référence.

5177. POWEL, G. Bingham Jr. – « Extremist parties and political turmoil ». *American Journal of Political Science* 30 (2), mai 86 : 357-378 ; tabl. ; bibliogr.

Une recherche effectuée au cours des années 70 sur 87 partis extrémistes dans 12 pays permet d'éclairer deux points restés obscurs de la théorie qui établit une relation entre les désordres politiques et l'assise des partis extrémistes : la force de ces partis est-elle cause ou conséquence de l'instabilité ; celle-ci est-elle liée à la force idéologique des partis ou à leur exclusion du système d'alternance ?

5178. ROSS, George ; JENSON, Jane – « Post-war class struggle and the crisis of left politics ». *Socialist Register* 1986 : 23-49.

Les mouvements ouvriers observent un recul sans précédent dans les pays industriels, qu'il s'agisse des partis politiques ou des syndicats. Depuis 1945, ces mouvements n'ont pas suffisamment profité de la lutte des classes qui a marqué la période. Dans l'avenir, l'ouvriérisme ne paraît pas être un choix valable ; la gauche doit élaborer une stratégie politique entièrement nouvelle.

5179. SCHARPF, Fritz W. – « Echec des politiques et réforme des institutions : pourquoi la forme devrait-elle suivre la fonction ? » *Revue internationale des sciences sociales* 38 (2), juin 86 : 193-203.

S'il est vrai que les institutions ont une forte influence sur les politiques publiques, leur réforme délibérée ou la réorganisation de l'appareil de l'Etat ne constituent pas des stratégies très fiables, pour rendre plus efficace l'action des pouvoirs publics. La réforme des institutions est une entreprise aléatoire, dont les résultats sont difficiles à prévoir.

5180. STAAR, Richard F. – « Checklist of communist parties in 1985 ». *Problems of Communism* 35 (2), avr. 86 : 58-71 ; tabl.

Le mouvement communiste dans le monde n'a pas subi de grandes modifications en 1985 : les partis des pays socialistes ont gagné des adhérents, alors que ceux des pays démocratiques en ont perdu. Liste de tous les partis communistes recensés dans le monde, le nombre d'adhérents, la date du Congrès. Voir à la suite, p. 72-78, SPAULDING, Wallace : « Communist fronts in 1985 ».

5181. VELLAS, Pierre – « Les Nations Unies et les secours en cas de catastrophes ». *Droit et ville* (21), 1986 : 79-94 ; tabl.

L'action du bureau du coordinateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe se heurte toujours à des obstacles juridiques qui rendent souvent difficile, tardif ou impossible l'acheminement des secours d'urgence. La souveraineté des Etats étant tenace, il vaut mieux abandonner des projets généreux et utopiques et mener une action persévérante et réaliste.

Relations internationales

Voir aussi : n° 4880

5182. « Actes du colloque " Les moyens de pression économiques et le droit international " ». *Revue belge de droit international* 18 (1), 1985 : 7-245.

Suite d'articles consacrés à la définition des moyens de pression économiques, à leurs causes, leurs répercussions et leur efficacité. Voir notamment : LAKEHAL, Djamel-Eddine : n° 5189 ; MATHY, Denise : n° 4801 ; MERTENS, Pierre : n° 5197 ; PELES, Slavenka : n° 5077. ERGEC, Rusen : n° 5085.

5183. « La course aux armements et le désarmement en 1985 ». *Arès défense et sécurité* 1986 : 229-401 ; bibliogr.

Dossier présentant les grandes négociations du désarmement qui se sont déroulées en 1985 : travaux des Nations Unies, troisième conférence d'examen du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, négociations de Genève et réactions de l'URSS, des Etats-Unis, de l'Europe et des pays du Pacifique. Chronologie des faits et en annexe de chaque article, liste des documents réalisés dans le cadre de ces négociations. Voir notamment : GUILHAUDIS, Jean-François : n° 4827 ; CHAPAL, P. : n° 5185 ; GUILHAUDIS, Jean-François : n° 5143.

5184. BALL, Desmond – « Nuclear war at sea ». *International Security* 10 (3), hiv. 86 : 3-31 ; tabl.

Bien que plus d'un tiers des armes nucléaires américaines et soviétiques soient placées sur des sites maritimes, la perspective d'un conflit nucléaire maritime n'est jamais envisagée. Pourtant, les risques d'accident et d'escalade sont particulièrement élevés sur ce théâtre d'opérations et l'élaboration d'une doctrine particulière est nécessaire.

5185. CHAPAL, P. – « Les réponses des Etats européens à l'initiative de défense stratégique ». *Arès défense et sécurité* 1986 : 321-329.

Les pays européens sont divisés et incapables de prendre une décision commune à propos du programme IDS lancé par les Etats-Unis. Toutefois, entre les pays qui se sont lancés dans une coopération officielle et qui n'en tireront que quelques marchés et ceux qui refusent toute collaboration officielle mais laisseront vraisemblablement leurs entreprises participer à l'IDS, les situations sont moins divergentes qu'il n'y paraît à priori.

5186. GARCIA, S. et al. – « The new law of sea, and the access to surplus fish ressources, bioeconomic reality and scientific collaboration ». *Marine Policy* 10 (3), juil. 86 : 152-200.

La Convention sur le droit de la mer en 1982 a transformé de nombreux points du droit de la pêche tels que la détermination d'un quota de pêche auquel le pays a droit dans sa zone exclusive de pêche ou encore les conditions d'accès et le choix d'Etats étrangers autorisés à pêcher le surplus de pêche que le pays ne peut pêcher lui-même.

5187. KIS, Janos – « L'Europe de Yalta, de 1945 à nos jours ». *Esprit* (10), oct. 86 : 35-44.

Que faire, face au dilemme de Yalta : si on souhaite que les grandes puissances annulent les accords de Yalta, on doit envisager la possibilité d'une guerre en Europe. La seule issue consiste à réinterpréter ces accords. En effet, la concession qui autorise l'URSS à avoir recours à la force, pour maintenir les régimes politiques en vigueur, fait partie d'une interprétation histotique postérieure à Yalta.

5188. KRUZEL, Joseph – « From Rush-Bayot to START : the lessons of arms control ». *Orbis* 30 (1), print. 86 : 193-216.

Les progrès du contrôle des armements sont affectés par le niveau de la technologie militaire. Les négociations ont plus de chances d'aboutir lorsque la technologie se développe lentement et entre nations ayant atteint un certain accord politique sur la nécessité d'une coopération. Les accords les plus durables sont ceux qui consacrent leur égalité des forces entre les signataires.

5189. LAKEHAL, Djamel-Eddine – « Les sanctions à la destruction du Boeing sud-Coréen, le 1er septembre 1983 ». *Revue belge de droit international* 18 (1), 1985 : 171-182.

L'affaire du Boeing sud-coréen est une illustration supplémentaire de la compétence de l'Etat pour exercer individuellement son pouvoir de sanction non armée dans des conditions tout à fait discutables.

5190. LEBEAU, André – « L'astronaute et le robot. Horizons proches et lointains de la technique spatiale ». *Futuribles* (102), sept. 86 : 3-22 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Les récents échecs de l'industrie aérospatiale qui ont retardé les lancements de satellites et remis en cause les programmes spatiaux occidentaux témoignent d'un décalage grandissant entre les besoins immédiats des organismes lanceurs de satellites et les ambitions plus riquées des conquérants de l'espace.

5191. LISTAUG, Ola – « War and defence attitudes : a first look at survey data from 14 countries ». *Journal of Peace Research* 23 (1), mars 86 : 69-76 ; tabl., graph.

Parmi les quatorze pays étudiés, ce sont les Etats-Unis qui redoutent le plus le déclenchement d'une guerre en cours des cinq années à venir. Au contraire, la Hongrie se montre très confiante et peu soucieuse. Les différences d'attitudes vis-à-vis de la guerre, s'expliquent par le passé historique de ces pays et par leur situation géographique.

Vie culturelle et scientifique

5192. « La contrefaçon internationale des marques ». *Droit et pratique du commerce international* 12 (2), 1986 : 185-271 ; tabl., graph. ; résumés en anglais.

Suite d'articles consacrés aux stratégies poursuivies par les Etats et les entreprises pour lutter contre la contre-façon : protection des marchés nationaux et incitation des Etats qui tolèrent les activités contrefaisantes à réprimer de telles productions.

5193. [Le développement de l'Islam]. *L'Afrique et l'Asie modernes* (150), aut. 86 : 47 p.

Quatre articles sur l'Islam, en Asie et au Proche-Orient, ses relations avec les autres religions ou avec la politique. Voir : SOLA, Richard : n° 4761 ; KAMINSKY, Catherine ; KRUK, Simon : n° 4806 ; BOISSEAU DU ROCHER, Sophie : n° 4981 ; DA COSTA, Hélène : n° 5063.

5194. L'informatique

a. « Informatique et société ». *Reflets et perspectives de la vie économique* 25 (4), juil. 86 : 221-310.
Suite d'articles sur la place que tient aujourd'hui et que tiendra demain l'informatique : les performances sans cesse améliorées de la technologie, l'expansion des marchés, la croissance des producteurs de machines et de

logiciels, prouvent que l'avenir appartient à l'informatique et que celle-ci bouleversera les structures traditionnelles du travail.

b. LANVIN, Bruno – « La société d'information en suspens ». *Futuribles* (103), oct. 86 : 43-65.
Le recours accru aux prestations de l'informatique et de la télématique pose un certain nombre de questions : le lien entre informatique et compétivité et conséquences pour la division internationale du travail, les tendances lourdes, associées à l'importance croissante de l'information, les facteurs d'inertie qui remettent au lendemain l'arrivée mythique de la société d'information.

5195. Les technologies de pointe

a. « The high-tech race ». *Fortune International* 114 (8), 13 oct. 86 : 18-47.
Suite d'articles consacrés à la course aux nouvelles technologies : la place des Etats-Unis face à l'URSS et au Japon ; les secteurs et les chercheurs.

b. BENKO, G.B. – « Quelques considérations sur les activités de pointe ». *Bulletin de l'Association de géographes français* 63 (4), sept. 86 : 329-339 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.
La nouvelle technologie apparaît comme une force majeure du progrès économique des pays développés. En créant des emplois et en améliorant la productivité, elle dépasse la crise de l'industrie traditionnelle et engendre un nouveau type de produit et de processus économique.

5196. MARGIOTTA BROGLIO, Francesco – « La visita di Giovanni Paolo II alla Sinagoga di Roma e la questione di Gerusalemme ». *Rivista di studi politici internazionali* 53 (3), sept. 86 : 425-444.

La visite de Jean-Paul II à la grande Synagogue de Rome, le 13 avril 1986, a remis en lumière la question des raports entre catholicisme et judaïsme, en particulier sur la question de Jérusalem. L'internationalisation de la ville Sainte, traditionnelle demande du St-Siège, semblerait pouvoir se limiter à une garantie internationale de libre accès, selon les déclarations récentes du Cardinal Willebrands. Une confirmation officielle du St-Siège sur ce point confirmerait la nouvele orientation choisie par Jean-Paul II.

5197. MERTENS, Pierre – « Le boycott des jeux olympiques ». *Revue belge de droit international* 18 (1), 1985 : 195-201.

Sans pouvoir être qualifée d'illicites, les mesures de boycott sont une arme de la guerre froide qui, loin de résoudre un conflit, ont tendance à l'aggraver. Le boycott de l'Etat organisateur des jeux olympiques est une violence économique même s'il est abrité derrière « le masque des bons sentiments ».

Questions sociales

5198. « Issues surrounding comparable worth ». *Contemporary Policy Issues* 4 (2), avr. 86 : 1-50.

Suite d'articles consacrés au travail féminin et, plus exactement, au concept : à valeur de travail égal, salaire égal. La discrimination salariale dont les femmes font l'objet résulte-t-elle d'une attitude délibérée des chefs d'entreprise ou d'une moindre qualification et d'un absentéisme plus élevé des femmes au travail ?

5199. « Il sociale e l'immaginario ». *Classe* (1), aut. 86 : 15-213.

Suite d'articles consacrés à l'imaginaire social à travers la problématique de la diversité des sujets « prolétariat » et « capital », qui entraîne des perceptions diverses du temps, de l'histoire et des formes du politique. Voir notamment : MANGAND, Attilio : n° 5001 ; BOSSI, Giovanni et al. : n° 5011 ; SZYLAGY, Sandor : n° 4970.

5200. « A symposium on the role and influence of trade unions in a reccession ». *British Journal of Industrial Relations* 24 (2), juil. 86 : 157-204 ; tabl., graph. ; bibliogr.

Suite d'articles consacrés au rôle des syndicats en période de récession. Ils parviennent à influencer le niveau des salaires, mais le chômage les contraint à un certain recul. Voir notamment : TERRY, Michael : n° 4951 ; BLANCHFLOWER, David : n° 4944.

5201. ALEXANDER, Yonah – « Narco-terrorism : some strategic considerations ». *Crossroads* (20), 1986 : 55-71 ; tabl., graph. ; bibliogr.

La connexion terrorisme-drogue apparaît de plus en plus clairement. Attentats et drogues sont deux moyens de déstabiliser les démocrates occidentales. Les filières bénéficient de la protection de l'URSS, et de ses satellites (surtout la Bulgarie) et de l'aide logistique de la Syrie, du Liban et de l'OLP.

5202. SHIRLEY, Steve – « L'entreprise sans bureaux : oui, il en existe ! » *Harvard l'expansion* (42), aut. 86 : 54-63.

Interview. Steve Shirley est le PDG d'une société de service informatique où tout le personnel réparti dans trois pays, Pays-Bas, Danemark et Royaume-Uni travaille à domicile. La réussite de l'entreprise est fondée sur la souplesse et le travail en équipe. Il y a environ une dizaine de réunions par an et des contacts téléphoniques permanents.

5203. ZOLBERG, Aristide R. et al. – « International factors in the formation of refugee movements ». *International Migration Review* 20 (2), été 86 : 151-169 ; bibliogr.

L'examen des flux de réfugiés en Amérique latine, en Asie et en Afrique, depuis les années soixante, révèle que des facteurs proprement internationaux ou transnationaux les affectent de manière directe et indirecte. L'existence de ces réfugiés est inévitable, mais la crise des réfugiés internationaux pourrait être estompée si les politiques extérieures des gouvernements occidentaux étaient aménagées en leur faveur.

Economie et finances

5204. « Le désarmement pour le développement ». *Arès défense et sécurité* 1986 : 3-227.

Dossier abordant les questions relatives au désarmement et au développement économique : conditions préalables pour engager un effort de désarmement, précautions scientifiques et stratégiques à prendre, impact des dépenses militaires sur la conjoncture des pays, importance des effets de l'effort de défense sur les structures de l'économie et propositions de désarmement pour le développement.

5205. L'énergie

a. « L'énergie après Tchernobyl ». *Après demain* (287), oct. 86 : 2-35.
Suite d'articles consacrés à la scène énergétique mondiale, bouleversée par la chute des prix du pétrole et la catastrophe de Tchernobyl : le déséquilibre entraîné par l'instabilité des prix du pétrole et la défaillance technique de la « solution miracle » du nucléaire ont créé une crise de l'opinion publique et doivent provoquer une remise en question politique.

b. ADELMAN, M.A. – « Scarcity and world oil prices ». *The Review of Economics and Statistics* 68 (3), août 86 : 387-397 ; tabl., graph. ; bibliogr.
Le prix actuel du pétrole et son évolution depuis la crise de 1973 ne peuvent être expliqués par des problèmes de rareté. L'évolution depuis cette date de l'investissement et des coûts marginaux d'exploitation montre que l'offre de pétrole a été volontairement bloquée afin de maintenir les prix pétroliers. Ce procédé est toutefois très fragile.

5206. « Nations et systèmes productifs ». *Economies et sociétés* 20 (5), mai 86 : 1-231 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en français.

Numéro spécial consacré à la notion de « système productif » et du rôle de ce concept dans la crise actuelle. L'étude du système économique de plusieurs pays permet de concrétiser cette notion. Voir : NAIRATE, Andréa et al. : n° 4924 ; CALVET, J. : n° 5124 ; ANDROUAIS, Anne : n° 5019 ; PETITBO, Amaden : n° 4814 ; GUILLEN, Arturo : n° 5027 ; FARDEHEB, A. ; HAMEL, B. : n° 4720.

5207. « Risiko und Okonomie » (Risque et économie). *Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik* 122 (3), sept. 86 : 231-583 ; tabl., graph. ; bibliogr. ; résumés en anglais et en français.

Numéro spécial consacré à l'analyse de l'incidence économique du risque et de l'assurance contre les risques en général et dans des domaines particuliers (maladie, automobile, etc.).

5208. « A survey of the World Bank ». *The Economist* 300 (7465, 3 oct. 86 *Focus* : 56 p. ; tabl., graph.

A l'occasion de sa réunion annuelle, dossier consacré à la situation et la politique actuelles de la banque mondiale.

5209. ARTUS, Patrick – « Crises de balance des paiements, politique monétaire, contrôle des changes ». *Revue économique* 37 (4), juil. 86 : 637-658 ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Quelles sont les conséquences de l'abandon d'une parité fixe dans un pays où la création est plus forte qu'à l'étranger ? Il peut y avoir crise de balance des paiements. Il peut aussi y avoir dévaluation et non-passage aux changes flexibles si le contrôle des changes permet aux non-résidents de détenir de la monnaie nationale et non de s'endetter en monnaie nationale.

5210. CRAMPES, Claude – « Des instruments pour le contrôle des entreprises publiques ». *Revue économique* 37 (5), sept. 86 : 757-782 ; graph. ; bibliogr. ; résumé en anglais.

Il existe des divergences d'objectifs entre l'entreprise publique et son ministère de tutelle au niveau de l'information et des préoccupations respectives. En plus des soucis sectoriels de l'entreprise, les pouvoirs publics ont des préoccupations macro-économiques (chômage, inflation, main-d'œuvre, etc.). La régulation de l'entreprise par le volume d'activité se révèle à la fois plus simple et plus perfomante que la régulation indirecte par le volume d'emploi.

5211. DE ROSA, Dean A. – « Islamic financial policies and domestic resource mobilization ». *Savings and Development* 10 (2), 1986 : 143-153 ; résumé en français.

Dans les pays islamiques, différents mouvements politiques ont essayé d'éliminer l'intérêt (riba) des transactions financières. Pour stimuler une plus grande confiance dans les instruments financiers, sous forme d'actions, une politique financière non discriminatoire, se réalisant avec l'introduction de nouvelles formes d'instruments à rendement fixe, serait plus souhaitable, qu'une politique discriminatoire visant à éliminer des instruments financiers à rendements fixes, au moment où on introduit des actions.

5212. KATSIAOUNI, Olympios ; BRIDGER, Gordon – « Whatever happened to economic planning ? ». *The Round Table* (299), juil. 86 : 208-219 ; bibliogr.

Jusqu'aux années 60, la planification économique a été pratiquée, ou tentée, dans la plupart des pays de l'Europe occidentale, et aussi dans les pays en développement. Ensuite, l'attitude de tous ces pays est devenue plus nuancée envers la planification, tout comme dans certains pays socialistes, comme la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie.

5213. LEVY, David T. ; HABER, Lawrence J. – « An advantage of the multi-product firm : the transferability of firm specific capital ». *Journal of Economic Behavior and Organization* 7 (3), sept. 86 : 291-302.

Une firme non spécialisée dans un seul produit connaît des coûts de pénétration des marchés importants mais est aussi moins dépendante de l'évolution de la concurrence.

5214. MANZ, Charles C. ; SIMS, Henry P. – « Leading selfmanaged groups : a conceptual analysis of a paradox ». *Economic and Industrial Democracy* 7 (2), mai 86 : 141-165 ; tabl. ; bibliogr.

Parce qu'elles supposent des situations idéales, les théories relatives aux groupes de travail autogérés négligent d'anlyser le rôle et la présence d'un leader. Dans la réalité, un leader modifie peu à peu les comportements individuels et amène ainsi le groupe à rééllement se prendre en charge.

Relations économiques internationales

Voir aussi : n° 5103

5215. Les firmes multinationales

a. « La science, la technologie de pointe et les multinationales ». *Impact. Science et société* 36 (1), 1986 : 7-98.
Numéro spécial consacré au rôle que jouent les multinationales dans le transfert de technologie et le développement des pays du Tiers-Monde. Voir : FARUQUI, Akhtar Mahmud : n° 5152 ; FORJE, Lenna C. ; FORJE, John W. : n° 5102 ; MERITT, Giles : n° 5130.

b. MADEUF, Bernadette – « Du paradoxe à l'auto-organisation : pour une nouvelle approche de l'économie mondiale ». *Review – Fernand Braudel Center for the Study of Economics, Historical Systems and Civilizations* 9 (4), print. 86 : 573-601 ; bibliogr. ; résumé en anglais.
A l'heure actuelle, l'analyse de l'économie mondiale consiste en un ensemble de théories distinctes. L'analyse des rapports entre économie nationale et firmes multinationales nécessite cependant une approche à la fois globale et intégrée, que l'utilisation d'outils conceptuels permet d'appréhender.

5216. « Symposium on exchange rates, trade, and capital Flows » *Brookings Papers on Economic Activity* (1), 1986 : 165-235 ; tabl., graph.

Suite d'articles : les fluctuations des taux de change (et essentiellement du dollar) ne peuvent-elles être limitées par une coordination des politiques monétaires des pays industrialisés ? Quelle influence une telle coordination aurait-elle sur le commerce mondial, le déficit commercial des Etats-Unis, les mouvements internationaux de capitaux ?

5217. AFANAS'EV ; M. – « Technologičeskaâ blokada socialističeskih stran » (Le blocus technologique des pays socialistes). *Voprosy ekonomiki* (9), sept. 86 : 109-118.

Malgré les pertes économiques qu'il occasionne dans les pays d'Europe occidentale, l'embargo sur les transferts de technologies en direction des pays socialistes est toujours aussi sévère. A son arrivée au pouvoir, Reagan a fait élargir la liste établie aux Etats-Unis et par le COCOM, des produits interdits à l'exportation et prolonger l'application de la loi de 1979, sur l'embargo. En 1985, grâce aux efforts des Etats-Unis, un nouvel organisme est apparu, le CTEM (Conseil des experts en sécurité et technologie), regroupant des experts militaires, et chargé d'étudier et de permettre ou non l'exportation de telle ou telle technologie nouvelle.

5218. MAC DONALD, Stuart – « Controlling the flow of high-technology information from the United States to the Soviet Union : a labour of Sisyphus ? » *Minerva* 24 (1), print. 86 : 39-73 ; tabl.

Les Etats-Unis souhaitent que leur haute technologie ne parvienne pas en URSS, spécialement pour des raisons militaires ; outre que cette technologie émane aussi d'autres pays occidentaux, il ne semble pas possible de mettre des barrières devant la circulation de l'information.

PLAN DE CLASSEMENT

I. ÉTUDES NATIONALES
(par ordre alphabétique des pays)

II. ÉTUDES RÉGIONALES
(par ordre alphabétique des ensembles géopolitiques)

Dans ces deux premières sections, si le nombre des notices relatives à un pays ou à un ensemble géopolitique le justifie, elles sont regroupées en rubriques au nombre maximum de huit, dans l'ordre suivant :

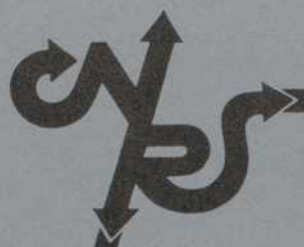
1. Généralités
2. Institutions et vie politiques
3. Relations extérieures
4. Vie culturelle et scientifique
5. Questions sociales
6. Economie et finances
7. Aménagement et urbanisme
8. Relations économiques extérieures

Dans chaque rubrique (ou sous chaque nom de pays ou de région s'il ne donne pas lieu à une subdivision), les notices sont classées par ordre alphabétique des noms d'auteurs (anonymes en tête).

III. ÉTUDES GÉNÉRALES, MONDIALES OU INTERNATIONALES

1. Généralités
2. Institutions et vie politiques
3. Relations internationales
4. Vie culturelle et scientifique
5. Questions sociales
6. Economie et finances
7. Aménagement et urbanisme
8. Relations économiques internationales

Dans chaque rubrique, classement alphabétique.



L'ÉVOLUTION DU STATUT CIVIL DE LA FAMILLE DEPUIS 1945

Jacqueline Rubellin-Devichi

• depuis 1945, véritable révolution du droit de la famille : droit nouveau faisant reposer la famille sur la volonté libre de ses membres • description des différentes étapes de cette évolution • couples : situation des personnes, patrimoniale • enfants : établissement de la filiation, condition juridique.

17 × 25 / 136 p./ dos collé

I tabl.

ISBN 2-222-03383-7 50 F

Editions du CNRS

15 quai Anatole France. 75700 Paris

CCP Paris 9061-11 - Tél. 555 92 25

M _____ chez son libraire ☐
à défaut aux Éditions du CNRS (chèque joint) ☐
profession _____ et demande votre documentation
☐ Sciences humaines
adresse _____ ☐ Sciences exactes et naturelles
☐ Trésor de la langue Française
achète le livre _____ ☐ Revue de l'Art

INDUSTRIE SERVICE

F
P
no 7